



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°9 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Politique européenne et étrangère:		Fabriques des églises	p. 322	20 ^e séance	Judi 25 février 2016
- déclaration du Ministre	p. 333	Sommaire des séances publiques n°s 20 à 22	p. 356	21 ^e séance	Mardi 8 mars 2016
- débat	p. 342	Sommaire des questions parlementaires	p. Q132	22 ^e séance	Mercredi 9 mars 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Visite de Hannelore Kraft à la Chambre des Députés

Les grands défis communs comme la question des réfugiés, l'équilibre entre le social et l'économique et des sujets économiques et financiers étaient à l'ordre du jour de la visite de travail de Mme Hannelore Kraft à la Chambre des Députés le 19 avril 2016.

La Ministre-Présidente de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (RNW), Land le plus peuplé d'Allemagne, a été reçue pour une entrevue par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et par le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Cette première visite de Mme Kraft au Parlement luxembourgeois a donné lieu à «un

échange très fructueux entre quasi-voisins», selon M. Di Bartolomeo.

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie et le Luxembourg n'ont pas de frontière commune, mais entretiennent une coopération étroite dans des domaines divers, entre autres par l'intermédiaire du Benelux.

En effet, le 9 décembre 2008, le Ministre-Président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et les chefs de gouvernement de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg avaient signé une Déclaration politique commune sur le développement d'une coopération plus étroite tant régionale qu'européenne qui trouva son fondement dans le Traité Benelux, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, Mme Hannelore Kraft et M. Mars Di Bartolomeo

Marc Baum, nouveau député de «déi Lénk»

La politique et le théâtre sont ses deux grandes passions - et ses deux métiers: depuis quelques années, M. Marc Baum partage son temps de travail entre les bureaux de la sensibilité politique «déi Lénk», dont il est membre fondateur et, depuis 2009, l'un des attachés parlementaires, et la scène de théâtre, essentiellement celle du Théâtre National du Luxembourg (TNL).

Son assermentation le 20 avril 2016 comme député n'y changera pas grand-chose, sauf qu'en politique l'Eschois de 37 ans échange désormais les seconds rôles contre un rôle principal.

Comme le veut le système de rotation pratiqué par «déi Lénk», M. Baum a pris la succession de M. Serge Urbany, qui a assuré la première moitié du mandat.

L'engagement politique de M. Marc Baum est né pendant les mouvements d'étudiants dans les années 1990. Entre 2008 et 2014, il était membre du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.



Prestation de serment de M. Marc Baum

Forum sur la situation migratoire dans la Grande Région

Trouver les bonnes solutions pour l'accueil des réfugiés

Le Parlement de Wallonie a accueilli le 15 avril 2016 un Forum sur la situation migratoire organisé sous l'égide du Conseil parlementaire interrégional présidé par M. André Antoine et auquel ont participé les députés luxembourgeois MM. Alex Bodry, Marcel Oberweis et Mme Cécile Hemmen.

Dans son intervention introductive, M. Antoine a rappelé que l'Europe peine à trouver des solutions efficaces et solidaires à la crise migratoire et qu'une réflexion s'impose en vue d'une réforme de l'action publique qui soit respectueuse des droits fondamentaux. Il a insisté sur le devoir d'information et de vérité pour prévenir les mouvements de rejet voire la xénophobie.

Il en a appelé à une plus grande cohérence des politiques européennes mais aussi des politiques menées au sein de chaque pays en n'oubliant pas le nécessaire soutien financier aux pouvoirs locaux qui sont très concrètement concernés par les accueils.

Enfin, il a souhaité que les initiatives citoyennes soient plus promues et mieux reconnues.

Des experts internationaux se sont ensuite succédé à la tribune pour mettre en évidence de nombreux éléments d'analyse et de construction de perspectives. Il a été souligné que le monde compte 60 millions de réfugiés dont près de 90% vivent dans des pays en développement. S'agissant du million de réfugiés arrivés en Europe en 2015, ils proviennent pour l'essentiel de Syrie et d'Iraq - pays marqués par



M. Marcel Oberweis, Mme Cécile Hemmen (1^{re} rangée), M. Alex Bodry et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (2^e rangée à gauche)

de profonds conflits - mais aussi d'Afghanistan, d'Erythrée et de Somalie. Si près de la moitié ont été accueillis en Allemagne, il faut relever

que si l'on tient compte du nombre d'habitants, ce sont la Hongrie, la Suède et l'Autriche qui sont les plus concernées.

La réponse européenne à cet égard est assurément perfectible tant en termes de solidarité que de responsabilité comme l'a exposé M. Michael Lindenbauer, Représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). S'il semble qu'en ce début d'année 2016 les flux migratoires se réduisent, la persistance de plusieurs crises géopolitiques ne peut conduire à ce que le dossier quitte le premier plan de l'actualité d'autant que s'ajoute à cela le fait que la migration intra-européenne croît et qu'existent aussi des mouvements liés au regroupement familial.

Des experts nationaux, parmi lesquels M. Yves Piron, Directeur à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, ont ensuite décrit la situation dans les différentes entités de la Grande Région en mettant en évidence les initiatives mises en place. Le débat subséquent avec les députés a laissé apparaître qu'il est essentiel d'accorder un meilleur soutien aux pays de transit et de premier asile et d'adapter en permanence les capacités d'accueil en privilégiant les structures locales qui sont le plus à même d'effectuer un travail de proximité. De même, il s'agit de veiller à des soins de santé mais aussi à des aides psychosociales voire psychiatriques adéquates, tout en garantissant la scolarisation des enfants en créant notamment des classes d'accueil. Encourager le bénévolat qui joue un rôle important au niveau local constitue par ailleurs une démarche indispensable pour améliorer l'accueil des réfugiés.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Crise migratoire, droits de l'Homme et représentation politique des femmes



(de gauche à droite) M. Yves Carl et Mme Toiny Thommes de l'administration parlementaire, Mme Anne Brasseur, M. Jean-Claude Juncker et Mme Martine Mergen (manquent sur la photo: M. Yves Cruchten et Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui s'est tenue du 18 au 22 avril 2016 à Strasbourg, les députés ont débattu une série de sujets très actuels touchant directement les citoyens, comme la crise migratoire déclenchée par le conflit en Syrie, l'accord entre l'Union européenne et la Turquie qui soulève plusieurs graves questions de droits de l'Homme, la question de la protection des personnes victimes de la migration forcée ou encore la lutte contre le terrorisme après les récents attentats.

Les allocutions du Premier Ministre turc, M. Ahmet Davutoğlu, du Pré-

sident de la République d'Autriche, M. Heinz Fischer, et de M. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, constituaient d'autres points saillants de la session.

Priorité politique: droits de l'Homme

M. Juncker a insisté sur la complémentarité entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en matière de droits de l'Homme, de libertés fondamentales, de démocratie et de règles de droit, rappelant que le Conseil de l'Europe est reconnu comme étant la référence continentale pour les droits de l'Homme.

Relevant que la coopération entre les deux organisations est essentielle pour que la démocratie prenne racine partout, il a rappelé que l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'Homme constitue toujours une priorité politique.

Crise migratoire et lutte contre le racisme

Le Président de la Commission européenne a déclaré que le projet européen doit faire face à la plus difficile des épreuves, notamment sous l'effet de la crise globale des réfugiés et des attaques contre nos sociétés libres. Dans cette situation, il est

d'autant plus important de défendre une société démocratique, et il faut lutter contre le racisme, le rejet de l'autre et les attaques stupides contre l'islam qui fait partie du paysage européen. Il a ajouté qu'il ne faut pas avoir peur des réfugiés.

Face aux attaques terroristes aveugles, M. Juncker a insisté sur le fait que la réponse doit être celle de l'unité. Pour ce faire, les services de renseignement doivent coopérer plus étroitement, les frontières extérieures être renforcées et des mécanismes contre la radicalisation être mis en place.

Répondant à une question de Mme Anne Brasseur, qui regrettait que la solidarité européenne s'effrite à vue d'œil, faisant place à un repli sur soi, fondé sur un élan de nationalisme, d'électorisme et de populisme, M. Juncker a insisté avec vigueur sur le respect des normes du droit, estimant que tous ceux qui prennent des libertés par rapport à la norme démocratiquement établie font une lourde erreur. Il a exhorté les gouvernements à exécuter pleinement les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme, soulignant que toutes les institutions ont la force du respect qui leur est porté.

Représentation politique des femmes

Partant du constat que les femmes sont toujours largement sous-représentées en politique dans la plupart des États membres du Conseil de l'Europe, l'assemblée parlementaire a adopté une résolution dans laquelle elle demande aux États membres d'aller au-delà de l'adoption de mesures positives et de garantir la repré-

sentation égale des femmes et des hommes au sein des organes élus et d'autres institutions à tous les niveaux, par le biais notamment de sanctions en cas de non-respect, et des mesures d'accompagnement, permettant de concilier l'activité des élus avec leur vie privée et prévoyant un financement public pour promouvoir au sein des partis politiques la représentation politique des femmes.

Intervenant au cours du débat, Mme Françoise Hetto-Gaasch a affirmé qu'une participation équilibrée des femmes et des hommes dans toutes les décisions de la vie politique et sociétale constitue la pièce maîtresse de la démocratie. Elle a mis en avant que les femmes représentent un potentiel de savoir et de compétences essentielles que l'on ne peut ignorer. Elle a appelé notamment à la responsabilité des partis politiques qui établissent les listes afin de mettre en place des structures d'encadrement de qualité pour les enfants permettant aux femmes et aux hommes de se consacrer à leur travail et à la politique.

Mis à part l'exemple du mentorat permettant de promouvoir les talents au Luxembourg et de la législation luxembourgeoise prévoyant des sanctions au cas où l'objectif de 40% de candidats du sexe sous-représenté sur les listes ne serait pas atteint, elle a rappelé que la moitié du corps électoral sont des femmes et que, si elles soutenaient les candidats de leur propre genre, l'équité tant convoitée pourrait être atteinte.

La Chambre des Députés était représentée par Mmes Anne Brasseur, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen et M. Yves Cruchten.

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Pour une Alliance atlantique flexible, adaptable et soutenable

MM. Marc Angel et Alexander Krieps ont participé à la réunion du Comité permanent de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN le 2 avril 2016 à Paris. À l'ordre du jour figuraient notamment le combat contre le terrorisme, la crise migratoire, la guerre en Syrie et le prochain sommet de l'OTAN qui se tiendra les 8 et 9 juillet 2016 à Varsovie.

Dans le cadre d'une présentation du Général Gratien Maire, major général des armées de la République française, sur la politique de défense de la France et, en particulier, sur les opérations militaires françaises en cours en Afrique, M. Marc Angel a in-

sisté sur la relation entre les objectifs poursuivis par les acteurs de la défense et la coopération au développement.

Dans ce contexte, il a noté qu'il ne s'agit pas seulement de veiller à disposer de budgets de défense appropriés, mais de ne pas oublier non plus, à l'instar du Luxembourg, l'importance de moyens budgétaires suffisants destinés à la coopération.

M. Philippe Errera, directeur général des relations internationales et de la stratégie au Ministère de la Défense français, a pour sa part souligné dans son intervention devant les

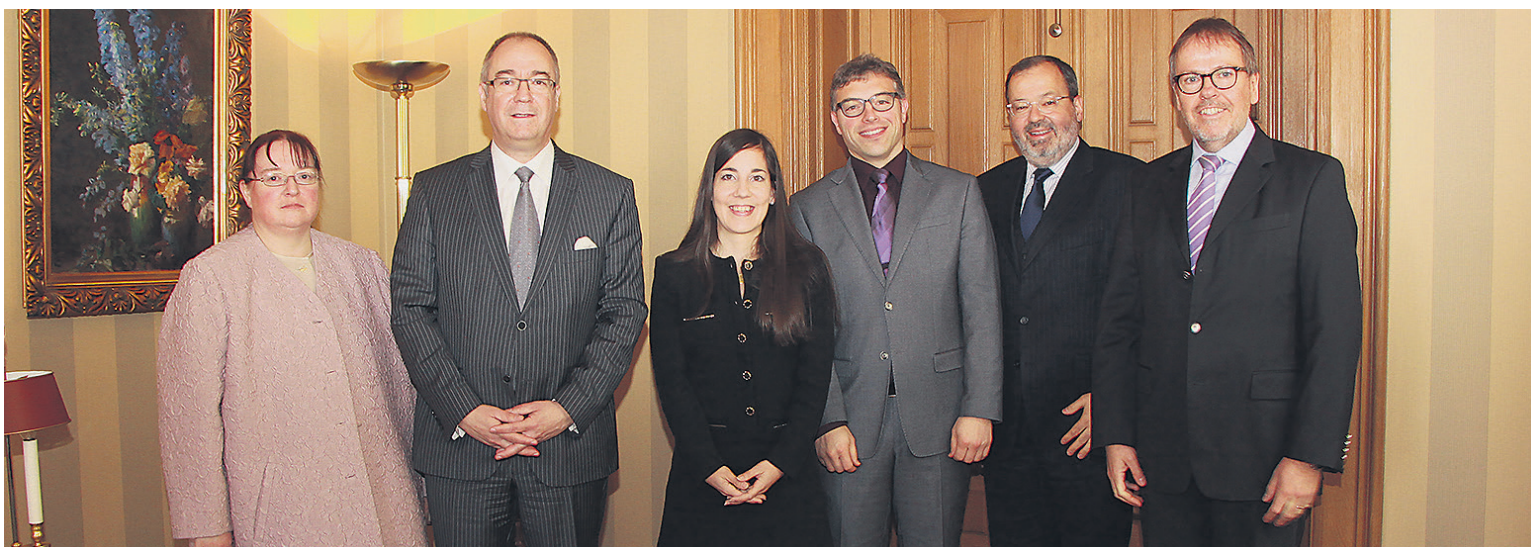
membres présents que l'objectif du Sommet de Varsovie sera notamment d'assurer la flexibilité, l'adaptabilité et la soutenabilité de l'Alliance dans un environnement de sécurité de plus en plus complexe et menaçant.

En sa qualité de trésorier, M. Marc Angel a par ailleurs présenté les comptes de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui ont été approuvés par la suite. Les membres de la Commission permanente ont également adopté un rapport sur une meilleure prise en compte du genre au sein de l'AP-OTAN présenté par Mme Angeliën Eijnsink, députée néerlandaise.



MM. Marc Angel (à gauche) et Alexander Krieps (à droite) en présence du président de la délégation française de l'AP-OTAN, M. Gilbert Le Bris

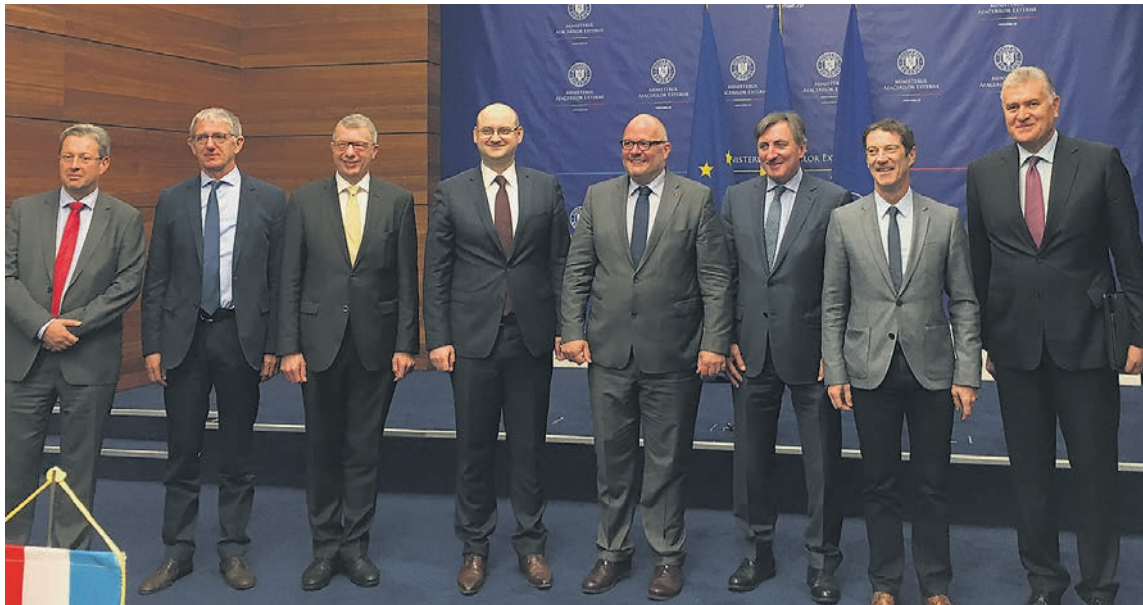
Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» que Mme Tania Sonnetti (au milieu), nommée aux fonctions d'attaché au Service des Commissions, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (2^e de gauche) le 26 avril 2016.

L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaire généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2^e de droite) et Mme Isabelle Barra, ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch (3^e de droite) et du Service des Ressources humaines, M. Jean-Paul Ternes (à droite).

Une délégation de la Chambre reçue à Bucarest



Échange de vues entre députés roumains et luxembourgeois

Le contrôle commun des frontières extérieures de l'Union européenne, le rôle de l'agence Frontex ainsi que les efforts de la Roumanie pour accéder à l'espace Schengen ont été au cœur des échanges lors de la visite d'une délégation de députés luxembourgeois à Bucarest les 14 et 15 avril 2016. Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, dont son Président, M. Marc Angel, ont notamment rencontré des membres de la Chambre des Députés et du Sénat roumains.

«L'économie roumaine perd beaucoup par le fait que la Roumanie n'a pas encore été acceptée au sein de l'espace Schengen», ont répété plusieurs interlocuteurs roumains. Tandis que l'Union européenne (UE) discute sur les conséquences néfastes qu'engendrerait un retour au contrôle des frontières intérieures, la Roumanie demande avec véhémence son en-

trée dans l'espace Schengen. Techniquement, toutes les conditions sont remplies et le contrôle des frontières extérieures est assuré, ont souligné les députés roumains. Or, certains États membres de l'UE semblent bloquer, pour des raisons politiques, la décision sur l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen.

Lors d'un entretien avec le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Cristian Bădescu, des sujets déjà évoqués avec les parlementaires ont été approfondis: la collaboration avec l'agence Frontex assurant le contrôle commun des frontières extérieures, le «conflit gelé» en Transnistrie, la politique de voisinage de l'Union européenne et les relations avec la Russie. En tant que voisin direct de l'Ukraine et de la Moldavie, la Roumanie souhaite un développement stable et prospère de ces deux pays. Des solutions devraient être trouvées pour répondre aux attentes, en poursuivant le chemin de l'intégration européenne.

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Politique étrangère et défis sécuritaires de l'UE

Des délégations de parlementaires des 28 États membres de l'Union européenne (UE) et du Parlement européen se sont retrouvées du 6 au 8 avril 2016 à La Haye pour discuter de la politique étrangère, de défense et des défis sécuritaires auxquels est confrontée l'UE actuellement. Comme l'a souligné le Premier Ministre des Pays-Bas, la sécurité de l'UE est mise au défi par la guerre en Syrie, la situation en Ukraine et en Lybie ou encore par les flux migratoires.

Stratégie globale de l'UE concernant la politique étrangère et de sécurité

Les participants ont notamment discuté de la nouvelle stratégie globale de l'UE portant sur la politique étrangère et de sécurité qui doit être adoptée au cours de l'été 2016. Dans ce contexte, l'importance de l'implication parlementaire, en particulier des Parlements nationaux, dans le processus décisionnel européen a été soulignée surtout lorsqu'il s'agit de questions qui touchent directement les citoyens, comme la menace terroriste ou la migration.

De nombreux intervenants ont mis en avant que la coopération au niveau international est requise afin de relever de manière efficace les défis posés. En ce qui concerne l'élaboration de la stratégie globale, la Haute-Représentante et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, avait demandé aux Parlements nationaux à l'occasion de la dernière réunion de la Conférence interparlementaire à Luxembourg de lui faire parvenir leurs positions sur cette stratégie qu'elle était en train de préparer.

Référendum néerlandais

Les députés ont également eu un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Bert Koenders, au sujet du rejet de l'accord d'association avec l'Ukraine par le peuple néerlandais dans le référendum du 6 avril 2016. Le Ministre des Affaires étrangères a notamment rappelé que l'UE a besoin du soutien national pour sa politique étrangère. Il a estimé que les citoyens ont peur d'un élargissement de

l'UE et que cette peur démontre qu'il vaut mieux les impliquer et que les Parlements nationaux ont leur rôle à jouer.

Forces de réaction rapide

Le rôle des Parlements nationaux dans le processus décisionnel relatif au déploiement ou au non-déploiement de forces de réaction rapide, telles que les groupements tactiques (Battlegroups) de l'UE ou la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) de l'OTAN, était au centre des discussions avec la Ministre néerlandaise de la Défense, Mme Jeanine Hennis-Plasschaert, qui a souligné qu'il faut respecter que la décision sur un éventuel déploiement des forces appartient aux États membres qui ont tous des modèles décisionnels différents. La Ministre a rappelé qu'il faut renforcer davantage la coopération européenne, car disposer d'une force de frappe rapide est dans l'intérêt de chacun.

Adoption des conclusions

À la fin de la réunion, les participants ont adopté des conclusions qui



(de gauche à droite) MM. Fernand Kartheiser, Henri Kox et Eugène Berger

peuvent être consultées sur le site de la dimension parlementaire de la Présidence néerlandaise.

La Chambre des Députés était représentée par M. Henri Kox, Vice-

Président, M. Eugène Berger, membre du Bureau, et M. Fernand Kartheiser.

Un haut représentant chinois reçu à la Chambre



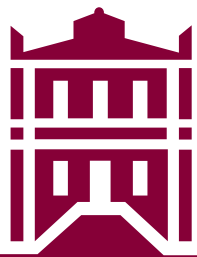
Deuxième visite chinoise de très haut niveau à la Chambre dans l'espace de huit jours: après s'être entretenu le 8 avril 2016 avec le directeur général Europe du Département international du Parti communiste chinois, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a pu accueillir le 15 avril 2016 M. Jiechi Yang, membre du Conseil des Affaires de l'État et la République populaire de Chine et personnage avec le rang le plus élevé dans la politique étrangère chinoise.

Dans son intervention de bienvenue, M. Di Bartolomeo a souligné l'excellence des relations sino-luxembour-

geoises auxquelles il a souhaité un développement équilibré «qui ne se limite pas aux seuls aspects économiques, mais inclut également des aspects sociaux, durables, humains et concernant les droits fondamentaux.»

M. Jiechi Yang a qualifié le Luxembourg «d'ami fiable de la Chine». Les bonnes relations bilatérales pourraient servir d'exemple de bonne entente entre deux pays aux systèmes différents. «Nous apprécions la manière dont le Grand-Duché gère, avec grand tact, les questions qui sont sensibles pour nous», a-t-il relevé.

Les délégations chinoise et luxembourgeoise



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz

- M. Marc Spautz

3. Communication

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 6817 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade

- Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Michel Wolter

- Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6641 - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal

- Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion), Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Alex Bodry, M. Gilles Roth

- Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

6. 6865 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia

- Discussion générale: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Motion 1: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Marco Schank, M. Gérard Anzia (renvoi de la motion en commission)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6835 - Projet de loi portant approbation de

- l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;

- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6807 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6824 - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen (questions de M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler)

- Discussion générale: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution), M. Alex Bodry (dépôt d'une documentation)(interventions de M. Claude Wiseler), Mme Lydie Polfer, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry)

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de Mme Diane Adehm, M. Gilles Roth, Mme Lydie Polfer et M. Claude Wiseler)

- M. Gast Gibéryen (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi

- M. Claude Wiseler

- Vote sur la dispense du second vote constitutionnel

- Résolution 1: M. Alex Bodry

- Vote sur la résolution 1 (rejetée)

10. 6910 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, François Bausch, Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech kéint mer d'Fro eigentlech spueren.

(Hilarité)

Den Här Spautz huet d'Wuert.

2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech wollt en Dépôt maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah! Da kommt Dir!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt opgrond vum Artikel 202 vum

Reglement vun der Chamber en Dépôt maachen, wat den Oflaf vun de Chamberssitzungen ubelaangt an notamment wat den Oflaf an d'Verhandlung vun den Interpellatiounen ubelaangt. An ech proposéieren dofir, dass mer d'Reglement, den Artikel 88 vum Chambersreglement iwwert d'Interpellatiounen géifen änneren, an zwar, dass mer de Saz géife bäiféieren, dass, wann eng Interpellatioun ugefrot ass a se op den Ordre du jour kënnt, déi misst dënschdes op den Ordre du jour kommen als éischte Punkt respektiv no der Heure de questions.

Ech hu jo och gëschter héieren, dass d'Regierung dat ënnerstëtze géif, wann d'Interpellatiounen zu enger besserer Zäit géife stattfannen. Dofir géif ech mer dann erlaben, lech, Här President, dës Proposition eranzeginn, fir dass mer d'Reglement vun der Chamber deementsprechend emänneren.

Villmools Merci.

6958 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 3 «Des interpellations»

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dat wär jo dann net nëmme fir dës Legislaturperiode?

(Brouhaha et hilarité)

Neen, neen, neen, mä et kéint!

(Brouhaha et hilarité)

Selbstverständlech net. Et gëtt jo vill Legislaturperioden, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmools! Merci villmools!

Et gëtt eigentlech, wann Der mer erlaabt, dat ze soen, et gëtt eigentlech Saachen, déi gëtt et guer net. Ech si fir d'éischte Kéier interviewt ginn, well mer anscheinend ze vill schaffen.

(Hilarité)

3. Communication

Bon, ech wollt der Chamber dann nach folgend Kommunikatioun maachen:

D'Commission juridique huet eng Souskommission «Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite» an d'Liewe geruff, déi wéi folgt zesummegevat ass: Membere sinn den Här Franz Fayot, d'Madam Simone Beissel, den Här Léon Gloden, d'Madam Viviane Loschetter an den Här Roy Reding.

Bon, ech mengen, do brauch ech den Accord vun der Chamber net ze froen, dat ass eng Informatioun.

Merci villmools.

A mer géifen dann zur Fortsetzung vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Den éischte Punkt fir haut de Mëtten ass de Projet 6817, eng Konvention iwwert d'Erhale vun eisem Patrimoine architectural. An d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Här André Bauler.

4. 6817 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Hier findet sich so viel Größe mit Anmut, so viel Ernst mit Lieblichkeit verbunden, dass wohl zu wünschen wäre, Poussin hätte sein herrliches Talent in solchen Räumen betätigt.“ Dat huet de Johann Wolfgang von Goethe voller Bewunderung geschriwwen, wéi hien d'Festungsstad Lëtzebuerg am Oktober 1792 fir d'Zweet besicht huet. Eng Bronzeplack bei der Goethestuff - ech war elo just kucken, fir mech ze versécheren ...

(Interruptions)

...erënnert un dee groussen däitschen Dichter a Schrëftsteller, deen, wéi gesot, eis Stad deemools besicht huet.

Et mécht u sech duerch de Fait, dass et verschärft, mä et ass awer och den Effet dissuasif, dass mer eben elo déi nei Mouture vun deem Delikt do maachen, ganz vill Sënn fir d'DP-Fraktioun. An dofir bréngen ech ouni Bedenken den Accord vu menger Fraktioun.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Beissel. An elo huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dese Projet ass wierklech e gutt Beispill, wéi gutt eng Kommissioun ka schaffen. An ech wëll och mengersäits dem Alex Bodry villmools Merci soe fir déi exzellente Aarbecht, déi hei gelescht ginn ass an déi sech a sengem Rapport erëmgespigelt huet. Ech mengen, et ass alles gesot ginn um Fong vun dieser Reform, wat ze soen ass. A mir schléissen eis als ADR deem absolutt un.

Et sinn e puer Froen opgeworf ginn, zu deenen ech awer wollt Stellung huelen. Dat eent ass, wat opgeworf ginn ass vum Gilles Roth an och vun der Madamm Loschetter opgegraff ginn ass: d'Égalitéit vum Stroftäter vum Recht, d'Opportunité des poursuites vum Parquet.

De Gilles Roth huet gesot, dass ganz oft Affären net poursuivéiert goufen, well d'Montante vum Schued relativ déif waren. Et sinn also Saache verjäre gelooss ginn, net poursuivéiert ginn. Dat ass eppes, fir dat mir absolutt kee Verständnis hunn! Eng Infraktioun ass eng Infraktioun an et soll net de Montant vum Vol sinn, ob ech elo 80 Euro geklaut hunn oder 800 Euro geklaut hunn, de Prinzip ass absolutt deeselwechten. A mir hu schon oft bemängelt, dass et eng ongenügend Transparenz gëtt an och keng qualitativ Statistik beim Parquet, wat fir eng Affäre finalement poursuivéiert ginn a wat fir eng net poursuivéiert ginn. Ganz oft ass do e gewëssenen „à la tête du client“, deen extrem critiqueable ass an deen d'Justice och an e schlecht Licht ka gerode loosssen.

De Gilles Roth huet nach eppes gesot, wat ganz richtig ass: Dat ass den Opwand vun der Partie civile. An dat ass eppes, wou een effektiv misst driwwer nodenken, déi Prozedur ze vereinfachen. Bis elo ass et esou, all Mënsch ka Partie civile maachen am Rame vun engem Strafprozess, dat empêchéiert, dass e muss en Zivillwee goen, dass e muss eng Assignatioun maachen oder eng Citatioun maachen.

Dat heescht awer och, e muss do sinn, e muss präsent oder représentiéiert sinn an där Audienz, wou verhandelt gëtt. An dat kann heiansdo e ganze Moien daueren, heiansdo muss ech souguer zwee-, dräimol zrëckkommen, well ech ka meng Constitution de partie civile eréischt um Schluss maachen. An dat ass natierlech en Opwand, deen extrem grous ass an émsou méi grous ass, wat de Schued, deen ech wëll akloen, méi geréng ass. An ech fannen, do wier wierklech e Punkt, wou mer eis mussen iwwerleeën, ob een do net eng Reform sollt op de Wee bréngen.

Da just e Wuert zur Motioun vum Gilles Roth. Do ass eng Iddi dran, déi ech ganz schlecht fannen, an dat ass, „sous l'angle de la liberté de commerce“ ze iwwerpräiwën, ob een net misst d'Pompisten dozou bréngen, dass se mussen eng Installatioun maache vun engem Barrière oder engem Système de prépaiement.

Während eisen Aarbechten hu mer ebe just festgestallt an der Kommissioun, dass et Plaze gëtt, wou een dat net ka maachen, wou déi Barrieren net kënnen installéiert ginn. Dat ass einfach op Autobunnen, wou een op där enger Säit erafiert, op där anerer eraus. Mä ganz oft bei Tankstellen, déi op Landstroossen oder op anere Weeër leien, ass dat net méiglech, well d'Leit kënnen vun zwou verschidde Säite bäifueren. An ech fannen einfach, dass mer an dem Land ee Rifeeler maachen, an dat ass, souwisou dem Commerce vill ze vill Obligatiounen ëmmer erëm opzedrecken. Hei wier eng méi. An domadder, denken ech, kënnen mir als ADR ganz bestëmmt net d'accord sinn!

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo direkt den Här Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll als Éischt dem Rapporteur, dem Alex Bodry, Merci soe fir säi schréfflechen, awer och besonnesch de mëndleche Rapport. Ech mengen, den Här Bodry huet, wéi esou oft, alles gesot en droit an awer och mam historiches Réckbléck an am Commentaire, wat ze soen ass zu engem, wéi d'Madamm Loschetter gesot huet, vläicht klenge Projet, awer trotzdem kengem ointéressantem Projet, deen och e puer méi iwwerraschend Elementer eigentlech a sech huet.

Et war effektiv deen éischte Projet, deen ech als Justizminister déposéiert hunn. Allerdéngs ass an deem Projet vu mir net vill méi dra wéi d'Ënnerschréft, well ech muss soen, dass dee Projet vun der Madamm Modert a vum Här Biltgen ausgeschafft ginn ass, an dass mir just den Dépôt vum Text bliwwen ass. An ech mengen, dass déi Aarbecht, déi d'Commission juridique op deem Text gemaach huet, an dat Resultat, wat mer haut hunn, e gutt Resultat ass.

Mir hunn eis wierklech déi ënnerschiddlech Optionen - et ass drop higewise ginn, dass et verschidde Avise gouf vum Procureur général, dem deemolegen, an dem Procureur vun Dikrech - ugekuckt, mer hunn déi Optionen an der Kommissioun och diskutéiert a mer si schlussendlech zesummen zu därsewlechter Konklusioun komm, an zwar deem Text, dee mer haut um Dësch leien hunn.

Et ass op déi Zuele scho reagéiert ginn, den Här Bodry huet se genannt, vun Affären, déi klasséiert sinn. Ech wëll awer dofir och nach eng Kéier rappelieren, dass vun deenen 1.182 Affären, an dat war effektiv d'Joer 2013 - et war iwwregens dem Procureur général Roby Biever säin allerleschte Mail un de Justizministère, eis déi doten Zuele matzedeele a senger Fonction als Procureur général -, vun deenen 1.182 Affäre si ronn 80 (veuillez lire: 800) Affäre klasséiert ginn, well mer a bal 500 Affären net wossten, wien den Auteur wier, wat och weist, dass et en Ënnerscheid gëtt tëschent deene mëttleren a grousse Tankstellen am Land an awer nach ville klengen Tankstellen, notamment wat d'Équipement zum Beispill mat Kamerae betrëfft. Do ass e ganz däitlechen Ënnerscheid. An dese Projet viséiert bal zwou Realitéiten. 500, do war einfach net gewosst, wien et wier. Do ass sécher vill Transfrontalier dobäi. Och dat ass gewosst.

An deenen anere bal 300 Affären, oder souguer iwwer 300 Affären, bal 350 Affären, ass d'Action publique éteinte ginn, well déi Leit déi Méiglechkeet genotzt hunn, déi et bis haut gëtt, fir ze bezuelen. Dat heescht, bei 80% ass d'Action publique éteinte ginn, well d'Leit entweder bezuelt hunn oder well mer net konnten erausfannen, wien et war. Dat sinn 80% vun den Affären, fir dat och nach eng Kéier kloerzemaachen. Déi aner Klassementer, dat ass awer dann en aneren a vill méi klengen Deel. Ech mengen, dat muss een eng Kéier kuerz rappelieren.

Den Ënnerscheid tëschent méi grousse a méi klengen Tankstelle gesäit een och an där Diskussioun - an dat war jo d'Alternativ, déi den deemolege Procureur général proposéiert hat - beim techneschen Equipement vun den Tankstellen. Ech hat dat an der Kommissioun gesot, den Här Reding huet et och virdrun hei scho rappeléiert.

Et ass en Ënnerscheid, ob eng Tankstell op enger Autobunn läit, mat engem ganz groussem Débit a Passage, wou och eng ganz Rei Investitiounen proportional weineg an d'Gewicht falen a wou déi Strooss, déi déi Tankstell desservéiert och selwer eng Einban ass. Do ass et net schwierig, op där enger Säit den Accès an handendru mat enger Barrière d'Sortie ze assureieren.

Wann Der eng kleng Tankstell matzen am Duerf hutt, wou d'Leit aus alle Richtunge bäifueren, fir wesentlech méi wéi nëmme Bensinn ze kafen, mä och ganz vill aner Produiten nach, wann Der do en Einbansystem géift imposéieren, hutt Der natierlech fir d'Attraktivitéit vun deem Shop net onbedéngt eppes Dëngleches gemaach.

Duerfir muss ee kloer verstoen, dass déi zwou Varianten, déi mer haten, alle béid reell sinn. D'Awänn si richtig. Den aktuelle System funktionéiert jo och iergendwou, well déi Leit jo dann awer hir Sue kritt hunn an iwwer engem Drëttel vun de Fäll.

Mä Fakt ass, déi zwou Varianten hunn ënnerschiddlech Konsequenzen en fonction vun der Gréisst a vum Emplacement vun der Tankstell. Et ass also keng neutral technesch Solutioun. Déi apparemment neutral technesch Solutioun huet ganz ënnerschiddlech Incidencen a Konsequenzen, deemto em wat fir eng Tankstellen et sech handelt.

An dofir - de Groupement pétrolier, deen à l'origine war, wéi et scho gesot ginn ass, deen och insistéiert huet, fir op dese Wee ze goen, dee weess och, dass et do Ënnerscheeder gëtt -, dofir si mer um Enn, mengen ech, dann awer zu Recht zu der Konklusioun komm, dass ee soll probéieren, déi Anomalie, esou huet de Rapporteur se genannt, an ech deelen dat och, déi Anomalie dann awer aus eisem Rechtssystem ze sträichen, dass ee sech senger Verantwortung kann entzieden, nodeems een erwëscht ginn ass, einfach doduerch, dass een dat, wat geschëllt ass, just bezilt.

Dat ass awer ënner dem Stréch eng Anomalie. Dat erlaabt, dass ee sech senger Verantwortung

kann entzieden, nodeems een awer eppes gemaach huet, wat een net daerf. Ech mengen, déi hei Solutioun ass zäitgeméis a richtig. A wat déi technesch Solutioun betrëfft, kommen ech nach herno kuerz drop zrëck bei der Motioun.

Aus all deenen dote Grënn, Här President, steet och déi nei Regierung hannert deem Text. Ech wëll och nach soen, dass mer an deem dote Beräich awer och am Ministère amgang sinn, eis Gedanken ze maachen, an zwar iwwert den Émgang mat de Sanktiounen bei klenge Kriminalitéiten.

Et ass jo vläicht och en Deel vun der Léisung, dass mer bei klenge Montanten, em déi et hei geet, eis och vläicht kënnen aner Prozeduren a Weeër afale loosssen, déi och d'Solution judiciaire erlichteren an domadder net zu enger méi schwéierfälliger Aarbecht vun de Gerichter bäidroen, zum Beispill duerch deen heite Projet, an dass mer duerch aner Prozeduren an eventuell aner Sanktionsméiglechkeeten dat awer kënnen an Zukunft opfänke bei, wéi gesot, méi klenge Strofdoten. An doriwwer gëtt och nogeduecht. An dann ass da vläicht, ënner dem Stréch, dese Projet, mat deenen neie Weeër kombinéiert, déi awer besser Léisung, déi doduerch net zu Schwéierfällgekeete wäert féieren, mä dozou féiert, dass sanktionéiert gëtt, wat muss sanktionéiert ginn, ouni dass d'Gerichter groussaarteg doduerch musse be-laascht ginn.

Zu der Motioun, Här President, vun der CSV: Do ass munches dran, wat ech kann ënnerstëtzen. Mä ech sinn awer der Meenung, dass bei där éischer Fuerderung nom Bilan, déi ech absolutt justifiéiert fannen - ech mengen, och de Rapporteur hat dat schon ugereegt a senger Presentatioun vum Rapport -, ech mengen awer, dass ee Joer e bessen ze kuerz ass, fir wierklech e Bilan kënnen ze maachen. Ech géif do proposéieren, wann d'CSV d'accord ass, dass mer dräi Joer solle soen. Dann hu mer wierklech e bessen Réckbléck, fir kënnen en eeschthafte Bilan ze maachen.

Wat deen zweeten „invite“ betrëfft, d'Méiglechkeet, an Dir sot et selwer, „sous l'angle de la liberté de commerce“, well Der selwer Zweifel hutt, ob dat mat der Liberté de commerce vun eiser Verfassung kompatibel ass, ech mengen, déi eegen, déi Selbstzweifel, déi lech do ploen, riskéiere berechtigt ze sinn. Ech mengen, dass mer dat doten, aus all deene genannte Grënn, och vu virdrun, net solle maachen. Et ass eng technesch Solutioun, déi nëmme technesch neutral wierkt. Mä si huet wierklech ganz ënnerschiddlech Incidencen a Konsequenzen. Dofir, mengen ech, solle mer deen doten Turet sträichen.

Wat deen drëtten Turet betrëfft, deen ënnerstëtzen ech, esou wéi en do steet, ouni Problem. Wann Der also mat deenen zwou Modifikatiounen d'accord wiert, da wär d'Regierung bereet, d'Motioun ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Da géif ech proposéieren, dass mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6641 iwwerginn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6641 et dispense du second vote constitutionnel

An de Vott ass och direkt lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer. 59 Participatiounen: 58-mol Jo, 1-mol Neen.

(Interruption)

1-mol Neen.

Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Tess Burton), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A voté non: M. David Wagner.

An ass d'Chamber domat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An da géife mer op d'Motioun iwwergoen, déi jo scho presentéiert ginn ass, wou d'Regierung Stellung dozou geholl huet. An den Här Rapporteur, den Här Bodry, huet d'Wuert.

Motion 1

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, et ass just fir ze soen, dass ech u sech d'Appréciation vum Minister deelen an där heiter Affär. Ech mengen, et ass u sech wichteg, e Bilan ze zéien. Mir maachen dat oet. Heiansdo schreibe mer dat a Motiounen, heiansdo soe mer et mëndlech hei, an eng drëtte Kéier, da schreibe mer et heiansdo an de Rapport vun der Kommissioun.

Et wär vläicht net schlecht, eng Suggestioun, Här President, déi ech géif maachen, wann d'Chamber géif an iergendenger Form Buch féieren, Buch féiere vun all deene Bilanen, déi mer - awer dat geet...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - ... engem Eenzelne vläicht duerch de Kapp -, ufänke Bilan ze zéien, wou mer eigentlech gefrot hunn, sief et an engem schréffleche Rapport, sief et an engem Motioun, dass soll e Bilan gezu gi vun der Applikatioun vun engem neien Text, dass mer och wierklech eis net selwer elo berouege mat esou enger Ofstëmmung, mä dass mer herno och wierklech eng Suite hu vun deem Ganzen. Et wär vläicht net schlecht, wann een dat géif méi systematesch als Parlament verfolgegen, wa mer selwer eigentlech der Regierung deen Optrag ginn, fir mat eis zesummen dann e Bilan ze zéien.

Duerfir, guer kee Problem, fir dat ze maachen. Ee Joer schéngt ze kuerz ze sinn. Effektiv dräi Joer, wéi de Minister dat sot, schéngt mer dat Richteg ze sinn.

Bon, wat deen aneren Turet ugeet, do ass et jo esou, dass et fir mech relativ kloer ass. Wann ee kuckt, déi Kommodogeneemegungen, déi hu jo eigentlech zwee Kritären ze berücksichtegen. Et sinn eigentlech déi vum Environnement, d'Protection de l'environnement au sens large, an et sinn déi vun der Sécurité au travail, déi ze berücksichtegen sinn. Ech gesinn eigentlech schwéier, dass ee kann zousätzlech Kritäre mat aféieren eigentlech hei iwwert de Kommodo.

Duerfir mengen ech, dass déi Etüd a priori schnell gemaach ass an dass eigentlech, mengen ech, och keen drun denkt, fir op deen dote Wee ze goen.

Duerfir sinn ech och der Meenung, dass ee kéint den zweeten Alinea do sträichen. Wann den Auteur domadder averstanen ass, ech mengen, da kéinte mer eis ganz schnell eens ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Auteur vun der Motioun, den Här Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir brauche fir d'Motioun e Konsens a sinn d'accord mat deenen dräi Joer, wéi de Justizminister et proposéiert huet. Mä et sollt een hei e Bilan maachen, well aus den Zuelen, déi de Rapporteur och genannt huet, ass dat hei... Et laacht een ëmmer, wann ee vun Zechprellerei schwätzt, mä wann ee gesäit, reng an engem Joer - 2013 - iwwer 1.200 Affären, déi initiéiert goufen, eleng wat d'Zechprellerei beim Tanken ass, do si jo all déi aner nach net derbäi, da mengen ech, dass et scho bei esou enger Modifikatioun vun engem Gesetz ubruecht ass, fir e Bilan ze zéien.

An no deenen Argumenter, wéi se virbruecht gi si vum Här Bodry a vum Här Reding, géif ech och mengen, mir sollten drop verzichten, fir den zweeten Turet bäizebehalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn also dervun aus, dass no deene Modifikatiounen Konsens an der Chamber besteet, déi jo och vum Auteur ugeholl gi sinn.

Motion 1 modifiée

Vu le projet de loi n°6641 portant modification de l'article 491 du Code pénal en ce qui concerne plus particulièrement la suppression de l'infraction dite de la «grivèlerie de carburant»;

- considérant l'avis tenu du Conseil d'État relatif au projet de loi précité:

«L'avantage du système actuel est à l'évidence de mettre une pression supplémentaire sur les „grive-

leurs" et d'assurer le paiement au profit des exploitants de stations-service. L'inconvénient du nouveau système envisagé est encore de dissocier l'action publique du paiement, sauf hypothèse d'un désistement formel de la part du plaignant, procédure qu'il n'a aucun intérêt à effectuer. L'intervention du paiement aura tout au plus un effet sur le taux de la peine.

Il n'appartient toutefois pas au Conseil d'État d'opérer une pondération entre les avantages et les inconvénients pratiques du système actuel.»

- considérant, d'une part, l'avis critique du Procureur général d'État et, d'autre part, l'avis favorable du Procureur d'État de Diekirch quant au projet de loi sous rubrique,

invite le Gouvernement,

- à présenter à la Chambre des Députés un premier bilan de la nouvelle loi trois années après son entrée en vigueur, lequel devra notamment (i) comporter le nombre de cas de vols d'essence enregistrés dans l'intervalle, son taux d'élucidation, le nombre de paiements au profit des pompistes intervenus sur cette période, de même qu'une comparaison de ces chiffres avec les autres types de vols relevés sur ladite période, (ii) faire état de l'utilité de l'instrument dit du «jugement sur accord» et de l'ordonnance pénale en général et plus particulièrement en matière de vols d'essence, notamment en termes de paiements intervenus au profit des pompistes, (iii) des difficultés d'exécution des jugements qu'ont rencontrés les pompistes sur le plan civil et enfin (iv) l'évolution des coûts en relation avec la poursuite des faits de vols d'essence,

- à procéder à une analyse de l'application de l'article 24 du Code pénal aux condamnés à une peine correctionnelle, notamment en ce qui concerne les délits de grivèlerie de nourriture et autres prévus à l'article 491 du Code pénal et de la nécessité du maintien du renvoi à l'article 24 y prévu, de même que dans le contexte d'autres infractions et à présenter en fonction des résultats obtenus une réforme des dispositions légales en cause.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Claude Wiseler, Michel Wolter.

Da kënnen mer iwwert d'Motioun ofstëmmen, à main levée.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat der Motioun d'accord?

Ma, dat ass kloer: Déi Motioun ass uegoll.

An d'Suggestioun vum Här Rapporteur, ech mengen, och déi ass uegoll. Mir maachen dat mat méi oder manner Sécherheet, mä fir honnertprozentig Sécherheet ze hunn, solle mer Buch doriwwer féieren, bei wat fir enge Projeten dat festgehalen ass, an dann dat mat an de Programm vum der Chamber iwwerhuelen. Dat ass eng gutt Suggestioun, mengen ech.

Ass och jiddwereen dermat d'accord?

Merci. Da maache mer dat esou.

Sou! An da géife mer zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6865, d'Reorganisatioun vum der Administratioun vum Environnement, der Ëmweltverwaltung. An de Rapporteur, den Här Gérard Anzia, huet direkt d'Wuert. De Riedemodell ass den 1.

6. 6865 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn haut ganz houfreg, lech de Projet de loi 6865 iwwert d'Reorganisatioun vum der Ëmweltverwaltung virstellen ze dären. Et ass eng Verwaltung, déi 1980 per Gesetz geschaf gouf an déi elo eng nei, eng modern, eng der Zäit ugepassten Ausrichtung kritt.

Och wann dese Projet de loi nëmmen néng Artikelen huet, och wann de Gesetzestext vun deemem Projet de loi bal op eng Säit passt. Wa mer der Virstellung vum Conseil d'État nogaange wäeren an den Artikel 2, wou d'Attributioun festgehalen sinn, dat sinn der eelef, och entsprechend ofgeännert hätten, da wier den Text op eng Säit gaangen. Mä loosst lech net dovun täuschen! Dës néng Artikelen, déi hunn et a sech an déi wäerten et mat sech bréngen, dass des Verwaltung nei opgestallt gëtt.

De Prozess vum der Neiopstellung vum der AEV ass schonns viru méi wéi fënnf Joer ugestouss ginn an ass mam Stëmme vum deemem Gesetz,

dat mer hoffentlech haut zesumme maachen, awer net ofgeschloss, mä geet weider. En ass evolutiv.

Ech profitéieren och dervun, déi Leit aus der Direktioun vum der Ëmweltverwaltung hei ze begreissen, déi hei op der Tribün sinn: den Direkter Robert Schmit a säin Directeur adjoint, den David Glod. An ech soen hinnen e grouesse Merci fir déi Energie, déi se dragestach hunn an der leschter Zäit, fir hiren Engagement, fir des Verwaltung nei opzustellen, fir déi nei Organisatioun, déi Reorganisatioun vum hirer Verwaltung intensiv ze begleeden.

Ech géif awer elo kuerz op dee legislative Volet, prozedurale Volet agoen. De Projet ass déposéiert ginn hei an der Chamber den 3. September d'lescht Joer vun eiser Ëmweltministesch. De Conseil d'État huet säin Avis de 24. November ofginn. D'Avis vum der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce sinn erakomm zu den Daten: 15. September, 8. Oktober, 7. an 10. Dezember, jee weils 2015. Den 28. Oktober 2015 huet d'Ëmweltkommissioun mech selwer als Rapporteur nominéiert. Mir hunn dann de Projet de loi ënnersicht, och den Avis vum Conseil d'État, an dat an eng Reunioun vum 3. Februar dëst Joer, 2016 also.

Mir hunn do ee Rapport ënnersicht an uegoll. An dat war an der Reunioun vum 17. Februar. An et war noutwendeg - ech soen awer kuerz firwat -, e Rapport complémentaire gëschter an der Reunioun vum der Ëmweltkommissioun, um Datum vum 24. Februar, unzuhelen. Do war en textuelle Feeler ënnerlaf beim Artikel 1, wou mer gesot hunn: „Mer ginn net dem Avis vum Statsrot no.“ A leider war am Gesetzestext, dee mer herno niddergeschriwwen haten, eben dann awer den Artikel 1, esou wéi de Statsrot e formuléiert hat, dra festgehalen ginn.

Dat gesot, géif ech elo nach eng Kéier zu den allgemenge Betruerchunge kuerz iwwergoen.

Wat sinn dann elo déi nei Aufgabe vum der Verwaltung? Ma des Verwaltung, déi wäert am Service si vum der Gesellschaft, fir en héijen Niveau sécherzestellen vum der Protektioun vum der Ëmwelt, vum der Qualitéit vum der Leit an hirer Ëmwelt, also fir d'Liewensqualität vum eis alleguer. Déi Verwaltung wäert eng Hëllefstellung gi fir natierlech Politik, fir awer och ze kucken, dass eis Legislatioun och ëmgesat gëtt, dass se applizéiert gëtt. Alles, wat mam Beräich vum der Ëmwelt ze dinn huet. Se wäert och d'Aktivitéite vum der Leit encadréieren, déi méi oder manner en Impakt op d'Ëmwelt hunn. Se waacht och an evaluéiert den Zoustand vum eiser Ëmwelt; an dat zesumme mat deenen anere Verwaltungen: mat der ANF, der Administration de la Nature et des Forêts, mat der Administration de la Gestion de l'Eau; ënnert der Politik vum natierlech dem Ëmweltministère an der Lëtzebuerger Regierung.

Wat sinn dann elo déi Wäerter, déi an der Ëmweltverwaltung solle prägend sinn? Ma sécher ass e ganz wichtege Wäert, e wichtege Aspekt déi Approche Service a Client, dass ee responsabel mat deene Leit ëmgeet, déi u sech eng Demande bei engem stellen, well vum der Aarbecht, déi déi Leit maachen, hänke ganz vill Konsequenzen an hirem dagdeeglechen Ëmfeld of, vun hirer Aarbecht, vun hirer Entreprise, vun hirem Handwierk.

An da muss och den Esprit d'équipe gëllen, dass d'Leit zesummeschaffen, dass een engagéiert un déi Projeten, un déi Froestellungen erugeet. An esou soll d'Spigelbild si vun där nei Aarbechtskultur vum der Administration de l'Environnement.

Ech wäert elo kuerz emol op den Objet natierlech vum demem Gesetz agoen. Wéi scho gesot, et geet u sech drëm, d'Ëmweltverwaltung nei opzustellen. Et geet drëm, dat Gesetz vum 27. November 1980 ëmzënnen an ze ersetzen. Et geet awer och drëm, där Verwaltung méi eng grouss Flexibilitéit ze ginn, an zwar, fir kënnen op nei Aspekter ze reagéieren, nei Services och kënnen anzeféieren, ouni dass dofir eng Gesetzesännerung misst kommen.

Elo kommen ech zum Avis vum Conseil d'État. De Conseil d'État huet virum allem des Verwaltung verglach mat der ANF a mat der Administration de la Gestion de l'Eau. An do war ee vun hire Problemer, op déi se gestouss sinn, d'Ofgrenzung vum der Kompetenzen zwëschen dese verschidde Verwaltungen. Dozou wäert ech herno am Ofschloss nach e Wuert soen.

Si hätte gär gehat, dass méi preziséiert géif ginn, wou, wat fir eng Verwaltung zoustänneg ass, bis zu wat fir engem Punkt an net weider. En plus huet de Statsrot ugemierkt, dass e gewëssene Flou ass, wat verschidde Signifikatiounen si virum allem vum deenen eelef Attributiounen, déi hei am Artikel 2 festgehalen ginn. A si hätte gar onbedéngt eng Reformuléierung gehat, an, wann ee se net kéint reformuléieren, dass een dann ebe géif Abstraktioun maache

vun där Prezisioun vum deenen eelef Attributiounen. Mä dorop kommen ech herno nach eng Kéier zrëck.

Den Avis da vum de Chambres professionnelles.

Am Avis vum der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass et virum allem em de Cadre du personnel gaangen, wou se ëmmer ee wuechsam A drop hunn, wien ënner wat fir Konditiounen agestallt gëtt. Se ginn awer soss hiren Accord zu deemem Projet de loi.

Dann den Avis vum der Chambre des Métiers. Do ass erauszeliesen, dass si insistéieren, dass si eben als ee vun deene Partner vum der Verwaltung solle gëllen; wat och de Fall ass. A si hätte gär gehat, dass se formell géifen ageschriwwen ginn als ee Partner, deen ebe kollaboréiert mat der Verwaltung. A virum allem, wat hinnen um Häreiz louch, waren natierlech d'Kommodo-Inkommodo-Prozeduren, wou se soten: „Déi Délaien, déi de Moment an där Verwaltung sinn, déi sinn ze grouss. An Dir musst derfir suergen, dass déi Verwaltung entsprechend mat méi Personal ausstafféiert gëtt.“ Ech mengen, dorop wäert dann och d'Madamm Ministesch bestëmmt herno an hirer Interventioun agoen.

Deen nächsten Avis ass dee vum der Chambre de Commerce. Si begréisst dee Changement, dee Changement de culture, deen uegeduecht ass an der Verwaltung, deen awer och absolut noutwendeg ass, wéi si hei preziséieren, deen och achséiert ass op Resultater, wou awer och monéiert gëtt, äänlech wéi bei der Chambre des Métiers, dass Personal muss do sinn, fir dass des Verwaltung effikass a schnell ka schaffen. An duerfir soe se och hei, des Verwaltung misst onbedéngt mat Personal opgestockt ginn.

Da kommen ech zum Avis vum der Chambre des Salariés. Déi hate kee Kommentar zu deemem Projet de loi a markéieren domat hiren Accord.

Ech géif awer déi néng Artikeler ganz kuerz eng Kéier hei en revue passéiere loosse, fir dass ee gesäit, wou mer dem Statsrot Rechnung gedroen hunn a wou mer an der Kommissioun der Meinung waren, mir sollten dee virgeschloenen Text bäibehalen.

Am Artikel 1, do geet et drëm, d'Missioune vum der Ëmweltverwaltung festzelleen. Do war de Problem oder d'Vue vum Statsrot déi, dass ee sech soll méi ueleenen un déi Opstellung vu Ponts et Chaussées, also manner prezis... oder méi einfach ausgedréckt: Si hate Problemer mat den Expressiounen, déi hei am Text sinn, virum allem mat de Begrëffer vum „de façon intégrée“ an dann dem Begrëff vum der Nohaltegkeet a vun engem héijen Niveau vun Nohaltegkeet, der Qualité de vie vum dem Mensch a senger Ëmwelt. D'Kommissioun war awer eestëmmege der Meinung, dass mer sollte beim Originaltext bleiwen an déi Verwaltung och mat deenen Attributer a Missioune versinn.

Am Artikel 2, do geet et em d'Attributiounen u sech vun der Verwaltung. Ech hat gesot, et sinn der eelef Stéck. Déi si ganz villfältig. Ech ziele se elo net allen eelef op. Dir fannt et och am Gesetzestext nach eng Kéier erëm.

Et geet awer - ech gi queesch duerch déi Attributiounen - em Sensibiliséierung, Forméierung, Informatioun, Berodung. Et geet em d'Evaluéierung vum Zoustand vum der Ëmwelt. Et geet drëm, fir ze kucken: Wat fir en Impakt hunn d'Aktivitéite vu Mensch op d'Ëmwelt? Et geet drëm, Strategien auszeschaffen, Konzepter. Et soll Recherche gemaach ginn. Et geet och drëm, legal Prescriptionen ze erschaffen. Et geet drëm, ze iwwerwaachen. Et geet drëm, och ze kucken, ob d'Conditions d'exploitation vu verschidde Betriber agehele ginn. Et geet drëm, u legislativen Texter matzeschaffen. An et geet natierlech och em d'Preventioun an d'Reparatioun vum Dommages vis-à-vis vum der Ëmwelt. An net zulescht natierlech, geet et och drëm, d'Qualitéit héichzehalen vum de Prozeduren, Analysen an Inventairen.

Wat hei am Artikel 2 nach stoung, dat war, dass mat deene verschidde Verwaltungen muss kollaboréiert ginn. Ech sot et scho vir drun. Dat ass kloer an evident. Déi verschidde Verwaltungen - d'Administration de l'Environnement, d'Administration de la Nature et des Forêts an d'Administration de la Gestion de l'Eau -, déi mussen zesummeschaffen. Dat schwätzt fir sech. An dofir si mer och dem Avis vum Statsrot nogaangen a mir hunn dee Paragraph, deen Abschnitt hei erausgeholl.

Ech komme kuerz zum Artikel 3. Do war näischt ze bemierken. Also nach méi kuerz.

Da kommen ech also direkt zum Artikel 4. Et geet drëm, d'Kompetenzen an d'Responsabilitéite vum Direkter festzehalen. Och dat war ouni Problemer. A mir hunn den Text iwwerholl, deen de Statsrot virgeschloen huet.

Am Artikel 5 ass et em den Organigramm gaangen. Bon, do ass et elo esou: D'Opdee-

lung vum den Aarbechten an der Verwaltung, déi ënnerläit... An dat huet ze di mat deemem neie Gesetzestext vum 25. März 2015, deen de Statut général des Fonctionnaires de l'État festleet, dass den Direkter u sech den Organigramm vu senger Administratioun festleet. Duerfir war déi Prezisioun hei am Gesetzestext also am Artikel 5 net noutwendeg. A mer hunn den Avis vum Statsrot hei iwwerholl.

Den Artikel 6. Hei geet et drëm, de Cadre du personnel festzelleen. Och do ass mat engem klenger Emännerung am Text d'Preziséierung, dass et zwee Directeurs adjoints gëtt. Deen Avis vum Statsrot ass iwwerholl ginn.

Am Artikel 7 ass et em d'Conditions d'études gaangen. Och do hu mer den Avis vum Statsrot iwwerholl.

Am Artikel 8 ass et och kloer a wichteg, dass drop gepocht gëtt, dass déi Kandidaten, déi elo den Direkter oder den Directeur adjoint duerstellen, dass déi Leit all eng Formation universitaire mussen hunn. An do si mer awer elo net op de Wee vum Statsrot gaangen, fir ze soen, do kéinten och Leit, déi keng Qualificatioun universitaire vum op d'mannst engem ofgeschlossene Cycle vu véier Joer hätten, Direkter oder Directeur adjoint ginn. An do bleiwe mer bei der Exigenz vum der Formatioun.

Mir hunn och net preziséiert, a wat fir engem Beräich déi Leit eng universitär Formatioun mussen hunn, well déi Verwaltung ganz breet opgestallt ass vu Leit aus dem Beräich vum der Chemie, Bio, Physik, Geologie. Also war et och net méiglech, déi Qualifikatioun hei festzelleen. Et ass awer wichteg, dass et sécherlech, well d'Matière ganz komplex ass, eng Formatioun universitaire ass.

Da kommen ech zum Artikel 9, an da sinn ech jo bal fäerdig. Mat deemem Artikel 9 gëtt u sech d'Loi modifié vum 27. November 1980 ofgeännert. An ech mengen, Dir sidd all menger Meinung, dass e Gesetzestext, deen awer elo trotzdeem méi wéi 35 Joer um Bockel huet, et sécherlech verdéngt, eng Kéier nei formuléiert ze ginn.

Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Wou soll also déi nei opgestallten Administration de l'Environnement histeieren? Ma sécherlech ass hiren éischten Objet, d'Ëmwelt ze schützen an d'Liewensqualität vum eis alleguer, vum eis als Mënschen, an der Ëmwelt, ze erhalen.

Déi zweet Saach: Si muss awer och eng gewësse Gestioune, Gérance vum der Ëmwelt virhuelen, an dat op wëssenschaftlecher Basis, an zesumme mat allen aneren Akteuren.

An zu gudder Lescht muss et och e kompetente Qualitätsservice si fir all Bierger, fir all Entrepréise hei zu Lëtzebuerg am Beräich vum der Ëmwelt. An ech mengen, si sinn do um gudden Wee. Ech hunn do vollstent Vertrauen, souwuel an d'Direktioun vum der AEV wéi eben och an den Ëmweltministère, fir en A dorop ze werfen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, a ginn natierlech d'Zoustëmmung vum der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Discussion générale

► **M. Marco Schank** (CSV).- Sou! Madamm Presidentin, kann een elo scho soen, Dir Damen an Dir Hären, als Éischt wollt ech e Merci lassginn, an zwar un den honorable Kolleg Gérard Anzia fir deen ausféierleche schrëftlechen a mënshlechen... mëndlechen Exposé - mënshlech och, okay -, virum allem ass och, wéi gesot, dee schrëftleche ganz komplett. An ech wollt och direkt derbäisoen, dass mir et begréisst hunn, dass de Projet de loi, deen zwar nëmmen néng Artikelen huet, awer am Detail am Exposé des motifs opgefouert huet, em wat datt et hei geet. An dat war, muss ech soen, wierlech... Dee Respekt wëll ech virginn, virum u d'Auteuren. Dat ass wierlech wichteg gewiescht, fir sech e Bild ze maachen, wat ännert.

An datt eng Reform vum der Ëmweltverwaltung wesentlech ass... Ech denken, dass d'Leit alleguer oder déi meescht hei am Haus der Meinung sinn, dass déi wichteg ass am Sënn vun engem méi integrativen Ëmweltschutz, virum allem awer och am Sënn vun engem Ëmweltspolitik, déi déi lescht Joren a Jorzéngten, kann ee soen, ganz staark evoluéiert huet, an net fir d'lescht och am Kontext vum den Noutwendegkeete vum Klimaschutz, wéi mer jo déi lescht Joren erfuer hunn. Ech mengen, dass duerfir déi nei Struktur, déi nei Flexibilitéit eng ganz wesentlech ass.

An et ass evident, dass déi Struktur, wéi se 1980 fixéiert gouf vum der Verwaltung, an der

Tëschenzäit natierlech vill Nodeeler opweist an den Exigenzen vun engem modernen Ëmweltschutz regelrecht am Wee steet.

D'Sensibilitéit vun de Leit dobauss fir Ëmweltfroen ass enorm an d'Luucht gaangen, a parallel ass och d'Zuel vun de reglementareschen Texter op kommunautärem Niveau, awer och op nationalem Niveau, entsprechend gewuess. Derbäi kënn, datt d'Ëmweltverwaltung stänneg nei Missioune kritt, mat ëmmer neie Gesetze; ech hunn et gesot. Just e puer Stéchwierder: REACH, CLP, Bioziden, Biocarburanten, Seveso, den europäeschen Eco-Label, dann och déi verschidden Agrémenten, an net fir d'Lescht och all d'Aidë bei dem Energiespuere respektiv erneierbar Energien, fir just déi ze nennen.

Bis elo war et esou, datt déi dräi verschidden Divisionen zum Deel och äänlech Missioune hatten. Donieft gouf et och Parallellismen um Niveau vun deenen eenzelne Missioune, souguer double Emploi, dat virun allem entsprechend enger vertikaler Strukturierung. An doerch war et eben net einfach, nei Ëmweltberäicher, wéi zum Beispill REACH, déi ech elo grad ernimmt hunn, awer och den ETS, den EMAS, erneierbar Energien insgesamt, an déi all Strukturen ze integréieren.

Bei der Reform geet et net fir d'Lescht drëm, enger rapider a villschichteger Evolutioun vu Missioune vun der Ëmweltverwaltung Rechnung ze droen, ënner anerem déi nei Strukturen esou flexibel ze maachen, ganz wesentlech, datt een nei Domänen och problemlos kann dann doranner integréieren, awer och Tächë regruppéieren respektiv Synergie besser notzen an eben och deen double Emploi évitéieren. Aus enger vertikaler Struktur gouf oder gëtt eng horizontal Struktur, net méi no Sujeten orientéiert, mä no Méitieren.

Dës Reformprozess, et ass virdu gesot ginn, ass ënner d'leschter Regierung ugaangen. Duerfir gouf et am Februar 2010 een éischten interne Workshop fir d'Reorganisatioun vun der Verwaltung war och invitéiert ginn, fir op fräiwéileger Basis do matzemaachen. An, wann ech mech richteg erënneren, waren et 44% vun de Leit, déi deemools do matgemaach hunn.

Am Workshop goug et drëm, fir mat de Mataarbechterinnen a Mataarbechter d'Stärkten an d'Schwächen ebe vun där aktueller Struktur ze kucken, ze analyséieren an doraus natierlech dann déi Verbesserungen erauszefannen, déi noutwendeg wieren. An an engem sollten och Piste fir eng nei Organisatioun definéiert ginn. An d'Diskussioun goufen, wat deemools och ganz wesentlech, mengen ech, war, vu Professionellen aus dem Secteur Formatioun an enger Rei vun Ateliere gefouert. A fir datt sech d'Leit konnte fräi artikuléieren, waren d'Membere vun der Direktioun bei deenen Ateliere net derbäi.

A Stéchwuert Direktioun: Ech wollt och op d'Plaz mech de Wierder do vum Rapporteur uschléissen an e Merci lassginn un den Engagement vun der Direktioun, awer vun alle Mataarbechterinnen a Mataarbechter, fir dee Prozess do vun der Reform unzuleieren. Dat ass net einfach, mä et muss ee soen, datt jo ganz vill motivéiert Leit an där Verwaltung schaffen an déi hunn dat dann och méi liicht gemaach. An d'Konklusiounen aus deem Workshop sinn duerno natierlech weider un d'Personal kommunizéiert ginn.

Duerno koumen déi béid Auditen. Chargéiert goufen deemools d'Ëmweltbundesamt vun Eisträich fir den thematesche Volet a PKF, Deloitte fir den organisatoreschen Deel. Déi Resultater sinn am Juli 2013 presentéiert ginn.

Wat d'Konklusiounen aus deenen Auditen ubelaangt, wëll ech elo hei weider net drop agoen. Vlächicht just zwou oder dräi Recommendationen erausgegraff.

Et goufen ënner anerem ebe Virschléi gemaach, fir ee Service de relations publiques en place ze setzen, grad wéi eng Cellule de coordination fir international Affären oder och nach genuch Back-up fir d'Experten an deenen internationalen Obligatiounen.

Vun der Organisatioun hier gouf och nach recommandéiert, déi intern Gestioune ze professionaliséieren respektiv verschidde Missioune nei ze verdeelen oder och administrativ Tächchen ze zentraliséieren.

Deen neien Organigramm gesäit sechs Unitéite vir, wou de Firwat och an deem detailléierten Exposé des motifs vum Projet de loi, ech hunn et virdu gesot, presentéiert ass. An deemno brauch een net hei op d'Plaz drop zrëckzekommen. Just esou vill, dass dës Unitéiten en fonction vun den Aarbechten, déi mussen geleescht ginn, definéiert goufen an net, wéi et bis elo war, eben en fonction vun engem bestëmmten Ëmweltberäich, mam Zil eben, och do méi e grouse Professionalissem ze schafen.

Wat een nach vlächicht kann ernimmen, dat ass de Fait, datt den 23. Abrëll 2014, viru knapp zwee Joer, ee Workshop organiséiert gouf mat all den interesséierten Akteuren. Ech mengen, datt dat och e wesentlechen Undeel un enger „good governance“ huet an dat och richteg war.

Här President, de Rapporteur huet virdu d'Kritik vum Statsrot ernimmt. Do wëll ech mech da ganz kuerzfaassen. Virun allem goungen déi an déi Richtung, datt e gär gehat hätt, wann d'Attributiounen vun deenen dräi verschiddenen Verwaltungen - eben Natur-, Ëmwelt-, Waasserverwaltung - méi genee preziséiert respektiv délimitéiert géife ginn. En huet d'Beispill vum Sensibiliséiere, vun der Formatioun an der Informatioun do genannt.

Ugeschwat goufen och vum Conseil d'État nach d'Intersektiounen a puncto Kompetenzen, wat d'Pouvoirs de police ubelaangt respektiv dann och d'Interferenzen mat de Kompetenzen vun deenen verschidde Verwaltungen.

Da wollt ech awer nach d'Fro stellen: Hu mir inhaltlech Argumenter, firwat grad dës Grille oder dës Organigramm déi beabsichtigt Verbesserunge soll bréngen? Als Beispill kéint ee sech jo froen: Gëtt zum Beispill d'Consultance an d'Informatioun vun de Betriber an dem grand Public an Zukunft besser wéi bis elo, eben duerch deen neien Organigramm? Hëllef déi nei Struktur zum Beispill, d'Ozon-Problematik besser ze léisen? Hëllef dës neien Organigramm och, de Problem vun den Altlasten besser an de Grëff ze huelen?

Alles dat sinn elo just e puer Beispiller fir Froen, déi ee sech ka stellen. An anere Wieder: Ass mat där neier Struktur erkennbar, datt dës Reform, wéi se elo ugeduecht ass, och an der Realitéit funktionnéiere wäert?

Duerfir wiere mer eigentlech frou gewiescht, wann de Ministère dat gemaach hätt, wat mer och an der Kommissioun kuerz ugeschwat hatten, wat och de Mouvement écologique schon am Mee 2014 gefrot hat, näämlech esou eng Aart „reality check“ ze maachen. Mat esou engem „check“ hätt een op Basis vu präzise Fallbeispiller kënnen präwieren, ob dann dës Reorganisatioun, esou wéi se konzipéiert ass, och déi beabsichtigte Verbesserunge bréngt oder ob nach aner Ramebedéngungen hätte missen definéiert ginn. An duerfir bedauere mer och, datt deen Exercice virum Vott vun dësem wichtege Gesetz net gemaach gouf.

Op eis Froen an der Kommissioun, firwat datt net op esou eng Virgeensweis zrëckgegraff ginn ass, huet d'Madamm Minister déi d'Gesot, ee vun de Grënn wier dee gewiescht, datt een d'Leitbild net prett gehat hätt, wat awer elo virleit. Den Direkter huet eis och an där zweetleschter Kommissioun kuerz da gesot, wéi dat virgesinn ass. An an där leschter Kommissiounsséizung, wou d'Madamm Minister net konnt sinn, huet awer de Statssekretär Camille Gira eis versprochen, dat Leitbild géife se awer virueeche, fir da méi prezis ze gesinn, wou mer do drop lasssteieren.

Am Virfeld vum Ausschaffe vun dësem Projet de loi gouf et näämlech an eisen Ae sennvollerweis, éischstens, deen interne Bléckwénkel, dee vun de Mataarbechter also vun der Verwaltung op hir eege Verwaltung, zweetens, de Bléck vu baussen, eben a Form vun deenen zwee Auditen, an drëtens wier eben och dee Bléck aus Sichts vum Ëmweltschutz um Terrain selwer beziéungsweise en Deel vu betraffene Biergerinnen a Bierger wichtege gewiescht.

Här President, ech wollt dann och nach zum Schluss am Numm vun menger Fraktioun eng Motioun ofginn, fir ze froen, ob et net sennvoll wier, spëtstens no zwee Joer - virdu hate mer scho vun de Bilane rieds, fir e Relevé ze maachen, datt mer eis erëmfaassen an all eise Bilanen; elo géif nach een derbäikommen, wann d'Motioun géif ugeholl ginn - e Bilan ze maachen, fir ze kucken, ob d'Reorganisatioun vun der Ëmweltverwaltung deenen Erwaardungen entsprécht oder ob no deenen éischten Erfahrungen och Upassunge misse gemaach ginn.

Dobäi denke mer och, datt et fir dës Prozess wichtege wier, d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Verwaltung, grad wéi Betriber oder och Ëmweltschutzorganisatiounen ze bedeelegen, fir eng komplett Analys vun de Répercussiounen, déi mer jo dann erliewen, vun deenen neie Strukturen ze kréien.

Zum Schluss wollt ech soen, datt meng Fraktioun dësse Projet stëmmen wäert. An ech wollt dann domat och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem Projet bréngen, an ech géif lech hei d'Motioun virginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que la structure actuelle de l'Administration de l'Environnement n'est plus adaptée aux nouvelles exigences en matière de protection de l'environnement ainsi qu'à la collaboration requise au niveau national et international;

- constatant que la loi vise une réorganisation de l'Administration de l'Environnement ajustant ses attributions à l'évolution des politiques environnementales;

- saluant le principe de la mise en place d'une organisation horizontale ainsi que la répartition des tâches de l'Administration de l'Environnement entre six unités, constituant des unités cohérentes;

- saluant le fait que l'ensemble du personnel de l'Administration de l'Environnement ait été convoqué à des réunions d'information et ait eu l'occasion de formuler ses propres propositions et doléances;

- constatant que le Gouvernement n'a pas analysé en amont du vote de la loi, moyennant des cas précis, si la réorganisation projetée par le projet de loi sous rubrique est à même d'apporter les progrès escomptés par ses auteurs,

invite le Gouvernement

- à dresser un bilan de l'application de la nouvelle loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement au plus tard deux ans après son entrée en vigueur, et de procéder, le cas échéant, à des adaptations afin d'éliminer d'éventuels imprécisions, incohérences ou oublis involontaires constatés lors de la mise en œuvre de la loi,

- à impliquer dans ce processus autant le personnel de l'Administration de l'Environnement que tous les acteurs concernés, tels que les entreprises et organisations environnementales, afin de permettre une analyse complète des répercussions de la nouvelle organisation de l'Administration de l'Environnement.

(s.) M. Marco Schank, Nancy Arendt, Martine Hansen, Marcel Oberweis, Laurent Zeimet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Schank. Ech ginn och Akt vun dem Dépôt vun dëser Motioun. Mir kommen nach dorop zrëck.

Als nächstens ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Madamm Ëmweltministesch, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wëll ech natierlech dem Rapporteur Gérard Anzia e grouse Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport.

Déi Reform vun der Ëmweltverwaltung, iwwert déi mer haut ofstëmmen, baséiert op engem Constat, dee schon 1980 bei der Kreatioun vun der Ëmweltverwaltung vill diskutéiert gouf. Den Ëmweltschutz ass eng ganz komplex Matière, wou engersäits Experten a spezifesche Gesetze fir eenzel Aspekter gebraucht ginn an et anerersäits awer och vill Iwwerschneidungen a Wiesselbeziéunge gëtt. Et gëtt deemno ëmmer zwou géigeleefeg Tendenzen, déi eng, fir Theme wéi Waasser, Kaméidi, Loftverschmutzung oder Offalgestioun vuneneen ze trennen a sech ze spezialiséieren, an dann eng aner Tendenz, fir all déi Domänen zesummenzuleeën, fir méiglechst themen-iwwergräifend kënnen zesummeschaffen.

Am Laf vun der Zäit gouf et um gesetzlechen Niveau eng Rei Verännerungen, mol an déi eng, mol an déi aner Richtung. Dee Phänomeen gëllt net nëmme fir d'Ëmweltverwaltung, och um Niveau vun den Attributiounen fir déi successiv Ministere gesäit een, dass dës Zort vu Froen net ëmmer d'selwecht geléist goufen. Esou gouf et an der Zäit net e Ministère fir den Développement durable, mä ee fir d'Ëmwelt an ee fir den Transport an esou weider.

D'Reform, iwwert déi mer haut ofstëmmen, wëllt erëm zrëckkomme vun engem Cloisonnement vun deenen themateschen Beräicher an huet als Zil, fir bestëmmt Aufgaben an enger horizontaler Logik zesummenzeféieren. Déi zwee extern Auditen, vun deenen elo scho geschwat gouf, sinn zur Konklusioun komm, dass méi Flexibilitéit méi eng effikass Aarbecht erméigleche géif. An deem Kader wëll ech och dem Direkter a virun allem senge Mataarbechter e grouse Merci soe fir d'Mathëlef dozou a virun allem awer och an allgemenge Merci hinne ausschwätze fir déi gutt Aarbecht, déi se an deene leschte Jore geleescht hunn.

Am Résumé kann ee soen, dass den Haaptaspekt vun der Reform vun der Ëmweltverwaltung ass, dass se an Zukunft net méi no verschidde Ëmweltthemen strukturéiert ass, mä no gläichen Aarbechten. Den Nodeel vun der aler Struktur ass, dass déi nei Ëmweltberäicher net konnten an déi besteeënd Divisionen agefüügt ginn. Déi eenzel Divisionen hunn déi verschidden Aarbechten, wéi ënner anerem zum Beispill Inventairen, Konzepter, Kontrollen, Sensibiliséierung a Geneemegungen, jee weils fir sech an hirer Divisioun gemaach. Risiko war, dass opgrond vun de Prioritéiten verschidde vun deenen Aarbechten ze kuerz komm sinn.

Déi nei Struktur orientéiert sech no deene jee weilegen Aarte vun Aarbechten, egal em wat fir en Ëmweltthema et sech handelt. Zum Beispill gëtt alles regruppéiert, wat mat Relations publiques ze dinn huet oder mat Geneemegungen oder mat Kontrollen. Dëst bedéngt d'Méiglechkeet, nei Ëmweltthemen an opzehuelen. Et erlaabt och, Synergie vu gläichen Aarbechten zu verschidde Ëmweltthemen och ze notzen.

Bis elo war déi organisatoresch Struktur vun der Verwaltung am Gesetz festgeschriwwen. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. Et gi just d'Missioune an Attributiounen festgeschriwwen. Esou wéi dat och am Kader vun deenen neie Gesetze iwwert d'Fonction publique virgesinn ass, gëtt d'Struktur vun der Organisatioun iwwer en Organigramm festgeluecht. Dat gëtt eng weider Flexibilitéit, fir sech der Entwécklung an der Zäit unzepaspen.

D'Reorganisatioun ass awer och nëmme en Deel, fir dass eng Ëmweltverwaltung méi effikass ass. Si muss och genuch Personal hunn, fir d'Aufgaben, déi se huet, uerdentlech ze maachen, fir dass déi eenzel Leit genuch Zäit hunn, fir hir Dossieren uerdentlech an trotzdeem an deenen Délaien ze verschaffen, déi hinnen iwwert d'Gesetz impositéiert ginn.

Et muss awer och derfir gesuergt ginn, dass bei kritesche Poste genuch Back-up, fir et emol esou ze soen, do ass. D'Auditen, déi gemaach goufen, weisen dorop hin, dass et wichtege ass, dass et net zu enger Singularisation du savoir kënn, dat heescht, dass bei spezifeschen, awer héich komplexen a sensibelen Aarbechten just een Agent do ass oder eng Agentin do ass, fir déi Aarbechten ze maachen. Bei Ausfall vun där Persoun kënnen déi Aarbechten duerch hir Komplexitéit net direkt vun engem aneren iwwerholl ginn. Fir Lëtzebuerg kéint dat méi schro Konsequenzen hunn, well mer esou kleng sinn, wann zum Beispill den Emissionshandelsregister net regelméissig iwwerwaacht géif ginn an doduerch eventuell louche Transaktiounen net géifen opfalen, déi zum Beispill am Kontext vun Wäisswäsche vun Droguesen oder vun dem Finanzéiere vum Terrorismus gemaach géife ginn.

Madamm Presidentin, fir de Bierger respektiv d'Entrepreneurs dobaussen ass et effektiv nëmme d'Resultat, wat zielt. Am Resultat hätte mir alleguete gären en héijen Niveau un Ëmweltschutz, transparent Regeln an eng schnell Äntwert op d'Demande fir eng Geneemegung oder e Subsid. Och wann d'Aarbecht vun der Ëmweltverwaltung doriwouer erausgeet, sinn dat an der Praxis dach déi Problemer, déi am heefegsten ugeschwat ginn.

Positiv ze bewäerte sinn dofir zousätzlech Efforten, fir d'Leit besser ze informéieren, d'Leit dobauss besser ze informéieren an d'Geneemegungsprozedure méi enk ze begleeden. Gutt ass och d'Iddi, fir direkt am Ufank vun enger Kommodo-Inkommodo-Prozedur den Demandeur ze informéieren, wa säin Dossier net komplett ass, oder d'Méiglechkeet, fir e bestëmmt Projet zu all Moment kënnen iwwer e sougenannten Tracking-Service ze suivéieren an ze wëssen, wou e grad drun ass.

Wou awer sécher och an der neier Struktur nach Efforte muss gemaach ginn, datt ass bei de Retarde bei dem Ausbezuelen vun de Subsiden. D'Madamm Ministesch kann eis jo herno vlächicht soen, wou mer haut an där Hinsicht stinn. Mä et gouf jo an der Vergaangenheet eenzel Forme vu finanzieller Hëllef, wou d'Leit alt bis zu 15 Méint hu misse waarden, bis de Subsid ausbezuelt gouf. Domat verpufft natierlech e groussen Deel vun positiven Impakt, wou gudden Incentive vun esou Mesuren.

Ech géif mer awer och wënschen, dass nei Méiglechkeete kéinte geschafe ginn, fir ze kontrolléieren, ob déi héich Ëmweltstandarde, déi mer hunn, déi um Pabeier geneemegt gi sinn a subventionéiert ginn, och kéinte kontrolléiert ginn (veuillez lire: och agehale ginn). Och wann et net méiglech ass, fir dat systematesch ze maachen, esou misst een dach kënnen Stéchprouwe maachen.

Ech denken do virun allem un déi ëmmer méi streng Normen, wat d'Energieeffizienz vun neien Haiser a Gebaier ugeet. Hei bezilt de Client en Zousazpräis, en Oppräis fir eng optimal Energieeffizienz, de Stat gëtt jee no Situatoun och nach e Subsid, mä et gëtt herno awer net kontrolléiert, ob dat Gebai, wat gebaut gouf, déi Normen tatsächlech erfëllt. Domat gëtt den Notzen vun zum Beispill dem Energiepass staark reduzéiert.

D'Fro vun der Kontrolle stellt sech awer och genaou bei de Betribsgeneemegungen. Och do misst méi systematesch kënnen gekuckt ginn, ob

déi tatsächlech Exploitatioun spéider nach konform ass mat der Geneemegung, déi eng Kéier accordéiert gouf.

Nieft der interner Struktur vun der Ëmweltverwaltung ass et natierlech och wichteg, dass déi eenzel Administratiounen genuch a fachlech kompetent Personal hunn. Grad well et am Ëmweltberäich esou vill verschidden Thematike gëtt, déi en héijen Niveau u Sachkenntnis verlaangen, ass et wichteg - an ech hat et scho viru gesot - an de Rapporteur huet et och gesot -, fir ganz vill Leit, déi néideg Leit an der Verwaltung ze hunn, fir all déi Politike kënnen ëmzesetzen, déi an deene leschte Jore um europäeschen Niveau decidéiert goufen an an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung agefloss sinn.

Ech hoffen, dass d'Ëmstrukturéierung vun der Ëmweltverwaltung hëllef, double Emploi an onnéideg bürokratesch Hürden ofzebauen, soudass déi Verwaltung besser wéi bis elo kann hir Aufgaben erfëllen, déi fir d'Bierger a fir d'Betrieber an natierlech virun allem de Schutz vum Mënsch a vun der Natur esou wichteg sinn.

An domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu demem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ruffen ech op d'Tribün den Här Deputéierte Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Madamm Presidentin, ech weess net, ob Der et wouss, mä viru Kuerzem ass d'Statsstroos tëscht Betten a Spréngkeng frëschgemaach ginn. D'Gemeng Dippech huet dovun profitéiert, fir eng flott Vëlospist parallel zur Stroos ze aménagéieren. A bei den Aarbechten, déi d'Pons et Chaussées dann duerschafe geloos huet, hunn och missen Hecken ewechgeholl ginn. An dat ass och net ongesig bliwwen. An zwar huet e Verantwortliche vun der Ëmweltverwaltung dat gesinn an deem ass och relativ séier opgefall, dass et keng Autorisatioun gouf, fir déi Hecken do ewechzemaachen, wat zwar relativ séier zur Konsequenz hat, dass e Baustopp komm ass an de Chantier war gestoppt gläich fir e puer Méint.

Firwat zielen ech lech déi Anekdot? Ma éischens, well et schéngt, dass et souguer fir eng Verwaltung beim Stat net ëmmer evident ass, fir ze wëssen, wat fir eng Autorisatiounen ee brauch. Zweetens, well et weist, dass den direkten Drot tëscht de Verwaltungen net ëmmer esou funktionéiert, wéi e sollt. An drëtens, well offensichtlech e puer Hecke laanscht eng vill befuere Stroos zu Lëtzebuerg duerginn, fir e Projet méintelaang ze blockéieren.

► **Une voix.** - Jeh, jeh, jeh!

► **M. Max Hahn (DP).** - Madamm Presidentin, ech hu mat demem Beispill aus der Praxis ugefaangen, well et weist, wéi batter néideg eng koordinéiert a pragmatisch Approche an der Landesplanung ass, wou d'Service nach méi Hand an Hand musse schaffen, wéi dat bis ewell de Fall ass. Ech si mer och ganz sécher, dass och ouni dass een d'Ëmweloplage muss erfotzen, ee mat enger effizienter a gudder Organisatioun de Prozedure ka richteg Damp maachen! An deem Sënn begrëissen ech de Gesetzestext vun de Mëtteg zur Reorganisatioun vun der Ëmweltverwaltung, well et en éischte Schrëtt ass fir ee méi effikascht Schaffen am Dëngscht vum Bierger an den Entreprisen.

Här President, no Auditen an intensive Gespréicher mat de Responsabelen an de Matarbechter gëtt d'Ëmweltverwaltung elo nei organiséiert, an dat, fir méi flexibel ze sinn, fir méi Kompetenz vum Personal an nach besser d'Kompetenz vum Personal kënnen ze notzen, fir nach méi kohärent kënnen ze schaffen an och, fir méi visibel ze ginn. Dat alles ass wichteg an ech begrëissen et, wann eng staatlech Verwaltung mat der Zäit geet. Ech begrëissen et, well all déi Saachen hëllef, fir de Service um Bierger ze verbessern. Eng gudd intern Organisatioun erlaabt et, dass d'Prozeduren net schleefen an d'Waardezäiten erofgesat ginn.

Jo, ech erwaarde mer vill vun där heiter Reform, éischens, well mir den Ëmweltschutz wichteg ass, an zweetens, well ech all Dag Leit begéinen, déi et net erwaarde kënnen, eng Äntwert vun der Ëmweltverwaltung an hirer Boîte ze hunn.

Här President - Madamm Presidentin, entschëllegt! -, als DP sti mir fir e Stat, deem am Dëngscht vum Bierger steet, e Stat, dee mat der Zäit geet, fir seng Ressourcen optimal ze notzen, kuerz, e Stat, dee funktionéiert. An

deem Sënn kann ech desë Reform nëmme zoustëmmen, och well se mat de Beamte selwer ausgeschafft ginn ass an hiren Input hei matagefloss ass. Ech mengen, dat ass wierklech eng luewenswäert Approche. D'Leit selwer wëssen nämlech an der Verwaltung, wou de Schung dréckt, a kënnen am allerbeschten ofschätzen, wéi eng Ännerungen effikass wäerte sinn a wéi déi eenzel Beräicher besser kënnen zesummeschaffen.

Mir schwätzen hei vun enger Verwaltung, déi 1980 opgestallt gouf. Sätdeem huet sech vill gedoen: Kritären a Kontrolle sinn däitlech méi streng ginn, an dat ass och gutt esou. Jiddweree vun eis kennt genuch Beispiller vu Knaschereien, déi virun 30, jo, viru 40 Joer de Buedem op laang Zäit verseucht hunn a wou opwedeeg Sanéierungsarbechten néideg sinn, fir den Terrain iwverhaapt nach notzen ze kënnen. Haut gëtt Ëmweltschutz zum Gléck groussgeschriwwen. Och wann ech heiansdo d'Gefill hunn, dass mir kéinte verschidde Projekte mat e bësselche méi Fangerspëtzgefill a gesondem Mënscheverstand upaken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, de Grondsatz vun all moderner Verwaltung muss et sinn, léisungsorientéiert ze schaffen, amplatz sech op d'Siche vu Problemer ze konzentréieren. Jo, ech erwaarde mir eppes vun desë Reform, och bei den Délaien a bei de Prozeduren. Ech wëll op desë Plaz och der Verwaltung félicitéieren, well d'Délai fir Subside fir d'Renovatiounen sinn d'lescht Joer schonn däitlech erfogangen, och wa sécherlech hei nach Sputt no uewen ass.

Wann den neie System elo um Rullen ass, da sollten d'Dossiere generell am Ëmweltschutz nach méi schnell traitéiert ginn, sief et bei de Subsiden oder bei de Geneemegungen. D'Waardezäite kaschten nämlech d'Bierger, d'Gemengen an d'Betrieber net nëmme vill Nerven, mä och vill Geld.

Här President, Madamm Presidentin - pardon, schonn erëm, fir d'Zweet! -, d'Frichte vun desë Reform muss ee spéider um Terrain gesinn. Dorunner muss mir eis miesse loossen. Ech erwaarde mir, dass d'Ëmweltverwaltung an Zukunft manner mam béisse Fanger weist an dofir méi Beroder a Partner vun de Leit, de Gemengen an de Betrieber gëtt. Ech erwaarde mer, dass si sech nach méi aktiv abréngt, dass si Léisungsusätz zesumme mat de concernéierten Akteuren ausschafft an esou eng nei Dynamik an d'Landesplanung bréngt.

Wann een interessant Projeten ëmsetze wëllt, ob dat elo ass, fir méi Wunnraum ze schafen oder fir d'Mobilitéit ze férdere, da muss awer och all eenzel Instanz bei der Ëmsetzung zesummeschaffen. Wann déi staatlech Akteuren Hand an Hand schaffen, kënnen mer ganz vill erreichen. D'Cellule d'évaluation, wou all déi ministeriell Akteuren, d'Gemengen, d'Bauhären un engem gemeinsamen Dësch sëtzen, ass e gudd Schrëtt an déi Richtung, an et héiert een och, dass dat ëmmer besser klappt.

Et gëtt awer och nach eng aner Plaz, wou vill Potenzial ass, fir Zäit a Suen ze sparen, nämlech wann et dodrëms geet, Etüden duebel an dräifach net méi mussen ze maachen.

Dofir e konkret Beispill: D'Velospisteverbindung vun der PC38, deem Deel vu Schuller op Käerjeng, kann net elo direkt gebaut ginn, well een Deel wou Tracé duerginn en Natura-2000-Gebitt féiert. Et liicht an, dass do eng genee Analys muss gemaach ginn, fir d'Auswierkungen op d'Natur an d'Ëmwelt genee ze analyséieren. Wann een awer elo weess, dass des Vëlospist parallel nieft der zweegleiseger Zuchstreck vun der Stad op Péiteng féiere soll, da muss ee sech awer seriö Froe stellen, ob do nach eng grouss Etüd néideg ass. E besseren Tracé wéi direkt nieft der vill befuere Zuchlinn kann ech mer beim beschte Wëllen net virstellen. Ech zielen och hei an Zukunft op e bësse méi Pragmatismus am Sënn vun der Mobilité douce an am Sënn vum Bierger.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei zu demem Gesetz. Ech soen dem Rapporteur Gérard Anzia Merci fir säin exzellente schréftlechen, awer och säi ganz energiegeluedene mëndlechen a gudden Rapport a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Deputéierte Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen, mir begrëissen dat heite Gesetz. Et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. An d'Avisé vu verschidde Berufskammere weisen jo och, dass dat doten en Text ass, deem erwaart gëtt.

D'Chambre des Métiers huet virun allem ervirgestrach, dass et vill ze vill oft dozou koum,

dat verschidden Divisiounen äänlech Aarbechte gemaach hunn, äänlech Kontrollen an Inspektioune. Dat ass immens gutt, dass dat rationaliséiert gëtt. Mat Recht gouf hei och vu Virriedner, speziell vum Roger Negri an och elo vum Max Hahn, drop higewisen, dass d'Rapiditéit vun den Aarbechten essenziell ass. Vill ze vill Projeten hei am Land si gebremst duerg Saachen, déi net viruginn. Dat ass net gutt!

Et ass u sech eng eenzeg Saach ze soen zu demem Projet, déi ech net richteg verstinn, mä et ass och, well mer net an där Kommissioun sinn, an duerfir wollt ech d'Geleeenheet ergräfen, fir der Madamm Ministesch déi Fro ze stellen: Hei gëtt elo d'Struktur vun der Verwaltung geännert. Mir wëssen awer, dass e komplett neit Naturschutzgesetz nach net um Instanzewege ass. Et ass nach keen Avant-projet, mä et sinn awer schonn Avisen ageholl ginn, zum Beispill vun der Chambre d'Agriculture, wou eng Reform, eng komplett Refonte kéint vum Grondgesetz am Ëmweltschutz, vun deem Gesetz vum 19. Januar 2004. A mir hätt et a priori méi agelicht, dass esou eng Strukturreform um eng...

(Interruption)

...Reform vun deem Grondgesetz iergendwéi gekoppelt gi wier. Ceci étant dit...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, loosst den Här Reding schwätzen!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin.

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Jo, okay. D'Madamm Minister wäert him schonn äntwerten.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Voilà! Fir de Rescht bréngen ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu demem Text an ech soen lech villmools Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Reding. Ech hunn elo, sauf erreur, kee Riedner méi ageschriwwen. Da géif ech elo d'Madamm Minister Dieschbourg op d'Tribün invitéiere fir hir Stellungnam.

Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Härren Deputéiert, et ass mer eng Freed, dass mer haut des Reform vun der Ëmweltverwaltung hei um Ordre du jour hunn an dass mer e ganz wictege Schrëtt weider maachen an demem Prozess, deem, wéi et scho vu Virriedner gesot gouf, 2010 schonn ugefaangen huet an dee mer wierklech op eng ganz participativ an transparent Aart a Weis zesumme mat de Matarbechter geféiert hunn.

Dofir e grouse Merci un déi engagéiert Direktioun. Natierlech e grouse Merci awer och un eise Rapporteur, un den Här Gérard Anzia, fir dee gudd mëndlechen a schréftlechen Rapport, awer och un déi aner Intervenanten an hir Ënnerstëtzung.

D'Ëmweltverwaltung, déi et zanter 1980 gëtt, där hir Missioun sech am Laf vun der Zäit, sief et duerg dee ganze Beräich vun de Chemikalien, sief et vun dem ganze Beräich, deem eis Klimapolitike betrëft, weider erweidert hunn an déi dofir huet missen elo och nécessairement reforméiert ginn, beschäftegt sech mam Environnement humain, an dat ass net nëmme - eng Kéier, fir op e puer Virriedner hei anzegoen - u sech den Naturschutz, mä den Ëmweltschutz, esou wéi den Numm vun der Ëmweltverwaltung et seet.

Mir hunn am Ëmweltministère dräi Administratiounen, déi eis wierklech tipptopp zouschaffen: Dat ass d'Natur- a Bëschesverwaltung, déi sech ëm d'Gestioun vun den natierleche Ressourcen këmmert; mir hunn eng Waasserverwaltung, déi sech ëm d'Waasser këmmert, an eng Ëmweltverwaltung, déi sech ëm den Environnement humain, also dat, wat eis ëmgëtt, eis Ëmwelt, bekëmmert.

Dat ass eng wichteg Tëschenetapp. Firwat soen ech Tëschenetapp? Majo, well mer an engem Prozess sinn, deem elo weidergeet, dee wéi gesot elo och nach e Leitbild huet. Deen hu mer am Januar presentéiert. An ech mengen, dass mer lech en och kuerz an der Chamberskommissioun schonn eng Kéier duergeluecht hunn. An och do wëlle mer weiderhin transparent sinn. An ech kann och, fir eng Kéier op dem Här Schank seng Remarque anzegoen, soen, dass mer un Indicateure schaffen, fir dass mer och de Fortschrëtt moosse kënnen, well dat ass et, wat mer wëllen.

Mir wëllen eng kompetent, eng performant an eng modern Administratioun, déi fir e gudden an e preventiven Ëmweltschutz suergt, déi am Service vun eise Bierger steet an déi méi flexibel ass wéi dat, wéi se bis ewell war, déi net méi a Siloen denkt, déi net méi vertikal denkt,

mä déi horizontal denkt, fir dass mer méi schnell ginn an allen Hüsichten an dass mer dem Bierger esou gutt wéi méiglech dëngen an d'Gemengen an d'Entreprisë kënnen an hire Prozedure begleeden.

Et gong bei desë Reform a bei deenen Etüden, déi am Virfeld gemaach goufen an déi ganz kloer weisen, dass mer méi Leit bräichten, fir méi effizient ze sinn, awer net drëm, onbedéngt méi Leit anzestellen, mä et gong och drëm, déi Leit, déi nëmme eleng an engem Beräich sinn, ze doubléieren, dass mer do kënnen dat Wëssen och gebrauchen, dass mer net eng Persoun hunn, déi, wa se ausfällt, net méi do ass. Et gong also wierklech ëm eng horizontal Approche.

A mir hunn elo - an do wëll ech dem Här Anzia äntwerten, dee mech gefrot huet - 102 Leit do schaffen an et stinn nach dräi Posten aus. Dat heescht, mir sinn net substanzuell méi héich ginn, mä mer versichen, duerg eng gudd Organisatioun méi effizient ze ginn an e kompetente Partner am Asaz fir eng méi ganzheetlech Approche ze ginn.

Wat d'Organisatioun ugeet, hunn mengen ech, d'Virriedner quasi alles gesot. Wat d'Missiounen ugeet, och. Et geet u sech ëm den Erhalt vun eiser Liewensqualität, ëm de preventive Schutz, ëm d'Partnerschaftlechkeet, an déi nei Struktur wäert eben hëllef - an do ginn ech op dem Här Schank seng Fro gären an -, dass mer d'Dossiere méi no begleede kënnen, dass mer fachwitrgeräifend zesummeschaffen an dass et also misst méi schnell virugoen.

Mir hunn och eng nei Cellule, déi sech wesentlich méi mat dem Sensibiliséieren, dem Informéieren, well ech mengen, d'Ëmwelt läit de Bierger um Häerz, befaasst. A wann ech eis Diskussioun haut de Mëtteg kucken, grad elo zum Schluss, dann ass et nach wichteg, dass mer nach ganz vill Aufgabe maachen.

Fir op dem Här Negri seng Fro anzegoen: Déi Retarden, déi sech accumuléiere bei Subsiden, dat war fréier. Mir haten, wéi mer ukomm sinn, 15 Méint Retard beim Ausbezuele vu Subsiden. Haut ginn nei Haizer, déi Subsiden erarechen, innerhalb vun engem bis zwee Méint traitéiert,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - ...an Albusanéierung, do leie mer bei dräi bis véier Méint, da kréien d'Leit d'Noriicht, dass dee Subsid kënt. Ech mengen, dass ass en Zeechen, dass dee Prozess gräift, dass mer amgaange sinn an dass mer déi Retarde wierklech ofschafe kënnen, fir dass d'Leit kënnen hir Subside kréien, déi se och ufroen, dass et un Ureiz ass, dass mer méi schnell a méi sanéieren. Dat op jidde Fall ass e Bewäis, dass mer ufänke mat schaffen.

Fir d'Kontroll zu den Energiepäss muss ech lech leider soen, dofir si mir net kompetent, dass läit beim Energieministère.

A fir dann och dem Här Hahn ze äntwerten: Bon, fir d'Hecke bei de Stroossen ass et eis Natur- a Bëschesverwaltung, déi ganz enk zesummeschaaft mam François Bausch senge Servicer. Eréischt d'lescht Woch war do eng Concertatiounsreunioun, wou all Vëlosweeër gekuckt goufen, fir dass mer kënnen déi feelend Stécker, déi mer nach hunn an eisem Réseau, schnellstméiglech zoumaachen. Do ass et natierlech eng Zesummenaarbecht, déi an deene leschten zwee Joer wierklech och forcéiert gouf an déi elo lues a lues hir Resultater huet.

Ech jiddefalls si frou iwwert déi grouss Ënnerstëtzung heibannen. Mir halen lech natierlech gären au courant, wéi dee Prozess elo weidergeet, an ech soen lech Merci fir d'Ënnerstëtzung an demem Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

Motion 1

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Très bien? An elo soen ech nach eppes zur Motioun. Muss ech nach eppes zur Motioun soen?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Jo, wéi, Madamm Minister, stitt Der dozou?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, also ech denken, vu dass mir amgaange sinn, Indicateuren auszebauen, vu dass mer och - an dat huet souwuel dem Här Negri seng Interventioun gewise wéi awer och dem Här Anzia seng Interventioun gewisen - lech schonn eis Denkwéier eng Kéier virgestallt haten, géife mer dat ganz gären nach eng Kéier mat lech zesummen éisch emol an eng Kommissioun maachen, lech och dann déi Indicateure virstellen, an da kënnen mer dat gären zesumme suivéieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Insgesamt ass d'Iddi richteg. Ech géif awer soen: Kommt, mir schwätzen nach eng Kéier driwwer an der nächster Kommissiounssëtzung!



Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Schank!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Jo, Merci. Ech wollt kuerz soen zur Motioun, datt mer jo näischt dovun hunn, wa mer souguer ofstëmmen a se gëtt rejetéiert. Duerfir géif ech dann unhuelen, datt mer an d'Kommissioun zrëckginn.

Mir, eis ass et wichteg, datt mer e Bilan kréien, datt mer och e Bilan kréien unhand vun deene Kritären, och unhand vun deem, wat deen zweeten Deel, deen zweeten Invite vun der Motioun ausmécht, datt mer net nëmmen d'Verwaltungsleit kucken, mä datt och extern zum Beispill d'Betriber, zum Beispill d'Ëmwelt-schutzorganisatiounen Bestanddeel si vun deem Bilan. Wa mer eis an der Kommissioun dohi kënnen eens maachen op Basis vun Indicateuren, dann ass dat mer recht.

Duerfir géife mer dann, wier ech dann d'accord, datt mer dee Wee do ginn. Merci.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Anzia!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech wëllt awer och nach kuerz ee Wuert soen zu der Motioun. Si ass jo elo zwar zrëckgezu ginn, mä trotzdem,...

(Concertation interne)

...et gëtt elo hei net driwwer ofgestëmmt, an ech begrëssen och, dass mer déi zrëck-, also weiderginn an d'Kommissioun. Déi Iwwerleeung deelen ech och; déi Iwwerleeung, fir ze soen, mir mussen e Bilan zéien, ass de richtige Wee. Mä ech mengen, dass een awer muss och fir d'Éischt emol eng Kéier der Administratioun d'Méiglechkeet ginn, fir sech ze reorganisieren, ier mer elo Bilane maache mat Leit aus dem Externen. An dofir mengen ech och, dass et sënnvoll ass, dass een elo emol déi Ëmsetzung mécht.

Et geet een awer hi vun enger Opdeelung an dräi Sparten, an dräi Divisiounen elo, u sech a sechs Unitéiten. Dat ass awer schon eng grouss Ëmkrepplung vun där Verwaltung. An da soll een där déi Chance ginn, fir och emol kënnen all déi Iddien, déi ugeduecht sinn, afféissen ze loossen. An dann, mengen ech, ass et sécher sënnvoll, dass ee fir d'Éischt mat den Acteurs internes de Bilan mécht, an dat soll och onbedéngt an der Ëmweltkommissioun geschéien.

A wann een awer gesäit, wéi laang un der Reorganisatioun geschaff ginn ass - an den honorabele Kolleg Marco Schank, dee jo selwer en charge war vun där Reorganisatioun, wou mir wëssen, dass dat schon iwwer fénnef Joer hier ass, dass een ugefaangen huet, dorun ze schaffen -, da soll een och elo net ganz schnell wëllen hei e Bilan no engem Joer scho mat den externen Akteuren zéien.

Dofir mengen ech, dass et sënnvoll ass, dass mer sécherlech an engem Joer an der Kommissioun mat den interne Leit de Bilan zéien an da kucken: Sinn déi op der richteger Pist? An dann ass sécherlech och e Bilan mat de Leit extern, sief et ONGen, sief et natierlech Entrepreneuren, sënnvoll. An dofir ënnerstëtze mir och onbedéngt de Renvoi an d'Kommissioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hu mer dat esou décidéiert, dass mer d'Motioun net zrëckzéien, mä transferieren un d'Kommissioun. Merci.

An da géife mer zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6865 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6865 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6865 ass eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6835, deen eng Rei vun insgesamt siwen Accorden, wat d'Lofftaart ugeet, soll ratifizieren. An d'Berichterstattesch, d'Madamm Josée Lorsché, huet d'Wuert.

7. 6835 - Projet de loi portant approbation de

- l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;

- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, mir kommen zur Ofwiessung bei d'Lofftaart, mat der Approbatioun vun ganzer siwen internationalen Accorden, déi d'EU an hir Memberstaaten, mä och enzel Drëttstater engagieren. Dës Accorde sinn an de Joren 2009 bis 2013 ënnerschriwwen ginn a baséieren alle siwen op der sougenannter Feuille de route, déi am Juni 2005 vum Europarat adoptéiert gi war.

D'Haaptzil besteet doran, no an no e gemeinsamen europäesche Loftraum ze schafen, an deem déi enzel Lofftaartgesellschaften hir Servicer fräi ubidde kënnen an deeneselwechte Regeln ennerstinn. Dës Regele betreffen an

éischter Linn d'Sécherheet. Op Franséisch schwätzt een hei vun „sécurité“, wann et den technesche Volet ugeet, a vun „sûreté“ fir de Beräich vun der Preventioun vun Uschléi, Terror a Gewalt an der Aviatoun. Dës an och aner Regele sollen en héich europäesch Normen a Standarden ugepasst ginn, asoufern wéi dat nach net geschitt ass.

Wat den nationale Kontext ugeet, esou bréngen déi siwen Accorde keng Changementer an eiser Gesetzgebung mat sech, well se déi besteend Accorde respektiv déi besteend „memorandums of understanding“, wéi et an der Fachsprooch genannt gëtt, déi Lëtzebuerg scho mat Georgien, Jordanien an Israel ofgeschloss huet, ganz einfach ersetzen.

D'Interesse fir déi Lëtzebuurger Transporteure besti virun allem doran, dass se hir Servicer tëschent allen internationale Flughäfen vun den europäesche Partnerstater kënnen ubidden an dernieft och all déi aner internationale Flughäfen vun den Ennerzeecherstater kënnen ufléien. Dee Moment schwätzt een an der Fachsprooch vun der drëtter a vun der véierter Libertéit. An eenzelne Fäll kënnen dës Servicer op déi fënneft Libertéit ausgedeeent ginn, dat heescht, datt d'Fluggesellschaften entweder iwwer e Point intermédiaire vun engem europäesche Partnerstat oder direkt vun hirem Territoire an en Drëttland kënnen fléien.

Vun der siwenter Libertéit geet da rieds, wann en Transporteur den Départ net a sengem Land muss huelen, mä um Territoire vun engem Partnerstat a vun do aus an en Drëttstat ka fléien, ouni säin eegenen Territoire mussen ze passieren. Et ass also e Projet de loi, wou een d'Geleechheet huet, vill bäizelieren am Beräich vun der Aviatoun.

Här President, ech kommen dann zum Inhalt vun den Accorden a vun deemem Projet de loi, dee ganzer 917 Säite féllt an aus zwee Volumme besteet. Mä keng Angscht, ech maachen et kuerz! Ech hoffen emol, awer dat Wichtigst ze soen.

Den éischten Accord ass vun der EU an hire Memberstate mat Kanada ofgeschloss ginn a gouf de 17. Dezember 2009 zu Bréissel ënnerschriwwen. Generell geet et hei ëm d'Verbindungen tëschent Kanada an der Europäescher Unioun, ëm d'Rechter vum Cabotage, dat heescht dem Transport tëschent zwee Punkten um Territoire vun engem eenzelne Stat, an dann nach ëm d'Vollen, déi iwwer e gemeinsamen Espace erausginn.

Wat eist Land betrëfft, soll dës Accord der Lëtzebuurger Cargogesellschaft an enger zweeter Phas erlaben, vu Kanada an en Drëttland ze fléien, wat dann déi siwent Libertéit bedeit.

Ech kommen zum zweeten Accord. Dat ass en Ofkommen mat Georgien, wat den 2. Dezember 2010 zu Bréissel ënnerschriwwen ginn ass. Firwat grad Georgien? Georgien ass interessant, well et en Drëttstat ass, deen direkt un den europäeschen Territoire stéisst an aus deem Grond zu den éischten Partnerstater vun der EU, vun de Balkanländer, vun Island a vun Norwegen gehéiert huet.

Bei deem Accord, Dir Dammen an Dir Hären, geet et virun allem ëm d'Erweiderung vun de Flugrechter am Passagéiertransport tëschent der Europäescher Unioun, deenen eenzelnen Drëttländer a Georgien, wat an de gemeinsame Loftraum soll integréiert ginn.

Beim drëtten Accord dann handelt et sech ëm en Ofkommen, wat de 15. Dezember 2010 mat Jordanien zu Bréissel ënnerzeechent ginn ass. Ennert der Konditioun, datt Jordanien sech de Regele vun der europäescher Lofftaart upasst, soll dës Accord engersäits den Handel mat Jordanien stäerker an anerersäits awer och d'Entwécklung vum Tourismus aus Europa a Jordanien respektiv vu Jordanien an Drëttländer féerden.

Zum véierten a fënneften Accord. De véierten Accord gëtt vun enger Annex ergänzt, dat ass dann de fënneften Accord, a bezitt sech éischters op d'Flugverbindung tëschent den USA an Europa, zweetens op d'Verbindung tëschent Europa an Island an drëtters op déi tëschent Europa an Norwegen. Dës Accord ass de 16. Juni 2011 zu Oslo ënnerschriwwen ginn an den 21. Juni 2011 zu Lëtzebuerg.

D'Annex, déi och Island an Norwegen mat abezitt, ass zur selwechter Zäit an op deeneselwechte Plazen ënnerschriwwen ginn. Hei ass et esou, datt schon am Joer 2007 en Accord tëschent der EU an den USA virulouch, en Accord, deen duerno op Ufro vun Norwegen an Island erwidert ginn ass. Op déi Manéier ass en Accord de couverture tëschent deene véier Partner entstanden an dernieft en Accord tripartite, deen déi intern Arrangementer tëschent der Europäescher Unioun, Island an Norwegen regelt. Well dës zwee Länner vollwärtig Membere vum gemeinsamen europäesche Loftraum sinn, schaaft dës véierten Accord a seng Annex méi Kohärenz an der Re-

glementatioun vun de Vollen tëschent den USA an dem europäesche Loftraum, wou och Island an Norwegen dann dozougehieren.

Nieft den allgemenge kommerziellen Interesse vun de Lofftaartgesellschaften an de Konsumenten, geet et fir Lëtzebuerg hei och drëms, datt Lëtzebuurger Frachtgesellschaften hir Servicer tëschent allen internationale Flughäfen an Island, Norwegen an den USA kënnen ubidden.

De sechsten Accord ass de 26. Juni 2012 zu Bréissel tëschent der EU an hire Memberstate mat Moldawien ënnerschriwwen ginn. Dës Ofkommen baséiert op bilaterale Verhandlungen tëschent deenen eenzelne Staten an huet enner anere als Zil, de Maart tëschent de Länner progressiv opzemaachen, déi international Zesummenaarbecht ze féerden, d'Reglementatiounen ze harmonisieren, nees eng Kéier, an dann awer och gerecht Konditiounen am internationalen Handel ze schafen, deen iwwert d'Lofftaart ofgewéckelt gëtt.

Mat deem Accord kritt Lëtzebuerg iwwerens déi éischte Kéier d'Méiglechkeet, Lofftaartservicer unzebidden, déi vun engem aneren europäesche Land iwwer e Point intermédiaire oder um direkte Wee a Moldawien fléien an doruwwer eraus och an en Drëttland.

De siwenten a leschten Accord ass en Accord euro-méditerranéen tëschent der Europäescher Unioun an dem Stat vun Israel, deen den 10. Juni 2013 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn ass, dës mam Zil, d'Transportservicer progressiv ze liberalisieren an déi verschidde Reglementatiounen op Basis vun europäeschen Normen ze harmonisieren. Dat bedeit natierlech, datt Israel, grad wéi d'Republik vu Moldawien, déi europäesch Normen op alle Pläng muss respektieren, dës als wichteg Viraussetzung fir d'Weiderentwécklung vun der europäescher an israelischer Economie, mä och fir d'Entwécklung vum Tourismus tëschent deene Länner.

Mat deem Accord sinn déi Lëtzebuurger Fluggesellschaften net méi op Flich tëschent Lëtzebuerg an Tel Aviv limitéiert. Se kënnen och Servicer ubidden tëschent aneren europäeschen an israelische Flughäfen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat hunn ech déi siwen Accorden esou kuerz an esou gutt wéi méiglech resuméiert. Ech hunn et zumindest versicht, wat an dëser komplexer Matière net ganz evident ass.

Här President, déposéiert gouf dese Projet de loi den 9. Juli 2015 vum Ausseminister Jean Asselborn. En ass awer an d'Kommissioun vum Développement durable do iwwerrecht ginn. De Statsrot huet säin Avis den 10. November 2015 ofginn an hat näischt Relevantes um Projet auszesetzen. Nodeems d'Nohaltegeektskommissioun sech an zwou Sätzungen, de 7. Januar an de 14. Januar 2016, mam Projet de loi befaasst hat, huet se mäi Rapport de 4. Februar 2016 eestëmmeg uegholl.

Ofschlüssend wëllt ech dann nach dem Här Rol Reiland vum Ausseministère e grouse Merci ausdrécke fir seng kompetent Erklärungen an der Kommissioun an och seng wäertvoll Ënnerstëtzung an deemem wierklech komplexen Dossier. Dernieft och eiser Sekretärin Rachel Moris, déi ëmmer mat ganz verschidde villfältegen Dossiere befaasst ass, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat engem Merci fir Aert konzentréiert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Lorsché. Ech weess net, ob ausser dem Accord zu deene siwen Accorden Wuertmeldungen do sinn. Da kann ech dovun ausgoen, dass déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitäten domat d'accord sinn...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...a géif dann...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Regierung seet Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Do ass d'Harmonie jo ganz grouss. An ech géif dann och ouni Zäitverloscht zu der Ofstëmmung iwwergoen, déi elo ufänkt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6835 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6835 ass unanime uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval (par M. Emile Eicher), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme

Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Joséé Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ech kann dann och dovun ausgoen, dass d'Dispens vum zweete Vott kee Problem ass. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen vum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6807, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Identifikatioun vum de physische Persounen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Yves Cruchten.

8. 6807 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. De Projet de loi 6807 mécht substanzieel Ännerung souwuel um Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vum de Persounen an e puer méi kleng Ännerungen och un eisem Wahlgesetz.

De Projet gouf de 27. Abrëll zejoert vum Innenminister déposéiert. Net manner wéi véier Berufskummeren hunn eis hiren Avis ofginn, dorënner d'Chambre des Salariés, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers. Natierlech huet och de Statsrot, esou wéi dat virgesinn ass, seng Avisen eraginn, an de Gemengeverband Syvicol huet eis och zwee Avisen eraginn, déi mer an der Chamberskommissioun och am Detail studéiert hunn. Ech kommen duerno nach emol dorop zréck.

Èm wat geet et bei dësem Projet de loi?

En Deel vum de Bestëmmungen aus dem Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikation des personnes physiques hätt u sech scho misen den 1. Juli 2014 a Kraaft trieden. Allerdéngs huet sech d'Ëmsetze vum dësem Gesetz als ganz schwierig erausgestallt, soudatt dat Gesetz muss nogebessert ginn. Doduerch, datt d'Entrée en vigueur verréckelt gouf, fir d'Eischt op den 1. Januar 2016 an elo op den 1. Abrëll 2016, kréien awer och all déi, déi concernéiert sinn, méi Zäit, fir sech un déi verschidden Dispositionen aus dem Gesetz unzepassen.

Dee gréisste Problem awer bei der Ëmsetzung vum Gesetz vum 2013 betrëfft dee faméise Registre d'attente. Sou gëtt am Artikel 27 vum dem Gesetz eng ganz extensiv Lésch opgefuert mat Hypotheseen, fir op esou e Regëster ageschriwwen ze ginn. Zu de Leit, déi op de Registre d'attente kommen, gehéiere laut dem Punkt 2 vum deem Artikel «les personnes dont les données nécessaires à l'inscription sur le registre communal sont incomplètes ou non justifiées». Dës Persounen géifen, dem aktuelle Gesetz no, ab dem 1. Abrëll 2016 spëitstens no engem Joer erëm aus dem Regëster gestrach ginn, wann hir Situatioun sech net geännert hätt. Dat géif mat sech bréngen, datt mer zweiefel Méint nom Akraafttriede vum Gesetz

eng ganz Well vum automatesche Radiatiounen am Regëster gehat hätten.

Mat dësem Projet de loi soll de Punkt c) aus dem Artikel 27 gestrach ginn an och soll keng Radiation d'office méi gemaach ginn.

Här President, dat war an eiser Kommissioun ee vun den Haaptpunkten, déi mer diskutéiert hunn. Och huet eis de Syvicol a sengem Avis seng Bedenken ausgedréckt, wat déi automatesch Sträichung aus deem Wahlregëster ugeet. Et versteet ee ganz gutt, datt d'Gemenge sech hei Froe stellen. Souwuel déi automatesch Radiatioun wéi och déi nei Léisung, fir keng Radiatioun méi virzehuelen, gesi se zum Deel kritesch.

Zu de Leit, déi op de Registre d'attente kommen, zielen näamlech weiderhin déi, déi wuel an der Gemeng wunnen, also do hir Résidence habituelle hunn, allerdéngs net do wunnen dierften, well déi Plaz laut dem PAG net fir Wunnzwecker virgesinn ass. Zum Beispill gehéieren dozou Weekendhaiser oder Mobilhomen op Campingen an esou weider, wou et eben net erlaabt ass, fest ze wunnen.

Wann elo net méi d'Drockmëttel vum der Radiation d'office besteet, riskéieren déi Situatiounen sech ze veréiwegen. De Syvicol huet d'Fro opgeworf, ob déi Inskriptioun um Wahlregëster bedeit, datt d'Gemengen deene Leit, déi an enger Gréngzon zum Beispill liewen, elo misste kommunal Déngschtleeschunge liwweren, wéi zum Beispill d'Waasserversuergung oder d'Ofwaasserentsuergung an esou weider.

Fir dee Risiko net anzegoen, hat de Syvicol d'Recht fir d'Gemenge gefrot, fir esou Leit guer net ze enregistreieren, wa se sech op enger anerer Plaz wëllen umellen, wou ee guer net wunnen dierft. Dee Virschlag gouf awer net zréckbehalen, well d'Zil vum deem Gesetz eben ass, fir jiddwieren ze erfaassen, deen zu Lëtzebuerg leeft.

Fir hei Kloerheet ze schafen an der Suerg vum de Gemengen och Rechnung ze droen, gëtt mat dësem Projet de loi eng Dispositioun bäigeschriwwen, déi ganz kloer festhält, datt, wann een um Waarderegëster steet, dat engem keng zousätzlech Rechter op Gemengendéngschtleeschunge gëtt.

Da gouf och nach kloer gestallt, datt d'Gemengen den Historique aus de kommunale Regëstere bis zum Datum vum Akraafttriede vum Gesetz hale mussen.

Dernieft ginn et nach Ännerungen, wat déi nei Carte d'identitéen ugeet. Dat ass éischer an der Linn vum der Simplification administrative ze gesinn. Fir d'Bierger gëtt elo d'Méiglechkeet geschaaft, hir Carte d'identité net méi just an eleng op hirer Gemeng unzefroen, mä et kann een an Zukunft och op de Centre informatique goe fir dës Formalitéiten. Dat dierft bestëmmt vill Leit arrangéieren, déi an der Stad schaffen a sech esou net méi musse fräihuelen, fir op hir Gemeng ze goen an eng nei Identitéitskaart unzefroen.

Et sief och drun erënnert, datt mam Gesetz iwwert d'Identifikation physique d'Bierger net méi mussen op den zwou concernéierte Gemenge virstellleg ginn, wa se da plënneren, mä just eleng op där neier Gemeng hir Aschreiwung musse maachen. Do ass eng dach lästeg Obligatioun ofgeschaaft ginn. Vu datt op der neier Carte d'identité d'Wunnadress gespäichert ass, gëtt och d'Méiglechkeet geschaaft, amplaz dovun eng Adresse de référence anzedroe fir Leit, déi keng Wunnadress hunn an esou awer kënnen eng Carte d'identité kréien.

Aner kleng Ännerung loosse d'Dier op fir technesch Neierungen a betreffen ënner anerem d'Signature électronique.

Dann huet d'Regierung generell beschloss, datt déi Klausel, déi an enger Rei vu Gemengebestëmmung besteet, no där d'Buergermeeschtere bestëmmten Aufgaben u Gemengebeamte kënnen delegéieren, wa se op d'mannst 25 Joer al sinn, net méi ganz zäitgeméiss wier. Fir déi Alterslimit gëtt et eigentlech kee valabele Grond méi an et géif och eenzelne Gemengen hëllefen, wann déi Delegatioun net noutwendigerweis un e Fonctionnaire, mä och alt emol un e Employé vum der Gemeng kéint gemaach ginn.

Eigentlech waren déi dote Modifikatiounen am Projet de loi zum sougenannten Omnibusgesetz virgesinn, mä well dëst Gesetz awer elo éischer gestëmmt gëtt, huet d'Kommissioun decidéiert, dës Ännerungen am Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikation des personnes physiques direkt virzesinn.

Um Enn, Här President, nach e puer Iwwerleeungen, déi vläicht e bëssen iwwert de Kader erausginn. De Syvicol huet a sengem Avis eng Rëtsch Propose gemaach, déi, och wa mer se mat dësem Projet net ëmgesat kréien,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- An der zweeter Rei, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et sinn ëmmer déiselwecht.

(Hilarité)

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President.

► **Une voix**.- An der zweeter Rei, dat ass wouer.

(Hilarité)

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- De Syvicol huet a sengem Avis eng Rëtsch Propose gemaach, déi, wa se mat dësem Projet net ëmgesat kënne ginn, dach a mengen Aen derwärt sinn, sech an Zukunft domadder ze befaassen. Sou fannen ech ënner anerem d'Iddi sympathesch, fir déi eeler Leit vum der Obligatioun ze befreien, hir Identitéitskaart all zéng Joer mussen ze erneieren.

Och sollt ee kucken, fir technesch Léisungen ze fannen, fir datt op de Gemenge kéint d'Adress op dem Chip vum der Carte d'identité ka geännert ginn. Well dëst net méiglech ass, mussen och an Zukunft grad wéi bis elo d'Identitéitskaarten erneiert ginn, soubal ee plënnert, also seng Adress wiesselt. Well dës Adress um Chip gespäichert ass an dofir net siichtbar ass, riskéieren dofir, an Zukunft vill Identitéitskaarten ze zirkuléieren, déi net à jour sinn, well eng Partie Leit sech net onbedéngt bewosst sinn, datt se bei all Adresswiessel mussen eng nei Kaart ufroen.

Dëst gesot, mengen ech, hätt ech den Tour vum ganze Projet de loi gemaach. An ech ginn natierlech den Accord vu menger Partei zu dësem Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Emile Eicher.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, direkt am Virfeld mengem Kolleeg, dem honorabelen Deputéierten, dem Yves Cruchten, Merci ze soe fir säin detailléierten, och ganz faire Rapport. An en huet sech och a verschiddene Punkte schonn zum Affekot gemaach vum enger Partie Revendicatioun vum Syvicol, op déi ech dann elo net wäert agoen, well dat jo och scho geschitt ass.

De Projet de loi 6807 huet als Haaptzil, d'Dispositione vum Gesetz vum 19. Juni 2013, déi sech mat de Registres communaux des personnes physiques befaassen, esou ofzënnere, datt se elo nach virum 1. Abrëll kënnen a Kraaft trieden. Ouni dës Modifikatiounen wieren all Awunner, déi regulär am Registre de la population an hire Gemenge stinn an deenen hir Donnéeën net alleguer duerch eng offiziell Pièce beluecht wieren, op de Registre d'attente komm. Déi, déi dann no engem Joer net déi néideg Pabeiere presentéiert hätten, wieren dann d'office vum Regëster gestrach ginn, wat eng enorm Zuel vu Radiatiounen d'office mat sech bruecht hätt. An dësem Punkt stëmmt d'CSV och der Reform zou.

Aner Punkten, déi op d'Zoustëmmung vum Syvicol stoussen, sinn zum Beispill, datt d'Gemengen an Zukunft an der Commission du registre national vertrauede sinn, wat de Suivi vum den Applikatiounen vum Gesetz wäert vereinfachen, an och nach d'Méiglechkeet vum Buergermeeschter, eng Delegatioun un e Mataarbechter vum der Gemengeverwaltung ze ginn, deen net e Fonctionnaire muss sinn, wéi dat bis elo war, an och manner wéi 25 Joer al ka sinn. Och dozou gëtt d'CSV hir Zoustëmmung.

Eng Rei vu Revendicatiounen vum de Gemengen, déi - dat muss een awer och soen - déi Haaptbeträffe si vum dësem Projet de loi, goufen awer leider net zréckbehalen, dat ass virauer vum Rapporteur och scho gesot ginn.

Ee grouse Problem, deen op d'Gemenge wäert duerkommen, och wa si net all am selwechte Mooss dovunner beträfft sinn, ass dee vun deene Leit, déi sech op enger Plaz nidderloosen, wou et laut PAG net erlaabt ass. An der Vergaangenheet haten d'Gemengen d'Méiglechkeet, an esou engem Fall d'Déclaration d'arrivée ze refuséieren. Esou hat notament d'Cour administrative den 19. Mee 2009 festgehalten, datt eng Gemeng d'Recht huet, eng Inskriptioun op de Registre de la population ze refuséieren, wann dës Persoun sech op enger Plaz an der Gemeng niddelëisst, wou de PAG dat net erlaabt.

D'Gesetz vum 2013 hat déi Méiglechkeet ewell suppriméiert - déi entsprechend Dispositiounen sinn awer bis elo nach net a Kraaft getrueden - an d'Gemengen obligéiert, d'Leit, déi an de genannte Fäll sinn, op de Registre d'attente ze

setzen. Wa si dann am Délai vum engem Joer hir Situatioun net regulariséiert hätten, wiere si d'office erëm vum Regëster gestrach ginn. Dës Léisung war sécher net perfekt, mä si hat awer deen Avantage, datt déi beträffe Leit während enger Iwwergangszäit erfaasst wieren, an dat trotz hirer illegaler Situatioun. Eng Aschreiwung op e Regëster, deen net zoufälleg „registre d'attente“ heescht, mécht also duerch aus Sënn!

Am amendéierten Text, deen der Chamber elo virläit, ass d'Radiation d'office vum de beträffende Leit net méi virgesinn. Si hunn elo d'Obligatioun, hir Situatioun bannent engem Joer ze regulariséieren. Mä a ville Fäll, zum Beispill soulaang si an engem Chalet an enger Zone de loisirs wunnen, ass dat iwwerhaupt net méiglech. Dës Leit wäerte probéieren, an Zukunft onendlech laang um Registre d'attente stoen ze bleiwen, woumat dës Registre d'attente am Fong zweckentfremt ass.

Här President, wat fir eng Konsequenzen huet dat fir d'Gemengen? Et geet de Gemengen hei em de Respekt vum hirem PAG, wat jo hiert Haaptinstrument ass, fir hir Entwécklung ze steieren a festzelleen, op wéi engem Deel vum hirem Territoire wéi eng Aktivitéite kënnen stattfannen. De Logement als eng vun dësen Aktivitéite soll op Zone limitéiert bleiwen, déi duerfir och virgesi sinn, well et fir d'Gemengen eng ganz Panoplie vum Obligatiounen op dem Niveau vum de Servicer, mä och op dem Niveau vum de Servicer, déi si hiren Awunner schëlleg sinn, mat sech bréngt.

De Projet de loi probéiert, dës Problem ze léisen, andeem en den Artikel 27 vum Gesetz vum 2013 duerch folgenden Text ergänt: «Une inscription sur le registre d'attente ne confère à elle seule aux personnes visées (...) aucun droit ni l'accès aux services communaux.»

A sengem Avis vum 3. November 2015 stellt de Statsrot fest, datt d'Auteurs vum dem Projet de loi dësen Zousaz mat engem onklonen Text vervollstännegen, andeems se soen, datt all besteeend Rechter duerch aner Legislatiounen duerch d'Aschreiwung am Registre d'attente net a Fro gestallt sinn, mä awer och, datt een duerch dës Aschreiwung keng aner Rechter ka geltend maachen.

Do stellen ech mer awer d'Fro: Wat fir eng zousätzlech aner Rechter sollen dat da sinn? Ech mengen, datt dësen Zousaz de Gemenge wéineg bis iwwerhaupt näischt bréngt!

Effektiv, all d'Vepflichtungen vum de Gemenge vis-à-vis vun hire Bierger baséieren op Gesetze, déi en vigueur sinn an déi duerfir den Ennerscheid tëschent Registre d'attente a Registre principal net kennen. Si beruffe sech op Notiounen wéi Résidence, Habitation oder och nach Domicile.

Hei e puer Beispiller dozou: D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement fondamental seet a sengem Artikel 19: «Chaque enfant habitant le Grand-Duché doit fréquenter l'école communale dans le ressort scolaire de sa commune de résidence.»

Den Dekret vum 14. Dezember 1789 relativ à la constitution des municipalités gëtt de Gemengen d'Aufgab «de faire jouir les Habitans (sic) des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté & de la tranquillité dans les rues, Lieux & Edifices publics».

D'Gesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwert d'Offallgestioun seet am Artikel 20: «Les communes ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers et des déchets assimilés se trouvant sur leur territoire.»

Just am Gesetz vum 30. Dezember 2008 iwwert d'Waasser ass eng Nuance: Et limitéiert d'Aufgabe vum de Gemengen op Zonen, déi urbaniséiert sinn oder urbaniséiert solle ginn, an op déi Haiser, déi ausserhalb vun deenen Zonen leien a virun der Entrée en vigueur vum dësem Gesetz och scho vun deene Servicer profitéiere konnten.

Här President, natierlech kréien déi Leit och eng Carte d'identité, also en offiziell Dokument, ausgestellt vum Lëtzeburger Stat, op deem, a wann och nëmmen ënner elektronescher Form, hiren illegale Wunnsetz vermerkt ass.

Wou de Projet de loi kloer ass, datt ass, datt déi Leit, déi um Registre d'attente stinn, kee Recht op e Certificat de résidence kréien. D'Fro ass awer: Wivill schränkt dat d'Rechter vum dese Leit an der Praxis da wierklech an?

Wann zum Beispill eng Bank e Certificat de résidence freet, wann ee wëllt e Kont opmaachen, da mécht si dat - dat géif ech emol esou mengen - just, fir ze kontrolléieren, ob d'Persoun op där Adress wunnt, déi si ugëtt. An op wéi engem vun deenen zwee Regëstere, dat wäert hir zimlech egal sinn. Ech kéint mer och souguer virstellen, datt si och géif aner Certificaten



akzeptéieren, déi op de Wunnsätz vun der Persoun hindeiten. Wann also de Refus vum Certificat de résidence d'Leit soll incitéieren, fir hir Situatioun ze regulariséieren, esou muss een awer virsiichteg sinn an och d'Effikassitéit vun där Mesure a Fro stellen.

Aus deene Grënn hat de Syvicol och gefuert, datt d'Definitiou vun der „résidence habituelle“ em ee Kritär géif erweidert ginn, soudatt net nëmmen d'Continuitéit an d'Realitéit mussen assuréiert sinn, mä och d'Konformitéit zum PAG. D'Gesetz misst also ausdrécklech soen, datt an deenen Zonen, déi am PAG net virgesi sinn, fir ze wunnen, keng Résidence habituelle d'äerft geneemegt ginn. Dee Moment hätten d'Gemengen d'Méiglechkeet, d'Umeldung ze refuséieren, well dann eng vun de Konditiounen jo net erfëllt wär. Vu datt déi Revendicatioun net zréckbehale gouf, wäert de Gemenge just d'Optioun bleiwen, géint déi Leit, déi de PAG violéieren, um penale Plang virzegoen.

Effektiv, wéi de Statsrot a sengem Zousazaviden 10. Dezember 2015 schreift, ass opgrond vum Artikel 107 vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain e Verstouss géint de PAG, de PAP, géint d'Bautereglement oder géint eng Baugeneemegung en Délit, iwwert deen d'Gemeng obligéiert gétt, de Parquet ze informéieren.

D'Fro stellt sech awer, ob eng repressiv Approche wierklech déi richteg Äntwert op dës Problematik ass. Wier et net besser, preventiv virzegoen an et ausdrécklech ze verbidden, sech an deenen Zonen unzemellen, déi net dofir virgesi sinn?

► **Une voix.** - A wa se awer do wunne bleiwen?

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Ech kommen nach drop. Et gétt eng Méiglechkeet.

Esou géif een de Problem net opkomme looslen. Fir Leit, déi wierklech keng Plaz hunn, wou si op eng legal Aart a Weis hir Résidence habituelle kéinten etabléieren, gesäit d'Gesetz d'Méiglechkeet vir, sech op enger Adresse de référence an enger sozialer Institutioun wéi enner anerem dem Office social unzemellen.

An deem Kontext wëll ech awer drop hiweisen, datt fir d'Gestioun vun den Adresses de référence eng gutt Kommunikatioun tëschent de Gemengen an hiren Office-socialen indispen-sabel ass, wat net am Gesetz geregelt ass. Auserdeem stelle sech nach Froen doriwwer, wéi eng Richter - zum Beispill op d'Sozialhëllef - mat enger Adresse de référence verbonne sinn.

D'CSV mécht dofir en Appell un déi zustänneg Ministeren, an enger Circulaire d'Gemenge souwéi och d'Offices sociaux an dese Punkten nach besser ze informéieren.

De Recours op d'Adresse de référence géif d'Méiglechkeet ginn, dat erkläert Zil vum Gesetz, nämlech all Awunner vum Grand-Duché administrativ ze erfassen, ze erreechen, ouni d'Pouvoir vun de Gemengen am Beräich vum Aménagement communal ze schwächen an ouni de Registre d'attente fir en Zweck ze benotzen, fir deen en initialement net geschafte gouf.

Aus dese Grënn, Här President, wäert sech d'CSV bei dësem Vott enthalten. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Eicher. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, dese Projet prezisiéiert e puer Dispositiounen vum Gesetz vun 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen, bei deene sech erausgestallt huet, dass sech an der Praxis Problemer erginn. Den Haaptvolet concernéiert d'Gemengeregistere. Dofir wäert ech mech och heirobber beschränken, well de Rapporteur Yves Cruchten déi aner Modifikatiounen jo explizit erkläert huet.

Wéi dëst Gesetz 2013 gestëmmt gouf, wousst ee schon, dass d'Afféiere vun engem Registre d'attente kéint Problemer an der Ëmsetzung maachen. Dofir hat ee sech deemools virgeholl, zu engem spéideren Zäitpunkt nozebesseren an zesumme mam Syvicol eng Lösung fir déi sougenannten „registres d'attente“ ze fannen, mat där jiddweree lieft kéint. Et muss een och wëssen, dass d'Gemengepersonal absoluten Demandeur ass, fir dass an dësem Dossier léigéiert gétt.

Här President, d'Zil vun dësem Projet ass et, jiddwer eenzelne Bierger ze erfassen. Dat heescht, dass jiddweree, dee sech hei zu Lëtzebuerg laangfristeg ophält, och an iergendenger Gemeng muss ugemellt sinn an dass och eng Adress vun him bekannt ass. Den Text vun 2013, wéi e bis elo ass, huet d'Gemengen nämlech obligéiert, Leit, déi am Registre d'at-

tente stoungen an déi no engem Joer nach ëmmer net déi feelend Dokumenter bruecht hatten, einfach vun där Lëscht ze strächen. Esou goufe Leit vun där Lëscht gestrach, obwuel déi Leit nach an der Gemeng gewunnt hunn. Si hu keng Adress méi gehat, si krute kee Certificat de résidence a si zielen net méi an der Statistik vun eiser Bevëlkerung. Dass dat en Zoustand ass, deen esou net akzeptabel ass, liicht, denken ech, jiddwereem an.

Ech muss lech soen, et war net einfach, eng Lösung an dësem Dossier ze fannen. Déi Lösung, déi mir elo an dësem Projet zréckbehale hunn, ass sécherlech net perfekt, mä duerch si gétt awer d'Zil vun dësem Gesetz erreicht: an zwar, dass jiddweree, deen zu Lëtzebuerg wunnt, och erfassst gétt.

Wann een dann elo no engem Joer ëmmer nach an deem Regëster steet, ass een zwar an enger illegaler Situatioun, mä et ass ee wéinstens op enger Gemeng erfassst an de Stat weess wéinstens, dass et ee gétt.

Mir hunn och festgehale, dass d'Gemengen net obligéiert sinn, him d'Servicer, déi si normalerweise hire Bierger zur Verfügung stellen, unzebidden. Si kënnen, si mussen awer net. D'Situatioun verkomplizéiert sech awer, wa Kanner am Spill sinn, well mir zu Lëtzebuerg jo eng Schoufflicht hunn. D'Situatioun ass och problematesch, wann et em d'Wahle geet, well mer jo zu Lëtzebuerg och eng Wahlpflicht hunn.

Dir gesitt, duerch dëst Gesetz kréie mer an Zukunft zwar jiddweree erfassst, et léist awer net grad all Problem, besonnesch fir déi Leit, déi einfach hir feelend Dokumenter net areeche, fir legal ugemellt ze sinn. Wéi virdu gesot, handelt et sech hei oft em Leit, déi op engem Camping oder och an engem Chalet wunnen, déi awer net dofir geduecht sinn, fir do e permanente Wunnsätz ze hunn.

Här President, wéi dës Chamber d'Gesetz, wat mir elo hei änneren, 2013 gestëmmt huet, gouf vun enger Simplification administrative geschwat. Effektiv gouf enner anerem festgehale, dass een, wann ee vun enger Gemeng an eng aner plënnert, net méi muss op där Gemeng, wou ee bis elo gewunnt huet, eng Déclaration de départ siche goen, mä et geet duer, wann ee sech op där neier Gemeng umellt. Dës bräicht dann och net nach eng Kéier all d'Donnéee vun de Bierger ze froen, well jo alles schon am Registre national, also engem zentraliséierte Regëster, steet, op deem all d'Gemengen Accès hunn. Déi nei Gemeng misst just kontrolléieren, ob déi Donnéeën, déi do erfassst goufen, nach ëmmer aktuell sinn.

De Centre vum Registre national géif dann déi al Gemeng informéieren, dass den Här oder d'Madamm XY elo net méi an hirer Gemeng wunnt, esou dass si hien oder si och da vun hirem Registre communal ka läschen. Dat ass eng gutt Saach. Schued, dass dës administrativ Vereinfachung, déi virun dräi Joer ugekënnegt gouf, nach net a Musek ëmgesat gouf!

D'Gemenge froen nämlech haut nach neie Bierger eng Déclaration de départ vun hirer aler Gemeng. Dofir, Här President, wéilt ech den Här Innenminister gare froen, wousou dës sennvoll Neuerung aus dem Gesetz vun 2013 nach net um Terrain ëmgesat gouf. Goufen et hei technesch Problemer? Oder u wat läit et? Ech fannen, wa mer schon duerch eis Legislatioun dem Bierger d'Liewe vereinfachen, da misste mer dat och an der Realität esou ëmsetzen.

Allerdéngs ginn et och verschidde Gemengen, déi sech iwwert déi heiten Tatsaach freeën, wann nach d'Awunner sech bei si ofmelle kommen, well si profitéieren vun där Geleeënheet, fir vläicht nach opstoend Rechnungen op deser Plaz ze begläichen, déi se vläicht anescht méi schwéier erakreien. Dat wäert an Zukunft zwar net méi méiglech sinn, mä Gemengerechnungen gi beim Plënnere jo net hifällig.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Richteg!

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, ech hunn och nogelies, wat 2013 zu dësem Gesetz hei an der Chamber gezielt gouf. Do ass mer opgefall, dass den deemolegen Deputéierten an heitege Minister Fernand Etgen e Problem opgeworf huet, dee bis haut...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo, Président)

...nach net geléist ginn ass. Här President, et ass nämlech méiglech, dass iergendee sech op der Gemeng Diddeleng op Är Adress umelle kënn an Dir gitt dat emol net gewuer! Dir kéint dat emol net nofroen!

(Brouhaha, interruptions et hilarité)

An dat Schlëmmst ass, d'Gemeng kann déi Umeldung emol net refuséieren. Besonnesch a Residence ginn heianso Leit ugemellt, déi guer net do wunnen. Si maachen dat, fir kënnen vu verschidde Sozialeschtungen, wéi zum

Beispill d'Kannergeld oder Studiepréten, hei zu Lëtzebuerg ze profitéieren.

En anere Problem ass deen, dass a sougenannten „Cafészëmmeren“ méi Leit ugemellt ginn, wéi dat d'Grësst an d'Salubritéit vun deenen Zëmmeren zouloossen. Och wann eng Rei Gemengen an deene leschte Jore géint de Problem vun den iwwerfëllete Cafészëmmeren virgaange sinn, gétt et nach ëmmer Schmu mat falschen Umeldungen. Ech fannen, dass mir do eppes dergéint maache mussen. Ech sinn der Meinung, dass een de Gemengen do muss méi Outils ginn, fir géint fraudulös Umeldungen virzegoen.

Kann ee sech dann net virstellen, dass, wann ee sech umelle kënn, en de Contrat de bail matbréngt, dee garantéiert, dass en och wierklech op där Adress wunnt? Sou ass an engem garantéiert, dass de Propriétaire weess, wien a sengem Gebai wunnt. Ech géif mech wierklech freeën, wann den Innenminister vläicht an deem dote Sënn eng Propos kéint maachen.

Här President, ech wëll awer och mat enger positiver Nott ophalen. Well zum Schluss änner mir duerch dëst Gesetz nach eppes un der Loi électorale vum 18. Februar 2003, wat menger Meinung no och erwäenswäert an absolutt ze begreissen ass.

Mäi fréiere Bänknoper hei am Haus, den heitege Statssekretär Guy Arendt, hat virum Referendum d'lescht Joer den Innenminister drop opmierksam gemaach, dass d'Lëtzebuurger, déi net zu Lëtzebuerg wunnen, weder bei den Nationalwahlen, den Europawahlen nach bei engem nationale Referendum kënnen deelhuele, wa si kee Pass besëtzen, mä just eng Carte d'identité. Den Artikel II vun eiselem Projet ännerst dëst an dësem Sënn, dass d'Gemengen elo an Zukunft och eng Kopie vun der Carte d'identité kënnen unhuele, wann e Lëtzebuurger, deen am Ausland wunnt, eng Demande mécht, fir per Vote par correspondance ze wéelen.

Dëst gesot, géif ech ganz gären dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soe fir säin ausféierleche schréiftlechen, awer och mëndleche Rapport. Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo direkt den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie Presidente. Léif Kolleginnen a Kollegen, den 19. Juni 2013 ass eng Loi relative à l'identification des personnes physiques gestëmmt ginn. En Deel dovunner ass schon den 1. Juli 2014 a Kraaft getrueden. Zum Beispill war dat den Deel iwwert déi nei Carte d'identité biométrique an iwwert d'Carte de sécurité sociale mat der verlängerter Nummer. Eng Rëtsch Artikele sinn awer net (veuillez lire: nach) adaptéiert ginn an trieden elo am Abrëll a Kraaft, wann dat hei dann och haut gestëmmt gétt.

Ech konzentréiere mech da ganz kuerz op déi puer spezifesche Artikelen. Ech wäert dann och e puer Saachen eraushuelen, well déi och schon hei gesot gi sinn, da gétt et och e bësse méi kuerz.

Et ass un éischer Stell emol ganz wichteg, datt Lëtzebuerg e richteg Populatiounsgesetz kritt, wou ganz kloer definéiert ass, enner wéi enger preziser Form ee sech an engem Gemeng umelle kann, quitte datt déi meescht Gemenge bis elo e klengt Reglement haten iwwert d'Regëstere vun der Populatioun a vun de Changementen d'adresse. Mä e kloert Gesetz gouf et nach net.

Dat heite Gesetz, dat neit Gesetz schaaft e Registre national an e Registre communal. Souwuel am Registre national wéi och am Registre communal ass e Registre principal an natierlech e Registre d'attente. An de Registre principal kommen d'Lëtzebuurger, d'EU-Bierger, d'Familljememberen, wat alles schon och hei gesot ginn ass. De Registre d'attente, do kommen déi Leit, wéi et den Numm och seet, do komme Leit dran, deenen hir Pabeieren nach net an der Rei sinn, EU-Bierger (veuillez lire: d'Net-EU-Bierger), déi sech wëllen umellen, awer nach net déi sämtlech Pabeieren hunn. Dofir ass dat och gutt.

Wichteg ass och do, datt jiddweree op de Registre d'attente kann ageschriwwen ginn. An do sinn ech net Ärer Meinung, Här Eicher, ech fannen et als Buergermeeschter op alle Fall gutt, datt ech awer weess, wien a menger Gemeng wunnt. Quitte datt et vläicht op enger Plaz ass, déi net am PAG ass. Ech fannen awer... An ech hunn nach keng aner Méiglechkeet an ech weess och keng aner Méiglechkeet, wéi een dat anescht kéint maachen. Ech sinn op alle Fall frou ze wëssen, datt d'Leit, déi an der Gemeng wunnen, datt een déi wéinstens um Pabeier éierens stoen huet.

Besonnesch wichteg ass a mengen Aen den Artikel 25. Dee seet nämlech, datt d'Lëtzebuurger, déi kee fixe Logement hunn, an de Registre principal sollen ageschriwwen ginn, wa se mindestens sechs Méint vun deene leschten zwielef Méint an der Gemeng gelieft hunn.

Datselwech géllt iwwerens och fir d'EU-Bierger, wa se méi wéi fënnef Joer zu Lëtzebuerg gelieft hunn. Déi Leit kënnen dann eng Adresse de référence kréien. Dat wäert an der Regel dann, wéi och gesot ginn ass, den Office social vun der Gemeng sinn. An ech hoffen, dass se doduerjer dann, an den Här Minister wäert eis dat vläicht dann och confirméieren, datt se déi Sozialhëllef, fir déi een eng Adress muss hunn, dann och kënnen kréien. Et ass richteg, datt och eisen Office social gefrot huet, datt mer déi Fro solle stellen, well do nach keng kloer Äntwert komm ass. Mä ech ka mer et net anescht virstellen: Wann de Buergermeeschter plus d'Gesetz dat esou gesinn, datt een eng Adress huet, misst dat jo awer méiglech sinn, datt déi Leit dann och déi Sozialhëllef kréien, déi se zegutt hunn.

Positiv fir de Bierger ass dann och den Artikel 23, dee ganz kloer festhält, datt een net brauch ee Changement d'adresse ze maachen, wann een temporaire anzwousch anescht wunnt. Typesch Beispiller wäeren: Wann ee laang krank ass, am Ausland, wann ee studéiere geet, oder wann ee berufflech ennerwee ass, do kann een natierlech dann elo a senger Gemeng ugemellt bleiwen.

Den Artikel 31 fixéiert och elo kloer, wéini eng Gemeng eng Persoun aus dem Registre communal sträiche kann, zum Beispill, wann een an d'Ausland plënnert, wann ee méi wéi sechs Méint net a senger Gemeng wunnt. Dat mécht, mengen ech, eng Vereinfachung.

Et ass och gesot ginn, datt een elo net méi brauch sech op d'Gemeng ofmellen ze kommen, quitte datt d'Rechnungen op wäerte bleiwen, mä och aneschters hunn ech nach ni ee gesinn net plënneren, well e seng Waasserrechnung nach net bezuelt huet. Och wann een dat géif bäibehale, mengen ech, datt verschidde Leit awer dat nach net doduerjer maachen.

Den Här Max Hahn huet dat och ganz kloer gesot, datt een och d'äerf elo mat enger Carte d'identité sech aschreiwene, fir kënnen bei Wahlen deelzehuelen.

Ech denken, datt am grouse Ganzen déi Punkten, déi am Abrëll a Kraaft trieden, gutt sinn. Et war wichteg, e proppert Populatiounsgesetz ze kréien, dat, wat mer elo wäerte stëmmen. Kloer ass et, mengen ech och, datt et fir d'Gemenge verschidde Saachen nach net alles regelt, mä d'Gesetz bréngt op alle Fall eng Vereinfachung fir d'Gemengebeamten, fir d'Fonctionnaires an, mengen ech, ganz vill och fir d'Bierger. An dofir wäert och eis Fraktioun dat hei Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Traversini. Wann ech mech elo net ieren, da si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. Ass dat esou?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert direkt den Här Innenminister. Här Kersch, d'Wuert ass Äert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.** - Här President, merci un de Rapporteur fir säin exzellente Bericht, deen, mengen ech, op eng exemplaresch Aart a Weis d'Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, erëmbrengt.

Ech wëll kuerz op d'Neierungen, déi dëst Gesetz mat sech bréngt, agoen. Eischtens d'Neierung, d'Revendicatioun vum Syvicol, dass de Syvicol ee Vertrieeder an der Commission du registre national kritt, eng Fuerderung vum Syvicol, där mer hei nokommen.

Zweetens, eng vun de ganz wichtige Fuerderungen, déi de Syvicol och scho virun 2013 gestallt huet, dass den Historique vun de Gemengen, dee si an hiren informatesche Systemer hunn, dass deen net d'äerf verluer goen. Och där Revendicatioun ass heimadder Satisfaktioun ginn.

An drëtzens, och eng Fuerderung vum Syvicol, dass et an Zukunft net onbedéngt e Fonctionnaire muss sinn, deen de Registre féiert, mä et kann och en Employé communal sinn oder et kann och e Salaré sinn à tâche principalement intellectuelle. Och dat eng Fuerderung, déi de

Syvicol gestallt hat an där mer heimadder no-komm sinn.

Ech wëll dat och nach ergänzen duerch d'Ewechfale vum Alter vu 25 Joer, wat iwwert d'Omnibusgesetz sollt geregelt ginn. An domadder kréien d'Gemengen eng vill méi grous Flexibilitéit, wat hir Personalgestaltung ugeet.

An dann als drëtt Element oder véiert Element schonn: Fir d'Enquête administrative vum der Police hat dee vieregte Gesetzesprojekt ee Mount virgesinn. Och do ware mer eis eens, dass dat relativ kuerz ass, wann ee weess, mat wéi engen anere Problemer d'Police haut belaaucht ass. An dofir verlängere mer deem Délai, dass d'Police also elo zwee Méint Zäit huet, fir déi Enquête administrative kënnen ze maachen.

An dann eppes, wat ganz wichteg ass a vläicht e bësse vergiess ginn ass an der Diskussioun, mä dat ass eng Fuerderung, déi souwuel d'Caritas ganz no un eis erugedroen hat, wat awer och vum Statsrot opgeworf ginn ass, näamlech de Fait, dass et bis elo just Lëtzebuurger waren, déi als sans abris oder sans domicile fixe konnten eng fiktiv Adress kréien. Dat gëtt elo geännert an op d'EU-Bierger ausgewei.

Zu den Zertifikate wëll ech just soen, dass et ugeduecht ass, an dëst Gesetz gëtt eis d'Méiglechkeet, dass mer och duerch d'Land een uniformiséierte Certificat de résidence wäerte kréien. Och dat ass, mengen ech, e Schratt an déi richteg Richtung, dass mer een Dokument hunn, wat an alle Gemengen d'nämlech ass. De CTIE ass amgaangen, dorunner ze schaffen. An ech si ganz optimistes, dass mer deem entsprechende Règlement grand-ducal d'nächst Woch kënnen an d'Prozedur ginn.

Dann d'Ännerunge bei der Carte d'identité, déi zum Deel schonn ugeschwat gi sinn. Och do ass et elo esou, dass jiddwer Bierger ka bei de CTIE goen an do seng Carte d'identité ufroen. Och dat kéint d'Gemengen, ënner Ëmstänn, wesentlech entlaaschten. Bis elo war ee gezwonge praktesch, bei d'Gemeng ze goen, wann een net scho Fotoen hat.

Dann d'Aktivatioun vum de Zertifikate vu Lux-Trust kënnen och fir Jugendlecher ab 15 Joer elo gemaach ginn, selbstverständlech nëmme mam Averstännis vun den Elteren. Och dat ass, mengen ech, e Schratt an déi richteg Richtung.

An dann déi ugeschwaten Ännerunge vum Wahlgesetz. Effektiv, an Zukunft kann een och am Ausland sech androen eleng mat enger Carte d'identité. Och dat ass eng wesentlech administrativ Vereinfachung.

Här President, ech gi ganz gären zou, dass dëst Gesetz net all d'Problemer, souwuel vum Stat ewéi och vun de Gemengen, léist, wat d'Umelle vun de Leit ugeet, wou se wunnen. Effektiv brénge mer et net fäerdeg, hu mer et net fäerdegbruecht an der Vergaangenheet a brénge mer et och elo net fäerdeg, zwee gläichberechtigt Ziler ënner een Hutt ze bréngen, näamlech engersäits dat berechtigt Uleies vun de Gemengen, dass d'Leit sech nëmme kënnen do umellen, wou et och effektiv vun hirem PAG erlaabt ass, an zweetens, dat berechtigt Uleies vun der Effentlechkeet, vum Stat, fir awer ze kucken, dass all Mënsch, deem iergendwou hei am Land wunnt, och repéréiert gëtt.

Déi zwee Uleiesen ënner een Hutt ze bréngen, kënn der Quadratur vum Krees gläich! Déi vieregte Regierung, Här President, huet dat net fäerdegbruecht. An ech gi ganz gären zou, dass och dës Regierung dat net fäerdegbréngt.

Ech wëllt awer soen, dass, och aus Fairnessgrënn, ee muss soen, dass déi Léisung, déi elo zrëckbehale ginn ass, net déi ass, déi d'Regierung am Ufank präconiséiert hat. Mir waren der Meenung, dass de Buergermeeschter sollt d'Recht behalen, Leit vun deem Registre d'atente erëm erfazehuelen. Do si mer allerdingen op eng Opposition formelle vum Statsrot getraff an hu missen an eng aner Richtung weiterdenken. An dat ass déi, déi schlussendlech zrëckbehale ginn ass. Ech wëllt och soen, dass déi Léisung, déi mer elo zrëckbehale hunn, ausdrécklech vum Statsrot guttgeheescht ginn ass, an dass e souguer och nach Léisungswееer opgewisen huet, wat d'Gemeng muss maachen, wa se effektiv mat esou engem Fall konfrontéiert ass.

Dofir mengen ech, dass, summa summarum, dat heiten e guddé Projet de loi ass an ech hoffen, dass d'Chamber em wäert zoustëmme. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert d'Gesetz 6807 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6807 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwuer an d'Resultat vum Vott ass: 39-mol Jo an 21 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi ugehall.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6807 est adopté par 37 voix pour et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer kommen elo zum Projet 6824, deem eng Rei vu fundamentalen Ännerunge bréngt, wat d'Kierchfabriken ugeet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen.

9. 6824 - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, ier ech un den Detail vum Projet de loi iwwert den Dekret vum 30. Dezember 1809 kommen, op den Historique, op d'Grënn, firwat et zu dësem Projet de loi vum zoustännegen Innenminister an domadder vun der Regierung komm ass, anzegoen.

Dofir ginn ech fir d'Éischt an de Regierungsprogramm, wou steet: «Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.»

Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises».

D'Regierung huet déi Négociatioun gefouert an d'Chamber hat den 21. Januar 2015 eng Motioun ugehall, mat där d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi néideg legislativ a reglementaresch Ännerunge virzehuelen, fir dës Accorden ëmzesetzen. D'Resultat sinn d'Konventionne mat deene verschiddene reliéise Culten. Dëse Projet de loi ass also een Deel an eng éischt Ëmsetzung vun dësem Regierungsprogramm, an och vun enger Konvention, an dat wësst Der alleguerten, mat der kathoulescher Kierch.

Wat ass dann elo den Objet, den Inhalt vum Projet de loi 6824? De Projet de loi, woumat den Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchfabriken ëmgeännert wäert ginn, ass de 27. Mee 2015, wéi gesot, vum Innenminis-

ter déposéiert ginn. De Statsrot huet den 10. Dezember 2015 säin Avis ginn, dëst ouni Opposition formelle.

Här President, den Dekret vum 1809 betrëfft nëmme d'Relatiounen tëschent der kathoulescher Kierch an dem Stat an de Gemengen. Mir änneren also haut e Gesetzestext ëm, wou Lëtzebuerg emol nach net onofhängeg war an een Deel vu Frankräich war. Den Dekret vum 1809 ass ee vun deenen eelste Gesetzestexten, déi nach a Kraaft sinn, souwéi nach weineg ëmgeännert zënter sengem Ursprung.

Dëse Projet de loi iwwert d'Ëmännerung vum Dekret vum 30. Dezember 1809 betreffend d'Kierchfabricke schaaft zwou vun deenen dräi Dispositiounen vum Artikel 92 vum eben dësem Dekret of. An deem Artikel gëtt et am Ganzen dräi Dispositiounen, déi eng finanziell an obligatoresch Bedeelegung vun de Gemenge vis-à-vis vun de Kierchfabriken hunn:

1. D'Gemenge mussen den Defizit vun de Kierchfabriken iwwerhuelen, wann d'Recetté vun der Kierchfabrick d'Onkäschten an domadder den Defizit net decken.

2. D'Gemenge mussen dem Geeschtlechen e Presbytère oder e Logement oder eng finanziell Indemnitéit ginn, wa se kee Presbytère oder keng Wunneng hunn.

3. An d'Gemenge mussen déi grous Aarbechten oder Reparatiounen un de Kierchen droen.

Mat dësem Projet de loi ginn déi éischt zwou Obligatiounen iwwert d'Zurverfügungstellung vun der Wunneng vum Paschtouer an d'Iwwerhuele vum Defizit vun de Kierchfabricke gestrach. Kloer ass och, dat, well an aneren Artikelen am Dekret Prozedure beschriwwen ginn, déi sech op d'Bezuele vum Defizit an d'Bereetstellung vun enger Wunneng fir de Paschtouer bezieen, dës betreffen Artikelen natierlech och mussen geännert ginn.

An der Konvention mat der kathoulescher Kierch iwwert d'Kierchfabricke gouf festgehalten, dat per Gesetz e Fong soll geschaf ginn, deem d'Aufgab vun den heitege Kierchfabricke wäert iwwerhuelen an an Zukunft d'Gestioun vun de Kierchegebaier mécht. Dat soll bis spëtstens den 1. Abrëll 2017 geschitt sinn.

Et gouf an der Konvention awer och festgehalten, dat scho virdrun den Dekret vum 1809 iwwert d'Kierchfabriken ofgeännert gëtt, soudatt d'Gemengen net méi d'Obligatioun vum Defizit vun de Kierchfabriken an der Bereetstellung vun enger Wunneng fir d'Paschteier hunn. An der Konvention steet: «Le décret du 30. décembre 1809 sera modifié à court terme afin de libérer les communes de leurs charges relativement au culte.»

Déi drëtt Dispositioun vum Artikel 92 iwwert d'«grosses réparations des édifices consacrés au culte» ass net Objet vun dësem Projet de loi, well d'Propriétéitsverhältnissen tëschent de Gemengen an der kathoulescher Kierch virum 1. Abrëll 2017 mussen geregelt ginn an dann - en fonction vum Propriétaire natierlech, esou wéi dat üublech ass - wäerte spillen.

D'Chamber, wéi gesot, huet den 21. Januar 2015 eng Motioun ugehall, an där d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi néideg legislativ a reglementaresch Ännerunge virzehuelen, fir dës Accorden ëmzesetzen. De Projet de loi ass, wéi gesot, een Deel vun där Ëmsetzung.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Ëmännerung vum Dekret vum 1809 ka mat oder ouni Konvention gemaach ginn, well et sech ëm e Gesetzestext handelt. Ëmännerunge vu Gesetzger ginn oft an dësem Haus gemaach, dëst ënnert dem Respekt vun den Avise vun de Chambres professionnelles an dem Statsrot.

Ech kommen dann elo zu de verschiddenen Avisen - haaptsächlech zwee, well et sinn der nëmme zwee do - zu dësem Projet de loi. Fir d'Éischt den Avis vum Statsrot.

Laut dem Statsrot ass d'Bestëmmung zu de Kierchfabriken ursprénglech en Akt vum franséische Législateur, deem duerno an eis Legislatioun iwwergaangen ass. D'héicht Haus geet op de Statut vun de Kierchfabriken an, déi eng besonnesch Zort vun Établissement public sinn.

De Statsrot bestätegt a sengem Avis, dass d'Relatiounen tëschent de Kierchfabriken an de Gemenge just per Gesetz kënnen geännert ginn.

Wat d'Ännerung selwer ugeet, hätt de Statsrot et virgezunn, wann et keng Tëschenetapp ginn hätt an all Ännerungen am Kader vun der Kreatioun vun deem neie Fong stattfonnt hätten. Hien hält awer och zur Kenntnis, dat dëst Virgoe vun der Regierung esou aus deem gemeinsamen Accord ervirgeet, deem an der Konvention mat der kathoulescher Kierch festgehal ginn.

De Statsrot bemängelt, dat keng genau Zuele virleien, déi et him erlaabt hätten, de finanziellen Impakt op d'Kierchfabricke respektiv op

d'Gemenge kënnen ze beuerteelen, mécht awer weider keng ausféierlech Remarquen zum Projet, well e respektéiert, dat et sech ëm eng politesch Décisioun vun der Regierung handelt.

Zum finanzielle Volet vun de Gemenge kann ee just soen, dat, wann d'Gemenge keng Obligatioun méi hunn, fir den Defizit vun de Kierchfabriken ze droen, dëst jo héchstens positiv fir d'Gemenge ka sinn. Iwwregens, wann d'Gemengen net méi obligéiert sinn, den Defizit ze droen, esou kënnen se dat nach ëmmer iwwer e Subsid maachen, wann de Gemengerot da wëllt. D'Ëmännerung vum Dekret bedeit also och eng Verstärkung vun der Autonomie communale.

Här President, d'Décisioun vun der Regierung, fir d'Relatioun vum Stat zu de Reliounsgemeinschaften nei ze uernden, ass natierlech eng politesch Décisioun an et gëtt scho laang e partiwwergräifende Konsens, dat dat néideg ass an dat eene napoleonesch Dekret vum 1809 net méi der Realitéit vun haut entsprécht. Dëst geet och aus enger CSV/LSAP-Motioun ervir am Kader vun der Debatt iwwert d'Relatiounen tëschent Reliounen an dem Stat, déi de 7. Juni 2011 hei am Haus deponéiert an ugehall ginn ass. An dëser Motioun gëtt déi deemoleg Regierung opgefuerdert, ech zitieren: «à réformer la législation datant du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises». Dëst gëtt heimatder gemaach.

Och ass et de Wonsch vun de Gemengen, fir vun den Obligatiounen vis-à-vis vun de Kierchfabriken entbonnen ze ginn. An dat ass eng Fuerderung, déi ass alles aneschtens wéi nei. De Syvicol hat schonn 2012 ausféierlech Stellung zu deem Thema geholl a gefuerdert, dat dës Relatioun sollt reforméiert ginn. Dës Regierung mécht also déi néideg Reformen.

Zum eigentlechen Text vum Projet de loi huet de Statsrot, ofgesi vun e puer legistesche Virschléi, keng weider Remarquë gehat. Eng Opposition formelle vum Statsrot zu dësem Projet de loi läit, wéi gesot, net vir.

Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer zum Avis vun SYFEL, also dem Syndicat des Fabriques d'église du Luxembourg asbl. De SYFEL schwätzt no eegenen Aussoe fir 260 vun 285 Kierchfabriken. Grondsätzlech ass de SYFEL géint de Projet de loi. De SYFEL ass fir eng Reform vum Dekret vum 1809, bei där d'Kierchfabriken erhale bleiwen a wou och weiderhin eng Relatioun mat de Gemenge bestoe bleift. De SYFEL huet op eegen Initiativ e ganz ausféierlech, ganz kriteschen Avis zu dësem Projet de loi un d'Chamber adresséiert, deem d'Intérieurskommission dunn als Document parlementaire iwwerholl huet. Hei dovun am Resümee déi wichtegst Elementer:

De SYFEL ass der Meenung, dat d'Konvention vum 26. Januar 2015 net a Kraaft ass, soulaang se net als solch per Gesetz approuvéiert wier.

Wat seet eis Verfassung dozou? «L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.» Dëse Projet de loi mécht genau dat: E setzt en Deel vun der Konvention per Gesetz ëm. A weider Elementer aus der Konvention wäerten ebenfalls iwwer Gesetz ëmgesat ginn.

Mä och ouni Konvention steet et, an dat hunn ech scho gesot, selbstverständlech der Chamber zou, och an dësem Bereich ze légiféieren. D'Parlament ass fräi, en Dekret per Gesetz ëmzänneren. Dës Approche gëtt iwwregens am Avis vum Statsrot iwwert d'Projet-de-loi zu de Konventionne mat de Reliounsgemeinschaften, deem eis dës Woch virgeluecht gouf, guttgeheescht.

Wéi de Statsrot kritiséiert de SYFEL, dat virun der Création, der Schafung vun deem ugekënnegte Fonds nach Ännerungen um Dekret vum 1809 kommen, woubäi en awer kloermécht, dat en net mat der Schafung vun deem Fonds averstanen ass.

De SYFEL beschäftegt sech och ausféierlech mam Statut vun de Kierchen a Presbytären, déi senger Interpretatioun no zum Domaine public communal gehéieren a fir déi aus dësem Grund och d'Gemenge missten opkommen. E gesteet awer och zou, dat et am Lëtzebuergesche Recht keng Definitioun vum Domaine public gëtt. E leent et of, dat d'Gemenge vun dëser Obligatioun befreit ginn.

Doriwwer eraus weist de SYFEL op de Problem hin, dat d'Besetzverhältnissen vun de Kierchen oft net kloer sinn. Dat ass der Regierung bewosst a genau dofir huet den Innenminister d'Kierchfabriken opgefuerdert, sech mat de betreffen Gemengen un een Dësch ze setzen

a sech eens ze ginn, fir datt nom 1. Januar 2017 kann eng Base légal geschafe ginn, fir dës Problemer ze regelen. Eben aus dësem Grund gëtt och déi drëtt Dispositioun vum Artikel 92 aus dem Dekret iwwert d'„grosses réparations“ vun de Kierchegebauer net geännert.

Elo fäert de SYFEL awer, d'Kierchefabrick kéinten an der Iwwergangszäit gezwonge ginn, och déi alldieglech Ennerhaltkäschte vu Kierchen ze droen, déi duerno kloer de Gemenge géife gehéieren. Sengen eegene Wierder no géifen d'Gemengen domadder an een „rôle parasitaire“ kommen. De SYFEL geet awer net drop an, datt d'Gemenge systematesch Gebauer ennerhalen, déi ganz eleng der Kierch zur Verfügung stinn, an zwar esou laang, wéi de Culte se wëllt benotzen.

Wat d'Kierchefabrick selwer ugeet, betount de SYFEL, datt et sech ëm eng Zort Établissement public handelt an datt d'Gemeng sech net der Pflicht kann entzieren, deen ze finanzieren, wann en net genuch eegte Ressourcen huet. Et kann an den Ae vum SYFEL net sinn, datt eng Kierchefabrik net méi genuch Suen hätt, fir hir Rechnungen ze bezuelen, an datt d'Gemeng dësen Defizit net géif couvréieren. En Établissement public ka laut SYFEL net faillite goen.

Generell kritiséiert de SYFEL d'Duerstellung vun der Regierung, wat d'Envergure vun den Ausgabe vun de Gemenge fir d'Kierchefabriken uewe. E wiert sech géint de Constat, dës Finanzement wiert net transparent. Déi Zuelen, déi vum Innenminister virleien, hält en net gutt, bedauert awer op där anerer Säit, datt et net méi prezis Zuele gëtt. Generell ass de SYFEL der Meenung, datt déi Ausgabe vun de Gemenge fir d'Kierchefabriken net ganz grouss sinn, an e vergläicht d'Kierchefabriken domadder mat Sport- oder Kulturveräiner.

Zum Deel erkläre sech dës Kritiken aus der Interpretatioun, déi de SYFEL a sengem Avis zu dësem Projet de loi mécht. E geet dovun aus, datt mam Akraafttriede vun dësem Gesetz d'Gemenge verbuede kriterien, eng Subventioun un d'Kierchefabriken ze ginn. Dat berout awer op engem Messverständnis. Och wann d'Gemengen an Zukunft keng Obligatioun méi hunn, den Defizit ze decken an d'Wunneng vum Paschtouer ze stellen, esou steet et awer hinne weider fréi, e Subsid ze ginn.

Och d'Angscht, de Paschtouer géif vun haut op muer op d'Strooss gesat ginn, ass net berechtigt. Do, wou e Paschtouer an engem Haus vun der Gemeng wunnit, gëtt deemächst e Mietvertrag gemaach, wat hautzudaags eng ganz normal Saach ass.

Wéi gesot, den Avis vum SYFEL ass ausféierlech, explizit, an dofir géif ech och hei net op all einzelt Argument agoen. Fir eis als Membere vun der Intérieurskommission war et awer gutt, den Avis vum SYFEL ze hunn, well dat eis et erlaabt huet, e puer Messverständnisse ze klären an aner Punkten och zum Deel kontrovers ze diskutieren.

Bleift och nach ze soen, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics - en drëtt Avis - och en Avis eraginn huet, allerdéngs eréischt d'lescht Woch, also nodeem mer de Rapport schon ugeholl haten. Et ass awer net weider schlëmm, well d'Remarquen, déi do gemaach gi sinn, esou oder an äänlecher Form schon am Avis vum Statsrot oder am Avis vum SYFEL gemaach gi sinn, soudatt sech inhaltlech um Rapport vun dësem Gesetzesprojet nääsch ännert. Fir all weider technesch Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer ganz allgemeng soen, datt vum Tounfall hier de SYFEL der Regierung ennerstellt, si wierder kathoulescher Kierch schlecht gesënn a géif alles drusetzen, fir der Kierch ze schueden. Et ass dofir wichtig ze rappéliieren, firwat dës Reform gemaach gëtt: Mir wëlle mat der Reform net d'Gesellschaft veränneren, mä mir passen d'Gesetz un eng Gesellschaft un, déi sech scho laang verännert huet!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Een Deel vun deene Gesetz, déi mer änneren, ass wéi gesot 200 Joer al.

Mir schwätzen haut nach meeschtens vun enger Trennung vu Kierch a Stat, well et deemools nëmme eng Kierch gouf. Haut gesäit dat ganz anescht aus. Enger ILReS-Etüd vun 2013 no hunn nach just 39% vun de Befroete gesot, si hätten e Lien zur kathoulescher Kierch, 4% hunn uginn, si géifen enger anerer Reliionsgemeinschaft uegehéieren, an net grad d'Halschent vun de Leit hu gesot, si hätten kee Lien zu enger Reliionsgemeinschaft. Dat heescht net, datt dës Leit all Atheisten oder Agnostiker wieren, mä 27% vun de Befroeten hunn net d'Gefill, mat enger reliëser Institutioon, mat enger Kierch verbonden ze sinn.

An engem Stat, an deem d'Reliionsfräiheet gëllt, müssen all Bierger onofhängeg vun hirer

Weltanschauung d'selwecht behandelt ginn. Dat bedeit enner anerem, datt d'kathoulesch Kierch op e puer, jo, Privileg muss verzichten, déi se laang hat! Et bedeit awer net den Ennergang vun alle Wäerter an dës Gesellschaft! Et bedeit, datt mer endlech unerkennen, datt zu Lëtzebuerg eng grouss Diversitéit vu Weltanschauunge besteet an datt mer méi e groussen Échange tëschent verschidde Siichtweisen brauchen, fir och an Zukunft besser zesummeliewen ze kënnen.

Et muss een unerkennen, datt d'kathoulesch Kierch an enger eegener Aart a Weis mam Stat an de Gemenge verbonden ass, déi net méi an d'Zäit passt. Dat gëtt engem besonnesch bewusst, wann ee sech den Dekret vun 1809 méi genau ukuckt. Do steet enner anerem dran, datt de Buergermeeschter d'office Member ass vum Rot vun de Kierchefabriken,...

(Interruption par la présidence)

Ech hunn nach fir eng Minutt, Här President!

...awer nëmme, wann e kathoulesch ass. Dat ass bei mir net de Fall. Ech dierft also als Buergermeeschter net an der Kierchefabrik setzen. An deem Fall muss en net kathoulesche Buergermeeschter e kathoulesche Verrieder aus sengem Gemengerot schécken.

Mir regele per Dekret respektiv per Gesetz bis haut bis an de leschten Detail, wéi ee kiereninternt Gremium fonctiounéiert! Datt dee sech no der Mass oder der Vesper trëfft, datt seng Reunion wärend der Priedegt ugekënnegt ginn. Mir regelen och anscheinend nach haut per Gesetz, wéi d'Bänken an der Kierch opgestallt ginn, wien d'äerf virsetzen a wien de Masswäin an d'Hostien d'äerf matbréngen. Do muss et, mengen ech, jiddwerengem aliichten, datt esou en Dekret net reforméierbar ass, mä ofgeschaaft gehéiert!

An da kommen ech bal zum Schluss. De Virwurf, firwat...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir misst och elo zum Schluss kommen, Här Haagen!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - ...een dat net direkt mécht, ass an deem Kontext novollzëibar...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo! Den Här Spautz huet sech d'Wuert gefrot.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här Spautz!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wollt just den Här Haagen froen, ob den Dekret, d'Ofschafe vum Dekret... Et ass fir mech e Statsvertrag, dee gefouert ginn ass 1809, deen tëschent deemools zwee Staten ofgemaach ginn ass, dat eent war de Vatikan, dat aner war deemools Frankräich. Gesitt Dir dat anescht? Oder wéi gesitt Dir dat mam Dekret?

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Ech kann lech just soen, datt den Dekret, dat ass jo och am Avis vum Statsrot prezisiéiert, datt dat e Gesetzestext ass an datt mer an deem Haus hei, jiddfalls soulaang wéi ech elo derbäi sinn, regelméisse Gesetzestexter emännere mat Projet-de-loien oder nei Gesetzter schafen! An dat maache mer mat deem heite Projet jo och. Dofir huet d'Regierung dat jo eraginn.

Iwwregens ass dat och an der Konventioun tëschent der Trennung vu Kierch a Stat prezisiéiert. Dofir ass dat heiten eng Ofännerung vun engem besteeende Gesetzestext, wou zwou Dispositioun gestrach ginn an eng drëtt bestoe bleibt, iwwregens d'ëscht a Verhandlung mat der Kierch, déi do och agewëllt huet, a fir ze kucke mat de Gemengen iwwert déi drëtt Dispositioun, notament fir d'Besetzverhältnisse ze klären. Et ass also eng normal Prozedur, déi mer hei an deem Haus, géif ech soen, wa mer zesummekommen, all Dag hunn!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo. Also Dir gesitt et net als Statsvertrag?

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Firwat soll ech dat als Statsvertrag gesinn? Et ass en Dekret. Et ass eng Legislatioun.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Rapporteur!

(Brouhaha)

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Entschëllt, dierft ech nach de Rapport fäerdeg maachen, wann Der wëllt? Wann Der mer nach eng Minutt gitt, soss...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Rapporteur, Dir sidd elo iwwerfällg an ech géif lech bidden, zur Konklioung ze kommen!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Jo. Ech kommen dann... Bon, ech hoffen, datt natierlech d'Kierchefabriken hei mathëllefen, fir déi Besetzverhältnisse ze klären an datt mer och dann eben esou weiderkommen.

Ech wollt nach just zum Schluss soen, datt, wann een iwwert déi ganz Konventioun oder iwwert den Dekret schwätzt, esou wéi dat och hei de Fall ass bei der Frostellung, datt d'Regierung bei all konventioniertem Culte e festen Uspriechpartner brauch.

An da kommen ech op de SYFEL zréck. Dat ass am Fall vun der kathoulescher Kierch den Äerzbëschof. Et ass also um Äerzbëschof, fir ze decidieren, wien hien intern consultéiert a wien hie mat a Verhandlungen hält oder schéckt. Et ass net um Stat, fir sech a kiereninternt Auseenersetzungen ze mëschen, andeem e géif d'Roll zum Beispill vun engem Mediateur tëschent dem Äerzbëschof an de Kierchefabriken iwwerhuelen.

Zum Schluss, an dat sinn déi zwee lescht Sätz, géif ech soen, datt d'Trennung vun der kathoulescher Kierch an dem Stat och eng Chance fir déi kathoulesch Kierch ass. Fir mech ass dat an deem Sënn och e Bewäis, datt eng modern Lëtzebuurger Gesellschaft sämtlech reliëse Culte respektéiert an och sämtlech Choixen vun de Bierger an eisem Land, wat hir Astellung vis-à-vis vun de Reliounen sinn.

Dofir ass fir eis natierlech ganz kloer, datt d'ëscht e ganz wichteg Projet de loi ass, deen, wéi gesot, e Gesetz vun 200 Joer emännert. Dofir soen ech lech Merci fir d'Noluschtenen an...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - War dat do elo de Rapport oder d'sozialistesch Interventioun?

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Dat war de Rapport, muss ech lech soen, well déi doten Diskussiounen sinn näämlech och an der Kommission gefouert ginn, datt een natierlech am Rapport och kann dorobber agoen, wat verschidde Saache sinn...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et d'äerf een awer net vun „eis“ schwätzen.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Här Wiseler, ech denken net, datt Der kennt e Problem domat hunn, datt den Dekret 200 Joer al ass!

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Kuckt Äre leschte Saz no, da wësst Der, wat ech mengen!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Jo! An et bleift awer 200 Joer al!

(Exclamations)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - 21!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir hutt ganz recht, Här Gibéryen. An Dir wësst, wéi dat hei an der Chamber esou leeft. Wann ee Flexibilitéit vis-à-vis vun deenen enge weist, da weist ee selbstverständlech och Flexibilitéit vis-à-vis vun deenen aneren. An ech...

(Interruptions)

An opgrond vun deem, wat den Här Wiseler gesot huet, ech mengen, de Rapport an den Oflaf vum Rapport, deen ass ganz kloer an eisem Reglement festgehalen. Dofir ass et gutt, wa mer dat Reglement heiansdo consultéieren.

Merci gesot. An deen nächste Riedner ass d'Madamm Diane Aderm fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Diane Aderm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg geet et am Gesetzesprojet 6824 ëm eng Emännere vun den Obligatiounen vun de Gemenge géintiwwer de Kierchefabriken an de Paschtéier. Konkret heescht dat, dass d'Gemengen an Zukunft net méi müssen den Defizit vun de Kierchefabriken decken. Si d'äerfen et awer weiderhi maachen. D'Gemenge müssen och net méi dem Paschtouer eng Wunneng zur Verfügung stellen, mä si d'äerfen et weiderhi maachen.

Dem Rapporteur Claude Haagen wëllt ech Merci soe fir säi Rapport, deen hien eis haut de Mëtteg gemaach huet iwwert dës Gesetzesprojet.

Här President, ier ech an den Detail ginn, wëllt ech e puer allgemeng Iwwerleeunge maachen iwwert d'Gesetzgebung iwwer eis Kierchefabriken.

Den Artikel 76 vum Gesetz vum 8. Abrëll 1802 iwwert d'Organisatioun vun de Cultes seet Folgendes: «Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.» Mam Dekret vum 30. Dezember 1809 kréien d'Kierchefabriken dann hiert eegent Gesetz.

D'CSV hat an hirem Wahlprogramm vun 2013 sech kloer an däitlech fir eng Neiregelung vun de Kierchefabriken ausgeschwat. Mir stinn nach ëmmer zu eisem Wahlprogramm! Mä mam Gesetzesprojet vun haut hu mir awer eng ganz Partie Problemer. Duerfir géif ech haut am

Numm vun der CSV-Fraktioun folgend Fro stellen:

Eis eischt Fro betrëft d'Konventioun iwwert d'Kierchefabriken, déi de 26. Januar 2015 tëschent dem Bistum an der Regierung ennerschriww gouf. Den Artikel 2 vun dëser Konventioun seet, an ech zitieren: «Elle sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.»

Firwat ass dës Konventioun bis haut nach net an e Gesetzesprojet gefaasst ginn, fir dass d'Chamber se approvéiere kann?

De Statsrot bedauert an dësem Zesammenhang, dass hien dës Konventioun emol net gesinn huet, an dat obschonn de Gesetzesprojet op dëser Konventioun baséiert! Firwat ass, am Géigesaz zur Vergaangenheet, dës Konventioun net an hirer Integralitéit dem Statsrot ennerbreet ginn?

Zweete Punkt: Mir sollen haut iwwer ee Saz aus där Konventioun ofstëmmen. Et steet näämlech an der Konventioun, dass den Dekret vum 30. Dezember 1809 kuerzfristeg soll ofgeännert ginn, fir d'Gemenge vun hire Verplichtunge géintiwwer de Cultes ze entbannen. Firwat ass dës Saz aus der Konventioun erausgeholl ginn an en ass an e separat Gesetz gesat ginn?

Et ass an der Konventioun och virgesinn, dass d'Gemengen an d'Kierchefabrick bis den 1. Januar 2017 solle bestëmmen, wéi eng Kierchen nach fir reliëse Zwecker benotzt ginn. An d'Kierchefabrick selwer solle fir den 1. Abrëll 2017 duerch de Fonds de la gestion des édifices religieux ofgeléist ginn. Mir sinn elo Enn Februar 2016. Ass et wierklech noutwendeg, fir nach fir ee Joer e Gesetz ze maachen?

An dësem Zesammenhang stellt de Statsrot och eng ganz pertinent Fro. He freet sech näämlech, firwat ass dës Zwëschenetapp gemaach gëtt a firwat déi ganz Gesetzgebung iwwert d'Kierchefabriken net iwwerschaaft gëtt.

Drëtste Punkt: D'Gemenge müssen an Zukunft dem Paschtouer keng Wunneng méi zur Verfügung stelle respektiv dem Paschtouer eng Indemnitéit bezuelen, wann d'Gemeng keng Wunneng huet, fir him zur Verfügung ze stellen. D'Chambre des Fonctionnaires schreibt an hirem Avis iwwert dës Gesetzesprojet, dass d'Wunneng vum Paschtouer en Deel vu senger Pai ass. Si stellt fest, dass d'Paschtéier, déi jo assimiléiert sinn zu de Fonctionnaires, hei en Deel vun hirer Pai ewechgehall kréien. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires? Wéi steet et hei mam Prinzip vum Pacta sunt servanda, deen d'Beruffschamber opwerft?

Zousätzlech gëtt et e Gesetz vum 10. Juli 1998, dat d'Konventioun approvéiert, déi den 31. Oktober 1997 tëschent der deemoleger Regierung an dem Bistum ennerschriww gouf. Am Artikel 7 vun dëser Konventioun steet: «Les communes où résident les curés pouvoient au logement des curés conformément aux lois et règlements en vigueur.» Dësen Artikel gëtt awer net ofgeschaaft. Gesäit d'Regierung hei keng Inkohärenz?

Véierte Punkt: An dësem Zesammenhang froe mir eis och, firwat grad beim kathoulesche Kultus dës Obligatioun fir d'Gemengen ofgeschaaft gëtt. Et gëtt näämlech och en Dekret vum 5. Mee 1806 relativ au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples. Hei steet am eischten Artikel: «Les communes où le culte protestant est exercé concurremment avec le culte catholique sont autorisées à procurer aux membres du culte protestant un logement et un jardin.» Och wann et sech hei net ëm eng Obligatioun fir d'Gemengen handelt, froe mir awer, firwat fir déi zwou Reliounen ënnerschiddlech Texter gëllen a firwat dësen Artikel net ofgeschaaft gëtt. Ass d'Regierung der Meenung, dass hei de Gläichheetsprinzip appliquéiert gëtt?

Fënnefte Punkt: Des Weidere steet am Artikel 2 vum selwechten Dekret vum 5. Mee 1806: «Le supplément de traitement qu'il y aurait lieu d'accorder à ces ministres, les frais de construction, réparation, entretien des temples et ceux du culte protestant seront également à la charge des communes, lorsque la nécessité de venir au secours des églises a été constatée.» Firwat müssen d'Gemengen net méi den Defizit vun de kathoulesche Kierchefabriken droen, awer bei de protestantesche Kierche gëtt dës Obligatioun net ofgeschaaft? Mir wëllen hei net eng Relioun géint déi aner ausspille, mä mir stellen eis awer d'Fro, ob d'Reliounen hei gläichbehandelt ginn.

► **Une voix.**- Aah!

(Interruption par M. Alex Bodry)

(Hilarité)

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Sechste Punkt: Am Gesetzesprojet gött och d'Obligation fir d'Gemengen ofgeschaaft,...

► **Une voix.**- Yuppi!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- ...fir den Defizit vun de Kierchefabrik mussen ze decken. Dozou muss een awer och emol d'Zuele kucken. Wéi vill Defizit mussen d'Gemengen dann effektiv vun de Kierchefabriken iwwerhuelen? Déi Zuele sinn anscheinend guer net esou einfach ze fannen, huet de Minister eis an der zoustänneger Chamberskommission selwer confirméiert. Den Experterapport iwwert d'Glawensgemeinschaften aus dem Joer 2012 zitïert fir 2010 en Defizit vu 444.328 Euro fir eelef Gemengen. Duvunner entfalen der awer ronn 400.000 op d'Stad Lëtzebuerg. Déi aner zéng Gemengen hunn also zesummen en Defizit vu 44.000 Euro, dee si decke mussen, also ronn 4.400 Euro pro Gemeng fir 2010.

De Statsrot huet mam Gesetzesprojet iwwerhaupt keng Zuele matgelievert kritt, fir säin Avis ze schreiwen. Hie stellt fest, dass hien net an der Lag ass, eppes iwwert d'finanziell Konsequenzen op d'Kierchefabrik vum deemem Gesetzesprojet ze soen. Et weess een also haut net, wéi vill Kierchefabriken op Basis vun deemem Gesetzesprojet riskéieren, finanziell Schwierigkeiten ze kréieren.

Et ass och net gekläert, wat geschitt, wann eng Kierchefabrik hir Schold net ka bezuelen an d'Gemeng sech weigert, den Defizit ze iwwerhuelen. Bei de Kierchefabriken handelt et sech jo ëm Établissements publics, déi am Prinzip net dierfen en déconfiture falen.

Siwente Punkt: Juristisch erlaabt den Dekret vun 1809 emol net, dass defizitär Kierchefabrik vum anere Kierchefabriken ënnerstëtzt ginn. Wéi soll eng defizitär Kierchefabrik sech iwwer Waasser halen, wann eng Gemeng se net méi ënnerstëtze wëllt a si net vun deenen anere Kierchefabriken ënnerstëtzt ginn dierft? Wou ass dann d'Solidaritéit ënnert de Kierchefabriken, vun där de Minister schwätzt? Firwat leet hien dann net emol d'Basis fir esou eng Solidaritéit?

(Brouhaha)

Aachte Punkt: D'Gemenge mussen an Zukunft nach just déi grousse Reparaturen iwwerhuelen, déi bei de Kierchen ufalen. Hei wéisste mir gäre vum Minister, wéi dann déi grousse Reparaturen definéiert sinn. Wat fällt dodrënner? Sinn et gewësse Aarbechten oder ass et eng grousse Reparatur, wann de Betrag iwwer e gewësse Sockel erausgeet? Oder spillen hei d'Begrëffer vun «grosses ou menues réparations», déi mer aus dem Zivilrecht kennen?

Néngte Punkt: Bei ville Kierchen ass net gekläert, wie Propriétaire vun der Kierch ass. Ass et d'Kierchefabrik? Ass et d'Gemeng? Mir wëssen et net. Wann dese Gesetzesprojet haut gestëmmt gött, mussen an Zukunft d'Kierchefabriken eventuell fir Kierchen opkommen, déi hinne guer net gehéieren! Ass d'Gemeng mat der Verfassung, déi am Artikel 107 seet: «Les communes forment des collectivités locales (veuillez lire: autonomes), à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.»

Zéngte Punkt: Kierche gehéieren zum kulturelle Patrimoine vun eisem Land. Si hu ganz oft Konschtwierker a kulturell wäertvoll Géigestänn. Uergelen a verschiddene Kierche si souguer als national Monumenter klasséiert. Wann an Zukunft net méi mussen d'Gemenge fir d'Kierche bezuelen - ausser déi grousse Reparaturen, déi awer net definéiert sinn -, wie soll dann de kulturelle Patrimoine, deen eis Kierchen duerstellen, erhalen? De Minister huet an deemem Zesummenhang an der zoustänneger Chamberskommission gesot, wann eng Kierch als nationaal Monument klasséiert wier, géif de Service des Sites et Monuments fir d'Kierch opkommen an d'Käschten all iwwerhuelen.

Laut der Äntwert op eng Question parlementaire vum Serge Wilmes sinn awer nëmme 45 Kierchen a Kierchtiern klasséiert. Derbäi kommen dann nach 22 Kapellen, 11 Intérieure vu Kierchen, 13 Uergelen, 3 reliés Statuen an zwee Kräizer. Mir hunn awer hei am Land méi wéi 600 Kierchen a Kapellen. Do retten och déi 14 Kierchen a 16 Kapellen, déi um Inventaire suppléaire vum Service des Sites et Monuments agedroe sinn, näischt. Verfält dann elo eise kulturelle Patrimoine?

Eefte Punkt: Den Artikel 119 vun eiser Verfassung seet: «En attendant la conclusion des conventions prévues à l'art. 22, les dispositions actuelles (...) restent en vigueur.» Hei stelle mir eis als Fraktioun d'Fro, ob mir de Gesetzesprojet vun haut iwwerhaupt unhuele kënnen, well d'Konvention, op där e baséiert, net vun der Chamber approuvéiert gouf. An och de Statsrot huet, wéi gesot, déi Konvention net gesinn a bedauert dat och ausdrécklech.

Duerfir déposéieren ech haut am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolution. Wat ass den Inhalt vun deser Resolution?

Mir wëllen, dass de Gesetzesprojet nach eng Kéier zrëck un de Statsrot geet, pour avis.

Zweete Punkt: Mir wëllen, dass de Statsrot d'Konvention kritt, déi de 26. Januar 2015 tëschent dem Bistum an der Regierung iwwert d'Kierchefabriken ënnerschrifwe gouf.

An drëtte Punkt: Mir wëllen, dass de Statsrot en Avis mécht iwwert d'Konformitéit vun deemem Gesetzesprojet par rapport zum Artikel 119 vun der Verfassung.

(Mme Diane Adehm dépose la résolution 1 sur le bureau de la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme gouvernemental prévoit dans son chapitre relatif aux cultes que «[l]e Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'églises sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises.»;

- notant que les négociations avec les cultes ont abouti le 26 janvier 2015 à la signature par le Gouvernement, représenté par le Ministre de l'Intérieur, et l'Archevêché de Luxembourg, représenté par l'archevêque, d'une «Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant la nouvelle organisation des fabriques d'églises»;

- soulignant que l'article 1 de la convention prédite stipule que «[l]e décret du 30 décembre 1809 sera modifié à court terme afin de libérer les communes de leurs charges relativement au culte.»;

- considérant que l'article 22 de la Constitution stipule que «[l]'intervention de l'État dans [...] les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.»;

- soulignant que l'article 119 de la Constitution stipule qu'«[e]n attendant la conclusion des conventions prévues à l'art. 22, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.»;

- considérant que dans son avis «[l]e Conseil d'État regrette que cette convention ne lui ait pas été communiquée, d'autant plus que l'exposé des motifs mentionne que le projet de loi sous avis est un fruit desdites négociations.»;

- notant que l'article 83bis de la Constitution stipule que «[l]e Conseil d'État est appelé à donner son avis sur les projets et propositions de loi»;

- soulignant que l'article 2 de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État prévoit que le Conseil d'État donne son avis sur la constitutionnalité d'un projet ou d'une proposition de loi;

- considérant qu'en l'espèce le Conseil d'État n'a pas donné son avis sur la compatibilité du projet de loi avec l'article 119 de la Constitution,

décide

- à renvoyer le projet de loi au Conseil d'État;

- à communiquer au Conseil d'État la «Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant la nouvelle organisation des fabriques d'églises»;

- à demander l'avis du Conseil d'État sur la compatibilité du projet de loi avec l'article 119 de la Constitution.

(s.) Diane Adehm, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Marc Spautz, M. Claude Wiseler.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Zwielfte Punkt: D'Aart a Weis, wéi dese Gesetzesprojet an der Chamberskommission behandelt gouf, war och net ganz glécklech. D'Majoritéit huet sech geweigert, de Syndicat des Fabriques d'Église an der Kommission ze héieren, wat mir als CSV-Fraktioun ausdrécklech bedauern. Als Haaptbeträffene wier et normal gewiescht, de SYFEL ze héieren, zemol wann ee sech als Majoritéit wëllt Transparenz an Dialog op de Fändel schreiwen.

Wat ass dann elo d'Positioun vun der CSV zu de Kierchefabriken?

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **Une voix.**- Gesi mer dat elo schlussendlich?

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Jo.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Elo gött et spannend.

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- Mir proposéieren an deemem Zesummenhang folgend Léisung:

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **Mme Diane Adehm** (CSV).- D'CSV ass fir eng Reform vun de Kierchefabriken. Den Dekret stammt vun 1809 an et ass manifest, dass do eng ganz Rei Dispositionen net méi eiser Zäit ugepasst sinn. Einfach e puer Bestëmmungen erausträichen, wéi dat mam aktuelle Gesetzesprojet geschitt, ass allerdeings fir eis keng Léisung! Mir hunn als CSV zënter 2012 ëmmer erëm gesot, dass mir des Reform wëllen. Mir wëllen eng global, eng gutt duerchduechte Reform vun de Kierchefabriken. Mä fir eis gött esou eng Reform am Dialog mat de Beträffene gemaach. Mir setzen déi Beträffenen net virun de Fait accompli, dass hiren Defizit net méi muss vun de Gemenge gedeckt ginn.

Als CSV si mir fir eng Zesummeleung vun de Kierchefabriken. Eise Prinzip ass: eng Gemeng, eng Kierchefabrik. De Bistum ass zoustänneg, fir d'Paren ze definéieren, an do mësche mir eis net an. Mir sinn der Meenung, dass, falls et emol zu engem finanziellen Defizit kënt, d'Gemeng och weiderhin dierft asprangen. Et soll net an Zukunft sinn, wéi an der Konvention, op där dese Gesetzesprojet baséiert, steet, dass herno d'Gemengen den Defizit net méi decken dierfen. An eisen Ae sollen d'Gemenge sech weiderhi kënnen um Erhalt an um Ennerhalt vun alle Kierche bedeelegen.

D'CSV ass fir d'Schafung vun enger Mutuelle fir d'Kierchefabriken. All Kierchefabrik bezitt e bestëmmt Betrag, a falls eng Kierchefabrik en Defizit huet an d'Gemeng net asprange kann oder net asprange wëllt, spréngt d'Mutuelle an. D'Mutuelle kënt fir deen Defizit op. Si representéiert d'Solidaritéit tëschent de Kierchefabriken. Des Mutuelle géif iwwer e Gesetz gegrennt ginn a vun de Kierchefabrik selwer gëiert ginn.

Betreffend d'Paschtoueschwunnenge verschléisse mir eis net enger allgemenger Iwwerleung iwwert de Sënn, fir engem Paschtouer weiderhin eng Wunneng zur Verfügung ze stellen. Mir sinn awer der Meenung, dass an deem Kontext och hätt misse mat de Paschtéier geschwat ginn! Si ginn einfach virun de Fait accompli gestallt a wëssen net, wat op si zoukënt, wann d'Gesetz bis gestëmmt ass. Si hänken an Zukunft vun hire Gemengeresponsabelen of.

Als Konkusioun wëilt ech bemierken, dass den Émgang mat de reliése Gemeinschafte vill Toleranz erfuerdert. Dobäi wëilt ech op en Zitat zrëckgräifen, dat main Deputéiertekolleeg Paul-Henri Meyers virun e puer Joer am selwechte Kontext benotzt huet. D'ëst Zitat staamt vum fréieren däitsche Bundeskanzler Helmut Schmidt: „Wer Toleranz will, der muss den Dialog mit den anderen wollen und führen.“ Wien net mat deenen anere schwätzt, ka se net verstoen. A wie se net versteet, handelt oft net esou, wéi e misst.

Ech géif mengen, dat ass och wouer fir dese Gesetzesprojet. Et ass net mam Syndicat des Fabriques d'Église geschwat ginn. Si sinn awer nun emol déi Haaptbeträffene an deemem Fall. Et ass net mat de Paschtéier geschwat ginn. Och si si beträff. Als CSV-Fraktioun bedauere mir d'ëst ausdrécklech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all de Grünn, déi ech lech elo opgezielt hunn, kann d'CSV-Fraktioun dese Gesetzesprojet net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi aus de Wiederer vum Rapporteur, deem mer hei ausdrécklech Merci soe fir seng ganz komplett a fachkundeg Aarbecht, ervirgaangen ass, huet d'ëst Gesetz entgéint deem, wat ee vläicht konnt menge bei deene Kommentaren, déi ee lénks a riets déi lescht Zäit gehéiert oder gelies huet, net zum Zweck, fir d'Kierchefabriken ofzeschaffen, net zum Zweck, fir d'Kierchen ze enteegnen, mä et verfollegt nëmme een Zil: déi gesetzlech Verpflichtung vun de Gemengen, fir d'Defiziter

vun de lokale kathoulesche Kierchefabriken ze droen an och de Paschtéier eng Wunneng mat Gaart zur Verfügung ze stellen, ewechzehuelen.

Ech hat gemengt, dass inhaltlech iwwert déi dote Fro e relativ breede Konsens, wann och keng Eestëmmegeheet hei an der Chamber géif virherrschen. Wann ech e bëssen zrëckkommen op déi Diskussiounen, déi mer an der Institutionskommission an der leschter Period hate respektiv och deelweis hei an der Chamber - duerfir sinn ech e bëssen erstaunt iwwert déi Aussoen, déi elo d'CSV-Vertriebung hei gemaach huet -, do hat ech gemengt, dass grad an där doter Fro - an do ginn et jo och Assoe vum Gemengesyndikat Syvicol dozou, gedroen och vun den CSV-Buergermeeschteren - mer Eenegkeet doranner haten, dass, wat de Fong ugeet, dat ass dat Eenzege, wat jo hei zielt an deemem Gesetz, fir ze soen, dass et am 21. Johonnert, nodeem mer eis och géenegt hunn, dass mer d'Onparteilchkeet an d'Neutralitéit vum Stat insgesamt, also och vun de Gemengen, par rapport zu den unerkannte Glawensgemeinschaften an der Constitution géife verankeren, dass et dann normal wär, dass et net ka sinn, dass d'Gemenge gehale ginn, en Defizit vun enger Gestiou ze droen, an där si selwer keen Afloss direkt hunn an och keen Afloss wëlle kréien, opgrond vum Prinzip vun der Separatioun.

Ech bedauern, dass dee Konsensus, dee sech awer iwwert déi lescht Joren ëmmer méi daillech ofgezecht huet an eisen Debatten, dass deen, elo wou d'CSV an der Opposition ass, anscheinend net méi besteet.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Konsensus iwwer wat, Här Bodry? Well dat, wat hei um Dësch läit, ass kee Konzept, wat eng Globalitéit vun der Léisung vum Problem beinhaltet.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech schwätze vun deenen zwee konkrete Punkten, déi heimader...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Hei ass just eng éischt Etapp, déi d'Fro net léist, de Problem net léist. D'Madamm Adehm huet ganz genau gesot, wat eis Zilsetzung ass.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- De Moment huet den Här Wiseler elo d'Wuert. E ka gären eng Kéier heihinnerkommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, ech géif effektiv...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Oder Dir stellt Froen; dat ass, mengen ech, wéi et üblech ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...d'Kolleegen alleguer bieden, wa se sech zu Wuert wëlle mellen, dat och esou ze machen, wéi mer dat ëmmer maachen. Et ass keen, deen d'Wuert resuméert kritt.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech gi wahrscheinlich dem Här Wiseler nach munch Ursaach, fir nach hei ze intervenéieren. Duerfir sollt e vläicht e bësse sech am Ufank hei zrëckhalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, kommt, mir bleiwen a geuerdnete Bunn...

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Majo, awer ech mengen, et ass nach net fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass e sensibel Thema. Also solle mer och sensibel bleiwen.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech mengen, et ass nach net fäerdeg.

Feststellen ass, dass mer - dat ass jo en aussergewöhnleche Phenomeen - hei en Text zënter méi wéi 200 Joer net géinnert hunn. Dat huet näischt domadder ze dinn, dass deen Text esou formidabel wär! Alleguer wësse mer, an och d'CSV weess dat, dass deen Text, deen Dekret vun 1809 a ganz ville Punkten désuet ass, géint eng ganz Rëtsch vun allgemenge Rechtsprinzipie verstéisst a scho laang hätt misse emgéinnert ginn.

Mä et war esou, dass et bis elo net méiglech war, ausser usazweis an der viregter Regierungsperiod, mat der CSV iwwert déi dote Fro ze diskutéieren. Et sollt alles beim Ale bleiwen, well dat eng Situatioun war, déi eng vun de Glawensgemeinschaften, d'kathoulesche Kierch, an engem gewësene Confort gelooss huet, während all Annerunge schwéierlech nach op deem Niveau kënnen dee Confort bäibehale wéi deen, deen eigentlech viru méi wéi 200 Joer hei instituéiert ginn ass.

Et ass och bedauerlech, dass, wéi gesot, déi jeeweilig Innen- an d'Kultusministeren net de Courage haten eigentlech, fir un déi dote Fro erunzegoen. Ech wëll soen, dass a Frankräich, wou mer jo eng äänlech Bestëmmung nach en vogueer hunn, net manner wéi véiermol den Text vun 1809 bei hinne schon emgéinnert



ginn ass. Bei eis ass en am Urzoustand verbliewen: nëmmen net drugoen!

Abee, dat ass elo eriwwer! Dat ass elo eriwwer, an hei gött eppes gemaach, wat iwwerfälleg ass. Et gött deelweis och am Sënn vun deem gemaach, wat d'Experte präconiséiert hunn. Et wär gutt, mengen ech, deen Experterapport, deen déi viregt Regierung an Opdrag ginn huet, deen also net kann de Makel hunn, dass dës Regierung eppes mat deem Rapport ze dinn hätt, et wär gutt, deen nach eng kéier ze liesen, och mat deene Virschléi, déi an deem Rapport do drastinn.

An ee vun de Virschléi, déi drastinn, ass eigentlech dat, wou d'Konventioun elo higeet a wou d'Verhandlung vum dëser Regierung mat dem Aerbistum bigaange sinn, dat heescht, d'Suppressioun vun de Kierchefabricken. Wéi gesot, dat ass net Bestanddeel vun dësem Gesetzes-text.

An ech wëll och soen, dat war och net Bestandteil vum Wahlprogramm vun der LSAP! Mä dat huet sech erginn an deene Verhandlungen, déi d'Regierung gefouert huet mam Aerbistum.

Mir sinn haut am 21. Jorhonnert, mir sinn net méi an Napoléons Zäiten. An d'LSAP-Fraktioun ass der fester Iwwerzeugung, Här President, dass mer och net méi ënner dem Regime vum Konkordat vun 1801 stinn! Dat war iwwergeseng Position, déi keen anere wéi den Här Jean-Claude Juncker mat senger Autoritéit als Premierminister a Statsminister ëmmer hei, och virun dëser Chamber, vertratt huet. Hien huet ëmmer d'Positioun vertratt, dass Lëtzebuerg net méi ënner dem Regime vum Konkordat vun 1801 steet.

Ech weess, dass d'kathoulesch Kierch dat contestéiert. Ech weess awer och - an eigentlech gött doriwuer net vill, net genuch diskutéiert -, dass an engem juristeschen Avis, deen, mengen ech, den Här Biltgen nach sengerzäit ugefrö huet bei der Uni Lëtzebuerg iwwert de Régime concordataire, de Professor Dokter Jörg Gerkrath déi dote Konkursioun bestätegt. Ech géif, Här President, fir dass dat heiten net e Geheimdokument bleift - well et schéngt keng richteg Diffusioun komescherweis fonnt ze hunn an deene leschte Joren -, dat och nach eng kéier dann hei gären ofginn, fir dass dat den Deputéierte kann zougefouert ginn, wou den Unisproff ganz kloer zu Konkursioun kënn:

(M. Alex Bodry dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Éischtens, dass net nëmmen den internationalen Traité Konkordat zënter 1815 net méi uwendbar ass hei zu Lëtzebuerg, mä e kënn och zur Konkursioun, an dat ka wäitreechend Effeten hunn, dass all déi Loi-organiquen, déi drunhänken, och net méi applikabel sinn zu Lëtzebuerg! An eng vun deene Loi-organiquen, dat ass d'Loi du 18 germinal an X. A genau déi ass d'Grondlag, d'juristesche Grondlag fir den Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchefabricken!

Mir kommen also an eng ganz spannend Diskussioun eran, an där, wann deen Unisproff mat senger vun der viregt Regierung bestallter Etüd recht huet, sech d'Fro stellt, ob eigentlech deen Dekret, dee mer haut diskutieren an dee mer ëmänneren, iwwerhaapt nach d'applikatioun hei zu Lëtzebuerg ass, dat heescht, ob déi Kierchefabricken, déi hei zu Lëtzebuerg bestinn, iwwerhaapt nach eng gesetzlech Grondlag haut hunn.

Eng ganz spannend Diskussioun, déi och nach doduerjer genäert gött, dass nieft deenen dräi Artikelen, déi ëmmer zitieret ginn an eiser Verfassung, déi d'Culturel betreffen, et nach een hanne gött, ganz hannen an der Verfassung, bei den „dispositions transitoires“ géife mer et haut nennen, dat ass den Artikel 119, dee seet: «En attendant la conclusion des conventions prévues à l'art. 22, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.»

Entre-temps sinn déi Konventiounen geholl, soudass enger ganz logescher Applikatioun vun deem heiten Text, vun deem Artikel 119, mer also an der Situatioun sinn, dass sämtlech duerch déi Konventiounen, déi an der Vergaangenheit ofgeschloss gi sinn, enner anerem och mat der kathoulescher Kierch, dass all aner Dispositiounen duerch déi heite Verfassungsbestimmung net méi bestinn, also eventuell och den Dekret iwwert d'Kierchefabricken, dee mer haut amgang sinn ze reforméieren op engem Punkt.

Also eng ganz spannend Diskussioun. An ech hu gelies, dass jo de SYFEL wëllt déi dote Froen op eis Geriichter bréngen. Abee, da kréie mer endlech dat, wat mer brauchen! Da brauch kee méi ze spekuléieren, wat d'Interpretatioun sinn, mä da si mer wierkech an enger Situatioun, wou, wann et sollt zu engem Prozess kommen, da fir d'Éischt emol d'Virfro muss gekläert ginn, awéiwäit eigentlech den Dekret

vun 1809 iwwerhaapt nach zu Lëtzebuerg applikabel ass.

Also kann esou e Prozess eventuell emol zum Bumerang gi fir deen een oder deen aneren. Op jidde Fall bréngt en awer da Rechtssécherheet. Da sinn ee fir alle Mol déi dote prinzipiell Froe gekläert: wéi et mam Konkordat ass, wéi et mat de Loi-organiquen ass, mat all deenen Texter, déi mer nach matschleefen aus där doten Zäit a wou kee richteg weess, ob se dann applikabel sinn oder net.

Verwonnert, mengen ech, ass een, wann ee verschidden Argumenter héiert, wéi dësen Text hei kritiséiert gött. Een Argument, wat mech bal am meeschten erstaunt huet, dat ass - oh Schreck! -, dëse Gesetzesprojet géif e politeschen Zweck verfollegen! Ech si scho laang derbäi. Ass et dann net esou, dass all Gesetz e politeschen Zweck verfollegt? De Fait, dass eppes verbuede gött, dass eppes erlaabt gött, dass eppes geregelt gött, do stécht jo, denken ech, eng Iddi hannendrun! Soss géif ech mech froen, no wat fir enge Kritären dass mer hei géifen Normen an dëser Chamber festleeën!

Et ass also dat Selbstverständlech vum der Welt an et wär dramatesch, wann et net esou wär, dass, wann eng Gesetzesinitiative geholl gött, déi och enger politescher Zilsetzung entsprécht. Oder mengt Der, den Dekret vun 1809 hätt kenger politescher Zilsetzung entsprach sengerzäit?

Also deen Argument massue, fir hei d'Koalition an d'Knéien ze zwängen, dat schéngt mer éischer e bësse schappig ze sinn als Argument. Op jidde Fall kann ech lech soen, dass d'LSAP-Fraktioun zu deem politesche Choix steet, deen dës Regierung, dës Koalition hei getraff huet.

D'zweet Argument, och nach vun der Madamm Adehm virdrun hei ausféierlech virgedroen, ass, dass ouni eng prélabel oder zumindest zäitgläich parlamentaresch Approbatioun vun der Konventioun mat der kathoulescher Kierch een dat heite Gesetz net kéint stëmmen. An anere Wieder: Dës Chamber hätt an iergendenger Form hiert Recht, Gesetzter ze maachen an ze änneren, ofgetratt. An deem heite Fall un d'kathoulesch Kierch, well ouni där hire Wëlle kann d'Chamber hei näischt maachen.

Mir mengen, dass dat Argument alles anescht wéi stéckhalteg ass, mä dass d'Chamber als gewielt Parlament zu all Moment fräi ass, besteeënd national Rechtsnormen ze änneren, ofschafen, ëmzënnere, esou wéi si et fir richteg fénnt. D'Rechter vun engem Parlament als Législateur sinn onageschränkt an deem heite Fall. An do kann ee sech net och op viregt Konventiounen beruffen, well déi Konventioun, déi nach a Kraaft ass, déi mécht jo eigentlech näischt anescht, wéi ze soen, dass, wat d'Wunnene vun de Paschtéier ugeet, do geltend Recht sollt applizéiert ginn. Dat heescht, e Rappel de la loi applicable zu deem Moment, wou et ofgeschloss ginn ass, dat ass sécherlech net en Engagement vun der Chamber, fir ze soen: „Elo hu mir eigentlech hei näischt méi ze dinn, elo sinn et just nach am Virfeld d'kathoulesch Kierch an d'Regierung, déi müssen en Accord do fannen.“

Ech mengen, do sollte mer - am Selbstverständnis und von der Roll vum Parlament - net op déi glétscheg Bunn vun där doten Argumentatioun erofrutschen. An de Statsrot huet jo och ganz kloer gesot, dass hien déi doten Interpretatioun op kee Fall kann deelen.

En drëtt Argument, wat méi oder manner staark duerchschiimert, ass, dëst Gesetz wär géint d'Kierchen a géint d'Relioune gericht. Dozou och e puer Kloestellungen vun eiser Sait.

Dës Reform, Relatioun Kierchen a Gemengen, ass éischtens net en unilateralen Akt vun enger politescher Majoritéit, vun enger Regierung. Et ass d'Resultat vun engem Accord, deen aus fräie Stecker Vertrieeder vum Aerbistum a vun der Regierung ofgeschloss hunn.

► **Une voix.**- Mat e bëssen Drock hannendrun.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Bei Verträgen ass och heiansdo Drock, jo, vu bussen. Jo! Wa mir hei Gesetzter maachen, ass och heiansdo Drock vu bussen. An nach maache mer déi Gesetzter.

(Interruptions)

An dach trauen ech deene Leit zou, déi dat ënnerschriwwen hunn, dass se dat en connaissance de cause gemaach hunn. Ech maachen deene Leit hei kee Prozess. Wann aner Leit dat wëlle maachen, da solle se dat maachen an hirer Verantwortung!

► **Une voix.**- Dir maacht lech et e wéineg einfach!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Dir maacht lech et och e wéineg einfach! Dat heiten ass, och deen heite Schrétt ass souguer expressément vereinbart gewiescht mam Aerbistum, well e

seet, dass dat Éischt, wat elo gemaach gött no der Signatur, ass, fir eben den Dekret iwwert d'Kierchefabricken op deem präzise Punkt, dee mer haut hunn, ëmzënnere.

Deen Deel vun deem Accord, dee läit eis haut vir zur Ofstëmmung, soudass mer also och zu 100% konform sinn zum Artikel 22 vun eiser Verfassung, dee seet, dass déi Konventiounen nëmme mussen vun der Chamber guttgeheescht ginn, soufern se an d'Kompetenze vun der Chamber fallen. Deen doten Deel, d'Ofännere, fällt an d'Kompetenze vun der Chamber, an heimadder läit den Text vir, deen dat doten ausdrécklech virgesäit. Also, d'Chamber muss den Accord ginn, effektiv, zu deem heiten Text. An ech ginn dovunner aus, dass och eng Majoritéit an der Chamber deen Accord wäert haut ginn!

Dës Gesetzesännerung ass och ganz kloer inhaltlech! Et gött jo ganz vill hei iwwert d'Prozedure geschwat, iwwer juristesche Froen, déi sech stellen, déi sech eigentlech awer zum Deel schon haut stellen an den aktuellen Texter, wat bis elo anscheinend keen esou opgeregelt huet. Mä et geet jo awer och ëm de Fong.

Do gött et jo awer en Accord, an och an dës Chamber, mat enger Verfassungsmajoritéit, fir ze soen: Mir schreiwen an déi nächst Verfassung an, dass mer hei zu Lëtzebuerg, dass de Stat, an dozou gehéiert natierlech och de Gemeengesetzer, dass dee sech u sech a glawensan a weltanschauliche Froen neutral ze verhalten huet, dass et en onparteiische Stat muss sinn an dass mer an engem Trennungssystem dra si vu Stat, der éffentlecher Hand an den unerkannte Reliounen, wou mer awer bei engem fakultative Konventiounssystem hei zu Lëtzebuerg wëlle bleiwen, also net op de Wee ginn, wéi dat zum Beispill Frankräich gemaach huet.

Dat ass en Accord, dee mer hei fonnt hunn. An dat heite schreift sech jo awer total an an déi dote Richtung. An duerfir verstinn ech eigentlech och net, dass hei inhaltlech gesicht gött, dee Projet hei muedeg ze maachen. Wat den Inhalt ugeet, si mer an där doter Linn, well wann een dat Netamésche wëllt hu vun deem enge sengen Affären an deem anere seng Affären, wa mer net wëllen hunn, dass sech de Stat an d'Gemengen améschen an d'Interna vun de Kierchen, an emgekéiert net wëllen hunn, dass sech d'Kierchen améschen an d'Interna vun de Stat a vun de Gemengen, da mussen mer jo op esou e System goen! Da kann een natierlech net déi Verméschung hunn am Finanzement, wéi dat haut de Fall ass!

Kei wëllt d'Kierchen hei veraarmen dinn! An ech mengen, deen Accord, dee mer och deem nächst hei wäerten an der Chamber diskutieren, wat de finanzielle Volet vun deem Ganzen ugeet, dee wäert och net dozou féieren.

E wäert dozou féieren, dass op där enger Sait natierlech och - an dat kann eng Stärkung vun de Kierchen sinn - de Kierchen hir Autonomie eigentlech méi staark ennerstrach gött! Si sinn net ofhängeg méi wum Secours vu bausen. Si stinn zu engem gudden Deel op eegene Féiss. An dat ass menger Usicht no och eng Stärkung vun de Kierchen. Duerfir, mengen ech, därerf een dat net eesäitig esou interpretieren, wéi dat oft gemaach gött. Et muss een och d'Avantage vun deenen zwou Säiten an där ganzer Diskussioun gesinn.

E véiert Argument, wat a leschter Zäit erausgezu ginn ass, dat ass e ganz neie Phänomeen, dat ass d'Diskriminierung vun der kathoulescher Kierch! Nodeem d'Experten onwidersprach zur Konkursioun komm sinn, dass mer hei zu Lëtzebuerg an engem „système inégalitaire“ wäeren, „discriminatoire“ wäere fir all déi aner Reliounen par rapport zur kathoulescher Kierch, déi Privilegien hätt, ass op eemol d'Thees hei opgeworf ginn: „Oh, déi arem kathoulesch Kierch, kuckt wat déi Protestanten awer hei ewechsleefen, an d'kathoulesch Kierch, deene wëlle se näischt méi ginn!“

Also, do ass d'Welt op der Kopp, muss ech soen! Mir wësse jo awer, wat fir eng unerkannte Glawengsgemeinschaft de Reliounsunterrecht nach haut an eise Schoulen hält, dass se net alleguerde gläich sinn an deem Ganzen! Do hunn ech ni esou flamend Rieden héiere vun CSV-Säit zu där doter Fro, wéi et ëm déi Diskriminierung reell gaangen ass, vun Experte festgestallt, wéi elo, wou et ëm déi Pseudodiskriminierung geet vun der kathoulescher Kierch par rapport zu der protestantescher Kierch, wou och richteg gesot ginn ass, dass, wat d'protestantescher Kierch ugeet an d'Gemengen, d'Gemengen net forcéiert sinn, e Logement zur Verfügung ze stellen; dat kënn se maachen.

Mä och an Zukunft, soen ech lech, mat deem heiten Text, wann dee gestëmmt ass, ass et net ausgeschloss, dass d'Gemengen dat dote kënn maachen. Et ass de Gemenge fräigestallt. Se müssen natierlech motivéieren, firwat se op deen dote Wee ginn. Hei ass keng Interdiktioun an deem heiten Text festgehalten. Sou

si mer also op deem dote Punkt horgenau d'selwecht mat deem aneren.

A souwäit ech weess, den zweete Punkt, wat d'Defiziter ugeet, do ass et guer net kloer, awéiwäit iergendwéi eng Gemeng..., wéi dat géif gerechent ginn, wou ee misst déi Defiziter do droen. An ech kennen och kee Beispill aus der Vergaangenheit, dass jee eng kéier eng Gemeng iergenden Defizit hätt missen droen vun enger protestantescher Kierch, wat hir Fonctionnementskäschten ugeet. Soudass ech also mengen, dass dat doten och eigentlech e faux Débat ass.

D'Suerg, déi mer, mengen ech, allegueren hunn, ass, dass mer zumindest déi Glawengsgemeinschaften, déi unerkannt sinn, déi also eise Kritären entsprechen, mussen d'selwecht behandeln. Dat ass dat, wou mer gemeinsam sollten higoen. Dat war och, mengen ech, ëmmer an deene leschte Joer e Konsensus. An ech kann lech soen, do huet och meng Partei déi mannste Schwierigkeiten, fir domadder ëmzuegoen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wëll, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...ech wollt zwar just hei soen, datt dat, wat vun der CSV-Fraktioun gesot ginn ass, am Fong datselwecht ass. Mir hätten am Fong gär, datt eng Gläichbehandlung vun all deene Kierchen esou ass, datt et equivalent ass an datt et korrekt gemaach ass. Mir hate just déi Impressioun, datt den Text, esou wéi en elo hei ass, an der Aart a Weis, wéi e gemaach gött, deem net géif entsprechen. Et ass dat, wat mer soen. Ech wëll et also just riichtbéien,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech hunn dat och net anescht verstanen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...well Dir hutt dat elo ganz anescht erkläert, an dat ass...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, dann hutt Der mech net verstanen. Da muss ech méi däitlech nach ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, ech mengen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mä d'Zäit feelt mer, fir dat ze maachen. Ech wëll just déi Leit berouegen, déi vläicht wierkech opgereegt si weinst deem heiten Text - ech mengen, dat gött et sécherlech och -, dass, wéi ech d'Gemenge kennen... Ech war jo selwer Gemengepapp, an déi Leit vum SYFEL wëssen, notament hire President weess och, wéi dat zu Diddeleng ëmmer gehandhabt ginn ass vun deenen „Rouden“: mat vill Fangerspëtzgefill a mat vill Flexibilität!

Ech sinn nach wie vor och der Meenung, dass dat déi beschten Approche ass, fir un d'Gemengegeschäfte an der Gestiou erunzuegoen. An et brauch keen ze mengen, dass vu muer un, wann dat Gesetz a Kraaft ass, den Dag drop, dass dann d'Paschtéier géifen aus de Wunnengen erausgehait ginn an ech weess net wat nach Béises géif passéieren, duerch d'Stroosse gedriwwen gi vun den Uertschaften. Mä ech mengen am Contraire, dass selbstverständlich wäerten Demandë kommen, fir wa se wëllen an deene vun de Gemengen zur Verfügung gestallte Gebaier bliewen, dass se dann e Loyer bezuelen. Dee wäert da gemeinsam verhandelt ginn. An ech denken, dass an 99% vun de Fäll Eenegung wäert entstoen, wéi et soll weidergoen op deem dote Punkt.

Also duerfir, mengen ech, sollt een hei net den Däwel un d'Wand molen, wann ech déi Metapher an dësem Kontext hei därer gebrauchen,...

(Interruption)

...mä et sollt een hei och verstäneg un déi Saachen erugeen an net onnéideg fir Opreegung suergen, wou eigentlech kee Grond ass, fir sech schrecklech opzereegen.

Ech kommen hei zum Schluss, Här President. Meng Zäit ass och definitiv ofgelaf. Ech mengen, dass et dës Koalition héich unzerechen ass, dass se deen doten Dossier, dee broochlouch wärend iwwer 200 Joer, upeekt, dass se éischt Akzenter setzt, dass se dat mécht net autoritär diktéiert vun uewen erof, mä probéiert, dat eigentlech a Verhandlung mam Aerbistum ze maachen. An ech sinn och sécher, dass mer op deem dote Wee wäerten e Schrack weiderkommen.

D'LSAP wäert deen heiten Text stëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Bodry. An nächst ageschriwwen Riederin ass d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur e grouse Merci soe souwuel fir säi schrëftleche wéi säi mündleche Bericht an awer och fir d'Manéier, wéi mer déi Diskussiounen an der Kommissioun konnte féieren an engem heikelen, sensibele Sujet, ganz kloer.

(Interruption)

Mir hunn déi Diskussiounen awer op eng ganz uerdentlech Manéier kënnen féieren. A wa mer effektiv och d'Vertrieder vum SYFEL net gehéiert hunn, esou stoung et awer deene verschidde Fraktiounen fräi, si awer ze héieren eenzel. An dat hu mer och gemaach.

Ech sinn och frou ze héieren, dass d'Madamm Adehm selwer festgestallt huet, dass den Dekret, vun deem mer jo haut schwätzen, 1809, dass mer alleguerte wëssen, dass den zënter ganz Laangem iwverholl ass, net méi zäitgeméis ass, och net a senger ganzer Breet esou exekutiert gëtt. A wann dat dann och scho vu villen a vu laang hier festgestallt gëtt, esou ass et awer bis elo verpasst ginn, en unzepassen! An ech muss soen, et huet sech villes geännert.

An dat gesäit een am beschten, wann ee gesäit oder liest, dass d'Vertrieder vun de Kierchfabriken - an ech soen emol, dass si jo awer alleguer, ech ginn dovun aus, iwverzeegte Katholicken -, dass déi hei mat enger Léisung, déi de Bëschof awer mat ausgehandelt huet, dass déi net mat deem eens sinn! Wien hätt dat gegleef virun nach net laanger Zäit, dass, wéi gesot, eng Léisung, déi de Bëschof, wou de Bëschof et jo weess, wat d'Problematik ass...

An ech wëll net an den Detail hei agoen, mä all verstännege Mënsch a jiddwereen, deen d'Aen an d'Härer op huet, weess, dass sech villes an deene leschte 50 Joer hei am Land geännert huet. Jo, d'Gesellschaft huet sech geännert! An ech mengen kënnen ze soen, dass de Bëschof mat senger Conseillere och versicht huet, eng Léisung ze fanne mat der Regierung, déi eben deenen neie Gegebenheeten ugepasst ass. Mä, wéi gesot, de Fait, dass net nëmmen d'CSV, mä eben och d'Kierchevertrieder, also d'Membere vun de Kierchfabriken, net mat deene Léisungen zefridde sinn, dat hätt virun e puer Joer nach kee sech kënnen virstellen. An dat ass e weidert Zeechen, fir ze gesinn, jo, dass villes sech geännert huet!

Wat mer haut solle stëmmen - ech wëll et nach eng Kéier kuerz ervirhiewen, mä souwuel de Rapporteur wéi meng Virriedner hunn et scho gemaach -, mä ech wëllt et awer nach eng Kéier direkt vun Ufank u betounen, dass dese Projet de loi kengem e Recht ewechhëlt, mä just Obligatiounen ophieft. Näscht, wat haut méiglech ass, wäert muer onméiglech sinn. Wéi dat an deene verschidde Gemengen applizéiert gëtt, dat wäert effektiv vun deene verschidde Gemengen ofhänken an och dovun, wéi se drop preparéiert sinn.

Ech kann lech op alle Fall - an ech wäert vläicht herno nach op e puer Zifferen agoen, wa mer nach Zäit bleift -, ech kann lech just soen, dass d'Stad Lëtzebuerg, wann ech jo déi Zifferen héieren, déi hei gesot ginn, déi ass, déi engersäits am meeschte Kierchfabriken huet. Jo, mir hunn 19 Kierchfabricke fir 23 Kierchen. E ben, mir hunn elo scho mat deenen 19 Kierchfabriken alles duerchgeschwat, eis Propriétéitsverhältnissen ganz kloer geluecht, ënnerschriwwen vun de Presidente vun deenen 19 Kierchfabriken.

A vun deenen 23 Kierchen, déi dat duerstellt, sinn der 18 ons! Dat heescht, 18 Kierche gehéieren direkt der Stad Lëtzebuerg, nëmmen dräi - nëmmen dräi, an dat si mat där klengster! - gehéieren de Kierchfabriken, an zwou, do ass de Statut effektiv net ganz esou kloer, wou den Terrain an der Stad ass an awer bezuelt ginn ass vun de Leit aus der Communautéit.

Dat nëmme fir ze soen: Jo, d'Applikatioun, déi wäert herno an den Hänn vun de Gemenge leien. An dofir wëll ech och hei ënnersträichen, dass et net esou ass, wéi fälschlecherweis dobaussen heiansdo gesot gëtt, dass hei de Gemengen eppes ewechgeholl gëtt. Neen, d'Gemengenautonomie gëtt am Fong heimat méi - méi! - gestärkt, well et eben an den Hänn vun de Gemengen ass, fir ze decidieren, opgrond vun deene verschidde Situatiounen, wéi dann elo hir Décisioun ass. An all Gemengemamm och -papp muss dee Moment vis-à-vis vun hire Bierger dozou geruedstoen. Dat nennt een Demokratie!

Also sinn et zwou Obligatiounen, déi ofgeschafft ginn, et ass drop higewise ginn: engersäits, dass d'Gemenge missten den Defizit

iwverhuelen, an anere Wieder, si kënnen dat awer nach maachen; an zweet Obligatioun, dass se missten de Paschtéier en Haus zur Verfügung stellen. An dat heescht an anere Wieder, dat steet hinne fräi, dat ze decidieren. Wat awer bestoe bleift a wat net ofgeschafft gëtt vun deenen dräi Obligatiounen, dat ass, dass se mussen opkomme fir eben déi „grosses réparations“.

Jo, Madamm Adehm, do hänt et ebe vun de Gemengen of, wéi se dat gesinn! Ech kann lech nëmmen och soen an do kënnen wahrscheinlech all Kierchfabriken hei, op alle Fall an der Stad Lëtzebuerg, soen, dass mir dat ëmmer ganz gewësshaft gemaach hunn. Fir lech ee Chiffer ze soen: An deene leschte fënnf Joer hu mer 366.804 Euro ausgi fir deen normalen Entretien an iwver 5,5 Milliounen fir Investitiounen, also fir méi „grosses réparations“, dat mécht am Ganze 5,8 Milliounen an deene leschte fënnf Joer. Jo, dat war zum Beispill vill méi wéi den Defizit droe vun de Kierchfabriken, well den Defizit vun deene Kierchfabriken an deenen nämlechte fënnf Joer louch nëmmen -, „nëmmen“ - bei 1,7 Milliounen an dovun eleng sinn der 1,2 op d'Kathedral gaangen. Fiwat? Mä well dat bal ausschliesslech Hëtzkäschte sinn.

A wa mer dat Wuert „Kathedral“ och scho soen, da kann ech lech soen, an deene Konventiounen, déi jo vun dem Bëschof mat ënnerschriwwen gi sinn a vun der Regierung, steet jo ganz kloer, dass d'Kathedral och e spezielle Statut wäert kréien. An an deem Sënn hat ech a menger Qualitéit als Buergermeeschter och scho mat dem Statsminister a mat dem Aërbëschof eng Entrevue.

An ech kann lech soen - Dir braucht lech fir d'Kathedral keng Suergen ze maachen! -, dass mer och weiderhi wäerten derfir suergen, dass déi uerdentlech a schéin ënnerhale gëtt, well schliesslech ass d'Kathedral der Stad Lëtzebuerg hir Propriétéit an effektiv zum Beispill eent vun deene Monumenter, déi och vun den Touristen am meeschte besicht ginn. Mir wäerten also zesammen... D'Detailer sinn nach net festgehalen, mä de Prinzip awer ganz kloer. Do brauch also kee sech dowéinst eeschtlech Gedanken ze maachen.

Nun, et ass och kloer ginn, dass mer am Fong..., oder mir haten op alle Fall gemengt, dass iwwert déi zwee grouss Prinzipie mer eis eens wieren, dass een do misst op nei Weeër goen, souwuel beim Defizit wéi eben och bei de Paschtéier.

Firwat den Defizit? Fir den Defizit, och do erlaabt mer, dass ech lech eben d'Beispill vun der Stad Lëtzebuerg soen, well et, mengen ech, am einfachsten ass, mat engem konkrete Beispill dat ze beleeden. Mä well déi 19 Kierchfabricke ganz verschidde sinn! Déi aller-, allermeescht hunn ni brauchen op d'Gemeng zrëckzegraifen, fir hiren Defizit ze bezuelen, well se keen haten! Et waren der ëmmer nëmmen dräi bis véier, awer ëmmer, wéi gesot, d'Kathedral, déi eben dat gebraucht hunn. Déi meescht sti sech also ganz gutt. Verschidder, deemno wat hinne geschitt ass, Guddes geschitt ass, souguer exzellent!

Ech mengen, do si Situatiounen, ech ginn net an den Detail, mä wou eng Kierchfabrik hei aus der Stad eben eng Kéier e ganz schéinen Don kritt hat an déi verkaaft huet, déi Terrainen, fir iwver gutt dräi Milliounen verkaaft. Mir hunn hinnen dat gär gegénnt! Mä mir hätte just - an ech perséinlech, an och schon de fréiere Buergermeeschter, hat e puermol do eingeeënd Diskussiounen mat deenen 19 Kierchfabriken -, mir hätte gemengt, et wier am Fong am Sënn vun enger och chrëschtlecher Solidaritéit, dass déi, deenen et ganz gutt geht, iergendwou deenen, deenen et wierklech manner gutt geht, e bëssen ënner d'Aerm géife graifen.

Plusieurs voix. - Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP). - Wann och dee Prinzip ni a Fro gestallt ginn ass, esou ass awer ni eppes gemaach ginn, fir dass dat kéint esou goen! Et ass elo de Mëtten hei gesot ginn, da kéint ee jo, et hätt ee jo kënnen, oder eng Propositioun wier: Fusiounen. Dat ass, mengen ech, och eppes, wat vum SYFEL proposéiert ginn ass. Ah ben jo, firwat net? Wat hätt deem am Wee gestanen, virun e puer Joer schon? Mä déi gutt Iddien, déi kommen also vläicht ëmmer eréischt méi spët. Hei hu mer haut eng aner Propositioun um Dësch leien, mä nach eng, déi, wéi gesot, kengem virgräift, kengem eppes ewechhëlt, mä eben de Gemengen déi Responsabilitéit iwverléisst.

Nach ee Wuert och iwwert d'Paschtéier. Ech kann nëmmen deem bäifügen, wat souwuel de Rapporteur gesot huet wéi den Här Bodyr: Et brauch jo keen ze fäerten, dass elo muer iergendwéi do géif eng Juegd lassgoen! Also! Och do si jo nees d'Situatiounen ganz verschidden! Ech weess net, wéi se an deenen anere Gemenge sinn. Mä ech weess awer, wéi se hei

sinn. An och dat ass jo eng vun den Ursachen, déi wahrscheinlech... An ech ginn dovun aus, dass de Bëschof sech dat wierklech ganz eescht iwverluecht huet; mir hu jo bäi Wäitem net méi esou vill Paschtéier wéi mer Kierchen hunn! Mir hunn hei um Gebitt vun der Stad 23 Kierchen, déi als Kierche fonctionnéieren, mä do nuedu ginn et der nach eng Rei privater. Mir hunn awer bäi Wäitem net esou vill Paschtéier.

Do sinn awer och dann eng Rei Paschtéier, déi guer net a Gemengenhaiser wunnen, déi eben an Haiser wunnen, déi hinne vun de Kierchfabriken zur Verfügung gestallt ginn, well d'Kierchfabrik selwer Propriétaire ass vun deenen Haiser. Och do kann ech lech also versécheren, dass mer gewëss - nodeem dat Gesetz hei elo, wann et gestëmmt ass - wäerten an e ganz uerdentlechen, oppenen Dialog kommen, souwuel mat de Kierchfabricke wéi ebe mat deene Betraffenen, an do ganz bestëmmt eng ganz verstännege Léisung wäerte fannen.

Ech hat op alle Fall och déi Impressioun, dass an der Kommissioun, wéi mer doriwwer geschwat hunn, awer eng grouss Unanimitéit war, fir ze soen, dass een do misst eng Léisung fannen, déi een och, wéi gesot, sozial kéint vis-à-vis vu jiddwerengem hei am Land verrieden. Well wann ee weess, dass den, deen um Mindestloun ass, wann den eng Sozialwunneng vun enger Gemeng kritt, souguer dee muss en Deal awer vu sengem Loyer mat hëllefen droen.

Dofir hu mer gemengt - an dat ass an der Kommissioun och esou duergestallt gi vun alle Säiten, an ech fannen dat och nëmmen normal -, dass dat am Fong eng verstännege Léisung wier. Mä dat muss, wéi gesot, all Gemengemamm a -papp eben elo doheem kucken, et esou ze maachen, wéi et beschtens ass.

Ech ginn elo net méi op déi juristesche Iwwerleeungen an, déi elo, mengen ech, awer wierklech zur Genüge vum Här Bodyr virgedroe gi sinn. Et steet deemselben Parlament zou, en Acte législatif, dee geholl ginn ass - a wann ech dat elo richtig verstanen hunn, muss een emol iwverhaupt sech elo nach iwverleeen, ob en iwverhaupt nach en vigueur ass, mä gi mer emol nach dervun aus, e wier en vigueur -, et steet deemselben Parlament absolut zou, deen Acte législatif eben ze änneren. Mä do kéinte jo nach vläicht spannend Momenter op eis duerkommen, wann do nach géif intervenéiert ginn.

Ons schéngt et - an dat wëll ech natierlech och soen, an do ginn ech jo och dovun aus, dass mer heibannen allegueren där Meenung sinn -, dass den hei Projet de loi selbstverständlech och net am Widersproch zu iergendengem Recht op d'Fräiheet vun der Relioun ass. Jiddwerengem - jiddwerengem! - steet et natierlech zou, déi Relioun auszeüben, déi hie fir sech wëllt, zu där hie steet an un déi hie gleeft, a keen - vun onser Bank op alle Fall - géif jee drun denken, esou eppes a Fro ze stellen! Mir wëllen nëmme mathëllefen, dass mer eben eng adaptéiert Léisung fannen, fir eben d'Reliounen an deem Land, oder d'Relatiounen mat de Reliounen op eng ganz fair, oppen an transparent Aart a Weis ze léisen.

Et ass mer bewosst, dass vill vun deene Kritiken, déi komm sinn elo am Virfeld, am Fong net onbedéngt fir dese Projet de loi geduecht waren - déi Impressioun hate mer op alle Fall och, wéi mer mam SYFEL geschwat hunn -, mä virun allem d'Angscht sinn, wéi dann herno dat soll geleeht ginn, deen nei ze grënnende Fong. Dee Projet de loi hu mer awer elo nach net virleien. En ass nach net do. Dofir kommt, mir reegen eis emol nach net iwver eppes op, wou mer d'Detailer nach net dervu kennen!

Mä mir sinn eis bewosst, dass do vill Ängschte vun de Kierchfabricke leien. Ech mengen, mir wäerten heibannen nach Zäit kréien, wann dann dee Projet de loi emol eng Kéier déposéiert gëtt, fir dat ze diskutieren, an dass mer dann duerno eng Léisung hunn, déi, wéi gesot, deene Besoine gerecht gëtt an deene Valeuren, déi mer an deem Land fir wicteg halen.

Dat hei, op alle Fall, ass net eleng an ouni Dialog ausgeschafft ginn. Den Aërbëschof, deen de Vertrieeder vum Bistum ass, deen d'Personalitéit juridique ass, deen huet dat hei mat der Regierung ausgeschafft, a mir vertrauen drop, dass mer och an deem Projet, deen dann eng Kéier soll kommen, genügend kënnen doriwwer diskutieren, fir déi beschtméiglech Léisungen erauszefannen.

Mir op alle Fall als Demokratesch Partei kënnen deemselben Projet vun haut wierklech eisen Accord ginn, well en deene Bedéngunge vun dem 21. Jorhonnert Rechnung dréit. An et ass héich Zäit ginn, dass hei fir kloer Verhältnissen gesuergt ginn ass.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och der Madamm Polfer. An nächsten age-

schriwwene Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini (déi gréng). - Grazie. Wann ee vum Vatikan geschwat huet, Här President, ech si jonk, als jonke Mënsch - als jonken Deputéierten, wollt ech soen -,...

(Hilarité)

...an och als Netjurist muss ech soen, dass ech awer e bëssen erfériert war, wéi ech den Dekret gelies hunn, 1809, wou Napoléon nach drënner stoung! Fir mech Jonke war dat awer schonn e bëssen..., ech duecht: Kann dat sinn, dass eppes schonn 207 Joer al ass an nach kee gekuckt huet oder versicht huet, Saachen ze änneren?

(Interruption par M. Marc Spautz)

Ech léieren all Dag bäi, Här Spautz. Ech kann lech just soen, wéi...

(Interruptions)

...impressionnant et fir mech war, deen Numm ënner deem Dekret ze liesen.

(Brouhaha)

Et sinn iwver 200 Joer vergaangen, 207, säit déi Veruerdning a Kraaft getrueden ass. Eis Gesellschaft funktionéiert aneschtens. Eis Beziehung zu der Kierch an zu de Reliounen am Allgemengen ass eng aner. Op alle Fall fir déi gréng.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Deementspriechend ass d'Zäit komm, fir déi Veruerdning a Fro ze stellen an déi néidege Ännerung virzehuelen. Konkret sollen hei zwee Punkte vum Artikel 92 vum Dekret 1809 suppriméiert ginn. Wat sinn déi zwee Punkten? Ech widerhuele se: Eischtens geet et drëms, dass d'Gemeng soll, ech zitieren: «suppléier à l'insuffisance des revenus de la fabrique d'église».

Dee Punkt ze suppriméieren ass, denken ech, e wictege Schrätt a Richtung méi Gemengenautonomie. Firwat? Ma duecht dat hei Gesetz ass et iwverhaupt mat der Selbstverständlechkeet, mat där d'Kierchfabricke konnte Subside kréien, eriwwee, an dat och, wa se hir Vermégenssituatioun net op den Dësch geluecht hunn. Mat deenen öffentleche Gelder soll jiddweree verantwortlech ëmgoen!

Deen zweete Punkt, deen abrogéiert soll ginn, ass dee vum Paschtoueschhaus, dat gratis vun de Gemenge soll zur Verfügung gestallt ginn. Mir kennen alleguer d'Situatioun um Wunnengsmaat hei zu Lëtzebuerg. Mir hu jo och virun net allze laanger Zäit e Gesetz iwwert d'Subsides de loyer gestëmmt. Et stellt sech dann zumindest awer d'Fro: Ass et weiderhin ze verrieden, dass de Paschtouer vun der Allgemenge eng Wunneng kritt, wa gläichzäiteg Dausende Familije sech um fräie Marché mussen zurechtfannen, well net genuch Wunnengen um Maart sinn? Ech denken, dass dat net méi ze verrieden ass.

Madamm Adehm, ech schwätzen oft mat Paschtéier, op alle Fall mat eise vum Déifferdeng - mä mir hu just nach een -, wat hien dovun hält. Selbstverständlech féinnt hien dat och ganz normal, dass e muss Loyer bezuelen.

Ech wëll och soen, dass mer an deem Paschtoueschhaus, wou en elo op Jonglënster gesat ginn ass - iwvergens e ganz gudden, feine Paschtouer -, dass mer do Flüchtlingen dragesat hunn an dass déi Flüchtlinge Loyer bezuelen. Well ech dat richteg fannen, och vis-à-vis vun deenen, dass déi den Effort musse maachen.

Ech wëllt awer och nach kuerz op d'Positioun vum SYFEL, dem Syndicat des Fabriques d'église zrëckkommen. De SYFEL féinnt, dass d'Regierung ideologesch virgeet a schwätzt souguer vun Diskriminatiounen a Kathophobia! Dat kann een net esou am Raum stoe looschen! Well a sech ginn de Gesetzesprojet an och déi ganz Reform vun de Verhältnissen tëschen dem Stat an de Reliounsgemeinschaften a Richtung vun Neutralitéit géintiwwee de Reliounen. Et ass also einfach absurd, ze behaupten, dass eng Positioun, déi ideologesch neutral ass, ideologesch wier! Neutralitéit a Reliounsfeindlechkeet sinn net datselwecht a sollen net verwieselt ginn!

A Wierklechkeet ass dat hei e markante Moment fir Lëtzebuerg, wou et drëms geet, en neutralen a faire Kader fir d'Reliounen ze schaffen. E Kader, dee leschtendlech och am Intérêt vun der Kierch selwer ass, well se duerch den Ofbau vun den net méi zäitgeméis Privilegien an der Intransparenz nëmmen u Glawierdegkeet an eiser pluralistescher Gesellschaft wanne kann.

Déi central Fro ass, ob mir als Stat wëllen neutral si géintiwwee alle Reliounen. Ech denken, dass de Stat dat muss sinn an dass een dofir dee Projet de loi soll matdroen. Op alle Fall wäerten déi gréng deen heite Projet de loi matstëmmen. Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci. Kolleginnen a Kollegen, och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Claude Haagen fir säi Rapport, dee mëndleche wéi dee schrëftlechen.

Ech wëll meng Interventioun am Fong e bëssen ëmgedréit ufänken, andeem datt ech am Fong d'Positioun vun der ADR soen, déi mir vis-à-vis vun de Relatiounen tëschent der Kierch an dem Stat hunn. Mir hunn dat gemaach schrëftlech als Äntwert op deen Experterapport aus dem Joer 2012 a mir hunn dat och esou an eisem Wahlprogramm vun 2013 ageschriwwen.

D'ADR ass fir eng kloer Trennung vu Kierch a Stat am Respekt vun de Reliounen an am Respekt vun deem, wat d'Kierchen an der Vergaangenheet an eiser Gesellschaft geleescht hunn an och an Zukunft nach wäerte leeschten. A mir sinn iwweezeg, an do sinn ech mat menge verschidde Virriedner averstanen, datt eng regelrecht Trennung tëschent Kierch a Stat och eng Chance ka fir d'Kierch sinn, wa se déi Fräiheet kritt a se dann och esou benotzt.

Wat d'Finanzéierung vun de Kierchen ubelaangt, ass d'ADR fir deen italienesche Modell - dat hunn ech schon e puermol gesot heibanen - vum „otto per mille“, wou all Steierzueler seet, wivill vu senger Promille vun de Steieren u wat fir eng Kierch e wëllt bezuelen. Oder wann e se wëllt u keng Kierch bezuelen, da bezillt e se u keng Kierch an da ginn déi Promillen un e Sozialwierk ofgefouert.

Wat d'Kierchefabriken ubelaangt, ass d'ADR fir eng Reform vun de Kierchefabriken a mir hunn eis ganz kloer dofir ausgeschwat, datt et soll pro Gemeng eng Kierchefabrik ginn, dat no Négociatioune mat de Kierchefabriken a mat de Gemengen.

Ech war duerfir frou, datt och haut d'CSV déi Iddi, fir eng Kierchefabrik pro Gemeng ze maachen, iwweholl huet. Ech hu séier am Wahlprogramm vun der CSV nogekuckt: Et stoung net dran. Mä et stoung an der ADR hirem Wahlprogramm dran.

(Brouhaha)

Mä vu datt de CSV-Präsident an de CSV-Generealsekretär gesot hunn, si hätte keng Gemeinsamkeete mat der ADR, sinn ech der Meenung, datt se lues a lues eis Proposition-de-loien an eise Wahlprogramm ofschreiwen, fir déi Gemeinsamkeeten, op déi se waarden, fir déi dann ze realiséieren.

(Brouhaha général)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Wann ech geliff! Här Gibéryen, fuert virun!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wat de Patrimoine ubelaangt vun de Kierchefabriken, si mer der Meenung, datt deen an déi nei Kierchefabriken, déi dann op dem Niveau vun enger Gemeng bestinn, iwweergo soll an datt domadder dee Solidaritéitseffekt, vun deem och d'Madamm Polfer virdru geschwat huet, op kommunalem Plang iwwert dee Wee géif féieren. Do géifen déi méi räich Paren deene méi aarme Paren hëllefen. Déi Pare géifen also autonom fonctionnéieren an ouni Hëllef vun de Gemengen.

Wat d'Kierchen oder d'Kapellen oder de Mobilier ubelaangt, ass d'ADR awer komplett anerer Meenung, wéi dat elo ugesteiert gëtt. Mir sinn der Meenung, datt dat misst an ëffentlecher Hand bliwen, sämlech Kierchen aus dem Land! D'Kierchen an d'Kapellen an de Mobilier, dat ass dee gréisste Patrimoine culturel, dee mer hei am Land hunn! An deen ass grëssendeels vun der ëffentlecher Hand, sief et vum Stat, sief et vun de Gemenge finanzéiert ginn oder iwwe Done vun der Allgemengheet, vun der Ëffentlechkeet.

Et ass also eppes, wat vum Stat, der Ëffentlechkeet an de Gemenge finanzéiert ginn ass an hinne gehéiert. A mir sinn och der Meenung, et misst an der Hand vun der Ëffentlechkeet bliwen a si soll se och weider ënnerehalen, an datt dann eben de Stat oder d'Gemengen der Relioun déi Kierchen zur Verfügung stellen, déi d'Kierche brauchen, awer si mussen all an der Propriétéit vun der ëffentlecher Hand bliwen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- D'Paschoueschhaiser, wa se d'Propriétéit - laut eiser Proposition - vun der Kierchefabrik sinn, dann ass keng Diskussioun, da bleiwe se an hirer Propriétéit. A wa se an der Propriétéit vun der Gemeng sinn, da bleiwe se an der Gemeng, mä d'Gemenge brauchen, laut eiser Proposition, och de Paschtéier keng Wunnenge méi zur Verfügung ze stellen. Dat ass eis Proposition, wéi mir se als ADR an eisem Wahlprogramm

an an eisem Text hunn, als Äntwert op d'Experten.

D'ADR ass awer mat deem Gesetz net d'accord. Duerfir wollt ech eis Proposition vir maachen, well déi Proposition jo awer an enger Konventioun ass, wou déi Konventioun net, eiser Meenung no, richteg zustane komm ass. Et kann ee wuel soen, an de Kolleeg Bodry huet et gesot: „Jo, bei Verhandlung gëtt emol Drock gemaach“, e bëssen Erpressung gemaach fir déi. An hei wësse mer genau, wou déi Erpressung...

(Protestations)

Dach!

...wou déi Erpressung war: Déi war jo mat der véierter Fro vum Referendum! Well den 20. Januar 2015 huet de Premier den Accord virgestallt, deen nach net ënnerschiwwen war, an dunn ass natierlech och Drock op d'CSV gemaach ginn, fir eben hei an der Chamber eng Resolution een Dag méi spéit, den 21. Januar, matzestëmme, fir eben d'Verfassung ëmzënnere. Déi Ännerung ass heibanne gestëmmt ginn, vun de Regierungsparteien a vun der CSV. Déi Lékn an d'ADR hunn dee Chantage, oder zumindest mir fir eis Säit hunn dee Chantage net matgemaach. D'CSV huet sech natierlech do wéckele gelooss!

D'CSV huet sech wéckele gelooss, wéi se déi Resolutioun do matgestëmmt huet an deen Engagement matgestëmmt huet, fir d'Verfassung ze änneren. An duerfir ass et och haut vill méi schwéier fir d'CSV, fir eben eng gewësse Kritik ze üben, well se dee Chantage d'lescht Joer am Januar matgemaach huet, deen am Fong dat Ganzt eréischt erméiglecht huet, well d'Konventioun ass dunn e puer Deeg no dem Vott hei an der Chamber, de 26. Januar, ass déi hei an der Chamber gemaach ginn.

Ob dee Vertrag elo rechtlech verbindlech ass, fir eis ass en net rechtlech verbindlech, well ganz kloer am Vertrag steet, an ech mengen, d'Kollegin Diane Aderm huet et hei scho gesot, datt «Elle...», also d'Konventioun, «...sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution et publiée au Mémorial et entrera en vigueur au moment à fixer par les lois d'approbation.»

Dat heescht, déi Konventioun ass net hei an der Chamber approuvéiert ginn! An domadder ass se automatesch net a Kraaft! A wann d'Regierung elo higeet a si hëlt een Deel aus där Konventioun eraus, da mécht se am Fong e Vertragsbroch, well e Vertrag ass eppes Ganzes! An et kann een net een Deel aus engem Vertrag, deen nach net a Kraaft ass, eraushuelen, deen awer déi aner Partie engagiert, an allen Hisiächten, an deen hei ëmsetzen.

Dat heescht, dee Vertrag ass net a Kraaft. Et ass hei e Vertragsbroch vun der Regierung gemaach ginn, well se en Deel vun engem Vertrag a Kraaft setzt, wou de Vertrag selwer nach net a Kraaft ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- D'Chamber bleibt jo fräi!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- D'Chamber bleibt ëmmer fräi. D'Chamber bleibt fräi, mä d'Regierung huet hei e Vertragsbroch gemaach! Ech si frou, datt den Här Bodry, wann ech dat richteg verstanen hunn, mer an déi Richtung zoustëmmt,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...datt d'Regierung hei e Vertragsbroch gemaach huet.

Wat mir bedauern, dat ass, datt déi Organisatioun, déi d'Kierchefabrik vertritt, de SYFEL, datt déi net gehéiert ginn ass! De SYFEL ass weder vum Minister gehéiert ginn nach vun der Kommissioun gehéiert ginn. Et waren d'CSV an d'ADR, déi do an der Kommissioun derfir gestëmmt hunn, déi aner Parteien hunn d'geéint gestëmmt. D'Kierchefabriken, déi si méi al wéi eise Stat ass! Do schaffen 1.500 Leit fräiwëllig iwwe, jo, bal 200 Joer dran. An hei geet et jo grad ëm d'Kierchefabriken!

Hei ginn an där Konventioun d'Kierchefabriken opgeléist. Si ginn enteegent vun hirem Verméigen, sief et Geld, siefen et Immobilien, siefen et Terrainen, Stéftungen, déi se gemaach hunn. Si ginn enteegent! An dat an engem Land, an enger Regierung, déi sech op de Fändel schreift, si wier fir Transparenz an Dialog! Datt déi hei emol net de Courage huet, fir mat deene Leit, déi betraff sinn, ëffentlech an enger Kommissioun oder beim Minister ze diskutéieren!

Wann Der déi net empfangen hutt, dann dierft dat Parlament hei, menger Meenung no, am Prinzip ni méi een aneren empfänken, well et gëtt keng méi eeler Institutioun am Land, an och ni wäert et eng Institutioun ginn, déi méi wäert betraff sinn, wéi duerch d'Gesetz d'Kierchefabrik betraff sinn.

(Interruptions)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Pssst!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Op d'Defiziter brauch ech net méi esou vill anzegoen, well déi Chiffere si scho vu verschidde Leit genannt ginn. Ech wëll just op deem Punkt eppes soen: Et gëtt gesot, d'Gemenge krite doduerch méi Autonomie. Jo! D'Gemenge kréie méi Autonomie, well se do kënne selwer décidéieren: Iwwerhuele mer den Defizit oder iwwehuele mer en net?

Mä et ass e schäinhellegen Ausdruck, fir ze soen, se krite méi Autonomie, well vun deenen 111 Gemengen, déi mer am Land hunn, sinn 100 Gemengen, déi iwwehaupt net iwwe esou en Defizit ofzestëmme hunn! Déi Fro stellt sech net. Also kréien déi net méi Autonomie, well déi Fro kréie se ni gestallt. An da bleiwen nach 10 Gemengen, déi eppes 40.000 Euro oder 44.000 Euro hunn. Et ass also minimal! Dat sinn zwee Eierewäiner fir gréisser Gemengen, iwwert déi se hei mussen...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...iwwert déi se hei mussen...

(Brouhaha général)

...iwwert déi se hei mussen diskutéieren.

► **Une voix.**- Stell der vir! Stell der vir!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A wann d'Stad Lëtzebuerg mat 444.000 Euro doläit, wou d'Madamm Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg elo grad gesot huet, wou de Gros dervun op d'Kathedral geet, dann ass dat och fir d'Stad Lëtzebuerg net méi dee Gros, dee bleibt, wa mer d'Kathedral ewechhuelen. A wann eis Iddi géif ëmgesat ginn, datt um Niveau vun enger Gemeng d'Kierchefabrik géifen an eng zesummegeluucht ginn, da wier och dee Problem generell iwwehaupt geléist.

Mä wat hunn d'Gemengen, wann een d'Konventioun herno ganz ëmsetzt - wa vu Gemengenautonomie geschwat gëtt? Si kréien also do, wou se souwiso näscht décidéieren, do kréie se méi Autonomie. Mä an Zukunft, wann dat do besteet, da mussen d'Gemengen higoen a se mussen awer Participatiounen huelen, si mussen, si kënnen de Paschtéier Wunnengen zur Verfügung stellen, mä mussen e Loyer froen. Ech si perséinlech och der Meenung, si mussen e Loyer bezuelen. Mä am Gesetz gëtt et eng Obligatioun, laut der Konventioun. Dann ass et also net méi eng Autonomie, mä et ass manner Autonomie, déi do ass!

Här Präsident, Dir Damm an Dir Hären, duerfir, aus all deenen Ursaachen do, well dat net dem Prinzip, wéi mir e wierklech kloer an eisem Wahlprogramm stoen hunn, entsprécht... Mat eisem Wahlprogramm wier et kee Kaméidi am Land ginn!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et wier kee Kaméidi am Land ginn! An hei huet och dës Regierung domat beabsichtigt, fir Kaméidi an d'Land ze bréngen, well hei gëtt et an all Duerf an an all Par an an all Gemeng, och, wann herno driwwer diskutéiert gëtt, wat fir eng Kierche ginn erhalen, wat fir eng Kierche ginn net erhalen, wat fir eng kritt d'Kierch, wat fir eng kritt d'Kierch net, dat gëtt Sträit a Kaméidi allgemeng!

(Brouhaha)

Hei an de Kierchefabrik si Generatiounen vu Leit, déi hu Stéftung gemaach, déi de Kierche gehollt hunn, wou Familljen drun hänken, wou déi elo einfach enteegent ginn an dat Geld gëtt an e Fong gemaach! Alles dat gëtt et hei zu Lëtzebuerg, ass et nach ni ginn! Dat ass et nach ni ginn! A wann d'Gambia esou weiderfiert - Madamm Presidentin, dat si meng Schlusswierder -, da mécht déi a fënnef Joer an deem Land hei méi futti, wéi Generatiounen virdun opgebaut hunn,...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Protestations)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).-...an dorunner wëlle mir eis net bedeelegen!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouhaha général)

► **Plusieurs voix.**- En huet recht!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Gast Gibéryen. Den nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lékn).- Merci, Madamm Presidentin. Bon, ech wäert den Historique net maachen, deen ass e puermol gemaach ginn. Mir mengen, datt dese Projet de

loi historiesch ass, well e mat enger Praxis brécht, déi vu villen zu Recht als archaesch ugesi gëtt.

De Katholizismus ass weiderhin zu Lëtzebuerg eng ënner alle Reliounen majoritär Relioun, mä si ass awer net méi déi absolutt dominéierend Konfessioun, esou wéi dat nach konnt virun e puer Jorzéngten de Fall sinn. Et ass eben esou, datt hautzudaags - nieft der méi traditioneller reliéis Minoritéit, déi d'Judentum duerstelt, déi jo eréischt duerch déi napoleonesch Gesetzgebung u sech hei zu Lëtzebuerg emanzipéiert gouf - Dausende vu Leit hei liewen, déi net nëmmen eng Synagog besichen, mä och eng Moschee, eng orthodox Kierch oder ee vun deene sëlliche protestanteschen oder evangelischen Tempelen oder Versammlungsräim. An da gëtt et nach déi Mënschen, wahrencheinlech d'Majoritéit, déi guer keen Tempel besichen. Dat ass eben esou. Dat ass net ze beuerteelen.

Wéi 1809 den Dekret, déi Regelung vun de Kierchefabrik koum, war déi reliéis Situatioun natierlech fundamental anescht. Lëtzebuerg huet als Nationalstat net bestanen. A souguer dee vun de stramme Katholicken deemools an hautzudaags nach ëmmer esou verruffenen Empereur huet hinnen awer trotzdeem e Privileg accordéiert, deen iwwe zwee Jorhonnerte bestanen huet. Den Empire gëtt et net méi. Lëtzebuerg ass en onofhängege Stat. An et ass net méi esou, datt een eng sozial Marginaliséierung misst befierchten, wann een ëffentlech säin Onglawe matdeelt oder wann ee sech sonndesmoies net an der Mass weist.

D'Mënsche sinn awer net méi kal ginn hautzudaags. Si kënnen hiert Liewe mat méi individueller Fräiheet gestalten, a mir profitéieren all dovunner. Mä si engagéiere sech nach, vläicht net méi esou vill an enger Kierch, och wann dat net ze verdamen ass, mä vläicht an enger ONG, an enger Associatioun, an enger Gewerkschaft, a fir déi ganz schrullleg, do gëtt et och nach politesch Parteien.

(Hilarité)

Dat ass och ganz utile.

D'Mënschen investéieren Zäit, si investéieren och Geld fir d'Allgemengheet. An dobäi muss een och wëssen, datt d'Zäit ëmmer méi knapp gëtt. An dat huet natierlech och en Impakt gehat op déi kathoulesch Kierch. An dat liest een d'ailleurs och am Communiqué vum Syndikat vun de Kierchefabriken, dee schreift, ech zitieren - et ass e bësse schonn hei ugedeit ginn; wann een als Leschte schwätzt, muss een all Kéiers soen: „et ass schonn ugedeit ginn“, mä ech zitieren elo awer: «En effet bon nombre de celles-ci risquent de tomber en déconfiture en raison notamment de la diminution de la générosité des donateurs qui désormais rechignent à faire des dons ou des legs pour une institution dont l'avenir est mis en question.»

Also de SYFEL, dee seet selwer, wéi dramatesch d'Situatioun sech verännert huet a gëtt esou zou, datt och d'Ferveur ënnerd de Katholice staark ofgeholl huet. Schon nëmmen aus deem Grond konnt de Status quo vun enger privilegéierter Situatioun fir déi kathoulesch Kierch net verbleiwen.

A wann een e puermol liest, wat de SYFEL behaupt, e puermol wierklech an engem relativ aggressiven Toun behaupt, et géif em eng Diskriminatioun goen - den Här Bodry ass och schonn drop agaangen -: Dat ass scho quasi eng Frechheet par rapport zu anere reliéis Communautéiten! Et geet guer net em eng Diskriminatioun. Et geet eben em e spezielle privilegéierte Status, deen ofgeschafft gëtt, dee méi zäitgeméiss gemaach gëtt. An da verstinn ech einfach net, awéifern dat eng Diskriminatioun misst duerstelle par rapport zu anere reliéis Gemeinschaften, déi deelweis, dat muss e vläicht och unerkennen, e bësse méi lieweg sinn.

Dofir, mengen ech, war och domat ze rechnen, datt iergendeng Kéier déi privilegéiert Situatioun géif vergoen! Domat war ze rechnen. An ech mengen, ech ka mech och gutt erënnere - et si jo hei nach ëmmer Leit, déi am Stater Gemengerot sëtzen an am Schäfferot sëtzen, ech souz och eng Zäit dran -, schonns 2011 huet et domadder ugefaangen, datt et komplizéiert ginn ass, fir Majoritéiten ze fannen, ze bastelen am Gemengerot, fir iwwehaupt nach déi Konten ze aviséieren.

Den deemolege Buergermeeschter an heitege Premier, deen hat och schonn ugekënnegt - dat ass och scho gesot ginn -, deen huet sech mat de Kierchefabrik getraff, ech mengen souguer mam Aertzëschof, fir doriwwer ze diskutéieren. Et ass jo elo net, wéi wann dat elo



vum Himmel gefall wier! An ech mengen, et si souguer e puer Gemengeréit, déi hätten am léifsten dergéint gestémmt, mä si hu versicht, sech nach ze enthalen oder eben derfir ze sueren, datt et nach duerchgeet. Also ech mengen, déi Reform ass net vum Himmel gefall.

An da mussen awer och gewësse Leit sech déi Fro stelle looszen, de SYFEL muss sech déi Fro stelle looszen: Wann een aner Saachen hätt kënnen maachen, wann aner Modeller méiglech gewiescht wieren ënnert de Kierchefabbricken, Mutualitéiten an esou weider, ech weiss net, awéifern do d'Regierung misst agräifen, awéifern den Här Kersch misst Aerbëschof spillen - dat wier nach eng nei Roll, wou mer eis staark driwwer géifen erstaunen -, mä wat hunn d'Kierchefabbricken, wat huet de SYFEL gemaach an deene leschte Joren, obwuel se woussten, datt iergendeng Kéier eppes kéim? Wat huet d'Kierch gemaach? Wat hunn d'Kultusministere vun der CSV gemaach? Näischt, näischt, näischt! Et ass ni eppes geschitt! Ben, elo gëtt tranchéiert!

A wann ech dann och nach de leschte Saz vum Communiqué vum SYFEL liesen, do geet et - also de leschte Saz, deen ass wierklech net schlecht! -: «En tout état de cause le SYFEL continuera de lutter avec tous les moyens légaux contre la discrimination des catholiques, et s'opposera résolument à la cathophobie» - la cathophobie! - «et au totalitarisme intellectuel du Gouvernement à l'encontre du religieux.»

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Très bien! (*Brouhaha*)

► M. David Wagner (déi Lénk).- Ech wousst net, datt ee Wäirauch kéint dämpfen, mä ech wäert dat d'nächst Kéier...

(*Hilarité générale*)

Ech wäert et awer eng Kéier versichen, dat schéngt ganz...

(*Hilarité générale*)

► Une voix.- Net schlecht!

► M. David Wagner (déi Lénk).- Et ass vläicht interessant!

(*Hilarité*)

Et brauch ee just de SYFEL ze zitieren, fir se selwer ze diskreditieren, well mat esou enger Argumentatioun... Also ech wëll keen Affekt, dee mech esou verteidegt, well da bass de sécher, datt s de nach geklaakt gëss.

Ech mengen, deen Toun, dee seet schonn alles aus!

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Sou, et ass gutt. Den David Wagner huet eleng d'Wuert.

► M. David Wagner (déi Lénk).- Jo. Mä et muss een awer wëssen, éierlech gesot, virun net allze laanger Zäit war et nach an dëser Gesellschaft verpöont a komplizéiert, wann ee sech en marge vun der kathoulescher Kierch oder vun der kathoulescher Institutitioun positionéiert huet. Ech hunn dat glécklecherweis net erlieft, mä anerer! Mäi Sensibilitätskolleeg, de Serge Urbany, huet mir och schon erzielt, vu datt hie jo net an der Kierch gebuer ass, gouf hien als Kand, an ech mengen, dat ass anere Leit och vläicht aus där Generatioun geschitt, als Judd verannt - wann een dovun ausgoe kann, datt dat natierlech eng Insulte wier, wat et jo net ass -, nëmme, well en net gedeft war! Also, wien huet deen een diskriminéiert, marginaliséiert, ennerdréckt? Ech mengen, do misst een awer nach laang driwwer diskutieren!

Et geet wierklech net dorëms, elo d'kathoulesch Kierch wëllen duerch de Kakao ze zéien. Mir fannen antireliéis Hysterie genausou penibel wéi ultrareliéis Hysterie.

► Une voix.- Très bien!

► M. David Wagner (déi Lénk).- A wann déi reliéis Ferveur esou staark ofgehall huet - wat net onbedéngt vläicht souguer de Fall ass, ech weiss net, mä ech hunn net den Androck, datt dat de Fall ass an anere reliéis Communautéiten, well et muss ee sech jo awer vläicht heiansdo déi Fro stellen -, da misst d'kathoulesch Kierch sech vläicht och selwer am Spigel kucken! An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt, wann déi kathoulesch Institutitioun méi Demut géif opweisen, hiert Bild an der Gesellschaft sech zum Positive vläicht och géif verännern, och bei de Katholicken, déi sech an dëser awer arroganter Attitüd net erëmfannen.

Et ass kee Komplott vu Fräimaurer, et ass net dem Satan seng Schold, et ass net der Gesellschaft hir Schold, déi genausou wéineg egois-

tesch a materialistesche ass a Wierklechkeet wéi virun zéng, wéi virun dausend Joer souguer. Ech mengen, hautzudaags si just vläicht gewësse Saachen erlaabt, déi Mënsche virdu gäre gemaach hätten. Et ass net ëmmer deenen aneren hir Schold. Et ass vläicht och eng gewësse Flemm vis-à-vis vun enger Institutitioun, déi net ëmmer zimperlech och mat hiren eegene Scheewercher ëmgaangen ass. An dat ka vläicht och erklären, firwat déi Ferveur net méi esou grouss ass.

Ech mengen - dat hu schonn e puer Virriedner gesot -, do daten ass eng Chance u sech och fir déi kathoulesch Institutitioun, fir sech vläicht méi erëm... An, wahrscheinlech jo, ech mengen, et gëtt der och souguer an der Hierarchie, déi gesinn dat schlussendlech an. An ech mengen dat net ironesch, ech mengen dat éierlech!

A schlussendlech, et muss een awer och soen, d'Parteien, déi kréie jo och Sue vum Stat, mä mir mussen wéinstens beweisen, datt mer eis zu 50% selwer kënnen finanzieren. An et ass och nach proportional zu de Wahleresultater. Dat heescht, et muss een...

► Une voix.- 25.

► M. David Wagner (déi Lénk).- Sinn et der 25? Nach manner? Maja, ëmmerhin! An et ass proportional. Ech sinn net den Trésorier bei eis, glécklecherweis! An et muss een natierlech och Wieler iwwerzeegt kréien, well et ass proportional gesinn. Dat kënnt net einfach esou vum Himmel gefall.

Aus all deene Grënn wäerte mer dofir och eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn. Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Merci dem Här Wagner. Als leschten ageschriwene Riedner hunn ech den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dat war elo net virgesinn, mä ech hu gutt nogelauschtert a wëll awer nach ganz kuerz e puer Remarquè maachen.

Datt d'Kierchefabrick muss reforméiert ginn, dat licht jiddwerengem an. Dat licht der Kierch an, dat licht de Kierchefabrick selwer an a si hunn dat och gesot. Dat licht der CSV an. Den Här Biltgen, an dat ass schonn hei gesot ginn, huet d'ailleurs dee Prozess déclenchéiert, andeem en Expertebericht commandéiert huet, wou a sech déi verschidden Analyse gemaach gi sinn, wou probéiert ginn ass, Léisungen opzeweisen, wou probéiert ginn ass, fir ze kucken, op eng modern a korrekt Aart a Weis déi Iddien ëmzesetzen.

(*M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.*)

Et steet och am CSV-Wahlprogramm, dofir just fir ze soen, datt mer mat der Iddi vun der Moderniséierung vum Fonctionnement vum Kierchefabbricken evident d'accord sinn an datt mer och mengen, datt eng Reform noutwendeg ass. D'Madamm Adehm huet lech d'ailleurs a kuerze Wierder kloer an däitlech beschriwven, wou mir mengen, datt dee Wee fir d'Reform vun de Kierchefabbricken hätt sollen higoen.

Mir sinn net d'accord mat deem, wat an der Konventioun steet, am grouse Ganzen, weder mat der éischer Etapp nach mat där zweeter Etapp, well mer mengen, datt déi zweet Etapp, esou wéi se elo hei beschriwven ass, mat all deem, wat se virgesäit an als Obligatioun mat sech bréngt, fir ëmzesetze juristesche, konstitutionell eng ganz Rei Problemer wäert mat sech bréngen an och duerno ganz schwierig ass, iwwerhaupt an d'Realitéit ëmzesetzen; éischens. An zweetens, datt de Fonctionnement och ganz schwierig wäert ginn. Dofir hu mer eng aner Léisung virgeschloen.

Mä och, wann et an der Konventioun steet: Dat, wat mer net verstinn, dat, wat mer wierklech net verstinn bei dësem Text, dat ass, firwat mer dann zwou Etappe brauchen, firwat mer haut müssen obligéiert sinn, elo eng éischt Etapp ze maachen! Déi ganz Reform, wann ee se da wëllt maachen - mir wëlle se net maachen, mä wann ee se wëllt maachen -, déi hätt jo awer kënnen zesumme gemaach ginn!

Hei gëtt versprochen, datt déi 2017 kënnt, d'nächst Joer. Firwat muss mer dann elo déi éischt Halschent do virzéien an net an der ganzer Reform maachen, wëssend awer, datt déi zweet Etapp wahrscheinlech juristesche wesentlech méi komplizéiert wäert gi wéi déi Artikel, déi kuerz Artikelen, déi hei ëmgeännert ginn, wëssend, datt mer enorm Schwierigkeete wäerte kréie mat der zweeter Etapp, an net wëssend, ob déi zweet Etapp iwwerhaupt funktionnéiert, fir se an d'Realitéit ëmzesetzen.

Dofir maache mer elo emol dat hei! Dofir maache mer elo emol dat hei. An ech sinn net deen Eenzege, deen et seet, well de Conseil d'État mécht och an aller Klorheet - an aller Klorheet! - op déi Schwierigkeeten opmierksam. Ech lie-

sen deen Text nach eng Kéier gär vir, d'Madamm Adehm huet e schonn deelweis zitiiert, mä zweemol schuet näischt, well e wichteg ass: «Dans ce contexte», seet de Conseil d'État, «il est permis de s'interroger sur la nécessité de cette étape intermédiaire», déi, déi mer haut maachen, «...de cette étape intermédiaire où l'on risque d'exposer à des difficultés financières des établissements créés par le législateur, et dont l'équilibre budgétaire est actuellement assuré par les mécanismes prévus par la loi.» An déi Mechanismen, déi huele mer elo einfach ewech!

Firwat? Net wëssend, ob deen nächsten Text kënnt, an alleguer déi Kierchefabbricken, dat, wat alles derhannertsteet, mat ganz ville Fragezeichen dohinnersetzen an d'Zukunft déséquilibréieren an net méi assuréieren! Et hätt een et jo, wann een et hätt wëlle maachen - an nach eng Kéier: Mir wollten dat do net, mir wëllen dat do net maachen! -, mä wann een et hätt wëlle maachen, hätt een et och kënnen d'nächst Joer zesumme maachen. An ech hunn nach ëmmer net verstanen, firwat mer dat hei elo muss virzéien, ausser d'Explikatioun, déi den Här Bodry ginn huet: „Mä well et an der Konventioun steet.“

Firwat et awer an der Konventioun steet a firwat Der et drageschriwven hutt a firwat et muss an der Konventioun stoen, dat huet awer nach kee gesot! An dat wëll ech awer wëssen, well et mécht strictement, strictement kee Sënn esou!

En anere Punkt, dat ass: Selbstverständlech kann d'Chamber déi Gesetzter maachen, déi se wëllt, Här Bodry, dat contestéiere mer jo nu wierklech net! Selbstverständlech kann d'Chamber déi Gesetzter maachen, déi se wëllt. Mä mir froen eis awer just, wa se hei en Text mécht, wou nëmme d'Halschent drasteet a wou deen nächsten Text dann hätt sollen kommen, dann hätt mer awer logesch fonnt, datt mer deenen Instanzen, déi Avisen driwwer ofzeginn hunn, notamment dem Conseil d'État, zumindest awer och de Basistext geschéckt hätten, wou hallefweegs beschriwwe steet, wéi déi zweet Etapp da soll ausgesinn.

Well et ass awer eng Zoumduddung fir Gremien an och fir eis d'ailleurs, eppes ofstëmmen ze looszen, wou mer dat eent emol maachen - do schafé mer emol d'Noutwendegkeet fir d'Beziele vun de Gemengen of - an déi zweet Etapp wësse mer net, ob se kënnt, wat kënnt, wéini se kënnt a wéi se kënnt!

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

Ech kennen den Text vun der Konventioun, mä de Conseil d'État huet e manifestement net kannt, well d'Regierung en net weidergeschéckt huet.

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

De Conseil d'État...

► M. Alex Bodry (LSAP).- ...mir alleguerten hunn d'Etat vun de Konventiounen op dem Internetsite...

► M. Claude Wiseler (CSV).- De Conseil d'État seet, datt e géif regretéieren, datt en den Text net geschéckt kritt hätt als Dokument, datt en en also och net mat sengem Avis hätt kënnen verwenden. An e seet och ganz kloer, an ech liesen et och ganz gäre vir, wann Der et wëllt: «(...) le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'apprécier la portée et les incidences financières du projet de loi sous avis.» Sou! Fannen ech jo awer net normal! Fannen ech net normal, datt mer hei en Text stëmmen, wou weder de Conseil d'État nach mir nach iergendeen aneren, dee wëllt dat apprécieieren, weess, wat d'Incidences financières sinn!

(*Interruption par M. Alex Bodry*)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Wann ech gelift!

► M. Claude Wiseler (CSV).- Ech géif et eng normal legislativ Aarbecht fannen, wa mer mindestens dat géife wëssen! Mir sinn nach dann net mam Wee d'accord, mä d'Aart a Weis, wéi hei en éischen Text ëmgesat gëtt, mat all deene Geforen, déi dat beheerbert, mat all deene Fragezeichen, déi fir d'Zukunft do stinn, dat ass eng Aart a Weis, un Dossieren erunzegoen, déi fir eis absolutt net korrekt ass an déi just gemaach gëtt, well elo e Succès hei muss verbucht ginn a fir soss guer näischt!

(*Protestations et interruptions*)

► M. Alex Bodry (LSAP).- 200 Joer Status quo, 200 Joer Status quo!

(*Brouhaha et interruptions*)

Dat ass d'CSV!

► M. Claude Wiseler (CSV).- 200 Joer uerdentlech legislativ Aarbecht, jo!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Wann ech dat richtig gesinn, da si keng zousätzlech Riedner méi ageschriwven. An elo huet d'Wuert de richtigen Här Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

► M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- Här President, den Här Haagen huet a sengem Rapport d'Dispositioun vum Regierungsprogramm iwwert d'Verhältnis tëschent Kierch a Stat virgelies. Ech brauch dat also elo net nach eng Kéier ze maachen.

Genau dat, wat den Här Haagen do virgelies huet, huet d'Regierung och gemaach. Si huet sech zesummesat mam Bistum - dräi Ministere, dat wësst Der, waren un deene Verhandlung bedeedegt - a si ass zu engem Accord komm. Fir mäin Deal, an dat wësst Der och, wat et deen Deal, dee méi konkret d'Beziungen tëschent de Gemengen an de Kierchefabrick betrëfft.

An ech betounen, dass alles, awer wierklech alles, wat mer haut maachen - an och an deene Gesetzestexte, déi an deenen nächste Wochen a Méint nach waerten nokommen an déi hei zur Ofstëmmung bruecht ginn -, dass dat konform ass mat deem, wat d'Regierung mat der Letzebuerger kathoulescher Kierch ofgemaach huet.

Dat reegt Verschiddener am Land op, däers si mer eis och bewosst, déi der Meenung sinn, d'Regierung hätt misse vill méi radikal virgoen an all Relatione mat sämtleche Culté kappen. Anerer fäerten, mir géifen elo d'Abendland verkafen an all Kierchen, déi hei zu Letzebuerg iergendwéi net gutt verstoppt wieren, arappen.

Här President, weder dat eent nach dat anert ass de Fall. Wat mir haut d'Chamber froen, fir ze maachen, ass een éischte Schrëtt, net méi an net manner, en éischte Schrëtt an eng Gütertrennung tëschent Gemengen a Kierch. Et ass virdu gesot ginn, et ass konform zu deem, wat mer mat der Kierch ofgemaach hunn, an et ass och getrei zu deem, wat d'Chamber selwer an enger Motioun vom 7. Juni 2011 vun der Regierung gefuerdert hat, näamlech, an ech zitieren: «La Chambre invite le Gouvernement à réformer la législation datant du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises.»

Ech iwwerloossen et gären der Interpretatioun vun dëser Chamber, sech Gedanken doriwier ze maachen, firwat dass dëst Element - an ech betounen: dëst Element - vun där dooter Motioun bis elo tout simplement ignoréiert gouf. Dëst ëmsou méi - dëst ëmsou méi -, well et ënert der honorabeler Presidentschaft vum mengem Kolleeg Emile Eicher eng ganz kloer Stellungnam vum Syvicol vum 10. Dezember 2012 gëtt...

► Une voix.- Très bien!

► M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- ... déi d'Regierung opfuert, am Sënn vun der virerwäanter Chambersmotioun aktiv ze ginn.

D'Ennerstëtzung, fir dat ze maachen, wat mer also haut hei wëlle maachen, wat beim Mengensecteur op jidde Fall do, wann ech mer erlaben, aus deem Avis vum Syvicol, deen ech elo grad erwäant hunn, ze zitieren. Éischt Zitat: «Le Syvicol demande l'abolition de l'obligation faite aux communes de fournir gratuitement un logement aux curés.»

► M. Alex Bodry (LSAP).- Très bien!

► M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- Zweet Zitat: «Le Syvicol plaide pour l'abandon du principe de la prise en charge des déficits par les communes.»

► Une voix.- Très bien!

► M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- Här President, näischt aneschtens wéi d'Ëmsetzung vun deenen zwou Grondfuerderunge vum Syvicol maache mir haut!

Mir besäitegen haut mat dësem Text en Anachronismus, fir deen d'Gesellschaft, an do kënnen Verschiddener nach esou haart jäizen, fir deen d'Gesellschaft kee Verständnis méi huet, näamlech d'Obligatioun vun de Gemengen a) fir den Defizit vun de Kierchefabbricken opzuekommen a b) de Paschtéier eng Wunneng zur Verfügung mussen ze stellen.

Ech invitéiere jiddwereen, dee mat dësem Schrëtt, dee mer haut lech invitéieren ze maachen, Schwierigkeeten huet, ech invitéiere jiddwereen, eng Kéier d'Stellungnam vum Jugendparlament vum Juli 2013 ze liesen. An och do erlaben ech mer ze zitieren: «Pour cette raison, nous demandons au Gouvernement de même qu'au Parlement luxembourgeois d'arrêter le financement des Églises par l'argent public. (...) Les coûts engendrés par la rémunération du personnel religieux ainsi que l'entretien de l'inventaire de l'église doivent être couverts par les communautés religieuses elles-mêmes.»

Wann ech déi Stellungnam liesen an ech vergläiche se mat deem, wat Eenzelner haut hei an der Chamber gesot hunn, da kann ech nëmme soen, dat bestäerkt mech a mengem Androck, dass déi Jonk méi oft oder ganz oft vill méi no un der geliefteer Réalitéit si wéi verschidde Berufspolitiker heibannen.

Här President, loosst mech awer vläicht nach op verschidden eenzel Repröché reagieren, wéi se haut hei presentéiert gi sinn, a gitt mer d'Geleehheit, vläicht Verschiddenes richteg ze stellen, wat dann eventuell och falsch verstane gi wier.

Et gëtt gesot, et wier net kloer, wat den Term «grosses réparations», fir déi d'Gemeenge jo selbstverständlech nach ëmmer verantwortlech bleiwen, och an der Hypothees, dass dat Gesetz haut gestëmmt gëtt, wat dat géif heeschen. Dozou wëll ech zwou Saachen soen. Éischtens: Wann dat esou wier, dass et net kloer war oder net kloer wier, da froen ech mech, firwat dat da bis elo 200 Joer kee gestéiert huet. Well, an dat ass jo wuel onbestriden, mir ännere jo haut iwwerhaupt näischt un där doter Dispositioun vun deem Dekret! Déi Dispositioun, esou wéi se elo do drasteet, déi ass schonn 200 Joer an deem Dekret dran, iwwer 200 Joer - 207, hat den Här Traversini virgerechent -, a bis elo huet et kee gestéiert.

(Interruption)

Ech mengen awer, an duerfir sinn ech och zweetens der Meenung, dass dat och net esou ass! An dat ass zwar vläicht och ëmgedrëit d'Erklärung derfir, firwat dass kee sech dru gestéiert huet, well déi Fro do nämlech eenditeg gekläert ass, an Dir hutt et zum Deel scho selwer gesot: De Code civil, den Artikel 606, gëtt eis ganz kloer d'Antwort drop, wat domadder gemengt ass.

An ech zitieren: «Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien.» Doriwwer eraus gëtt et, an dat wësst Der wahrscheinlech och, eng ganz Rei vu Jurisprudenzen, déi ganz kloer stellen, wat zu den «grosses réparations» ze zielen ass a wat net.

Här President, ech erlabe mer also feststellen, dass déi honorabel Deputéiert sech iert, wa se behaupt, wéi et och haut am „Wort“ dann nach stoung, dass et nëierens definéiert wier, wat ënner «grosses réparations» ze verstoen ass. Dach, et ass definéiert. De Code civil an d'Jurisprudence ginn eis dorobber eng ganz kloer Antwort.

Et gëtt och behaupt, Här President, et wier onkloer, wéi et da mat deene 45 Kierchen an 22 Kapelle géif weidergoen, déi elo ënner Denkmalschutz stinn. Och déi Behauptung ass esou net richtig. Zumindest ass et irreführend, ze behaupten, d'Situatioun géif duerch dëst Gesetz elo aneschtens ginn oder méi kloer ginn oder méi onkloer ginn, wéi dat virduer de Fall war. Un der Situatioun vun deene Gebaier ännert sech selbstverständlech iwwerhaupt näischt. Strictelement näischt! Wa si renovéiert ginn, kënne si evidentement weiderhi vu staatlécher Subside profitieren, esou wéi dat och virduer de Fall war, ni plus ni moins.

An ech wëll och do ergänzen, dass ech an der Kommissioun net gesot hunn, dass d'Integralitéit vun deene Renovatioune géif da bezuelt ginn. Dat leeft no deem normale Subsidiesystem of, deen de Ministère de la Culture zur Verfügung stellt, esou wéi dat och haut de Fall ass. Un där Situatioun gëtt also näischt geännert.

Ech wëll eppes ganz kloer hei soen: Et läit absolut net an der Absicht vun der Regierung, net haut an och net muer, wa mer dann nach wëlle weider Schrëtt zesumme goen, déi kulturell Bedeutung vun de Kierchegebäier a Fro ze stellen. Mir si keng Kierchestiermer. Hei gëtt och keng weider napoleonesch Revolutioun virbereet. Hei geet et eenzeg an eleng drëms, d'Gemeenge vun zwou anachronistesche Bestëmmungen ze entlaaschten.

Da kréien ech virgeworf, ech géif d'Protestante vis-à-vis vun de Katholike bevirzugen. Dozou kann ech nëmme soen: Ëm Gottes wëllen, Här President, ech sinn Atheist an ech wäert mech hidden, mech an d'Reliounssträiter anzeméschen!

Deenen, déi dat behaupten, wëll ech iwwerdeems recommandieren, de Rapport vun den Experten, dee vun der viregter Regierung an Optrag gi gi war an deen haut schonn e puermol zitéiert ginn ass, méi genau ze liesen. Do steet, op der Säit 46, an ech zitieren nach eng Kéier: «Le cas du culte protestant est particulier. D'abord, le décret de 1806 prévoit les interventions communales (...) mais sans que celles-ci constituent une obligation à l'instar de ce que le décret de 1809 prévoit pour le culte catholique.»

D'Lektür vum Artikel 1 bestätegt och dat, wat d'Experten do festgestallt hunn: «Les communes où le culte protestant est exercé concurrentement avec le culte catholique sont autorisées à procurer aux ministres du culte protestant un logement et un jardin.» Et handelt sech hei also ëm eng Kannbestëmmung an net, wéi

dat ass an deem Dekret, wou mer haut opgeruff sinn, dat ofzeänneren, ëm eng Mussbestëmmung. Dat sinn zwou verschidde Saachen, wéi och den Experte-grupp richteg ervirsträicht.

Zweetens muss ee wëssen, dass deen Dekret zënter Laangem net méi ugewannt gëtt. Och dat kann een an deem Expertebericht noliessen. An enger Foussnott kann een dat op jidde Fall ganz kloer noliessen.

An et ass och nëmme eng Kierch, Madamm Adehm, déi iwwerhaupt a Fro komm wier, wann ech dem Expertebericht ka gleewen. Dat ass eng Kierch an der Stad Lëtzebuerg, soudass déi Situatioun also eng ganz aner ass wéi déi, wéi Dir se hei presentéiert hutt.

Ech mengesouguer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir hutt d'Madamm Adehm direkt ugeschwat. D'Madamm Adehm huet sech zu Wuert gemellt.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Selbstverständlech.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Ech wëilt de Minister drun erënnere, dass ech gesot hunn, ech wësst gären, firwat dass déi doten Dispositioun fir d'Protestanten net ëmgeännert gëtt. Firwat gëtt et just fir d'Katholiken ëmgeännert?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Gutt. Okay. Ech kommen drop ze schwätzen.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- An ob de Minister net der Meenung ass, dass do zwou Reliounen net gläichbehandelt ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Neen.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Dat, wat Der alles gesot hutt, dat ass richtig, dat weess ech och. Mä eis Fro ass: Firwat ginn net déi zwou Reliounen gläichbehandelt an dësem Fall?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Okay. Ech kommen drop, ech kommen drop! Merci fir d'Fro. Dat erlaabt mer dann, a mengem Text hei weiderzefueren, well ech mer bal geduecht hunn, dass déi Fro do géif kommen. Déi Fro vun der Ungleichbehandlung, déi jo dann, mengen ech, och haut schonn zum Deel ugeschwat ginn ass.

Ech mengen, dass genau de Contraire de Fall ass vun deem, wat Der awer gesot hutt. Mir kommen elo aus engem System vun der Ongläichbehandlung eraus! Mir hunn haut eng Ongläichbehandlung, nämlech, dass eenzeg an eleng déi kathoulescher Paschtéier e Recht - ech betounen: e Recht! - op eng Gemeengewinnung hunn. An déi vun deenen anere Cullen hunn dat Recht net! Mir maachen also elo an Zukunft eng Gläichbehandlung a schaffen d'Privilegie vun deenen enge vis-à-vis vun deenen aneren of.

Mä, an da kommen ech op dat, wat d'Madamm Adehm elo gefrot huet: Wann et Verschiddene hei am Raum ka berouegen, da kann ech d'Chamber elo schonn informéieren, dass et selbstverständlech ugeduecht ass, beim zukünftigen annouciéierte Gesetzesprojet, deen an enger zweeter Etapp sollt nokommen, d'Abolitioun vum Dekret vun 1806 selbstverständlech mat dem Dekret vun 1809 virzuehellen. Och dat geet aus der Konventioun kloer eraus, dass mer an engem zweete Schrëtt wäerten den Dekret vun 1809 ofschafen. An dann ass et och ugeduecht, selbstverständlech och do den Dekret vun 1806 ofzeschaffen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Den Här...

► **Plusieurs voix.**- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, jo, sorry, ech war ee Moment ofgelenkt. Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech mengen, fir dass hei e Mëssverständnis aus dem Wee geraumt gëtt: Et war nullement d'Intentioun, wéi dat wollt en insinuant ënnerstallt ginn, dass hei eng Relioun géint déi aner sollt ausgespaart ginn. Dat Eenzegt, wou d'CSV wollt drop hiweisen, dat war, dass et en handwierkleche Feeler - an ech mengen, de Minister muss dat och zougin -, dass et en handwierkleche Feeler war, dass een an dësem Gesetzesprojet och den Dekret vun 1806, déi Dispositioun, déi do nach drasteet, dass een déi gestrach hätt (veuillez lire: dass een déi net gestrach huet).

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech hu weder eppes ënnerstallt nach eppes insinuéiert nach ginn ech hei en handwierkleche Feeler zou. Ech sinn och iwwerrascht, dass d'CSV elo mat där doter Thees kënnert. Firwat dass se dat dann net an der Chamberskommissi-

oun opgeworf huet, dat ass schonn erstaunlech.

(Interruption)

Mä ech soen lech et elo nach eng Kéier, fir dass et lech da berouegt: Et ass ganz kloer, dass an deem Gesetzesprojet, deen nokënnert an deen den Dekret vun 1809 wäert ofschafen, och den Dekret vun 1806 wäert ofgeschaaft ginn an dass mer domadder zu enger absolutter Gläichbehandlung wäerte kommen! An nach eng Kéier: Den Dekret vun 1806 gëtt net ugewannt, steet am Rapport vun den Experten. Et ass och nëmme eng Kierch, déi a Fro kënnert. An do ass d'Madamm Polfer hei, fir dat ze bestätegen: Déi hunn och ni en Ausgleich vun iergendeppes gefrot, well et och net kloer formuliert ass; dat kënnert nach derbäi.

Gutt, nach eng Kéier, ech mengen, mir hätten...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Här Minister,...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...ech ginn eng leschte Kéier nach der Madamm Adehm d'Wuert, an da géif ech bieden, de Minister ausschwätzen ze loosse. Wann dann nach eng...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech hunn eng Prezisioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech hat fir d'Éischt d'Wuertmeldung vun der Madamm Adehm, an dann Dir, an da maache mer zou an da loosse mer den Här Minister ausschwätzen, wann ech gelift!

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Also, ech wollt just soen, dass mir dat doten och an der Chamberskommissioun ugeschwat hatten. Et ass net, wéi wa mir dat doten elo eréischt entdeckt hätten! Dat dote wousste mir scho méi laang an dat war och e Sujet an der Chamberskommissioun.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Gutt. Ech probéieren also nach eng Kéier, dorop zrëckzekommen, éier ech dem Här Wiseler...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- ...éier ech... Pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Polfer!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech wollt just soen, dass den Här Minister recht huet, wann e seet, dass d'Protestanten net fir en Defizit virgesprach hunn. Mä ech wëllt awer gradesou kloer soen, dass an där Kannbestëmmung, déi d'Gemeenge hunn, fir kënnen ze intervenéieren, d'Stad Lëtzebuerg dat gemaach huet, andeem dat mir fir en Haus, wat de Protestante gehéiert, do d'Käschte vun der Renovatioun gedroen hunn, an dat fir iwwer 500.000 Euro.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat war am Joer 2008.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Wat awer näischt mam Dekret vun 1806 ze dinn huet! A wat, wéi d'Madamm Polfer et richtig seet, natierlech an der fräier Interpretationsfäegkeet vun de Gemengen an der Gemengenautonomie läit.

Gutt. Fir awer elo nach eng Kéier d'Fro kloerzestellen: Handwierklech Feeler hin oder hier, déi ech hei bestreiden, wëll ech awer elo nach Kéier ganz kloer soen, et ass ugeduecht nom Prinzip „eent nom aneren, alles zu senger Zäit“, wa mer bei d'Ofschaffung vum Dekret vun 1809 kommen, wat mer nach ëmmer fermement virhunn, da wäerte mer selbstverständlech och den Dekret vun 1806 ofschafen. An domadder sinn, mengen ech, all déi Diskussiounen dann och um Dësch an dat misst am Sënn vu jiddwergem heibanne sinn.

(Interruption)

Vläicht nach e Wuert zu deem, wat den Här Wiseler gefrot huet, firwat dass nach ni een eng Antwort drop kritt hätt, firwat dass iwwerhaupt an zwou Etappe géif virgaange ginn. Ma ech kann lech soen, dass dat ganz kloer eng Demande vun der kathoulescher Kierch war, well se gäre gehat hätt,...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ooh!

(Interruption)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- ...well se gären, och wann Dir... Här Spautz, Här Spautz! Här Spautz, firwat? Ma well et ganz kloer eng Demande vun der kathoulescher Kierch war, fir an zwou Etappe virzuegen, well se soen, dass se net genuch Zäit hätten, fir all déi Detailler, déi mat deem zweete Schrëtt verbundene sinn, an där kuerzer Zäit ze realisieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, mä da misste se awer an der éischer Etapp wëssen, wat an der zweeter Etapp kënnert. Dat wär awer och sous-entendu an normal gewiescht.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Selbstverständlech wësse se dat.

(Interruption)

Här Wiseler, ech gi jo dovun aus...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, Kolleginnen a Kollegeen, wann ech gelift, elo loosse mer de Minister ausschwätzen! A wann herno nach een eppes ze soen huet, kritt en d'Wuert. Mir si bis elo ganz gutt duerch déi Diskussioun komm, da solle mer och do derbäi bleiwen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert an Dir ganz eleng!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech géif vläicht ganz gäre preziséieren, dass och an deenen Diskussiounen, déi mer elo hunn iwwer deen zweete Schrëtt mat der kathoulescher Kierch, den Zäitfaktor e ganz wichtege ass, dass se eis erkläert hunn, dass, wa se sech wëllen organisatiounell opstellen, fir all dat ze realisieren, zu deem se sech och an der Konventioun verpflichtet hunn, se duerfir eng gewëssen Zäit bräichten. Dat ass och en Argument, wat ee muss seriö huelen, an duerfir maache mer jo och ee Schrëtt nom aneren.

Gutt, elo hutt Der eng Erklärung, Här Wiseler, an ech hoffen, dass déi lech zumindest deelweis konnt zefriddestellen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Awer just deelweis, hein!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dat ass alt schonn e Schrëtt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- E ganz, ganz, ganz klengen Deel.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Och dat ass e Schrëtt no vir.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Well do bleift awer nach vill op!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Och dat ass e Schrëtt no vir.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, Här Minister, d'Zäit leeft lech fort.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech ginn lech e bësse Kompensatioun.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Jo, also, Här President, ech mengen, et muss een awer kënnen eng Rei Saachen... Oder ech schwätze méi séier. Mä dovun hutt Der alleguerten net vill.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, ech si Wuess an den Hänn vun der Chamber. Wann d'Chamber bereet ass, méi Zäit ze ginn,...

► **Plusieurs voix.**- Jo, jo, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...da maache mir dat esou.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Vläicht nach trotzdeem och ee Wuert, an dat ass virduer schonn hei ugeklongen, zu de Paschtoeschwunnengen. Frot emol d'Paschtéier selwer, wat se vun där doter Bestëmmung halen! Eng ganz Rei vun hinne si frou, wann dat doten ofgeschaaft gëtt. Da komme se nämlech net méi an déi ganz penibel Polemik, déi do ronderëm gefouert gëtt, a se gi vun enger Laascht befreit. An ech mengen, déi meescht sinn och bereet, e verstännege Loyer vis-à-vis vun enger Gemeng oder um Privatmarché ze bezuelen. An déi Paien, déi se hunn, dat wëll ech soen, erlaben hinnen dat se oui Problem.

Ech wëll nach e Wuert och zu der Konventioun tëschen Stat a Kierch soen, well och dat jo hei e grouss Thema war. Ech wëll kloer soen, dass et net an eiser Intentioun louch, der Chamber dës Konventioun virzënthalen. Dat ass jo och net geschitt. D'Chamber ass schonn de 26. Januar, wann ech den Datum richteg am Kapp hunn, iwwer den Inhalt vun deene Konventiounen opgekläert ginn. Si sinn also kengeweese geheim oder an iergendenger Aart der Chamber virenthale ginn. Dat nämlecht ass et och fir de Statsrot...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Just, dass mer an der Chamber iwwer aner Konventiounen awer gestëmmt hunn, wéi déi, déi elo ënnerschriwwen gi sinn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, da kréien ech zéng Minutten!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, jo. Also Här Wiseler, Dir waart bis elo disziplinéiert, hutt schéin...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et ass awer schwiereg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, mä et war vläicht deenen engen oder aneren och schwéier, wéi Dir geschwat hutt. Also...

(Hilarité)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, Dir hutt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gutt. Sou, Här Minister, loosst lech elo net méi beiren! Gitt derduerch!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech géif also soen, dass déi Konventioun kengeweess der Chamber virenthale gouf. Dat nämlech géllt selbsterständlech och fir de Statsrot. Ech wëll hei betounen, dass mer an engem Gesetzesprojet sinn, Dir wësst alleguerten, wéi grouss en ass, e geet op eng Säit, eng Véierelssäit, dass de Statsrot siwe Méint gebraucht huet, bis e säin Avis ginn huet. Dat huet seng Erklärungen. Ech mengen, deen Avis ass hei och ganz oft zitéiert ginn. En ass, mengen ech, an den Detail gaangen a verschidene Saachen.

Mä wann de Statsrot selbsterständlech, wéi en dat oft mécht, wann een Dokument em feelt, gefrot hätt, dann hätt e selbsterständlech och déi Konventioun offiziell kritt, wuel wëssend, dass ee se och ka vum Internet erfleuden.

Et ass also kee Geheimnis, wat an där Konventioun steet. An ech soen et nach eng kéier: Dee wierklechen Objet vun der Konventioun, d'Essenz vun der Konventioun, nämlich d'Trennung vun de Propriétéiten, wou mer ganz kloer feststellen, wien ass herno Propriétaire vu wéi engem Gebai, mat der Kohärenz, mat dem nofolgenden Implicite geduecht, dass dann deen, dee Propriétaire ass, och muss fir den Ennerhalt vun deem Gebai opkommen, déi Essenz, an dat wësst Der alleguerten, déi behandle mer net haut. An duerfir ass déi Konventioun och nach net der Chamber pour approbation virguelucht ginn.

Wat mer haut maachen, ass d'Ëmsetzung vun engem Deel vun der Konventioun, ni plus an ni moins. An ech wëll dat och hei ganz kloer soen, wat ech och schonn an der Kommissioun gesot hunn: Et ass evident, wa mer an deen zweete Schrëtt kommen, wou et ëm d'Essenz vun der Konventioun geet, dass dann och déi Konventioun der Chamber zur Approbation wäert virguelucht ginn. Gitt eis also do déi Zäit, déi den Dossier muss hunn! Mir wëllen hei näischt iwwert de Knéi brieren. Eise Partner ass nach wie vor d'kathoulesch Kierch, de Bistum, a mir probéieren och, op hir Ufuerderungen an op hir Wënsch, esou wäit wéi dat méiglech ass, anzegen.

An dann nach eppes zur Konventioun: D'Regierung hätt déi Konventioun iwwerhaapt net gebraucht, fir éischtens déi zwou Dispositionen vum Dekret vun 1809 hei ofzeänneren, a si hätt se och net gebraucht, fir den Dekret tout simplement ofzeschaffen. Och dat wësst Der alleguerten, déi Der heibanne sëtz.

Mir hunn, wéi gesot, déi Konventioun gemaach, well mer der Meenung sinn, dass mer der Motioun vum Parlament vun 2011, déi ech virdrun ugeschwat hunn, sollte Respekt zollen. A well mer och gemengt hunn, dass et néideg wier, wa mer wëllen esou e wäitgeende Schrëtt awer maachen an de Relationen tëschent Gemengen a Kierch, dass et richteg wier, fir mat der kathoulescher Kierch en Arrangement ze fannen an eng déif gräifend Konsultatioun ze maachen.

(Interruption)

Ech wëll kuerz eppes zu deem soen, wat hei zum SYFEL gesot ginn ass, a kuerz erklären, firwat ech keng offiziell - an ech betounen: keng offiziell - Entrevue mam SYFEL hat, well ech souz mat de Leit vum SYFEL zesummen am Kader vun den Assisé vun der kathoulescher Kierch. Fir mech ass et, an do bleiwen ech och bei menger Meenung, ganz kloer, dass den Dekret vun 1824 en Zesummeschluss vun de Kierchefabricken an där Form, wéi de SYFEL dat gemaach huet, net ermëglecht.

Ech sinn awer der Meenung, mam SYFEL iwwregens, dass et selbsterständlech dat gutt Recht ass vun alle Leit, déi an iergendwelche Kierchefabricken aktiv sinn, sech an enger Vereenegung zesummenzefannen, déi d'Inté-

rête vun de Kierchefabrick verdedeg. Dat ass hiert gutt Recht.

(Interruption)

Dat hu se awer net gemaach. Si hu kee legale Kader fir dat, wat se maachen.

Ech sinn och der Meenung, dass een net kann einfach Établissement-publicken aus fräie Stécker unifiéieren, an och dee Parallelismus, deen zum Syvicol vum SYFEL aus gemaach ginn ass, ass total falsch, well de Syvicol fir seng Reunifikatioun vun alle Gemengen eng gesetzlech Grondlag huet, dat ass d'Gemengesyndikatsgesetz, an déi gesetzlech Grondlag, déi gëtt et fir de SYFEL net!

Dat erkläert also, firwat dass ech se net offiziell empfänken, mä selbsterständlech dat, wat se schreien, dat, wat se soen an eis Iwwerleeunge mat erabезéien, ëmsou méi, well se jo och Vertrieeder vun der kathoulescher Kierch sinn. Si sinn eng Kreatioun - och wa se dat haut ofstreiden, well se am Konflikt mat hirem Bistum sinn - vun der kathoulescher Kierch a se ginn deementspreechend och gehéiert.

Dann hat d'Madamm Adehm - an erlaabt mer dat nach vläicht, Här President, da kann ech konkret op dat agoen, wat déi eenzel Deputéiert hei gesot haten - e Problem domadder, dass d'Kierchefabricken eventuell misste fir den Defizit vun de Kierchefabricken opkommen, déi hinnen herno (veuillez lire: wou d'Kierchen hinnen herno) net méi géife gehéieren.

Emol ofgesinn dovunner, Madamm Adehm, dass Der kee Problem domadder hutt, dass elo scho während 200 Joer d'Gemenge mussen opkomme fir Kierchen, déi hinne mat Sécherheet net gehéieren, géif ech da soen: Mä dat ass jo genau den Objet vun deem zweete Schrëtt, dee mer wëlle maachen! Mir wëlle ganz kloer eng Trennung maachen: Wien ass Propriétaire vun engem Gebai? Entweder d'Gemeng; dann ass et och kloer, dass d'Gemeng muss fir den Ennerhalt opkommen. Oder eben d'Kierchefabrik oder de Fong an deem Fall, deen ass da Propriétaire an da kënt en och fir den Ennerhalt op.

Genau dat, wat Der hei insinuéiert hutt, wëlle mer maachen, soudass ech gudder Hoffnung sinn, dass, wann Der och net kënt haut deen éischte Schrëtt matstëmme, zumindest bei deem zweete Schrëtt, dee mer wëlle maachen, zesumme mat de Kierchefabricken, zesumme mat de Gemengen, dass Der kënt mat eis op de Wee goen, fir dee Projet dann och hei ze stëmme.

(Interruptions)

Ech stelle fest, dass d'kathoulesch Kierch (veuillez lire: d'CSV), wann ech gesinn, wéi se dann deen Accord kritiséiert, deen tëschent der Regierung an der Kierch getraff ginn ass, da stellen ech fest, dass d'CSV anscheinend méi kathoulesch ass wéi d'kathoulesch Kierch!

(Brouhaha)

Dir stellt hei a Fro, wat vun zwee Partner ofgemach ginn ass!

Et ass gesot ginn, mir hätten net mat de Paschitéier geschwat. Ech mengen, dass deen, deen d'Intérite vun de Paschitéier an där ganze Diskussioun ze vertrieeden hat, dass dat de Bistum war! An ech ginn dovun aus, dass de Bistum déi Diskussioun mat senge Paschitéier och gefouert huet. Jiddefalls ass dat, Madamm Adehm, net main Job!

Dann hutt Der vun Toleranz geschwat. Déi Toleranz, Madamm Adehm, vun där Der geschwat hutt, déi huet vläicht och eppes domadder ze dinn, dass een dat, wat aner Leit a Gespräicher, a laangwierige Gespräicher, an zwar a frëndschafftliche, haarden, awer frëndschafftliche Gespräicher, a Verhandlungen also tëschent der Regierung an dem Bistum festgelen hunn, ouni dass et zum Sträit komm ass, ouni dass et zum Kulturkampf komm ass - dee sinn aner Leit am Moment amgaangen ze insinuéieren, dat war net d'Regierung an dat war och net d'kathoulesch Kierch! -, dass een dat och einfach emol akzeptéiert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir wëssen awer och, a wat fir enge Konditiounen déi Verhandlungen zum Deel gelaf sinn!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här Wiseler, dass een dat einfach emol akzeptéiert, och...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Virum Referendum a fir eng véiert Fro erauszehuelen, Här Kersch!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- ... wann een an der Oppositioun ass an doduerjer selwer déi Verhandlungen net konnt féieren!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, ech géif lech bieten, elo zur Konkusioun ze kommen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Och dat ass...

Jo, ech si souwäit fäerdeg. Ech wollt just dem Här Gibéryen..., wann Der erlaabt, soss kann ech deem net äntwerten. Dann äntworten ech deem no der Sitzung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, dann am beschten hätt Der, wann Der lech un d'Chamber géift adresséieren.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dat probéieren ech dann elo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, ech wollt da soen, dass och dat en Zeeche vun Toleranz gewiescht wär vis-à-vis vun deem fréiere Bundeskanzler, deen hei zitéiert gi war an dee sech net konnt wieren. Dat hat deem och zur Eier gereecht. Wann Der déi Toleranz bewisen hätt, fir zumindest dat, wat do tëschent zwee Partner fair ofgemaach ginn ass, fir dat och emol ze akzeptéieren!

Hei ass nach vu Vertragsbroch geschwat ginn. Ech wëll ganz kloer... Ech hunn nach fir zwou Minutten, et ass mer egal, wann Der net... Här President, sot mir!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Chamber?

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Den Här Gibéryen huet Recht op eng Äntwert.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här Gibéryen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sidd Der d'accord, fir...

(Exclamations)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech halen net drop, hein!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Okay. Dann, Här Minister!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Et ass vu Vertragsbroch geschwat ginn, well mer an zwou Etappe virginn. Ech wëll ganz kloer hei soen, dass et e Vertragsbroch gewiescht wär, wa mer dat net gemaach hätten. Well och, an ech zitieren, de véierten Abschnitt vum Artikel 1 seet ganz kloer, dass den Dekret géif kuerzfristeg..., also dat hei, wat mer haut maachen, géif kuerzfristeg gemaach ginn, an dat anert zäitversat. Also wäere mer vertragsbréche gewiescht, wa mer eis net un deen Zäitplang gehalten hätten.

D'„Gambia“, ass hei virdu gesot ginn; ech sinn hei der Meenung, dass d'Gambia eppes opbaut, iwwregens am Partneriat mam Bistum, wat fir d'Kierch eng Chance a fir d'Gesellschaft eng Emanzipatioun bedeit. A wann, Här Gibéryen, vu fréiere Generatioune geschwat ginn ass, da wëll ech emol vläicht vun deenen zukünftege Generatioune schwätzen. An erlaabt mer nach vläicht just déi Bemierkung: Ech sinn iwwerzeegt, dass déi zukünftege Generatioune frou wäerte sinn iwwert dat, wat mer haut wäerte maachen, dat als eng Selbsterständlechkeet wäerten ugesinn a sech froen, firwat dass mer 200 Joer gebraucht hunn, fir dese Schrëtt ze maachen!

Ech géif lech invitéieren, Äre Courage an de Grapp ze huelen an de Schrëtt zesumme mat eis an d'21. Jorhonnert ze woen.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Parole après ministre!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ganz kuerz. Vu datt den Här Minister esou gentil war, mer ze äntwerten, wëll ech dat awer preziséieren: Wann ech hei soen, datt d'Regierung e Vertragsbroch gemaach huet, da bleiwen ech derbäi. A wann de Minister da kënt an e seet, an deem Vertrag géif stoen, datt dat, wat mer haut maachen, géif virgezu ginn, dann ass dat richteg! Mä dat setzt awer viraus, datt de Vertrag emol fir d'Éischt a Kraaft trëtt!

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat setzt viraus, datt de Vertrag a Kraaft trëtt! An dat ass net de Fall! Dir zitt ee Punkt, ouni datt de Vertrag a Kraaft ass, eraus an da setzt Der deen haut ëm. Et ass also falsch, wat de Minister gesot huet, an ech hu recht!

(Hilarité générale et interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech gesinn, dass keng weider Wuertmeldung do ass, an da waarden ech net ze laang, well soss kënt nach eng.

(Hilarité)

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6824 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6824 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6824 ass mat 34 Jo-Stëmme, bei 26 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens...

(Interruptions diverses)

► **Plusieurs voix.**- Neen!

► **Plusieurs voix.**- Jo, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, da muss mer ofstëmme.

(Brouhaha général)

Da stëmme mer dës kéier iwwert d'Dispens vum zweete Vott of.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, op Basis vun deem, wat mer an der Motioun (veuillez lire: Resoluitioun) gefrot hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wat gelift?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Op Basis vun deem, wat mer an der Resoluitioun gefrot hunn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, et ass absolutt richtig.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...si mer net bereet, d'Dispens einfach esou ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wiseler, et ass absolutt legitim, dass gefrot gëtt, dass mer doriwwe ofstëmme. Mir géifen dann och doriwwe ofstëmme, wann de Vott lancéiert ass.

Vote sur la dispense du second vote constitutionnel

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Widderhuel Är Fro nach eng kéier, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, wien domat d'accord ass, dass de Projet d'Dispens vum zweete Vott kritt, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, stëmmt mat Neen. Also wien d'Dispens net wëllt ginn, stëmmt mat Neen. War dat kloer?

► **Plusieurs voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Très bien! Da géife mer ofstëmme. De Vott ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass... Huet jiddwreeen ofgestëmmt?

► **Plusieurs voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gutt. 60 Participatiounen um Vott: 34-mol Jo fir d'Dispens a 26-mol Neen. Domat wär d'Dispens vum zweete Vott majoritär accordéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée



Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 1

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- D'Résolution ass, mengen ech, net mat do dran.

► **Une voix**.- Jo, jo, mä et ass mat ofgestëmmt.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et hätt ee mis-sen d'Résolution fir d'Éischt ofstëmmen!

► **Une autre voix**.- Si ass superfétatoire!

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...e Vott hei driwwer. Si ass explizéiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech mengen, si ass explizéiert ginn. Also wann een d'Innitte liest: «à renvoyer le projet de loi au Conseil d'État».

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat ass virum Vott ofzestëmmen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, mä fir all Onkloerheet aus dem Wee ze goen, Här Bodry, géife mer... Jo?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech wollt e Wuert zum Fong vläicht soen, fir Stellung ze huelen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- ...well et ass jo awer en eemolege Virgang, muss ech hei soen, wat hei vun der CSV zu deemem Projet probéiert gëtt. Et weist, dass se alles probéiert, fir ze verhënneren, dass dat Gesetz hei kann en vigueur trëppelen.

Dir wësst alleguerten, dass de Statsrot vum Gesetz hier d'Obligatioun huet, d'Verfassungsméissegkeet vun allen Texter ze kucken. Hei gëtt eigentlech gesot: „Conseil d'État, Dir hutt Är Aarbecht net gemaach! Kuckt wann ech gelift d'Verfassungsméissegkeet vun engem Artikel!“ Dat ass, muss ech éierlech soen, e ganz ongewéinleche Virgang, e schreift sech an an déi Attacke vun de leschten Deeg géint d'Institutium vum Statsrot, déi ech an där doter Vigueur nach net erlieft hunn an déi mech eigentlech och erstaune vusäite vun der CSV!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Une voix**.- ...dass den ADR do matmécht!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Alles gesot. Mir géifen zum Vott iwwert d'Résolution iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

Déi, déi mat der Résolution d'accord sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi net d'accord sinn, stëmme mat Neen.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

26 Deputéierter hu fir d'Résolution gestëmmt, 34 géint d'Résolution. Domat ass d'Résolution majoritär ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Tess Burton), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

A mir ginn zum nächste Punkt, dem leschte Punkt vum Ordre de jour eriwwer. Dat ass de Projet de loi 6910, deen eng Rei vun Ofännerungen oder Adaptatiounen bei der Reform vun der Fonction publique virgesäit. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten. An ech hu mer soe gelooss, dass nom Rapport keng Wuertmeldung géife kommen, fir dat direkt prezis ze maachen. Do gesäit also de Rapporteur, wat fir eng Verantwortung op senge Schëllere laascht!

► **Une voix**.- Très bien!

10. 6910 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. An ech wollt am Fong elo hei déi zwou Minutten, déi mer dem Här Minister virdu geschenkt haten als Chamber, erëm eranhuelen, andeems ech mäi Rapport och géif ganz kuerz maachen, op dat Wesentlech beschränken. Well et ass effektiv, wéi Der gesot hutt: Et besteet eng breet Zoustëmmung zu deemem Projet de loi hei. Mir haten net laang missen doriwwer streiden an der Kommissioun. Mir hunn de Projet de 4. Februar presentéiert kritt, zesumme mam Avis vum Statsrot, an den 18. Februar hu mer e schonn unanime an der Kommissioun ugeholl.

Èm wat geet et hei? Dat wëll ech awer eng Kéier ganz kuerz soen.

Mir hunn, wéi Der wësst, zejoert am Mäerz dee grouse Pak vun der Reform an der Fonction publique gestëmmt a mir hunn, nodeems d'Reform a Kraaft getrueden ass am Oktober, gemierkt, dass nach eng Partie kleng Feeler, textuell Feeler, Erreur-matériellen, Inkohärenzen an deenen Texter waren. Dat ass eis dunn opgefoll. Dat hei ass elo e Gesamtpak, wou mer eng Partie vun deenen Inkohärenzen a Feeler erëm wëlle redresséieren.

Do dernieft wëlle mer och nach eng Ännerung maachen, nämlech wëlle mer, dass d'Pensiounskommissioun an Zukunft net méi effentlech taagt, well awer do eng Partie perséinlech Detailer vun de Leit beschwat ginn, gesondheetlecher Natur. Do hu mer gemengt, et wier besser, dat an Zukunft net méi en audience publique ze maachen. Dat ass eng vun den Ännerungen.

An da wëlle mer och kohärent ginn, andeems mer soen, mir hätte gären, dass d'Employéen, déi beim Stat schaffen - a mir hätten dat jo gär -, dass déi alleguerte sollten d'selwecht behandelt gi wéi och d'Fonctionnaires. Dat hu mer fir d'Carrière gemaach. Mä dat muss mer awer och maachen, wat hir Astellungskritären ugeet. An dat wëlle mer alles mat deem heite Projet de loi maachen.

Ech soen lech am Viraus villmools Merci a wënschen e schéinen Owend.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Vu dass keng Wuertmeldungen do sinn an ech dovun ausginn, dass de Minister mat der Chamber d'accord ass, géif ech direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6910 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6910 ass mat 57 Jo-Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany (par M. David Wagner) et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. An an effentlecher Sëtzung gi mer eis Rendez-vous...

► **Plusieurs voix**.- D'Dispens!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Oh, villmools Merci! Jo, Dir hutt mer d'Dispens ugebueden, also huelen ech se dankend un, soen lech Merci fir déi gutt an haart Aarbecht an dëser Woch a ginn lech Rendez-vous an effentlecher Sëtzung ab Dëschdeg, den 8. Mäerz. Merci villmools!

D'Sëtzung ass ofgeschloss. Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.58 heures)

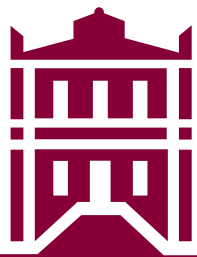


Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (document COM/2015/634) ainsi qu'à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (document COM/2015/635)
 - Art. 168 du Règlement de la Chambre
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- 6955 - Proposition de loi relative à la transsexualité et modifiant le Code civil et 6956 - Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution
 - Déclarations de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler
- Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Question élargie n°14 de Mme Cécile Hemmen sur la situation des femmes dans l'espace public
 - Mme Cécile Hemmen - Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances
- Question élargie n°11 de M. Léon Gloden sur l'eau gastronomique
 - M. Léon Gloden - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
- Ordre du jour (suite)
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Question élargie n°12 de M. André Bauler sur les infrastructures publiques dans le nord du pays
 - M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question élargie n°13 de M. Roy Reding sur la réforme du système de mise sous curatelle ou tutelle de majeurs
 - M. Roy Reding - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Jean Asselborn, Félix Braz, François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Neen, Här Präsident. Dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci villmoos, Här Ausseminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert ginn. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt, grad wéi d'Lëscht vun de Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 8 mars 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6957 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire,

2. de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue,

3. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance,

5. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise,

6. de la loi modifiée du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs; b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques; c) modification de

l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25.02.2016

6959 - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.02.2016

6960 - Projet de loi portant création d'un Comité pour la Mémoire de la Deuxième Guerre mondiale et portant abrogation

- de la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance; modification de la loi du 25 février 1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant;

- de la loi du 4 avril 2005 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.03.2016

6961 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité;

2. du Code pénal

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.03.2016

6962 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Londres, le 8 septembre 2015;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Gouvernement de la République de Chypre concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Luxembourg, le 3 septembre 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.03.2016

6963 - Projet de loi:

- portant introduction en matière de taxe d'abonnement de l'obligation de dépôt électronique des déclarations par les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement spécialisés;

- modifiant la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;

- modifiant la loi modifiée du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques;

- modifiant l'article 2200 et abrogeant l'article 2201 du Code civil

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.03.2016

6964 - Projet de loi portant modification de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 91 de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.03.2016

6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 07.03.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°604 - Unerkennung vun der Wichtigkeet vun den Elteren an den éischte Joren, an Ënnerstëtzung fir hir Erzéiungs-aarbecht - Reconnaissance de l'importance de la présence des parents pendant la petite enfance et soutien adéquat de leur travail d'éducation

Dépôt: Mme Marie-Andrée Faber, le 31.01.2016

Demande de pétition publique n°605 - Stop de Verkaf vu Pelz zu Lëtzebuerg

Dépôt: M. Yves Stocklausen, le 03.02.2016

Demande de pétition publique n°606 - Proposition de changement de l'indexation des salaires

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 04.02.2016

Demande de pétition publique n°607 - Förderung der Elektromobilität - Ausbau der Ladeinfrastruktur - auf öffentlichen und privaten Stellplätzen

Dépôt: M. Frederic Becker, le 04.02.2016

Demande de pétition publique n°608 - Droits accrus des acquéreurs de biens immobiliers en vente en futur état d'achèvement

Dépôt: Mme Tania De Oliveira, le 04.02.2016

Demande de pétition publique n°609 - Antrag für die Einberufung eines Referendums, um die Bevölkerung darüber abstimmen zu lassen, ob sie weiterhin der EU angehören will und wie sie zu der Wiedereinführung des Luxemburger Franken steht

Dépôt: M. Marc Dax, le 10.02.2016

Demande de pétition publique n°610 - S.v.p. une billetterie centrale

Dépôt: M. Guido Raman, le 14.02.2016

Demande de pétition publique n°611 - Faire du 9 mai (journée de l'Europe) un jour férié au Luxembourg d'abord, et à terme dans le Benelux, et dans toute l'Europe

Dépôt: M. Michel-Edouard Ruben, le 15.02.2016

Demande de pétition publique n°612 - Création d'un système de Chèque emploi service

Dépôt: Mme Nathalie Litzenburger, le 15.02.2016

Demande de pétition publique n°613 - Durchführung einer Studie bezüglich Krebs-/Kreislauf-/Atemwegserkrankungen verursacht/begünstigt durch Dieselabgase

Dépôt: M. Frederic Becker, le 23.02.2016

Demande de pétition publique n°615 - Abolition de l'obligation de vote sous peine de contraventions ou de prison selon le cas; le vote doit être un choix libre de chaque personne dans une démocratie et donc l'abolition de l'obligation de voter, ce qui est démocratique

Dépôt: M. François de Waha, le 28.02.2016

Demande de pétition publique n°616 - Adaptation automatique de toutes les augmentations d'index au barème des impôts

Dépôt: M. François de Waha, le 28.02.2016

Demande de pétition publique n°617 - Attribution de tickets repas ou contrepartie pour tous les pensionnaires au Grand-Duché

Dépôt: M. François de Waha, le 28.02.2016

Demande de pétition publique n°618 - Stop à la double imposition des revenus si un couple travaille en payant déjà des impôts selon les revenus imposables

Dépôt: M. François de Waha, le 28.02.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)

Dir fannt dann doriwwe eraus op Äre Plazen déi Revendicatiounen vun där Plattform, déi eis déi Revendicatiounen de Mëtte virun der Chamber iwwerreicht huet ulässlech vum internationale Fraendag.

3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (document COM/2015/634) ainsi qu'à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (document COM/2015/635)

- **Art. 168 du Règlement de la Chambre**

Dann huet d'Kommissioun vun der Wirtschaft an hirer Reunionioun vum 14. Januar 2016 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokumenten COM/2015/634 a COM/2015/635 betrëfft iwwer verschidden Aspekter vu Kontrakter fir digital Contenuen a vun Onlineverkafskontrakter.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, ma wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenten an där sougenannter Barroso-Initiativ méiglech ass.

**Résolution**

La Chambre des Députés

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Économie a été saisie de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (document COM(2015/634) ainsi que de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (document COM(2015/635));

- constatant que la Commission de l'Économie a décidé, lors de sa réunion du 14 janvier 2016, d'exprimer un avis politique au sujet des initiatives législatives communautaires précitées et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Économie ayant la teneur suivante:

La Commission de l'Économie de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné les propositions de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (ci-après désignée «la proposition COM(2015)634») et certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (ci-après désignée «la proposition COM(2015)635»).

Ces propositions lui ont été renvoyées afin que leur conformité aux principes de la subsidiarité et de la proportionnalité soit vérifiée.

Ce contrôle a permis de confirmer que ces initiatives législatives proposées sont conformes aux principes évoqués. Néanmoins, certaines observations s'imposent.

Les propositions de directive COM(2015)634 et 635 ont une base commune qui est la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation.

Ces deux propositions résultent de la stratégie pour un marché unique numérique, adoptée par la Commission européenne le 6 mai 2015, qui a pour base légale l'article 114 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et leur principal objectif est d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur.

Ces initiatives législatives s'appuient sur l'expérience acquise lors des négociations sur un règlement relatif à un droit commun européen de la vente. Elles ne suivent notamment plus l'approche d'un régime optionnel et d'un corps complet de règles. Elles contiennent, au contraire, un ensemble de règles ciblées et totalement harmonisées.

Il va sans dire que la Commission de l'Économie souscrit à l'objectif du développement d'un marché intérieur unique ouvert et fonctionnant sans entraves et qu'elle est en mesure d'approuver, d'une manière générale, ces deux propositions en ce qu'elles proposent une pleine harmonisation du marché intérieur de l'Union européenne en ce domaine précis.

La scission en deux propositions s'explique, d'une part, par une considération d'ordre pratique (les spécificités du contenu numérique réclamant un régime spécial) et, d'autre part, par des considérations politiques: l'une des deux propositions, visant le contenu numérique, trouve un assentiment plus ou moins général, tandis que l'autre, traitant des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens, est bien plus controversée.

C'est toutefois avec un certain mécontentement que la Commission de l'Économie note que le champ d'application de cette dernière proposition de directive se limite à la vente à distance. Ainsi, deux régimes juridiques distincts naîtront, l'un pour la vente en ligne de biens et l'autre, existant, pour la vente physique de biens couverte par la directive 1999/44/CE susmentionnée. Notamment différents régimes de garantie en résultent.

Cette façon de procéder constitue une entorse au principe de la neutralité technologique des règles juridiques s'appliquant au commerce et donc de la non-discrimination légale entre la vente en ligne et la vente physique. De ce point de vue, le présent paquet législatif constitue un fâcheux précédent.

Il est vrai que la Commission européenne a annoncé vouloir analyser l'acquis du droit communautaire de la consommation. Cet examen inclura la directive 1999/44/CE susmentionnée qui couvre la vente physique de biens, mais n'aura lieu qu'au courant des deux années à venir, de sorte que le déphasage entre ces deux régimes juridiques risque de durer bien davantage que deux années.

Par conséquent, la Commission de l'Économie insiste à ce qu'il soit remédié au plus vite à la situation juridique intenante évoquée qui naîtra avec l'entrée en vigueur de la proposition de directive

concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens.

(s.) Franz Fayot.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Wirtschaftskommission ass lech a Form vun enger Resoloutioun verdeelt ginn, zu där et keen Débat gëtt a wou ech lech wollt froen, ob Der mat deem Avis politique d'accord sidd. Wann dat de Fall ass a keen e Problem dermat huet, géife mer dat duerch Handophiewe maachen.

Vote sur la résolution

Wien ass mat der Resoloutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Enthalungen?

D'Resoloutioun ass unanime uegollah.

4. 6955 - Proposition de loi relative à la transsexualité et modifiant le Code civil

et

6956 - Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution**Déclarations de recevabilité**

Dann huet sech d'Präsidentekonferenz an hirer Reunionum vum 3. März 2016 fir d'Recevabilité vum enger Proposition de loi a vun enger Ofännerungspropositioun vun eiser Verfassung ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6955 iwwert d'Transsexualitéit, déi den 23. Februar vun der Madamm Française Hetto-Gaasch an hirem Numm an zesumme mat der Madamm Sylvie Andrich-Duval deponéiert gouf. Et handelt sech doriwver eraus ëm déi Proposition, déi den Här Roy Reding de 24. Februar deponéiert huet an déi en neie Verfassungstext proposéiert.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un an deklaréiert d'Proposition de loi 6955 an d'Proposition de révision vun der Constitutioun 6956 als recevabel?

► Une voix. - Et ass den Här Urbany.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Ass et den Här Urbany? Jo, also...

► M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech mengen just net, dass den Här Roy Reding déi déposiert huet, mä ech hu se déposiert.

(Exclamations)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo, dat ass...

(Interruptions diverses)

Dat ass ganz richteg. Ech entschëllege mech do derfir. Ech si fir eng Kéier falsch gefiddert gewiescht.

► M. Serge Urbany (déi Lénk). - Et géif mech och wonneren, wann do datselwecht géif dra-stoen.

(Hilarité)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Voilà! Also selbstverständlech ass et fir d'Proposition de loi vum Här Urbany am Numm vun déi Lénk, wou d'Recevabilitéit erkläert ginn ass.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir déi zwou Propositionen als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Ordre du jour

Dann hu mer fir de Mëtte vun der Präsidentekonferenz en Ordre du jour virgeschloen kritt, deen Der a schréftlecher Form virleien hutt.

Ech wollt lech doriwver eraus, esou wéi dat sech an der Praxis an deene leschten Deeg erginn huet, proposéieren, fir deen Ordre du jour ze ergänze fir de Fall, wou beim Projet de loi 6927 de Rapport den Donneschdeg definitiv uegollah gëtt. Do geet et ëm eng Adaptatioun, déi noutwendeg ass beim sougenannten „Raddarsgesetz“. Also géife mer, wann de Rapport da verabschit gëtt, dee mat op den Ordre du jour huelen.

An da géif ech lech proposéieren, vu dass sech do eng Erreur matérielle ageschloen huet beim Projet de loi 6807, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physische Personnen, de Vott ze annulléieren an ze ernieren, well do en Textpassage verluergaangen ass. Mat also deenen Nuancen...

(Interruption)

Ech hunn eng Wuertmeldung zum Ordre du jour. Den Här Wiseler.

► M. Claude Wiseler (CSV). - Merci, Här President. Ech wollt a sech zum Ordre du jour zwou Remarquë maachen. Wann een den Ordre du jour vun dëser Woch kuckt, wou mer awer relativ um Spuerregime si respektiv op Moerkascht sinn, respektiv et kuckt een den Ordre du jour vun der nächster Woch, deen am Fong ofgesot ginn ass, an et vergläicht een dat mam Ordre du jour, dee mer viru 14 Deeg, dräi Wochen haten, wou gemurkst ginn ass bis owes spéit an den Owend eran, da kann ech jo awer net laanscht d'Remarque kommen, datt mer et wierklech besser géife maachen, fir et anescht ze équilibréieren an déi Wochen esou ze fëllen, datt een och an deenen Deeg seng Aarbecht uerdentlech a seriö ka maachen. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque, dat ass, datt mer selbstverständlech verstinn, wann den Text 6927 sollt op den Ordre du jour dës Woch nach bäigeholl ginn, well eben d'nächst Woch ofgesot ginn ass an deen initialement programméiert war, fir d'nächst Woch da geholl ze ginn. Domat hu mer kee Problem. Deem kënne mer zoustëmme.

Mir kënne och dem 6807 zoustëmme, datt deen op den Ordre du jour kënnt. Mä och do wëll ech d'Remarque maachen, well et awer elo fir d'Zweet ass, wou dat a kuerzer Zäit virkënt, datt mer en Text, deen hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, mussen annulléieren an nach eng Kéier nei stëmme, well Erreur-matérielles dra sinn, „erreurs matérielles significatives“, esou wéi den Text hei seet, fanne ech awer, datt déi Leit, déi responsabel si fir d'Zesumstellung vun deenen definitiven Texter, vläicht missten oppassen, well et gëtt am grouse Ganzen e Bild dobausse vun der Chamber, wat net gutt ass, wat e wéineg amateurhaft ass. An dat muss mer probéieren, an Zukunft alleguer zesumme ze évitieren.

Merci, Här President. Mir droen awer déi Modifikatioun mat.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Wiseler. Ech mengen, mir sinn allen zwee gutt placéiert, fir dat dann esou ze maachen. Merci.

► Une voix. - Très bien!

(Interruption par M. Alex Bodry)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Da géif ech d'Chamber froen, ob se mat deem amendéierten - enner Nuancen -, neien Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An da géife mer zum Hauptpunkt vun de Mëtte kommen. Mir héieren de Mëtten d'Declaratioun vum Här Ausseminister, dem Jean Asselborn, iwwert d'Aussepolitik an also och iwwert d'Europapolitik vun dëser Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

6. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, d'Aerd dréit nach ëmmer ëm d'Sonn, d'selwecht wéi am November 2014 bei menger viregter Ried zur Aussepolitik, an eis Welt ass leider nach ëmmer gradesou zerrappt wéi deemoos. Si ass haut éischer nach méi zerspléckt, méi desorientéiert, méi geféierlech ginn. Kriecher a Biergerkriecher an eiser direkter Noperschaft, Terroruschléi uerchtert d'ganz Welt sinn déi Realitéit, mat där mer haut ze liewen hunn. Biller vu Flüchtlingen, déi hiet Liewen um Mëttemier risquéieren oder déi op europäesche Grenzen enner pickegem Drot duerchkrauchen oder enner fréiem Himmel am Bulli schlofen, well kee se wëllt, loossen eis net méi lass.

Erlaabt mer awer vläicht, och direkt haut um 8. März, dem Internationale Fraendag, ze soen, dass et d'Frae sinn, déi am meeschten enner der Flüchtlingskris leiden. Ech hunn dat op Lesbos an op Lampedusa selwer gesinn. An d'Billen an de Medien, zum Beispill vun Ido-ment, illustréieren et ëmmer erëm. Et sinn d'Fraen, déi oft Affer vun Iwwergrëff an Ernidregungen an dëser Kris ginn. An dach sinn et ganz dacks d'Fraen, déi sech mat hire Kanner mat gréisstem Courage bis an eis Länner duerchschloen. Grad haut verdéngen dës Fraen eise Respekt, awer och eis Bereetschaft, si op hirem Wee ze verstoen an ze ënnerstützen.

► Une voix. - Très bien!

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Här President, d'Eurokris fir d'Éischt an elo d'Migratiounskris, verbonne mat der Onstabilitéit an der europä-

escher Noperschaft, hunn d'Europäescher Union zolidd un d'Wackele bruecht. D'Solidaritéit, d'Gemeinschaft tëschen eis Europäer, déi eis bis dohinner charakteriséiert hat, ass haut eigentlech net méi automatesch ginn.

D'Migratiounskris stellt Europa fir de Moment haart op d'Prouf. Si huet grouss Auswierkungen op de Fonctionnement vun der Europäescher Union. An där Kris hu mer als Présidence 2015 am zweete Semester probéiert, europäesch Léisungen ze sichen, well dat deen eenzege Wee ass, fir déi Problematik unzegoen. Leider gouf a gëtt haut deen Usaz net vun allen 28 gedroen! D'individuell Handels vun eenzelne Länner oder Regiounen setzt eise kollektiven Acquis op d'Spill.

Et gouf sécher schonn an der Vergaangenheet Problemer an Europa, dorunner besteet jo och keen Zweifel, mä et war ee vläicht nach ni esou zerrappt wéi haut. Mir Europäer hunn eis mat Momenter zum Beispill iwwert d'Präisser vun de Landwirtschaftleche Produkter gestriden oder mir waren eis oneens iwwert d'Verhandlung fir den europäesche Budget, mä mir waren nach ni an enger Situatioun, an där eis fundamental Wäerter a Prinzipien esou a Fro gestallt goufe wéi haut.

D'Divergenzen tëschen dem Norden an dem Süden, mä virun allem tëschen den éstlechen an de westleche Memberstate vun der Union si schwierig ze iwwerblécken. Dat läit och dorunner, dass a ville Memberstate geféierlech Tendenze vu Populismus an Nationalismus un Terrain gewannen, wärend déi traditionell Parteien, dat muss mer esou gesinn, an hir Politiker wierklech struewelen. Grondwäerter, déi eis zanter de Grënnungsjore wichteg sinn an déi eis haut méi wéi jee um Härz leien, déi Prinzipien, déi d'Reckgrat eigentlech vun der Europäescher Union duerstellen, ginn haut zum Deel contestéiert. An dobäi si Fräiheet, Demokratie, Gläichheet, Rechtsstaatlechkeet ageschriwwen an den Traitéen. Déi wichteg Prinzipie vun europäeschen Integratiounsprozess gi mat Féiss getréppelt an d'Zukunft vun Europa gëtt lichtfankeg op d'Spill gesat. Dat ass net eist Europa! Dat ass net dat Europa, wat mir wëllen a wat mir brauchen! Solidaritéit an Europa kann net just nach à la carte fonctionnéieren!

Derbäi kommen dann Diskussiounen ronderëm e méigleche Brexit. Et war ee sech eens, dass dat Méiglechst muss gemaach ginn, fir Groussbritannien an der Europäescher Union ze halen. Um Conseil européen vum 17. an 18. Februar si grouss Efforte gemaach ginn an deem Sënn. Et ass e Kompromiss fonnt ginn: kee gudden, awer och kee katastrophen. Elo ass et un der brittescher Regierung, wéi mer wëssen, fir hir Bierger ze iwwerzeegen, dass Groussbritannien eng fest an eng zukunftsorientéiert Plaz an der Europäescher Union anhuele kann. Dat wier dat Beschtt fir d'Union an dat schéngt mer och dat Beschtt ze si fir Groussbritannien.

All dës kombinéiert Krisen, zesumme mat der Gefor vun engem Brexit, sinn en explosive Cocktail fir Europa a kéinten e Schock provozéieren, vun deem d'Europäescher Union sech just schwéier géif erkréien. Wärend vill Leit an Europa mat gudden Wëllen, zu deene Lëtzebuerg och gehéiert, alles maachen, fir un europäesche Léisungen ze schaffen, fir déi Krisen ze meeschteren, gëtt et anerer, déi mengen, si kéinte Profit aus dëser Situatioun zéien, an der Europäescher Union, mä och ausserhalb vun der Europäescher Union. Dëse muss mer weisen, dass mir un Europa gleewen an de Wëllen an d'Capacitéit hunn, dës Kris ze meeschteren.

Eis Présidence vum Ministerrot vun der Europäescher Union war d'Geleeenheet, an alle Beräicher no europäesche Léisungen ze sichen. Mir hu versicht, eng kohärent Strategie fir d'Migratiounskris opzestellen, en Ensemble vu Moosnamen, deen et misst erlaben, d'Kris besser ze géréieren, am Interessi vun der Mënschlechkeet, am Interessi vun de Migranten a mat der Hëllef och vun eise Bierger.

Mir hu prioritär Aktiounen ëmgesat, fir konkret géint den Terrorismus virzegoen. Doriwver eraus hu mer ëmmer versicht, déi aner Dossieren, déi mer am Programm hate vun der Présidence, net aus den Äen ze verléieren.

Mir haten eis am Kader vun eiser Présidence als Zil gesat, de Bierger erëm an d'Mëtte vun europäesche Projet ze setzen. Mir hunn alles gemaach, fir de Leit hir Suergen an d'Gestaltung vun eiser Europapolitik anzubeziehen. Mir hunn eis fir eng „Union fir d'Bierger“ staark gemaach. Mir hunn eise Partner an der Union och nees eng Kéier gewisen, dass mir e mo-



dernt, en oppent, en zukunftsorientéiert Land sinn, dat parfaitement capabel ass, d'Geschéckler vun der Unions fir sechs Méint ze leeden.

Déi griichesche Kris war knapps eenegermoossen am Gréiff, du goufe mer mat zwou neien Eerausforderunge konfrontéiert - Dir kennt se -: Ech schwätze vun der Migratiounskris a vun den terroristeschen Attacken an Europa, a besonnenes dem Attentat vum 13. November zu Paräis.

An der Migratiounskris war eis Aktioun vun Ufank un drop konzentriert, deene Mënschen, déi an hirer Nout vun dohome hu misse flüchten, ze hëllefen. Ech soen haut, wat ech scho viru sechs Méint hei gesot hunn: D'Migratiounskris kann net geléist gi mat enger Ofshottung vun Europa a sécher och net mam Opriichte vun enger Mauer oder vun engem Zonk. Europa huet genuch pickegen Drot an Tréinegas gesinn. An d'Geschicht huet eis geléiert, dass pickegen Drot an Tréinegas nach ni Problemer geléist hunn.

► Une voix. - Très bien!

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Mir mussen - an dat hu mer an eiser Präsidence gemaach - d'Kris mat Verstand an Émsicht gérieren an am Respekt vun der Mënschlechte, esou wéi dat an der Internationaler Konventioun vu Genf vun 1951 festgehal ass. Wat viru 65 Joer mënnschlech war, dat ass haut net onmënschlech. A mir hunn d'Verflichtung, déi Wäerter ze liewen an am Alldag ëmzesetzen. Mir mussen och grad fir d'Flüchtlingen, déi virun deene schlëmmsten Zoustänn - ganz dacks - op eisem Planéit fortlafen, sécherstellen, dass si den héchsten Niveau vu Schutz a vu Mënscherechter garantéiert kréien. Dat kënnen mer nëmmen mat enger kohärenter Politik, déi op de Prinzipie vu Responsabilitéit a vu Solidaritéit berout.

Anerersäits muss Europa awer och aus der aktueller Lag eng Léier zéien a sech bewosst ginn, dass et net méiglech ass, jiddwereen opzehuelen! E verstärkte Message muss un déi Leit goen, déi net ënnert d'Genfer Konventioun fallen, ier se hiert Land verlossen. An d'EU muss mat hire Länner Accorde fannen, fir dass déi hir Landsleit nees zrëck ophuelen. Mä dat geet net duer! D'Europäesch Unions huet och d'Flicht, sech staarkzemaachen, fir dass d'Aarmut an de Länner reduzéiert gëtt, dass och deus Leit eng Perspektiv gesinn, wa se an hire Länner bliw. Kee Mënsch, mengen ech, verléisst fräiwëllig säi Land, wann en net muss.

D'Kommissioun schafft de Moment och u sougenannte „paquets incitatifs“, déi déi Länner géife bevirdelegen, déi bereet wieren, an deem Sënn mat de Memberstaaten zesummeschaffen. Dës Mesurë sollen och individuell op all Land zougeschnidde ginn. Et handelt sech heibäi ëm Bangladesch, Pakistan, afrikanesch Länner: d'Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Marokko, Nigeria an och de Senegal.

Europa muss de Leit och legal Weeër ubidden, fir heihinnerzekommen. Et muss een d'Migratioun net als Gefor gesinn, déi just muss gestoppt ginn, mä och als Chance, déi muss erkannt an organiséiert ginn, och am Intérêt vun der ekonomescher a sozialer Zukunft vun europäesche Kontinent, deen Zouwanderung brauch.

Demografesch Previsiounen ginn dovunner aus, dass Europa no 2050 u Bevëlkerung wäert verléieren. Virun allem gëtt eis Bevëlkerung vill, vill méi al. A Migratioun ass e wichteg Element fir demografesch Erneuerung an Europa. Ouni Zouwanderung géif et an deenen nächsten 30 Joer schwéier fir déi aktiv Populatioun an Europa, déi Leit matzedoen, déi nach net oder net méi schaffen. Vun enger Relatioun 4 zu 1 kéim et an 30 Joer op e Verhältnis 2 zu 1, wat berufflech Aktiver par rapport zu den Netaktiven an der Europäesch Unions ugeet.

Ënner eiser Präsidence hu mer et fäerdegbruecht, de schwierigen Dossier iwwert d'Chercheurs/étudiants virunzebréngen. Deen Accord, dee mer mam Europaparlament fonnt hunn, bitt eng Perspektiv fir ronn 250.000 Jonker aus aller Welt. Des Weideren ass zu La Valletta e Plan d'action mat eisen afrikanesche Partner ënnerschriwwen ginn, deen et och soll erméiglechen, dass d'Leit iwwer legal Weeër an Europa kënnen kommen, an awer och, dass Opportunitéite fir jonk Leit an Afrika selwer entstinn.

Geschter um EU-Türkei-Sommet zu Bréissel huet sech engersäits kloer bestätegt, dass d'Europäesch Unions d'Türkei a Saache Léisungen an der Flüchtlingsfro brauch. Anerersäits ass et awer och vill méi kloer gi geschter, dass d'Türkei och d'Europäesch Unions brauch! Et sinn

Denküstëss opgetaucht, déi sech och am Statemint erëmfinden, an deem de President Tusk opfuerdert gëtt, mat der türkescher Säit ze kucken, ob dës realistesch a machbar sinn.

Erlaabt mer, hei spontan Douthe juristescher Natur - an eise Premier huet dat gëschter och zu Bréissel gemaach -, wat d'Konventioun vu Genève vun '51 ugeet, wéi och politescher a mënnschlecher Natur auszedecken, wa Flüchtlingen - och Syrer! -, déi a Griichenland sinn, sollen an d'Türkei zrëckgefouert ginn an déiselwech Zuel Flüchtlingen als Échange aus der Türkei sollen an der Europäesch Unions opgeholl ginn. Hei ass, mengen ech, nach immens vill Klärungsbedarf.

Méi einfach ëmzesetze wäerte Visaliberaliséierung fir türkesch Bierger sinn, grad wéi d'Opstocke vu Fongen aus der Europäesch Unions fir d'Türkei. Och d'Opmaache vu weidere Kapiteln am Erweiterungsprozess, virun allem 23 a 24, wou et ëm d'Justice an d'Rechtsstaatlechkeet geet, ass ëmsetzbar, wa mir eis zu 28 eens sinn. A just elo wier d'est, mengen ech, eng Initiativ, déi kéint der Europäesch Unions an der Türkei guttdinn. Et schéngt mer jiddefalls gewot, elo scho wat gëschter diskutéiert ginn ass als Duerchbroch dohinnerzustellen.

Et ass wichteg, fir den Duerchblëck ze behalen, dass déi Moosnamen, déi geholl goufen, och séier an effikass ëmgesat ginn. Zu dese Moosname gehéieren d'Relokalisatioun, d'Reinstallatioun vun de Flüchtlingen, d'Ëmsetze vun der neier Politik vum Retour an der Readmissioun, den Accueil an den Hotspots a virun allem d'Stärke vun de Baussegrenze vun der Europäesch Unions.

Mir si frou, dass et an eiser Präsidence gelongen ass, deen Accord fir d'Relokalisierung vun 160.000 Persounen an d'Reinstallatioun vun 22.504 Persounen ze fannen. Deen Accord muss allerdéngs ëmgesat ginn! Eng finanziell Hëllef vu 455,7 Milliounen Euro gouf am Oktober vum Conseil adoptéiert, fir der Flüchtlingskris kënnen Meeschter ze ginn. Déi zweet Phas vun der EUNAVFOR-MÉD-SOPHIA-Missioun gouf lancéiert, fir aktiv géint Mënscheschmugler am Mëttelmier virzegoen. Konklusiounen konnten adoptéiert gi fir eng nei Retour- a Readmissiounspolitik ebenfals.

All dës Moosnamen sinn onni Ausnam an onverzichtbare Bestanddeele vun der Reform vun der Europäesch Migratiounspolitik. Mä dat geet net duer! Et ass och wichteg, dass déi Propositionen, déi d'Kommissioun de 15. Dezember 2015 an hirer Kommunikatioun iwwert d'effikass Gestioun vun de Baussegrenze gemaach huet, séier duerch den europäeschen Entscheedungsprozess kommen an dass d'Unions domadder besser opgestallt ass, fir de Flüchtlingsstrom, deen an den nächste Méint nach wäert zouhuelen, besser ze bewältigen.

An deem Kontext ass virun allem d'Proposition iwwer e Corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes - Frontex plus, wéi ee seet - wichteg. Hei géllt et, esou séier wéi méiglech en Accord mam Europaparlament ze fannen, fir dass eng nei Form vu Kooperatioun um Terrain Realitéit gëtt. Zwëschenzäitlech kann et net d'Léisung sinn, fir individuell Decisiounen ze huelen, andeems se stur op d'Uwendung vun der nationaler Souveränitéit besteet. Dat bréngt kee vun eis all och nëmmen ee Millimeter weider! Mir brauchen eng kollektiv Responsabilitéit mat kollektiven Antworten an deem Fall, wou ee Land et net packt, fir seng Grenzen ze bewachen an ze schützen. En Upgrade vu Frontex ass e wichtige Schrëtt no vir, fir der aktueller Situatioun Meeschter ze ginn.

Et geet ëm d'Zukunft an ëm d'Integritéit vum Schengen-Raum. Schengen fonctionnéiert nëmmen dann, wann all déi gemeinsam Regelen agehale ginn. Ech ka verstoën, dass eng Rei vu Memberstaaten ërem Grenzkontrollen zäitweileng aféieren, mä et ass kloer, dass dat nëmme ka geschéien am Kader vun den Accorden a mat dem Verständnis, dass déi Kontrollen zäitlech an och raimlech begrenztt sinn. Et ass inakzeptabel, dass mir Grondprinzipie wéi d'frei Zirkulatioun opgin an domat och nach de Functionnement vum Bannemaart a Fro stellen!

Wa Schengen ausenanerbrécht, da steiert d'Unions nees direkt op eng nei grouss ekonomesch Kris zou. Eng rezent Studie huet ausgerechent, dass, wann d'Grenzkontrollen nees à long terme agefouert ginn, et zu engem Schued vu 470 Milliarden Euro kéim. Enger méi pessimistescher Approche no kéint déi Zomm awer och bei 1.400 Milliarden Euro leien!

Duerfir nach eng Kéier: Et ass héich Zäit, dass an Europa all déi Decisiounen, déi mir um Niveau vum Ministerrat geholl hunn, och an d'Wirklechteit ëmgesat ginn. Et geet net duer, dass zu Bréissel eppes decidéiert gëtt an dass verschidde Memberstaaten da maachen, wéi wann näischt geschitt wier. Jiddwereen huet seng Verpflichtungen ze respektieren an et

ass einfach inakzeptabel, dass et Länner gëtt, déi sech hirer Verantwortung wellen entzéien!

Va verschidde Visegrád-Länner mengen, si kéinten d'Migratiounskris eleng léisen, da si se um falsche Wee! A wa Léisunge gedriwwen gi vun Demagogie a Populismus, dann ass dat eng Approche, déi riicht an eng Sakgaass geet, an dat um Bockel vu Leit, déi viru Krich a Gruelechkeete fortlafen.

Et geet hei ëm Solidaritéit tëschent de Memberstaaten, an dat ass eng politesch an net just eng juristesche Affär. Solidaritéit ass kee Sens unique, vun där ee profitéiert, wann dat ee grad arrangéiert, a bei där een de Kapp an de Sand stécht, wann ee keng Responsabilitéit wëllt droen! Solidaritéit gebitt eis haut, Griichenland ze hëllefen, déi onméiglech Situation op senger Grenz mat der Fréierer Jugoslawescher Republik Mazedonien zu Idomeni an de Gréiff ze kréien. Ech begreissen an deem Kontext, dass d'Kommissioun Griichenland an aner EU-Länner, déi massiv Flüchtlingen empfanke, mat engem neie Paquet vu 700 Milliounen iwwer dräi Joer ënnestëtze wëllt.

Fir eis Decisiounen kënnen ëmzesetzen, mussen mer all zesummeschaffen, an dat op verschidde Niveauen. Mir mussen duerch koordinéiert Mesurë mat eisen Drëttstatepartner kucken, dass keng alternativ Migratiounsrouten opgin! An déi Gefor ass do, wéi zum Beispill a Richtung Italien! Eis Aktiounen mussen dat international Völker- an och EU-Recht respektieren, andeems se sech op de Prinzip vun der Netausgrenzung baséieren.

Déi Länner, déi schlussendlech d'Balkanroute zouemaach hunn, sollen elo ëmsou méi Griichenland hëllefen, an dat och, andeems se humanitär Hëllef zur Verfügung stellen. Des Weidere mussen mer awer och mat de Balkanländer kucken, dass keng Problemer um Niveau vun der öffentlecher Uerdnung a Sécherheet opkommen. Ech soen dat emol ganz diplomatesch. All dës Elementer wäerten e gewëssent Investissement erfordere, dat am finanzielle wéi och am personelle Beräich. A Lëtzebuerg muss och do säin Deel bäidroen!

Mir sinn zu Lëtzebuerg, Här President, eis Engagementer amgaangen ëmzesetzen. E puer Zuelen, fir dat ze illustrieren: Fir de Moment logéiert den OLAI ronn 3.000 Leit a senger Struktur. Uganks 2015 waren et der nach nëmmen 1.500. Den OLAI huet elo eng Capacité d'accueil vu 4.000 Better, dat ass dat Duebelle wéi virun der Kris. D'lescht Joer hunn 2.447 Leit zu Lëtzebuerg Asyl gefrot, dovunner ware 669 Syrer a 539 Iraker. Bis Enn Februar hunn 89 Syrer an 99 Iraker hei am Land d'est Joer Asyldemandé gemaach.

Mir hunn eis engagéiert duerch den EU-Relokalisierungsmechanismus, 751 total opzehuelen an den nächsten zwee Joer, déi elo a Griichenland respektiv Italien sinn. Déi éischt 30 Leit sinn, wéi Der wësst, am November d'lescht Joer aus Griichenland komm. Solt de System fonctionnéieren, an ech hoffen dat, si mer vun elo u prett, all Mount eng 30 Flüchtlingen an deem Kader hei zu Lëtzebuerg opzehuelen. Dernieft droe mer eisen Deel bäi zum Reinstallatiounszil vun der Europäesch Unions. D'lescht Joer hu mer 46 syresch Flüchtlingen aus der Türkei hei reinstalledéiert an d'est Joer sollen et der ronn 50 sinn.

Lëtzebuerg dréit och en Deel zur Verstärkung um Terrain vun der Agence Frontex an EASO bäi. Fir de Moment sinn dräi Polizisten a Frontex-Missiounen integréiert, een op Sizilien an zwee op Lesbos. D'Immigrationsdirektioun stellt d'nächst Joer sechs Leit zur Verfügung fir d'EASO, déi europäesch Agence fir Asyl, een dovunner ass schon an Italien. Am Regierungsrot de leschte Freideg hu mer decidéiert, fénnef zousätzlech Leit ze rekrutéieren, déi der Frontex kënnen zur Verfügung gestallt ginn, an aus der Police dierften och véier Leit Frontex zousätzlech zur Verfügung gestallt ginn.

D'Präsidence huet, Här President, sech och aktiv am Kampf géint den Terrorismus engagéiert. Vill Länner hunn zanter der leschter ausepolitichescher Deklaratioun hei en héije Präis wéinst dem Terrorismus bezuelt: Kopenhagen, Karachi, Sousse, Tunis, d'Universitéit vu Garissa a Kenia, Istanbul, Ankara, de russeschen Airbus iwwert dem Sinai, d'Attacke op Hotellen zu Bamako an Ouagadougou, d'Selbstmordattentäter vu Boko Haram, Damaskus, Homs, Jerusalem, Jakarta, Mogadischu an nach aner Plazen. Déi terroristesche Menace ass eng weltwäit an dowéinst géllt, dass all Land seng Roll bei der Bekämpfung muss spillen.

D'Terroriste wellen eis splécken, eis Gesellschaft zerstiieren a fanatiséieren, Europa an d'islamemesch Welt openanerhetzen. Dat dierfe mer net zouloossen! Déi Barbare schrecke viru kengem Verbrieche zréck, och net virum Verbrieche géint d'Geschicht, wéi mer dat zu Palmyra oder zu Timbuktu bei deem grousser Patrimoine vun der Geschicht an der Mënschheet gesinn hunn. Déi rezent Attacken zu Paräis hu gewi-

sen, dass de Kampf géint Daesh op verschidde Fronte muss stattfannen: jo, op militärescher, mä virun allem op politescher an natierlech och op ideologescher Front.

D'Kontroll vun de Baussegrenzen, den Informatiounsaustausch, d'Konsultatioun an d'Alimentatioun vun den existéierenden Databanken waren d'Haauptpunkten, déi an eiser Präsidence verstärkt sollte ginn, genee wéi d'Capacités am Kampf géint d'Radikalisierung an eng besser Kooperatioun mat Drëttlänner.

No Paräis konnte mir en Accord iwwert d'Afféierung vun engem europäesche System fir d'Erfaasse vu Passagierdonnéeën, de sougenannte PNR, duerchsetzen. Et ass eis och gelungen, den Datschutz an der Europäesch Unions ze verbesseren. Et war eis wichteg, de Package parallel zum PNR ze halen an domat e Gläichgewicht ze schafen tëschent den noutwendigen Moosnamen am Beräich vum Kampf géint den Terrorismus an dem Schutz vun der Privatsphäre vun de Bierger.

Mir mussen oppassen, dass mer eis bei der Bekämpfung vum Terrorismus net op eng Schinn beginn, wou mer d'Fräiheeten am Numm vun der Sécherheet opgin. Mënscherechtsverletzungen am Numm vu kuerzfristegem Sécherheitsdenke sinn inakzeptabel: Mëttelfristeg menacéiert d'Beschneidung vun der Fräiheit, de Stat ze destabiliséieren an zu engem Klima vun ëmmer méi Onsécherheet ze féieren. Mir däerfen net eis fundamental Wäerter, eis Fräiheeten afferen am Numm vu méi Sécherheet, well mer mat deem Geschéck à terme weder Fräiheit nach Sécherheit wäerten hunn.

Ech si frou, dass et eis gelungen ass, e politeschen Accord iwwert den Europol-Reglement ze fannen. Am Kader vun der Emsetzung vun der europäescher Strategie vun der bannescher Sécherheit fir d'Joren 2015 bis 2020 hu mer e Programm zesummegeesat, deen eng Grondlag fir déi weider Aarbechte bitt. Ee weidert Resultat vun eiser Präsidence ass d'Reform vun der europäescher Gerichtshaff. D'Gericht kann domadder méi séier a méi effikass schaffen. An och dat ass am Interessi vun eise Bierger.

Lëtzebuerg huet deen éischt politeschen Dialog organiséiert mat alle Memberstaaten iwwert d'Rechtsstaatlechkeet - en Exercice, deen déi nächst Präsidence wäert weiderféieren, an dat an engem Kontext, dee sech no de Wahlen a Polen dramatesch geännert huet. D'Pressefräiheit an eng onofhängeg Justiz sinn onverzichtbar Elementer vun all Rechtsstat a mir kënnen net akzeptéieren, dass si an der Europäesch Unions net garantéiert sinn. Duerfir wäerte mir eis och an Zukunft asetze fir d'Grondfräiheeten an d'Mënscherechter, net nëmmen ausserhalb vun der Europäesch Unions, mä ganz besonnesch am Kader vun der Europäesch Unions. Mir ënnerstëtzen d'EU-Kommissioun an der Emsetzung vun deem neie Mechanismus fir d'Rechtsstaatlechkeet a begrësse ganz besonnesch d'Roll vun der Commission de Venise vum Europarot, op där hir Analys d'EU zréckgräift.

Am polnesche Kontext ass d'Commission de Venise amgaangen, hiren Avis iwwert d'Reform vum Verfassungsgericht ze finaliséieren. Éischten Informatiounen no recommandéiert d'Commission de Venise de polneschen Autoritéiten, déi meescht Elementer vun der Reform vum Verfassungsgericht réckgängeg ze maachen, well se net kompatibel si mat der Demokratie, de Mënscherechter an och dem Rechtsstat.

Am ekonomesche Beräich erlaben ech mer, hei just e puer grouss Dossiere kuerz unzuschneiden. Et war eng vun eise Prioritéiten, Investissements fir Wuesstum an Aarbecht ze ënnerstëtzen. Mir hunn dru geschafft, favorable Konditiounen ze schafen, fir Investissements an alle Regione vun der Europäesch Unions ze mobiliséieren. Mir hu wichteg Decisiounen geholl a Richtung vun enger Unions vun de Kapitalmäert. Mir hunn d'Sécherheit vun de Finanzmäert gestärkt an d'Kompetitivitéit vun europäesche Stollsecteur. Am Beräich Fuerschung an Innovatioun hu mer d'Entwécklung vun europäesche Fuerschungsprogrammen virubruucht.

Eng aner wichteg Prioritéit an eiser Präsidence war et, déi sozial Dimensioun vun der Europäesch Unions ze stäerken, mat enger Referenz op den Triple-A social. Eng Unions fir d'Bierger onni eng gutt entwéckelt a gerecht sozial Dimensioun ass net virstellbar. Et geet net duer, dass mir den europäeschen Integrationsprozess just am wirtschaftlechen an am finanziellen Beräich virundriewen. Déi sozial Bedürfnisse vun deenen Aermsten an Europa dierfen net mat Féiss getréppelt ginn, wa strukturell Reformen onni e Kär vu Mënschlechteit duerchgezu ginn.

Als Präsidence hu mir virun allem am EPSCO-Rot eng ganz Rei vun Échangen iwwert déi sozial Dimensioun organiséiert. Si waren d'Haapt-

thema vum Sommet social tripartite am Oktober 2015. Virun allem am Beräich vun der Wirtschaftsa- a Währungsunion hu mir eis derfir agesat, déi sozial Dimension ze stärken. Doriwwer eraus goufen eng Rei vun neien Direktiven am Aarbechtsberäich adoptéiert. D'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht waren e wichtegt Thema souwéi d'Integratioun vu Laangzäitarbeitslosen.

Eng aner Prioritéit vun eiser Présidence war d'Stärke vum Bannemaart. Den digitale Bannemaart konnt weiderentwéckelt ginn, zum Beispill duerch déi definitiv Ofschafung vun de Roaminggebühren am EU-Raum bis Métt 2017. Mir hunn domadder bewisen, dass et méiglech ass, d'Interesse vun eise Bierger iwwert de Profit vun e puer grousser Konzernener ze stellen.

Ech kéint lech elo nach schwätze vum Dossier vun der Propriété intellectuelle, vun der Energieunion, vum véierten Eisbunnspaket, vun den Décisiounen am Finanz- a Fiskalberäich, déi fir méi Transparenz am Steuerberäich suergen, mä ech géif mech gären e weineg am Detail op d'Handelspolitik konzentréieren.

Den internationalen Handel ass en integralen Deel vun eiser Aussen- a Wirtschaftspolitik ginn, besonnesch wann et dröms geet, eis europäesch Wäerter a Standarden no baussen ze droen. Dat géllt fir eis Sozial- an Aarbechts-rechter, eis Konsumenterechter, eis Ëmweltstandarden, mä et heescht och, dass mir als Europäesch Union wellen un den Normen beispillsweis vun neien Technologie matschaffen.

Lëtzebuerg huet sech mat Nodrock fir eng kohärent, inklusiv a responsabel EU-Handelspolitik agesat. Kohärent, well Wuesstum a wirtschaftlech Entwécklung, Schutz vu soziale Rechter a vun der Ëmwelt zesummegehéieren; inklusiv, well vun dëser Politik jiddwree soll profitéieren, d'Betriber wéi d'Aarbechter, déi och gläichzäitig jo Konsumente sinn. Inklusiv awer och, well eng global Wirtschaft, déi hire lokale Réckhalt verléiert, keng laang Iwwerlebensdauer huet. Responsabel, well d'EU sech fir en oppenen, e fräien, e fairen Handel asetzt, dee virun allem déi ärmste Länner op dëser Welt endlech méi integréiert. Dës Grundprinzipie fanne sech och an de Konklusiounen vum Conseil, déi Enn November iwwert déi nei europäesch Strategie fir Handels- an Investitiounspolitik „Trade for all“ adoptéiert goufen.

Ech bestinn dorobber, well dës Konklusiounen d'Handelspolitik vun den nächste fënnf Joer ganz kloer wäerte beaflossen. Et war ënner eiser Présidence, dass mir eng ganz Rei kriddelech Sujeten, déi och schonns an dësem Haus dacks ugeschwat goufen, an deem Kontext op Pabeier bruecht hunn. Mir hunn och net gefaart, eng kloer Sprooch zu Theme wéi den öffentliche Déningschleeschtungen, dem Datenschutz oder der Transparenz vun eise Verhandlungen ze schwätzen.

Et muss een awer och, aus europäescher Siicht, zouginn, dass mir als Europa eleng d'Regele vum Handel am 21. Jorhonnert net kënnen festleeën. Fir do kënnen e Wuert matzschwätzen, brauche mir e staarke Partner, een, dee bei allen Divergenzen, déi et selbsterständlech gétt, awer déiselwech Iwwerzeegungen dozou deelt wéi mir selwer. Et geet eis als Europäesch Union selbsterständlech net dorëms, iergendeen auszegrenzen, mä mir wëlle matbestimmen, wéi dës Regeln ausgesinn, an net anerer iwwer eis bestëmmen loosse.

An dat bréngt mech zu de Verhandlungen zum Partnerschaftsofkomme mat den USA, dem berüümten TTIP. Wann een den Diskussiounen ëm den TTIP nolauschtert, da stellt ee fest, dass dës Diskussiounen manner ëm de Pro a Kontra vun offene Marchéen dréien, déi fir eist Land ausser Fro stinn, mä dass et virun allem dorëms geet, wéi een Afloss d'Staten an eng globaliséierter a vernetzter Welt iwwerhaapt nach behalen, fir öffentliche Services am Interesse vun der Allgemengheet ze organiséieren. Dat sinn déi Froen, déi d'Leit beschäftegen. An duerfir ass och d'Fro vun der Transparenz vun dese Verhandlungen esou wichtig.

Während eiser Présidence hu mir virun allem versicht, d'Négociatiounen zu engem vun deene méi sensibelen Theme beim TTIP weiderbréngen: der Reform vun Investitiounsschutz am Sënn vun engem dauerhaften Investitiounsgesetz, mat qualifizéierter Riichter, déi engem strikte Verhalenskodex ënnerleien, mat Verhandlungen, déi öffentlech ofgehele ginn a wou jiddwreeen Abléck an d'Verhandlungsennerlage kritt a wou ee schlisslech och an Appel, also an eng zweet Instanz ka goen.

Dat ass eng Revolutioun, well se de sougenannten ISDS-Mechanismus ofschafft, deen awer nach weiderhin, an ech soen dat hei, an eng Abberzuel vu bilateralen europäeschen Investitiounsschutzverträgen erméizefannen ass. Och dowéinst ass et esou wichtig, dass deen neie System sech zu engem globale Standard a Saachen Investitiounsschutz durchsetze kann. Dësen neie System konnt dann och schonns an

den Handelsaccord mat Vietnam opgeholl ginn an och an de CETA mat Kanada; andeems schonns enzelelementer vun dëser Reform virgegraff gouf, konnten elo déi reforméiert Regeln zum Investitiounsschutz integral erageholl ginn.

Et sinn ëmmer méi vun eise Partner iwwerzeegt, dass dëst dee richtige Wee ass, fir kloer an transparent Investitiounsschutzregeln opzestellen, well deen ale System, den ISDS, seng Legitimitéit verluer huet. An ech erënneren drun, dass d'Lëtzebuurger Regierung ganz fréi e Bréif un d'Kommissioun geschéckt huet, fir dat och ze soen.

Ech wëll an deem Kontext och nach kuerz dat Thema uschwätzen, vun deem ech weess, dass et lech wichtig ass, Här President a Léif Leit hei an der Chamber, näamlech den Zougang zu den Dokumenter vum TTIP. Mir hu viru Kuerzem, äänlech wéi eng Majoritéit vu Memberstater, e Liessall fir vertraulich TTIP-Dokumenter am Aussemistère ageriicht. Ech wëll awer hei eppes prezisieren: Vertraulich sinn an dësem Zesummenhang just déi amerikanesch Virschléi - just déi amerikanesch Virschléi! - op eis europäesch Textproposen. Vun den europäesche Propose ka jiddwree sech e Bild maachen, well déi stinn alleguer op der Websäit vun der Kommissioun. Dat heiten ass eng wichteg Etapp, mengen ech, fir d'Transparenz a fir eng Debatt iwwert de Fong op Basis vun de Fakta kënnen ze féieren.

Loosst mech och e Wuert zu den Handelsrelationen mat China soen. D'Verhandlungen iwwer en Investitiounsofkomme téschent der Europäescher Union a China hu sech konstant weiderentwéckelt. Dësen Accord ass eng Prioritéit am Kader vun der Ausweitung vun eise Relationen mat China, déi natierlech op Géigesäitgeekete musse berouen.

Lëtzebuerg engagiert sech weiderhi fir multilateral Léisungen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun. Ënner eiser Présidence huet d'Europäesch Union d'Wichtigkeet vun engem staarken a kohärenten multilateralen Kader fir Verhandlungen betount, deen och deene Länner méi Engagement zoumuet, déi un gudden Entwécklungswee sinn, wéi deenen, déi eréischt un Ufank vun hirer Entwécklung stinn. Et ass och an dëser Perspektiv, dass ech d'Instrument am der Présidence vum Baitritt vun der Europäescher Union zum Ofkomme iwwert d'Handelsliberalisatiounen - Trade Facilitation Agreement - am Oktober 2015 zu Istanbul en marge vum G20 déposéiert hunn.

Am Dezember 2015 konnt sech d'Memberstate vun der Welthandelsorganisatioun zu Nairobi bei der zéngter ministerieller Konferenz vun der WTO op e wichtegen Accord eenegen iwwert d'Froe vun der Exportkonkurrenz an der Landwirtschaft an eng privilegéierter Behandlung, dat heescht, engem verbesserten Zougang op eis Marché vum deenen am mannschen entwéckelte Länner.

Eng aner grouss Prioritéit vun eiser Présidence war den Asaz fir eng gréng Wirtschaft mat manner Emissiounen. Mir hunn intensiv un de Preparatiounen vun der COP21 zu Paräis matgeschafft souwéi un de Preparatiounen fir den UNO-Sommet, op deem d'Agenda 2030 fir nachhalteg Entwécklung ugeholl gouf. Den Erfolleg vun der COP21 ass och den Erfolleg vun eiser Présidence, déi vill dozou bäigedroen huet, fir d'Positioun vun deenen 28 duerchzebréngen!

Den Accord vu Paräis ass e staarken Accord, well en déi éischte Kéier all Länner verflicht, hir obligatoresch Engagementer fir d'Emissiounsreduktiounen all fënnf Joer ze erneieren a wa méiglech ze renforcer. An des Weidere géllt dat fir entwéckelt Länner wéi Entwécklungslänner, also och fir déi grouss Pays émergents wéi China a wéi Indien. Am Kader vum Kampf géint de Klimawandel huet d'Présidence sech fir eng Reform vum System fir den Handel mat Emissiounszertifikater agesat. Mir hu bei der Revisioun vun der europäescher Strategie fir d'Biodiversitéit a bei der Ëmsetzung vun engem nohalteger Politik am Beräich vun der Fëscherei a Landwirtschaft eng Hand mat ugepaakt.

Här President, erlaabt mer e puer Wuert iwwert d'Baitrittspolitik vun der Union. Et sinn zurzäit fënnf Baitrittscandidaten: d'Türkei, Serbien, Montenegro, déi Fréier Jugoslawesch Republik vu Mazedonien an och Albanien. D'Baitrittungsverhandlungen ginn am Moment just mat dräi vun deene Länner gefouert, an zwar mat Serbien, Montenegro an der Türkei. D'Konditiounen, fir d'Verhandlungen mat deenen aneren zwee Kandidaten unzefänken, si bis ewell nach net erfällt. Kosovo a Bosnien falen zurzäit nach an d'Kategorie vun den „potenzielle Kandidaten“.

2003 huet d'Europäesch Union, wéi der wësst, sech zu Thessaloniki dozou engagiert, dass d'Zukunft vum Balkan an der Europäescher Union läit. Trotz der aktueller Kris, déi Europa duerschmecht, trotz de schwéiere Fuerderungen, déi de Prozess mat sech bréngt,

bleift den Interesse vun eisen Nopereen un der Erweiderungspolitik erhalen. An et bleift dat effikas Instrument, mat d'Europäescher Union huet, fir déi gräifend an dauerhaft Verännerungen an deene Länner ze bewierken. Déi bosnesch Décisioun, hir Kandidatur de 15. Februar dëst Joer ze stellen, déi grouss Fortschréter am Normalisatiounsprozess téschent Belgrad a Prishtina de leschte Summer an den Engagementer vun deenen aneren Balkanlänner, fir der EU hire Kritäre gerecht ze ginn, sinn e kloer Beweis derfir.

Ech sinn duerfir ëmsou méi frou, dass eis Présidence de leschten Dezember fir d'Éischt zanter laange Jore konnt nei Verhandlungskapitele mat dräi Kandidatolänner opmaachen. Dat war eemol mat der Türkei, mat där zanter 2013 d'Verhandlungen net fortgeschratt waren. Erlaabt mer heizou ze ënnersträichen, dass eng Demokratie, déi sech esecht hëlt, net mat der Dampfwee iwwert d'Presserfreiheit fieren dierf!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dës Fräiheit ass den Eckstee vun enger fräier Gesellschaft. Ouni Presserfreiheit ass e Land net fräi a säi Vollek ass och net fräi. Et ass dësem groussen a wichtige Land ze wënschen, dass d'Generosität, mat där 2,5 Millioune syresch Flüchtlingen zanter 2011 opgeholl gi sinn, sech och a Saache Rechtsstaatlechkeet ermëfent. D'EU ass bereet, bei dësen zwee Aspekter ze hëllefen.

Mir hunn dann och nei Verhandlungskapitele mat Montenegro kënnen opmaachen, mat deem d'Zuel vun den offene Kapitele méttlerweil bei 22 - vu 35 - läit, a mat Serbien, mat deem mer déi alleréischte Kapitele opmaache konnten, nodeems Belgrad a Prishtina sech am August 2015 op wichteg Accorden an hirer Normalisatioun eenege konnten - wat fir kee vun deenen zwee eng einfach Décisioun war a grouss politesche Courage erfuerdert huet. Dës Accorden hunn der Europäescher Union et och erméiglecht, am Oktober d'Stabilisatiounsofkomme mat Kosovo ze ënnerschreien.

Fir dass d'Kandidate besser verstinn, wéi d'Europäesch Union intern hir Décisiounen hëlt, hat d'Lëtzebuurger Présidence decidéiert, se op acht informell Reunionen op héijem Niveau ze invitieren. Dat ass duebel esou vill wéi ënner de viregte Présidence.

Eis Bezéiunge mat Asien stounge während der Présidence och ganz héich op der Prioritéitëlëscht. Mir hunn am November déi zwielf Sëtzung vun den Ausseministere an Asia-Europe Meeting, kuerz ASEM, organiséiert. Et war déi gréisst Manifestatioun vun eiser Présidence: Eng 53 Ministeren an eng 500 Delegéiert koumen um Kirchbiereg zesummen, fir iwwert d'Relationen téschent Europa an Asien ze schwätzen, notament de Klimawissel, d'Konnektivitéit téschent deenen zwee Kontinenter. D'Situatiounen an Nordkorea an an Afghanistan goufen ugeschwat.

Ënnert dem Stréich mengen ech, dass mer eemol méi eng zolidd, eng korrekt Présidence gemaach hunn. Et war keng einfach Présidence, wéi mer all wëssen, mä mir hunn eis Versprieden, déi mer an eisem Programm festgeluecht hunn, gehalen. Eis Présidence war do fir de Bierger a mir hunn alles gemaach, fir de Bierger aus der Europäescher Union ze beweisen, dass d'Union fir si do ass an dass d'Union sech ëm hir Suergen an Uleisse këmmer.

Ech profitieren, wann ech dat daerf, Här President, vun der Geleeënheet, fir jiddwerengem, a speziell deene bal 200 jonke Chargés de mission - 200 hate mer der! - e grouss Merci ze soe fir den Asaz an d'Leeschtung am Kader vun eiser Présidence. Mir waren e gutt Team zu Brüssel, zu Lëtzebuerg an op villen aneren Plazen an Europa an doriwwer eraus a mir hu gutt op allen Niveauen zesummege schafft. An ech wëll och, Här President, lech an der Chamber Merci soe fir déi Aarbecht, déi Der an der Présidence geleescht hutt, an déi Ënnerstützung, déi mer als Regierung ëmmer kritt hunn.

Genausou wéi 2014 war och d'Joer 2015 mat vun der Kris an der Ukrain gezechent. Erënnere mer drun, dass Russland no der Maidan-Revolutioun d'Krim am Joer 2014 besat an illegal annexéiert huet an duerno den Oste vun der Ukrain a Brand geroden ass. Méi wéi 9.000 Leit sinn zanter Abréll 2014 bei Kämpf am Oste vun der Ukrain ëm d'Liewe komm, dorënner 298 Leit u Bord vun der MH17, déi de 17. Juli 2014 erofgeschoss ginn ass.

Nodeems et am Wanter 2014 eng schlëmm Eskalatioun vun der Gewalt gouf, huet den Accord iwwert d'Ëmsetze vun dem Ofkomme vu Minsk vum 12. Februar 2015 erëm Hoffnung ginn, eng dauerhaft politesch Léisung fir de Konflikt ze fannen. Dëse Paquet gesäit net nëmme e Waffestellstand an e Réckzuch vun der Waffe vir, en ligne mam Minsk-Memorandum

vum September 2014, mä och e politesche Prozess vun enger Dezentraliséierung a vu lokale Wahlen, um Enn vun deem d'Ukrain erëm soll hir Souveränitéit iwwert déi ëstlech Grenzen zréckkriegen.

No laange Verhandlungen souwuel am Normandie-Format, wou Däitschland a Frankräich téschent Russland an der Ukrain vermëtteln, wéi och an der trilateraler Kontaktgrupp, wou d'OSZE téschent der Ukrain engersäits a Russland an de Separatisten anersäits vermëttelt, gétt de Waffestellstand méttlerweil plus ou moins - ech soen „plus ou moins“ - respektéiert. Bei dem Réckzuch vun der schwéiere Waffe müssen nach vill weider Fortschréter gemaach ginn.

D'Konfliktpartei mussen och mat der Ënnerstützung (veuillez lire: Ëmsetzung) vun der politescher Dimension vu Minsk weiderfueren. Eng Verfassungsreform, déi eng Dezentraliséierung virgesäit, ass am leschten August an éischer Lektür duerch d'ukrainesch Parlament gaangen. Et ass elo wichtig, dass déi Reform esou séier wéi méiglech an enger zweeter Lektür duergheet. Parallell dozou ginn d'Verhandlungen an der trilateraler Kontaktgrupp weider, fir sech op d'Modalitéit vun de lokale Wahlen an de Gebidder vun de Separatisten ze verstännegen. Dës mussen och weidergedriwwen ginn, fir dass d'ukrainesch Regierung legitim Usprechpartner am Osten huet, déi vu jiddwerengem akzeptéiert ginn.

D'Kris an der Ukrain kann nëmme duerch den Dialog geléist ginn. Déi intern politesch Kris, an där d'Ukrain fir de Moment stécht, hëllef den Ëmsetzung vu Minsk net. An duerfir sinn de franséschen an den däitschen Ausseminister kierzlech op Kiev gereest, fir déi politesch Responsabel opzufuerderen, hir Differenzen ze iwwerwannen a weider un den néidege Reformen ze schaffen.

Am Kontext vun der Ukrain-Kris huet d'OSZE, wéi der wësst, eng speziell Monitoringmissioun op d'Bees gestallt, fir derfir ze suergen, dass d'Faiten, déi sech um Terrain zoudroen, kënnen festgehalten a retracéiert ginn. Dës Missioun dréit et derzou bäi, dass den Dialog téschent den Akteuren um Terrain ka stattfannen an domat d'Situatioun sech stabiliséiert. Mir schaffen aktiv drun, fir kënnen ee Lëtzebuurger Observateur an déi Missioun op den Terrain ze schécken.

No der Annexioun vun der Krim an opgrond vun der Destabiliséierung vum Oste vun der Ukrain hat d'Europäesch Union eigentlech keng Alternativen, wéi geziilt Sanktiounen géint d'Separatisten a géint Russland ze huelen. D'EU-Sanktiounen géint Russland sinn a bleiwe Méttel zum Zweck. Et ass kee Selbstzweck! Lëtzebuerg ass fest dovun iwwerzeegt, dass d'Sanktiounen nëmme en Instrument sinn, fir de Konflikt ze entschärfen. Si sinn enk verbonne mat der integraler Applikatioun vun de Minsker Ofkomme a kënnen opgehuewe ginn, soubal d'Konditiounen duerfir erfëllt sinn.

Déi sektoriell Sanktiounen si fir de Moment verlängert bis den 31. Juli 2016. Da muss de Conseil vun der Europäescher Union d'Situatioun nees kucken. An deem Kontext ass e konstruktiven Engagement vun alle Parteien néideg, fir d'Mise en œuvre vun de Minsker Ofkomme ze erreechen. Déi voll Ëmsetzung vun de Minsker Accorden ass extrem wichtig, net nëmme, fir den Oste vun der Ukrain ze stabiliséieren, mä och fir ons Relationen mat Russland erëm ze normaliséieren.

Mir mussen weider den Dialog mat Russland sichen, well op laang Dauer ass sech net virstellen, wéi mir mat Russland e Kontinent kënnen deelen, ouni matenaner ze schwätzen, ouni zesummen un der Gestaltung vun dem gemeinsamen Espace ze schaffen. Zréck an den ale Krich (veuillez lire: Kale Krich) goen, ass weder an eisem nach a Russland sengem Interesse. An deenen Domänen, déi vun de Sanktiounen net betraff sinn, a virun allem an der Terrorismuspreventioun a -bekämpfung kann a soll d'Kooperatioun mat Russland verbessert ginn.

Mir sinn och eis bewosst, dass eng Léisung a Syrien net méiglech ass ouni Russland. An duerfir ass et wichtig, dass mir mat Moskau weiderhin am Dialog bleiwen. Fir den Dialog mat Russland oprechtzerhalten, war ech zanter dem Ufank vun der Kris zweemol zu Moskau bei mengem russeschen Homolog. Eise Premier war am Oktober beim President Putin a beim Premier Medwedjew. An am Februar war de Vizepremier Etienne Schneider zu Moskau am Kader vun der Commission mixte UEFL-Russland.

Wat den Iran betrëfft, Här President, hu mir vun Ufank un un de Prozess vun den E3+3-



State gegleef an en och ennerstëtzt, deen eng zweespureg Approche verfollegt huet: also Drock op de Regimm duerch Sanktiounen engersäits, d'Offer, iwwer politesch an ekonomesch Bezéiungen ze verhandelen, anerersäits, wann den Iran mat der Internationaler Atomenergieagence - AIEA - kooperéiert.

D'EU hat zu diesem Zweck eng Rei vu komplexe Sanktiounen geholl. Mir hunn de Regimm an d'Membere vum Regimm viséiert, an den Opbau vum engem militäreschen Nuklearprogramm sollt verhënnert ginn. Dës Sanktiounen hunn dem Regimm ganz, ganz staark zougesat. Si hunn zu engem Émdeken zu Teheran bägedroen an zu engem konkreten Engagement, fir d'Relatiounen tëschent dem Iran an dem Westen ze normaliséieren.

Den Accord iwwert de gemeinsame globalen Aktionsplang am Juli 2015, no zwielef - zwielef! - Joer haarde Verhandlungen, war en décisive Schratt, fir de Problem vum iraneschen Nuklearprogramm op eng diplomatesch Manéier ze léisen, an e groussen diplomateschen Duerchbroch. Dësen Accord hëllef, de Risiko vun der Verbreedung vun Atomwaffen am Noen Osten ze minimiséieren. Et ass e gudden Accord: En ass staark, nohalteg, vérifiabel! Et ass e wichtege, e richteg Schratt an eng vun de wéinegudden Nouvelen, déi aus dem Mëtteren Osten an der leschter Zäit komm sinn.

Den Iran huet, et muss een et widderhuelen, wéi all Land Recht op zivill Nuklearenergie. Déi eenzeg Bedéngung ass, dass den Iran a voller Transparenz handelt an all seng Obligatiounen am Kader vu sengen internationalen Engagementer respektéiert an also voll a ganz mat der AIEA kooperéiert. D'Mise en œuvre vum Accord erméiglecht et ebe grad, sech vum engem reng ziviller Natur vum iraneschen Nuklearprogramm ze iwwerzeegen, an am Géigenzuch beneficiéiert den Iran vun de Rechten, déi sech aus dem Non-Proliferationsvertrag am Beräich vun der ziviller Nuklearenergie erginn.

De President Rohani a sâin Ausseminister Zarif hunn den Accord méiglech gemaach a mir hu se dobäi ennerstëtzt. Am Juni 2014 an am November d'lescht Joer war ech zu Teheran, eng Delegatioun vun dëser Chamber war elo am Januar do. Den Ausseminister Zarif war am September 2014 op enger bilateraler Visitt zu Lëtzebuerg. Am Juni 2015 huet hei zu Lëtzebuerg eng Verhandlungsronn tëschent den Iraner an den Europäer stattfount.

Den Accord ass de Beweis, dass politesch Efforte laangjäreg Konflikter zu engem gudden Enn kënnen bréngen, déi zu enger militärescher Eskalatioun hätte kënnen féieren. Dat beweist, dass Diplomatie an Ausdauer sech lounen an dass domadder e Modell fir d'Léisung vun anere Konflikter an op anere Plaze fonnt ginn ass.

D'Ophiewe vun den internationale Sanktiounen géint den Iran ass Deel vum deem Accord. Dëst betrëfft zum engem d'Ophiewe vun alle Sanktiounen vum Weltsécherheitsrot géint den Iran, zum aneren d'Ophiewe vun de multilateralen a regionale Sanktiounen, déi den iraneschen Nuklearprogramm viséieren, awer och den Handel, den Accès zur Technologie an op d'Finanzmäert, souwéi den Energiesector betreffen.

Fir deen éischte Volet huet de Weltsécherheitsrot kuerz nom Accord d'Resolutioun 2231 ugeholl. D'Resolutioun suspendéiert all UNO-Sanktiounen géint den Iran, gesäit awer gläichzäiteg e Mechanismus vir, de sougenannten „snap back“, deen d'Sanktiounen mat Effet immédiat reaktivéiert, wann den Iran sengen Obligatiounen enntert dem Accord net sollt nokommen.

D'EU huet déi Resolutioun duerch d'Konklusioun vum Conseil endosséiert. Enntert der Lëtzebuerger Présidence sinn duerno d'Rechtsakten adoptéiert ginn, mat deenen d'Suspensioun vun den EU-Sanktiounen konkret ëmgesat gëtt. Dës Rechtsakte gesi vir, dass d'Sanktiounen um sougenannten „implementation day“, dat war den Dag, op deem d'AIEA festgestallt huet, dass den Iran seng wichtege Engagementer aus deem Accord iwwer sâin Nuklearprogramm ëmgesat huet, suspendéiert ginn.

Den „implementation day“ ass de 16. Januar dëst Joer erreecht ginn. Dësen Datum markéiert elo also de Moment vun der Transitioun vum Accord als eng ambitiëse Serie vu Verspriechechen op Pabeier zu konkreten Aktiounen a miessbare Fortschreitter an der Realitéit. Mat dem „implementation day“ sinn deemno d'Sanktiounen géint den Iran suspendéiert. Definitiv opgehuewe sinn d'Sanktiounen eréischt no zéng Joer, wann d'AIEA festgestallt huet, dass den iraneschen Nuklearprogramm net vu senger ziviller Natur ofgewach ass.

Loosst mech hei ennersträchen: D'Verifikatioun ass de Piller vun deemem Accord! Ech begrëssen ausdrécklech, dass den Iran op seng Versprieche mat konkreten Aktiounen geäntwert huet. En huet sâi Wuert gehalen. An d'Europäesch Union wäert weiderhin datselwecht maachen. Mä, mir wäerten och wuechsam bleiwen, fir d'Anhale vum Iran sengen Obligatiounen enntert dem Accord ze verifizéieren. All déi involvéiert Parteien hu Wëllen a Courage während de Verhandlungen gewisen. An eng roueg an zäitlech Émsetzung ass noutwendeg, fir wichteg Vertrauen erëm opzubauen. D'Qualitéit vum Accord wäert sech bei der Émsetzung weisen.

D'Resultater vun de Wahlen d'lescht Woch am Iran hu gewisen, dass dem President Rohani seng Politik vun der Overture och am Iran selwer staark ennerstëtzt gëtt. Mir hoffen och, dass all dës Entwécklung weider verstärkt ginn duerch eng konkret Verbesserung vun der Mënschrechtssituatioun.

Et kann een zouversichtlech sinn, dass den Accord d'Dier wäert opmaachen, fir dem Iran seng regional an international Relatiounen ze verbessern. D'Nuklearoffkommes huet d'Potenzial, fir den Dialog vun der internationaler Gemeinschaft mam Iran weider ze verdéiwen an domat och zu enger Entschäerfung vu regionalen Tensiounen a Konflikter bäizedroen. An et ass an eisem Interessi, dass den Iran konstruktiv un der Léisung vun de Sécherheitsproblemer an der Regioun matschafft, dat virop selbstverständlech a Syrien!

Nieft dem Iran ass am Mëtteren an Noen Osten net vill Positives geschitt! Ganz am Géigendeel! D'Konflikter an Nordafrika an am Noen Osten daueren alleguerten un. Zanter der leschter aussepolitescher Deklaratioun hei an der Chamber gëtt et leider keng substanzell Fortschreitter an d'Konflikter a Syrien, am Irak, a Libyen, am Jemen hu sech dramatesch verschäerft. Do si Muechtvakuumen entstanen, déi vun islamisteschen Extremisten geféelt ginn. Duerch déi kritesch humanitär Situatioun gëtt d'LAG zousätzlech verschlémmert, an d'Stabilitéit vun den Nopeschlänner ass a Gefor.

D'Konflikter an där Regioun, also och an eiser Noperschaft, hunn en Impakt op d'Zukunft vun Europa, direkt an dauerhaft Konsequenzen op Europa, wéi virun allem kloer bei der Flüchtlingskris a beim Phänomene vum den „foreign fighters“, wéi Der wësst. Dat si Kämpfer, déi haut aus 80 Länner fortgaange sinn, dorënner, wéi mer wëssen, och vu Lëtzebuerg, fir sech a Syrien extremistesch Gruppen unzeschleissen.

De Mëtteren Osten ass eng Regioun voller Divisiounen: tëschent Souveränitéit a Konfessionalismus, Sunniten a Schiiten, anere reliësen an ethnesche Gruppen, säkulären a reliësen Nationalisten, Modernitéit an Traditioun, Stad a Land, Superräich, Superaarm, an et kéint een nach laang déi Lëscht weiderféieren.

Jo, honnert Joer no deem geheime Sykes-Picot-Accord vun 1916 tëschent Frankräich a Groussbritannien iwwert d'Opdeelung vum Mëtteren Osten ass dës Regioun an eng Phas vun déiwem Émbruch geroden. Déi kann een net eleng mam Konflikt tëschent Sunniten a Schiiten zesummefasssen oder enner engem sougenanntem „clash of civilizations“. Dat wär ze vill einfach, fir déi komplex Realitéit ze erklären. Déi aktuell Kris baséiert villméi op klassesche politesch Grënn. Oft handelt et sech ëm ganz profane Froen vun der Opdeelung vun der Muecht, ëm d'Ariichtung vu Grenzen, ëm politesch Representatiounen oder ëm e Kampf fir méi Afloss, souwuel bannent wéi och baussent de Grenzen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass et kee Clash ass vun den Zivilisatiounen, mä dass et allerdéngs e Clash ass tëschent der Zivilisatioun an der Barbarei!

Alles weist drop hin, dass d'„Arabescht Fréijoer“ an enger Sakgaass ass. Tunesien ass bis elo dat eenzeg Land an der Regioun, wou den Iwwergang zu enger Demokratie eenegermoossen um gudden Wee ass. Mä Extremisten versichen ëmmer erëm, dës jonk Demokratie ze torpedéieren, wéi d'Attack vum Dschihadiste geschicht géint eng Militärbasis op der Grenz mat Libyen mat 53 Doudegen nees eng Kéier gewisen huet. A Syrien, Libyen an am Jemen ass net vun Demokratiséierung ze schwätzen. An Ägypten bleift d'Situatioun extrem komplizéiert a weist, wéi schwéier et ass, Stabilitéit, Sécherheet an Demokratie matenaner ze verbannen.

A Syrien ass aus engem friddleche Protest am Ufank 2011 géint en diktatoresche Regimm e bluddege Krich entstanen. Eigentlech hu mer a Syrien mat Kricher am Krich ze dinn! An dat mécht d'Situatioun esou komplex! Den Assad-Regimm a seng Alliéiert géint eng Rebellioun, d'Global Coalition géint Daesh, d'Türkei géint d'kurdesch Gruppen, den Iran géint Saudi-Arabien, an dat Ganzt an engem Kontext vun Tensiounen tëschent der Türkei a Russland,

tëscht Russland och an dem Westen zum Deel. De Konflikt ass esou geféierlech, dass e kéint zu onkontrolléierbare Konsequenze féieren, déi kee wollt.

Den Incident tëschent der Türkei a Russland huet gewisen, wéi explosiv d'Situatioun ass. Mir appelléieren un déi zwou Säiten, den Dialog ze sichen, fir d'Situatioun ze entschäerfen.

Dës Konflikt huet déi gréisst humanitär Kris zanter dem Zweete Weltkrich ausgeléist: Iwwer 260.000 Doudeger! Iwwer eng Millioun Blesseierter, an oft fir hiert Liewen handicapéiert! Milliounen vu Flüchtlingen an eng dramatesch Situatioun, zemoos an de belagerte Stied, wou geschat gëtt, dass méi wéi 480.000 Leit enner extreme Konditiounen liewen an oft virum Hongerdoud stinn!

An deene villen ondiskriminéierte Bombardementer si Spideeler a Schoule muttwëlleg zerstéiert ginn! Och de Krich huet Regeln, festgeschriwwen am internationale Recht! Mä a Syrien kennt den Zynismus keng Grenzen an d'Konfliktparteie schrecke virun näischt zrëck, souguer déi minimal Regele vum Krich gi gebrach.

Fir en Enn vum Biergerkrich a Syrien ze fannen an domadder och d'Flüchtlingsproblematik un der Wuerzel unzepaknen, muss virun allem eng politesch Léisung fonnt ginn. Duerfir ass ze hoffen, dass d'Verhandlungen tëschent dem Regimm an der Opposition effektiv starten a sech déi humanitär Situatioun esou séier wéi méiglech verbessert, virun allem duerch d'Garantie fir den humanitäre Accès, d'Enn vun den Attacke géint déi zivill Populatioun an d'Enn vun de Belagerungen.

An deem Kontext ass d'Wafferou, op déi sech d'Vereenegt Staten a Russland den 22. Februar géenegt haten an déi rezent a Kraaft getrueden ass, zentral - zentral! -, fir kënnen déi humanitär Moosnamen esou séier wéi méiglech émzesetzen, fir d'Leed vun der Zivillbevölkerung e bësse méi erdréglech ze maachen. Dës Wafferou tëschent dem Regimm an der net dschihadistescher Opposition ass extrem fragill, mä d'Zivillbevölkerung profitéiert dovun an et ass ganz kloer en Hoffnungsschimmer.

Wann d'Wafferou géif halen, da wär de Beweis erbruecht, dass och eng politesch Léisung machbar wär a Syrien. D'Verhandlungen sollen an deenen nächsten Deeg erëm zu Genève ufänken. An et ass ze hoffen, dass den Envoyé spécial vum Generalsekretär vun der UNO, de Staffan de Mistura, Succès an dese Verhandlungen huet.

Ech géif och hei en Appell maache fir eng Wafferou tëschent der Türkei an de Kurden a Syrien. Hei bekämpfe sech zwee vun eise Partner. D'Kurden, wéi ech op enger Rees an den irakesche Kurdistan am leschten Abrëll konnt op der Plaz gesinn, sinn eis Alliéiert am Kampf géint d'Extremisten, souzesoen d'Buedemtruppe vun der Global Coalition. Wéi mer gesinn hunn zu Kobanê a Syrien, waren et déi kurdesch Milizen, déi den Daesh am Juni vun do verdrifwen hunn an esou de Mythos vu senger Invincibilitéit gebrach hunn.

Eng Verbesserung vun de Liewensbedéngunge vun de Flüchtlingen an den Nopeschlänner ass och dréngend noutwendeg, och fir eng weider Destabiliséierung an dese Länner ze verhënnern. Dat géif zwangseefeg och d'Fluchtursache begrenzen. An dëst ass am fundamentalen Interessi vun Europa. Ech erënneren drun, dass den UNHCR 4,8 Milliounen syresch Flüchtlingen zielt, dovunner zwou an eng hallef Milliounen an der Türkei, eng Millioun am Libanon an iwwer 600.000 a Jordanien. An enger zweeter Etapp vum politesch Prozess muss dann d'Fro vun enger Iwwergangsregierung endlech och seriö abordéiert ginn.

Ech mengen, et däreft een trotz der méi wéi dramatescher Situatioun den Optimismus hei net komplett verléieren. Et schéngt mer effektiv, wéi wann déi international Communautéit sech net grondsätzlech oneens wär iwwert déi final Objektiv, déi erreicht musse ginn. Déi lescht Wochen hu bewisen, dass et en eenheetlech Verständnis zu wichtege Punkte gëtt: 1) d'Erreechen an d'Stabilisatioun vun enger Wafferou, 2) déi séier Émsetzung vun enger politesch Transition, déi de Wëlle vun der syrescher Bevölkerung respektéiert, an 3) d'Respekteiere vun der syrescher territorialer Integritéit, a 4) d'Zerstéierung vun Daesh.

D'politesch Transition däreft net derzou féieren, dass et zu engem Zesummebrëche vun de syreschen Institutiounen kënn. Eng aänlech Situatioun wéi a Libyen 2011 oder am Irak 2003 muss verhënnert ginn. Den doraus folgende Vakuum géif vun Extremisten hei geféelt ginn.

Eng nohalteg politesch Léisung hänt awer och zu engem groussen Deel of vun der Attitud vun de Länner, déi eng politesch, militäresch oder ekonomesch Influenz op déi syresch Konfliktparteien hunn. Dës Länner sollen déi syresch Parteien dervun iwwerzeegen, un de Verhand-

lungsdësch ze kommen a seriö ze négociéieren. Ee wichtege Punkt, deen dobäi hëllef kéint, de Konflikt ze léisen, läit doranner, dass d'Relatioun tëschent dem Iran a Saudi-Arabien verbessert muss ginn, an natierlech och an engem Rapprochement tëschent dem USA a Russland.

E Grondproblem vum Konflikt ass weiderhin, dass et Parteie gëtt, déi nach ëmmer dervun iwwerzeegt sinn, dass se dese Konflikt militäresch kéinte gewinnen, an dass se dowéinst net kompromësbereet sinn. Eng Situatioun, an där et nëmmen nach de Choix géif ginn tëschent Assad engersäits an den Dschihadisten, Daesh, géif en Neistart fir e pluralistescht Syrien ganz schwéier maachen. D'Wiel a Syrien kann net déi tëschent zwou Tyrannie sinn!

Aus dese Grënn gëtt et keng Alternativ zu de Verhandlungen zu Genève. D'Resolutioun 2254 vum UNO-Sécherheitsrot huet am Dezember en ambitiësen Zäitplang festgeluecht, fir zu enger politesch Léisung ze kommen: d'Bildung vun enger vertrauenswiederger, inklusiver, net esäiteger Iwwergangsregierung innerhalb vu sechs Méint souwéi demokratesche Wahlen innerhalb vun 18 Méint.

En anere wichtege Punkt ass d'Finanzéierung vum Terrorismus. Fir e kredibele Waffestellstand ze erreechen, ass et entscheidend, dass keng dschihadistescht Organisatioun méi vu bausse finanziert gëtt. All déi Länner, déi direkt oder indirekt a Syrien intervenéieren, hätt besser, hir Ressourcen op eng politesch Léisung ze konzentréieren.

A Libyen hu mer et mat engem geféierleche politesche Vakuum ze dinn, deen esou séier wéi méiglech muss mat Stabilitéit a Rechtsstaatlechkeet geféelt ginn. Et ass wichtege, e Maximum dran ze investéieren, dass Daesh net och an deem Land Wuerzele schléit a sech ausbreit. Mä si si schonn do, si besetzen, musse mer wëssen, 300 km Territoire laansch d'Küst! Fir déi politesch Situatioun a Libyen ze stabiliséieren, soll esou séier wéi méiglech eng Regierung vun der nationaler Eenheet d'Geschécker vum Land leeden. Déi Regierung aus forméiert, mä muss vu béide Parlamenten - zu Tobruk an zu Tripoli - unerkannt ginn.

Déi international Communautéit muss d'Efforte vun Représentant spécial vum Generalsekretär vun der UNO, dem Här Martin Kobler, weider ennerstëtzen. Sech fir d'Stabilitéit a Syrien a Libyen anzusetzen, ass net nëmmen indispensable fir d'Stabilitéit vu ganz Nord- a Westafrika, mä och fir d'Sécherheet vun Europa. Fir dass eng Regierung vun der nationaler Eenheet och schaffen kann, muss zemoos Drock op déi verschidden arméiert Gruppe gemaach ginn, déi nach net vun enger Regierung vun der nationaler Eenheet iwwerzeegt sinn.

Déi humanitär Situatioun a Libyen ass weiderhin amgang, sech ze verschlechteren. Méi wéi dräi Milliounen Leit, also d'Halschent vun der Populatioun a Libyen, sinn direkt vum arméierte Konflikt an der politesch Onstabilitéit betraff. 2,4 Milliounen vun hinne brauche Protektioun an humanitär Hëllef. 1,3 Milliounen si souguer op Aide alimentaire ugewisen, an dat an engem räiche Land!

Bei all desen Efforte mussen och déi regional Akteuren, virun allem d'Arabesch Liga an d'Nopeschlänner, mathëllef. Fir d'Kris Meeschter ze ginn, géllt et och, den Noperen an der Regioun derbäi ze hëllef, fir d'Grenze besser ze kontrolléieren an eng besser Kooperatioun an der Lutte géint den Terrorismus opzubauen. Soulaang wéi Libyen an engem Zoustand vu Biergerkrich bleift, oni dass eng zentralstaatlech Autoritéit de Milizen entgéintwierkt, wäert Daesh a Libyen schwéier ze bekämpfe sinn. Nëmme eng durabel politesch Léisung, déi den institutionellen Divisiounen am Land en Enn setzt, kann a Libyen eng effikass Strategie géint Daesh opbauen.

Mä och des Krise loosse eis dee laangjäreg Konflikt tëschent Israel a Palästina net vergiesen. Dës Konflikt huet näischt vu senger strategesch Zentralitéit verluer: Bal all Dag hu mer Doudeger ze bekloen an Israel, op der West Bank oder zu Ost-Jerusalem. An zu Gaza kout am Summer 2014, wéi mer wëssen, zur drëtter Gewalteplosioun a fénnef Joer, an déi déidlech bis elo. Dës Konflikt bleift och e Grond fir d'Radikalisation am Mëtteren Osten an a Europa. Eng Léisung géif hëllef, den Extremisten de Wand aus de Segelen ze huelen a regional Spannungen ze reduzéieren.

De Friddensprozess dréit nëmmen nach den Numm, an d'Populatiounen aus Palästina an och aus Israel mussen nach ëmmer e vill ze héije Präis bezeue wéinst engem ongeléiste Konflikt, fir deen d'Parametere vun enger Léisung bekannt sinn. Hei ass et héich Zäit, Här President, fir déi international Communautéit weiderzokommen, an zwar des Kéier, fir eng nohalteg Léisung ze fannen.

Bei aller Kritik, déi een de Moment muss un der aktueller israelischer Regierungspolitik äusse-



ren, ass d'Recht natierlech op d'Existenz vun Israel niemoos a Fro ze stellen! Dat israelesch Vollek huet e Recht drop, kënnen a Fridden an a Sécherheet ze liewen, esou wéi dat palästinensesch Vollek e Recht op Selbstbestimmung huet. Béides gëtt vu Lëtzebuerg, wéi Der wësst, ënnerstëtzt.

Leider muss ee feststellen, dass déi illegal israelesch Siidlungspolitik weidergeet. An des Politik steet enger politescher Léisung total am Wee. Mä et dierf een d'Iddi vun der Zweestateléisung trotzdeem net opginn. Haut ass den direkte Kontakt tëschent Palästina an Israel leider ofgebrach, dëst zanter dem Scheitern vum John Kerry senger Initiativ am Fréijoer 2014. D'Verantwortung duerfir läit virun allem bei der Regierung vum Här Netanjahu, déi beschloss huet, d'Kolonisatioun weiderzeféieren. Bal 600.000 Israelien - 600.000! - wunnen elo an der West Bank an am besaten Ost-Jerusalem.

Duerch d'Unerkennung (veuillez lire: d'Ukënnegung) vun neie Baupläng vu Wunnengen an de Kolonië vun Ost-Jerusalem an der West Bank, mat Hausdemolitiounen a mat Provokatiounen ronderëm den Haram al-Sharif/Tempelberg gëtt ëmmer erëm Uelech op d'Feier gegoss. Dës Politik ass en Affront géint dat palästinensesch Vollek an och géint d'international Communautéit am Fong.

Dernieft léisst d'Virgou vun Israel bei der Siidlungspolitik Zweifel opkommen, ob Israel et mat enger Zweestateléisung iwwerhaupt nach eescht mengt. Fir Weeër aus där aktueller Sakgaass ze fannen, ass et zentral, dass d'israelesch Politik sech ännert.

Net nëmme an der West Bank bleift d'Situatioun schwierig, mä och zu Gaza bleiwen d'Sécherheet an déi humanitär Situatioun prekär. Bal zwee Joer ass dee leschte Konflikt zu Gaza hier an zënterdeem gouf et nach net vill vu Verbesserungen.

D'Prioritéit vu Lëtzebuerg an och der internationaler Communautéit muss et sinn, dass d'Blockad opgehuewe gëtt vu Gaza an dass den Opbau vum zerstéierte Gazasträife méi séier virugeet. Leider gouf et heibäi a leschter Zäit ëmmer nees Réckschléi duerch Sécherheetsproblemer an duerch e Mankum u finanzieller Ennerstëtzung, wéi ech nach selwer am November op der Plaz konnt gesinn.

Gaza, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass an der jëtzege Form intenabel: 1,8 Milliounen Leit op engem Siwental vum Lëtzebuerg Territoire agepercht, ouni Perspektiv, ouni Motivatioun, meeschtens ouni Aarbecht an ouni Hoffnung! Gaza wäert, wa sech näischt Entscheedendes ännert, nees explodéieren, esou wéi dat an der Vergaangenheet all zwee bis dräi Joer de Fall war, dëst dann erëm mat villen Doudegen, mat Haass a mat Leed. Gaza opmaache géif viles erliichteren, mënschlech wéi diplomatesch! Gaza zouloossen heescht forcément Gewalt a Leed fir Palästina, awer och fir Israel.

Virun allem d'Iddi, dass et eng Alternativ zu enger Zweestateléisung kéint ginn, ass vläicht déi geféierlechste Illusioun. An déi gëtt ëmmer méi beléift a verankert sech. E permanente Fridden am Noen Oste kann nëmme duerch Koexistenz vun zwee souveränen an onofhängegen, fräie State garantéiert ginn.

Wéi kéint ee virukommen um Wee fir eng diplomatesch Léisung?

Fir d'Éischt ass déi israelesch Regierung dervun ze iwwerzeegen, dass d'Existenz vun engem palästinenseschen Stat déi beschtt Garantie fir hir eege Sécherheet ass.

Zweetens muss mir eis kollektiv eens ginn iwwer e Kader an e Kalenner fir Verhandlungen, am beschten duerch eng Resolutioun am Sécherheitsrot.

Drëttens muss en neit Format vun de Verhandlungen gefuerdert ginn: D'Europäesch Unioun an déi arabesche State mussen zesummeschaffen, fir eng Léisung fir dese Konflikt ze fannen. Europa däerf net nëmme als „a payer“ ugesi ginn, et muss och „a player“ sinn. Europa muss all disponibel politesche a finanziell Mëttele benotzen, fir déi Betreffen zréck un en Dësch ze bréngen, fir déi positiv Aspekte vun enger friddlecher Léisung ervirzehiewen a schlussendlech och, fir konkret Moosnamen huelen ze kënnen, wann déi Zweestateléisung a Fro gestallt gëtt.

Véiertens muss d'Europäesch Unioun d'Beiméiung vum President Abbas ënnerstëtzen, déi op dem Retour vun der palästinenseschen Autoritéiten op Gaza an op engem Réconciliationsprozess, deen de Prinzipie vun der internationaler Communautéit entsprécht, berouen. Mat enger gespleckter palästinensescher Representatioun ass et selbstverständlech immens schwéier ze verhandelen.

Schlussendlech, ech hunn et gesot, muss d'Blockad vu Gaza ophalen, fir eng grundsätz-

lech Verbesserung vun de Liewenskonditiounen vun der Populatioun ze erlaben.

Schonn zanter laanger Zäit probéiert d'international Gemeinschaft, en Accord an deem Dossier ze erreechen. Wat ass, wann et op en Neits keng substanziiell Fortschreiter a Verhandlungen gëtt, déi jo Frankräich erëm probéiert ze relancéieren an déi mir ënnerstëtzen? Wéi vun der Chamber am Dezember 2014 gefuerdert, wäert Lëtzebuerg an esou engem Fall bestëmmt, an ech hoffen och mat aneren EU-Länner, e palästinensesche Stat uerkennen. Eng Unerkennung ass keng Faveur oder e Fräibréif, mä verdäitlech ganz einfach d'Recht fir d'palästinensesch Vollek op säi Stat. Lëtzebuerg huet fir eng Léisung vum Konflikt ëmmer d'Konditiounen vun der Sécherheet vun Israel an enger Gerechtheet fir d'palästinensesch Vollek virun Aen.

D'Instrument vun der Unerkennung soll allerdings net einfach symbolesch sinn, mä och konkret zum Fridde bäidroen. Eng bilateral Unerkennung muss op enger gutt iwwerleuechter Entscheedung berouen, an déi muss och den internationale politesche Kontext berücksichtigen. D'Regierung wäert all Schrëtt an deem Kontext mat der Chamber ofstëmmen.

Afrika, Här President, steet och an desen Zäiten op wichtigerer Plaz an eiser Aussepolitik. De Sommet vun der Afrikanescher Unioun zu Addis Abeba am Januar ass fir mech all Joer e wichtege Rendez-vous. Och dëst Joer war ech do, fir eis Solidaritéit vis-à-vis vun der afrikanesche Länner ze ënnersträchen. Grad elo mat der Flüchtlingskris an der Verbreedung vum Terrorismus och an Afrika muss mer dem Kontinent als staarke Partner zur Säit stoen.

D'Flüchtlings- an d'Migratiounskris hält eis och däitlech virun Aen, wéi no uneneen Afrika an Europa op der Weltkaart sinn. Europa huet nach ëmmer eng grouss Ausstrahlung fir all déi Leit, déi Aarmut, Repressioun, Korruptioun a Krich hannert sech wëlle loosser a voller Hoffnung op e bessert Liewen de geféierleche Wee duerch d'Sahara an iwwer d'Mittelmier op sech huelen.

Enner eiser Présidence huet dee grouse Sommet vu La Valletta tëschent der Europäescher Unioun an den afrikanesche Partner iwwer d'Migratioun statfonnt, deen ech scho kuerz ugeschwat hunn. Et war eng wichteg Geleeënheet, fir an engem oppenen an heiansdo net einfachen Dialog iwwer déi grouss Erausforderungen ze schwätzen, mat deenen d'Krisen an d'Migratioun eis zwee Kontinenter konfrontéieren.

Afrika an Europa hu vill gemeinsam Interessen a Wäerter, déi et heescht ze verteidigen. De Respekt fir d'Mënscherechter, d'Mënschewürd, d'Solidaritéit si wichteg Viraussetzung fir e fräien an demokratesche Stat an en internationale System, dee gutt fonctionnéiert. Afrika an Europa hunn awer och gemeinsam Feinden: Terrorismus, Extremismus, Korruptioun, Intoleranz, eng Kultur vun der Exklusivitéit, wou mer mussen zesummeschaffen.

Déi rezent terroristesch Attacken zu Ouagadougou am Burkina Faso beweisen op en Neits, dass Terror a Gewalt keng Grenzen hunn. Datselwecht géllt fir den Nigeria, wou d'Regierung e schwéieren, ganz schwéiere Kampf géint Boko Haram féiert, de Mali, wou zwee Joer no der franséischer Interventioun déi extremistesch Gefor nach ëmmer bestoe bleift, oder Somalia, wou dem Terror vun der Al-Shabaab-Miliz weiderhi keen Enn gesat ass.

Am Kampf géint Terrorismus an Extremismus muss ee sech géigesäitig zur Säit stoen, an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, eis Partnerschaften an Afrika ze fleegen an nach weider ze konsolidéieren.

Fir Lëtzebuerg ass dat selbstverständlech, an an der Kohärenz vun eisem jorzéngtelangen Engagement an Afrika a besonnesch am Sahel, mat eise Partnerlänner Mali, Niger, Senegal a Burkina Faso. Lëtzebuerg bleift och engagéiert an Afrika am Kader vun der Gemeinsamer Sécherheits- a Verdeedungspolitik. Lëtzebuerg mécht mat bei der Militärmission am Mali an och bei der Mission EUFOR RCA am Zentralafrika, zu Bangui, a bei den zivilen EUCAP-Missiounen mat de Polizisten am Niger an am Mali.

Awer och intern bleift déi politesch Situatioun a villen afrikanesche Länner ugespaant. Am Burundi gesäit een eemol méi, zu welchen Extremem a President bereet ass ze goen, fir sech un der Muecht ze halen! A wann dann och nach déi ethnesch Kaart gespilt gëtt, dann ass dat e Rezept fir Krich, fir Aarmut, fir Verzweiflung.

D'Krisen am Noen Osten an am Süde vun Europa hunn dozou gefouert, dass d'Verdeedungsbündnis NATO seng Haltung ugepasst huet an nees méi a gemeinsam, kollektiv Sécherheet investéiert. An deem Zusammenhang ginn d'Décisiounen vum leschten NATO-Sommet zu Wales ëmgesat, an och Lëtzebuerg dréit

hei säin Deel dozou bäi an ënnersträicht domat seng Solidaritéit mat sengen Alliéierten.

Am Kontext vun der ziviller Gemeinsamer europäescher Sécherheits- a Verdeedungspolitik si mir houfreg, dass et eis 2015 gelonge war, am zivilen Beräich un net manner wéi fénnef Missiounen gläichzäitig ze participéieren, an zwar am Kosovo, a Georgien, an Niger, am Mali an och an der Ukrain. Mir freeën eis och, dass et eis fir d'Éischt kéier gelongen ass, e Magistrat ze detachéieren an eng europäesch Zivillmission, an zwar an d'EULEX-Kosovo-Mission. Dës Augmentatioun vun eiser Participatioun an den zivilen Missiounen ass eng Prioritéit vun dëser Regierung, well et dee logesche Complément ass, fir d'Konfliktsituatiounen laangwierig ze stabiliséieren.

Lëtzebuerg hält och weiderhin u sengem Striewen no enger méi sécherer Welt fest, enger Welt mat manner Waffen. An deem Sënn bedeelege mir eis weiderhin aktiv un Initiativen, deenen hiert Zil d'Ofrüstung souwéi d'Rüstungsbegrenzung ass. Mir hale besonnesch drop, dass Fortschreiter op der Basis vu bindende Verträge a Konventionen erreecht ginn, déi däitlech a kloer Kritäre festleeën, déi d'Staten zu konkreten Ziler engagéieren.

Mir hunn de Vertrag iwwer de Waffenhandel, den Arms Trade Treaty, ratifizéiert a setzen deen zanter sengem Akraafttiede virun engem Joer ëm. Mir hunn duerfir e Projet de loi déposiert, deen eisen Exportkontrollsystem weider verstärkt. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Chamber dee Projet séier kann examinéieren, sou dass déi kompetent Autoritéiten hire Responsabilitéite kënnen nogoen.

E weideren Aspekt ass och d'Fro vum Finanzement vum Waffenhandel a vum Reguléiere vun esou Finanzementer. D'Lëtzebuerg Regierung hëlt dese Problem immens escht. Mir sinn eent vun de ganz weinege Länner, déi zum Beispill an hirem Approbatiounsgesetz fir de Verbuet vu Streebommen och de Finanzement vun dëser Kategorie Waffe verbueden hunn. Mir sinn domadder iwwer d'Engagement aus der Konvention eigentlech erausgangen. Mir wëllen en äänlech Regel integrieren an d'Gesetz iwwer de Verbuet vun de Landminen.

D'Gefor vum Gebrauch vu Massevernichtungswaffen ass nach ëmmer net gebrannt. Der gemeinsamer UNO-OIAC-Mission ass et gelongen, wéi Der wësst, de chemesche Waffeprogramm vum syreschen Regim an enger Rekorzäit enner ganz schwierigen a riskanten Émstänn a mat virbildlecher internationaler Zesummenaarbecht ze zerstéieren. A Libyen allerdings, wou e gewëssene Stock vu chemesche Waffen a Substanzen nach ze zerstéiere bleift, besteet d'Gefor, dass des an d'Hänn vun Terrorgruppen kéinte falen. A Libyen gëtt geschat, dass iwwer 2.000 Milizen do aktiv sinn. Duerfir wäert Lëtzebuerg sech weiderhi fir d'Universalisatioun vun der Konvention fir de Verbuet vu chemesche Waffen asetzen.

Eng aner Kategorie vu Massevernichtungswaffe mécht eis weider grousst Kapazierbriechen: d'Nuklearwaffen. Trotz dem Ofkommen mam Iran konnt d'international Stategemeinschaft sech op der wichtigerer Konferenz vum Netproliferationsvertrag fir Nuklearwaffen net eenegen, wéi verschidde Käproblemer an Zukunft solle geleist ginn. Nuklear Ofrëschtung an d'Verhënnere vun der Verbreedung vun Nuklearwaffen, virun allem am Mëtteren Osten, sinn essenziell Froen, op déi d'international Stategemeinschaft onbedéngt Äntwerte muss fannen!

Lëtzebuerg wäert weiderhi konsequent Projeten, fir Minnen, Streebommen an onexplodéiert Krichsiwwerreschter ze raumen, finanzéieren, zemoos an deenen am schlëmmste betroffenen Regiounen, fir déi néfaste Konsequenze vu verseuchten Terrainen op d'Zivillgesellschaft a virun allem op Kanner ze bekämpfen.

Lëtzebuerg, wéi Der wësst, Här President, huet den 1. Januar dëst Joer d'Présidence vum Ministerrot vum Benelux iwwerhollt. Mir ginn déi Présidence mat Ambitiounen un. De Benelux bleift fir eis, nieft der Groussregioun, e wichteg Vektor vun eiser aussepolitescher Aktioun. De Rôle vun der Présidence besteet doranner, déi Dossier, an deene mir gemeinsam Positiounen mat eise belschen an hollännesche Frënn huelle kënnen, ze identifizéieren, fir esou mat gemeinsame Stellungen (veuillez lire: Stellungnahmen) eisen dräi Länner an der Europäescher Unioun méi Gewiicht ze ginn.

Et ass net vun ongeféier, dass déi dräi Länner zesummen am Ministerrot dëselwecht Stëmmezuel hunn zu Bréssel wéi déi gréisste Memberstaten: 28 (veuillez lire: 29). An enger vergréisserter EU vun 28 Memberen huet esou eng Concertatioun an de leschte Joren ëmmer erëm u Pertinenz gewonnen. Wann de Benelux sech eens ass, hat dat an huet dat eng gewëssen Einfluss op aner Memberstaten, an eis gemeinsam Positiounen ginn eescht geholl.

A menger Capacitéit als President vum Benelux-Ministerrot hunn ech och meng belschen an hollännesche Kollege virgeschloen, fir eng Reunions mat de baltischen Ausseministere souwéi och mat den Ausseministere vun de Visegrád-States ze organiséieren. Net einfach! Et läit Lëtzebuerg effektiv vill dorunner, d'Kontrakter tëschent der Benelux an deenen anere méi klengen, mëtteren a grouse Länner an der EU ze fleegen. Net nëmme stelle mir dacks fest, dass mer méi gemeinsam Interessen hunn, wéi dat vu bausse schéngt, mä och erlaabt et eng aner Perspektiv op verschidden aussepolitesch Dossier.

D'Reunions mat de Visegrád-Länner ass mer net nëmme wichteg, well eis tschechesch Frënn am Ament d'Présidence dovunner hunn, mä och well ech iwwerzeegt sinn, dass grad wann een Divergenzen op verschidde Dossier huet, wéi dat aktuell jo de Fall ass, d'Noutwendegkeet vun engem Dialog nach méi besteet wéi a Scheiwiederzäiten.

Ech wäert meng Kollege vum Benelux ausserdeem vurschloen, eng gemeinsam Rees an en Drëttland ze ënnerhuelen. Leschten Hiersch ware mer zesummen op Kiev an ech konnt mech dovunner iwwerzeegen, dass esou eng gemeinsam Visitt als wichteg Signal och considéréiert gëtt.

A Saache Prioritéit stinn d'Mobilitéit an d'Sécherheet vun de Persounen am Benelux ganz uewen. Dat betrëfft souwuel d'grenzwwerschreidend Mobilitéit um Aarbechtsmaart wéi och d'Ausschaffe vun véierte Senningen-Aktiounsplang am Beräich vun der Zesummenaarbecht vun der Police an der Protection civile.

D'Verdéiwung vum Benelux-Bannemaart: Firwat ginn et zum Beispill ëmmer nach territorial Aschränkungen am Benelux, wat d'Belüftung vun de Commerçanten ugeet? Wéi Der gesitt, hu mer och konkret Dossier, déi eise Bierger kënnen zeguttkommen, wéi och d'Promotioun vum Ëmweltschutz. Wéi kënnen mer zum Beispill eis Engagementer vun der COP21 gemeinsam ëmsetzen? Och wann d'Benelux-Zesummenaarbecht an deenen Dossier dacks ënnert dem Radar leeft, heescht dat net, dass se manner wichteg wär, a mir wäerten eist Beschtt maachen an eiser Benelux-Présidence, fir e Maximum vu Fortschreiter ze erreechen.

Am Kader vun eiser Strategie Nation Branding, déi d'Regierung 2014 ugeholl huet, ass an de leschte Méint vill a gutt Aarbecht gemaach ginn. Zesumme mat all den Akteuren an och der Zivillgesellschaft ass de Profill vun eise Land erstallt ginn. Deemo ass Lëtzebuerg een oppent, dynamesch, zouverlässeg Land. Elo geet et ëm d'Émsetze vun dese Valeuren, vun dese Wäerter. An duerfir gouf en Aktiounsplang ausgeschafft, deen amgaangen ass ëmgesat ze ginn an enker Zesummenaarbecht mat den Akteuren. Dëst ass e Prozess, dee sech op der Zäitschinn aschreift an zu deem jiddweree säin Deel bäidroen kann, wann en dat wëllt.

Als État hôte vu verschidde europäeschen an internationalen Institutionen setzt Lëtzebuerg alles drun, fir de Leit, déi bei desen Institutionen schaffen, déi beschttméiglech Aarbeits- a Liewensbedéngung bei eis ze garantéieren. Vun engem wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Standpunkt hier ass d'Präsenz vun deenen ongeféier 12.000 Beamten an hire Familljen e wichteg Element fir eist Land.

Wat déi nei Bauprojekte betrëfft, komme mer gutt viru mam neie Gebai fir d'Europäesch Parlament, dem Konrad Adenauer 2, deen all d'Servicer vum Parlament wäert enner een Daach bréngen. De Chantier fir de Konrad Adenauer 2 konnt a gudder Konditiounen ufänken, an eis Zesummenaarbecht mam Parlament leeft do och beschttens.

Wat den neie Jean Monnet 2 betrëfft, si mer nach an der Planungsphas. Hei sollen och an e puer Joer sämtlech Leit vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg regruppéiert ginn. D'Kommissioun hat jo decidéiert, an Numm vum Prinzip vun der Précaution de Jean Monnet 1 ze verloosse wéinst der Präsenz vun Asbest am Gebai. A mat der Regierung hu mer decidéiert, der Kommissioun bei der Sich vun deene neie Gebai behëlleflech ze sinn. D'Kommissioun huet hir Fonctionnairen, wéi Der wësst, an zwee Gebai op der Cloche d'Or ënnerbruecht, an d'Lëtzebuerg Autoritéiten ënnerstëtzen d'Kommissioun, andeems se enner ane rem e provisoersch Gebai fir ongeféier 500 Agenten um Kierchberg bauen. Dëst Gebai soll ufank Mee elo fäerdig sinn.

Als Contrepartie fir eist Entgéintkommen hu mer verséichert kritt, dass de finanziellen, de juristeschen an den digitale Piler vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg solle verstärkt



ginn. An Zukunft muss och e feste Prozentsaz - 12,48% - vu Beamte vun der Kommission hei zu Lëtzebuerg schaffen.

De Chantier fir den drëtten Tuerm vum Europäesche Gerichtshaff soll deemnächst ulafen. Dës lescht Erweiterung, déi 2019 soll fäerdeg sinn, wäert et der Cour erméglechen, all hir Leit op engem Site ënnerzebréngen.

D'Planungsarbechte fir de Sätz vun der Cour d'appel vun der nei Juridiction unifié vum Brevet sinn amgaangen a mir erwaarden eis, dass dës nei Juridiction nach dëst Joer hei zu Lëtzebuerg kéint ufänken.

Här President, de Willy Brandt sot: „Frieden ist nicht alles, aber ohne Frieden ist alles nichts.“ Wa mer ronderëm eis kucken duerch d'Noperschaft vun der Europäescher Union, gesi mer wéineg Fridden. Mir hu keng Alternativ, wéi alles ze maachen, fir zum Fridde bäizdroen, soss ass näischt méi iwweg vun eiser Weltbild a vun eise Wäerter.

► Une voix.- Très bien!

► M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Wa mer déi Problemer net zesummen uginn, da riskéiere mer, viles ze verléieren.

Fir déi Problemer unzegoen, muss mer d'Wuerzele vun deene Konflikter upaken, déi d'Mënschen zu Milliounen an d'Flucht dreiwelen.

Ech hunn lech ugangs meng Meenung gesot, dass d'Welt haut méi geféierlech, méi gespléckt, méi desorientéiert ass wéi nach virun annerhallwem Joer. Mir sinn all Dag konfrontéiert mat Biller vu schrecklech Misär ronderëm d'Welt an direkt virun eiser Dier. Déi Biller di wéi, mä si dierfen eis trotzdeem net discouragéieren oder lämen. Mir dierfen deen Zoustand net als Fatalitéit akzeptéieren, mä mir sollen eis ëmmer erëm kollektiv mobiliséieren, fir zesummen an der Europäescher Union an op der Weltbün no Léisungen ze sichen, déi Fridde schafen. Gemeinsam Léisungen, fir dat, wat mir zesummen opgebaut hunn zënter de Grënnungsjoren, ze versueren an ze festegen.

D'nächst Joer, wéi Der wësst, feiere mer 60 Joer Réimesch Verdrag. Dat ass, mengen ech, de Moment, eis nees bewosst ze ginn, wat um Spill steet. D'Union huet scho vill Krisen iwwerstanen an ass un deene Krisen heiansdo gewueren. Ech bleiwen iwverzeugt, dass dat eis an der Flüchtlingskris och muss geléngen, mä - mä! - materiell Krise si materiell ze iwverwannen, mënschlech Krisen allerdéngs nëmme mat Mënschlechkeet. Däers sollt jiddwereen an der Europäescher Union sech bewosst sinn. Dës Asiicht mécht d'Particularitéit vum Friddensprojet Europäesch Union aus.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Ausseminister fir seng Deklaratioun, déi mer muer de Mëtten hei am Parlament wäerten diskutéieren.

Mir kommen dann zu enger Rei vun erwiderte Froen. Déi éischt Fro kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un d'Madamm Minister fir d'Égalitéit an dréit sech ëm d'Situatioun vun de Fraen am öffentlechen Raum. D'Madamm Hemmen huet d'Wuert.

► Une voix.- Très bien!

7. Question élargie n°14 de Mme Cécile Hemmen sur la situation des femmes dans l'espace public

► Mme Cécile Hemmen (LSAP).- Merci villmools, Här President. An ech menge ganz, dass dës Fro natierlech ubruucht ass haut um internationalen Dag vun der Fra. D'lescht Joer, also 2015, huet d'Aktiounsplattform fir de Weltfraendag déi politesch an och déi gesellschaftlech Opmierksamkeit op d'Situatioun vun de Fraen am öffentlechen Raum gericht, fir esou géint déi entsprechend Stereotype virzegoen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Eng weider Revendicatioun vun der Plattform war d'Paritéit vun de Kandidaten op de Wahlleschte bei de kommunalen, den nationalen an den Europawahlen, grad wéi eng paritétesch Zesummesetzung vun de Kommissiounen um Gemengeplang.

Dëst Joer, 2016 also, huet d'Plateforme d'action den Akzent gesat op d'Bild an d'Duerstellung vun der Fra an der Gesellschaft. D'Bild, dat vun de Frae gezechent gëtt, soll valorisant sinn, soll diversifiéiert sinn, soll pluralistesoch an och realistesch sinn, fuerdert d'Plattform. A si warnt viru Stereotypen an och viru Sexismus, déi der Gläichstellung vu Mann a Fra schwéier schueden.

D'Revendicatiounen, déi betreffe véier Gebidder: d'Educatioun, d'Publicitéit, d'Medien an awer och d'Entscheidungsgremien. Eis Gesellschaft, Dir Dammen an Dir Hären, vermëttelt vill Stereotypen. Mir si vu Messagen ëmginn, wou d'Fraen am Allgemengen als schwach duergestallt ginn, als jonk an och als passiv; d'Männer dogéint als staark, als entschlossen an als aktiv. Dës Stereotypen, déi ginn an déi entgéintgesate Richtungen vum Mentalitéitswiesse, dee jo soll geféiert ginn am Sënn vun der Gläichstellung vu Mann a Fra.

Am Juli 2015 huet d'Ministesch fir d'Chancëgläichheet eng Etüd mam Titel „Déi stereotyp Rollen an de Medien“ virgestallt. Déi vun der Uni Lëtzebuerg zesumme mam Chancëgläichheitsministère ausgeschafften Etüd huet sech awer haaptsächlech op d'Videospiller bezunn.

Géint dat stereotyp Bild vun der Fra virgoen, mat sengen ofwäertenden a sexeschlech Folgen, bleift eng grouss Erausforderung. Fir e Bild vun der Fra ze weisen, wat realistesch, pluralistesoch an diversifiéiert ass, ass eiser Meenung no de politeschen Appui ganz wichteg. A grad dofir wëilt ech der Madamm Minister fir d'Chancëgläichheet véier Froe stellen, an dat sinn d'folgend:

1) Madamm Minister, wat ass bis elo zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn opgrond vum Plan d'action national d'égalité vu Männer a Fraen, kuerz genannt PAN, vun 2006, deen och 2009 du weidergefouert gouf fir d'Legislaturperiod 2009-2014?

2) Wéi eng konkret Moosname sinn eigentlech geholl ginn am Beräich vun der Publicitéit a vun de Medien? Plangt d'Regierung, fir eventuell nei Moosnamen ze ergräifen opgrond vum Rapport vum Projet mondial de monitoring des médias, kuerz genannt GMMP, deen 2015 verëffentlecht gouf an dee kloer bestäet, dass d'Fraen an de Lëtzebuerg Medien zuelemësseg daitlech ënnerrepresentéiert sinn?

3) Wat gouf eigentlech ënnerholl, fir d'Representatioun vun de Fraen ze féerden op décisionnellem Niveau, haaptsächlech och an der Politik?

4) An dann: Wéi eng Moosname sinn eigentlech virgesinn, fir d'Bild an och d'Präsenz vun der Fra an der Wirtschaf ze verbessern?

Madamm Minister, ech soen lech elo scho Merci fir Är Reaktioun. Ech soen lech och scho Merci fir Är Äntwert. An ech erlabe mer op dës Plaaz, all deenen e ganz häerzleche Merci auszedrécken, déi just grad haut a ronderëm den internationalen Dag vun der Fra iwver hir sellegen Aktiounen sech derfir asetzen, dass d'Bild vun der Fra an der Gesellschaft verbessert gëtt, an domadder och derzou bäidrogen, dass d'Gläichstellung téschent Mann a Fra hoffentlech eng Realitéit gëtt an all Domän!

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Merci, Madamm Hemmen. Ech ginn elo d'Wuert un d'Regierung. Ech ruffen d'Madamm Minister Lydia Mutsch hei op d'Tribün, fir op dem internationale Fraendag Positioun ze huelen.

► Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.- Merci, Madamm Präsidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt als Éischt der honorabeler Deputéierter a Präsidentin vun der Chancëgläichheitskommissioun, der Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir dës Froen, déi sech allegueren op d'Billen an d'Virstellung bezéien, déi eis Gesellschaft vun de Fraen huet. Dat ass e ganz wichteg Thema, fir net ze soen déi gréisst Erausforderung fir d'Gläichstellungspolitik vun haut: Wéi brénge mer et iwverhaapt fäerdeg, fir op festgefuerten Denkmustere, op Rollebillen, déi oft vu jorhonnerte-laangen Traditiounen gepräägt sinn, esou anzewierken, dass se enger moderner Gesellschaft entsprechen, an där Männer a Frae gläichbehandelt ginn?

Déi vill Froe si fir mech reng zäitlech gesinn awer och e groussen Défi, an dofir wäert ech mech a menger Äntwert limitéieren op d'Aarbecht, déi de Chancëgläichheitsministère an deem Beräich mécht.

Ech wëll awer och gläichzäitig ënnersträchen, dass och vill aner Akteure mat gefuerdert sinn, fir géint Klischeeë virzegoen, och an der Regierung, well soulaang wéi mir et normal fannen, och hei zu Lëtzebuerg, dass nach ëmmer Reklammen, Filmer, Liddertexter oder Schoulbicher Fraen a Männer op eng méi oder manner diskriminatoirech Aart a Weis duerstellen, si mer nach wäit ewech vun enger Gesellschaft ouni Stereotypen.

An deem Zesammenhang verwonnert et och net, dass Fraen, déi 50% vun der Populatioun ausmaachen, oder bal - ech mengen, et sinn der eppes iwver 49 an de leschte Chifferen -, just knapps 24% vun de Persoune representéieren, déi an den Informatiounen vun de Lëtzebuerg Medien iwverhaapt évoquéiert ginn. Och dat ass en Ongläichgewicht, dat net an eis Zäit vun haut erapasst.

D'Regierung setzt sech an enger transversaler interministerieller Optik fir eng gerecht Opdeelung vun de Responsabilitéiten téscht de Fraen an de Männer an alle Beräicher vun Liewen an: am Beruff, an der Famill, an der Politik an an der Gesellschaft. An dofir gëtt op Regierungs-säit och op all dësen Dossiere geschafft.

An eiser Gesellschaft soll jiddwereen, egal ob Meedchen oder Jong, Fra oder Mann, déiselwecht Chancen a Mëglechkeeten am Liewen hunn, onofhängeg vu sengem Geschlecht. Dee Message muss mer iwverall an ëmmer erëm ginn, ugefaange bei de Kanner am ganz jonken Alter. Dozou gehéiert beispillsweis d'Thema vu geschlechterneutrale Spillsaachen, eng Erausforderung, där sech de Chancëgläichheitsministère ugeholl huet, esou wéi et och am Regierungsprogramm virgesinn ass.

Bei de Jugendleche konzentrierte mer eis am Moment op d'Geschlechterstereotype bei der Berufswiel duerch Initiative wéi den „Girls' Day - Boys' Day“ oder e Memory-Spill, dat an de Schoulen an an de Maison-relais ausgedeeft gëtt an awer och an enger Onlineversioun verfüugar ass.

Do wëlle mer deene Jonken am Fong een zentrale Message ginn: dass de Choix vun hire Studien an de Choix vun hirem spéidere Beruff wierklech näischt mat hirem Geschlechszugehéiergeet ze dinn huet an dass hinnen eigentlech d'Welt opsteet, deenen engen an deenen aneren. Dofir wëlle mer och déi Notion vun typeschen an atypesche männleche respektiv weibleche Beruffer mëttelfristeg ganz aus eiser allgemenge Sproochgebrauch erausträchen.

E wichteg Instrument, haaptsächlech am Kontext vun enger sexualiséierter Duerstellung vun de Fraen, ass och de Plan d'action national «santé affective et sexuelle», deen amgaang ass ëmgesat ze ginn a wou deemnächst wäert de Centre national de référence virgestallt ginn. Dëse Centre national wäert e ganz wichteg Instrument sinn am Asaz fir méi Chancëgläichheit an den Ofbau vu Stereotypen a Barrieren an deem Zesummenhang.

D'Ëmsetzung vum nationale Chancëgläichheitsplang, op déi déi honorabel Deputéiert och hei aqangen ass, déi hu mer wëssenschaftlech begleede gelooss vun der ULB zu Bréssel. An de Rapport final, dee fannt Der op eiser Internetsite mega.public.lu. Do kënnt Der dat alles noliesen.

Mä am Beräich vun de Medien, well dee jo besonnesch am Fokus steet, waren dräi Mesuren an deem Plang virgesinn. An déi sinn och allen dräi ëmgesat ginn a ginn och weider ëmgesat. Et sinn dat, éischten, d'Zesummenaarbecht mat de Professionellen aus de Beräicher Medien a Publicitéit, zweetens, d'Ausschaffen an de Suivi vun engem Guide de la communication publique, an drëttens, Sensibiliséierungsaktiounen, fir op d'Mentalitéiten an d'Verhale vun de Leit anzewierken.

Dee leschte Volet ass a bleibt e feste Bestandteil vun eiser Aarbecht am Chancëgläichheitsministère. An et ass ganz schued, dass Verschiedener, och hei am Haus, ëmmer just d'Käschte vun esou Informatiounen - a Kommunikatiounsarbechte gesinn, an net deen an eisen Aen etablierten Notzen. Well d'Sensibili-

séierungs- an d'Effentlechkeetsaarbecht sinn eent vun deene wichtegsten Instrumenter, an dat wäert och esou bleiwen, fir d'Leit zum Emdenken an hoffentlech och zum Nodenken ze incitéieren an unzereegen.

Jo, heiansdo muss et och erlaabt sinn, e bësse méi provokativ virzegoen. Ech erënnere un eis Afecampagne, déi vill diskutéiert ginn ass, mä déi awer och Diskussiounen déclenchéiert huet, déi wëllkomm waren an déi ganz divergent waren. Well, ech mengen, et ass och am Ausenansetze mat Themen, dass een e Stéck virukënt.

D'Prise de décision: Am September 2014 huet d'Regierung hir Strategie fir e besseren Équilibre téscht Männer a Fraen an den Décisionsgremien ugeholl, mat eefel konkrete Mesuren an de Beräicher vun der Ekonomie a vun der Politik. De 14. Oktober d'lescht Joer hunn ech hei an der Chamber de Projet de loi N°6892 déposiert, deen d'Afèierung vu gesetzleche Quoten op de Kandidatelschte fir d'Chamber an d'Europawale virgesäit.

An Zukunft mussen, wann dann dës Projet gestëmmt gëtt an am Virfeld positiv vum Statsrot aviséiert gëtt, vu 60 Kandidaten, déi eng Partei fir d'Chamberwale presentéiert, 40% vun all Geschlecht derbäi sinn, also mindestens 24 Männer a mindestens 24 Fraen. Déi Quot ass also geschlechterneutral, an dorop besti mer och. Fir d'Europawahlen ass Paritéit virgesinn, also dräi Männer an dräi Fraen; 50% a 50%.

D'Incitatioun fir d'Parteien, fir sech un dee Prozentsaz ze halen, geschitt iwver e Lien mam Partiefinanzierungsgesetz. Ech wëll hei awer nach eng Keier kloeerstellen, dass d'Quote keen Allheilmittel si fir e besseren Equilibre téscht Männer a Fraen. An der Prise de décision brauch een e gesonde Mix vun Instrumenter, souwuel där contrainanter, wéi och där fräiwéleger, woubäi ech hei net wëll soen, wéi eng méi wichteg sinn. Wahrscheinlech si se gläich wichteg.

A well bei de Gemengewahlen dës Projet de loi net zum Droe kënnt, setze mer hei op breetstméiglech fräiwéleg Engagementer, fir en vue vun de Gemengewahlen 2017 - an dat kënnt ganz schnell - d'Unzuel vun de Fraen op de Kandidatelschten an hoffentlech dono och an de Gemengeréit massiv ze erhéien.

Op den 1. März dëst Joer waren nëmmen 13 vun 105 Buergermeeschtere Fraen. Bei de Schäfte waren et der 45 vun 231 a bei de Conseillere waren et 194 Frae vun am Ganze 789. Voilà! Bei deene villen Zuele kann ee wierklech net vun engem Equilibre schwätzen.

Ech hu gëschter der zoustänneger Chamberskommissioun eng ganz grouss Mobilisatiounscampagne an deem Kontext virgestallt, déi op e puer Piliere baséiert: Informatioun, Sensibilisatioun, Organisatioun vu Workshop mam Syvicol zesummen, Mise en place vun engem Info-Téléfon an enger Internetplattform a finanziell Bedeelegung fir punktuell Projeten a Fördermesuren am Beräich vun der Chancëgläichheit.

Och am Beräich vun der Ekonomie hu mer eis d'Zil gesat, fir op 40% ze komme vum Sexe sous-représenté. D'Regierung huet hei hir Aarbecht..., Haus..., Hausaarbecht..., Hausaufgab!...

(Hilarité)

...hir Hausaufgab gemaach, mä leider mussen awer och all déi Extern, déi eng Nominatiounsprozedur ze maachen hunn, matmaachen. Well mir konnten awer an deenen zwee Joer an de Verwaltungsréit, wou d'Regierung matzschwätzen huet, nëmme vun 21% op 24% eropgoen, wat scho gutt ass, mä wat awer net duergeet, well mer awer nach wäit vun eise 40% ewech sinn.

De Ministère fir Chancëgläichheit - an da wier ech och, Madamm Präsidentin, um Schluss ugelaangt - ënnerstëtzet weiderhin de Female Board Pool, wou mer mëttlerweil 500 Fraen ageschriwwen hunn, déi prett sinn, vun haut op muer Member an engem Verwaltungsrot ze ginn. Dat ass ganz wichteg, well mer et einfach net méi konnten héieren, dass ee gäre wëilt, mä awer keng Frae géif fannen, déi prett wieren, Member an engem Verwaltungsrot ze ginn. Derbäi kënnt, dass mer eis Action-positiven ausbauen a mëttlerweil iwver 100 Entreprises hei zu Lëtzebuerg hunn, déi an engem Réseau matschaffen, wat ganz, ganz bedeiend ass a wat och op fräiwéleger Basis ass.



Dat heescht, Madamm Presidentin: méi fair an transparent Recrutementsprozeduren, méi Fraen op Direktionsposten an e bessere Mix tëscht Fraen a Männer an de Verwaltungsriët.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen der Madamm Hemmen nach eng Kéier Merci, dass se mer d'Chance ginn huet, am Schnellverfahren op dës vill Froen ze äntwerten. Ech géif mech freeën, och ausserhalb vum internationale Fraendag méi am Detail op déi eng oder déi aner Mesuren dierfen anzegoen. Wéi ëmmer, Rendez-vous an der Kommissioun oder hei an der Plénière, wann et gewünscht ass.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci och, Madamm Ministerin. Elo kënn eng nächst Fro. Bei der nächster Question élargie, do geet et ëm d'Waasser, méi speziell d'Eau gastronomique. An ech géif dann dem Här Deputéierte Léon Gloden d'Wuert ginn. Duerch de Fait, dass et mat Gastronomie ze doen huet, hu mer och net de Waasserminister hei, mä den Ekonomiesminister fir d'Gastronomie. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

8. Question élargie n°11 de M. Léon Gloden sur l'eau gastronomique

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Waasser ass net gläich Waasser. Zu Lëtzebuerg gëtt et och de Phenomeen säit Längerem, datt, wann een an engem Restaurant e Mineral- oder Sprudellaasser bestëllt, een traitéiert Krunnewaasser zerweiert kritt an enger schéiner, designer Fläsch. Et ass näischt anescht wéi Krunnewaasser, wat agefëllt gëtt. Et stelle sech och hygienesch Problemer do. A ganz oft gëtt de Consommateur och do net préalablement informéiert: Dat steet net op der Menükaart, et steet net op der Gedrenkskaart. An e kritt dat dann als Waasser „gastronomique“ verkaaft. Zousätzlech steet ganz oft op der Fläsch, datt et och nach ganz gutt ass fir d'Gesondheet. Domat entsteet eng gréisser Konfusioun beim Consommateur.

Den Artikel 16 Paragraph 8 vum Règlement grand-ducal vum 7. Oktober 2012 betreffend d'Qualitéit vum de Waassere fir d'Consommation seet, datt et verbueden ass, op Etiketten, Emballagen a Publicitéit Begrëffer ze notzen, déi net déi richteg Charakteristike vum engem Waasser zréckginn oder e falscht Bild ginn. Bei de purifiéierte Waassere gëtt dës awer oft net respektéiert, well do steet, wéi gesot, datt dës Waasser besonnesch gutt ass fir d'Gesondheet.

A Frankräich ass dës Problematik kloer geregelt ginn. Do muss traitéiert Waasser als «Eau rendue potable par traitements» oder als «Eau rendue potable par traitements avec adjonction de gaz carbonique» ausgewise ginn. An anere Länner ginn et äänlech Reglementatiounen.

D'Fédération de l'industrie et du commerce des eaux et des boissons non-alcoolisées hei vu Lëtzebuerg huet scho méi laang op dës Problematik bei de Ministèren higewisen. 2013 an 2014 huet d'Fédération Bréiwer un den Här Etgen a senger Qualitéit als Minister vum Konsumenteschutz adresséiert. Dës Bréiwer sinn dunn un d'Gesondheitsministeresch, d'Madamm Lydia Mutsch, weidergeleert ginn. Mengen Informatiounen no huet d'Madamm Ministeresch do keng Äntwert ginn.

De leschte Juni, wéi et schéngt, war en Entretien am Ministère fir Wäibau, Landwirtschaft an Ëmweltschutz, wou gesot ginn ass, et wier awer d'Kompetenz vun der Madamm Mutsch. Dorobberhin huet d'Fédération erëm e Bréif un d'Madamm Mutsch geschéckt, déi gesot huet, et wier net hir Kompetenz, mä et géif an d'Kompetenz vum Ekonomiesministère falen.

Dës Regierung huet sech de Konsumenteschutz grouss op de Fändel geschriwwen. Duerfir meng Froen, Madamm Presidentin: Ass et normal, datt een esou hin- an hiergeschupst gëtt tëschent de Ministèren? Wat waren d'Motiver dofir? Déi zweet Fro: Ass dann elo endlech de Ministère de l'Économie zoustänneg? Drëttes Package vu Froen: Wat gednkt d'Regierung ze maachen? Ass se bereet, op dee Wee ze goe wéi zum Beispill a Frankräich, fir ze légiféieren, datt an de Restauranten an an de Bistrotos traitéiert Waassere och kloer als solch Waassere ausgewise ginn, fir datt de Consommateur en toute connaissance de cause weess, wat e bestëllt a wat en drénkt?

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Léon Gloden. Da ginn ech elo der Regierung d'Wuert, dem Här Ekonomiesminister Etienne Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Ech wëll dem Här Gloden dann äntwerten. Éischtens emol: Et gëtt eigentlech keng Confusion. Wann déi Leit direkt bei dee Richtege gaange wäeren, da wär et wahrscheinlech méi einfach gewiescht.

Et ass esou, dass verschidde Verwaltungen zoustänneg sinn, wat d'Waasser ugeet. Mir hunn op där enger Säit d'Administration de la Gestion de l'Eau, déi natierlech ënnert dem Environnementministère hänkt, déi zoustänneg ass fir d'Qualitéit vum Drénkwaasser, soulaang wéi et am Krunn ass oder wann et just erauskënnert aus dem Krunn. Dann hu mer d'Direction de la sécurité alimentaire, wat am Ministère de la Santé ass, fir alles, wat dono mam Waasser geschitt. A mir hunn de Ministère de l'Économie, dee responsabel ass fir d'Protection légale vun de Consommateuren.

Mir waren der Meenung, dass déi Mention, ënnert där dat Waasser verkaaft gëtt, nämmlech „Eau gastronomique“, eigentlech misst kloer si fir de Konsument. „Eau gastronomique“ ass keen Terme protégé, par contre „Eau minérale“ oder „Eau de source“ wär natierlech en Terme protégé, deen dann och net dierft benotzt gi vun deene Bistrotieren, déi dat doten ubidden.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Ech hunn och nofroer gelooss bei der ULC, bei der Unioen vun de Consommateuren, an déi hu mer haut confirméiert, dass se bis dato keng Reklamatioun kritt hätte vun de Konsumenten, wat dat doten ugeet. Dofir gesinn ech och elo net d'Néidegkeet, fir do grouss ze légiféieren, wat dat Waasser ugeet.

Ech wëll awer och hei drop hiweisen - Dir hutt dat eigentlech e bëssen duergestallt, wéi wa Krunnewaasser zweet Qualitéit Waasser wär oder keng gutt Qualitéit Waasser wär. Ech wëll lech drun erënnere, dass et an der Zäit eng ganz Rei Campagné ginn ass, fir d'Drénkwaasser ze promovéieren. An déi sinn ëmmer geleet ginn ënnert der Responsabilitéit vun der ALUSEAU, an dat ëmmer mat der Ënnerstëtzung vum deemolegen Innenminister Halsdorf.

Déi lescht Campagne, déi ass am Juni 2013 gelaaf, wou een och nach haut um Internetsite de Minister Halsdorf gesäit a wou ganz kloer Campagne gemaach ginn ass, ebe just, fir dass d'Leit sollen Drénkwaasser aus dem Krunn konsumméieren. Et ass och an deemselwechten Zäitraum e Concours gemaach gi vun der Post mat der Ënnerstëtzung vum Minister Halsdorf an der Ministeresch Madamm Hetto, fir ebe genee datselwecht ze maachen, fir dass Drénkwaasser soll aus dem Krunn gedronk ginn. An och 2010 ass et esou eng Campagne ginn, déi geheescht huet: „Ech drénke léiwer Krunnewaasser“.

Ech mengen also, dass et kee Problem dierft duerstellen, wat elo...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wéi ass et mat Krunnemécken, Här Minister?

(**Hilarité**)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat fält definitiv net a meng Kompetenz, Här Bodry.

Mä ech wëll awer hei op en anere Punkt opmierksam maachen. D'Fro ass jo déi, wann ech den Här Gloden richteg verstanen hunn, dass hien hei eigentlech d'Interesse probéiert ze vertriede vun deene Leit, déi kommerziell Waasser verkafen.

Wann ech awer dann drun denken oder da gesinn, dass de Gros vun deenen Zorte Waasser, déi een hei an de Restauranten zerweiert kritt, leider net aus Lëtzebuenger Produktioun sinn, da froen ech mech, ob een net awer ka verstehen, dass Restaurantereen och op déi heite Méiglechkeet zréckgräifen, wat hinnen natierlech méi eng interessant Marge gëneréiert. Wann ee weess, dass e Liter Waasser aus dem Krunn an der Moyenne hei am Land manner wéi een Centime kascht, wann een dann nach déi Anlag amortiséiert, déi ee brauch, dann huet een natierlech do e bessere Käschtepräis, fir dat dote Waasser unzëbiden. Et hëlleft dann natierlech och, fir dem Client kënnen dat Waasser méi bëleg unzëbiden.

Mä et gëtt awer och nach e ganz kloer ekologesch Argument, fir Krunnewaasser ze zerwéieren. Wann Der haut eng Fläsch San Pellegrino kauft, da musst Der déi Fläsch dausend Kilometer aus Italien heihéieren an déi eidel Fläsch erëm eng Kéier dausend Kilometer zréckféieren. Wann Der et am Krunn hutt, dann hutt Der en Transport vu ganz genau null Kilometer. An ech mengen, vun dohier wär dat och ekologesch eppes, wat definitiv Sënn géif maachen, dat net ze ënnerbannen.

An nach eng Kéier, wéi gesot: Et gëtt keng eenzeg Reklamatioun, déi bis dato bei der ULC zu deem Waasser erakomm ass.

Voilà. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gloden nach eng Kéier, fir nozehaken.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Ech wëll just soen, et geet net ëm d'Krunnewaasser. D'Krunnewaasser ass traitéiert. Dat Krunnewaasser kënn net aus dem Krunn direkt an d'Fläsch, dat gëtt traitéiert duerch verschidde chemesch Mechanismen, datt mer kloer sinn. Et ass net Krunnewaasser tel quel, wat an d'Fläsch agefëllt gëtt,...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech wëll lech nach soen...

► **M. Léon Gloden (CSV).** - ...souwuel beim platte Waasser wéi beim spruddelegen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech wëll lech nach eng Kéier soen, dass et do d'Direction de la sécurité alimentaire ass, déi zoustänneg ass, déi mer d'ailleurs och confirméiert huet, dass se där Kontrolle scho gemaach huet bei deenen doten Apparater an dass dat bedenkelos war. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

9. Ordre du jour (suite)

An déi zwee Ministere si sech zesumme mat de Frosteller eens ginn, fir déi zwou nächst Froen ze inverséieren, soudass elo den Här André Bauler mat senger erweiderter Fro un den Här Nohaltegkeetsminister drun ass. D'Fro dréit ëm déi ëffentlech Infrastrukturen am Norde vum Land. Ech hat elo bal gesot „am Süden“.

10. Question élargie n°12 de M. André Bauler sur les infrastructures publiques dans le nord du pays

► **M. André Bauler (DP).** - Dat kënn vläicht och eng Kéier, Här President, mä elo ass emol den Norden drun. Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, datt déi ëffentlech Hand an de ländleche Kantone Servicer ubitt an och an Infrastrukturen investéiert. Mir wëllen, datt d'Verwaltungen no beim Bierger sinn an duerfir d'äerf den Ausdruck vun der administrativer Dezentraliséierung keng huel Floskel sinn, mä eng ganz reell Fuerderung am Interessi vum eenzelne Bierger.

Natierlech gëtt et Servicer, déi ëmmer méi iwwer Internet offréiert ginn a wou net méi verlaangt ass, an all Regioun alles unzëbiden. Trotzdem bleift prinzipiell wouer, datt Bierger Verwaltungsen eppes mat Liewensqualität ze dinn hunn. Si sti fir eng gesond Entwécklung vum ländleche Raum, besonnesch aus sozialer Perspektiv.

Dat gëllt och fir d'Infrastrukturen, déi enger Regioun zur Verfügung stinn. Beispiller wéi de Réiden Lycée an de Lycée zu Clief, deen elo gebaut gëtt an 2018 fäerdeg wäert sinn, weisen eis, datt ëffentlech Infrastrukturen um Land méi si wéi just eng Verwaltung oder en Dénkschleeschter. Si hunn en Impact op dat wirtschaftlech a gesellschaftlech Ëmfeld. Si maachen dës méi attraktiv an zéien duerfir weider Investitiounen un. An et geet jo och drëm, fir kuerz Weeër ze erméiglechen, Zäit ze spueren an domat méi no bei de Leit ze sinn.

Zu Clief wäerten iwwer 100 Aarbechtsplazen duerch déi nei Schoul entstoen. Zu Réiden goufen zënter 2008 ronn 180 Plaze geschaaft. Dës Investitiounen sinn net nëmmen e positiv Signal, si hunn och e konkreten Nidderschlag fir déi lokal a regional Economie, den Aarbechtsmaart a leschten Enns och dat kulturell Liewen.

Mir begrëssen, datt den nationale Sëtz vun der Naturschutzverwaltung zu Dikrech seng Dieren opgemaach huet. Déi jëtzege Regierung huet och entscheet, datt d'Landwirtschaftskummer an den Norde komme soll. Et ass och gutt, datt viru Jore beschloss gouf, fir d'Bezirksgeriicht Dikrech ze renovéieren an auszebauen. Dës Regierung huet och beschloss, fir d'Laboratoire vum der ASTA an der Nordstad nei ze bauen. Zu Ettelbréck soll de Bau vun neie Gesondheits-Lycée geschwënn ufänken. Vläch kann den Här Minister eis soen, wéini dës Aarbechten effektiv ulafen.

D'Leit am Norden erkennen awer net esou richteg, wou, wéini a wéi déi ugekënnegt Aarbechte laanscht d'N7 beziungsweise d'B7 an den Ettelbrécker Contournement geschéie sollen. Do wier et gutt, wa mer haut gewuer kéinte ginn, wat fir Verännerungen a Sécherheitsmoosname laanscht dës wichteg Verkéiersverbindung an Ugrëff geholl kéinte ginn.

Merci awer, Här Minister, datt Dir d'accord waart, menger Demande nozekommen, fir e

Bypass um Fridhaff ze bauen. Dat hëlleft op där Plaz scho vill, fir den Trafic an de Moiesstonnen ze evaküieren.

De Buergermeeschter vun Elwen, den Dokter Edy Mertens, sot mer awer, datt sai Contournement nach ëmmer an der Prioritéit 3 hänkt, dat heescht, datt mer do eréischt ab 2030 kënne mam Bau rechnen. Zu Housen an zu Hengesch sinn d'Leit, déi laanscht d'N7 wunnen, ongedëlleg. Et geet rieds dovunner, datt nach keng Terrain fir dës Ëmgeunge kaaft gi sinn. Och do wollt ech den Här Minister bieden, eis Präzisierungen ze ginn.

Wéi geet et weider mam Nordstad-Lycée? Et ass geplangt, dat neit Gebai op lerpeldeng/Sauer ze bauen. Do stellt sech awer e Problem, wat de Bauterrain tëschent Alzheimer-Zentrum a fréierer Laduno ugeet. Dës Terrain wieren nëmme schwéier, wann iwwerhaupt, ze kréien. Et muss ee sech ergo froen: Gëtt et Alternativen zum geplangte Standuert? Wier déi al Laduno net awer déi besser Plaz fir d'Laboratoire vum der ASTA an d'Landwirtschaftskummer gewiescht? Et héiert een nämmlech och, datt den Terrain vun der Bauverwaltung zu Dikrech net esou lücht ze kréie wier. A geschter goufe mer jo gewuer, datt d'Studien zum definitiven Avant-projet en suspens sinn an datt nach ëmmer no engem neie Standuert gesicht gëtt.

Ech wier dem Nohaltegkeetsminister dann och dankbar, wann hien eis Präzisierungen zu den Aarbechten un der N7, B7, zu de geplangte Contournementen am Eislek - dorënner fällt och Feelen-Ettelbréck - souwéi zum Nordstad-Lycée, zum Gesondheits-Lycée an zu de Laboratoire vum der ASTA kéint ginn. Et sinn dës liewenswichtig Infrastrukturen am Interêt vun eiser Regioun.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, a Merci och dem Här Bauler fir déi Froen. Ech wëll drop hiweisen, datt ech eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, als schrëfflech Questions parlementaires beäntwert hunn elo kierzlech. Ech mengen, den Här Schank huet eng gestallt, an da war nach eng nogestallt ginn och vum Här Bauler sengem Fraktiounskolleeg elo kierzlech. Duerfir wëll ech op déi Saachen elo net méi agoen.

Ech wëll mech da konzentréiere virun allem, fir unzefänken, op d'B7 tëschent lerpeldeng un der Sauer an dem Giratoire Fridhaff. Do gëtt jo elo emol direkt den Echangeur lerpeldeng aménagéiert an d'B7 gëtt do adaptéiert, wou déi nei Aktivitéitszon ZANO ugeschloss gëtt. An am selwechte Kontext ass jo och virgesinn, d'Nationalstroos N27A, déi vun lerpeldeng eropkënn, duerch déi nei Aktivitéitszon ze féieren an dann op der Héicht vum SIEDEC un déi réamagéiert B7 unzeschléissen. Ech mengen, eleng dës Adaptatiounen op dës Plaz stellen och eng immens Verbesserung vum aktuellen Tronçon tëschent lerpeldeng un der Sauer an dem Rond-point Fridhaff ganz sécher duer.

An dann um Fridhaff selwer, wann een aus dem Eislek kënn, wou mer jo vill Problemer hunn, gëtt ganz deemnächst eng nei Bypass-Variant virgestallt, fir datt den Autofuerer ënnerwee a Richtung Stad laanscht de Rond-point ka fueren, ouni datt et dann nach moies zu der Haaptverkéierszäit do zu engem Réckstau kënn. Dat kënn dohier, well bei där Bypass-Variant, déi et ginn ass, do sinn et onléisbar Terrainsproblemer ginn.

Déi nei Variant vum Bypass ass 330 Meter laang a si kënn ouni Emprisen aus. Dat ass natierlech e grouss Virdeel! Dat Eenzegt, wat mer muss maachen: De Giratoire wäert dann nei aménagéiert ginn duerch ënner anerer en neie Marquage an och eng nei Beschëlderung, déi muss awer natierlech grëndlech duerchuecht ginn, an da wäerte mer mat den Aarbechten och relativ séier kënnen ufänken. Am Prinzip soll et nach dës Joer lassgoen, fir den Ëmbau ze maachen an dee Bypass ze bauen.

An dann à propos Fridhaff: Vun hei aus soll jo och eng Verbindung geschafe ginn, déi en Accès secondaire zum Häreberg duerstellt. Ech mengen, Dir wësst, dat ass scho méi laang geplangt. Do geet et och drëms natierlech, fir Dikrech do ze entlaaschten. Dës Verbindung gëtt da bis zur N7B, déi virun engem Joer selwer verlängert ginn ass, a bis zum neie Logistikcenter vun der Arméi verlängert. Ech mengen, och dat ass eng wichteg Entlaaschtung ënner anerer, wéi gesot, fir Dikrech.

Dann op der N7 selwer wier Folgendes ervirziewen: Tëschent dem Këppenhaff a Closdelt si Machbarkeetsstudien amgaange fir eng déniveléiert Kräizung an e méi detailléierten Avant-projet duerfir misst deemnächst vun de Ponts et Chaussées kënnen virgeluecht ginn.

An dann, wat och ganz wichteg ass - e Projet, wou laang Diskussiounen waren -, op der Héicht vum Leweck, op der Lëpschter-Dellt, ass eng Machbarkeetsstudie fir den Aménagement vun engem Échangeur dénivelé realiséiert ginn. Also déi ass scho fäerdeg, déi Machbarkeetsstudie, an déi hunn ech de 25. Januar dëst Joer approuvéiert. Dese geplangten Échangeur, dee géif ënner der N7 duerchgoen an et géif keen Terrain vu Privatleit gebraucht ginn, wat natierlech erëm eng Kéier wichteg ass, well mer soss mat den Emprisen erëm Problemer hunn. A mat deene geféierterleche Busmanövern op där aktueller Kräizung wär dann och endgültig Schluss, wat sécherlech och eng wichteg Entschäerfung wär do op der N7, ounst datt déi besteeënd Busarrête misste verluicht ginn oder d'Itinéraire vun de Busse misste geännert ginn.

Ausserdem kéinten d'Uschlëss vun de Gemengeweeër an der Voirie secondaire op dëser Plaz bäibehale ginn. Also och do géif sech näischt änneren. An am Avant-projet gétt och nach gekuckt, wéi ee kann direkt alles mat virgesinn, fir datt d'Mobilitéé douce, ofgesi vun der souwisou geplangter Integratioun vun der zukünftiger Vélosverbindung tëschent Fridhaff a Wäpmerhaart, do ka besser aménagéiert ginn, wéi dat haut de Fall ass. Ech mengen, do ass och haaptsächlech den Hotel Leweck bestëmmt frou doriwwer, well dee vill Vélosfuerer huet, déi do an der Géigend och fieren.

Da gétt och nach gekuckt, wat déi akustesche Auswierkungen op dëser Plaz si vun deem geplangten Échangeur dénivelé, an et gétt och gekuckt, wéi een nach kéint, och aus Rücksicht op dem Hotel seng Gäschter, vläicht eppes maachen a puncto akustesche Schutz.

An dann, am Kader vum Rond-point zu Maarnech, deen Accès gétt op d'Transversale vu Clierf, do gétt eng nei Verbindung kreéiert, déi vun der N18 fortgeet, fir op d'Brëttel vun der N7 ze kommen, déi a Richtung Housen féiert. An heideruch entsteet dann och eng weider Sécurisatioun op dëser Plaz, well d'Autofuerer net méi wéi haut mussen lénks ofbéien op der Kräizung vun der Nationalstroos 7 an N18 zu Maarnech.

Da sief nach drop higewisen, datt d'Méiglechkeet vun enger phisescher Trennung vun deenen entgéintgesate Bannen op der N7, do, wou dat sech géif maache lossen, iwwerpréift gétt an och virgesi gétt, fir dat ze maachen.

Dann zu gudder Lescht wëll ech nach drun erënnere, datt ech am Hierscht den Accord vun der Chamber wäert froen, fir déi ganz Sécurisatiounsmoosnamen op der N7 dierfe virunzestudéieren. Dat heescht, do geet et och virun allem ëm d'Veebreederung vun der N7. Dir wësst, datt mer haut eng N7 hunn, déi net der Norm entsprécht international. An ech wäert dat am Kader vun der Motioun, déi ech am Juli wäert déposéiere vun den allgemenge Bauprojeten, och mat aschreiwelossen.

An elo nach zu der Situatioun vun de Contournementen. Ech mengen, do gétt et net vill Neies. Et bleift esou, wéi et am Plan sectoriel virgesi war. De Contournement vun Housen, am Interessi ebe vun dem Zentrum vun Housen, ass eng festgehalene Prioritéit. Et ass deen, deen als Éischt soll gemaach ginn. Do si mir amgaangen, d'Detailstudien ze maachen. Deen ass am PST och an der Phas 2 virgesinn. Dat heescht, d'Baue soll ugoen, géif ech emol soen, ëm ronn 2020 a bis 2024 fäerdeg sinn.

De Contournement vun Hengescht, deen ass am Plan sectoriel virgesinn an der Phas 3. E wäert och do bleiwen, an dee vun Elwen, wéi et scho gesot ginn ass, och. Ech wëll nach eng Kéier betounen, wann Der alles kuckt, wat ech hei opzielen - derbäi kënnt jo och nach, datt natierlech d'Gare Ettelbréck do jo stroosseméisseg ëmgebaut gétt -, dat si gewalteg Aarbechten, déi mer maachen! A mir kënnen net alles matene maachen.

Mir mussen vun Ettelbréck erop och d'B7 - ech mengen, dat hat ech schon an de Questions parlementaires beäntwert -, ee Schratt no deem anere maachen. An dann eréischt kënnen mer, wa mer uewen ukommen, natierlech déi Dealer maachen. Dat ass scho relativ vill, dat doten. Wa mer haaptsächlech do, wou am meeschten de Moment de Schong dréckt, dat ass dann natierlech ronderëm Ettelbréck, Fridhaff an nach e bëssen doriwwer eraus, ech mengen, wa mer dat emol prioritär maachen, relativ séier, wäert dat niewent dem Fait, datt

mer souwisou wëllen e bësse verbreedere, eng grouss Verbesserung op deem ganze Stroosseberäich dorobber bréngen.

Dann nach zu deenen eenzelne Bauprojeten. Do wär fir d'Éischt emol natierlech wichteg den Nordstad-Lycée. Bon, et ass elo gesot ginn: Solle mer net awer zréck eis rabattéieren op deem ale Laduno-Terrain? Ech muss soen, et ass hei eng Fro vum Präis. An ech mengen, wa mer net weiderkommen de Moment mat den Diskussiounen zu lerpeldeng, dann ass et virun allem eng Fro och do vum Präis. Mä op dem Laduno-Terrain gétt et eis net méi bëlleg, wa mer dohinner ginn.

An ech hunn dat schon eng Kéier hei gesot: Mir mussen eis awer wierklech eng Kéier an deem Land hei iwwerleeën, ob et normal ass, datt mer uewenans am Norden déi nämlech Präisser op eemol müssen ufänken ze bezuelen, wa mer eng Schoul wëlle bauen, wéi wa mer se, ech soen elo emol, an iergendengem Quartier hei ronderëm d'Stad oder an der Stad wëlle bauen. An ech mengen, dat ass eng Fro vum Präis, déi hei spilt.

D'Études préliminaires awer, déi hu mer ofgeschloss fir de Projet. De Programme de construction ass och arrétéiert an am Mäerz ass dat Gantz an d'Commission d'analyse critique gaangen, an déi sougenannt CAC beim Stat, wou de Projet iwwerschafft gétt. A wann en do erakënnt, de Projet, dann hu mer den definitive Projet, da wësse mer och genau vu Volume, wat mer brauchen.

D'Gemeng lerpeldeng huet och elo gehollef, datt mer nach eng Kéier sollen eng Relance maache vun den Négociatiounen mat de Propriétaires. An da mussen mer kucken, wéi mer do weiderkommen. Mä ganz sécher ass et awer e Lycée, deen eng grouss Prioritéit huet.

Dat Zweet ass de Gesondheets-Lycée zu Ettelbréck. Do ass d'Ouverture vun der Soumission fir d'Entreprise générale Enn Januar gemaach ginn. An d'Analyse sinn do elo amgaangen. D'Aarbechte wäerte virausiichtlech Mëtt dëst Joer ufänken. Dat heescht, dat ass e Projet, dee geet weiderkënn.

Dann d'Akerbauschoul zu Gilsdref: Nodeems d'Dikrecher Gemeng eis all déi Geneemegung ginn huet, déi mer brauchen, ass et esou, datt mer elo - leider, muss ee soen -, waarde mussen, well d'Gemeng Bettenduerf - déi jo awer ëmmer gesot huet, si wär ganz staark interesséiert natierlech, dee Lycée ze kréien - eis déi Baugeneemegungen net wëllt ginn. Firwat, datt wësse mer nach net esou ganz genau. Mir hoffen awer, datt et virugeet, well dat ass dat Eenzege, wat nach feelt!

D'Autorisatiounen vun der Gestion de l'eau hu mer kritt, fir d'Kanalarbechten ze maachen. D'Propositionen fir d'Judicatioun fir d'Kanalarbechten an den Terrassement, déi si bei mir Mëtt Februar am Ministère ukomm. Ech waarden nach just drop, datt ech déi Baugeneemegung do kréie vun där Gemeng, da kënnen mer lassleën. Et ass also, wéi gesot, et läit just nach elo dorunner. Ech hoffen och, datt mer dat séier kréien. Eng Rei Preparatiounsaarbechte sinn iwwert de Wänter gemaach ginn, zum Beispill si Beem an Hecken ewechgeholl ginn. Also et feelt just nach, wéi gesot, d'Baugeneemegung vun der Gemeng Bettenduerf, da kënnen mer lassleën!

An dann ass nach vläicht ze soen zu der Nordstad, datt mer jo vill investéieren an de Pôle d'échange Ettelbréck. Ech mengen, dat ass e Projet, deen d'Chamber jo unanime gestëmmt huet, e gewaltegen Investitiounsprojekt, dee mer do maachen, wou et och gutt, géif ech soen, weidergeet.

Mir sinn och gutt weiderkomm an den Diskussiounen an den Ausaarbechtungen fir den neie Masterplang fir d'Nordstad insgesamt an och fir den Axe centrale tëschent Ettelbréck an Dikrech. Mir haten elo am leschte Comité politique dat Gantz de Gemengen eng éischte Kéier virgestallt. Et ass elo virgesinn, datt an e puer Woche sämtlech Gemengeréit vun der Nordstad dat presentéiert kréien. Ech erwaarde mer dovun ganz vill.

Ech mengen awer och, datt ass einfach meng Iwwerzeugung, datt de Stat an der Nordstad dat nämlech muss maachen, wat e gemaach huet hei an der Stad zum Beispill um Kierchberg oder am Süde fir de Belval, oder och vläicht nach mécht fir Schëffleng: datt mer müssen eng Entwécklungsgesellschaft grënnen fir d'Nordstad an datt de Stat och do muss wierklech Suen an de Grapp huelen, fir de Gemengen ze hëllef, datt mer déi Nordstad do kënnen entwéckelen.

Ech gesi vill Potenzial doranner, zemoos och op Basis vun deem Masterplang, deen elo virläit. An ech mengen, datt dat och aarbechtsplazméisseg fir den Norden ganz vill ka bréngen, an och ganz vill ka bréngen an engen duebele Sënn, ekonomesch gesinn natierlech fir den Norden, mä awer och landesplaneresch.

Well, wa mer Aarbechtsplazen do schafen, da gétt dat sécherlech och verkiezter Weeër, dann hu mer manner Mobilitéitsproblemer. Ech mengen, ech brauch lech dat alles net ze erzieelen.

Op alle Fall ass d'Regierung gewëllt, do wierklech ganz offensiv drun erungeen. An ech hoffen, wéi gesot, datt déi Gemenge vun der Nordstad allegueren op deem nämleche Wee matzéien. An dann hoffen ech, datt mer séier weiderkommen a flott Projete kënnen fir den Norden do entwéckelen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Bauler, wëllt en nach eng Kéier nohaken? Eigentlech huet de Minister seng Zäit scho matgehall.

(Interruption par M. André Bauler)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay, dann ass dat esou. Merci.

Da géife mer zu där leschter erweideter Fro vun der Mëtteng kommen, déi vun Här Roy Reding iwwert d'Reform vun der Gesetzgebung iwwert d'Tutelle an d'Curatelle un den Här Justizminister. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

11. Question élargie n°13 de M. Roy Reding sur la réforme du système de mise sous curatelle ou tutelle de majeurs

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. D'Tutellé sinn an der Lescht hei am Land ganz vill an der Diskussioun, a mat Recht. Terribel vill Leit si betraff, eng 4.000 Stéck. An et geet ëm eppes ganz Wesentlech, et geet ëm eng Entmündegung vun engem erwuesene Mënsch.

Déi Diskussiounen iwwert d'Tutellen hunn etlech Aspekter un d'Liicht bruecht, déi mer hei analyséieren müssen. Meng Fro un den Justizminister haut geet op e puer Deelaspekter an, deene besonnesch Wichtigkeet zoukënn. Et geet hei ëm déi professionell Tuteuren, déi eng Rémunéiratioun dorauer zéien, hir Befugnisse, hir Aart a Weis ze schaffen.

Iwwert des Deelaspekter eraus muss ee sech fundamental Fro stellen: Wéi ginn d'Tutellé geschwat? Gi se ze oft an ze schnell geschwat? A muss eng Entmündegung wierklech ëmmer sinn?

Wie gétt enner Tutelle gesat? A priori kann all Mënsch dat ufroen - en Noper, en Ehepartner, e Kand -, wann e mierkt, datt eng Persoun, oder mengt ze mierken, datt eng Persoun kéint abuséiert ginn. De Problem ass dee vun de Motiver. D'Motiver sinn net ëmmer edel. D'Motiver si ganz oft ganz schrecklech egoistescht! D'Kanner loosse d'Elteren enner Tutelle setzen, fir hiert Ierwen ze retten. D'Frëndin vun Fils léisst d'Schwéiermamm, d'Exschwéiermamm enner Tutelle setzen aus Rache. Alles Fall, déi virkonn sinn.

Ginn d'Tutellen ze schnell geschwat? Ech äntwerten dorobber: Jo! D'„Tageblatt“ hat en exzellente Dossier iwwert d'Tutellen an huet do de Mike Schaltz vum Service d'accompagnement tutélaire interviewt. An dee sot: „Es sind sehr häufig Personen betroffen, die eigentlich noch sehr autonom sind. Es kam schon vor, dass ich ein Dossier auf dem Tisch hatte und mich gefragt habe, warum diese Person eigentlich unter Vormundschaft gestellt worden ist. Hierzulande“, huet e concluéiert, „wird zu schnell eine Tutelle gesprochen.“

Dat mécht mir perséinlech Angscht, well mir kënnen allegueren muer betraff sinn! Mir kënnen eng liicht Altersdemenz hunn a scho gi mer entmündegt.

Aner Länner sinn do op en anere Wee gaangen: Däitschland huet d'Entmündegung 1992 schon ofgeschaaft, d'Schwäiz huet se ofgeschaaft, Éisträich huet se ofgeschaaft. D'Fro ass och erlaabt, ob déi aktuell Praxis iwwerhaapt konform ass zur UN-Behännererechtskonvention. Am Däitsche Bundestag war eng „grosse Anfrage“ vun deene Gréngen, wou genau déi Fro opgeworf ginn ass.

Et geet hei ëm Mënschen. Et geet ëm d'fundamental Würd vun Mënsch, nieft eng finanziellen Aspekter. Net ëmsoss hunn ech d'Fro no der Immixtioun vu professionellen Tuteuren an d'Alldagsliewe vun där entmündegter Persoun gestallt.

Oft stelle mer jo Froen, well mer d'Äntwerte kennen, well mer Saache wëllen hei éiftlech duerleeën, diskutieren an och, firwat net, uprangeren! Ech huelen de Fall vun enger Duechter, déi an Amerika wunnt an hire Papp enner Tutelle setze léisst, fir hiert Ierwen ze retten. Dee Mann bezuelt da vu sengem eegene Kont, well en huet genuch, der Tutrice - d'Affe-

kotin, déi genannt ginn ass -, 500 Euro de Mount an e kritt nach 80 Euro Täschegeld. Wann dee Mann bei lech sëtzt a kräisch a seet: „Dat ass mäi leschte Pléséier a mengem Liewen, nach eng gutt Pâtisserie iessen ze goen, an ech ka mer dat net méi leeschten, well ech kréien net genuch Täschegeld“, dann ass dat eng onwürdeg - eng onwürdeg! - Situatioun.

Den Tuteur kritt d'Bréiwer vun där betraffener Persoun. Dorënner kënnen Saache si wéi eng Gebuertsdayskäertchen, e Vakanzemessage vun enger aler Frëndin, d'Häkelzeitung, déi d'Person abonniert huet. Wann esou Saachen, anstatt datt de protegéierte Mënsch se kritt, an d'Poubelle fléien, well de professionellen Tuteur déi Fra net besuche wëllt goen eemol d'Woch, soe mer emol, fir dat doten ze iwwerginn, dann ass dat eng onwürdeg Situatioun!

Wann eng Fra am beschten Alter, mat reelle psychesche Problemer, mä mat enger ganz grousser Economie... Jo, déi brauch Schutz. Jo, et muss derfir gesuergt ginn, datt déi Fra net kann Notairesakte maachen. Jo, et muss derfir gesuergt ginn, datt déi Fra net ka beklaut ginn. Mä déi Fra ass ganz vermiegend an huet ganz vill Suen a si wëllt eng Croisière maachen, eng grouss Croisière, eng ganz deier Croisière, déi se sech lacker ka leeschten. Muss déi sech vum Tuteur verbidde loosse, déi Croisière daerfen ze maachen? Dat ass fir mech eng onwürdeg Situatioun!

Nieft mengen Deelaspekter frouen iwwert déi sougenannte professionell Tuteuren an hir Rémunération muss also d'fundamental Fro och gestallt ginn: Ass d'Entmündegung wierklech néideg? Wéi steet et mat Recoursmöglichekten? Wéi steet et mat enger Humaniséierung vun deem ganzen Traitement - muss den Tuteur och en Diktator sinn? -, mam Matsproocherecht vun där betraffener Persoun, egal wéi wäit hir Demenz eventuell scho fortgeschratt ass?

A virun allem, an dat war meng lescht Fro un den Minister: Kann ech selwer main Tuteur designéieren, zu gesonde Liefzäiten, genausou wéi ech eng Patienteverfügung ka maachen, fir ze évitieren, datt ech selwer, wann ech eng Kéier an de Fall kommen, an déi Situatioun, an déi entwürdigend Situatioun geroden, fir esou onwürdig Traitementen müssen ze erliewen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo den Här Justizminister, den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ier den Temps de parole bei mir lassleef, wollt ech awer op e klenge Problem hiweisen, deen ech elo hunn. Mir hunn eng Prozedur, déi seet, dass den Auteur vun enger Question élargie seng Froen eraschéckt, dass e seng Froen hei daerf virdroen an dofir fénnef Minuten huet an dass d'Regierung dann an zéng Minutten kann äntwerten.

Elo trifft et sech, dass den Här Reding elo lauter Froe gestallt huet, just, dass keng vun deene coincidéiert mat deenen, déi e schrëftlech gestallt huet. Ech wollt lech awer, esou wéi d'Prozedur et vu mir verlaangt, op déi Froen äntwerten, déi Der schrëftlech gestallt hutt. Dir hutt déi elo allegueren ignoriert an hutt lauter anerer gestallt. Dofir sinn ech elo e bësse schlecht drun.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Neen, also, Här Minister, et geet d'wee, datt Der mer op meng Froen äntwert. Ech hu just geduecht, et wier méi interessant,...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - D'accord. Ah, do sinn ech ganz mat lech d'accord.

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...fir iwwer e Gesamtkontext ze schwätzen, wéi einfach eng Fro virzeliesen, déi Der, wéi Der richteg sot,...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dorobber wollt ech agoen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...jo schon dräi Wochen hutt an lech gutt konnt drop virbereeden.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dorop wollt ech agoen. Dann ass dat awer gekläert, well ech hale mech jo gären un d'Prozeduren, Här President, dat ass de Minimum.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech wollt dofir kuerz rappeléieren, et ass elo fir d'Drëtt, dass ech d'Geleeënheet kréien, engem Deputéierten op eng Sollicitation ze äntwerthen am Kader vun der rezenter Diskussioun an nätzlecher Diskussioun iwwert d'Tutellen hei zu Lëtzebuerg.

Ech hat d'Geleeënheet, der Madamm Andrich-Duval bei enger Heure de questions schon zu deem Thema Ried an Äntwert ze stoen, virun e puer Deeg der Madamm Dall'Agnol, wou ech probéiert hunn, en détail an exhaustiv a minu-

tiös op all hir Froen ze äntwerten an och mat Zuelen, an elo fir d'Drätt dann dem Här Reding an Kader vun d'ësèr Question élargie, deen eng ganz Rei Froen a sengem Bréif gestalt huet, déi, ech soen elo emol, méi technescher Natur wieren, well déi sinn all am Code civil beäntwert an och respektiv am Règlement vum Dezember '82 iwwert d'Designatioun vun de Géranté bei Tutellen. En huet awer, wéi ech fannen, insgesamt eng korrekt Duerstellung gemach vun der Problematik, ém déi et hei geet.

Ech wëll allerdéngs zwou Saache rappeléieren an eng Saach och relativéieren. Déi Zuel vu 4.000, déi Der benotzt hutt, déi aus der Äntwert erausgeet op d'Question parlementaire vun der Madamm Dall'Agnol, dat heescht net, dass mer 4.000 Leit zu Lëtzebuerg ënner Tutelle hunn. Ech muss dat awer eng Kéier relativéieren. Wa mer déi Zuele vun Dikrech kucken an och aus der Stad, da sinn an där Zuel sämtlech Forme vu Sauvegarde de justice bis hin eriwier zu der Tutelle sous contrôle judiciaire mat dran, woubäi déi leschtgenannten, déi richtig, dat, wat d'Leit gemengerhand Tutelle nennen, vläicht plus/minus een Drëttel maximal vun där Zuel do ausmécht.

An et muss een och soen, dass an där Zuel vu 4.000 Fäll do och déi Dossieren dra sinn, wou et sech no Instruktioun avéréiert huet, dass keng Mesure de protection noutwendeg ass. Och déi Fäll sinn an där Zuel mat dran, dass Dossieren heiansdo Leit betreffen, déi an der Zwëschenzäit décédiéiert sinn, wat net ëmmer direkt gemellt gëtt; och déi sinn an där Zuel mat dran. An et sinn och do dran Dossieren, wou méttlerweil eng Mainlevée vun der Mesure de protection och gesprach ginn ass. Et ass also net, dass 4.000 Leit ënner Tutelle stinn. Déi Zuel ass ganz wesentlech méi kleng. Hei ass d'Zuel vun Dossieren, sous toutes ses formes. Dat, mengen ech, muss een awer och eng Kéier kloer prezisieren.

Da wëll ech och rappeléieren, dass, wann eng Tutelle gesprach gëtt, dat net eng Strof ass fir déi Leit, mä dass dat eng Schutzmesure ass. An esou gesäit d'Gesetz et och vir. Oft muss se och géint hiren noen Entourage geschützt ginn, leider och heiansdo géint Membere vun hirer Famill.

Dir hutt dat richtig beschriwwen, Här Reding. Do sinn net ëmmer d'Intentionen nëmme déi allerbescht. Ech muss och soen, dass et eng Matière ass, wou relativ seelen en Appell gemach gëtt. Wann eng Mesure gesprach gëtt, dat ass vill manner contestéiert, wéi dat an der leschter Zäit vläicht den Androck vermittel huet. Mä oft kréie mer Schwierigkeiten, an do, mengen ech, ass den Haaptterrain fir d'Reflexioun, wa mer bis an der Tutelle sinn.

An der Aart a Weis, wéi dat au jour le jour géiert gëtt, do ass d'Matière fir Fourschritt, net well déi Leit, déi dat maachen, keng anstänneg Intentionen hätten, au contraire! Mir sinn och frou, dass mer se hunn, well et gëtt net esou vill Leit, déi bereit sinn, déi Aufgab do ze iwwerhuelen, well si ass och net, contrairement och do zu deem, wat gesot gëtt, net an all de Fäll terribel rémunériert. Ech kommen elo dozou, well Dir hat mer déi Fro gestallt. A mir solle frou sinn, dass et Leit gëtt, déi bereit sinn, och do d'Carencé vun der Famill auszegläichen a sech fir déi Aufgaben do ze stellen. Dat ass d'Realitéit, als éischt Fro.

Dat gesot, Här Reding, hat Der gefrot: Wie selektionéiert déi Affekoten, déi esou genannt ginn? Ech wëll lech rappeléieren, dass an der Hypothese, wou eng Persoun, déi soll protegéiert ginn, kee Conjoint huet, wat de Cas légal wier, deen am Prinzip de plein droit géif déi Roll missen iwwerhuelen, oder keen Ascendant oder keen Descendant, Brudder oder Geschwëster, déi susceptibel wieren, seng Bienen ze géieren als Administrateur légal, da kann de Juge des tutelles dem Artikel 499 vum Code civil no e Gérant vun der Tutelle designéieren, ënner de Konditiounen, déi am Règlement grand-ducal vum Dezember '82 virgesi sinn. Dee fixéiert d'Konditiounen vun der Designatioun. En énumériert en fait véier Gruppe vu Leit, déi kënnen designéiert ginn duerch de Juge des tutelles, fir d'Fonctione vum Gérant vun der Tutelle ze iwwerhuelen. An déi stinn op enger Lësch, déi vum Procureur d'État arrétéiert gëtt.

An der Praxis kann theoretesch all Tiers sech via Bréif un de Procureur d'État mellen an domadder sän Interêt manifestéieren - dat kann en Affekot sinn, muss awer keen Affekot sinn -, fir an esou Fäll anzuesprangen an eng nätzlech a sënnavoll Aarbecht ze maachen. An den Artikel 441 vum Code civil, dee gesäit déi verschidde Chargé vir, déi an der Tutelle vun esou Leit kënnen exercéiert ginn, ouni Distinction vum Sexe, awer mat verschiddene Reserve bei der Incapacité, Exclusion, Réclusion, an déi ginn all an den Artikel 442 bis 445 vum Code civil énumériert. (veuillez lire: An den Artikel 441 vum Code civil, dee gesäit vir, dass déi verschidde Chargen an der Tutelle vun esou

Leit kënnen exercéiert ginn, ouni Distinction vum Sexe, awer mat verschiddene Reserve bei der Incapacité, Exclusion, Réclusion, an des ginn all an den Artikel 442 bis 445 vum Code civil énumériert.)

An ee vun den Haaptkritären, deen do de Juge des tutelles selbstverständlech berücksichtig, ass dee vun der Honorabilitéit vun der Persoun, déi sech dofir bereet erkläert. Mä et bleift um Enn eng Décisioun vum Riichter, dee Choix ze treffe bannent deem dach relativ limitierte Choix ganz oft, deen en huet.

Zu der zweeter Fro, wat de System ass vun der Rémunération, vun de Fraisen a wie se supportéiert, déi betraffe Leit oder de Riichter selwer: Och do fanne mer d'Äntwert am Artikel 3 vum Règlement vum 23. Dezember '82, deen d'Konditiounen vun der Designatioun fixéiert. De Juge des tutelles, dee kann dem Gérant oder Curateur eng Rémunération alouéieren, déi e selwer fixéiert an enger motivierter Décisioun. Dat geschitt net tëschent Dier an Aangel. An de Montant an och d'Aart a Weis, wéi berechent gëtt, dréit natierlech der Situation de fortune vun der betraffener Persoun Rechnung. Déi Rémunération kann eng fix Zomm sinn. Dat kann en Tantième si vu Revenu vun där Persoun oder en Honoraire, deen determinéiert gëtt en fonction vun den Devoiren, déi e gemach huet.

Wat dat betrëfft, déi Akten, déi gemach ginn an Applikatioun vum Alinea 1 vum Artikel 500 vum Code civil, dat sinn déi sougenannten Actes de la gestion courante d'une personne. Do kënnen awer d'Tantièmes net méi héich si wéi 2% vum Revenu. Dat ass also och duerch de Code civil limitéiert.

An der Praxis consistéiert déi Rémunération ganz oft an engem Honoraire, deen determinéiert gëtt en fonction vun der Zuel vun den Devoiren, déi duerch de Gérant vun der Tutelle oder de Curateur bannent engem Mount gemach ginn. Dat variéiert an der Moyenne tëschent 130 an 160 Euro. Dat sinn also keng riseg Zommen. Dat ass dat, wou mer eis an der Moyenne bewegen. Dat sinn net d'Extremfäll, mä dat do ass d'deeglech Realitéit vun deene meeschte Leit, déi esou eng Aufgab iwwerhuelen, en fonction vun den Akten, déi noutwendeg sinn, fir déi Missioun, déi en operluecht kritt huet, kënnen ze exercéieren.

Dat kann eng Gestion purement financière sinn oder d'perséinlech Engagement vum Gérant fir eng Rei supplementär Akten. An och an der Funktioun vun der Wichtigkeit vum Engagement vum Gérant kann och déi Indemnitéit emol deen duerschchnittleche Seuil do dépasséieren.

E kann, de Gérant vun der Tutelle oder de Curateur, och eng weider Rémunération fir sougenannt Actes extraordinaires, wéi wann eng Immobilie misst verkaaft ginn zum Beispill, oder eng Locatioun oder eng Acquisitioun vun engem Immeuble gemach gëtt, also eng zousätzlech Rémunération kréien. Dat natierlech, wann um Enn déi Akten och noutwendeg ware fir d'Situatioun vun der betraffener Persoun.

Also, déi Indemnitéit, déi kann - fir Är Fro ze beäntwerten - souwuel à charge si vun der betraffener Persoun wéi vum Stat selwer. Wann d'Indemnitéit à charge ass vun der Persoun, da kann den Tutellesriichter de Gérant vun der Tutelle oder de Curateur autoriséieren, fir selwer e Prélèvement um Compte bancaire vun der Personne concernée ze maachen. Wann awer déi Personne concernée selwer nëmme e ganz kleng Revenu huet - fir precis ze sinn: inférieure zum Duebele vum Salaire social minimum -, da kann och d'Rémunération vum Gérant vun der Tutelle oder vum Curateur vum Stat selwer direkt iwwerholl ginn. Et gëtt awer och Fäll, wou Leit décidéieren, déi Indemnitéit selwer ze bezuelen, wa se eng Épargne hunn, déi méi grous a méi substanzuell wéi dat doten ass.

Déi drëtt Fro, dat war d'Fro: Wéi eng Pouvoirs d'immixtion, wéi Dir se genannt hutt, hunn déi Géranté vun der Tutelle oder Curateuren an d'Liewe vun de Mandatairen (veuillez lire: Mandanten). Och do wëll ech rappeléieren, wat d'Regele sinn.

De Majeur, deen ënner Sauvegarde de justice placéiert ass, dee behält jo am Prinzip den Exercice vu sengen Rechten. Et ass déi duusste Form, déi mer am Gesetz kennen. An den Tutellesriichter kann awer e Mandataire spécial designéiere fir e bestëmmten Acte déterminé oder och eng Serie vun Akten, déi dann awer eng speziell Bedeutung hätten. An e kéint dat dann och maachen, deen Tuteur, ouni d'Autorisatioun, le cas échéant, vun engem Conseil de famille, wat awer nach laang net ëmmer d'Regel ass.

An der Praxis gëtt de Mandataire spécial duerch eng Ordonnanz noméiert. An et gëtt och preziséiert, dass seng precis Missioun doranner besteet, eng Gestion courante vum Patrimoine mobilier oder immobilier vun där Per-

soun ze maache respektiv de Règlement vu Rechnung virzehuelen. Dat gëtt also limitativ an exhaustiv preziséiert.

Wann e Majeur an der Tutelle ass, da gëtt e permanent représentéiert, de façon continue représentéiert an all sengen Akte vun der Vie civile. Do, mengen ech, ass et kloer, do huet den Tuteur déi gesamt Responsabilitéit vun den Akten ze assuméieren, well en an all den Akten de Majeur sous tutelle représentéiert.

Bei de Majeuren en curatelle, déi net selwer kéinten agéieren, do gi se awer ganz oft beroden an och kontrolléiert an hiren Akte vun der Vie civile. An am Kader vun der renforcierter Curatelle, do kann och de Curateur d'Revenue vun der protegierter Persoun percevéieren an assuréiert och de Règlement dovun.

(Interruption par la présidence)

Här President, ech brauch e bësse méi Zäit, well mer och am Ufank jo nach déi kleng Diskussion...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, déi hutt Der scho kontabiliséiert kritt. Mä wann d'Chamber d'accord ass, fir lech méi Zäit ze ginn, da soll et net u mir hanken.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech géif dem Här Reding gären... Ech si bal derduerch.

(Assentiment)

Merci, dat ass léif.

(Brouhaha et interruption)

Well ech dem Här Reding och ganz recht ginn: Dat hei brauch eng vill méi grous Debatt. Mä ech probéieren awer, an deenen zéng, zwielef Minutten de Maximum vun de Froen ze beäntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war just eng kleng Debatt gewielt ginn.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo, wéi gesot, ech füge mech de Wënsch vun der Chamber, Här President.

Opground vum Avis vum Médecin traitant kann och de Juge des tutelles eng Rei Akten énumérieren, déi déi Persoun, déi ënner Tutelle steet, nawell eleng oder just mat Assistance vum Tuteur ka maachen. Datselwech trëfft och zou fir d'Personen ënner Curatelle. Dat setzt natierlech voraus, dass de Juge des tutelles och duerch esou eng Demande saiséiert gëtt. E kann net selwer ruden, wat an deem oder deem Dossier grad amgaangen ass. E muss do scho saiséiert ginn, fir déi Décisioun kënnen ze huelen.

An et gesäit och esou aus, opgrond vun deenen Zuelen an den Informatiounen, déi mir zur Verfügung stinn, dass dat éischer seelen de Fall ass, dass dat dote geschitt, dass e Riichter, dass de Juge des tutelles dofir saiséiert gëtt.

Fir hirer Missioun awer kënnen nozkommen, müssen déi Mandataires spéciaux, Tutereuren a Curateuren, natierlech awer och - well Dir déi Fro spezífesch erwänt - de Courier vun de Leit kënnen interceptéieren an och kucken, soss kënn se hirer Missioun och net gerecht ginn, a si wëssen natierlech och net virdu, wa se de Bréif opmaachen, wat drasteet. Do kënn méi oder manner perséinlech Informatiounen dra sto. Dat ass awer net anescht ze regelen, ausser dass een op d'Diskretioun vun deene Leit setzt, déi där Missioun do noginn. An ech mengen och, dass se an der Regel där Missioun do gerecht ginn.

En fonction also vun där Missioun, déi déi Leit kréien, och wat zum Beispill d'perséinlech Gesondheet vun de Leit betrëfft - och dat si sensibil Informatiounen -, do ass ganz kloer déi Persoun, déi den Optrag kritt duerch de Riichter, associéiert un der Gestiou vun der Vie quotidienne vun de Leit. Déi betraffe Personne sinn doriwier eraus natierlech och fräi, sech e Conseiller ze sichen, dee se ka bei bestëmmte Prozeduren awer vertrieben, notamment wa se wënschen, dass eng Mainlevée vun der Mesure de protection geschwat gëtt. Do kënn se sech och duerch esou eng aner Persoun dofir wend.

An an der Applikatioun vum Artikel 450 vum Code civil këmmert sech och den Tuteur ëm d'Personen, wann et drëms geet, Décisiounen ze huelen, déi och de Mode de vie vun der betraffener Persoun betreffen. Och dee Fall gesäit de Code civil ausdrécklech vir. An an der Praxis sinn d'Tuteuren, Membere vun der Famille an tierces Personnes, och gehalen, dat, wat als Liebensart a -weis virdu bestanen huet, wäitgeeëndst ze respektéieren. Dat ass natierlech séier gesot. An der Praxis ass dat bei enger Persoun, déi sech selwer net méi ëmmer ganz gutt kann artikuléieren, oft net ëmmer ganz evident, dat méiglech ze maachen. Och well een net ëmmer kann dee ganzen Dag mat där Persoun verbréngen. Dat ass einfach eng Realitéit. An dat ass dann net ëmmer an all de Fäll eng flott Situatioun fir déi betraffe Leit.

Egal wéi, déi Décisiounen, déi de Mode de vie betreffe vun der Persoun, déi där betraffener Persoun vläicht net géife gefalen, do hu se, sief et d'Person selwer oder wann en drëtte Member vun der Famill dat géif gesinn, d'Impressioun hätt, dass dat esou wier, dass do net am beschten Interêt vun der Persoun géif geschafft ginn duerch den Tuteur oder de Curateur, do hu se ëmmer d'Méiglechkeet, à tout moment, de Riichter domadder ze befaassen, him déi Informatiounen zoukommen ze loosson an do-duerch och derfir ze suergen, dass eng Décisioun ka geholl ginn. Dat Recht huet een à tout moment! An do verspärt och de Juge des tutelles sech net.

Déi allerlescht Fro, Här President, dat betrëfft déi, a wéi enger Mesure dass d'Décisioun géint protegéiert Leit - an dat braucht Der net tëschent Gänsefëisercher ze setzen, Här Reding, dat ass de Sënn vum Gesetz -, awéiwäit dass antérieur Décisiounen zu der Tutelle oder der Curatelle muss respektéiert ginn. Déi Fro betrëfft an deem Sënn de Mandataire spécial oder den Tuteur eleng oder si zweek, well d'Person, déi betraffe Persoun selwer jo un hire viregten Décisiounen oder un deenen Décisiounen, déi ab der Tutelle geholl ginn, net méi selwer participéiert. Wann do en Désaccord ass, da ka wéi gesot ëmmer den Tutellesriichter saiséiert ginn.

Fir awer zrëckzekucken, de Mandataire spécial, den Tuteur oder de Curateur, ob dat elo e Member ass vun der Famill oder en Tiers par rapport zu der Personne protégée, déi sollen natierlech déi Persoun wäitgeeëndst respektéieren. An deen eenzege Kritär ass den Interêt vun der Persoun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir misst elo zur Konkusioun kommen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo. Ech hunn nach fir 30 Sekonnen. Just 30 Sekonnen, da sinn ech direkt fäerdeg. Ech si komplett fäerdeg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, well soss kënn mer d'Règlement verbernen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo. Wéi gesot, ech beméie mech, dem Deputéierten esou precis wéi méiglech ze äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä, Här Minister, mir hunn e Règlement a mir sollen dat Règlement applizéieren. Et kann een op eng Fro méi laang äntworten, et kann ee méi kuerz drop äntworten.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei ass e Règlement, dat virgesinn ass. Wann ech gelíf, kommt elo zur Konkusioun!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Absolut! Genausou maachen ech et, Här President.

Wat déi Akten, wéi gesot, betrëfft, déi vun der Personne protégée, ier se protegéiert ginn ass, gesat gi sinn, do beäntwert och den Artikel 489 vum Code civil déi Fro, andeems e seet, dass e rappéléiert, fir dass en Akt valabel ass, Här Reding, da muss déi Persoun, déi den Akt setzt, sain d'esprit sinn, well soss kann een en nullité dogéint agéieren.

An den Artikel 503 seet och, wann een also gesäit, dass Akten, déi virun der Tutelle gesat gi sinn, contestabel kéint sinn, well d'Faiblesse vun der Personne schon notoirement connues waren, dass déi Akten also och retroaktiv kënn contestéiert ginn. Déi Fro ass also och am Code civil exakt beäntwert.

An, Här President, ech soen lech Merci, dass Der mer déi puer Minutten Zäit méi ginn hutt, fir dem Här Reding ze äntwerten. Ech wëll och ënnersträichen, dass an d'ësèr Matière a mengen Ae Reformbedarf besteet an dass déi Diskussionen, déi schon zënter bal zéng Joer amgaang sinn, wäerten an nächster Zäit zu enger Konkusioun kënn bruecht ginn. Och wann dat net direkt ass, mir schaffen drun. Mä ech mengen, hei ass Reformbedarf. A mir wäerten deen och notzen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wëllt den Här Reding nach eng Kéier nohaken?

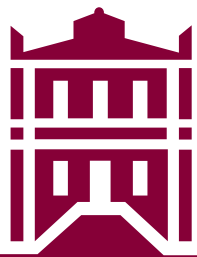
(Négation)

Merci. Dann ass dat esou.

A mir sinn um Enn vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Debatten iwwert d'Aussen- an Europapolitik.

Merci villmoos.

(Fin de la séance publique à 17.13 heures)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Débat sur la politique européenne et étrangère
 - M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam (interventions de M. Gast Gibéryen), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Claude Adam et M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes), M. Serge Urbany (intervention de M. Laurent Mosar)
 - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (questions de M. Fernand Kartheiser et M. Serge Urbany)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sézung op.

Ech ginn dovun ass, dass zënter gëschter keen neie Moment ass an dass d'Regierung dat, wat se matzedeele hat, gëschter duerch de Mond vum Ausseminister gemaach huet. An da kënnen mer direkt zu eisem Programm iwwergoen, dem Débat iwwert d'Erklärung vum Här Ausseminister zur Aussen- an Europapolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An direkt huet d'Wuert den éischte mandatéierte Sprecher, den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären: «Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.» Dat ass net vu mir, mä vum Jean Jaurès. Mä dëst Zitat beschreift eigentlech gutt, dass ee grad an der Aussepolitik seng Idealer just da ka verwerlechen, wann ee vun enger realistischer Analys vun der Wirklechkeet ausgeet.

Dat wëll ech dann och haut versichen, a menger Interventioun ze maachen, an der Hoffnung, dass mech dem Jaurès säi Courage dobäi net am Stach léisst, well d'Welt befënnt sech an hirem schlimmsten Zoustand zanter dem Enn vum Kale Krich. - Dat soen net ech, mä sot de Wolfgang Ischinger Métt Februar beim Optakt vun der Münchener Sécherheitskonferenz.

Wéi mir, Dir Dammen an Dir Hären, virun engem gudden Joer hei op därsewlechter Plaz d'aussepolitisch Deklaratioun vum Ausseminister Jean Asselborn kommentéiert hunn, ware mer eigentlech eis alleguerten eens, dass eis Welt vill méi opgewullt wier an en neie reelle Risiko vun engem drëtten Weltkrich géif bestoen.

Haut an hei ass dese Risiko sécherlech net méi kleng ginn. Au contraire, d'Evenementer vun deene leschte Méint a Woche sinn net derzou ugedoen, fir onbedéngt méi optimisteschen an d'Zukunft ze kucken. Déi global Weltuerdung, déi sech nom Enn vum Zweete Weltkrich, awer ganz besonnesch vum Kale Krich erauskristalliséiert huet, ass derbäi, sech opzeléisen. D'Welt vun haut ass weder méi fréi nach méi demokratesch nach méi stabil, mä vill méi onopgeraumt a virun allem vill méi geféierlech. Dat hutt Dir, Här Ausseminister, jo och gëschter scho festgestallt.

Och d'Europäesch Unioun befënnt sech matten an där wahrscheinlech schwéierster Kris vun hirer Geschicht. D'Kris a Griichenland, den droende Brexit, awer ganz besonnesch och d'Opflame vun antieuropäeschen an deelweis riets-extremistesche Parteien, déi an ëmmer méi EU-Länner Opdriff kréien, stellen d'Unioun viru grouss Erausforderungen. All des Krise maachen däitlech, dass souwuel de Weste wéi déi ganz Europäesch Unioun sech an enger déier Identitéitskris befannen.

Här Präsident, ier ech mech an deenen nächste Minutte méi intensiv mat verschiddene Krisenherden op der Welt befaassen, erlaabt mer, dem Ausseminister Merci ze soe fir seng Dekla-

ratioun vu gëschter Mëtteg, déi, wéi ëmmer, e gutt dokumentéierten an detailléierten Iwwerbléck vun der internationaler Situatioun gemaach huet. Den Ausseminister huet déi welt-politesch Wirklechkeet gutt beschriwwen.

Ech hunn allerdéngs e bëssen den Usaz, Här Ausseminister, vu méi konkrete Léisungsvorschléi vermësst, ënner anerem, mä net nëmmen, an der Flüchtlingsthematik.

Trotzdem wëll ech awer am Numm vum menger Fraktioun ganz besonnesch lech dëst Joer Merci soe fir Are permanenten an onermiddlechen Asaz während der Présidence, dëst virun allem an Interessier vum Europa, awer och vum eisem Land.

An och wa meng Fraktioun an ech selwer net ëmmer honnertprozenteg mat lech op enger Linn leien, esou apprécieiere mer dach Är Disponibilitéit, Ären Engagement, awer ganz besonnesch déi däitlech Wieder, déi Der oft fannt, fir op Mësstänn an der Europäescher Unioun opmierksam ze maachen, an Dir setzt lech do vu ville vun Ären Amtskollegen, souwuel an der Europäescher Unioun wéi doriwwer eraus, positiv of.

Ech wëll mäin Tour du monde fir d'Éischt mat enger Rei geopoliteschen Iwwerleeungen ufänken, duerno d'Situatioun am Noen Oste belichten, dann op d'Flüchtlingsthematik, och am Liicht vum Tierkei-Sommet vun e Méindeg, eriwergoen, fir mech schlussendlech mat der Situatioun vun der Europäescher Unioun ze befaassen. An an deem Kontext wäert ech och e puer Wieder iwwert d'Fräihandelsaccorden TTIP an TISA soen.

Här Präsident, ech hunn a menger Aleedung gesot: Op der Sécherheitskonferenz zu München ass eppes kloer ginn, d'Geopolitik ass erëm zrëck op der Weltbün. Mir liewen an enger neier Welt an am Réckbléck musse mer dann och feststellen, dass dat Véirelsjorhonnert nom Fall vun der Berliner Mauer wahrscheinlech just nëmmen eng glécklech Iwwergangphas war, déi leider elo op en Enn kënnt. D'Hoffnung, déi de Westen an och d'Europäesch Unioun op eng multilateral Weltuerdung haten, ass zumindest mëttelfristeg eriwuer an ëmmer méi Observateure schwätzen haut vun enger neier „Weltonuerdung“.

„Et ass zimlech offensichtlech, dass mer wahrscheinlech nach ni an der Geschicht mat esou ville Kriseplogen, esou ville gescheiterten oder scheiterende State gläichzäiteg ze dinn haten“, sot viru Kuerzem den amerikaneschen Ausseminister John Kerry.

Dës nei „Weltonuerdung“ huet eng Rei vun Ursachen. Fir d'Éischt, an dat ass ze verstoen, versichen eng Rei nei Wirtschaftsmuechte wéi China an déi aner BRICS-Länner, sech och eng Plaz an der Sonn ze sécheren. Ganz besonnesch China mat sengem enorme Wirtschaftsgewicht a mat sengen 1,3 bis 1,4 Milliarde Consommateuren ass ëmmer méi präsent op der weltpolitescher Bün.

Zweetens erliewe mer eng déif Kris an der muslimescher Welt, déi hir Ursachen op där enger Säit am Bankrott vun den arabeschen Diktaturen an op där anerer Säit an där onheemlecher Unzéiungskraaft, déi radikalislamesch, islamisteschen Terrororganisationen, an haaptsächlech hei den Islamesche Stat, ganz besonnesch bei jonke Mënschen hunn. Iwwergens och hei an Europa!

Drëtens, en erëm erstärktent Russland, wat zum Deel erëm an Denkscheme vun der fréierer Sowjetunioun zrëckgefall ass an dat Selbstbestimmungsrecht vun den Natiounen a sen-

gem direkten Ëmfeld net méi unerkennt an domadder an imperial Handlungsmustereen zrëckfält.

Véiertens, d'Veereenegt State vun Amerika üben hir traditionell Leaderroll ënnert dem President Obama vill manner décidéiert aus wéi fréier, wou si quasiment d'Roll vum Weltpolizist gespillt hunn. Dëst Zrëckzéie vu Washington huet ënner anerem derzou gefouert, dass am Noen Osten e Vakuum entstanden ass, deen op där enger Säit vu Russland, mä awer virun allem vun enger Rei radikalislamisteschen Organisationsen, an éischer Linn dem IS, awer och vu regional opstriedende Länner wéi dem Iran a Saudi-Arabien ausgefëllt ginn ass. Dem bekannte Geostrateg Robert Kaplan no ass dann och kee méi do, deen am Moment d'Welt steiert, an d'Eliten hu senger Meenung no ganz einfach d'Kontroll verluer.

Richtig ass jiddefalls, dass déi nei Weltuerdung elo global, regional an national chaotesch ass, well et keng wirklech Weltuerdungsmuecht méi gëtt an domadder och keng Orientéierung. D'Welt kennt dann och zënter dem Enn vum Kale Krich kee Gläichgewicht vum Schrecke méi, soudatt den effektive Risiko vu regionale Konflikter wesentlech méi grouss ginn ass.

Zu där ganzer Komplexitéit kënnt dann och nach derbäi, dass eng nei territorial an net territorial Vernetzung entstanden ass duerch den Internet an déi nei Kommunikatiounsgesellschaft, déi vill manner ze kontrolléieren ass.

Schlussendlech muss een dann och nach gësin, dass et an der effentlecher Meenung e manner groussen Interessi fir Politik am Allgemengen an d'Aussepolitik am Besonnesche gëtt, virun allem an den USA, awer och deelweis an Europa.

Här Präsident, heescht dat elo, wéi verschiddene Analysten et scho behaupten, dass dat d'Enn vun der Geschicht oder den Ennergang vum Abendland bedeit?

Sécherlech net! D'Welt, wéi mir se bis elo kann hunn, stéisst net nëmmen an d'Grenze vun hirem Wuessstum, mä virun allem an d'Grenze vun der Souveränitéit, esou wéi den Henry Kissinger et a sengen Iwwerleeungen iwwert d'„Balance of power“ dacks beschriwwen huet, eng „Balance“, déi jo evidenterweis aus dem Gläichgewicht komm ass.

Wat bedeit dat elo fir d'Nationalstaten an déi international Institutionen? Nach ass d'Zäit vun den Nationalstaten net eriwuer, well wie soss wäert dann nach an de Vereenten Nationen vereent sinn? A wie soss wäert d'Europäesch Unioun virubringen? A wie soss soll d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet schützen? Et ass duerfir och falsch, den Nationalstaten wëllen ze schwächen, ouni eng konkret, belastbar Alternativ kënnen unzebidden.

Ech bleiwen doriwwer eraus der Meenung, dass et virun allem wichteg ass, dass mer weider multipolar a vernetzt denken. Virun allem awer mussen déi westlech Demokratie vill méi hir eege Wäerter an de Vierdergrond setzen an déi Wäerter och offensiv an iwwerzeegend no banen an no bause verrieden. Dëst bedeit dann och konkret, dass mer net manner, mä méi Vereenten Nationen, net manner, mä méi EU brauchen, allerdéngs bei deene wirklech grouss Sujete vun eiser Zäit, net onbedéngt bei Detailfroen. Och de Kommissiounspräsident Juncker gëtt jo net midd, dass ëmmer erëm ze betounen.

De Retour en force vun der Geopolitik bedeit awer och, dass d'Schéiwiederperiod definitiv eriwuer ass, an där Europa gegleef huet, dass een d'Friddensdividende vu staark gekierzte Verdeedegungsbudgeten einfach kéint akasséieren. Esou einfach, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Welt leider net méi! D'Europäer mussen erëm méi Geld an d'Hand huelen an et méi effizient asetzen, fir méi fir hir eege Sécherheet ze maachen a fir och am eege Sécherheitsëmfeld als en Uerdnungsfacteur opzetrieden. Dat kënnen mer net nëmmen anerem iwwerloosen.

Et bedeit awer och, an ech hunn et virdru scho gesot, dass mer anschters müssen iwwer Innen-, Aussen- an och Verdeedegungspolitik mat de Bierger dobaussen diskutéieren. Dëst verlaangt, Här Präsident, vun eis alleguer, de Politiker, de Bierger awer och der Zivilgesellschaft, dass mer eis méi déif gräifend an eeschthaft mat Aussepolitik auserneesetzen. Dës Eeschthaftegkeet brauche mer grad am Émgang mat engem Europa, dat ëmmer méi amgaangen ass, vu bannen ze zerfallen, mä awer och mat den Erausforderungen an der Welt.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vum Retour vun der Geopolitik geschwat hunn, sinn den Noen Osten am Generellen a Syrien am Speziellen de Kulminatiounspunkt vun enger auserneefalender Muecht a Geopolitik. De Fall vu Syrien ass eigentlech symptomatesch fir de gesamte Mëtteren an Noen Osten, an deem mer konfrontéiert sinn op där enger Säit mat totalitäre Regimmen an op där anerer Säit mat radikalislamistesche Bewegungen.

Wat kloer ass, dass ass, dass de Krich a Syrien ee vun deene Konflikter ass, dee wéinst senger extremer Komplexitéit quasiment net ze léisen ass. An de leschte Jorzéngte sinn et net vill Konflikter ginn, déi esou eng ongëschtegt Konstellatioun wéi a Syrien opweisen. An duerfir ass och eng schnell Léisung, wéi se vun engem groussen Deel vun der Politik erbäigewünscht an erbäigedreemt gëtt, a kuerzer Zäit méi wéi onwahrscheinlech.

Bei Syrien kënnt derbäi, dass sech zwou Groussmuechten aus deser Region, nämlech den Iran a Saudi-Arabien, hei genau deesewechte Stellverriederkrich liwwere wéi am Irak an och elo am Jemen.

Bei all dese Konflikter muss ee jo ëmmer erëm d'Fro stellen, ob et tëschent de Krichsparteie gemeinsam Interesse gëtt, fir eng Friddensléisung erbäizefieren. Dës Fro géif ech hei mat „jo“, awer gläichzäiteg mat „net genuch“ beantworten. Jo, well et gëtt eigentlech e gemeinsamen Nenner, op dee sech all bedeelegt Krichsparteie kënnen verstännegen, an dat ass d'Bekämpfung vum Islamesche Stat. De Westen a Russland wëllen des terroristesch Organisationsion aus verständleche Grënn wéinst der Terrorgefor esou schnell wéi méiglech lassginn, gradesou wéi den Iran, deem awer virun allem déi sunnitesch Zougehéieregkeet vum Islamesche Stat en Dar am A ass.

A souguer d'Golfstaten, an an éischer Linn hei de Qatar, hu verstanen, nodeems se iwwer Joren zumindest indirekt desen Islamesche Stat mat Geld a mat Waffen ënnerstëtzt hunn, dass et riskéiert, fir hir eege Interessien e seriöe Problem ze ginn.

Niewent dessem eenzege gemeinsamen Nenner hunn déi enzel Krichsparteien awer deelweis total divergéierend Interessien an dessem Eck vun der Welt. Op där enger Säit hu mer a Syrien den Iran mat Russland, déi net onbedéngt de President Assad, mä zumindest säi Regimm un der Muecht wëllen halen, fir hir eege, an dat soll een net vergiessen, strategesch Interessien an dessem Deel vun der Welt duerchzesetzen. Op där anerer Säit hu mer d'Amerikaner mat Saudi-Arabien an der Europäescher Unioun, déi esou schnell wéi méiglech eigentlech wëllen dem Assad a sengem Regimm lassginn.

Duerch déi russesch Bombardementer ass d'Situatioun a Syrien sécherlech net méi iwwersichtlech ginn. Et gëtt een dann och d'Gefill net lass, dass Russland hei géif zesumme mam Assad Fakte schaffen, déi dann net méi réckgängeg kënnen gemaach ginn, wann et endlech zu engem Friddensprozess a Syrien kënnt.

Allerdéngs, an ech hunn et virdru schon ënnerstrach, wäre souwuel d'USA wéi och d'Europäesch Unioun schlecht beroden, elo just mam Fanger op Russland ze weisen. Dat nodeems se sech während Joren zu engem groussen Deel desinteresséiert hunn, wat a Syrien géif geschéien, an duerfir eigentlech Russland weider näischt gemaach huet, wéi vun dessem Vakuum ze profitéieren, fir sech erëm mat an d'Spill ze bringen. Inaktivitéit, Dir Dammen an Dir Hären, ass an der Regel ni eng aussepolitisch Dugend!

Wéi kann et a Syrien an deenen nächste Wochen a Méint viruoen? Dat eenzelt positivt Element, wat engem e bësselchen Hoffnung mécht, ass déi Wafferou, déi plus ou moins an deene leschten Deeg respektéiert ginn ass. An domadder geet dann och vläicht, wann net eng Dier, zumindest eng Fëster fir konkret Friddensverhandlungen. A vläicht mat engem konkrete Fridde um Horizont!

Mir sinn eis nämlech wahrscheinlech heibannen alleguerten eens, dass mer a Syrien net deesewechte Feeler däreffe maache wéi am Irak, a besonnesch net wéi a Libyen, wou mer mat der Ennerstëtzung vun enger ganzer Rei vu Länner Regimmen ofgesat hunn, ouni eng realistesch Alternativ gehat ze hunn, an domadder d'Dier wäit opgemaach hu fir radikalislamesch Kräften. Eng gutt Illustratioun, dass een Aussepolitik ëmmer och vum Enn hier denke muss!



Ech géif derfir plädéieren, datt niewent all de Krichsparteien och erëm ronderëm de Verhandlungsdéisch Verrieder vum Assad-Regimm mussen sëtzen, déi och en Deel vun enger definitiver Léisung solle sinn. An duerno, Dir Dammen an Dir Hären, muss et esou schnell wéi méiglech zu demokrateschen Wahlen an deem Land kommen.

Wann ech schonn an der Regioun sinn, erlaabt mer och e puer Wuert zu Libyen. Hei herrscht am Moment den absolute Chaos mam Risiko, datt dese gefalene Stat riskéiert, zum Réckzugsgebitt vum Islamesche Stat ze ginn, deen hei ouni allze vill Widderstänn ka staatlech Strukturen opbauen a sai Kalifat wäert auswäiten. Dat wär katastrofal fir Europa! Duerfir dierf een op kee Fall d'Situatioun hei eskaléieren loossen, ouni gläichzäiteg de Risk ze lafen, datt déi nächst puer Honnerttausende Flüchtlinge muer sech aus Libyen wäerten op de Wee an Europa maachen.

A wann ech vum Mëtteren an Noen Oste schwätzen, kommen ech net derlaanscht, e puer Wieder ze seon iwwer drai vun den Haaptakteuren an deem Konflikt: den Iran, Saudi-Arabien an natierlech d'Tierkei.

Wann ech vum Iran schwätzen, géif ech wëllen den Niall Ferguson zitieren, dee viru Kuerzem geschriwwen huet, datt dem Tolstoi säi „Krich a Friden“ sech wahrscheinlech haut zu Teheran géif ofspillen. A fir dat ze verstoen, muss ee sech drun erënneren, datt den Iran eigentlech an der Antik déi éischt wirklech Weltmuecht war. Grad am Weste gétt dat dacks vergiess.

Dëst Land gehéiert zum Noen a Mëtteren Osten an zu Zentralasien a läit bei deenen zwou wichtegsten Energieregionen: dem Kaspesche Meer an dem Persesche Golf. De Bildungsniveau vu senger Bevölkerung zielt an der islamescher Welt zu deenen héchsten a seng indo-europäesch Kultur ass vill méi no beim Weste wéi bei der arabescher Welt. Wann een haut kuckt, geet eigentlech den Afloss vum Iran vu Syrien bis an Afghanistan an entsprécht ongeféier deene verschiddene persesche Groussräicher vun der Antik. Sou vill zum „Enn vun der Geschicht“!

Den Iran war also am Noen an am Mëtteren Osten ëmmer eng Groussmuecht an am Ennerscheid zu deene meeschten aneren arabesche Länner ass et keen artifiziell Stat, deen einfach emol esou nom Éischten oder nom Zweeten Weltkrich op de Pabeier gezechent ginn ass. Ech kann duerfir nëmmen ennersträichen, wéi wichteg d'Atomofomme mam Iran an domadder verbonnen och d'Ophierung vun de Sanktiounen ass.

Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng grouss Chance, net nëmme fir den Iran an haaptsächlech do fir déi gemässigt politesch Kräfte, déi jo viru e puer Deeg d'Parlamentwähler kloer gewonnen hunn, mä haaptsächlech och fir Europa. Iwwregens ass d'Ofomme mat Teheran och e Succès vun der europäescher Aussepolitik.

Duerch d'Neibelung vun de wirtschaftleche Relatiounen mam Weste gesinn ech och grouss Chancë fir méi e permanente Rapprochement tëschent der westlecher Welt an dem Iran.

Bei aller Begeescherung allerdingen iwwert dëst Atomofomme dierf een net vergiessen, datt och haut nach am Iran d'Menscherechter massiv weider verletzt ginn.

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen, lauschtert wann ech gelift dem Riedner no! Et ass elementar Héiflechkeet!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Derbyäi kennt, datt den Iran zu deene Länner gehéiert, an deenen nach am dackten d'Doudesstrof op dëser Welt vollzu gétt. Duerfir ass et wichteg, datt bei all Geleegenheet, Här Ausseminister - an ech weess, datt Dir dat maacht -, ëmmer erëm op d'Wichtigkeet vum Respekt vun de Menscherechter och am Iran higewise gétt. Ganz besonnesch elo muss een den Drock vis-à-vis vun den iraneschen Autoritéiten héich halen.

Wat elo Saudi-Arabien ugeet, esou ass dëst Land zanter Jorzéngten en traditionellen Alliierte vum Westen an iwwregens och vum Europäescher Unioun. An deem Land ass awer vill ze vill laang den Deckel op d'Menscherechtssituatioun geluecht ginn, gradesou wéi op d'Influenz, déi Riad politesch an och reliés an der ganzer Regioun, am Noen an am Mëtteren Osten an doriwwer eraus, ausübt. Hei muss ee feststellen, datt souwuel um Niveau vun der Good Governance vun deem Land wéi awer och ganz besonnesch bei de Menscherechter dëst Land dat wuel réckstännegst an der ganzer Regioun ass.

Dëst erkläert sech domadder, datt d'Statsrelion de Wahhabismus ass, wat wuel déi radikalst an extreemst Ausleung vun Islam ass. Nëmmen duerch déi enk Lienen, déi d'Kinneks-

haus mam Wahhabismus huet, konnt d'Kinneksmaus sech iwwer Jorzéngte par ailleurs un der Muecht zu Riad halen.

Domadder gétt sech dese Regimm awer net zefridden, well Saudi-Arabien mat sengen enorme Finanzmüttelen - déi zwar amgaange sinn erofzogen - versicht, de Wahhabismus net nëmmen an der ganzer Regioun ze propagéieren, mä derniewent an der ganzer westlecher Welt. An hei, Här President, soll ee sech kengen Illusiounen higinn: Hei geet et virun allem och ëm knallhaart wirtschaftlech Interessien an dëser Regioun. Doriwwer eraus geet et awer och ëm en onerbittleche Konflikt an der islamescher Zivilisatioun tëschent de Schiiten an de Sunniten.

Här President, wann ech vun deenen extremen Tensiounen an der islamescher Welt schwätzen, kommen ech net derlaanscht, mech och mam Islam, manner als Relioun, awer ganz besonnesch als Muechtideologie auserneezesetzen. Do muss een da feststellen, datt den Islam, deen u sech eréischt sechs Jorhonnerten nom Chrëschtentum entstanen ass, eng total aner Konzeptioun vun de Relatiounen tëschent Politik a Spiritualitéit huet.

Am Islam, an de Koran ass hei méi wéi kloe, steet d'Relioun ëmmer mat hire Prinzipien, där sougenannter „Scharia“, iwwert dem effentlechen an dem private Liewen. An der Konzeptioun vum Wahhabismus ass d'Dominanz vun der Relioun iwwert d'Politik am extreemsten an d'Scharia steet iwwer alle weltleche Verfassungen oder Gesetze. Besonnesch, Dir Dammen, d'Fraen hunn an dëser réckwärtsgewannter Ausleung vun Islam quasi keng Rechter a sinn dem Mann total ënnerworfen.

Et ass dann och net weider erstaunlech, datt Islamspezialisten selwer d'Meenung verrieden, datt um Niveau vun der Ideologie den Islamesche Stat an den aktuelle saudi-arabesche Regimm zesummegehieren. Béis Zongé behaapte souguer, Saudi-Arabien wär en „Islamesche Stat“, dee réusséiert hätt.

De weltwäiten Export vun der wahhabistescher Ideologie geet souguer esou wäit, datt hir Organisatiounen de Koran an aner reliés Bicher mat Millioune vun Exemplaire gratis an der Welt verdeelen. An a ville Länner gétt de Bau vu Moscheen direkt vu Saudi-Arabien an de Golfstate finanziert. An Dir wësst et allegueren, viru Kuerzem huet nach eng Kéier am Kontext vun der Flüchtlingekris Saudi-Arabien d'Offer gemaach, si wäre bereet, hiren Undeel ze leeschten, andeems se de Bau vun 150 Moscheen an Däitschland géife finanzieren.

Wat d'Situatioun awer ganz besonnesch dramatesch mécht, an ech weess net, ob Der lech däers bewusst sidd, ass, datt an de Maghreb-Länner iwwer 1.200 - 1.200! - reliés Televisiounsstationen deelweis radikalislamistesche Ideologie weltwäit verbreed. Hei brauch ee sech also net ze wonneren, wann et ganz besonnesch hei zu enger Radikalisation vu jonke Leit an dese Maghreb-Länner kennt, déi soss keng aner Perspektiv hunn an déi natierlech einfach d'Affer vun esou Ratefänger ginn.

Virun deem Hannergrond wëll ech hei ennersträichen, datt mir an der gesamter arabescher Welt, Här Ausseminister, keng Berouegung wäerte kréien, soulaang sech net historesch-kritesch mam Islam a sengem Stats- a Gesellschaftsverständnis auseengeesat gétt. Mä dësen Exercice kann nëmme vun de Muslime selwer ausgefouert ginn. Virun allem déi reliés Leader vum Islam sinn hei gefuerdert, fir en neit islamesch Weltbild vun der Modern ze schafen. Esou e Weltbild géif och den Dialog vun de Reliounen an domadder och de Fridde wesentlech vereinfachen.

Eng flott Inspiratioun, an ech schwätzen hei fir d'Historiker, kéint u sech d'Bléi, déi gréisste Bléi vun der islamescher Kultur sinn, dat war d'Kalifat vu Córdoba aus dem 10. an 11. Jorhonnert, wou u sech Chrëschten a Judden a Friden (veuillez lire: a Fridde mat Muslimen) niewentenee gelieft hunn, wann och enner gewëssene Restriktiounen. De radikalen Islamismus vun haut, Här Ausseminister, ass genau de Géigendeel vun deem, wat am 11. an 12. (veuillez lire: am 10. an 11.) Jorhonnert d'Bléi vum Islam war.

Ech mengen duerfir, datt mir als Westen a ganz besonnesch als Europäesch Unioun emol sollen eis Politik vis-à-vis zu Saudi-Arabien an och vis-à-vis vun de Golfstaten hannerfroen. Mir sollen endlech mat där Hypokrisie ophalen, déi doranner besteet, datt mer op där enger Säit mat alle Mëttele wëllen den Terrorismus bekämpfen, op där anerer Säit awer weider mat Länner wéi Saudi-Arabien an de Golfstaten Affäre maachen, hinnen déi modernst technesch Waffe liwweren an dobäi zwee Aen zoumaachen, wat de Respekt vun de Menscherechter ueget!

Wa mir eis haut iwwert d'Bekämpfung vun den Ursaache vum Terrorismus an iwwert d'Flücht-

lingekris de Kapp zerbriechen, misste mer eis Prioritéiten a Positiounen vis-à-vis vun dese Länner zolidd hannerfroen!

Här President, wat elo d'Tierkei betrëfft, si Krich, Konflikter an Attentater op der Dagesuerdnung. D'Touriste bleiwe fort, d'Inflatioun galoppéiert, d'Wirtschaft ass am fräie Fall. D'Tierkei, mat där d'Madame Merkel d'Flüchtlingekris a geuerdnet Bunne wëllt bréngen - ech komme gläich op de Sommet ze schwätzen -, gétt zum Noutfall fir de Westen an zum Risiko fir d'NATO.

D'Regierung, ganz besonnesch de President Erdoğan, weist bei all Attentat ëmmer direkt op déi tierkesch-kurdesch PKK. Mä well d'Hand schonn ausgestreckt ass, weisen d'Fangeren awer gläichzäiteg op déi syresch-kurdesch PYD an hir Milizen a Syrien. Hei gétt een de Verdacht net lass, datt ganz besonnesch d'Accusatiounen a Richtung Syrien dorobber hiwierke sollen, datt den Erdoğan a seng Regierung e gudde Grund fannen, fir a Syrien mat Buedemtruppen anzegräifen. An hei, an net nëmmen an den Terroruschie, läit de Grund, firwat ee sech Suerge muss iwwert d'Tierkei maachen.

De President Erdoğan versicht permanent, d'Innenpolitik mat dem Krich a Syrien ze verbanne, an e vergëft domadder d'Atmosphär a sengem eegene Land. An hei besteet dann och dee gréisste Risiko fir d'NATO, well den tierkesche Konflikt mat de syresche Kurde stéiert fundamental den Antiterrorkrich géint den Islamesche Stat an e verhënnert och eng eenheetlech Positioun vun Westen a sengen Alliierte par rapport zu de Russen an de schiitesche Milizen op der Säit vum Assad. Hei kënt derbäi, datt natierlech déi syresch Kurden alles maachen, fir d'Tierkei ze provozieren, andeems se d'Anti-Assad-Oppositioun ugräifen, déi dann erëm vun de Golfstaten an der Tierkei ennerstëtzt gétt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei läit dann och ablécklech vläicht déi gréisste Gefor fir de Weltfridden, nämlech datt d'Tierkei riskéiert, an eng direkt Konfrontatioun mat Russland eranzerutschen, an dat wär da wirklech de sécherheetspolitische Super-GAU.

Ech begrëssen an deem Kontext duerfir och Ärzent Aussoen, Här Ausseminister, wou Der kloer ennerstracht hutt an emem Interview an der däitscher Press, datt bei enger Aggressioun vun der Tierkei a Syrien den NATO-Verdeedungsfall net géif spillen, „wat iwwregens eng Rei heftig Kriticken an Ärer Persoun an der Tierkei ausgeléist huet. Mä wéi ech lech kennen, loosst Der lech dovunner net destabiliséieren. Op eis Ennerstëtzung op deem Punkt, Här Ausseminister, kennt Der jiddefalls zielen!“

E lescht Wuert zum Noen Osten, zum Konflikt tëschent Israel a Palästina. Do hutt Dir, Här Ausseminister, geschter an Ärer Interventioun nach eng Kéier op d'Zweistateleisung insistéiert, déi eleng e permanente Friden an dës Regioun kéint bréngen. Dir hutt weider déi illegal israelesch Siidlungspolitik kritiséiert, eng Politik, déi enger politescher Léisung am Wee steet. Et gesäit ee fir lech virun allem d'Schold bei der erblickelecher Regierung Netanjahu. Weider hutt Der op déi onerträglech Situatioun vun de Palästinenser am Gazasträifen higewisen.

Meng Fraktioun an ech selwer kënnen all déi doten Aussoe mat zwou Hänn ennerschreien. Mir hunn, a mir soen dat ganz däitlech, allerdingen e Problem domadder, datt Dir mat kengem Wuert - an ech hunn nach extra eng Kéier Är Ried nogelies - op déi destruktiv Roll vun der Hamas higewisen hutt! Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Hamas eng terroristesche Organisatioun ass, déi zanter Jore fir bluddeg Attentater an Israel responsabel ass an déi iwwregens och d'Existenzrecht vun Israel net unerkennt! An et kennt zu kenger Léisung am Noostkonflikt mat der Hamas, ganz am Géigendeel!

Mir hunn duerfir d'Duerstellung vun deem Konflikt vun lech, Här Ausseminister, e besseren esäit fonnt, well fir eis d'Responsabilitéit vun där verfuereener Situatioun op béide Säiten ze sichen ass! An och eng Léisung a just Verhandlung kënnen nëmme mat béide Säite fonnt ginn.

Här President, wann ech elo schonn am Noen Oste sinn, da si mer och an där Regioun, déi zu engem groussen Deel um Ursprung vun der aktueller Flüchtlingekris steet. Et gouf an de leschten Deeg vill vu Flüchtlingsursachen an hirer Bekämpfung geschwat. A wa mir eis alleguer an de Spiegel kucken, mussen mer agestoen, datt de Westen, awer och d'Europäesch Unioun sécherlech net onschëlleg un dësen Ursaache sinn.

Ech hunn et schonn e puermol och hei op dëser Tribün gesot, datt déi divers militäresche Interventiounen an deene leschte Jore a Jorzéngte vun den USA, ennerstëtzt duerch eng Rei europäesch Länner, am Irak, Afghanistan,

Libyen zum Entstoe vun dëser Situatioun zu engem net onwesentlechen Deel bäigedroen hunn. Hei ass virun allem versicht gi vun amerikanescher Säit, fir Regimmen an ongewünscht Diktatoren ze liquidéieren, ouni - an ech hunn et scho viru gesot - datt ee sech allze vill Gedanke gemaach huet iwwert déi Käpp, déi da sollten déi Diktatoren a Regimmen ersetzen. En erschreckend Beispill ass hei erëm Libyen, wou et keng Strukturen, keng Institutioune méi ginn a wou mer a Präsenz vun engem „failed state“ sinn, mat alle Risiken a Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt.

En anere Grund vun de Konflikter an deem Deel vun der Welt si sécherlech d'Waffeliwwerungen. Et wär emol gutt, wann déi Länner, déi heifir virun allem verantwortlech sinn, sech och emol géifen an de Spiegel kucken! Ech schwätzen hei haaptsächlech vun de Waffeliwwerungen - Frankräich, Däitschland, och den Amerikaner - u Saudi-Arabien, Libyen, de Qatar, déi dës Waffen zu engem Deel, zumindest indirekt, u radikalislamisteschen Bewegungen an deene leschte Jore viruginn.

A wann ech scho bei de Waffeliwwerungen sinn, erlaabt mer, datt ech kuerz eng Klammer maachen an op eng Affär aginn, déi dës Deeg a ganz besonnesch haut fir vill Opreegung gesuert huet. Et geet do ëm e Reportage op der däitscher Télee. An an deem Reportage gétt Lëtzebuerg als eng Plaque tournante vum Handel mat Krichswaffen duergestallt!

Ech kann lech, Här Ausseminister, net soen, ob dat richtig oder falsch ass. Mä ech mengen, mir sinn eis awer eens, datt Dir zesumme mam Här Justizminister ganz genau analyséiert, wat hannert där Affär do stécht, ob dat wirklech richtig ass, wat do op der däitscher Télee behaupt gétt. An haaptsächlech, an dat ass fir eis dee fundamental wichtigste Punkt, solle mer kucken, ob deen Arsenal juridique, dee mer am Moment zur Verfügung hunn, duergeet, fir esou eng Zort vu Waffenhandel ze verhënnere. Solt dat net de Fall sinn, féiert kee Wee derlaanscht, datt mer hei légiféréieren.

Et geet jo hei ëm Krichswaffen, bei deenen zu Lëtzebuerg - ech si kee Spezialist, ech hu mer dat awer erkläert gelooss - am Géigesaz zu aneren europäeschen Länner d'Neutralisatioun net obligatoresch ass. Mir kënnen eis hei - an ech mengen, mir sinn allegueren domadder d'accord - net erlaben, datt d'Reputatioun vun eisem Land an den internationalen Medien elo och nach hei duerch den Dreck gezu gétt a mir dobaussen als eng Plaque tournante vu Krichswaffen duergestallt ginn! Duerfir wär ech frou, Här Ausseminister, wann Dir zesumme mam Justizminister esou schnell wéi méiglech déi Mesuré géift huelen, déi hei ubruecht sinn.

Här President, ech kommen zréck op de Mëtteren Orient, an d'Situatioun ass hei, wéi ech elo ausgeféiert hunn, héich geféierlech. De ganzen éstleche Mëttermierraum bleift chaotesch. Dës Regioun bleift awer och am Ufank vum 21. Jorhonnert de grouse Krisenherd vun eiser Welt. Nach haut spiere mir hei d'Nowéien, an ech hunn et viru gesot, vun enger verfeelter westlecher Politik, déi zréckgeet bis an d'Zäit, an där ganz Regiounen e Sammelurium vu westleche Kolonië waren. Mat der Independenzwëll nom Zweeten Weltkrich war et du ganz oft déi deelweis arbiträr amerikanesche Geopolitik, déi deelweis d'Situatioun hei net besser gemaach huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann och elo bei d'Kärstéck vu mennger Interventioun vun de Mëtteg, nämlech d'Migratiouns- an d'Flüchtlingekris.

Leider muss ech lech an deem Zesammenhang soen, an Dir sidd wahrscheinlech och do - oder doudsicher! - mat mer d'accord, datt d'Europäesch Unioun, awer net nëmme si, mä och d'USA, Russland, Kanada, Australien, iwwerhaapt déi gesamt westleche Welt an der Flüchtlingekris en desastréist Bild ofgëtt! Europa muss sech hei der Kritik vun Flüchtlingswierk vun de Vereenten Natiounen, dem UNHCR, stellen. Well mir hunn alleguer, mir d'Europäer, awer och de gesamte Westen, iwwer Joren dem finanziellen Ausdréchnen vun de Flüchtlingescampen a Jordanien, dem Libanon an an der Tierkei nogekuckt! Souguer wéi d'Flüchtlinge schonn op Lampedusa, op Malta, a Griichenland ukomm sinn, hu mir weider de Kapp an de Sand gestach an der Hoffnung, d'Flüchtlinge géifen ni bei eis ukommen.

Europa huet sécherlech seng Verantwortung an der Flüchtlingefro ze droen, well d'Flüchtlingestréim eigentlech eréischt ugaange sinn, wéi d'Flüchtlinge an dese Campen näischt méi ze räissen an ze büssen haten a verständlecherweis hire Wee Richtung Europa gesicht hunn.

Wat elo déi humanitär Situatioun an Europa betrëfft, esou denken ech hei virun allem u Calais, wou Dausende vu Mënschen a Konditiounen liewen, fir déi ganz Europa awer och ganz besonnesch Frankräich an England sech mussen schommen! Calais ass fir mech symptomatesch fir de Misär vun der Europäescher Unioun an der Flüchtlingsfro, awer och fir d'Onvermeige vun den europäeschen Nationalstaten.

Ech weess net, wéi et lech geet, mä ech fanne perséinlech, datt déi Biller vu Calais net méi ze erdroe sinn an engem Europa an enger Europäescher Unioun am Ufank vun engem 21. Johonnert total onwierdeg sinn! De Fait, datt alles dat sech och nach am Mammeland vun de Mënscherechter ofspillt, mécht d'Situatioun net besser. A fir mech ass och hei d'Passivitéit vun der gesamter franséischer politescher Landschaft schweiere ze erdroen. An déi englesch Attitüd, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Millimeter besser!

Mä et sinn net just England a Frankräich oder just nëmmen déi osteuropäesche Länner. Ganz Europa feelt et am Moment u Solidaritéit. Dat war jo och zentraalt Leitmotiv, Här Ausseminister, vun Ärer Deklaratioun. An op deem Punkt kann ech lech absolutt zoustëmmen, well fir eis bleift d'Europäesch Unioun virun allem eng Unioun vun der Solidaritéit. Ouni Solidaritéit ass Europa net méi Europa, mä just nach eng gehuewe Fräihandelszon. Duerfir ass grad d'Flüchtlingskris fir eis an den nächsten Deeg a Wochen de solidaresche Lackmustest fir Europa.

Här President, dëst gesot, wat kënnen elo d'Léisungen an deenen nächste Wochen a Méint sinn, wëssend, datt et keng Allheilmittelen an haaptsächlech keng Moossname ginn, déi direkt wäerte gräifen?

Hei muss mir alleguerten, an och hei zu Lëtzebuerg, fir d'Alleréischt Suerg droen, datt all déi Mënschen, déi wierklech viru Krich a Verfolgung fortlafen, an dat sinn nun emol an eischer Linn Mënschen aus Syrien, eng anstännege Plaz fannen an anstännege hei bei eis opgeholl ginn.

Dat geet menger Meenung no awer nëmmen, wa mer d'Asylverfahren och dohinner verlagere, wou d'Rees vun deene meeschte Leit ugeet, also zum Deel ausserhalb vun Europa. A mir mussen - an ech mengen, datt do d'EU eng Rei vu richtege Weeër schon opgezeechent huet - iwwer Hotspots deene Leit hir Asyldeemanden ophuelen. A wa se dann akzeptéiert ginn, sollen déi Leit direkt op legalem Wee an d'Europäesch Unioun kommen, dat ouni mussen iwwer Schleppebanden ze fueren a mam Risk, am Mëttelmier oder an engem anere Mier ze erdrénken.

Ech wëll hei nach eng Kéier preziséieren, et geet hei net drëm, manner Flüchtlingen an Europa ze loosse, mä drëm, datt mer déi, déi wierklech eis Hëllef brauchen, och hei kënnen ophuelen.

Erlaabt mer hei vläicht eng Klammer, fir eng Fro opzewerfen, déi mech ëmmer ganz besonnesch beréiert, an dat ass déi, datt ganz vill vu Flüchtlinge geschwat gëtt, mä et gëtt ganz weëneg geschwat vun deene Leit, déi net déi finanziell Mëttelen hunn, déi physisch esou schwach sinn, Kanner, eeler Matbierger, déi net kënnen aus Syrien fortlafen, déi gezwonge sinn, héchstens bis a Jordanien eriwirzelen kommen. Dat sinn déi Leit, deenen et deelweis nach dramatesch vill, vill méi schlecht wéi de Flüchtlinge geet, déi endlech de Wee an d'Europäesch Unioun fonnt hunn. An ech mengen, datt mir duerfir alleguerte vill méi Efforte mussen maachen, fir och all déi Flüchtlingslageren a Jordanien, am Libanon an, a mir kommen nach drop ze schwätzen, an der Tierkei ze ënnerstëtzen.

Wat sinn elo fir eis déi prioritär Mesuren, déi mussen geholl ginn?

1) Ech mengen, et ass wichtig, datt mer e kloert Zeechen un all Mënsche ginn, déi aus reng wirtschaftleche Grënn hir Länner wëlle verloossen, datt net fir si alleguer eng Plaz an Europa fräi ass. Et ass d'ailleurs an deem Kontext beängschtegend, wann een do Reportagé kuckt an Artikelen liest, wou ee gesäit, wat fir eng onwahrscheinlech Erwaardungen déi Leit un Europa stellen. An hei gëtt een d'Gefüll net lass, datt dëst formidabelt Bild, dës Hoffnungen haaptsächlech vu Schleppebanden diffuséiert ginn.

An ech hunn elo just virun e puer Stonnen nach en Artikel gelies, wou anscheinend elo Schleppebanden - an, Här Ausseminister, Dir huttt dat bestëmmt matkritt - esou wäit ginn,

datt, wa se a Libyen e Schëff hunn, wou 3.000 Mënschen dropginn a si hunn der nëmmen 2.500 fonnt aus Syrien oder aus dem Irak, da gi se 500 Leit an Eritrea demarchéieren, fir hiert Boot voll ze kréien! Dat muss ee sech emol virstellen, mat wat fir enge Mëttelen hei Schleppebande virginn!

2) Et ass fir eis duerfir och wichtig, datt d'EU iwwer Frontex versicht, dese Schleppebanden endlech d'Handwerk ze leeën. Op där anerer Säit, an dat muss mer ganz kloer soen, hu mir eng Verantwortung virun all dese Mënschen. An duerfir dierfe mir si och net an deenen Hoffnungen an an deenen Illusiounen ënnerstëtzen, datt fir si alleguerten hei an der Europäescher Unioun eng vill besser Zukunft op si géif waarden.

3) Mir mussen och als Europäesch Unioun eis Entwécklungspolitik ganz besonnesch mat de Länner aus dem afrikanesche Raum iwwerdenken an haaptsächlech iwwerleeën, wéi mer nach méi effizient eis Hëllef net bei d'Regiierungen, mä direkt bei d'Mënschen op der Plaz bréngen. An an deem Kontext soll een net vergiesse, datt et net onbedéngt déi am mannste qualifizéiert sinn, déi versichen, aus deene Länner fortzekommen, mä datt et deelweis Mënsche mat héijere Qualifikatiounen sinn.

An do kommen ech dann op e Punkt, dee mir ëmmer ganz vill Kappzerrbrieche mécht: datt een och muss wëssen, datt déi Immigratioun, déi do stattfënn, och risquéiert, sech mëttelfristeg desastréis op d'Ekonomië vun dese Länner auszewirken, déi zum Deel en Exodus vu Kompetenzen an Know-how erliewen. An och hei ass eis Politik deelweis paradoxal, andeems mer extrem vill an Entwécklungsprogrammer investéieren, awer gläichzäitig akzeptéieren, datt déi Leit, déi dës Entwécklungsprogrammer kéinten an hire Länner ëmsetzen, a Masse fortlafen.

4) Mir mussen an der gesamter Europäescher Unioun och iwwer legal Immigratiounsméiglechkeeten nodenken, well onofhängeg vun der erblécklecher Migratiounskris brauch eis Wirtschaft an der Europäescher Unioun, och hei zu Lëtzebuerg, Zouwanderung. Nëmme esou kënnen mer mëttelfristeg déi schwach europäesch Demografie kompenséieren. An hei ginn et sécherlech eng Rei Beispiller, an ech denken do un d'USA, u Kanada, wou all Joer eng festgeluechten Zuel vu Mënschen iwwer dese legale Wee kann opgeholl ginn.

5) Schlussendlech muss mer an Europa wëssen, datt eis Méiglechkeeten, wéi den däitsche Bundespräsident Gauck gesot huet, „endlech“ sinn an ee ganz gutt muss oppassen, datt ze vill Migratioun schiedlech ass. Net nëmme fir d'Flüchtlinge par ailleurs, déi bei eis ukommen an deene mer keng korrekt Perspektive méi kënnen bidden, mä och op där anerer Säit fir d'sozial Kohäsioun an eiser Gesellschaft. An hei dierfe mer net vergiesse - an ech ënnersträichen hei dat, wat ganz vill Migratiounsfuerscher soen -, datt déi sozial Kohäsioun an dat géigesäitig Vertraue vun enger Gesellschaft tendenziell erofginn, wann d'Verschiddenheet duerch Awanderung zouhëlt. Dat ass also e Punkt, dee mer net sollte vergiesse, wa mer iwwer Zouwanderung schwätzen.

Ech wëll awer och hei e lescht Wuert soen, well ech och elo vun den USA geschwat hunn: Ech hunn enorm Problemer och mat der Attitüd vun der aktueller Obama-Administratioun, déi - a si hunn et jo och deelweis zouginn - och zu engem Deel fir déi ganz Messelen am Noen Oste verantwortlech ass an net capabel ass, Här Ausseminister, eng appréciable Zuel vu Flüchtlingen opzehuelen! Ech fannen, datt ass en Aarmutszeeche fir déi gréisst Demokratie op der Welt, déi, wéi gesot, mat e groussen Deel vun der Responsabilitéit ze droen huet, déi net gewëllt ass, hei hiren Deel vun der Responsabilitéit ze iwwerhuelen!

An ech mengen, och do, Här Ausseminister, misst d'Europäesch Unioun vill méi Drock maachen. Datselwech géllt iwwerens och fir d'Golfstaten, déi zu deene räichste vun der Welt gehéieren, déi weder wëlle Flüchtlingen ophuelen nach sech um finanziellen Effort vun dem Ophuele vu Flüchtlinge bedeelegen.

(Brouhaha)

Här President, dat gesot, bleift awer ganz besonnesch d'Fro, wéi mir an Europa an deenen nächste Wochen a Méint mat der Flüchtlingsthematik ëmginn. Hei muss virun allem Schluss sinn, an ech mengen, do ass och e grouse Konsensus, mat dem Duerchwénken, wou all Land alles gemaach huet, fir d'Flüchtlingen esou schnell wéi méiglech an dat nächst Land virunzeleeden. Dëst Duerchwénken ass näamlech u sech de Contraire vun enger solidarescher Asylpolitik.

Nun hate mer jo zu Bréssel de Méindeg Sommet vun der Europäescher Unioun mat der Tierkei grad zu deser Fro, an do sollt och iwwer gemeinsam Léisunge geschwat ginn.

Erlaabt mer hei, Här President, ier ech op déi Léisungen aginn, e puer Wierder ze soen iwwer e Sujet, deen d'Leit am Moment dobaussen extrem beweegt, dat ass d'Fro vun de Grenzen, Baussegrenzen, Bannegrenzen. Do wëll ech emol eng Kéier dat heiten ënnersträichen: datt d'Grenz u sech e Stat konstituéiert oder, wéi an der Europäescher Unioun, eng Stategemeinschaft. E Stat ouni Grenze kann net funktionéieren! E Stat dierf seng Grenzen net opginn, well e Stat, deen et net méi færdegréngt, seng Grenzen ze sécheren, verléiert d'Vetraue vu senger Bierger an domadder säi Fundament.

Wat ass elo an der Substanz ze soen zu deene Propositiounen, déi um Dësch leien?

Jo, et gëtt an der Flüchtlingsfro keng Léisung ouni d'Tierkei. Jo, d'Tierkei ass en zentralen Akteur am ëstleche Mëttelmeerraum. A jo, och de Grund vun der aktueller Flüchtlingsthematik, näamlech Krich a Syrien, wäert ouni d'Tierkei net ze stoppe sinn. En nohaltege Fridden ouni d'Tierkei ass a bleift eng Illusioun. Et ass also wichtig, fir privilegéiert mat der Tierkei zesammenzeschaffen.

Awer, Här President - an deen „awer“ huet et a sech -, et ass aussen- an europapolitesch, strategesch an och aus der Perspektiv vun de Mënscherechter falsch, fir eenzeg an eleng op deem Plang mat der Tierkei wëllen zesammenzeschaffen - mir hunn hei just e Plan A, mir hu kee Plan B a mir hu kee Plan C! -, fir also alles an där Fro op déi tierkesch Kaart ze setzen, well domadder begëtt Europa sech an eng direkt aussen- an iwwerens och innenpolitesch Ofhängegkeet zur Tierkei an domadder och zum President Erdoğan, deen eendeiteg d'Soen an deem Land huet.

Fir net hei, Dir Dammen an Dir Hären, mëssverstane ze ginn: Et gëtt keng Alternativ zur Zesammenaarbecht mat der Tierkei. Mä et ginn awer Alternativen zur byzantinescher Ofhängegkeet, an déi d'Europäesch Unioun sech amgaangen ass mat der Tierkei ze beginn! Mir mussen zum Beispill - an dat ass eppes, wat ech och net kann novollzéien! - Jordanien an de Libanon vill méi enk mat an déi ganz Flüchtlingsthematik abezéien. Et gëtt ëmmer nëmme vun der Tierkei, vun deenen zwou Milliounen Flüchtlinge geschwat. Och am Libanon, a Jordanien sinn der ganz vill! Ech wësst och emol gär eng Kéier: Wat mécht d'Europäesch Unioun, fir hei op der Plaz och an deene Flüchtlingcampen ze hëllefen? Iwwerhaapt muss d'EU vill méi enk mat de Vereenten Nationen an dem UNHCR zesummeschaffen!

Last but not least muss d'Europäesch Unioun awer och, ech hunn et virdu gesot, erëm zur Solidaritéit bannendran zrëckfannen, allem vïrop zur Solidaritéit mat Griichenland, awer zur Verdeelungssolidaritéit téschent den EU-Memberstaten. Well loosse mer eis näischt irmaachen: De Paquet mat der Tierkei ass deen einfache Wee! Et ass de Wee vum kengsten innenpolitesche Widerstand. Mä en ass ëmmer nëmme kuerzfristig geduecht, well fréier oder spéider wäert Europa net derlaanscht kommen, fir säin eegene Solidaritéitsproblem ze léisen, grad an der Flüchtlingsfro, a mir kafen eis also héchstens hei mat der Tierkei zousätzlech Zäit.

Well dese provisoereschen Accord, dee keen Durchbroch ass, ass awer séier wuel eng Form vun Erpressung. Mir hunn elo alleguerten an deene leschten Deeg d'Attitüd vun England am Brexit-Dossier kritiséiert. A mir risquéieren elo, datt mer hei genau datselwech mat der Tierkei maachen! Mir liwweren eis deem Land an där Regierung aus. A fir mech ass et iwwerhaapt total onverständlech, Här Ausseminister, datt grad an deem Moment, an deem d'Tierkei déi gréisste Mënscherechtsverfeelunge begeet, d'Pressefräiheet quasiment ofschräaft, symbolesch fënnep Kapitele vun de Baitrëtsverhandlungen ëtschter opgemaach ginn!

Datselwech géllt fir d'Visaerlichterunge fir tierkesch Bierger, déi jo elo schon am Juni virgezu solle ginn. Hei setze menger Meenung no Europa an d'Europäesch Unioun op e komplett falscht Signal.

Här President, Fakt ass: Den Tierkei-Paquet a Saache Flüchtlingen ännert näischt um Fong. D'Tierkei, an ech soen dat ganz däitlech, ass net prett fir an Europa. A mir sollen och hei net esou maache wéi wann an deser Fro. Vläicht wäert dat enges Daags de Fall sinn, wann d'Tierkei mënscherechlech, demokratesch, rechtsstaatlech a gesellschaftlech, och kulturell-religiös räif wäert si fir eng Memberschaft, mä do si mir haut net. A muer an iwwermuer och net!

Elo zum Paquet selwer. Ech wëll do net ze vill an den Detail agoen. Ech mengen, Dir kennt den Detail. Do si sécherlech nach eng ganz Rei vu konkrate Froen, déi sech stellen. An ech muss lech och soen, wann ech déi eisicht Reaktiounen vu Spätzepolitiker aus der Europäescher Unioun esou studéieren, hunn ech d'Gefüll, datt mer hei nach laang net deen Durchbroch erreicht hunn, dee verschidde Politiker elo scho grouss annonciéiert hunn. Ech hunn héieren,

datt den Här Cameron, den Här Orbán - dat ass manner verwonnerlech - an och anerer schon amgaange sinn, d'Messenner ze wetzen an op kee Fall bereet sinn, dee Pak do ze akzeptéieren, soudatt ech mech wierklech froen, ob dee Pak do wäert de groussen Duerchbroch bréngen. Ech muss lech soen, datt ech relativ skeptesch sinn. Ech hoffen, datt ech mech täuschen.

Här President, ech hunn et elo scho gesot, et kéint hei virun allem op Europa, op eis Nationalstaten, op eis selwer un. Wa jiddweree seng eegen Hausaufgabe géif maachen, da bräichte mer net d'Hëllef vun der Tierkei, oder op jidde Fall net an deemselwechte Mooss. Nach kann et och net esou sinn, datt an der Europäescher Unioun eng Rei Länner, an dorënner net déi mannst, sech komplett aus hirer Responsabilitéit an der Flüchtlingsthematik erausstielen. Hei muss ee sech dann d'Fro stellen, wann et Länner ginn, déi wierklech keng Flüchtlinge wëllen ophuelen, ob déi sech net wesentlech méi staark finanziell un der EU-Kontributioun un d'Tierkei, u Jordanien an an de Libanon bedeelege sollten! Hei ass op jidde Fall vill méi Solidaritéit téschent deenen 28 gefrot, wéi dat bis elo de Fall ass.

Datselwech géllt iwwerens och fir d'Balkanroute. Net méi spëtt wéi de Méinden ass gesot ginn: „D'Balkanroute bleift nach op.“ Gesichter an der Nuecht huet Slowenien decidéiert, d'Grenzen zouzemaachen. De Mëttlen hunn ech héieren, datt Kroatien nagezunn ass. De facto, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Balkanroute zou. Dat heescht, et huet emol net een Dag gedauert, bis d'Länner sech net un dat gehalen hunn, wat de Méinden um Sommet festgehale ginn ass!

Här President, niewent der Tierkei ass och Russland e wichtigen Akteur an der Flüchtlingsfro. Duerfir wëll ech mech e bësselchen och mat der Relatioun téschent Russland an der Europäescher Unioun beschäftigen. Ech géif fir d'Alleréischt dozou soen, datt d'Europäesch Unioun vill méi vun der russescher Schwächt wéi vun der russescher Stärkt ze fërten huet. Ech mengen, datt de Westen an d'Europäesch Unioun keng Konfrontatioun mat Russland kënnen wëllen, well et duerfir vill ze vill Felder gëtt, op deenen eng Zesammenaarbecht wünschenswäert an och ziführend wär. D'Atomoffomme mam Iran ass e gutt Beispill.

Mä, an do si mer och mat lech op enger Linn, Här Ausseminister, mir kënnen awer och net esou maachen, wéi wa Russland an déi westlech Staatwelt genau an därselwechter Wierklechkeet géife liewen. Dat maache se offensichtlich net! An där aussepolitescher Divergenz kann een dann och net aus dem Wee goen, mä et muss ee weider versichen, mat där ëmzegoen, dat heescht, datt een net dierf d'Sich no Gemeinsamkeeten aus den Ae verléieren.

Dës Sich, zumindest no partieller Gemeinsamkeet, ass zum Beispill drénglechst am Moment a Syrien gefrot. An hei muss een einfach wëssen, an ech hunn et virdrun a menger Aleedung scho gesot: Russland huet einfach realpolitesch vun engem Vakuum profitéiert, fir sech un d'Schalthiewele vun Syrien-Konflikt ze setzen. A sécher huet déi russesch Interventioun déi souwisou scho staark geschrumpft Handelsoptionen vum Westen nach eng Kéier a Syrien dramatesch reduzéiert.

Här President, fir mech ass et awer nach wie vor onerlässlech, datt d'Europäesch Unioun - an ech mengen, Dir maacht dat an Dir gesitt dat och d'selwech - weiderhin am Dialog mat Russland bleift, well ouni Russland gëtt et keng definitiv Léisung am Syrien-Konflikt.

Gradesou weëneg gëtt et eng Léisung ouni Russland an der Ukrain. Mä och hei muss d'Europäesch Unioun ëmmer erëm drop pochen, datt Russland seng Engagementer aus de Minsker Accorden honnertprozenteg respektéiert. Hei sinn eenzel Fortschritte gemaach ginn. Déi gi sécherlech awer nach net duer an och net wäit genuch.

Op där anerer Säit muss ee feststellen - an dat liest ee vläicht vill manner an enger gewëssener Press -, datt och net vill geschitt ass, wat d'Ëmsetze vu strukturellen Reformen um Niveau vun der ukrainescher Regierung betrëfft. Ech géif souguer behaupten, do ass nach vill manner an de leschte Méint geschitt wéi zu Moskau. An duerfir wär et och ubruecht, Här Ausseminister, Här President, datt d'Europäesch Unioun par rapport zum President Poroschenko an der ukrainescher Regierung den Drock wesentlech géif erhéien.

Wat elo d'Relatiounen mat Moskau betrëfft, ginn ech d'Gefüll net lass, datt et an enger ganzer Rei vu westleche Medien zum gudden Ton gehéiert, ëmmer erëm mam Fanger op Russland ze weisen a Russland fir alles responsabel ze maachen, wat falsch leeft am Syrien-Konflikt, wat falsch leeft an der Ukrain an op anere Plazen an der Welt.

Russland huet sécherlech an deene leschte Méint a Joren dacks sech iwwer international Völkerrecht ewechgesat. Dat stellt keen a Fro an dat ass fir eis, fir meng Fraktioun och total inakzeptabel. An dat muss een och ëmmer erëm eng Kéier widderhuelen. Mä et kann awer net sinn, datt mir ëmmer nëmme mam Fanger op Russland weisen! An ech wéilt do vläicht de Wolfgang Ischinger zitieren, deen dat doten eigentlech ganz gutt geschildert huet, déi Relatioun do mat Moskau, dee gesot huet, an ech zitieren: „Man kann nicht russisches Denken für falsch erklären, nur weil es russisches Denken ist.“

Här President, ier ech zur Konklusion kommen, ee Wuert zu de Fräihandelsaccord. Wat den TTIP betrëfft, hunn ech d'Gefill, datt mer an deenen nächste Wochen an eng decisiv Phas wäerte steieren an eigentlech déi wesentlech an heikel Froen zur Diskussioun kommen, laanscht déi bis elo déi zwou Säiten ëmmer e grouse Bou gemaach hunn.

An dat si fir mech fir d'Éischt d'Froen, wéi d'Investoren op där anerer Säit vum Atlantik kënnen hir Rechter akloen, wa se sech dann diskriminéiert fillen, a wéi notament bei öffentlichen Ausschreibungen d'lokal Entrepreneuren aus deene Länner nach weider kënnen eng Prioritéit behalen. Derniewent bleift d'Fro vum Handel mat Dängschtleeschtinge weider héchst emstridden, grad wéi de Schutz vu geografischen Hierkunftsbezeichnungen.

Ech géif hei déi europäesche Verhandlungsführung invitieren - an ech wär frou, Här Ausseminister, wann Der mäi Message géift wëllen do viruginn -, fir an den TTIP-, awer och an den TiSA-Verhandlung mat den amerikanesche Verhandlungspartner extrem wuechtsam ze sinn. Europa dierf keng Konzessiounen akzeptieren, déi fundamental Prinzipie vun der Europäescher Unioun a Fro stellen!

Fir meng Fraktioun a fir mech ass et op jidde Fall kloer, datt mir nëmme engem TTIP, wéi iwwerregens och engem TiSA kënnen eis Zoustämmung ginn, wann all déi wesentlech Froen, wéi déi iwwert de Respekt vun europäesche Standarden, den Ausschloss vun allen effentelechen Dängschtleeschtingen, den Encadrement vun den effentelechen Ausschreibungen, den Datschutz, de Respekt vum europäeschen Aarbechtsrecht bei den effentelechen Dängschtleeschtingen, honnertprozenteg respektéiert ginn a sech och an deenen Traitéen erëmfinden.

Fir eis, Här President, gëtt et keen hallwen an och keen hallef kompletten TTIP oder TiSA. Entweder e kennt zu eise Konditiounen, dat heescht, déi Konditiounen, déi d'Unioun, d'Verhandlungspartner festleeën, oder et kennt guer keen. Fir meng Fraktioun a mech selwer ass et op jidde Fall kloer, datt, wann déi dote Konditiounen net erfüllt sinn, mir zum TTIP net wäerten eis Zoustämmung ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme lues awer sécher zum Schluss vu menge laangen Ausföhrungen, déi trotzdeem versicht hunn, déi komplex Wierklechkeet ze sträifen. Villes vun deem, wat ech hei virun lech an de leschte Minuten ausgeföhrt hunn, léisst eigentlech weineg Plaz fir Optimismus. An dach bleiwen ech optimistes, well ech éischten en optimistesche Mënsch sinn, awer och optimistes fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun bleiwen, och wann dat engem am Moment schwéierfällt.

Ganz besonnesch d'Flüchtlingskris, déi sécherlech déi allgréisst Eerausforderung fir d'Europäesch Unioun duerstelt, soll eis derzou bréngen, eis erëm op eis Wäerter ze besinnen. A grad an enger Kris kann een zesummewuessen. D'Flüchtlingskris bitt eis weider d'Chance, eis Wäerter weltwäit duerstellen a se och ze exportieren an domadder e Bäitrag ze leeschten, fir d'Fluchtursachen zumindest laangfristeg ze bekämpfen.

An et ass jo eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, eng paradoxal Situatioun, datt Honnerttausenden a Milliounen vu Flüchtlingen, net nëmme iwwerregens aus dem arabesche Raum, mä och aus dem afrikanesche Raum, net prioritär an hir Nopeschlänner, mä a Richtung Europa stréimen. A mir sollen eis duerfir och net méi schlecht maachen, wéi mer sinn! Europa a seng Bierger hu vill gutt Grënn, fir houbreg op sech ze sinn!

Allerdéngs, an dat wëll ech dann och zum Schluss betounen, grad well d'Europäer am Moment sech mat esou villen Eerausforderungen mussen auseneesetzen, ass et net d'Zeit, fir säin Deel an nationaler Selbstbespiegelung ze sichen. Duerfir wär et gutt, wann all Regierungen vun der Unioun souwuel bei der Bewältigung vun der Flüchtlingskris wéi och an hirem Verhältnis zu Groussbritannien wéi och par rapport zu Russland an der Tierkei sech emol erëm géifen op d'Grundprinzipien an d'Grundwäerter vun der Unioun verstännegen, an dat oui Chaos, oui Kakophonie, mä mat Realismus!

Dësen Appell gëllt eigentlech net nëmme fir d'Europäesch Unioun, mä fir de Westen insgesamt a fir all déi Staaten, déi sech him zugehörig fillen. Mir müssen, Här President, et erëm fäerdigbréngen, eis Wäerter, déi vu Fräiheet, Gerechtegkeet a Solidaritéit, och erëm an de Vierdergrond vun eiser Aussepolitik ze stellen, fir datt net méi gefaart gëtt, datt dat 21. Jorhonnert en Zäitalter vu Chaos gëtt. Mä firwat dann net en Zäitalter vun der Mënschlecheit? A wien, Dir Dammen an Dir Hären, kann dat besser, wéi dat aalt Europa?

Ech sinn duerfir, Här Ausseminister, net ganz mat lech d'accord, wann Dir virun engem Europa warnt, wat an d'Anarchie ofdreift, och wann ech Är Argumentation kann novollzéien. A bei aller Sympathie fir lech, Här Ausseminister, muss ech awer hei der däitscher Bundeskanzlerin Angela Merkel recht ginn, déi op der däitscher Télee lech widdersprach huet, well se gemengt huet, datt et als Politiker net géif duergoen, fir wéi en Expert eng düüster Hoffnungslosegkeet ze molen. Well et huet een als Politiker ganz besonnesch déi verdammt Flicht, och de Leit Mutt ze maachen a justement Weeër aus der Kris eraus opzeweisen!

De Luxus vum Expert ka verantwortlech Politik sech net leeschten! D'Politik beschreift net nëmme d'Wierklechkeet, si muss och kënnen se zum Besseren veränneren. Dat gëllt a besonnesch fir eis Aussepolitik, vläicht souguer grad an enger veronsécherter Welt, déi no enger gemeinschaftlecher Uerdnung rífft.

An an dëser Aussepolitik, Här President, dierf et keng Mauere ginn, weder op de Bannen- noch op de Bauseegrenzen.

An ech wéilt schlësse mat engem Zitat vum Joseph Newton, wat gutt op d'Situatioun vun Europa passt: «Les gens se sentent seuls parce qu'ils construisent des murs au lieu de construire des ponts.» Europa soll erëm Brécken an der Welt bauen, well Maueren hate mer genuch an der Geschicht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, direkt am Ufank mat engem ganz grouse Merci unzefänken un de Minister fir seng exzellente Ried gëscht an awer och fir säin onermiddlechen Asaz fir Lëtzebuerg, fir Europa an och fir de Friden. Ech wollt him och Merci soen, dass en a senger Ried net nëmme déi schwiereg Situatioun vun der Welt beschriwwen huet, mä dass en a senger Ried och eng ganz Rétsch ganz konkret Lösungsusatz, déi hien an déi mir zesumme mat eisen europäesche Kolleegen hunn, ganz genau opgezielt huet.

Merci och besonnesch fir déi lescht sechs Méint vun der Lëtzebuurger EU-Présidence, wou net nëmme vun lech, Här Minister, mä vun en alleguer ganz vill geschafft ginn ass.

An ech wollt lech, Här Minister, och Merci soe fir Är Bereetschaft, dass Der ëmmer kommt, wa mer lech ruffen an d'aussepolitisch Commission viru wichtige Conseilen, no wichtige Conseilen oder wann heiheem wichtig Punkten ze beschwätze sinn iwwer ons Aussepolitik. Et ass heiansdo net einfach gewiescht ze organisieren, mä et huet ëmmer geklappt, an dofir e grouse Merci!

Dee Merci, deen ech un lech riichten, Här Minister, riicht sech natierlech un all d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun Ausseministerium an awer och an Är Ministerkolleegen an hir Beamten a Beamten, déi erëm eng Kéier bewisen hunn, am Fong fir déi zwielft Kéier bewisen hunn, dass Lëtzebuerg eng gutt Présidence kann duerleeën, an dat och a ganz schwéieren Zäiten.

Ech mengen, et war wichtig an och richtig, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer während der Présidence d'europäesch Bierger an den Zentrum vun onser Aarbecht gestallt hunn, andeems mer d'Interesse vun dese Bierger an alle Politikberäicher vun der Unioun berücksichtig hunn.

Besonnesch an der Flüchtlingskris, mengen ech, hu mer duerch Ären Asaz, Här Minister, et fäerdigbruecht, dréngend Mesuren ze huelen. Et war net ëmmer einfach, awer eng kohärent Strategie ze entwéckelen. Leider gëtt viles dovun haut vun eenzelne Memberstate blockéiert oder vill ze lues emgesat. Ech kommen herno nach eng Kéier op déi Thematik zréck.

De Motto vun onser Présidence „Eng Unioun fir d'Bierger“ an och déi siwe Prioritéiten, un deene mer kollektiv geschafft hunn, bewisen, dass Europa trotz der Flüchtlingskris nach vill, enorm vill Atouten an och nach enorm vill Chancé fir d'Zukunft bitt.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Här President (veuillez lire: Madamm Presidentin), Dir Dammen an Dir Hären, wou mer besonnesch vill Luef an der Présidence kruten, ass um Volet vun der Europe sociale. Mir hunn de Message ginn, dass déi sozial Dimension vun Europa gestärkt muss ginn, dass net eleng d'Décisionne vum ECOFIN-Conseil dominieren däerfen. De Conseil vun der Sozial- an Aarbechtsministeren, den EPSCO-Conseil, muss opgewäert ginn. Dofir begreisse mer och d'Konklusionen, déi am Dezember ënner Lëtzebuurger Présidence do ofgeschloss goufen. Bei dese Konklusionne geet et ëm méi eng sozial Ausrichtung fir en inklusivt Europa, mam Zil, déi sozial Dimension vum Semestre europeesche ze stärken, fir dass et a Europa zu engem équilibréierten, nohaltege Wuesstum kënn.

Erlaabt mer och, kuerz e puer Zuelen aus dem Bilan vun der Présidence erazupicken, déi op deenen enormen Aarbechtswolumen hiweisen, an deen ech an deem exzellente Dokument iwwert d'Konklusionne vun der Présidence fonnt hunn.

Et hu während eiser Présidence zu Bréssel 1.503 formell Reunionne stattfonnt. De Conseil ass 49-mol zesummekom, dovunner an 9 extraordinäre Reunionen. Hei zu Lëtzebuerg hunn 262 Veranstaltungen stattfonnt mat ongeféier 22.644 Participanten aus 6.875 Delegatiounen.

Och eis Chamber huet an deene sechs Méint Présidence net choméiert an huet och eng ganz erfollegräich parlamentaresch Dimension vun där Présidence organiséiert. Erlaabt mer dofir, alle Mataarbechter vun der Chamber, a besonnesch deene vum Service international a mat deemools der Madamm Barra un der Spëtz villmools Merci ze soen.

Mäi Merci adresséiert sech natierlech och un de Chamberspräsident an un all déi Kolleegen heibannen, déi un deene Reunionen deelgeholl hunn an och déi Reunionen ënnerstëtzt hunn a positiv matgeschafft hunn. Mir hate sechs grouss interparlamentaresch Reunionen, wou mer mat de Kolleegen vum Europaparlament a mat de Kolleegen aus deene 27 anere Länner hiren nationale Parlament an och deelweis mat Kolleegen aus Kandidatelänner diskutéiert hunn.

Och an onse Reunionen huet d'Migrationskris natierlech dominéiert, mä och de Volet vun der Sozialunioun huet sech wéi e roude Fuedem duerch ons Aarbechte gezunn. Mir hunn ons an deem Kader awer och vill mat der Roll vun den nationale Parlamenten an der Europapolitik beschäftigt. Et war dofir ze begreissen, dass mer och vill EU-Kommissären op dese Reunionen haten, mat deene mer den Dialog konnten ophuelen.

Mir hunn zesumme mat onse Kolleegen aus deenen aneren nationale Parlamenten ausge-maach, méi enk zesummenzeschaffe bei der sougenannter „yellow card“, déi mer der Europäescher Unioun (veuillez lire: Europäescher Kommission) weise kënnen, wa mer als Nationalparlamentar mat enger legislativer Initiativpropos net zefridde sinn.

Mir hunn awer och als Nationalparlamentar de Message ginn, dass mer net nëmme als déi ugezielt wëlle ginn, déi eppes bremse wëllen, mä dass mer och Saachen no vir bréngen wëllen. An dofir hu mer eis och mat der Iddi vun enger „green card“ beschäftigt. Den Objektiv vun esou enger „green card“ ass, der EU-Kommission konstruktiv Suggestiounen oder Iddien ze gi fir legislativ Proposen, an natierlech dat Ganz opgebaut op de besteende Regeln an natierlech oui Traitéschangementer.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'aussepolitisch Kommission huet 2015 net nëmme un der parlamentarescher Dimension vun der Présidence geschafft. Déi Kommission, déi ech d'Éier hunn ze presidieren, ass am leschte Joer 66-mol zesummekom. Mir hunn 18 Projet-de-loien analyséiert a Rapporte gemaach.

Vun deene 66 Reunionen waren 20 Visitten. Mat Visitte mengen ech net, dass mir op den Tour gaange sinn, mä mat Visitte mengen ech, dass mer 20 Delegatiounen empfangen hunn, dorënner de President vum Europaparlament, de Martin Schulz, dee ganze Kolleegium vun der Europäescher Kommission am Ufank vun eiser Présidence a vill Delegatiounen aus eise Partnerlänner vun der Kooperatioun.

Erlaabt mer awer, eng vun deene Visitten ervirzepräsen: Dat war am Juli d'Visitt vum Hér António Guterres, dem deemolegen Haut Commissaire des Nations Unies fir d'Refugiéien. Mir hunn natierlech mat him iwwert d'Flüchtlingskris geschwat hei an Europa, mä hien huet eis awer och drun erënnert, wéi et weltwäit ausgesäit, an dass d'Flüchtlingskris näischt Neies ass. Si ass elo just och an Europa ukomm!

A fir dat ze illustréieren, erlaabt mer, eng Zuel ze nennen. Am Joer 2014 gouf et weltwäit 49,5 Milliounen Mënschen op der Flucht viru Krich, Gewalt an Honger. Vun dese bal 50 Milliounen Flüchtlinge si bal 90% an aarme Länner opgeholl ginn.

Dofir, Här Mosar, sinn ech net d'accord domat, wann Der sot, dass vill Afrikaner net an Nopeschlänner sech réfugiéieren, mä all an Europa wéilt kommen. Ech ginn lech e Beispill vun Äthiopien, wat e ganz schwiereg Émfeld huet, op där enger Säit de Südsudan, op där anerer Säit Eritrea. Äthiopien hat am Joer 2015 750.000 Flüchtlingen! Also des Zuelen, déi ech elo genannt hunn, mengen ech, solle mer eis awer am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Situatioun an Europa schwätzen.

Mir hunn an der aussepolitisch Commission, Här Minister, all déi Themen, déi Dir an Är Ried virbruecht hutt, an deenen zwielf Reunionen, wou Dir bei eis waart, oft duerdiskutiert. An ech hu festgestallt, dass mer op bal alle Punkten Unanimitéit an der Kommission haten, ausser d'ADR, déi aner Vuen hat am Ukrain- an am Russland-Konflikt an déi russesch Verletzung vum internationale Recht net als solch unerkennt an och an der Immigrationsfro munchmol eng aner Usicht hat.

Här Minister, et war richtig, dass Dir gëscht an Är Ried och de Welthandel ugeschwat hutt. Mir hunn ons an der Chamberskommission och vill domat beschäftigt. TTIP an TiSA waren an iwwer sechs Reunionen um Ordre du jour. Mir hunn déi wichtig Verhandlung mat lech, Här Minister, mat Are Beamten, awer och mat eise sechs Kolleegen aus dem Europaparlament, mat der Kommissärin Malmström, wou mer och Verrieder vun der Société civile heibannen haten, mat de Kolleegen vun der Finanzkommission diskutéiert. Mir hunn och eng Motioun hei gestëmmt, fir dass deen TTIP onbedéngt muss en Accord mixte ginn, dat heescht, hei och duerch d'Nationalparlamentar goen.

Merci, Här Minister, dass Der lech am Conseil mat enger hallwer Dose anere Länner derfir agesat hutt, eng kredibel, eng demokratiesch an och virun allem eng transparent Alternativ zu deenen emstriddenen ISDS-Schiedsgerichter ze fannen. Och Merci, dass Der lech fir d'Lies-säll fir déi national Deputéiert agesat hutt.

Zu de Liessäll wëll ech soen, et ass en Novum, et ass et nach ni ginn, dass mer während Verhandlung vum esou Fräihandelskommen Abléck kréien a konsolidéiert Texter. A mir müssen oppassen, dass dat net e falscht Bild no bausse gëtt, dass d'Leit mengen, mir dierfte just an déi Liesraim liese goen an da misste mer séier heihinnerkommen an d'Hand ophiewen. Neen, dat ass net esou! Wann den TTIP, wann et jee zum Ofschluss kënn, gëtt e jo publizéiert, e gëtt an all Sproochen iwwersat, an da wäert et nach eng ganz laang Weil daueren, bis mer hei Jo oder Nee musse soen.

Ech erënneren drun, den CETA ass am September 2014 paraphéiert ginn an ass säit 2014 um Internet effentelech. An et si jo nach zum Gléck elo och nach Annerungen do komm, wat den ISDS ubelaangt. Dat nëmme nach nief-laanscht gesot.

Déi Feeler, déi vun der Barroso-Kommission gemaach gi sinn am TTIP-Dossier, hu ganz vill Schued gemaach, mä si haten awer och eppes Positives: Et ass gutt, dass d'Zivilgesellschaft an déi Plattformen, mat deene mer regelméisseg am Dialog sinn, eis drop opmierksam maachen, wat um Spill steet. An ech mengen, dat ass wichtig. An doduerch hu mir als Deputéiert, souwuel d'Europadeputéiert wéi och d'Nationaldeputéiert, eng enorm Responsabilitéit, fir dat Vertrauen erëm hierzustellen. An dofir Merci, dass mer duerch den Drock vun der Zivilgesellschaft och munches erreche konnten: dass den ISDS geännert ass, dass déi Transparenzoffensiv komm ass vun der Europäescher Kommission an dass et och ganz éfters kloergestallt gëtt, dass den effentelechen Dängscht muss ganz extra behandelt ginn an net därer esou engem Vertrag zum Opfer falen.

D'LSAP huet ni gesot „stoppl“ zu den TTIP-Verhandlungen, mä si huet och net Jo oder Neen zu TTIP gesot, well mer wëssen, dass vill Mënschen dese TTIP-Verhandlung mat Skepsis a Suerg géintiwwerstinn. An d'Angscht, dass den TTIP déi bewäerte Rechter an och déi Standarden, déi mer hei an Europa hunn, ënnerwandere kéint, déi ass ganz grouss. Déi Suer-gen deele mir och an e Jo vun der LSAP zu TTIP ass natierlech un eng ganz Rei Konditiounen gebonnen.

Ech versichen, dat ganz kuerz hei ze resümieren: Éischtens muss bewäert europäesch

Standards, wat d'Arbeitnehmerrechter, wat d'„Daseinsvorsorge“, wéi een dat op Däitsch nennt, de Verbraucher- an och den Ëmweltschutz ugeet, awer och d'Erhale vun der kultureller Pluralitéit, alles dat muss erhale bleiwen. An och d'Primat vun der Politik muss gëllen: rechtsstaatlech Grondsätze an demokratesch Décisionen däerfen net vun de Konzernern ausgehiewelt ginn oder ëmgaange ginn. An drëtens, de Verhandlungsprozess muss transparent sinn an um Enn - dat ass wichteg an do hu mer jo och eng Motioun hei gestëmmt - mussen déi national Parlamentar nom Europaparlament iwwert den TTIP ofstëmme.

Fir d'Kapitel TTIP ofzeschließen, erlaben ech mer, lech, Här Minister, zwou Froen ze stellen. Éischtes: Kënnst Du ons, Här Minister, elo no zwielef Ronne weider oder nei Informatiounen iwwert d'Substanz an de Stand vun de Verhandlungen ginn? An zweetens: wéi de Prozess vun der Ratifikatioun, wann d'Verhandlungen ofgeschloss sinn, an den USA eventuell ausgesei kéint.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht vun onser aussepolitischer Kommissioun, déi zoustänneg ass fir Europapolitik, Défense, Entwécklungszesummenaarbecht, Immigratioun an internationalen Handel, mengen ech, spigelt deen integralen Usatz vun onser Aussepolitik gutt erëm. An des integral Approche steet fir Kohärenz an onser Aussepolitik. An déi kohärent Démarche gëtt duerch d'Ried an duerch d'Handele vun onsem Ausseminister och ganz kloer verdäitlecht!

Onsen Ausseminister huet gëschter a senger Ried eng gutt a komplett Analys zum allgemengen Zoustand vun der Europäescher Unioun gemaach, déi ech hei net ze widerhuele brauch. Wann ech mer awer kann eng kleng Bemierkung zum Brexit - oder hoffentlech zum „Britin“ - erlaben, esou bleiwe mir als LSAP-Fraktioun géintwärtig deem Kompromiss, dee mat Grossbritannien fonnt ginn ass, dach méi skeptesch a pochend drop, dass déi Décisionen zu de soziale Mesuren net einfach esou kënnen ëmgesat ginn, mä nach weidere Verhandlungen am Ministerrot a virun allem am Europaparlament wäerten ënnerleien.

Mir kënnen net d'Mënsche fir Europa begeeschten, wa mer net endlech konsequent un enger Sozialunioun schaffen! Ech si schonn drop agaangen an de Minister gëschter, dass mer während der Présidence vill an intensiv un dëser Sozialunioun geschafft hunn. Dëst däerfe mer net einfach esou erëm a Fro stellen. D'Sozialunioun ass indispensabel, wa mer dem Anti-EU-Populismus wëllen eppes Konkretes entgéintsetzen, d'Leit erëm fir d'EU begeeschten a virun allem de soziale Fridden an Europa wahren.

Mir als Sozialisten deele selbstverständlech onsem Minister seng Analys zur Lag vun der EU. A virun allem sti mer och voll a ganz hannert sengem Asaz, fir d'EU ze erhalen an d'Solidaritéit erëm an de Mëttelpunkt ze stellen!

Onsen Ausseminister huet seng Ried gëschter mat engem Saz opgehale, deen nodenklech mécht. Dir hutt gesot, Här Minister, dass eng mënschlech Kris nëmme mat Mënschlechkeet kéint iwwerwonnen ginn. Leider muss mer hei an Europa feststellen, dass mer et entre-temps och mat enger Kris vun der Mënschlechkeet ze dinn hunn.

An Däitschland, engem Land, wat op där enger Säit a Saachen Accueil vu Flüchtlinge virbildlech handelt, brenne leider anerersäits och d'Flüchtlingsheemer, während Leit jubelnd virdrustinn. An an de soziale Medie gëtt et ëmmer méi Leit - an och hei zu Lëtzebuerg! -, déi dofir souguer Verständnis opréngen a sech net schumen, hir rassistescht Ressentimenter do öffentlech präisziginn, oder besser gesot: an den Internet „eranzekätzen“.

Et ass schlëm genuch, dass et esou Virfall iwwerhaupt gëtt. Et ass ëmsou méi schlëm, dass d'Akzeptanz fir esou Virfall an der europäescher Bevëlkerung wissst. Näischt, awer och guer näischt entschëllegt d'Veständnis fir Gewalttaten an Ugrëffer géint déi Schwächst vun onser Gesellschaft, an dat egal wat fir eng Zort vun Flüchtlinge si dann elo sinn.

Nëmme wann dëst ganz kloer gesot ass a wann op deem Punkt och kee Kompromiss gemaach gëtt, nëmme op där Basis kënnen mer eis dann den Argumenter an a ville Fäll éischter den diffusen Ängscht vun deene Leit unhuele.

Oft héiert a liest een an deem Kontext, et misst ee sech ebe wiere géint all déi Flüchtlinge, déi haaptsächlech och emol guer keng richteg Flüchtlinge wäeren, mä nëmme Wirtschafts-

flüchtlingen. Dofir wëll ech hei nach eng Kéier e puer wichteg Zuele widerhuelen, déi eis den Ausseminister gëschter och scho genannt huet an déi eng ganz kloer Sprooch schwätzen.

2015 goufen zu Lëtzebuerg insgesamt 2.447 Demandes d'asile gestallt. Dovunner komme 669 Leit aus Syrien a bal 550 aus dem Irak. Bal d'Halschent vun deene Leit kommen also aus deenen zwee Länner, an deene Krich an Terror herrschen a wou si virun Daesh müssen aus Ängscht flüchten.

Grad well ons vun deeneselwechte Bierger jo oft virgeworf gëtt, mir géifen net d'ganz Wourecht soen, wëll ech op deen nächste grouse Grupp och nach agoen. Ronn 524 Leit, déi bei ons Asyl ugefrot hunn, si Leit aus de Balkanländer. Och si hunn e Recht drop, dass hir Demande anständig gekuckt gëtt, well och si sinn net automatesch alleguerte Wirtschaftsflüchtlingen.

Dës Demandé ginn awer laut eisem Gesetz an enger Procédure accélérée gekuckt. A wa si kee Recht op Asyl hunn, da muss se erëm heemgoen. Dofir ass de Volet vun de Retouren och wichteg, a mir begrëssen, dass de Minister och ënnertrach huet, dass mer als EU mat Drëttsate méi verdéift iwwer Readmissioun schwätze müssen an dass déi Iddi vun de sougenannten „Paquets incitatifs“ e richtegen Usatz ass.

Och d'Regele vun Dublin ginn hei zu Lëtzebuerg applizéiert, an et goufen 2015 eng 149 Leit zréck an en aner Land vum Schengen-Raum geschéckt, an deem si fir d'Éischt ukomm waren an och registréiert goufen, well et gëtt jo zwar wuel e Recht op Asyl, mä et gëtt kee Recht drop, dass ee sech selwer kann aussuchen, a wéi engem Land een Asyl ufroe kann. Nëmme wa mer dese Prinzip och unerkennen, ass eng Quoteregulierung, wéi se beschloss ginn ass an hannert där mir als Sozialisten och widerhi stinn, iwwerhaupt duerchsetzbar. Déi nächst wichteg Etapp an deem Dossier muss allerdéngs eng grondleeënd Reform vun Dublin III sinn.

Als Sozialisten, an ech géif mengen, hei am Numm vu bal der ganzer Chamber ze schwätzen, stelle mir ons ganz entscheidend all Afrostellung vu Mënschlechkeet entgéint. Wa mer vergiessen, op wéi enge Wäerter ons Gesellschaft opgebaut ass, dann ass ons Gesellschaft net méi vill wäert.

Dat heescht awer net, dass mer de Froen, déi d'Leit hunn, aus de Féiss géife goen. Eng ganz Rei Froe si jo och selbstverständlech duerchaus berechtigt. Wéi kann déi beschlossene Quoteregulierung an d'Realität ëmgesat ginn?, ass zum Beispill eng Fro. Oder: Wéi kënnen mer ons Grenzen a Flüchtlingen, déi virun hinne waarden, an Zukunft besser schützen? Wéi kënnen mer d'Ursaache vun der Migratiounsbewegung allgemeng besser an de Griff kriegen?

Während d'Slowakei an Ungarn géint déi beschlossene Quoteregulierung zu Geriicht gezu sinn an och eng Rei aner Länner nach ëmmer net ugefaangen hunn, dës Verdeelung an d'Praxis ëmzesetzen, sinn ech frou, vun Minister héieren ze hunn, dass mir do als Lëtzebuurger eis Verantwortung geholl hunn a souwuel mam Relokalisationsmechanismus wéi och mam Reinstallationsmechanismus hei zu Lëtzebuerg ugefaangen hunn.

Och wann et ëmmer nach un der Solidaritéit vun enger Rei Memberstate mangelt, gëtt et dach och ëmmer erëm e Liichtbléck. Irland zum Beispill huet sech fräiwëlleg dozou entschuedt, bei deem Relokalisationsmechanismus matzemaachen, an Irland sent domat e wichteg Signal un déi Staaten, déi am Fong festen Deel vu Schengen sinn.

Mir müssen als Unioun awer och Griichenland bei der Bewälteung vun deser Unzuel vu Flüchtlingen, déi hei Dag fir Dag ukommen, hëllefen. Dëst ëmsou méi, well d'De-facto-Schleissung vun der Balkanroute dozou féiert, dass ëmmer méi Leit a Griichenland versuergt mussen ginn. Mir mussen Griichenland och bei der Grenzesécherung ënnerstëtzen, net nëmme aus Solidaritéit, mä och well eis endlech kloer muss sinn, dass déi Grenzen net nëmme Griichenland gehéieren, dass d'Baussegrenzen net nëmme engem Land gehéieren, mä och ons.

D'Lëtzebuurger Grenze sinn haut net méi just 359 km laang, mä iwwer 11.000 km. Dofir ënnerstëtze mer als LSAP och den Opbau vun engem gemeinsamen europäesche Grenz- a Küstenschutz, deem sougenannte Frontex Plus, an och d'Iddi, dass mer ons endlech gemeinsam a solidaresch ëm eis Baussegrenze këmmere müssen, wa mer Schengen rette wëllen. All d'Länner müssen hei e gemeinsame Fokus op all Baussegrenze leeën a sech, wéi gesot, géigesäitig Solidaritéit weisen.

Wéi d'baltesch Staaten an d'osteuropäesche State sech no der illegaler Annexioun vun der Krim duerch Russland Suergen ëm hir Sécherheet

gemaach hunn, hu mir och solidaresch reagiert an am Kader vun der NATO a vun der Europäescher Unioun Mesurë geholl. Genausou kann ee vun dese Länner awer och elo Solidaritéit an Hëllef bei der Sécherung vun de Grenzen am Süden erwaarden.

Als LSAP ënnerstëtze mer d'Initiative vun der Europäescher Kommissioun an d'Positione vun onsem Ausseminister an deem Dossier voll a ganz. Als Europäer muss mer ons solidaresch weise mat de Flüchtlingen a jiddwerengem eng fair Chance ginn. Mir müssen och mat eisen europäesche Partner, déi am stärkeste beelaascht sinn duerch d'Flüchtlingen, solidaresch bleiwen, mä dobäi och unerkennen, dass et net d'Flüchtlinge selwer sinn, déi sech erausse kënnen, a wéi engem Land se Asyl ufroen däerfen.

Mat desen Initiativen hu mer d'Ursaache vun der Kris awer nach net geléist, mä si erlaben ons et awer, d'EU esou opzustellen, dass mir dese Leit effektiv hëllefe kënnen. An dat ass am Numm vun der Mënschlechkeet och ons Flicht.

Madamm Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, 2015 war och d'Joer, wou d'Europäesche Kommissioun eng grouss Konsultatioun, fir d'Politique européenne de voisinage ze iwwerschaffen, ugaangen ass. Och hei war d'Lëtzebuurger Présidence implizéiert. Déi Europäesch Noperschaftspolitik mat hirer ëstlecher a mat hirer südlecher Dimensioun baséiert op enger politescher Associatioun an op enger Zesummenaarbecht, déi fir all profitabel ass.

Mir wëssen, dass ons Noperschaft haut duerch eng Multitude vu Krise geréselt gouf an dass si a mir duerch viru groussen Erausforderunge stinn. D'EU-Kommissioun huet de 25. März 2015 e mitigéierte Bilan vun der Politique européenne de voisinage presentéiert a se ass zur Konkursioun komm, dass eng Revisioun wierklech noutwendeg ass.

D'Politique européenne de voisinage muss sech vill méi staark un déi rapid Entwécklungen an onser Noperschaft adaptéieren. Si muss sech awer och den Uspréch oder den Erwaardungen un Europa vun onse Partner adaptéieren. An et muss ee wëssen, dass des Aspiratiounen ëmmer méi divergent oder méi verschidde sinn. D'Problemer vun der ëstlecher a südlecher Noperschaft si verschidde, mä si ginn ons all eppes un. D'Europäesch Noperschaftspolitik mat hirer zwou Dimensiounen ass e Ganz a si däerf déi 28 Länner net splécken.

Wat d'Revisioun vun deser Politik ugeet, ass déi dréngendst Erausforderung d'Stabiliséierung vun europäesche Voisinage. Konflikter, Terrorismus, Radikaliséierung sinn eng Gefor fir ons all. Onsécherheet entsteet awer och duerch Aarmut, duerch Korruptioun, organiséiert Kriminalitéit a schlecht Gouvernance. Dofir, niwient der Stabiliséierung müssen och Differenzéierung an och méi gemeinsam Verantwortung wichteg Elementer vun där neier Politique européenne de voisinage ginn.

Weiderhi bleiwen och d'Froe vun Développement économique, dem Handel, der Migration an der Mobilitéit e wichtege Deel vun deser Europäescher Noperschaftspolitik. Si ass e wichtege Moyen, fir an onser Noperschaft de Mënsche Perspektiven ze bidden, an domat och e Moyen, fir géint d'Radikaliséierung virzegoen. Mir müssen als Europäer ons Efforte bei deser Politik verstärken, well si ass nach ëmmer onst bescht Instrument fir eng Zesummenaarbecht, déi fir béid Säite bénéfique ass.

Mir schwätzen haut de Mëttig vu ville Krise ronderëm Europa. Erlaab mer, op en Instrument hinzewiesen, iwwert dat net vill geschwat gëtt an dat mer awer ganz wichteg schéngt an dat mir als Chamber während der Présidence am Kader vun der interparlamentarescher Konferenz iwwert d'Politique européenne de sécurité commune an iwwert d'Politique de sécurité de défense commune behandelt hunn: Et sinn dat déi europäesch Zivillmissiounen.

Ziville Krismanagement ass e wichtege Bestandteil vun der europäescher Sécherheitspolitik, fir géint d'Ursaache vu Krise virzegoen. An et ass wichteg, dass d'EU-Memberstaaten niwient de militäresche Missionen och zivill Capacitéiten zur Verfügung stelle fir d'Prevention an d'Gestioun vu Konflikter.

Erlaab mer, drun ze erënnere, dass d'EU bis elo 18 där Missiounen duerchgefouert huet, vun deenen der nach haut eelef undauern. Dës Zivillmissiounen sinn essenziell am Kader vun der EU hirer Approche, fir d'Rechtsstaatlechkeet, de Respekt vun de Mënscherechter an och d'bonne Gouvernance ze stärke, fir d'Krisegebidder ze stabiliséieren.

Mir als LSAP begrëssen, dass Lëtzebuerg sech engagiert an net manner wéi fënnf vun esou Missiounen. An net méi spéit wéi de leschte Méindeg hate mer an der aussepolitischer Kommissioun unanime den Accord ginn, fir d'EUCAP-Sahel-Missioun a Mali weiderzeféieren an et ze ermëglichen, dass méi wéi een oder

eng Lëtzebuurger Polizist(in) dorunner kann deelhuelen.

Och participéiere mer un der EUCAP-Sahel-Missioun (veuillez lire: EUCAP-Sahel-Niger-Missioun), un der EULEX Kosovo, un der EUMM, dat ass d'Monitoring Mission a Georgien, an un der EUAM an der Ukrain. Et huet ons als LSAP och gefreet, Här Minister, ze héieren, dass mer aktiv amgaange sinn ze versichen, un der OSZE-Missioun an der Ukrain deelhuelen.

D'LSAP begrëisst d'Efforte vun der Regierung, dass mer als Lëtzebuerg aktiv un Zivillmissiounen participéieren. Och dat ass e Bewäis, dass mer Solidaritéit an Europa groussschreiwen. Et ass wichteg, dass an deem Domän verstärkt Synergie mat internationale Partner wéi zum Beispill d'OSZE an och d'UNO ugaange ginn. Wichteg ass awer och de Finanzement op EU-Niveau vun dese Missiounen. Dee muss besser geregelt ginn, dat ass nämlech ee vun den Défie vun desen ziville Missiounen.

En anereren Défi ass de Rekrutement vun Experte fir d'Zivillmissiounen. An e weidere Problem ass, dass et oft ze laang dauert, fir déi Missiounen op d'Been ze stellen. Et ass ze hoffen, dass am Kader vun der neier Sécherheits- a Verdeedungsstrategie vun der EU desen Défie Rechnung gedroe gëtt.

Mir als LSAP begrëssen op jidde Fall, dass d'EU eng sougenannt „comprehensive approach“ fir Sécherheitsfroen huet an dass een, fir Sécherheitskrisen ze léisen, verschidde Mëttelen asetze muss. Et ass wichteg, drun ze erënnere, dass d'Europäesch Unioun kloer erkannt huet, dass et fir déi heiteg Krisen a Konflikter ronderëm ons keng reng militäresch Lösung gëtt. Stabilitéit a Fridde kann een nëmme erreechen, wann och d'Ursaache vu Konflikter besäitegt ginn. An dofir sinn déi Zivillmissiounen esou wichteg: Si si Krisepreventioun a Krisemanagement.

Erlaab mer, drun ze erënnere, dass d'Europäesch Unioun de Friddensnobelpräis krut. An doduerch hu mer all vill Verantwortung. Dofir muss mer als Europäer dem ziville Piliéer vun der Gemeinsamer Sécherheits- a Verdeedungspolitik vill méi Opmierksamkeit schenken. D'LSAP ass iwwerzeugt, dass d'Zivillmissiounen laangfristeg Succès bréngen kënnen, an dofir ass et wichteg, sech fir si anzusetzen.

Dat Thema hate mer, wéi gesot, op där interparlamentarescher Konferenz laang diskutéiert, niwient engem anere wichtege Thema, dem Klimawissel am Kontext vun der Sécherheet. De Klimawissel ass scho laang kee rengem Ëmweltproblem méi an ass och zu engem Risiko fir déi international Sécherheet ginn. Dat ëmmer-méi-rar-Gi vu Ressourcen, ob dat Energie, Waasser, fruchtbare Buedem ass, all dat huet néfaste Effekter a stellt eng grouss a seriö Erausforderung fir déi international an och regional Sécherheet duer. D'Konsequenzen heivunner sinn oft d'Ursaach fir Konflikter, destabiliséieren déi betrafte Länner a léisen och oft Migratiounswellen aus. An deem Kontext kann ee sech also nëmme freeën iwwert dat positivt Resultat vun der COP21!

Interessant war och, dass op där interparlamentarescher Konferenz d'Aussebeoptragt, d'Madamm Mogherini, op d'Wichtegkeet vun der Europäescher Sécherheits- a Verteidigungspolitik higewisen huet an dass si och all d'Parlamentar opgeruff huet, Iddien eranzegi fir d'Revisioun vun der sougenannter PESC. Mëtt Juni 2016 soll jo déi nei Strategie virgestallt ginn, an ech mengen, da wäert d'Diskussioun mam Europaparlament an och an den nationale Parlamentar lassgoen. Donc, affaire à suivre.

Madamm Presidentin, Afrika ass e wichtege Partner vun Europa. An et ass ze begrëssen, dass onsen Ausseminister all Joers um Sommet vun der Union Africaine zu Addis deelhëlt. Ech freeë mech och, dass eis Ambasad bei der Union Africaine an Athiopien gutt fonctionnéiert.

Mir hunn als Lëtzebuurger fënnf Partnerlänner an Afrika, wat eis Kooperatiounspolitik ubelaangt. Niwient dem Cap-Vert an dem Senegal leien dräi vun dese Länner, de Mali, de Burkina Faso an den Niger, mëtten an der Sahelzon. An do wësse mer, dass den islamisteschen Terrorismus och fir Onroue suergt. Et ass dofir begrëssenswäert, dass mer während der Présidence zu Bréissel eng High-level-Konferenz organiséiert hunn iwwert d'Sécherheet an dem Sahel.

Ech hu schonns vidru gesot, dass mer dese Länner net nëmme finanziell ënnerstëtzen, mä och mat ziville Missiounen. Ech fannen et richtig, dass mer als Lëtzebuerg an all onse politeschen an onsen diplomatesche Relatiounen op EU- an op UNO-Niveau den Nexus Sécurité an Développement promovéieren. Et sinn dat zwou Säite vun enger Medail, zwee Aspekter, déi sech géigesäitig renforçéieren.

Am Sahel muss déi sougenannt „EU comprehensive approach“, dat heescht, en allëm-



faassend Ugoe vun alle Problemer ugewannt ginn. Dat ass leider net ëmmer einfach, well et Prozeduren ze respektéieren gëtt. Dës Prozeduren variéieren, wann et sech ëm d'Instrument zum Beispill vun der PESC, vun der PSDC handelt, do si mer am Intergouvernementalen, oder en Instrument wéi zum Beispill den Instrument de stabilité oder de Fonds européien de développement, dat sinn Instrumenter, déi vun der Kommissioun ofhänken.

Zum Gléck geet et a leschter Zäit do an eng besser Richtung an déi verschidden Akteuren aus der Sécurité/Défense oder déi vum Développement hu sech un een Dësch gesat, fir um Konzept „train and equip“ ze schaffen. Dat Konzept ass elo ëmgedeelt ginn an „renforcement des capacités pour favoriser la sécurité et le développement“. Dat ass e gudden Ufank.

En Espace vu Fridden a Sécherheet ass d'Basis vum europäesche Projet. Dësen Espace vu Fridden a Sécherheet ass, wéi mer wëssen, duerch scho laang net méi do gewieschte sécuritaire Défie menacéiert.

Eng aner Solidargemeinschaft, déi ons Sécherheet gëtt, niewent der Europäescher Unioun, ass d'NATO. Meng laangjäreg Aktivitéit am NATO-Parlament erlaabt et mer, déi Transformationen, déi d'NATO säit dem Enn vun Kale Krich gemaach huet, ze erlienen, a besonnesch och déi wichteg Annerungen, déi sech bemierkbar maachen am Domän vun der Sécherheet a Verteidigung innerhalb vun der Allianz säit dem leschte Sommet vun Newport a Wales.

Wann déi lescht Joren éischter markéiert waren duerch Operationen an Afghanistan oder Kosovo, sou ass elo déi kollektiv Verteidigung éischt Prioritéit. Déi rezent Evenementer an onser Noperschaft léieren ons, dass, wann d'Allianz hirer éischer Missioun, där vun der Sécherung vun Fridden, gerecht wëllt ginn, da muss se iwwer eng kredibel Ofschreckung verfügen. An d'Natur vun der Nordatlantischer Allianz ass selbsterständlech an éischer Linn eng politesch Allianz, déi op gemeinsame Wäerter berout. Mä et ass awer och, an dat gëtt oft vergiess, eng reng militäresch Verteidigungsallianz.

D'Ofschreckung ass e wichteg Instrument vu Verteidigung. A fir dass se fonctionéiert, muss se kredibel sinn. Si muss kënnen op Menacen aus hirer Zäit reagéieren, duerch eng adequat Opstellung vun appropriéierte mënschlechen a materielle Capacitéiten. Gläichzäitig muss de potenzielle Géigner keen Zweifel um Wëlle vun der Allianz hunn, hir Ofschreckung gegebenfalls ëmzesetzen. Dat présupposéiert awer eng staark politesch Solidaritéit, wat jo eng vun den Hauptstärkte vun der Allianz ass. An an deem Kontext ass et och nach wichteg ze soen, dass e staarken eenheetleche Message no bausse wichteg ass.

D'NATO huet jo keng eegen Truppen an dofir sinn déi Alliéiert opgeruff, bäizedroen zu deem kollektiven Effort. Lëtzebuerg dréit zu deem kollektiven Effort bái a mécht dat engersäits, andeem - wéi mer dat och an der Vergaangenheit gemaach hunn - dass et un deenen Operationen vun dem Krisenmanagement deelhält, natierlech ëmmer ënner engem Mandat vun der Communauté internationale. An anerersäits mécht Lëtzebuerg dat awer och, andeems mer onsen Outil militaire den neie strategesche Gegebenheiten upassen, andeems mer der kollektiver Verdedegung e besonnesch héije Stelwäert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, souwuel d'Europäesch Unioun wéi och d'NATO verfügen iwwer Instrumenter, fir Resolutiounen vun UNO-Sécherheitsrot ëmzesetzen. An dat concernéiert net nëmmen dat militäresch Instrument. Och d'NATO huet eng Dimensioun vun der ziviller Sécherheet. Mir hatten de leschte Méindeg an der Kommissioun mam Direkter vun der Défense e Projet um Ordre du jour, e Projet, deen dozou bäidréit, Lacunen ze combler, déi et an Europa gëtt, wat den Transport stratégique ueget.

Während deser Reunion huet den Direkter vun der Défense ons gesot, dass d'NATO hir Analyse critique de l'effort de défense fir Lëtzebuerg ofgeschloss huet. Ech hunn dofir proposéiert, am Sënn vun der Transparenz, dass mer an enger vun deenen nächste Kommissiounssitzungen virum Sommet vu Warschau am Juli eng Keier mat deene Concernéierten, mat lech, Här Minister, a mat deene concernéierte Leit um Dësch setzen an dat an aller Transparenz diskutéieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den Ausseminister huet gëscht zu Recht gesot, dass niewent dem Deal mam Iran, op deen ech nach ze schwätze kommen, net vill Positives geschitt ass. Vill Konflikter hu sech effektiv verschäerft.

Zu Recht weist de Minister drop hin, dass de Printemps arabe an enger Sakgaass ass, an

Tunesien ass do eng Ausnam. An dofir erluben ech mer, am Numm vun der LSAP ze soen, dass et extrem wichteg ass, grad dëst Land aus Lëtzebuerg an europäescher Siicht voll ze ënnerstëtzen.

Virgëschter war jo do nees en Attentat mat 53 Doudegen, 2015 zwee weider grouss terroristesch Attentater op Touristen! An déi jonk Demokratie an Tunesien, déi e Modell fir des Reigoun ass, dierf net virun de Choix gestallt ginn, fir tëschtent Sécherheet oder Demokratie ze wielen. Et dierf net zu engem Recul vun der Rechtsstaatlechkeet kommen. Dofir ass et wichteg, dass mer dëst Land ënnerstëtzen. D'EU muss net nëmmen hëllefen, wat d'Sécherheet an Tunesien ueget, mä mir mussen virun allem Tunesien hëllefen, d'Ursache vun der Radikalisierung vun engem Deel vu senger Jugend ze verhënnere.

D'Feele vun ekonomesche Perspektive fiddert selbsterständlech déi Frustratiounen a kann zu méi Gewalt féieren. Dofir wëll ech déi formidable Initiativ vun der Lëtzebuergescher Présidence, ënner der Leedung vum Minister Schmit, ervirhieren. Et handelt sech ëm eng Initiativ fir den Emploi vu Jonken duerch Formation continue an alle Maghreb-Länner. Dës Initiativ vun der Lëtzebuergescher Présidence krut schonn d'Ënnerstützung vun der Kommissioun, der BEI, der Weltbank an och der Union pour la Méditerranée. An ech mengen, et ass eng gutt Saach. An et ass och gutt, dass den Ausseministerium dat finanzéiert.

A mir hate virun zwee Deeg den tunesesche Premierminister hei, och hei an der Chamber, an en huet eis villmools Merci fir déi Ënnerstützung gesot. An et ass och wichteg, dass eis Chambre de Commerce den 20. Abrëll 2016 eng Journée d'opportunités d'affaires fir Tunesien organiséiert. Dat gëtt deem Land Perspektiven. An et ass wichteg, dass Europa an deem Land net nëmmen hëllef, mä och, dass do investéiert gëtt.

De bluddege Krich a Syrien, wësse mer, ass entre-temps am fënnfte Joer. Ech brauch d'Zuel vun den Dausenden Doudegen a Flüchtlingen net hei ze widerhuelen; mir kenne se. Mir wësse just, dass all déi Opfer Ziviliste sinn, déi viru Krich, Zerstiierung vun hirer Heemecht an och virun den Terroriste vun Daesh fortlafen. Dofir ass et ze begrëssen, dass Lëtzebuerg op der Syrien-Geberkonferenz sech entschuet huet, och do nach 7,5 Milliounen all Joers opzebréngen.

Als LSAP si mer dervun iwwerzeugt, dass dese bluddege Krich a Syrien sech nëmme bëende léist, wa mer eis also als Europäer gemeinsam fir Verhandlungen zum Fridden setzen an eis dru bedeelegen. No fënnf Joer iwwelstem Biergerkrich, zerstierte Stied, Milliounen Flüchtlingen an Doudege schéngen elo endlech déi Krichsparteien esou lues anzegesinn, dass kee vun hinne dese Krich militäresch gewanne kann. Dëst huet et eben erlaabt, dass et zu där Wafferou, och wa se nach fragill ass, komm ass. A mir hoffen, dass déi Verhandlung vu Genève zu engem Enn kommen. An ech wëll do just soen, dass mer natierlech alles dat begrëssen an och ënnerstëtzen als LSAP, wat de Minister dozou gesot huet.

De Krich a Syrien huet e bëssen de Konflikt an der Ukrain an der Effentlechkeet... An der Press ass dat net esou ervirkomm. Dobäi ass dat och e wichtige Konflikt a ganz no un eise Grenze vun Europa.

An ech mengen, de Minister huet eis d'Situatioun gëscht nach eng Keier ganz treffend zesummegefaasst, soudass ech mech op zwou Käraussoe ka beschränken. Et ass positiv ze bewäerten och, dass do de Waffestellstand weiderhin hält, och wann d'Situatioun ugespaant ass. An ech mengen, ech ginn dem Här Mosar do recht, dass d'Ukrain och nach muss enorm Efforte maachen, dass net nëmmen do Russland eng Verantwortung huet bei der Ëmsetzung vu Minsk II, mä och d'Ukrain. An do schéngt et relativ lues virunzuegoen.

Wat den Iran ueget, mengen ech, war eng vun deene weinege positiven Noriichten, dass no zwielf Joer en Accord, wéi gesot, iwwert den „nuclear issue“ - ech hunn och keen anert Wuert fonnt, Här Minister - fonnt konnt ginn. An dat ass e Bewäis, dass d'Diplomatie an intelligent duerchgesate Sanktiounen Erfolleg kënnen hunn, fir Konflikter ouni Waffengewalt ze léisen. An dat gëtt e positiv Signal an engem geografesch schwierigen Ëmfeld.

Am Januar war och eng Delegation vun onser Chamber am Iran op Visitt, ugefouert vum Här Chamberspräsident. An dobäi ass et net nëmmen ëm wirtschaftlech Opportunitéiten gaangen, mä och ëm de Kampf géint den Terrorismus, d'Situatioun a Syrien, d'Bezéiungen tëscht dem Iran a sengen Nopeschlänner. An ech hu mat Freed gelies, dass de Chamberspräsident net midd ginn ass, bei all senger Visitten och op de Respekt vun de Mënscherechter hinzupochen, esou wéi dat de Minister och ëm-

mer mécht, wann en an deem Land ënnerwee ass.

Et ass fir ons Sozialiste kloer, dass mer weiderhin d'Politik am Iran kritesch muss begleeden, virun allem wat hir Position géintwärt Israel ueget, dat sinn nach wie vor net wëllen unerkennen. Mä des Öffnung am Iran biergt grouss Hoffnungen. A mir hunn dat, besonnesch bei der jonker Bevëlkerung, jo och am Resultat vun deene leschte Wahlen do gesinn.

Ech begrëssen och beim Minister, dass en ëmmer erëm ervirsträicht an och säin Asaz, an dat hu mer och gesinn an de Projet-de-loien, déi mer d'lescht Joer hei ofgestëmmt hunn, dass e sech d'Fro stellt vun de Waffen, vun de Landminen an de Cluster-Bommen, an dass och d'Ofrüstung en Thema ass, mat deem de Minister sech ëmmer beschäftegt. An dat ass ganz wichteg, well mir hu vun Handicap International hei an enger Reunion an der Chamber gewise kritt, dass 90% vun den Opfer an de Stied, a Syrien zum Beispill, Ziviliste sinn. An dat ass wierklech ganz schlëmm. An dofir freeën ech mech, dass dat Thema hei vum Minister an och vun der Chamber awer ëmmer ugeschwat gëtt.

Mir mussen och, wat de Finanzement vum Waffenhandel ueget, opmierksam bleiwen. Den Här Mosar huet dat jo scho méi laang développéiert. An och dee rezente Bericht vun Amnesty International weist, dass et op eise Finanzplazen an an Europa net ëmmer déi néideg Kontrollmechanisme gëtt, fir ze verhënnere, dass de Waffenhandel finanzéiert gëtt. Dofir invitieren och mir lech, Här Minister, op deem Punkt, international Initiativen, fir eng besser Kontroll ze huelen, do weiderzedriewen.

Och mir Deputéierte wäerten eis mat dem Thema Waffenhandel beschäftegen. Ech hu mech näamlech gefreet, an de Konklusioone vun eiser interparlamentarescher Konferenz iwwert d'europäesch Sécherheitspolitik ze liesen, dass do en Opruff gemaach ginn ass, dass d'Thema vun europäesche Waffenexporter - och déi Waffenexporter mussen mer uschwätzen - Sujet vun där nächster Konferenz elo zu La Haye soll sinn. An ech freeë mech, do e Feedback ze kréien, dass mer dat Thema och an eiser aussepolitescher Kommissioun da weider kënnen entwéckelen.

Et ass net méiglech, all d'Punkten unzeschwätzen, Här Minister, déi Dir gëscht bruecht hutt. Mir hunn net déi Zäit an et ass jo och net eise Rôle. Ech wëll lech just soen, dass an anere Punkten, déi ech elo net ugeschwat hunn, mir Är Vuën deelen, dat am Israel-Palästina-Konflikt, och Är Position zu Russland. An awer och deele mer dem Minister seng Aussoen iwwert d'Türkei. Hien huet recht, wann e seet, dass net nëmmen Europa d'Türkei brauch, mä och d'Türkei Europa brauch. A mir deelen och dem Minister seng Aschtzung iwwert d'Konklusioone vum EU-Türkei-Conseil vun deem Méindeg a beobachten déi och mat aller Kritik.

Mir wäerten ons am Summer oder am Hierscht och nach hei eng Keier mat der Zukunft vun Europa a vun der Eurozon beschäftegen. D'aussepolitesch Kommissioun krut jo den Oprag vun der Conférence des Présidents, e Rapport ze preparéieren, fir dann herno en Débat hei an der Chamber ze féieren. Mir sinn elo amgaangen, drun ze schaffen. Et ass net ëmmer einfach, Datumen ze fannen, mä mir hu geplangt en Hearing de 27. Mee ze maachen, wou et iwwert d'Eurozon geet a wou haapt-sächlich de Rapport des cinq présidents um Ordre du jour wäert stoen.

Als Konklusiooun, Här Minister, wëll ech just nach soen, Dir hutt gëscht zum Schluss vun Är Ried den Nation Branding ugeschwat. An déi dräi Wäerter, déi do onst Land a seng Leit charakteriséieren - d'Oppenheet, dynamesch sinn an zuverlässig sinn -, déi Wäerter passen, nodeems ech lech, Här Minister, gëscht nogelauschert hunn, gutt op eis Lëtzebuerg Aussepolitik.

Villmools Merci, dass Der mer esou laang nogelauschert hutt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner hunn ech den Här Deputéierte Gusty Graas ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen, Dir Hären, Exzellenzen, ass de Weltfridden a Gefor? Sti mer viru gréisserer Konflikter? Kann d'Europäesch Unioun iwwerliwen? - Dat si Froen, déi mir eis net nëmmen heiheem stellen, mä déi sech awer och ganz vill Leit dobausse stellen. Heiansdo huet een e bëssen d'Gefill, wéi wa mer an eng kollektiv Depressioun géife verfallen. Et stinn ouni Zweifel grouss Erausforderungen virun der Dier. An d'Mënschheit huet all Ursach, sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst ze sinn.

Eppes ass kloer: Fatalismus ass de Moment feel op der Plaz. Mir brauchen eng Gemeinschaft iwwer all Grenzen eraus, fir déi sëlliche Konflikter a Problemer resolutt an de Grëff ze kréien.

Lëtzebuerg ass zwar, territorial gekuckt, kleng, mä kann awer an der Gemeinschaft ouni Zweifel e groussen Afloss ausüben. Eise Moyenen no hu mer dat an der Vergaangenheit schon oft gemaach. A grad am zweete Semester vun leschte Joer huet eist Land op internationalem Parquet nees eng ganz zolidd Figur ofginn. Ech wëll d'uefir op deser Plaz der Regierung féliciteiere fir déi gutt Présidence, déi se hannert sech bruecht huet. An et goufen ouni Zweifel eng ganz Rei wichteg Punkten erleedegt. Ech ginn net am Detail hei drop an, ech mengen, den Här Ausseminister huet dat gëscht ganz detailléiert gemaach. Vlächcht eenzel Punkten hei ernimmt: zum Beispill Accorde mam Europaparlament, d'Reform vun der Cour de justice oder d'Direktiv iwwert den Austausch vun Informatiounen.

Stellvertredend wëll ech hei de Premier, awer och den Ausseminister luewe fir deen Asaz, dee se gewissen hunn, dat am Intérêt vu Lëtzebuerg. An ech ginn dervun aus, dass dat ouni Zweifel och derzou bäigedroen huet, dass dee gudden Numm, dee mir dobaussen hunn an der internationaler Welt, dat deen doduerch net nëmmen zementéiert ginn ass, mä och nach vlächcht ausgebaut ginn ass.

Ech wëll awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene ville Beamten e grouse Merci ze soen, well ouni si - an ech mengen, Här Minister, Dir wësst dat vill besser wéi ech - hätt déi ganz grouss a gutt Aarbecht och net kënnen an deem Mooss gemaach ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Op alle Fall, Lëtzebuerg huet sech hei mat sengem proeuropäesche Geescht ouni Zweifel ganz positiv duergestallt. Ech wëll awer och da vun der Geleeënheit profitéieren, fir eiser Kolleegin, dem Anne Brasseur, nach e Merci auszesprechen. Ech mengen, och si huet mat hirer ganz gudder Présidence um Niveau vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe derzou bäigedroen, dass den Numm Lëtzebuerg positiv dobaussen duergestallt konnt ginn.

Zënter dem 1. Januar hu mer eng weider Présidence, vlächcht méi eng bescheide Présidence, an zwar déi vum Benelux. Mä och dat ass eng Erausforderung! De Benelux, dee jo 1944 gegrënnt gouf, huet ouni Zweifel nach wie vor eng grouss Bedeitung, virun allem och fir eis Lëtzebuerg. Ech mengen, de Benelux stellt eng Bréck duer mat eise belschen an hollännesche Partner, fir virun allem och um Niveau vun der EU nei Weeër ze goen, a virun allem awer och, fir eng Virreiderroll ze spillen.

Den Ausseminister huet gëscht zu Recht gesot: „De Benelux bleibt fir eis e wichtige Vecteur vun eiser aussepolitescher Aktioun.“ An ech wëll och hei ënnersträichen, dass och eis Delegation um Niveau vum Benelux-Parlament ganz aktiv ass an och eng ganz anstännege Aarbecht do mécht.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut iwwer Aussepolitik schwätzen, ass et evident, an dat iwwerrascht keen, dass mer natierlech net derlaanscht kommen, fir iwwert d'Flüchtlingsproblematik ze schwätzen. Ech sinn och mat Sécherheet elo net deen Éischten, dee sech doriwier hei äussert, an och mat Sécherheit net dee Leschten, mä et ass nun eben dat Thema, wat eis de Moment prioritär beschäftegt. An och an der Ried vum Ausseminister, déi ech iwwerregens exzellent fonnt hunn an déi ganz exhaustiv a gutt war, war dat natierlech e Schlësselthema, an dat ouni Zweifel zu Recht.

Ech mengen, et ass déi éischte Keier zënter der Grënnung vun der Europäescher Unioun de 25. März 1957 zu Roum, dass mer wierklech an enger ganz eeschter Situatioun sinn, wou ee bal kéint mengen, dass et och vlächcht un d'Substanz vun der Europäescher Unioun geet. Well dat, wat sech an deene leschte Méint ofgespillt huet, dat huet näischt méi mat deem Solidaritéitsgeescht ze dinn, deen u sech um Ursprung vun der Europäescher Unioun stoung.

An et spiert een och, dass d'national Interesse sech ëmmer méi an de Vierdergrond drängen. A wann ee bedenkt, ech wëll just op ee Beispill hiweisen, dass mer am Hierscht décidéiert hunn - mir, d'Europäesch Unioun -, fir 160.000 Flüchtlingen aus Griechenland an Italien ëmzeverdeelen, dass dat bis haut praktesch net geschitt ass, da brauch ee sech iwwer munches net méi ze wonnere. Effektiv goufe jo bis elo knapp 600 Leit relokaliséiert.



Sécher, d'Madamm Merkel, déi mat hirem scho berüümt-berüchtigten Aussproch „Wir schaffen das“ munches a Bewegung bruecht huet, riskéiert leider, sech awer och e bëssen an den Abseits ze manövréieren. Ech soe bewosst „leider“. Ech mengen, ech stinn net am Verdacht hei, d'Madamm Merkel fir hir politesch grondsätzlech Meenungen ze verteidegen, mä trotzdem muss een awer der Bundeskanzlerin zeguthalten, dass se de Courage huet, fir elementar Wäerter um Niveau vun der Europäischer Unioen ze verrieden.

Well wa mer elo feststellen, dass ëmmer méi Memberstate sech lassléisen, an dat ouni Komplexer, vun deem, wat u sech de kollektive Geescht soll ausmaachen, dann muss ee sech natierlech awer eeschthaf Gedanke maachen. An ech wëll hei als Beispill de Wiener Sommet vum leschte 24. Februar zitieren, wou Eis-träch zesumme mat aner EU-Staten - Bulgarien, Kroatien a Slowenien - u sech sech géint d'Politik vun den oppene Grenzen ausgesproch huet. Dat war u sech och en Affront vis-à-vis vu Griichenland. Perséinlech sinn ech der Meinung, dass et net onbedéngt eng taktesch Meeschterleeschtung war, esou e Sommet anzeberufen, ouni sech och mat Griichenland ze konzertieren.

Datt Griichenland dat als Ulass geholl huet, fir e gewëssene diplomateschen Tëscheffall ze provozieren, ass iergendwéi novollzéierbar. De Ministerpräsident Tsipras dréit jo souguer, fir EU-Entscheidung mat sengem Vetorecht ze blockieren. Dëst Land ass nach wie vor an enger ganz grousser ekonomescher Kris an huet mat Sécherheet net déi Moyenen - logistesche, finanziell Moyenen - zur Verfügung, fir wierklech u sech dann déi Flüchtlingsstréim ze kanalisieren.

Mazedonien huet jo entre-temps och seng Grenzen zougemaach, wat natierlech dramatesch Konsequenze fir Griichenland huet. Net manner wéi 131.000 Mënsche sinn am Januar an am Februar iwwer d'Müttelmier an Europa komm, an dat gréisstendeels eben iwwer Griichenland. Athen mengt, dass iwwer 200.000 Mënschen am Land versuert mussen ginn.

Mat Hëllef vu Frontex Plus gëtt elo Griichenland jiddefalls méi staark ënnerstëtzt. Mä dat geet natierlech net duer! Et ass begrëssenswäert, dass elo och d'Hotspotte méi fonctiounsfäeg sinn. Praktesch 80% vun de Flüchtlinge kënnen enregistriert ginn.

D'EU ass sech natierlech bewosst, dass nach mussen zousätzlech Initiative geholl ginn, an dat virun allem och um Niveau vum griicheschen Terrain. Dat ass net ëmmer esou evident. An et gëtt natierlech och... Einzelner fäerten, dass mir hei géifen an d'Souveränitätsrechter vun engem Land agräifen, mä d'Baussegrenze vun Europa muss geschützt ginn, well d'Ostgrenz vu Griichenland ass och eis Grenz. Dass d'äerf ee schlussendlech awer och net vergiesse.

Grenz sinn am Prinzip do, fir Leit eranzeloosen, mä Grenz kënnen awer och do sinn, fir Leit ze repossieren. An dat soll een och kloer an däitlech soen. Krimineller, Illegaler, Leit, déi keng elementar rechtsstaatlech Kultur hunn, hunn nun eben näischt an eise Regione verluer.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat kann déi eisträichesche Initiativ als Konsequenz hunn? Vläicht schwätzt sech elo an Afrika, am Noen Osten oder an Asien erëm, dass d'Grenzen zou sinn an Europa, dass et kee Sënn méi mécht, seng Heemecht ze verlossen, d'Schlepper géifen aarbeitslos ginn, manner Mënsche stierwen oder leiden um Wee an Europa, an d'Europäer wiere manner iwwerfuerdert. Dass klängt vläicht flott, mä ob dat d'Léisung ass, dass woen ech awer wierklech staark ze bezweifelen.

Déi betraffe Leit an deene ganz aarme Regione loosse sech mat Sécherheet doduerch net ophalen. Si kommen, an d'äers solle mer eis bewosst sinn. Si wäerten och an Zukunft kommen.

Wann d'Dynamik jiddefalls vun där Politik, fir d'Grenzen zouzemaachen, ëmmer méi Schoul mécht, dass muss mer eis bewosst sinn, dass am Endeffekt och Schengen wäert wackelen. An dann, d'äerf mer net vergiesse, dass riskéiere mer jiddefalls och en Zerfall gegebenfalls vun der Europäischer Unioen an d'Wee ze leeden. Dass wier ouni Zweifel eng Katastroph! Dass géif definitiv un d'Substanz vun der Europäischer Unioen goen.

Da wär et eriwwer mam fräie Reesen, a mir géifen och nees zu Réimech, zu Sterpenich op der Grenz stoen. Mä och de Bannemaart an den

Tourismus géifen drënner leiden. An d'EU, an den Ausseminister huet dat gëscher och nach eng Kéier hei ënnertrach, rechent jo gegebenenfalls mat engem Verloscht bis zu 1.400 Milliarden, wann, wéi gesot, d'Grenzen erëm géifen agefouert ginn.

An hei zu Lëtzebuerg, an ech beruffe mech hei op Aussoe vun der Chambre de Commerce... Si ass der Meinung, dass zum Beispill den Exportiwwerschoss géif ëm 1,5 Milliarden Euro zrëckgoen, well 80% vun eisen Dëngschtwueren an Dëngschtleeschunge gi jo exportiert, an dovun de Gros nach an EU-Länner. En plus kéimen nach Onkäschten derbäi vu plus ou moins 225 Milliounen d'Joer, well eben d'Grenzgänger, an dat sinn der de Moment 160.000, géife minimum 15 Minutten op de Grenze stoen, ier se kéinten an eist Land erakommen.

A schlussendlech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dass sti se haut scho bal all.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Net grad, net grad. An dann... Da wier et herno nach vill méi laang.

An dann d'äerf een och net vergiesse, dass den Transitverkéier géif drënner leiden. Wass dat fir eng Konsequenz op de Verkauf vu Bensinn a Masutt hätt, brauch ech jiddefalls och net hei ze ënnersträchen.

Mä nei Grenz géifen och en aneren Dominoeffekt auslösen, an zwar Grenzkontrollen op Kapital oder souguer Ofschottung vu lokale Mäert. Nei Grenz kéinten awer och de Stabilitéits- an de Wuesstumspak a Fro stellen. Et ass also evident, dass elo diskutiert gëtt, ob d'Käschtchen vun der Flüchtlingsproblematik net op d'Neiverschuldung ugerechent solle ginn.

Enttäuscht muss een natierlech awer och e bësse sinn iwwer d'Attitüd, déi elo verschidde osteuropäesch Länner hei weisen. Dass gëllt net nëmme fir d'Flüchtlingsproblematik. Dass gëllt och fir aner Dossieren. Si jiddefalls beweisen net onbedéngt e ganz proeuropäesche Geescht. Polen zum Beispill war laang d'Aus-hängescheld vun der EU-Osterweiderung. Laang waren zu Warschau Proeuropäer um Wierk an déi wirtschaftlech Gesondheet war ganz gutt. Mä zënter dass d'PIS-Regierung am Amt ass, stinn d'Zeechen op Stuerm. Bréssel huet souguer missen e Verfahren zum Schutz vun der Rechtsstaatlechkeet aleeeden.

Datt neit Mantra vu Warschau ass d'national Souveränität. A Polen huet sech elo och souguer mam Conseil de l'Europe ugeluecht, wëinst engem Rapport vun der Venedeg-Kommissioun. Hei geet et jo ëm d'Reform vum polnesche Verfassungsgericht. Leider huet een d'Geffill, wéi wa sech erëm eng nei Ost-West-Linn géif an Europa opdinn. Déi sougenannte Visegrad-State segelen och ëmmer méi op enger Anti-Bréssel-Well.

Esou een Europa wëlle mir net! Esou een Europa wäert d'DP net ënnerstëtzen! Wa mir dat op d'Spill setzen, wat zënter dem 25. März 1957 opgeriicht ginn ass, brauche mer eis net ze wonneren, wa mer op eemol nees Zoustänn kréien, wéi mer se an den 1930er Joren hei an Europa kannt hunn. Wann d'Reckbesënnung op nationalistesch Gedanken gëtt, sollt en neie Wee duerstellen, dass d'äerf jiddefalls dee Wee an eng Sakgaass féieren a mat Sécherheet och mat ganz ville Problemer verbonne sinn.

D'EU d'äerf jiddefalls zu dësem Moment net u sech selwer zweifelen! Sécher hu mer Schwächen - dass ass bekannt -, mä et heescht elo, sech no bausse e staarke Profill ze ginn.

«Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondus dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées.» Dës visionär Aussoe goufen 1849 geleentlech vun der Paräiser Friddenskonferenz vun Victor Hugo geschriwwen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Ech soe ganz éierlech: Fir mech perséinlech sinn et déi markantst Wieder, déi jeemools - déi jeemools! - zum Thema europäesch Vereenegung geschriwwen goufen, ëmsou méi, well se iwwer 165 Joer al sinn.

Jiddefalls, ech mengen, mir hunn all Intérêt, eis haut méi wéi jee un deene Wieder ze orientieren, well eleng esou e Geescht kann de Garant fir Fridde sinn, net nëmme an Europa, mä op der ganzer Welt. An déi, déi mengen, a virun allem déi heiheem, Lëtzebuerg hätt keng

Perspektiv an der Europäischer Unioen, déi si mat Sécherheet um Holzwee. Well grad mir - grad mir! - als Lëtzebuerg hunn all Intérêt, eis fir eng staark Europäesch Unioen anzusetzen! Dass ass dee Message, dee mir wierklech sollte kloer no bausse all Dag formulieren! Well déi eenzel nationalistesch gepräagte Initiativen, déi droe mat Sécherheet net zur Stabilitéit vun der Europäischer Unioen bäi.

Trotzdeem wëll ech drun erënneren, dass et och net nei ass, dass et an der Europäischer Unioen schon Divergenze gi sinn. Zum Beispill 2003 war d'Europäesch Unioen duerch d'Participatioun um Irak-Krich zimlech gespléckt, oder 2007, wéi den deemolege franséische Statspräsident, den Nicolas Sarkozy, eng Mëttermierunioen mat anere Länner wollt schafen, ouni Däitschland. Och dat hat zu ganz seriöse Spannunge gefouert. Déi Querschëss vun deemools huet Europa gutt verdaut.

Sécher, haut si mer an engem aneren Zeenario. Haut ass d'Situatioun vill méi eeschter. Haut riskéiert d'EU - ech si beileiwe kee Pessimist, an trotzdem - vill méi a Bedrängnis ze kommen, wéi 2003 oder 2007.

Mä bei aller Skepsis soll een awer trotzdem och op Liichtblécker hiweisen. An et gi Liichtblécker - an dorunner solle mer eis och festhalen -, zum Bspill och an Osteuropa: Rumänien, e Land, wat nach viru Jore praktesch als de mauvais élève vun der Europäischer Unioen dostoung. Haut awer, virun allem zënter dass den Dacian Cioloș, de fréieren EU-Kommissär, do President ass oder Premier ass, ass souguer decidiert ginn, dass sollt en Iwwerwachungsmechanismus fir d'Onofhängegkeet vun der Justice an de Réckgang vun der Korruptioun, deen, wéi gesot, festgesat gi war fir Rumänien, virun 2019 opgehuewe ginn. Et d'äerf een natierlech och net vergiesse, dass Rumänien geopolitesch interessant ass: Et läit um Schwaarze Meer an et grenzt natierlech och un d'Ukrain.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir bei der Migratiounspolitik ze bleiwen: Den Dschungel vu Calais, wéi dat jo elo duergestallt gëtt, steet och fir eng Verstëmmung tëschen zwee Groussen an Europa, Frankräich a Groussbritannien. „Déi brittesch Grenz gouf vu Groussbritannien no Frankräich verluecht“, sot de Xavier Bertrand, deen neie regionale Rotspräsident vun Nord-Pas-de-Calais-Picardie. An d'Madamm Natacha Bouchart, Buergermeeschtesch vu Calais, schwätzt vun enger „Kapitulatioun“ vu Frankräich. D'Britte géife maachen, wat se wëllen.

Zënter de Verträge vu Sangatte aus dem Joer 1991 a vun Touquet aus dem Joer 2003 sinn ëmmer manner Asylanten no Groussbritannien komm. A just déi Verträge, déi goufen elo vun der franséischer Mënscherechtskommissioun a Fro gestallt. Dass sinn natierlech Téin, déi net zu enger gudder Frëndschaft tëschen zwee Groussen an Europa bäidroen. Och de rezente 34. Franco-anglo-Sommet huet jiddefalls dorunner net vill geännert.

Wann d'Britten elo sollten aus der Europäischer Unioen austrieden, wäerten d'Fransouse jiddefalls alles maachen, fir Flüchtlinge vu Calais séier op Dover ze loosse. An och da riskéieren an deem Dossier d'Flüchtlingen erëm eng Kéier zu engem Spillball ze ginn.

D'Fuerderung kënnt ëmmer méi op, dass Engagementer um Niveau vun der Flüchtlingspolitik mat finanziellen Entscheedunge gekoppelt solle ginn. A mir sollen eis kengen Illusiounen hingen: Den Drock aus der Populatioun gëtt ëmmer méi grouss, net onbedéngt en faveur vun de Flüchtlingen, a virun allem an de Länner vun der Balkanroute wäert d'Duerchrees vun de Flüchtlingen ëmmer méi schwéier ginn.

Datt elo den ungarische Ministerpräsident Orbán erëm zousätzlech Ueleg op d'Feier geschott huet, ass jo u sech och näischt Neies, mä dat dréit ganz kloer zur Verschäerfung bäi. Sécher, dee Referendum, deen en a sengem Land ugekënnegt huet, ka keng direkt juristesche Suitten hunn, mä et kann awer trotzdem en zousätzlech politesch Aerdbiewen auslösen.

Eisen Ausseminister huet där Deeg och vun enger méiglecher Anarchie an Europa geschwat. Dass ass en haart Wuert, mä u sech hat en am Fong recht. Leider, muss ee soen! Et ass also wichteg, dass eng Strategie entwéckelt gëtt, déi d'EU erëm schnellstméiglech zesummebréngt. D'UNHCR zum Beispill, déi warnt virun enger vun der EU selwer verschëllten humanitärer Kris an Europa.

D'Türkei, an dat ass hei schon e puermol och zu Recht ugeschnidde ginn, ass dat wichtegst Transitland fir Flüchtlingen um Wee an d'EU. Dorënner sinn natierlech ni Syrer och Afghanen, Pakistaner an Nordafrikaner. D'Türkei soll jo gegebenenfalls bis sechs Milliarden Euro kréien, fir d'Flüchtlingen aus Syrien besser versuergen ze kënnen.

Dat ass natierlech u Konditiounen gebonnen. Dee virgëschter zrëckbehale Grondsazprogramm mat der Türkei zeechent eng Rei Pisten op, mä et wäert natierlech um Sommet vum 17. an 18. März do decidiert ginn, wat am Endeffekt zrëckbehale gëtt.

D'Türkei ass natierlech besonnesch an dësem Moment ouni Zweifel och e privilegierte Partner fir d'Europäesch Unioen. Dass d'Türkei natierlech och zu dësem Moment gewëssene Trëmp ausspilt, ass verständlech. Dass déi Diskussiounen och eng Inzidenz wäerten op d'Bäittrëtsverhandlungen hunn, ass och ze verstoen. Dass Eenzelt, wat een natierlech muss hoffen, ass, dass sech an deem ganze Konflikt och d'Relatioun tëschen der Türkei a Griichenland hei net nach verschlechtert.

Ënner dem Stréch muss ee jiddefalls ervirsträchen, dass vill Sprengpotenzial an der ganzer Migratiounspolitik läit. Et kuum jo och schon zu eisichte Gewaltausenanersetzungen. Mir hoffe jiddefalls, dass déi Situatioun sech net nach wäert verschlimmeren.

Eppes ass kloer: Europa war net op deen Tsunami do virbereet! Duerfir ass d'Hëllef och méi wéi jee ganz wichteg. Ee vun den Haaptproblemer sinn natierlech och d'Schlepper oder d'Schleuser, wéi een et wëllt soen. Europol schätzt, dass de Moment ronn 12.000 där Schlepper am Asaz sinn. Déi meescht kéimen aus Osteuropa, der Türkei, Pakistan, Tunesien an Ägypten. Dës Mënscheschmuggler suergen iwwerengs och ëmmer fir falsch Päss. Si operéieren virun allem a Stied wéi Athen, Thessaloniki, Berlin, Budapest, Wien oder Paräis. An dat ass eben och d'Ursach, firwat dass ebe grad vill Flüchtlingen an déi Stied wëlle goen.

Déi italienesch Zeitung „La Repubblica“ huet zum Beispill kierzlech matgedeelt, dass e Flüchtling 6.000 bis 7.000 Euro misst fir d'Rees an Italien bezuelen. Iwwerengs gëtt och vun den italieneschen Autoritéite gefaart, dass d'Geschäft mat de Migranten an Italien nees Héichkonjunktur wäert kréien. Zënter dass Eis-träch iwwerengs och de Grenziwwergang um Brenner erëm méi staark kontrolléiert, sinn d'Italiener natierlech nach vill méi nervös ginn. A wann den Zonk un der mazedonescher Grenz zoubleiwe soll, wäerten aner Routen iwwer Albanien oder de Séiwee vu Griichenland no Italien entstoen.

Italien riskéiert also zum Deel datselwecht Schicksal ze kréien och wéi Griichenland. Duerfir huet jo och den italieneschen Innenminister scho prophylaktesch den Uerder ginn, weider 50.000 Plaze fir Flüchtlingen anzeriichten.

An deem Kontext hei muss een natierlech awer och op de Rôle vun der NATO agoen. Domadder soll de Schleiser d'Liewe méi schwéier gemaach ginn, d'NATO, déi an der Ägäis elo aktiv ass.

Ech hoffen awer och, dass d'NATO-Kritiker sech och elo emol erëm eng Kéier bewosst ginn, wéi wichteg et ass, dass mer dat Verteidigungs-bündnis hunn an dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Déicision geholl hunn, fir eise Bäitrag vun 0,4% op 0,6% eropzeschrauwen, dass dat net sënnslos ass. Et d'äerf ee jo net vergiesse, Lëtzebuerg huet zweemol, 2,5-mol méi en héije PIB wéi den Duerchschnitt vun deenen aneren NATO-Länner. Mir sinn also dee kengste Contributor! An ech menge jo awer net, dass mer wëllen als Parasit an der NATO duergestallt ginn. An dass elo Initiative geholl ginn, wéi zum Beispill de GovSat oder den MRTT-Fliger, dass ass dat richtig, dass droe mer domadder jiddefalls dozou bäi, fir eis Kontributioun zu der NATO ouni Zweifel ze stärke. An dozou sti mir och als Demokratesch Partei.

Wa mer vu Flüchtlinge schwätzen, dass denke mer natierlech un eisichter Linn u Syrer oder un Nordafrikaner. Mä et brodelt och op anere Plazen! Dass d'äerf een net vergiesse! An et riskéiert, och nach vun deene Plazen aus eng gewësse Stréimung op Lëtzebuerg respektiv an Europa ze kommen.

Ech denken do zum Beispill un Zentralafrika, eng Regione, déi e grouss Misär kennt, vun deem mir de Moment nach net d'Envergure ofschatze kënnen. A Länner wéi dem Niger, Nigeria, Sudan, der Republik Zentralafrika gëtt et keng politesch Stabilitéit, och wann déi rezente Wahlen an der zentralafrikanescher Republik e klengen - e klengen! - Hoffnungschimmer opkomme loosse. D'Terrororganisatioun Boko Haram an och déi verschidde korrupt Regimenter suergen ouni Zweifel fir Instabilitéit. An an der Mëtt vun där Kriseregion läit e Land, dass ass den Tschad. Den Tschad, mat dat ärmste Land vun der Welt, huet de Moment 400.000 Flüchtlingen an och Returnéieren op sengem Territoire.

Ech hat selwer d'Chance, elo viru Kuerzem an esou Flüchtlingslagere ze sinn. Ech kann lech soen: Do ass näischt! Déi Leit hunn näischt! Mä dass Land ass trotzdem bereit, fir awer ze dee-

len. Dorunner kéinte jo vläicht anerer sech emol an eise Géigenden e Beispill huelen. An dann därer een awer och net vergiessen, och déi Leit wäerte sech fréier oder spéider eng Kéier op de Wee maachen, an zwar siche se de Wee iwwer Libyen no Europa. An et gétt de Moment geschätzt, datt schonn 200.000 Leit prett op der libyscher Grenz stinn, fir no Europa ze kommen.

Eppes ass kloer: Wa mir - dat géllt net nëmme fir Lëtzebuerg, dat géllt virun allem fir d'Europäesch Unioun - déi humanitär Hëllef um afrikanesche Kontinent net verstärken, da brauche mer eis net ze wonnen, datt fréier oder spéider en zousätzleche Problem wäert op eis duerkommen, well och déi Leit, an dat ass deenen emol net ze verwivvelen, wëllen natierlech e puer Grimmele vum Kuch kréien.

Wat d'Flüchtlingsproblematik elo hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, esou muss ee soen, datt dës Regierung bis elo dat ganz souverän gemaach huet. Mir stellen och fest, datt den humanitäre Gedanken hei zu Lëtzebuerg, ouni awer elo eppes hei ze iwwerspillen, mä datt deen nach ëmmer héichgedroe gétt an datt d'Installatioun vu Flüchtlingslagere respektiv och sougenannte Flüchtlingsdierfer bis elo dach konnt ouni gréisser Oppositioun iwwert d'Bün goen. An ech hoffen, datt dat och esou wäert bliwen.

Wa mer iwwer Flüchtlingsproblematik schwätzen, och besonnesch hei zu Lëtzebuerg, dann därer een een Aspekt net aus den Ae verléieren, dat ass natierlech virun allem och d'Schicksal vun de Kanner. An ech wëll awer do op de Rapport vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand agoen, de Rapport vun 2015.

Ech zitieren do vun der Sait 11: «L'ORK salue le fait que le Gouvernement prend des dispositions pour assurer une prise en charge des enfants réfugiés, non seulement au niveau de l'école, mais aussi pour leur permettre de fréquenter les maisons relais, ce qui implique nécessairement un renforcement en ressources humaines des structures scolaires et périscolaires.»

Ech mengen, datt ass eng kloer, datt ass eng daitlech Ausso. An, wéi gesot, och hei géllt der Regierung, an un éischer Linn der Familjeminitesch, de Respekt fir d'Gestioun vun der Flüchtlingskris, wéi se de Moment hei zu Lëtzebuerg gemaach gétt.

A ville Länner läit natierlech ganz vill Sprengstoff, dee sech och séier kann entzünden. Leider erlaabt d'Zäit engem natierlech net, méi hei an den Detail anzegoen. Ech wëll duerfir op e puer eenzel problematesch Situatiounen nach hiweisen, zum Beispill Libyen. Libyen ass schonn e puermol hei ugeschwat ginn. Mä Libyen hält nun emol eng gewësse Schlüsselpositioun an. Et ass och wichteg, datt nees politesch Stabilität an dat Land kënnt, besonnesch fir datt d'EU och emol erëm en direkten Usprechpartner huet.

De Moment huet dee Stat jo u sech zwee Käpp: am Westen zu Tripolis eng Regierung an ee Parlament, do ass eng Koalitioun vun Islamisten an Unhänger vun der Revolutioun vun 2011, an am Osten zu Tobruk sinn dann och eng Regierung an e Parlament, wou éischer eng Koalitioun vu Moderéierten an Ex-Gaddafiisten um Rudder sinn.

D'Amerikaner an d'Fransosen hale sech jo de Moment relativ zréck. An d'UNO huet jo awer elo e Plang ausgeschafft, wéi u sech do eng Regierung vun der nationaler Eenheet och kann installéiert ginn. Et géif dat engersäits erlaben, fir de Flüchtlingsstrom besser an de Griff ze kréien, awer op där anerer Sait och méi effikass géint d'Gefor vum IS virzegoen.

Wat een net därer vergiessen a wat de Moment nach e bëssen tabuiséiert gétt, kann ee praktesch soen, dat sinn och déi humanitär Problemer um Niveau vu Libyen. Ech beruffe mech hei op eng Ausso vun hirem Gesondheitsminister, deen déi elo rezent gemaach huet. Et feelt do un den néidege Medikamenter. Hie seet, ee Prozent vun deene Milliarden, vun deene Milliarden Dollaren, déi am Ausland blockéiert sinn, géif duergoen, fir u sech dann déi néideg Medikamenter anzekafen. De Moment brauchen 2,4 Milliounen Leit an deem Land Hëllef, engem Land, wat u sech nëmme 6 Milliounen Awunner huet.

Jiddefalls, zënter der Chute vum Regimm Gaddafi, wat ech mat Sécherheet net hei bedauern, ass awer ganz kloer eng Instabilitéit an deem Land agezrueden. A Libyen riskéiert jiddefalls, fréier oder spéider erëm an de Fokus och vun der internationaler Politik ze kommen.

Zum Corollaire, zu deem Mix vu Flüchtlingsproblematik an Opkomme vun nationalisteschem Gedankgutt réckelt natierlech och d'Entwécklungs- an d'Kooperationspolitik ëmmer méi an de Mëttelpunkt. Mir als Lëtzebuerg, ouni datt mer eis elo sollen andauernd hei op d'Schëller klappen, stinn awer mat Sécherheet do als gudder Schüler. Eist Beispill gétt leider net oft genuch dobausse kopéiert.

An och do wëll ech awer ganz kloer hei soen, virun allem vis-à-vis vun deenen, déi mengen, déi 320, déi 330 Milliounen, déi dës Stat all Joers an d'Entwécklungspolitik investéiert, déi kéinte vläicht op anere Plaze besser investéiert ginn, datt se falschleien, datt se komplett falschleien an datt se sech solle bewusst sinn, wa mir net, a mir hunn d'Moyenen, wa mir net dee Minimum un Effort maachen, da wäerte mer och spéider eng Kéier d'Géigerechnung presentéiert kréien!

Duerfir fannen ech och gutt, datt de Minister Romain Schneider d'lescht Woch nach am Burkina Faso war, engem Land, iwwert dat ee villes kéint soen, an trotzdem ganz kloer och do eng Ausso gemaach huet, datt Lëtzebuerg zu sengen Absichte steet an datt och do wäerten an Zukunft eng Rei Projeten ënnerstëtzt ginn.

En anert Suergekand, dat ass Nordkorea. De leschte 4. März huet d'EU jo nees eng nei Serie vu Sanktiounen géint deen - tjo, dat kann ee roueg hei soen -, géint dee verréckte Regimm do decidéiert. Et geet ëm d'Emsetzung vun der Resolutioun 2270 vum 2. März vum UNO-Sécherheitsrot, als Äntwert och op...

► **Une voix.** - D'UNO! D'UNO!

► **M. Gusty Graas (DP).** - D'UNO, jo, vum 2. März vum UNO-Sécherheitsrot, als Äntwert op d'Atomversich vum 6. Januar an dem Ofschëssen och vun enger Rakët de 7. Februar.

Natierlech, och do si mer an engem gewëssen Dilemma. Wa mer Sanktiounen huele géint dat Land, wien treffe mer natierlech? D'Populatioun! Op där anerer Sait muss een och wëssen, wann een e Krich géint de Regimm Kim Jong-un ufänkt, wat dat fir Konsequenze kann hunn. Positiv zumindest ass awer och, datt de Kriml och emol eng Kéier beonrouegt weist iwwert d'Entwécklung an Nordkorea.

Ech wëll an deem Kontext awer dann och op eng aner positiv Entwécklung hiweisen. Dat ass deen Iran, ouni dat och elo hei ze verdéieren. Ech mengen, do ass et gutt, datt mer no zwielef Joer endlech awer och en Aktionsplang konnt opstellen, fir, wéi gesot, decisiv Schrëtt an d'Wee ze leeden, fir den Nuklearprogramm vun Iran och endlech aneschtens kënnen duerstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 23. Juni ass fir eis Lëtzebuurger ouni Zweifel e schéinen, e flotten, e wichtegen Dag. Mä den 23. Juni dës Joer riskéiert, trotzdem awer e bësselche vläicht vu schwaarze Wolleken iwwerdeckt ze ginn. Ech wëll domadder natierlech direkt de Referendum a Groussbritannien uschwätzen. Eppes ass ganz kloer: Déi Entwécklung mat Groussbritannien aus de leschte Wochen a Méint ass keng Stärstonn vun der Europäescher Unioun. De sougenannte Brexit ass en zousätzleche Stach an d'Häerz vun Europa.

Eppes ass kloer, et steet elo schonn e Verlëierer fest: Dat ass den europäeschen Eenheitsgedanken. Et riskéiert och, datt deen Intermezzo mat Groussbritannien leider den Appetit bei enger Rei Länner wäert fërderen, fir och vläicht nach aner Forderungen ze stellen, sech u sech och gewësse Filetsstécker op den Teller zerwéieren ze loosser. Dat wier jiddefalls e ganz bedenkeleche Prozess. Dat wier net am Intérêt vun enger besserer EU. Dat wier éischer am Intérêt vun enger méi schlechter EU.

Den 9. August 1961 hat Groussbritannien schonn eng Kéier en Antrag gestallt, fir an déi deemoleg EWG ze kommen. Kee Geréngere wéi den deemolege franséische Statspräsident, de Charles de Gaulle, hat dat refuséiert. Dem Charles de Gaulle war et den 11. Mee 1967 nach eng Kéier gelongen, ze refuséieren oder Drock auszeüben, datt England sollt an d'Europäesch Unioun kommen. An dat ass awer dunn 1973 geschitt.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wou ass d'Plaz vu Groussbritannien an deser Europäescher Unioun? Si hu keen Euro. Si sinn net am Schengen-Raum. Elo krute se nach zousätzleche Avantagen, wat d'Sozial- an d'Flüchtlingspolitik ubelaangt.

An trotzdem! Ech wëll awer eppes ganz kloer hei ënnersträchen: Et wier, jo, et wier jo awer eng Katastroph, wann den 23. Juni d'englescht Vollek géif decidéieren, aus der Europäescher Unioun auszutrieden! Mir sinn natierlech och an engem gewëssen Dilemma. England, Groussbritannien, ass den zweetgréissten Nettobäitragzahler vun der Europäescher Unioun mat zéng Milliarden, dat hanner Däitschland.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei wier net frou a setzt sech derfir an, datt Groussbritannien an der Europäescher Unioun bleift, well wann England, Groussbritannien, der Europäescher Unioun de Réck dréit, da wäert spëtstens och den 23. Juni eisen Nationalfeiertag net esou schéin an net esou flott ausfallen.

De Brexit erlaabt awer och gegebenfalls eng generell Revisioun vun den Traitéeen. Da si mer

natierlech och séier an der Diskussioun vun Europa vun den zwou Vitessen. Dat ass näscht Neits. Dat ass eng Diskussioun, déi scho méi laang gefouert gétt. Vlächte mussen mir och d'Doktrin änneren. Vlächte mussen mer emol deene Länner soen, déi mengen, nationalistesch Gedankgutt misst erëm am Vierdergrond an deenen nächste Jore stoen, datt si vlächte net méi an der éischer Klass kënnen an Europa sätzen.

D'nächst Joer feiere mer, wéi gesot, de 60. Gebuertsdag vun den Traitéeen vu Rom. Dat misst eis d'Geleeënheet ginn, fir eis fundamental Gedanken ze maachen: Wou steet d'Europäesch Unioun? Wou soll se histerieren? Wat soll aus der Europäescher Unioun ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1914 war e ganz schreckleche Krich ausgebroch. Mir erënnere eis de Moment un eng vun deene grausamste Schluechte vun deem Weltkrich, an zwar d'Schluecht vu Verdun. Deemools waren et d'Spannung virun allem am Balkan, déi d'Ursache ware fir den Ausbroch vum Éische Weltkrich.

Ech wëll net elo eng direkt Relatioun tëschent dem Syrien-Konflikt an den deemolege Spannungen am Balkan zéien. An trotzdem hunn déi zwee Evenementer eppes gemeinsam, well och Syrien bitt e fanatescht Emfeld, eng Plattform, fir en internationale Konflikt auszeléien.

An trotzdem gétt et de Moment e gewëssen Hoffnungsschimmer. De Waffestellstand, deen zwar net allgemenge Charakter huet, léisst awer zumindest op eng gewësse positiv Entwécklung schlëssen.

An deem ganze Konflikt muss ee sech natierlech och Gedanken iwwert de Rôle vun de Vereenegte State maachen. Hu si net Terrain ze vill vlächte Russland iwwerloos? Notzt Russland net déi Geleeënheet, fir sech op eemol erëm als nei Weltmuecht ze profiléieren? A wann de Fridden, wat mer jo hoffen, a Syrien tatsächlech soll installéiert ginn, gétt dann net herno Russland als de Friddestëfter duergestallt?

A propos Russland: D'Relatioun tëschent der EU an den USA engersäits a Russland anersäits ass jo natierlech vu kapitaler Wichtigkeet fir de Weltfridden. Ech wëll hei net méi op déi Diskussioun zréckkommen, déi mer d'lescht Woch hei gefouert hunn am Kader vun enger Motioun, déi vun de Kolléeg vun der ADR hei virgelleucht gi war.

Ech wëll just nach eng Kéier rappelieren: Mir als Demokratesch Partei stinn zu deene Sanktiounen bis den 31. Juli 2016, well se jo hir voll Berechtigung hunn! Et därer een net vergiessen, wat Russland mat der Krim gemaach huet! A mir sinn nach wie vor der Meenung, datt hei elementaart rechtsstaatleche Denken net respektéiert ginn ass an datt och d'Menscherechter net an där Form emfaassend respektéiert ginn, wéi dat jiddefalls an eisem Weltbild de Fall ass.

An der Ukrain ass d'Situatioun natierlech de Moment och immens ugespaant, nodeems jo de Premier Jazenjuk op eng dach gewëssen doutéis Manier sech konnt am Amt halen. An och do muss een awer ënnersträchen: Wann net d'Europäesch Unioun vlächte awer och an deene leschte Jore sech mat enger gewësserer Intensitéit fir eng Stabiliséierung an deem Land agesat hätt, dann hätte mer hei haut keng nei Polizei, hätte mer keng nei Arméi zum Beispill, an an der Ukrain wär d'Situatioun vlächte nach vill méi schlëmm.

Jiddefalls ass eppes kloer: Russland ass amgaangen, och eng gewësse Zizanie ze séien ënner den europäesche Memberstaten, an zum Deel, an ech beruffe mech hei och op eng Ausso vum Véier-Stäre-Generol Philip Breedlove, dee gesot huet, datt Russland de Moment d'Flüchtlingen och als Waff géif benotzen, fir Europa eben ze destabiliséieren.

Jiddefalls, och déi momentan ugespaante Relatioun tëschent der Türkei a Russland, déi natierlech duerch d'Ofschësse vun dem russesche Fliger am November eng gewëssen Dynamik an eng gewëssen Hektik entwéckelt huet, muss een natierlech hei ënnersträchen. An et därer een natierlech net vergiessen, datt d'Türkei NATO-Member ass, wat natierlech och Russland weess. An do kann ee sech jo ausmolen, wéi séier och do kéint e ganz seriöse Konflikt entstoen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi alldeegleche terroristesch Uschléi si leider net méi eleng a frieme Géigenden, mä se fannen de Wee och leider ëmmer méi no bei eis. D'Attentat zu Paräis de leschten 13. November huet jiddefalls gewisen, datt de fundamentalisteschen Terror scho laang och an eise Géigende präsent ass. A leider, leider ass och ze fäerten, datt an Zukunft nach mat neien Uschléi ze rechnen ass!

Duerfir huet all Rechtsstat d'Flicht - d'Flicht! -, an dozou gehéiert selbstverständlech och Lëtze

zebuerg, géint den Terror mat aller Kraaft virzegoen. Datt mir eis Gesetzgebung an deem Sënn verschäerft hunn, ass also richtig.

Dat Geméisch vun Haas a vu reliése Fanatismus riskéiert ouni Zweifel, och en neie Weltkonflikt auszeléien. D'Polverfaass, dat wesse mer, steet ouni Zweifel am Mëttleren Osten. Vill Länner hu leider ënner dem IS do ze leiden. Net nëmme a Syrien, et muss een dat hei ënnersträchen, kontrolléiert den IS grouss Deeler vum Land, mä zum Beispill och a Jordanien, engem Land, iwwert dat vlächte elo manner geschwat gétt. Ech mengen, dat Land kënnt de Moment extrem grouss wirtschaftlech Problemer. D'Aarbechtslosegkeet läit bei 30%. A virun allem am aarme Süde vu Jordanien sinn d'Sympathiewäerter fir deen IS ganz staark geklommen.

Natierlech geet et net nëmme duer, repressiv géint den Terror virzegoen, well oft jo reliéis Usichten d'Grundmotiv sinn, fir eben Terror auszeléien. An dobäi si Reliounen u sech do, fir Völker ze verbannen. Et ass duerfir fir Atheisten, fir Agnostiker, fir Netgleeweger ëmmer schwéier ze verstoen, datt oft d'Relioun d'Ursach ass, datt am Numm vu Gott oder engem aneren Numm, ech mengen, et ass souguer zweetrageg, Konflikter ausgefouert ginn.

Allerdéngs, et muss een och soen, dat ass keen neit Phenomeen an eiser Gesellschaft. Ech wëll drop hiweisen, datt et jo och fënnel Kräizlich gi sinn tëschent 1096 an 1254, wéi, wéi gesot, d'Chrëschten déi helleg Stad Jerusalem verdege wollten.

Wéi kann also déi international Communautéit den Terror stoppen? Leider geet et net ouni Gewalt! Mä dat ass éischer eng Symptombekämpfung. Mir müssen also nach wie vor trotz allem den Dialog an och d'Toleranz spille loosser. Dat ass e laangen, e schwéiere Prozess. An do si mer och ganz séier bei der Bildung. Fanatismus ass mat Sécherheet ëmmer Géif an engere Gesellschaft a féiert nëmme zu Konflikter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ausepolitik ass jo ouni Zweifel vill méi komplex ginn. Och de Klimawandel ass längst net méi d'Chasse gardée vun den Ëmweltministere. Dat hu mer ganz gutt gesi bei der COP21 zu Paräis, déi vum franséischen Ausseminister Laurent Fabius presidéiert gouf. An och do, leider, fährt een, datt erëm en neie Käil tëschent d'EU-State kéint geschloe ginn.

Virun der formeller Ënnerschrëft vun deem Ofkomme den 22. Abrëll zu New York huet d'EU-Kommissioun jo de leschte Mëttwoch de Memberstaten hir Propositionen ënnerbreet an engem gemeinsame Positionspabeier. An dat huet natierlech bei den Ëmweltministere keng grouss Freed ausgeléist. An ech zitieren hei eis Ëmweltministesch, d'Madame Carole Dirschbourg, déi gesot huet, de Geescht vu Paräis géif an deem Pabeier net respektéiert ginn. Dat sinn awer staark Wierder! Ech mengen, da mussen mer eis awer bewusst sinn, wann dat an deem Mooss sollt sinn, wat dat erëm eng Kéier ka bedeiten!

Ech wëll och drun erënnere, datt de Klimakommissar, de Miguel Arias Cañete, zu Paräis behaupt huet deemools, Europa hätt Geschicht geschriwwen! Bon, da mengen ech awer, da muss Europa och elo zu deem stoen. An ech maachen awer hei wierleche e waarmen Appell un den Här Juncker als President vun der Europäescher Kommissioun, da soll en awer och dee Geescht mat senger Kommissioun respektéieren!

An ech wëll och drop hiweisen, datt déi holländesch Presidentschaft sech och elo scho ganz kritesch geäussert huet iwwert dee Pabeier. Well wa mer awer an der Europäescher Unioun och elo op deem dote Gebitt zréckrudderen, da brauche mer eis natierlech net ze wonnen, datt dobaussen d'Image de marque vun der Europäescher Unioun doduerch mat Sécherheet net onbedéngt gestärkt gétt, fir net méi ze soen.

En anere sensibelen Dossier, deen hei och schonn ugesprach ginn ass a laanscht deen een natierlech och net an deser Debatt kënnt, dat ass natierlech dee berüümte-berüchtigten TTIP.

Ech wëll elo ganz daitlech hei ënnersträchen, datt eng liberal Partei wéi d'DP do méi mat rationalen Iwwerleeungen un déi Problematik erugeet. Et därer een net vergiessen, et sinn natierlech eng Rei nei Mäert, déi sech géifen op-dinn. Et sinn eng Rei Barrieren vun Taxen, déi ewechfalen.

Dat wëllt awer net heeschen, datt den TTIP fir eis géif bedeiten, datt mir all amerikanesch Norme géifen einfach esou iwwerhuelen.

Neen, et ass kloer, datt déi europäesch Normen net d'äerle verwässert ginn. An ech hat selwer d'Geleeënheet, elo kierzlech mat mengem Kolleeg Max Hahn emol en éischte Bléck an déi Dokumenter ze werfen. An et muss ee jo oppassen, wat een elo hei seet, well mer jo eppes ënnerschriwwen hunn. Dowéinst versichen ech, mech dann emol ganz virsiichteg auszudrécken.

Dat Mannst, mengen ech, ech hu mech elo méi op de Volet Agrar konzentriert, dat Mannst, an ech mengen, wann ech den Här Minister gëschet gutt verstanen hunn, d'äerle mer awer eppes soen iwwert dat, wat an den Texter vun der Europäischer Unioun steet, do muss ech jiddefalls soen, fir mäi Verständnis sinn awer do Efforte gemaach ginn, fir datt awer Europa hei net all seng Norme wäert affieren, am Sënn fir eng besser Kommerzialisierung vu Produits vice versa ze erlaben.

Méi wëll ech de Moment net soen, well net datt ech, Här President, herno dann iergendwéi riskéieren, nach stroferechtlech oder soss belangt ze ginn. Eppes wëll ech awer nach...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir beweegt Iech de Moment nach op déckem Äis. *(Hilarité)*

► **M. Gusty Graas (DP).**- Dat Eenzegt, wat ech awer och wëll ganz kloer am Numm vun der Demokratescher Partei soen, dat ass, et gëtt ee Punkt, dee fir eis indiskutabel ass: Dat ass dat sougenannt Schiidsgericht. Et kann net sinn - et kann net sinn! -, datt hei privat Affekotébüroen d'Roll vu Gerichter spillen! Dat ass engem Rechtsstat net würdeg a kënnst fir eis absolutt net a Fro. Mir setzen eis do ganz kloer derfir an, datt déi „règlements des différends“, wéi dat jo dann heescht, nëmme vun öffentleche Jurisdictionen kënnen och traitéiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt d'Zäit och ofleeft, muss een alt e bëssen ofkierzen.

Ech wëll awer zum Schluss nach hei ënnersträchen, datt et awer wichteg ass, och fir e klengt Land, wéi mir sinn, datt et wichteg ass, e groussen Akzent op d'Ausepolitik ze leeën. An ech menge jo awer och kënnen hei ze behaupten, datt an de wesentlechen Zich vun der Ausepolitik, déi vun dëser Regierung gemaach gëtt, och heibannen déi ganz grouss Divergenzen net bestinn.

Mir als Demokratesch Partei begrëssen och, datt elo d'aussepolitesch Kommissioun ënnert dem President Marc Angel sech als Zil gesat huet, e méi ëmfaassenden Débat ze organisieren iwwert d'Zukunft vun der EU a méi spezifesch d'Zukunft vun der Eurozon. Dat ass eng ganz wichteg Initiative, dat ass e ganz wichtegen Exercice, dee mer elo zesumme maachen, deen eis mat Sécherheet och an der Entwécklung vun eise Gedanken iwwert d'Entwécklung vun der Europäischer Unioun wäert méi no vir bréngen.

Ech wëll och duerfir ofschléissend am Numm vun der DP virun allem och dem Ausseminister e ganz grouse Merci soe fir säin onermiddlechen Asaz,...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).**- ...säin éierlechen Asaz. Op seng Manéier huet en ouni Zweifel villes, net nëmme fir Europa, mä och fir eist Land, gemaach. A mir sinn als DP och bereet, weiderhin dese Wee mat ze ënnerstetzen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Graas. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, gëschter war Internationale Fraendag, och de Minister hat drun erënnert. An, jo, och haut gëtt et bei eis nach ëmmer Ongerechtheeten, Efforten, déi muss gemaach ginn, fir eng Gläichstellung vun de Geschlechter ze garantéieren. Nach ëmmer si Fraen op ville Plazen ënnerrepresentéiert. Nach ëmmer sinn d'Revenue vun de Fraen net iwwerall esou héich wéi déi vun de Männer.

Ech wollt haut awer virun allem vun der Geleeënheet profitéieren, fir am Kader vun dëser aussepolitescher Debatt eng kéier spezifesch un d'Schicksal vun de Fraen am Noen, am Mëttleren Osten hinzewisen.

Un éischer Stell denken ech do un d'Fraen, déi Affer si vu Krich, vun Aarmut an Honger, Fraen, déi sech op de beschwéierleche Wee maachen, oft mat hire Kanner, an eng méi sécher Zu-

kunft. Dës Frae verdéngen net nëmme eise Respekt, mä och eise Hëllef an Ennerstetzung.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- D'lescht Woch hat ech d'Geleeënheet, op Invitiation vun ënner anerem engem Léierinneverband de saudi-arabesche Film „Wadjda“ am CNA zu Diddeleng ze gesinn. E saudi-arabesche Film ass schon eng Kuriositéit, well Saudi-Arabien, dat ass e Land, wou et keng Kinne gëtt.

De Film huet mir eng Fënster opgemaach op eng Welt, déi mir friem ass. De Film bréngt et fäerdeg, eng Rei Saache ganz roueg an onopgereegt ze kritisieren, zum Beispill: Op enger öffentlecher Plaz ass et enger Fra net erlaabt, mat engem frieme Mann ze schwätzen. Fraen d'äerle a Saudi-Arabien net Auto fueren. D'Frae sinn ofhängeg vun hirem Chauffeur, wat hiert Liewen onheemlech an onnëtz erschwéiert. Meedercher sinn onwichtig. Frae sinn an der Öffentlichkeet voll verschleiert. Saudi-Arabien ass bestëmmt en extreem Beispill, mä ech erlabe mer ze soen, datt d'Situation vun der Fra an der arabescher Welt eng schwiereg ass. Vu Fräiheet ass net rieds.

An engem rezenten Interview huet den algemesche Schréfsteller Kamel Daoud ënner anerem gesot, datt mer ouni d'Fräiheet vun der Fra net wierklech wäerte begräifen, wat d'Fräiheet iwwerhaupt ass. Den Daoud ass fir seng Aussoen a Frankräich zimlech hefteg kritiséiert ginn. Him ass ënner anerem kolonialistesche Paternalismus virgeworf ginn.

Ech sinn awer der Meinung, datt Wäerter wéi d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra an alle Beräicher wichteg sinn an datt mer datt och solle soen! Dat ass wichteg fir Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, fir reliés an net reliés Leit, an de Schoulen, op der Aarbechtsplaz an am Alldagsliewen. Dat huet eppes mat Mënscherechter ze dinn, an déi sinn net verhandelbar.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech hunn och mat Interesse den Aussoe vum Här Mosar a Richtung Saudi-Arabien nogelausehert. Ech wäert mer och déi Aussoen nach eng kéier genau ukucken. Seng Kritik vun de Geschäftsrelationen mat de Golfstaaten deelen ech zu engem groussen Deel. Mä bei de Begrëffer, ech weess net méi, wéi e se genau genannt huet, ob et „Onéierlechkeet“ oder „Schäinhellegkeet“ oder „Pharisäertum“ oder „blann op engem A“ war, do schéngt mer nach awer e bësse Klärungsbedarf ze sinn. Déi Begrëffer muss een an de Relationen mat dem Handel mat de Golfstaaten awer och eng kéier kritesch analysieren.

Viru knapp zéng Deeg en anere Film - „Foreign Affairs“ -, en anerem Held: de Jean Asselborn.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- E flotte Film iwwer en engagéierte Politiker an iergendwéi och typesch lëtzebuergesch, de Film a virun allem och de Minister! Merci hei op dës Plaz fir déi Aarbecht, déi Disponibilitéit, Ären Asaz a virun allem och Är Mënschlechkeet an Ären Asaz an der grousser Politik!

Ech hunn och mat Interesse dem Här Mosar nogelausehert, dee gesot huet, hien hätt sech an Ärer Ried gëschter méi konkret Léisungsvorschléi erwaart. Ech hunn dunne och dem Här Mosar seng Virschléi mer opgeschriwwen: Éischters, „keng Plaz fir jiddwereen an Europa“, huet e gesot; zweetens: „EU iwwer Frontex muss de Schlepperbanden d'Handwerk leeën“; drëtters: „Entwécklungspolitik mat de Länner an Afrika muss mer iwwerdenken“. An en huet och, fairerweis, de Problem vum Brain-drain ugeschwat.

En huet gesot - wat mech fret -: „Legal Immigration méiglechkeete muss mer schafen.“ A fenneftens: „Eis Méiglechkeete sinn endlech, d'sozial Kohäsion an eiser Gesellschaft risquéiert, a Gefor ze sinn.“ - Doriwwer kéint ee laang filosofieren. - A sechstens huet en och nach gemengt: „D'Amerikaner muss Flüchtlingen ophuelen.“

Dat ass alles an der Rei. Mä dat ass awer och bäi Wäitem éischters näischt Neies an zweetens näischt aneschtens, wéi de Minister gesot huet. An ech sinn eigentlech méi no bei der Betruuechtungsweise vum Minister, deen awer den humane Charakter vun där ganzer Diskussion nach méi ervirbruecht huet.

Wat ech och gesinn, ass, datt dat Ofkommen mat der Türkei, datt dat en Accord ass, mat deem mer eis virun allem Zäit kafen. Wat d'Türkei mat der Pressefräiheet mécht, ass eng Katastroph. Dat ass net anescht ze bezeichnen. An den Här Mosar huet allerdinges och bedauert, datt kee Plang B do ass. An ech muss soen, mir fällt och kee Plang B an. An dee Moment muss een, kënnst een net derlaansch, fir an där Fro hei mat der Türkei ze verhandelen. An dann ass et net, fir eng Vermeschnung ze

maachen, an et ass och net, fir ze vergiessen, datt den Émgang vun der Türkei mat de Mënscherechter de Wee an d'Europäesch Unioun extrem schwéier mécht fir dat Land.

déi gréng waren ëmmer op fir eng Diskussion. Mir hunn och näischt dergéint, fir nei Kapiteln ze diskutieren. Mä mir sinn allerdinges ganz kloer der Meinung, datt och d'Türkei näischt geschenkt ka kréien. Et kann och net e Chantage sinn. Et geet just no Kritären, fir an d'EU ze kommen. An déi Kritären, déi leie fest. Dat ass Demokratie, Pressefräiheet, eng eegestänneg Justiz an de Respekt vun de Mënscherechter.

Ech wëll dann och elo mat engem Zitat aus dem Film „Foreign Affairs“ meng aussepolitesch Iwwerleeunge weiderfieren. Ech zitieren, Här Ausseminister, fräi. Dir hutt gesot: „Am Noen Osten, do ass d'Situatioun komplizéiert. Do gëtt et nëamlech Sunniten a Schiiten.“ An ech mengen, d'Situatioun ass nach vill méi komplizéiert. Et gëtt och nach Kurden an Alawiten, chrëschtlech an aner Minoritéiten, Israelien a Palästinenser; an Uelechreserven, a wirtschaftlech Interessen, an ee sougenannten Islamesche Stat. An iergendwéi hinkt dat Ganzt och nach mateneen zesummen.

Wafferou a Syrien, keng Fligereen iwwer Aleppo, keng Bombardementer méi. Vu Fridde kann een net schwätzen, mä schon eleng, wann dee Waffestëllstand hält, da kënnen d'Leit an der Region opootmen a mir alleguer kënnen mat opootmen. Wann d'Wafferou unhält - a mir hoffen alleguer, datt se dat deet -, da bleift awer ee batteren Nogeschaamach. Dee Mann, vun deem esou oft gesot ginn ass, hie géif gestierzt ginn, dee Mann, wou westlech Politiker gäre gesot hunn, et géif keng Zukunft gi fir Syrien mat him, den Assad, huet einstweil gewonnen. Eng Zukunft ouni hien ass nach subtil net méiglech.

Dat léisst net allze vill Plaz fir Optimismus. D'Stierwe riskéiert weiderzegoen, an och d'Flüchtlinge wäerte weider probéieren, an Europa ze kommen. De Konflikt ass virun zimlech genee fennef Joer oppen ausgebrach. Et ass lassgaange mat Demonstratiounen, déi iwwer en hallef Joer laang vun der Säit vun den Demonstranten aus gewaltfräi waren. De syresche Regimm huet brutal op déi Demonstratiounen reagéiert, mat Mord a Folter, och vu Mannerjäregen.

A Mëtt 2012 huet de Syrien-Krich opgehal, een nationale Konflikt ze sinn. Syrien ass d'Bün vu geostrategesche Spiller vun de grouse Länner ginn. Russland wollt den Assad net fale loosse. Teheran huet den Assad zwar kritiséiert, mä wollt awer och net, datt e géif verschwannen, well Damaskus de Lien zu der schiitescher Hisbollah-Miliz am Südlibanon war, an dat war ee wichtegen Alliéierten am Kampf géint Israel. Dat alles huet Saudi-Arabien nervös gemaach, dat eng sunnitesch Regionalmuecht ass a seng Positioun duerch de schiiteschen Iran a Gefor gesinn huet. A wat méi Dollaren aus de Golfstate komm sinn, wat d'Bäert vun den Anti-Assad-Brigaden a Syrien méi laang gi sinn.

D'Türke waren net frou, datt déi syresch Arméi de kurdeschen Norde PKK-noe Milizen iwwerlooss huet. Mir hunn elo eng Wafferou a Syrien. Mir wëssen net, ob se hält. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt déi diplomatesch Beziungen... A vläicht si se eréischt intensiv lassgaangen, well mer de Migratiounsproblem net méi bewältigt hunn, vläicht huet et dat wierklech misse sinn, fir datt d'Diplomatie aktiv ginn ass. Mir sinn der Meinung, déi Beméiunge muss weidergoen. Et steet nach villes am Wee, och den Assad-Regimm, bis mer zu engem dauerhafte Fridde kommen.

Dese Krich a Syrien huet an deene fennef Joer, wou en dauert, mindestens 260.000 Mënschen d'Liewe kascht. Dat seet d'UNHCR; dat ass och déi Zuel, déi de Minister gëschter genannt huet. Mä vläicht sinn et der souguer nach vill méi. 470.000 Mënsche wieren do ëmkomme, dat ass de Chiffer vun dem Syrian Centre for Policy Research.

An dese Krich eleng huet 11 Milliounen Mënschen zu Flüchtlinge gemaach, wouvu ronn 4 Milliounen Leit aus dem Land geflücht sinn, an déi aner si sougenannte Banneflüchtlingen. An den Här Mosar hat och op d'Schwieregkeeten, déi d'Banneflüchtlinge betreffen, higewisen. Dat ass effektiv och... Dat si ganz oft grad déi Schwächst, déi sech et net kënnen leeschten, an d'Ausland ze goen an déi am Fong geholl nach vill méi de Geforen an dem Misär ausgesat si wéi déi aner.

Krich gëtt et awer och am Irak, an Afghanistan an op villen anere Plazen, wat d'Haaptursach ass, datt mer ee groussen Drock vu Migratioun an Europa spieren.

Am Moment geet et ëm Griichenland an d'Türkei. Am Moment si méi wéi 30.000 Leit a Griichenland, déi op der Strooss liewen. D'Bevölkerung hëlleft hinne mat lessen aus, mä ob e

Kand, e Mënsch, deen do am Fräie muss schloufen, sech do eng Longenentzündung hält oder net, wie weess dat? Wéi vill halen d'Flüchtlingen aus? Wéi vill hält Griichenland aus?

U Griichenland kann ee villes kritisieren, mä am Moment ass dës Land einfach iwwerfuerdert. An deenen nächsten Deeg muss Hëllef fir Griichenland kommen. Mir kréien elle Biller als Ofschreckung. Wëlle mer esou Biller, fir d'Leit dervun ofzehalen, sech op de Wee an Europa ze maachen? Dat kann dach net sinn! Ass Europa schon esou vum Enn mat senger Wäerter, déi d'Réckgrat vun der Unioun duerstellen, de Wäerter, déi an den Traitée vun der Europäischer Unioun ageschriwwen sinn: Fräiheet, Demokratie, Gläichheit, Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet?

Griichenland ass am Aklang mat den europäesche Wäerter a verdéngt duerfir Ennerstetzung. D'Relokationspolitik muss funktionéieren, soss riskéiert d'Situatioun a Griichenland ze kippen. Wann den Tourismus, de Gidderverkéier zesummebréchen, da brécht Griichenland.

Am Moment gesäit et esou aus, datt, wann een an Europa vill géint d'Regele verstéisst, da gëtt ee belouert - Orbán, Cameron -, mä wann ee mécht, wat erwaart gëtt, da gëtt ee bestrouft.

Mir Gréng sinn einfach entsat, wéi eng Politik a verschiddene Memberstate vun der EU bedriwwen gëtt. Wat d'Diskussion iwwert de Brexit oder, wéi mäi Kolleeg Marc Angel et och léiwere nennt, den „Staybrit“ ugeet, hate mer jo schon d'Geleeënheet, eis hei an der Chamber auszuschwätzen.

Wat d'Flüchtlingspolitik ugeet, do steet den - onverständlecherweis - sozialdemokratesche slowakesche Politiker Fico op enger Linn mat de konservative Regierunge vu Polen an Ungarn. De Fico huet et fäerdegbruecht, mat Spréch wéi: „Bei eis kënnst kee Moslem an d'Land“, a mat senger Weigerung, d'EU-Quoten zu der Opdeelung vun de Refugiéierten ëmzesetzen, trotz Verloschter déi bäi Wäitem stärkste Partei ze bleiwen an de Rietsextremen d'Dier an d'Parlament opzemaachen.

A just fir ze verdäitlechen, em wat et hei geet: An Ungarn liewen ronn 140.000 Ausländer; dat sinn 1,4% vun der Populatioun. An der Slowakei sinn et der 60.000; dat sinn 1,1% vun der Populatioun. An a Polen 101.000 Ausländer; dat si ganzer 0,3% vun der Populatioun. Et gëtt geschat, datt eleng 15 bis 18 Milliounen Polen ausserhalb vu Polen liewen. Déi Diskussiounen, déi a verschiddene Länner an Osteuropa gefouert ginn, allerdinges net just an Osteuropa, si rational schwéier nozevollzéien. Hei gëtt vill mat Emotiounen geschafft, Politik aus dem Bauch eras. An dat ass ee geféierlecht Spill.

Här President, wann ech d'Politik als ee Geschäft géif betruuechten, da géif ech elo eng Partei grënnen, déi eng gutt Portioun antiamerikanesch wier, déi vehement géint d'europäesch Institutiounen wier an déi den Nationalstat als Zukunftsmodell un d'Mauer géif molen. Dat schéngt de Modell ze sinn, dee sech zurzäit am beschte politesch verkaft léisst. Ech géif awer och kucken als Geschäftsmann, fir mäi Geschäft, wou ee sech erwaarde kéint, datt et an eng Ufanksphas ganz staark géif expandéieren, erëm ganz séier ze verkaft, well ech iwwerzeegt sinn, datt ee mat esou engem Modell keen eenzege Problem léist. Esou ee Geschäftsmodell ass eng Loftblösch, déi schnell platzt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo, als Gréng si mer skeptesch vis-à-vis vun eisen amerikanische Partner. Dat léiert eis d'Geschicht. An déi Geschicht ass nach ëmmer amgaangen, geschriwwen ze ginn. Dat léiert eis eng Afferzuel vu Wirtschaftsverhandlungen; zum Beispill den TTIP, wou ech nach drop ze schwätze kommen. Dat léieren eis d'Accorden iwwert de Finanzsektor. Mä mat Antiamerikanismus ass genausou weing Politik ze maachen, wéi mat Anti-Kreml-Politik oder Anti-China- oder anti-arabesche Weltpolitik.

D'europäesch Institutiounen si wäit vu perfekt, mä si si besser, wéi se vu populistesche Politiker duergestallt ginn. Mir hunn en Europaparlament, an dat funktionéiert ëmmer besser. Mir hunn e Subsidiaritätsprinzip. Mir wëllen e besert Europa, mä mir wëllen dat Europa, dat mer hunn, net futtimaachen.

Mir hunn an Europa eng Renaissance vum Nationalismus. Mir setzen deem entgéint: Mat der Migratiounskris hunn d'Nationalstate versot a géifen nach vill méi versoer, wa mer net déi international an europäesch Rumm hätten. Bei deene groussen Erausforderungen, virun deene mer stinn, ass eng europäesch Léisung ëmmer eng besser Léisung wéi eng nationalstaatlech. Déi sougenannten national Gebuergeheet féiert eis zréck an d'19. Jorhonnert. D'Europäesch Unioun ass ee Produkt vun der Entwécklung vun Nationalismen an hir Iwwer-



wannung, Fridden, Solidaritéit, Mënschewürd, Fräiheet, Oppenheet waren d'Motivatioun, déi zur EU gefouert hunn.

Wéi eng Feeler hunn d'Proeuropäer gemaach? Mir hu gemengt, d'Europäesch Unioun géif sech vun eleng weiderentwéckelen zu enger ëmmer méi enker Unioun. Verschidde Selbstverständlechkeete sinn haut net méi esou dréngend. Mir loosse eis ze oft dreiwé vum de Géigner vun der EU. Europa drot, un der Migratiounskris auserneenzebriechen. Den Undeel vun Auslänner an der Populatioun, d'Zuel vu Migranten: Emigratioun, Immigratioun... Do stinn d'Meenungen diametral géinteneen.

Et gëtt awer och aner Konflikter: Mir hunn een Nord-Süd-Lager; déi Räich géint déi Aarm. Ost-West: Do gëtt et géigesätzlech Erwaardungen un Europa.

Mä, Här President, et gëtt just eng Europäesch Unioun. An et ass naiv ze mengen, et kéint een des EU emgeheien an dann eng nei a besser bauen. Och déi gréng maache sech Suergen ëm d'Zukunft vun Europa. Mir diskutieren intensiv, zum Beispill an Aarbechtsgruppen zu Bréssel oder an engem Aarbechtskongress zu Berlin, nach de leschte Weekend, iwwert d'Problemer an natierlech och iwwer hir méiglech Iwwerwannung.

Mir brauche Mutt, fir Europa ze veränneren. De Gréng Kretschmann biet anscheinend fir d'Angela Merkel.

(Interruption)

Ech mengen, et geet virun allem ëm d'Migratiounspolitik. Dat stoung esou d'lescht Woch am „Tageblatt“. Haut steet et am „Lëtzeburger Wort“. Da muss jo eppes dru sinn.

(Interruption)

Ech weess net...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da kuckt um Fernseh!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Exzellent! Ech weess net, ob dat eppes déngt, wann den Här Kretschmann fir d'Madam Merkel biet, ech géif em op alle Fall un d'Häerz leeën, och fir den Här Seehofer ze bieden, well ech mengen, deen hätt et nach vill méi néideg.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir biet...

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech iwwerloossen lech dat, Här Gibéryen.

Mir mussen erëm de Mutt fannen, europäesch Léisungen och duerchzesetzen: gemeinsam Migratiounspolitik, gemeinsam Wärunngspolitik, gemeinsam Wirtschaftspolitik. Ee weltoppend Europa ass eng Chance fir déi nächst Generatiounen. Wann et d'EU net géif ginn, da misste mer se erfannen. D'EU ass och eng machtpolitesch Noutwendegkeet.

Mir brauchen awer eng aner EU-Politik. Hu sech zum Beispill déi europäesch Austeritéitsprogrammer bewäert? Neen! Griichenland steet haut méi schwach a méi schlecht do wéi virun deene Programmer. Wirtschaftspolitesch transnatiounal Denken ass wichteg. Wat ee Stat mécht, huet honnert Prozent Auswierkungen op all déi aner Stat; an an alle Beräicher: Steieren, Finanzplaz, Industrieförderung.

Wéi wierkt sech eng Politik op déi aner Stat aus? Dat, wat deen Eenzelne mécht, ka gutt fir hie sinn, dat kann awer eng Katastroph ginn, wa se et alleguerte maachen. Sinn an Europa all Schoulen, Spideeler, Universitëten, Brécken, Stroosse wonnerbar an der Rei? Brauche mer net ze investieren? Op wat waarde mer dann nach? D'Zënse leien op 0,1%. An der Realitéit schéngt et éischter bei -0,1% oder souguer -0,2% ze sinn. Wéini investieren, wann net elo?

Europa huet e strukturelle Problem. De Feeler läit manner an der Kommissioun an net am Parlament, mä am Europäesche Rot. D'Memberstate versoen. Eestëmmeg Entscheedungen, dat ass e Rezept fir e Stëllstand, wat sech gewäsch huet. An doru kann Europa auserneenzebriechen. D'Diagnos ass natierlech vill méi einfach wéi d'Therapie.

Ech hat scho kuerz iwwert den EU-Türkei-Sommet zu Bréssel geschwat. An ech si ganz frou, datt de Minister gëschter och déi Bedenken hei an der Chamber gesot huet, déi ech wierklech mat em deelen. An zwar, hien huet dat gëschter nach spontan Doutte genannt, juristescher Natur, wat d'Convention de Genève vun '51 ugeet... Haut, en Dag méi spéit, bei mir si se da manner spontan, mä ech deele se awer.

Ech hu wierklech och, oder mir Gréng hu wierklech Doutten, ob et politesch a mënschlech a rechtlech méiglech ass, fir Syrer, déi a Griichenland sinn, erëm zrëck an d'Türkei ze féieren. Mir verstinn, datt dat doten eppes ass, wat an der Nout gebuer ass, mä et ass eppes, wou, mengen ech, kee Mënsch frou kann driwwer sinn. An ech weess och net, ob dat d'Strooss hält.

De Minister hat gëschter och de Kampf géint den Terrorismus ugefouert. Do deelen ech och d'Aussoen, souwuel vum Här Ausseminister wéi awer och déi vum Justizminister. Mir dären eis Fräiheet net zu Gronn schützen. D'Terroristen an deser Welt denke solidaresch. Et gëtt awer an Däitschland, a Frankräich an an England an iwwerall an de Länner, an Ägypten an an Algerien, eng Äntwert op den Terrorismus. Den Terrorismus huet eng Ideologie, déi keng Grenze kennt. Als Äntwert op den Terrorismus ginn national Visiounen net duer. Dat ass, mengen ech, och ee weidert Beispill, firwat datt mer an Europa mussen zesammenhalen.

De Kampf géint de Waffenhandel a virun allem och, awer net nëmme géint den illegale Waffenhandel läit dem Minister och ëmmer un Häerz. An duerfir ass Lëtzebuerg och ëmmer un éischter Stell, fir en Accord ze ënnerschreiwé géint den illegale Waffenhandel. A wann dann eng Lëtzeburger Zeitung, esou wéi haut, op der éischter Sait mat der Iwwerschrëft erauskennt: «Trafic international d'armes de guerre. Le Luxembourg, plaque tournante», dann ass dat natierlech eppes, wat kee ka frou maachen. An do wier ech och wierklech interesséiert, vläicht nach méi gewuer ze gi vum Minister.

Amnesty International huet ee Rapport gemaach iwwert d'Finanzéiere vum illegale Waffenhandel. De Rapport ass, woen ech emol ze mengen, relativ soft, mä e werft trotzdem d'Fro op, ob mer musse légiféieren an ob d'Regierung bereet ass, dat ze maachen.

Mir kënnen... oder ech kann an deser aussepolitescher Debatt net op all Punkt agoen. Ech gräifen der elo nach e puer eraus, déi och hei ernimmt gi sinn, zum groussen Deel.

Russland an d'Ukrain. Jo, et ass och wichteg, wa mer iwwer Europa schwätzen, datt mer wëssen, datt Europa sech net just op d'Europäesch Unioun beschränkt. Mir hate den Débat hei iwwert d'Sanktiounen, déi Russland betreffen. Do hunn ech an der Press och e falsche Resümee vun deem Débat gelies. Et ass gesot ginn, et wier drëm gaangen, fir kee Kale Krich méi opkommen ze loosse oder fir a Verhandlung mat Russland ze kommen. Ech mengen, dat huet keen heibanne bestridden.

Et ass wierklech drëm gaangen, ob et eng Ursaach géif ginn, fir d'Sanktiounen opzehiewen. Do ware mer alleguer der Meenung: neen. Mir sinn och alleguerfen der Meenung, datt Sanktiounen net onbedéngt e glécklecht Mëttel sinn, mä mir mussen eis och bewosst sinn, datt mer net Honnerte vu Mëttelen hunn. An duerfir mengen ech, datt et dobäi muss bleiwen. D'Recht, fir säin eegene Wee ze goen: Dat Recht muss all Land hunn. Dat Recht muss no Regele goen. An déi Regele kann een net einfach briechen. Et däreif kee Recht à la carte ginn.

Nicaragua, El Salvador, Venezuela an esou weider, déi wieren nach haut an den Hänne vun den USA, wa se net hätten dierfen och fräikommen aus där Émaarmung. An ech verstinn och, wann d'Leit a Litauen, Lettland, Estland Angscht hu fir hir Fräiheet, wa mer esou Discourse féieren, wéi mer se hei um Beispill vun der Ukrain a vun der Krim deelweis gefouert hunn.

Europa ass e Projet, ass eng Iddi a soll oppe sinn. Mir sinn als Gréng och ëmmer der Meenung, datt mer den Discours solle féieren och fir eng Erweiderung. An ech hunn et scho virdru gesot: Dat géllt och fir d'Türkei. Dat däreif awer kee Kaddo sinn. Dat däreif kee Kouhandel sinn. Do gëlle Kritäre wéi Demokratie, Pressefräiheet an onofhängeg Justiz.

Et ass vun der COP21 geschwat ginn. Merci fir den Engagement! Jo, d'COP21 ass een Erfolleg. Jo, et ass och ee staarken Accord. Merci dem Ausseminister, awer och der Émweltministesch, der Regierung, déi dat do gedroen huet! An elo geet et ëm d'Émsetzen. A wann de Kolleg Gusty Graas seet, datt eis Émweltministesch gemengt huet, bei deem, wat do amgaange wier diskutéiert ze ginn, wier de Geescht vu Paräis net méi derbäi, dann ass dat wuel eng kritesch Bemierkung, mä ech mengen, dat géllt bei ganz villen Accordes mëttlerweil, déi d'EU fënn, datt den Accord nach esou just fonnt gëtt, mä da bei der Émsetzung mierkt een, wéi wäit datt d'Meenungen auserneeginn.

Ech ka mer just wënschen, datt d'Lëtzeburger Regierung weider um Ball bleift, datt d'Lëtzeburger Regierung dee gudde Match, dee se an der Présidence gemaach huet, weiderféiert am Dialog an net midd gëtt mat hiren diplomatesche Beméiungen.

D'COP21 kéint een eigentlech esou resüméieren, datt een zum Beispill seet: Ma, den Aerduelech, dee muss och nach zum Deel am Buedem bleiwen. An et wier och eng gutt Geleeenheet, et kéint een emol eng kéier d'Aussepolitik um Präis vum Barrel Uelech definéieren, wéi grouss den Afloss ass vun deem Präis, wou mer en Erofgoe vun deem Präis kann hunn,

wat mengen ech, einfach den Effet war, datt Saudi-Arabien verschidde Länner wollt plattmaachen, een Energiekrich gefouert huet, wat den Amerikaner Problemer mam Fracking bruecht huet, wat ech aus gewëssene Grënn net bedauern, mä wat awer och eng ganz Rei Konsequenzen op, zum Beispill, e Land wéi Venezuela hat, wat och d'Situatioun a Russland verschlëmmert, well et muss ee jo och...

Et wier och eng flott Analys, ze gesinn, wéi d'Stärkt vum Putin mam Präis vun der Energie eropgaangen ass a wéi de Verfall vun den Energiepräisser och dem Putin eng ganz Rei intern Schwierigkeete bruecht huet, déi en da probéiert, och mat enger Politik no baussen ze iwwerdecken.

Interessant fir mech sinn déi Aussoen iwwer TTIP, déi bis elo hei vu sämtleche politesche Partei gefouert gi sinn. Ech begrëssen enger-säits, datt mer d'Méiglechkeete kritt hunn, duerch den Asaz och vum Minister a vum Chamberspräsident, datt mer en „reading room“ hunn. Dat ass net dat, wat déi gréng ënner Transparenz verstinn, dat ass evident. Dat ass awer eng Méiglechkeet, a wann een, wéi déi gréng, esou laang an der Oppositoun war a weess, wéi schwéier et ass, un Informatiounen ze kommen, hu mer emol wierklech och gesot: „Majo, Merci, mir schloen déi Dier do net zou, mir profitéieren.“ An et waren och scho Kollegen do. Mir wäerten alleguer nach do passéieren. A mir wäerten eis och Zäit huelen a liesen, wat doläit!

A bei aller Kritik, an ech fannen dat och gutt, datt de Minister geschwat huet ebe vun deem Gefill, wat d'Leit an der Gesellschaft hunn, a vun deem Gefill, wat mir an der Politik jo och oft hunn: Wou bleift nach d'Décisionskraaft vun der Politik, wa mer an enger globaler Welt sinn a wa mer et mat Megakonzerne ze dinn hunn? Fir dat Gefill, dat verlaangt Offenheet an Transparenz, wat deen doten Dossier ugeet. An dann ass d'Excuse, fir ze soen, datt esou Handelsaccord net ëffentlech sinn, dat ass net méi gülteg, wéinstens an deem Dossier do! An do sinn immens Feeler gemaach ginn! An ob déi aus der Welt kommen, weess ech net!

Wann ech de Resümee vun der Debatt hei huelle a vun deenen Äusserungen, déi hei gemaach gi sinn, da fannen ech mech an engem breede Bündnis mat deene gréngen Aussoen, déi mir schonn éiweg gemaach hunn.

Ech freeë mech iwwert déi vehement Wiederer vun Här Mosar, dee scho bal aggressiv op gréng Positiounen zougeet. Ech freeë mech!

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Erlaabt mer...

(Interruptions)

Ech sinn nach net fäerdeg, Här Mosar, freet lech..., oder Dir kritt nach vläicht aner Ursachen, fir lech ze wonneren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, et ginn ëmmer méi Gemeinsamkeeten!

(Interruptions)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Et ass gutt, datt Dir et sot, Här Gibéryen!

Ech freeë mech iwwert déi Positiounen. Ech muss allerdéngs soen, Här Mosar, datt d'Verhale vun den CSV-EU-Deputéierten, zum Beispill wéi de Lange-Bericht zu Bréssel diskutéiert an ofgestëmmt ginn ass, e bëssen eng aner Sprooch geschwat huet. An ech erënnere dann un d'Begrëffer „Onéierlechkeet“ oder „Schäinhellegkeet“, déi virdru gefall wären. An duerfir soen ech mer: besser spéit wéi ni!

An ech kann nach eng kéier just betounen: Et ass super, wat mer hei zu Lëtzebuerg fir eng kritesch Positioun zum TTIP hunn! Ech géif mengen, wann et just vu Lëtzebuerg géif ofhänken, da kéinte mer haut soen: Den TTIP ass gestuerwen. Mä mer sollen eis awer kloer bewosst sinn, datt dat doten e Projet ass, wou 28 Länner betraff sinn. An déi Sensibilitëten, déi mir hunn, déi eis Kollegen an Eisträich hunn, déi eis Kollegen zum Deel an Däitschland hunn, sinn, leider Gottes, a ganz ville Länner net!

Ech schwätze vu Schweden, do gëtt et eng gréng Bedelegung an der Regierung. Eis schwedesch Kollege probéiere krampfhaft, TTIP och zum Thema ze maachen. An et ass fir si immens schwéier, well et souwuel vun der Gewerkschaftssäit wéi och an der Populatioun net déiselwech oder net déi Sensibilitëit gëtt, wéi et se bei eis gëtt.

Wéi gesot, déi Aussoen, déi ware fir mech ganz flott haut. An duerfir hunn ech och elo do e puer Minutte verluer. An ech mengen, ech misst mech dann och esou lues zum Enn vu mengen Aussoen hei bewegen.

Kuerz: Ukrain. Ech hunn net d'Chance, esou vill an der Welt ronderëmzekomme wéi eise Minis-

ter. Ech hat awer schonn ëfters Geleeenheet, an der Ukrain ze sinn, meeschtens fir Wahlen ze beobachten. An ech muss soen: Ech sinn enttäuscht op alle Linnen!

An der Ukrain, do ass et, a mengen Aen, net méi Oste géint Westen, do ass et de Clan A géint de Clan B. An do geet et net virun. Do hu mer, Gott sei Dank, kee Krich. Do brauche mer Russland, fir datt mer kee Krich kréien. Do brauche mer och Russland, fir Fridden ze fannen. Mä mir brauchen awer och d'Europäesch Unioun a mir brauchen och wierklech d'Ukrainer an d'Ukrainerinnen. Mir brauchen och d'ukrainesch Politiker, déi awer mussen d'Allgemeengsaach (veuillez lire: d'Allgemengwuel) virun d'Oligarchie stellen. An do sinn ech wierklech immens enttäuscht iwwert déi Entwécklung do.

An ech ka just hoffen, wa mer iwwer Solidaritéit schwätzen, datt mer net eng kéier och um Punkt stinn, wou Honnertausenden ukrainesch Flüchtlinge virun enger, zum Beispill, polnescher Grenz stinn, well och do kréie mer dann eng Fro vu Solidaritéit. An éischstens hoffen ech ganz stark, datt mer ni an d'Situatioun kommen, an zweetens hoffen ech, datt mer dann do solidaresch sinn.

Ganz kuerz nach de Schengen-Raum. Ech mengen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo. Schued, Här Minister! Schued, Här Minister, et huet mer elo esou richtig Spaass gemaach. Ech wëll dann zum Schluss nach just e puer kleng positiv Aspekter och zu Wuert bréngen.

Engersäits, positiv fannen ech d'Roll vu Lëtzebuerg, d'Roll an der EU-Présidence, mä awer och iwwerhaupt fannen ech, datt Lëtzebuerg an eisen Ausseminister eng positiv Roll spillen, am Intérêt vu Lëtzebuerg an am Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Ech fanne positiv d'Lëtzeburger Positioun an der Migratiounspolitik. Mir investéieren, mir schafen e Kader, mir këmmere eis a mir maachen Efforten. Et wäert och eng kéier negativ Schlagzeile bei eis ginn. Dat ass an der Natur vun der Saach. Wou dausend Leit kommen, sinn och komescher derbäi. Mä ech mengen, mir packen dat.

Positiv fannen ech de Referendum an der Schwäiz vum 28. Februar. Vläch ass dat een Ufank vum Enn vun all deenen auslännerfeindleche Bewegungen. Positiv den Iran. Do huet de Minister vill driwwer gesot.

An da ganz zum Schluss wëll ech och nach mat engem Film ophalen. Dat ass dann deen drëttes Film, deen ech erwänen. Dat ass de Film „Demain“, een ekologesche Film. An deem Film gëtt net probéiert, ze culpabiliséieren, e schlecht Gewëssen ze maachen. Vill Leit fille sech an eiser globaliséierter Welt veronéiert. Dese Film weist, datt et och ganz vill positiv Elementer gëtt. Dese Film mécht Courage. E weist och op d'Roll vun der Zivillgesellschaft hin, déi eng ganz positiv Roll ka spillen an och spillt. An e mécht Hoffnung.

An domadder halen ech dann op, an ech soen, grad wéi eise Minister, d'Schlagzeile am „Tageblatt“ vun haut: „Mir dären eis net läme loosse.“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläch, nodeem den Här Adam op eng interessant Manéier erzielt huet, wéi eng Filmer e gesinn huet a wéi e sech engagéiert, och fir d'Fraerechter a Saudi-Arabien, awer ze soen, datt mir als ADR, wat d'Verschleiung vun de Fraen ugeet, zënter zwee Joer eng Proposition de loi hei deponéiert hunn, wou mer ebe just wëllen déi Fraerechter hei garantéieren, déi den Här Adam wëllt a Saudi-Arabien promouvéieren.

An et sinn déi gréng, déi déi Saach an der Commission juridique sollten op den Ordre du jour setzen an déi et fäerdegbruecht hunn, an zwee Joer nach déi Proposition de loi net eng kéier op den Ordre du jour vun der Commission juridique ze setzen!

Dat ass den Énnerscheid tëschent Theorie a Praxis! Déi eng, déi kucke Filmer an dreeme vun de Mënscherechter a Saudi-Arabien, wat sympathesch ass; déi aner, d'ADR - iwwregens huet d'CSV eis Proposition de loi d'lescht Joer

kopiert an och deponiert -, déi wëllen hei zu Lëtzebuerg och géint d'Veilung verschleierung virgoen. An do sinn déi gréng déi, déi blockéieren. Ech wëll dat hei zu Akt ginn.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Mir sinn net hei a Saudi-Arabien!

(Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat Zweet ass, Här Minister, fir op Är Debatt gëschter zrëckzekommen, op Är Erklärung, fir déi mer lech villmoos Merci soen, mir hunn déi selbstverständlech ganz opmierksam verfollegt, an ech dierf lech soen, dass mer eis eens sinn!

Mir sinn eis eens, op jidde Fall emol op engem Punkt, dat ass, dass Lëtzebuerg eng ganz erfolgreich Präsidence gehat huet vum Ministerrot zejoert. A mir soen all deenen Honnerte vu Leit Merci, déi an där enger oder aner Form bäigedroen hunn, fir der Lëtzebuurger Diplomatie e gudden Profill ze ginn.

Et ass awer fir eis och eng „Iwwerraschung“ gewiescht, wann ech dat tëschent Anführungszeichen dierf soen, well mir erënneren eis nach ganz gutt, dass virum dem Referendum vum 7. Juni zejoert Artikelke waren, Politiker gesot hunn, Organisatioune gesot hunn: „Passt op, wann d'Lëtzebuurger géint d'Ausländerwahlrecht stëmmen, da kréie mer d'Présidence ofgeholl!“ Oder: „Wat soll während der Présidence geschéien?“

A kuckt do, d'Présidence ass komm, d'Lëtzebuurger hunn Neen zum Wahlrecht gesot, an et ass iwwerhaupt näischt geschitt! An ech mengen, dorauer kënnen mer och eng Léier zéien: Et soll een net instrumentaliséieren am politeschen Diskurs, wat do keng Plaz huet. Et soll een déi Diskussioune sober féieren, esou wéi mir et gemaach hunn. An déi Argumenter, déi iwwerdréiwwe waren, déi si jo och an der Tëschenzäit desavouéiert ginn.

Mat Ärer Logik wore mer net ëmmer d'accord an där Ried. A mir wëllen hei vläicht exemplaresch just e puer Saachen opzielen, wou mer dach eng aner Konklusioun hu wéi déi, zu där des Regierung komm ass.

Vläicht d'Ukrain als éischt Beispill. Mat Recht maacht Der lech Gedanken iwwert d'Rechtsstaatlechkeet a Memberstate vum der Europäescher Union. Ech mengen, et ass eng Saach, wann een an engem Klub ass, muss een och kucken, dass Verschiddenes richteg leeft. Anerer sollen eis kucken, mir kucken op anerer. Dat ass an der Rei. Dir hutt Polen an Ungarn do speziell am Viséier. Dat ass Äert Recht. Mir hunn do vläicht eng aner Opfaassung heiansdo.

Mä wou mer awer eis da froen, wéi logesch Är Approche ass, ass bei der Ukrain. Well d'Regierung zu Kiev ass eng, déi massiv Korruptiounsproblemer huet, déi Mënscherechtsverletzungen an der Ukrain och ze veräntweren huet, déi mat faschistesche Mouvementer an der Vergaangenheet zesummegechafft huet an et haut nach mécht, wéi den Azov Battalion, wéi de Prawy Sektor, déi zum Deel déi Regierung ënnerstëtzen, wou also eng aner Kategorie vu Problemer ass, wéi an de Memberstate vum der Europäescher Union. An dach huet een den Androck, dass d'Europäesch Union unilateral déi dote Regierung éischter ënnerstëtzt, wat vläicht ze vill eesäiteg ass an och iwwerhaupt net mat de Wäerter vum der Europäescher Union iwwereneestëmmt.

Derbäi kënn, dass déi Regierung hir Engagementer ënner Minsk II net erfëllt oder net capabel ass, net wëllen huet, se ze erfëllen, wéi och ëmmer, an doduerch muss mer wierklech och oppassen, wa mer déi eng beuerteelen, dass mer dann net deux poids deux mesures huelen, mä och géintiwier den Autoritéiten zu Kiev mat aller Determinatioun awer op déi Messstänn opmierksam maachen.

En anere Problem ass dee vum der Logik, an ech komme kuerz nach eng Kéier op déi Saach vu Russland zrëck. Wéi déi Sanktioune géint Russland geholl gi sinn, sinn zwee Argumenter geholl ginn. Am Ufank wor et d'Invasioun vum der Krim. Duerno, wou den MH17 erfogeschoss ginn ass, wor et dat och, wat zur Verschärfung vum de Sanktioune bäigedroen huet.

An an der Tëschenzäit gétt iwwert déi Restitutioun vum der Krim un d'Ukrain bal net méi geschwat, well all Mënsch weess, dass dat net wäert geschéien. A mir soen als ADR: Da muss mer kucken, dass mer déi Situatioun berengegt kréien um Verhandlungswee. Beim MH17 gétt et e Schlussrapport, wou keng Verantwortung festgestallt gouf, weder vum där enger nach

vum där anerer Sait, well d'Ennersichungskommissioun, déi hollännesch Ennersichungskommissioun net konnt zu engem Resultat kommen. Also, och do gétt et kee Grund, fir Sanktioune géint ee vun deene méiglechen Urheber ze huelen, well et keng Beweiser gétt. - Also bleift elo Minsk II.

Dat heescht, mir hunn eng Verlagerung vum der Argumentatioun iwwert d'Sanktiounsursachen. Dat ass awer u sech net fair! An et muss een awer da kucken: Wat ass dann elo schlussendlech dat, wat mer verlaange vun deene verschiddene Parteien? A kënnen mer den Diskurs vum de Sanktioune, kënnen mer eng automatesch Verlängerung vum de Sanktioune nach envisagéieren, wann déi Grundbedéngungen, firwat se geholl gi sinn, an der Tëschenzäit gewieselt hunn?

Da kënn nach deen aneren Aspekt derbäi, mir hu schonn driwwer geschwat: Ech kann awer net iwwert déi Situatioun an der Ukrain hei schwätzen, ouni och ze erwänen, dass et net korrekt ass an net an engem europäesche Geescht, dass hei zwee Memberstate, notament Däitschland a Frankräich, sech eraushuelen, fir am Numm vun alleguer ze verhandelen. Dat ass net eng europäesch Approche! Mir hunn net europäesch Institutioune wéi en Directoire an iergendenger Form ze akzeptéieren.

Dir selwer, Här Minister, hutt deen hei schonn als „spezielle Klub“ tituliert. Dat war e flotten Ausdrock.

Är Aussoen zum Noen Oste wore vum enger wierklech grousser Eesäitegkeet gekennzeechent. Dir hutt lech heiansdo Méi ginn, awer dach hutt Der net iwwert déi Messer-Intifada geschwat, déi am Abléck leeft. Dir hutt net iwwert déi Tunnelgeschwat, déi fläisseg gegruewe gi sinn an nach ëmmer gegruewe ginn. Dir hutt d'Hamis net ernimmt. Dir hutt net gesot, wat d'Hamis u Mënscherechtsverletzungen an der Gazasträif ze veräntweren huet. Dir hutt eng eesäiteg Presentatioun vum den Evènementer um Tempelbierg ginn.

Ech mengen, et ass fir eis wichtig als Land, dass mer wierklech ausgeglach un déi Situatioun am Noen Osten eruginn. Déi ass komplizéiert genuch. A mir kënnen net higoen, wéi Dir et awer plangt - ech weess net, wéini an a wéi engem Émstänn; Dir sot, Dir géift dat mat der Chamber koordinéieren -, fir hinzugehen an e palästinensesche Stat wëllen unzërkennen, wann dat an deser Situatioun net géif zu engem Fridde bäidroen - an et géif net derzou bäidroen! -, deen eng Regierung huet, an där en international gebrandmarkten Terrorregimm, näamlech dee vum der Hamas, eng Terrorbewegung, Member da wär vum enger palästinensescher Regierung, déi am Abléck net funktionnéiert!

Mä et muss ee sech dann emol virstellen, wat dat fir Konsequenzen hätt! Wann Der op där enger Sait d'Hamis wëllt als eng Regierungspartei, als e verantwortlechen Deel vum deem palästinensesche Stat, an eng Autoritéit unerkennen, da kënn Der gradesou gutt muer den Islamesche Stat unerkennen oder soss een, well Mäerder si Mäerder an Terroriste sinn Terroristen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- An ech mengen, et muss een dat, d'Leit nennen, esou wéi se sinn. A mir kënnen net higoen, als Lëtzebuerg, an eis op deem Niveau bewegen, dass mer mat esou Leit ufänken, diplomatesch Bezéiungen opzerichten.

Mir sinn och als Lëtzebuerg eent vun deene 15 oder 16 Länner, mengen ech, vum der Europäescher Union, déi do Sanktioune, déi déi BDS-Initiativ an där enger oder anerer Form ënnerstëtzt hunn. Vill Länner hunn dat net gemaach. Vill Länner sinn och der Meinung, dass dat ganz no un engem antisemitische Geste ass!

Et muss een hei wëssen, dass d'Europäesch Union an och Länner wéi Lëtzebuerg sech hei engagéiere géint de Verkaf vu Produiten oder fir d'Kennzeechnung vu Produiten als israelesch Produiten, déi aus deenen okkupéierten Territoirë kommen, an dass mer näischt esou maachen zum Beispill am Fall vum Tibet, näischt esou machen am Fall vum der Westsahara, näischt esou maachen am Fall vum Nordzypern, wat sät '74 vum der Tierkei besat gétt. An et ass dat Ongläichgewicht an der Behandlung vum Israel par rapport zu anere Situatiounen op der Welt, wat mat Recht weinstens d'Fro opwerft, ob mer hei awer net an engem Politik sinn, déi sech apparentéiert mat engem Antisemitismus, dee ganz ellen ass an dee mir net wëllen!

Fir déi Ennerscheeder erauszeschaffen, dat ass een Défi, Här Minister, deen Dir herno kënn ophuelen, well ech sinn iwwerzeegt, dass vill Leit lech nolauschteren, déi dann nolauschteren, wéi Der déi Ennerscheeder wëllt maachen tëschent verschiddenen Okkupatiounssituatiounen, déi mer op der Welt hunn.

Den Zoustand vum der EU, dat ass eppes, wou mer müssen drop agoen. D'Europäesch Union ass haut ganz, ganz staark belascht, an aus villen Ursachen. D'Migratiounskris ass eng vun deenen Ursachen, mä och den Euro. Déi Problemer vum Euro si jo a kenger Form geléist. Mir lafen de Risiko vum enger Fuite en avant, well den Euro ass konzepéiert gewiescht als politesche Projet. E sollt Europa federéieren. E sollt iwwer e monetären an ekonomeschen Usaz zu engem europäesche Federalstat mat bäidroen. An haut gétt dat awer net méi gedroen!

Mir hunn e Souveränitéitsverloscht iwwert den Euro doduerch, dass d'europäesch Instanze schonn an d'Budgetsprozedure vum de Länner agräifen, och hei iwwert de Semestre europeen. Dee Gedanken, fir den Nationalstaten hir rechtméisseg Autonomie budgétaire ofzehuelen, ass staark. Déi Iddi, fir Europa mat enger Fuite en avant iwwert den Euro ze federéieren, ass ganz staark, mä e gétt vum den Opinions publiques net méi matgedroen!

Schwätzt vum enger Transferunion! Schwätzt a verschiddene Länner vum där Iddi vum Eurobonds oder fir dass mer d'Schulde vum deenen anere müssen iwwerhuelen! Dat gétt vum den Opinion-publicken net méi matgedroen. An den Euro kann och doduerch e Gefärdungsfacteur si vum der Solidaritéit an der Europäescher Union.

De Brexit, doriwwer hate mer geschwat, mä wou mer elo hei an eng Situatioun kommen, wou d'Engländer, esou wéi et am Abléck ausgesäit, mat enger gewëssener Wahrscheinlechkeet aus der Union erausginn, an op där anerer Sait gi Kapitele mat der Tierkei opgemaach a mir huele Verhandlungen op mat anere Balkanstaten, dat ass den Zenario vum enger Europäescher Union, déi sech entwéckelt duerch déi ablécklech Politik vum enger Europäescher Union ouni d'Britten a mat den Tierken!

Eng Europäesch Union, déi net méi no enger europäescher Traditioun oder gemeinsamen europäesche Wäerter géif funktionnéieren, mä wou dee stärkste Stat an der Europäescher Union, op gewëssen Zäit, demografesch an aus anerer Ursachen, d'Tierkei wär, wou sech déi ganz Europäesch Union an hirem Wiese géif veränneren. Ass et dat wierklech, wat elo nach d'Europäesch Union ka fir eis als en attraktive Modell erschénge loossen, wa mer net wëssen, wéi sech déi Europäesch Union entwéckelt?

Ech wëll hei kloer widerhuelen, dass d'ADR déi eenzeg Partei hei am Parlament ass, déi sech ëmmer a konsequent géint en tierkeschen EU-Bäitritt ausgeschwat huet, déi et haut och nach mécht, aus ville Grënn. Mä op jidde Fall hu mir eng konsequent Linn. A mir gesi jo och, dass d'Tierkei ëmmer erëm europäesch Recht gebrach huet, do, wou se et schonn hätt misse anhalen!

D'Ankara-Accorde mat Nordzypern, wat och nach militäresch besat gétt, an esou vill aner Situatiounen an esou vill Verletzungen vum de Mënscherechter oder risikant Verhalen, wéi elo zum Beispill d'Ofschësse vum engem russesche Fliger iwwer syreschem Territoire: Alles dat si jo awer Beispiller vum engem Land, wat wierklech a kenger Weis sech esou verhält, dass et kéint a Fro kommen, fir iergendwéini eng Kéier trotzdem der Union bäizetrieden.

Op jidde Fall, Dir kennt eis Positioun. An en Europa mat der Tierkei ass fir eis keng Alternativ.

Mir sinn an engem Europa, vum deem den ungaresche Premier mat Recht gesot huet, dass et e bëssen en Europa vum Rechtsbroch ginn ass, wou déif Grief an Europa sinn. An ech wëll vläicht just een Ausdrock... Dir hutt jo eng Kritik gëschter ubruecht iwwert dee Mangel u Solidaritéit, deen Dir gesinn hutt an Europa, well eben europäesch Staten an der Migratiounsfro eng aner Haltung anhuelen. Dir hutt zum Beispill och gesot, déi wäeren „abtrünneg“, déi Visegrád-Staten.

Neen! Mir hunn an der Europäescher Union, och als Mérite vum der Europäescher Union, eng Emanzipatioun vu gewëssene Staten. Mir hunn eng Situatioun, wou déi State sech bewosst sinn, dass se genausou wéi mir kënnen eng eege Meinung an eng eege Politik hunn. Mir hunn eng Solidaritéit, déi mir net kënnen afuerderen, well och mir hu profitéiert vum Opmaache vum den osteuropäesche Mäert. A wa mir Europa als Friddensprojet gesinn, ass et jo selbstverständlech, dass mer deene Länner déiselwech politesch Rechter zougestinn, wéi mir eis se zougestinn.

Mir müssen, wa mer wëllen Europa bauen a wa mer et wëllen erhalen, mat deemselwechte Respekt déi Positiounen unerkennen, déi déi Länner vertrieben, wéi mer erwaarden, dass eis Positiounen unerkannt ginn. A mir kënnen net a verbal Situatioune falen, wou mer déi provozéieren oder net respekéieren, wéi mat Wieder wéi „abtrünneg“ oder anerer. Dat ass jo net dee Stil, mat deem mer wëllen ëmgoen.

Mir kënnen net méi an engem Europa liewen, gesechtt liewe mat engem Europa, wat et net méi gétt! Europa huet sech an deem leschte Joer ganz grondsätzlech verännert! A wa mer et wëllen opbauen, wa mer et wëllen an eise Sënn och kënnen beaflossen, da muss mer als dat Alleréischt de Respekt an d'Unerkennung vum de Realitéiten opbréngen.

An der Migratiounskris hutt Dir, Här Minister, gesot, Dir hutt se gerechtfertegt am Punkt 14 vum Ärer Ried, do hat Der gesot, dass dat eigentlech och eisen Interessi ass, an Dir hutt gesot: „Mir brauchen d'Immigratioun fir déi demografesch Erneuerung vum Europa.“ Dat hutt Der gesot, an d'CSV an den Här Mosar hunn dat haut och gesot.

Mä, da muss ech lech awer soen, Här Minister: Wéi ass dat da méiglech, wa mer eng Immigratioun brauche fir demografesch Erneuerung, dann hutt Dir eng Regierung, vum där d'Familljeministesch eis als Alleréischt gesot huet, wéi Der un de Pouvoir komm sidd als Regierung: „Mir maache keng natalistesche Politik, well et scho genuch Kanner op der Welt gétt.“ Da maache mir hei eng Politik, mat där mer d'Familljen net ënnerstëtzen, an zwee Joer drop kommt Dir heihinner...

(Brouhaha)

...an Dir sot: „Mir maachen eng Immigratiounspolitik elo an desem Kontext, a mir justifiéieren déi mat enger demografescher Erneuerung vum eise Land.“

Dat ass dach eng Situatioun, an där mir op jidde Fall géife soen: Ma, déi einfach, déi besser Léisung, wa mer en demografesche Problem hunn, ma dat ass dach, fir d'Lëtzebuurger Familljen an déi aner Familljen, déi hei am Land sinn, ze ënnerstëtzen an eng kannerfrëndlech a familjefrëndlech Politik ze maachen!

Dir sot: „Déi eenzeg Léisung an deser Kris ass den europäesche Wee.“ Dir verkennt dobäi, dass jo awer Europa och en Deel Ausléiser war vum deser Situatioun vum der Migratiounskris, an net nënnen en Deel vun der Léisung, mä och en Deel vum Problem. En Deel vum Problem, well eng unilateral Décisioun vum der däitscher Bundeskanzlerin, fir d'Grenzen opzemaachen, déi virdu kee Mësch consultéiert huet, keen anert Land consultéiert huet, ob déi domadder d'accord wäeren, awer iwwert déi europäesch Institutiounen...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Den Här Minister wëllt eppes froen.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - Hätt een da sollen, Här Kartheiser, sidd Der d'accord, dass een hätt sollen d'Leit virum pickegen Drot stoe loossen a soen: „Kuckt, dass Der elo virukommt duerch d'Liewen!“?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - A gleeft mer, Här Kartheiser, ech kennen Är Theorien, déi Der do sot. An och mat der Bundeskanzlerin, déi... Ech sinn net hiren Affekot!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Bon!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - Ech soen lech just: Stellt lech vir, ee Moment, Däitschland hätt eng aner Politik gemaach, Däitschland hätt d'Politik gemaach vum Ärem Kolleeg, vum Här Orbán! Wat wier dann an Europa geschitt?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Also, ech kréie jo Zäit, drop ze äntwerten?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ah, ech hunn lech scho geäntwert. Selbstverständlech!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Da wäert ech lech drop äntwerten!

Den Här Orbán ass net mäi Kolleeg. En ass eng wichteg politesche Autoritéit vum engem europäesche Land an en ass och net an eise Partieverbond, en ass an der EVP. Dat heescht awer net, dass ee sech net soll mat deene Positiounen op eng normal, héiflech a korrekt Manéier ausenanersetzen. An heiansdo huet e recht! Heiansdo huet e recht!

A wann e Verschiddenes...

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - An heiansdo huet en net recht!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Jo, mä, gutt. Ech mengen, mir si jo elo net hei, fir eng Juegd op den Här Orbán ze maachen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Déi Theorie, déi mir hunn, déi Theorie, déi mir hunn, dass ass keng ADR-Theorie, Här Minister. Dir sot,

Dir géift se kennen. Ech sinn net sécher, ob Der se kennt!

Well dat, wat mir vun Ufank u gesot hunn an der Migratiounskris - vun Ufank un! -, dat ass, datt mir gär dat internationaalt Recht esou respektéieren, wéi et ass. Mir hunn dat schréftlech publizéiert, scho wou déi Kris ugefaangen huet. An dat internationaalt Recht, dat seet net dat, wéi Dir dat applizéiert hutt an der Migratiounskris, Dir an déi aner Leit am Europäesche Conseil.

Well dat internationaalt Recht mécht kloer Ënnerscheeder mat der Konventioun vun '51. Déi Leit, déi individuell verfollegt sinn aus enger Rei vu Grënn, déi an der Konventioun sinn, déi sinn déi, déi politesch Asyl hunn.

Déi Leit, Zivillpersounen, déi virun engem Konflikt fortlafen, déi falen ënner eng vun deene Genfer Konventiounen vun 1949, wou mir keng direkt Obligatiounen hunn, mä mir kënnen moresch Obligatiounen mat iwwerhuelen, fir déi Persounen ze schützen. Dat kënnen mer maachen an där Region. Dat muss mer och net an der Europäescher Unioun maachen. Dat steet néierens. Dat ass e Choix, e politesche Choix, deen ee kann esou oder esou huelen. An d'Iddi ass, datt déi Leit, wann de Krich eriwier ass, zréck ginn an hiert Land, fir dat Land erëm opzebauen.

Déi drëtt Kategorie, dat sinn déi Réfugiés économiques. Dat ass einfach eng illegal Awandderung. Do gëtt et keng rechtlich Grondlag, fir déi iergendwéi hei zouzeloossen. An dat wësst Dir sougutt wéi ech.

Dat heescht, wann Dir sot, Dir kennt d'Theorie: Kennt Der dat internationaalt Recht? Well d'ADR huet ni eppes anescht plädéiert wéi déi ëmfaassend a voll Applikatioun vun deenen internationale Konventiounen, déi hei existéieren. An et sidd Dir an Är Kollegeen am Europäesche Rot, déi dat net gemaach hutt! An da komme Der bei eis an Dir sot, Dir géift eis Theorie kennen. Neen, hätt Der se kannt, dann hätt Der se vläicht applizéiert, a mir hätten haut vill manner Problemer an Europa, wéi mer se hunn!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Sou, wann ech gelift!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Sot mer nach just: Wat hätt Der mat deene Mënsche gemaach vum pickegen Drot an Ungarn? Sot mer, wat Der gemaach hätt!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Also, elo komme mer an eng chronologesch Verwiesslung vun den Evenementer!

Plusieurs voix. - Aah!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Elo komme mer an eng chronologesch Verwiesslung vun den Evenementer. Well Dir verwiesselt elo Evenementer, déi geschitt sinn, nodeem déi Accorden net méi respektéiert gi sinn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Neen, neen!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Dach, genau dat!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Här Minister an Här Kartheiser, den Här Minister huet herno Zäit, fir ze äntworten. An den Här Kartheiser ass elo zwou Minutte schonn iwwert der Zäit. Ech hunn him selbstverständlech de Sputt gelooss, fir kënnen op d'Froen vun Här Minister ze äntworten. Mä mir sollten awer elo probéieren, erëm an déi normal Bunne vun eisem Reglement zréckzekommen.

An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert fir seng Konklusioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Ma da wäert ech nach op een eenzege Sujet agoen, Här President, well Der mer déi Zäit da gitt, op een eenzege Sujet...

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo, Dir hutt schonn zwou, bal dräi Minutte méi, wéi Der zegutt hutt. An ech géif soen, dass dat ongeféier dee klengen Intermezzo ofdeckt.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Dann, gutt. Also leschte Sujet: d'Relokalisierung. Mir hunn an der Lëtzebuurger Présidence... Dir sot, Dir wäert net der Madam Merkel hiren Affekot, ech zweifelen drun! Well, wat Der gemaach hutt an der Lëtzebuurger Présidence, dat ass, géint de Wëllen - géint de Wëllen! - vun enger Rei vun europäesche Staaten eng Relokalisierung duerchzesetze mat Majoritéitsdecisioun an engem Gebitt, wou déi kloer gesot hunn, datt se et net wëllen. Dat ass...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Dat ass...

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - 4 vun 28! Déi aner waren all derfir!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Haut, haut ass et esou, Här Minister, datt déi, déi op der däitscher Linn nach leien, dat sinn der vläicht 4 vun 28!

Well an der Tëschenzäit hu bal all europäesche Staaten eng aner Politik adoptéiert, wéi déi, déi Dir präconiséiert: d'Schweden, d'Eisträicher, d'Fransosen, d'Britte souwisou, d'Dänen! Wien ass dann nach op Är Linn schlussendlech an Europa? Dir vertritt dach eng Minoritéit nach!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Sou, Här Kartheiser, Dir kommt elo zur Konklusioun!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - An domadder kommen ech zur Konklusioun.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - An, wann ech gelift, Dir haalt op, lech direkt un den Här Minister ze adresséieren. Dir maacht dat entweder un d'Chamber oder un de President!

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Voilà! Domadder wëll ech an der Konklusioun soen, datt et genuch Saache gëtt, déi eigentlech an dëser Politik ze kritiséieren sinn, an datt et wichteg ass, och de Leit dobaussen net ëmmer dat Gefill ze ginn, datt all Form vu Kritik un der aktueller Migratiounspolitik eng Form vu Populismus wär!

D'Leit hunn d'Recht, och dës Politik a Fro ze stellen. D'Leit hunn d'Recht, och dës Politik ze diskutéieren. A mir wäerten op jidde Fall derzou bäidroen, op eng verantwortungsvoll Manéier déi Kritik virzebréngen, déi och an dësem Beräich muss formuléiert ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - An d'Wuert huet elo direkt dee virleefeg leschte Riedner an der Debatt, den Här Serge Urbany fir déi Lénk.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zweemol an engem Mount si vun der Regierungschefen zu Bréssel wesentlech Elementer vun dem sozialen a mënscherechtlechen Acquis vun der Europäescher Unioun a Fro gestallt ginn. Den 19. Februar eng éischte Kéier. Do ass de Gläicheitsprinzip beim Kannergeld a bei de soziale Leeschtunge fir Wanderaarbechter a Fro gestallt ginn. Mir haten hei en Débat doriwier. Ech kommen net méi dorop zréck.

Eng zweete Kéier si leschte Weekend wesentlech Elementer vun europäesche Recht op international Protektioun an op Asyl a Fro gestallt ginn. Den Europadirekter vun Amnesty, den John Dalhuisen, huet nom Accord vu Bréssel an der Flüchtlingsfro folgend staark Wieder gebraucht: „Et ass en däischteren Dag an en däischteren Deal. E gëtt gefeiert vu Leit, déi op dem Graf vum Flüchtlingschutz danzen, déi d'Festung Europa verstärke wëllen an déi d'Flüchtlingen net an hire Länner wëllen.“ - Ech fäerten, en huet recht!

Mir wëllen duerfir och ausdrécklech begrëssen, dass den Ausseminister, dee gläichzäiteg och Minister ass vun der Immigration, juristesche Zweifel hei geäussert huet un deem Deal vu Bréssel an dass e vun engem Klärungsbedarf an deem Zesammenhang schwätzt.

Dee ganzen Deal iwwersäit näamlech, dass d'Flüchtlingen a besonnesch d'Krichsflüchtlingen en individuell Recht op international Protektioun hunn. Si hunn e Recht, dee Statut ze froen, och wa se ouni Visa an ouni Openthaltseneemegung, also an enger irregulärer Situatioun an engem europäesche Land ukommen, sief et och mat engem Schlauchboot. A wa se scho Famill an engem aneren europäesche Land hunn, dann hu se d'Recht, den Antrag do ze stellen. Si hunn och e Recht op eng individuell Unhéierung. Dat geet net aus der Genfer Konventioun ervir. Dat steet an den Dublin-Regelungen, an den europäesche Regelungen, déi fir all europäesche Länner gëllen.

Sécherlech huet all Memberstat och do d'Recht, en Demandeur vu Protection internationale, an em déi geet et hei, bei de Syrer op jidde Fall, an e séichert Drëttland zréckzeféieren, wann e vun do kënt. Mä do si gewësse Voraussetzungen dro gebonnen. Déi mussen och individuell iwwerpréift ginn!

D'Refugiéieren dierfen do net fir hiert Liewe fäerte mussen, zum Beispill, steet dodran, well se zum Beispill enger gewëssener sozialer Grupp ugehéieren oder gewësse politesche Iddien hunn. Dat kéint ganz gären zum Beispill op d'Kurden an der Türkei zoutreffen. Si dierfen och net fäerten, an déi al Situatioun zréck-

geschéckt ze ginn, aus där se geflücht sinn, dat heescht a Syrien oder an Afghanistan zréckgeschéckt ze ginn.

Alles dat ass laut alle Mënscherechtsorganisiatiounen an der Türkei net geséichert! An ech mengen, eleng dat zielt. An doriwier dierf sech och keng Regierung ewechsetzen!

Virun allem dierfen hei keng kollektiv Prozeduren zur Uwennung kommen, wéi zum Beispill déi: Fir all Syrer aus Griichenland, deen d'Türkei erëm ophëlt, gëtt ee Syrer aus der Türkei an d'Europäesche Unioun geschéckt. „Mat esou engem Accord“, sot deesewechten Direkter vun Amnesty gëschter oder virgëschter, „kucke mer an en déiwe moraleschen Ofgrond.“

Sollen déi hei bestrooft ginn, déi an d'Festung Europa erawëllen? A muss se sech dann erëm an der Türkei frësch ustellen an der Rei? Dat ass eng onwürdig Prozedur, déi do beschloss ginn ass, och well et eng kollektiv Prozedur ass.

An ech stelle mer d'Fro, Här Minister, Dir kënt mer vläicht eng Äntwert dorobber ginn: Déi, déi schonn elo a Griichenland sinn, déi zu Dausenden zu Idomeni an Nordgriichenland am Bulli sëtzen, sinn déi och betraff dovunner? Déi, déi do sëtzen, andeem se hoffen, dass de Stacheldrot do fir kuerz Zäit opgeet, dee Stacheldrot - an ech wëll elo e bësse polemisch ginn -, deen déi eisträichsch-ungaresch k. u. k. Monarchie do opgeriicht huet.

Déi nei eisträichsch-ungaresch k. u. k. Monarchie, déi do amgaangen ass ze entstoan, dat ass natierlech déi onséileg Allianz tëschent Eisträich an Ungarn, a wat vum Wiener Kongress zu Bréssel ofgeseent ginn ass, fir emol e bëssen en historesche Vergläich ze maachen, deen zwar haut net méi esou zoutreff, mä deen awer weist, wat do fir nei national Konsultatiounen och amgaange sinn ze entstoan innerhalb vun der Europäescher Unioun, déi mengen, si kéinte sech iwwert d'europäesche Beschlëss ewechsetzen.

Zu allem sinn Tatsaachen zu Bréssel geschaf ginn, just net zur konkreter an endlecher Duerchféierung vun de Beschlëss, déi och do geholl gi sinn an engem anere Conseil am Juli an am September an déi gesot hunn, dass 160.000 Flüchtlingen aus Griichenland an Italien, dat heescht, déi do sinn, déi do ukomm sinn, missten op déi europäesche Länner verdeelt ginn.

Do steet just an der Schlusserklärung dran, do misst eng sensibel Accélération komme vun deem Prozess. Mä wat heescht eng sensibel Accélération, wa bis elo just e puer Honnert innerhalb vu sechs Méint ugeholl gi sinn? Och Lëtzebuerg huet seng Flichten do nach laang net all erfëllt!

(Interruption)

Dat hätt scho laang misse geschéien.

(Interruption)

Et geet schlisslech - et gëtt vläicht Ursachen derfir, mä d'Tatsaach ass do, dass en d'Flichten nach net ganz erfëllt huet -, et geet schlisslech em d'Flüchtlinge selwer, em hir international Protektioun an enger - do si mer eis, mengen ech, allegueren eens - aussergewéinlecher Situatioun vun internationaler Fluchtbewegung virum Krich.

Sinn d'Flüchtlinge gehéiert ginn zu Bréssel? Stoungen hir Intéreten do am Mëttelpunkt? Ech fäerten net!

A Syrien, mir wëssen et alleguer, ass e Krich, un deem déi europäesche Länner net onschëlleg sinn. 2,5 Milliounen Syrer si schonn an der Türkei, 1,8 Milliounen sinn am Libanon. Déi meescht wëllen an hiert Land zréck, esou séier wéi méiglech.

Am Verglach dozou sinn d'Flüchtlingen op de Stroosse vun Europa eng verkaaftbar Zuel, menge mir. Si si keng Ursach, fir d'Grenzen zouzemaachen, keng Ursach, fir d'Problematik an aner Länner ze verlageren, déi hinne keng dauerhaft Sécherheet kënnen bidden.

Et geet hei och net virrangeg, obschonn ech mat juristesche Froen ugefaangen hunn, et dierf hei net virrangeg em juristesche Paragrafestreidereie goen. An ech mengen, dass déi däitsch Kanzlerin fir eng Kéier richteg gehandelt huet, wéi se d'Grenze fir Honnerttausende Flüchtlingen opgemaach huet, déi hiert Mënscherecht op Schutz mat de Féiss op den europäesche Stroossen duerchgesat hunn.

A groussen Deeler vun der Bevëlkerung - an dat muss een och soen, wann hei vun der Bevëlkerung geschwat gëtt, vum Här Kartheiser -, a groussen Deeler vun der Bevëlkerung, och a Griichenland, mä och an eise Länner, och zu Lëtzebuerg, ass eng grouss Solidaritéit entstane mat de Flüchtlingen, déi eis nëmme kann encouragéieren. Emsou méi lamentabel sinn aner Virgoansweisen, och déi vun eise franséischen Noperen, vun der sougenannter „sozialistischer“ Regierung zu Paräis, muss een derbäi-

soen. Iwwerall gewannen awer och rietsex-trem, friemefeindlech a rassistesche Kräfte un Terrain. A mir mengen, dass nëmme, wa mer hinnen noginn, se nach weider un Terrain wäerte gewannen!

Am Conseil gëtt eng ëmmer méi konservativ a wirtschaftsliberal Majoritéit den Toun un an dëser Fro, mä och an anere Froen, och zum Beispill an der Brexit-Fro, och zum Beispill an der Brexit-Fro. Et gesäit een ëmmer nëmme déi 28 Leit dosëtzen, eng Aart Wiener Kongress, wou ee mengt, déi géifen eleng entscheeden iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

An dat ass och de Fall, well et a wichtige Froen keng richteg parlamentaresch demokratesch Meinungsbildung un Niveau vun der EU gëtt a well d'EU esou zesummegeat ass, dass deen entscheidende Prinzip vun där Konstruktivitioun deen ass vun der ekonomescher Konkurrenz vun de Länner ënnereneen. An dierfir hu mer och déi nationalistesche Reflexer. Domat ruffe mer déi och ervir.

Dierfir menge mir, dass d'EU en déiwe Wandel brauch, wa se erëm soll als Facteur vum gesellschaftleche Fortschritt ugesi ginn. Si brauch virun enger Erweiderung eng demokratesch Verdünnung em d'Europaparlament erëm, keng technokratesch Fënnel-Présidente-Pabeiere vun deenen, déi den aktuelle Stéllstand representéieren.

D'EU muss eng gemeinsam Wirtschaftspolitik mat engem eegene Budget kriien, dee wäit iwwert deem 1% vum geschafene Rächtum läit wéi haut, mat eegene Steieren, wéi der Finanztransaktionssteuer. Domat muss och eng Sozial- a Strukturpolitik gemaach ginn, déi d'Inegalitéiten an Europa beheft, amplaz se auszeweiden. An dat ass déi Transferunioun, déi fir verschidde Leit e rout Duch duerstellt, déi awer deen eenzege Wee an d'Zukunft ass, deen d'Europäesche Unioun nach ka goen.

Mir bräichten och eng aner Handelspolitik mam Rescht vun der Welt. Den Här Ausseminister sot, Lëtzebuerg géif sech fir eng kohärent, inklusiv a responsabel Handelspolitik vun der EU asetzen. Wuesstum, wirtschaftlech Entwécklung, Schutz vu soziale Rechter a vun der Ëmwelt géifen zesummegehéieren, Betriber wéi Aarbechter, sot den Ausseminister, sollten dovou profitéieren an zousätzlech och nach d'Entwécklungslänner.

Här Minister, wann Der déi Zilsetzungen, déi mir ënnerstëtzen, wëllt wierklech erreechen, da setzt lech an, mat eis zesummen, fir en direkte Stopp vun den TTIP-Verhandlungen! Well nëmme iwwert dee Wee kann dat erreecht ginn! An do ass och grad zu Lëtzebuerg eng grouss effentlech Meinung, déi an déi Richtung geet.

Déi nei Handelsstrategie „trade for all“, déi Der gëschter hei esou gelueft hutt, ass näscht aneres wéi eng Publicity-Strategie, déi näscht un der Ausrichtung vun de Verhandlungen ännert.

Fir ze weisen, wéi eescht se et zwar mengt, huet d'Kommissioun am Oktober en neit TTIP-Kapitel iwwert den Développement durable presentéiert. Wann een awer d'Textproposé vun deem Kapitel méi genee kuckt, da gesäit een, dass do näscht drasteet, wat och nëmme iergendeng legal Valeur hätt, nëmme schéi Wieder a Banalitéiten, fir d'Opponente vun TTIP roueg ze stellen, dat heescht d'Gewerkschaften an d'Ëmweltorganisiatiounen, déi awer viru kengem Schiidsgericht, wat Der wëllt schafen, Bestand hätten.

Par contre gesäit een an deem Kapitel ganz gutt, wou d'Rees soll higoen. Do steet dann zum Beispill am Artikel 10 Paragraph 5, dass den TTIP net dierf verhënnern, dass d'EU oder d'USA multilateral Ëmweltaccorden ëmsetzen, déi schonn ënnerschriwwen sinn, awer nëmme ënnert der Bedéngung, dass déi net zu enger zousätzlecher Restriktioun vum Commerce dierfe féieren.

Et gëtt also souguer d'Ëmsetze vu schonn ënnerschriwwenen Accorden ënnert de Primat vun fréieren Handel gestallt! Esou gesäit déi nei Handelsstrategie also aus. An do gesäit een och ganz kloer dobäi, menge mir, dass et eigentlech do net em de Widersproch geet tëschent der EU an den USA, mä em ganz aner Interessen, privat Interessen, déi sech dohanner verstoppen.

Ech kann och déi Ausso net méi héieren, datt mir Europäer mussen d'Regelen am weltwäiten Handel festleeen, well soss anerer iwwer eis géife bestëmme! Wie géif eis dann déi weltwäit Regeln opdrängen? Vläch de Kenia oder de Bangladesch? Och China huet wuel kaum d'Méiglechkeeten, dat ze maachen.



D'Wourecht ass villméi, dass d'USA an d'EU, an hannendru stinn déi grouss Multiën, sech mat esou Aussoen d'Recht wëllen eraushuelen, fir der reschtlecher Welt, awer och de Populatioun bei eis, hir Regelen ze diktéieren, wat ultraliberal Regele sinn. Zum Besspill gesäit een dat och un deenen Accorden, déi d'EU ënnerschriwwen huet mat den afrikanesche Länner, wat Accorde si vun d'ärselwechter Natur wéi den TTIP-Vertrag. Wann d'EU net wëllt, dass iergendeen deem anere géif Regelen diktéieren, da géif se se exklusiv um multilateralen Niveau verhandelen.

An, Här President, da wéilt ech zum Schluss nach soen, mir bräichten eng aner Aussen- a Friddenspolitik, déi op den Elementer vun der Gerechtegkeet géif berouen. Der Gerechtegkeet hir Fruucht wäert de Fridde sinn, sot schonn de Prophet Jesaja am Alen Testament.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Den Här Mosar huet de Jean Jaurès zitëiert, ech zitëieren d'Aalt Testament.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et ass eng verkéiert Welt, Här Urbany!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Et ass eng verkéiert Welt an ech weess net, ob se esou verkéiert ass. Well fréi scho war gewosst an der Geschicht, dass de Fridde net d'Resultat eleng vun der Sécherheet ass, mä dass de Fridde d'Resultat vun der Gerechtegkeet ass!

90%, ech wëll kuerz zéckkommen op d'Flüchtlingsfro, 90% vun de Flüchtlinge kommen aus Syrien, mä och aus dem Irak an Afghanistan, also aus Krichsgebidd. Iwwerall do sinn d'EU an d'NATO mat implizéiert. Iwwerall do stoung och de Regime change op der Dagesuerdung. Am Hannergrond stoungen ëmmer och ekonomesch an aner geopolitesch Interessen.

Dir gitt net dorobber an, Här Minister, och net am Syrien-Konflikt, op déi Interessen, déi hannert deem Krich do stinn. Au contraire versicht Der, an dat huet mer guer net gefall, muss ech soen, d'Kurden als Buedemtrupp vun der sou-

genannter Global Coalition, zu där och Saudi-Arabien gehéiert, ze erklären.

Dobäi maachen déi Männer an déi Fraen dohannen näischt weider, wéi hir Haiser ze verteidegen an hiert Recht, autonom no demokratresche Prinzipien ze liewen, net nëmme géint den IS, mä och zum Besspill géint eisen NATO-Bündnispartner Türkei!

An ech muss et soen hei, ech muss et wierklech och lassginn: Dir sidd perséinlech, Här Minister, fir de Regime change a Libyen agebracht an der Zäit. Deen ass herno emgesat gi vu Frankräich a Groussbritannien op déi Aart a Weis, déi mer nach all an Erënnerung hunn, an en huet Auswierkung gehat, fir d'Éischt op de Mali an elo op déi Bommenattentater an Tunesien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Och den dschihadisteschen Terrorismus kënn nämmlech net vun näischt! En ass erugezillt gi vun enger Aussepolitik, déi, an dat wëll ech gären agestoen, net virrangeg vu Lëtzebuerg ausheet, mä un där awer och déi herrschend politesch a wirtschaftlech Kreesser hei am Land, Stéchwuert Finanzplaz, e groussen Interessi hunn.

Begrësse wëll ech awer zum Schluss, fir e bëssen auszegläichen, nach Är, wéi ëmmer, kloer Sprooch zu Israel a Palästina. D'Resolutioun vun dësem Parlament vum Dezember 2014, mengen ech, war et, zur Unerkennung vu Palästina, kann awer net ëmmer am Tirang leie bleiwen. A mer hunn och schonn deemools gesot, d'Unerkennung vu Palästina, déi historesch scho laang iwwerfällig ass, misst eigentlech de Préalabel si vu seriöe Verhandlungen a kann net um Schluss dovum kommen.

Voilà! Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Urbany, deen ech awer nach eng Kéier léif wëll drun erënneren, dass e sech soll un d'Chamber adresséieren. An d'Wuert huet elo direkt den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Merci, Här President. Also ech respektéieren d'Chamber. Ech hu fonnt, dass mer eng Debatt op engem gudde Niveau hei haten, souguer heiansdo op engem ganz héijen Niveau, an duerfir wëll ech hei net nach méi Zäit - gëschter waren et schonn annerhallef Stonn - accaparéieren.

Vläicht e puer Äntwerten op Froen, wou ech natierlech subjektiv mengen, dass se wichteg wieren. An ech géif dann och der Rei no ufänke beim Här Mosar. Ech mengen, mat villem an der Analys si mer eis jo eens. Et géif mech och wonneren, well an der Kommissioun, wou mer jo dacks schwätzen, gesäit een awer keng fundamental Differenzen an eise Positiounen.

Ech wëll awer vläicht ee Wuert soen zu Israel, Palästina an zur Hamas. Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass et net gutt ass, wa mer all Kéiers, als Géigegewicht dozou, dass Israel misst ophale mat de Siidlungen, dann d'Hamas an d'Spill bréngen. Also et sinn net esou vill Leit heibanne vun lech, déi d'Chance haten oder de Pech haten, eng Kéier do waren, an ech war elo do am November, an déi gesinn hunn, wat fir Zoustänn dass do sinn. Do wunnen, mengen ech, 1,8 Milliounen Leit!

Wann do dräimol d'Lëtzebuurger Populatioun a Gaza ënnert deene Konditiounen misst liewe wéi d'Palästinenser do liewen, da soen ech lech, da wieren déi Leit och net an der Union Grand-Duc Adolphe oder an der FLF oder ech weess net wou, da wiere se do, wou effektiv, ech soen dat elo einfach, eng Oppositioun ass, dass d'Leit esou muss liewen, wéi se do muss liewen.

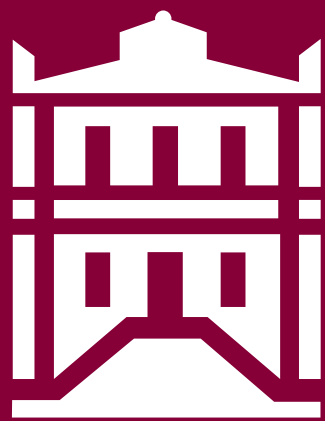
A gleeft mer, Här Mosar, ech si bestëmmt net deen, deen elo Hamas-Theorie vertritt. Ech hu gëschter kloer gesot, dass d'Existenzrecht vun Israel net kann a Fro gestallt ginn. Dat ass jo awer eppes, wat verschidden Deeler vun Hamas selbstverständlech net wëllen. Mä wa mer et erëm géife fäerdebréngen, dass d'Pa-

lästinenser géifen erëm eng Unitéitsregierung maachen, wou net exposéiert Leit vun Hamas do wieren, mä wou erëm déi Sait vun der Cisjordanie an déi Sait vun Ost-Jerusalem an och vu Gaza an enger Regierung beienee wieren.

Esou eng Regierung hate mer emol - an ech mengen, do hu mer e Feeler gemaach Mëtt den 2000er Joren, dass mer déi net eigentlech als Repräsentant vum palästinensesche Vollek ugekuckt hunn -, an dass mer dann, wa mer dat hätten, awer, mengen ech, missten erëm kënnen e Schrëtt maachen, dass een erëm Négociatiounen mat den israeleschen Autoritéiten géif zustane bréngen.

Ech soen lech just, wann dat net geschitt, Gaza an där Situatioun, wou et elo ass, dat dauert nach erëm vläicht sechs Méint, ee Joer, zwee Joer, dat explodéiert erëm do. A wat entsteet do? Do entsteet Leed, do entsteet méi Haass erëm, méi Terrorismus, méi Gewalt. A gleeft mer, ech hu jo och... Wat ech gëschter gesot hunn, ass eng Sichtweis, déi een elo deelt oder net. Mä d'Fransousen hunn et elo an d'Hand geholl, fir eng international Konferenz ze maachen. Dat hat de Minister Fabius nach ugeschnidden, dee jëtzege Minister wëllt dat och upaken an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint.

A wann dann, opgrond vun de Parametere, déi bestinn, zënter d'Clinton-Parametere bestinn, Jerusalem d'Haaptstad vun deenen zwee Länner, d'Grenze vun 1968, d'Sécherheet, d'Waasser, all dat besteet, wann een dann an enger Zäitschinn awer et net fäerdebréngt, fir zu Konklusiounen ze kommen, dass mer dann an der Europäescher Unioun, an ech soen lech, da kënn dee Moment, vläicht ugefouert vu Frankräich, dass mer da mussen eben op déi Schinn goen, déi ech lech ugedeit hunn, an dass mer dat och da wäerte maachen. Ech hofen, dass déi Konferenz eppes gëtt, dass déi international Konferenz kann e Resultat bréngen. Dat wier fir eis alleguerte selbstverständlech dat Einfachst.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ech wëll och vläicht ee Wuert soen zur Türkei. Ech mengen, e puer vun de Kollegen heibanen hunn dat ugeschnidden. Lëtzebuerg war derbäi 2004 am Dezember, wéi deemools 25 Länner vun der Europäescher Union unanime d'accord waren, fir d'Verhandlung mat der Türkei opzehuelen.

Bon, mir hu villes do erlieft, virun allem och d'Zypern-Kris, wou aacht Kapitele blockéiert gi sinn. Mir hunn elo Zypern, déi all neit Kapitel wëlle blockéieren, fir opzemaachen. Ech wëll nëmme just hei soen - ech schwätzen net vun deene fénnf Kapiteln -, mä mengt Der dann net, dass et nëtzlech wier, dass een d'Kapiteln 23 a 24 géif opmaachen? Do geet et ëm d'Rechtsstaatlechkeet an et geet ëm d'Justice. A wann déi Kapitele op wieren, dann hätt een dach en anert Drockmittel, fir dem Här Erdoğan an aneren an der Türkei ze soen, dass dee Wee, dee se do aschloen, ni kann zum Zil hunn, dass se eng Kéier kënnen d'Acquis vun der Europäescher Union respektéieren a Member gi vun der Europäescher Union.

Duerfir wier et dach intelligent, a mengen Aen, wann ee géif et fäerdegbréngen, fir déi zwee Kapitele opzemaachen. An ech mengen, dat ass och net onméiglech.

Erlaabt mer e Wuert ze soen zu deem, wat Der gesot hutt vun der Madamm Merkel, an ech hunn et och verstanen, wéi Der dat gesot hutt, an ech huelen dat net béisaarteg op. Ech mengen, dass ech eigentlech net mech ze rechtfertegen hunn. Grad wéi d'Madamm Merkel wëll ech keng Obergrenzen. A grad wéi d'Madamm Merkel wëll ech net, dass d'Länner hir Grenzen zoumaachen. Ech huelle jo un, dass Dir dat och wëllt.

Wat gesi mer? An Dir hutt dat indirekt gesot, een Dag nom Conseil européen hutt Der et selwer gesot an Ärer Ried. Wat ass geschitt? Zougemaach ginn a Slowenien, a Kroatien, zwee Memberstate vun der Europäescher Union. Jo, elo kënnt Der soen: Dat ass gutt! Dir kënnt och soen: Dat ass Chaos! Ech hunn ebe gesot: Dat ass Anarchie! An dat ass Anarchie! Dat ass Anarchie vis-à-vis vun den europäeschen Décisionen, wéi se geholl gi sinn.

An ech mengen och net - ech hunn dee Sz gesot, ech hat awer villes virdu gesot a villes duerno gesot -, ech hu mech an deene leschte sechs Méint net amüséiert. Ech hunn net nëmme lamentéiert oder kritiséiert, ech hu souguer ofstëmme gelooss - zéng Joer no deem, wou dat net de Fall war -, fir déi Relokalisatioun duerch ze kréien. Ofstëmme gelooss, well 24 Länner vun deenen 28 dat gefrot hunn. Bon, mä dat ass net schlëmme.

Da vläicht méi sachlech och nach e Wuert iwwert TTIP, nach méi sachlech. Den Här Angel huet d'Fro gestallt, mä och bei verschiddeenen anere Kollegen ass dat jo opkomm. Also déi zwielf Ronn vun den Négociatiounen, déi war elo zu Bréssel d'lescht Woch, an et sinn der nach zwou virum Juli dést Joer. Déi lescht Ronn elo zu Bréssel ass et ëm zwou Saache gaangen, ëm den Développement durable an ëm d'Droits sociaux.

Beim Développement durable ass sech referéiert ginn op d'COP21 selbstverständlech tëschent den USA an der Europäescher Union. A vun der Europäescher Union ass et ganz kloer, dass mer deen ambitiösen Text, dee besteet, dass mer deen effektiv och wëllen ëmsetzen um Terrain. An do, wat ech héieren hunn, wier keng fundamental Oppositioun vun Amerika komm. Also ech mengen, dat ass e Prozess, deen amgaangen ass. Do misst ee kënnen zu engem Accord kommen.

Dat Zweet, dat sinn d'Droits sociaux, dat ass extrem komplizéiert. Dir wësst bei der BIT, also

der ILO, der - wéi heescht dat elo? -, der International Labor Organisation, do gëtt et aacht Grondkonventionen. Dovunner hunn d'Amrikaner der nëmme dräi ënnerschriwwen. Déi aner hu se net ënnerschriwwen, well do och Kompetenz si vun de Staten an Amerika. Bon.

Am Kader vun deenen Négociatiounen dären - dat huet d'Kommissioun kloer gesot, an dat muss och esou sinn - keng vun de Rechter léseiert ginn, et däre keng Aschnëtter kommen. Mir bréngen et net fäerdeg mat TTIP, d'Rechter an Amerika, d'Droits sociaux ze verbesseren. Mä d'europäesch Rechter, do däre keng Aschnëtter kommen an do ass och eng Verpflichtung do vu béide Säiten, fir net opgrond vum Bradéiere vu Standards, soziale Standards Investissementer unzelackelen.

Bon. Wat bleift ze négociéieren? An ech mengen, mir kréien an der Kommissioun, oder wou Der wëllt, an den nächste Woche vläicht och méi Geleeeënheet, fir dorobber am Detail anzegoen. Mä wat bleift? Dat ass den Investitiounsschutz.

Dir wësst, dass mer zu sechs Länner dru geschafft hunn, fir wierklech eppes op d'Been ze kréien, ech hunn dat geschicht explizéiert, dat ass acquis mat dem Vietnam, do ass et elo dran. Et ass och acquis mat Kanada. Mä dat ass nach net en Acquis an den Négociatiounen mat den USA. A wann dat net geännert gëtt, deen ISDS, wéi en elo besteet, da mengen ech net, dass et iwwerhaapt zu enger Chance kënnt, dass ee kéint zu engem Accord kommen. An duerfir ass et esou wächtig, dass jo och d'Euro-parlament drop insistéiert huet, fir elo ze kucken, mat deem neien ISDS, fir den eran-zekréien an de CETA. An dat ass jo och vun där neier kanadescher Regierung akzeptéiert ginn.

Mä do, wou et hapert, ouni elo emol aner Saachen unzeschneiden, a wou d'Europäesch Union och a mengen Aen immens muss virsiichteg sinn, a wou een och de Moment enttäuscht ass, dat ass den Accès op d'Marché vun den Europäer an Amerika. Bon, wann do keng Overture kommen, da mécht dat kee Sënn. An dat ass och kloer gesot gi vun der Kommissioun. Do mussen also, fir et op Lëtzebuergesch ze soen, et si ganz vill amerikanesch Betriber um Maart hei an Europa, während ganz wéineg europäesch Firmen an Amerika sinn, wann et sech ëm Ausschreibungen handelt.

Zu der Prozedur vläicht och nach e Wuert. Dat ass schwéier an Amerika soen. Dir wësst, dass zwee d'Accorden - deen een ass ofgeschloss, den TPP, dat ass den Trans-Pacific Partnership mat den Asiaten -, do schéngt sech ofzezeechen, dass do dat eréischt an de Kongress géif kommen, wann de Kongress eng „lame duck“ ass, dat heescht nom November, no de Wahlen, oder souguer eréischt an där neier Administratioun.

Dat heescht fir den TTIP, dass d'USA, a mengen Aen op jidde Fall, keng lescht Offer wäerte maachen am Endgame, well wa se do wëlle méi wäit goen, wéi se mat den Asiate gaange sinn, an dat muss se mat den Europäer, mat eis, da mengen ech net, dass dat ze bewerkstelligen ass bis den Dezember 2016. Dat heescht, a mengen Aen ass d'Probabilitéit grouss, dass et eréischt déi nei Administratioun ass, déi da konfrontéiert gëtt mam Endgame ebe vun där Négociatioun, wann dat esou wäit geet.

Bon, ech wëll awer och e grouse Merci soen an e ganz éierlechen un de Gusty Graas hei, deen - nodeem de Marc Angel, dee President ass vun der Kommissioun an deen dat wonnerbar mécht, mir hunn eng gutt Zesummenaarbecht do - all déi Froen hei gestallt huet. Ech

mengen, Här President, et ass schonn immens intelligent gewiescht, fir de Victor Hugo ze zitieren vun 1849. An dat Zitat vum Victor Hugo misst eigentlech op Ungaresch, op Slowakesch an op Polnesch iwwersat ginn an déck an de Justus-Lipsius hänke kommen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Sou. Da vläicht de Claude Adam, dee sech och Gedanke mécht iwwert déi Décisionen, déi geholl gi si par rapport zu der Türkei de leschte Méindeg. Also, fir global dorobber ze äntwerten - en huet mer gesot, e misst fort -, mä... Ah, en ass nach hei, entschëllegt!

(**Interruption**)

Ah, entschëllegt! Bon, ech mengen, Här President, dass ee mam Claude Adam ka soen, dass et eng fundamental Differenz gëtt an der Approche tëschent der Türkei an der Europäescher Union. Wat ass déi fundamental Differenz? Déi türkesch Säit mécht e kloer Lien tëschent de Migratiounsfroen an de Baitrëtsverhandlungen. Si soen: Mir sinn net eleng do, fir iwwer Migratioun ze schwätzen, mir sinn och do, fir iwwer Baitrëtsverhandlungen ze schwätzen. Während selbstverständlech fir d'Europäer d'Baitrëtsverhandlung mat Rechtsstaatlechkeet ze dinn hunn. An dat ass eng fundamental Differenz, déi besteet.

Ech weess net, wéi dat weidergeet. Muer ass JAI zu Bréssel, also Justice et Affaires intérieures, an do solle mer dann och gefrot ginn an et soll iergendwéi gekuckt ginn, wéi eng Reaktiounen - et si keng Décisionen - op dee Pabeier vum leschte Méindeg solle kommen.

Beim Här Kartheiser, do géif ech trotzdem nach eng Kéier soen, an aller Rou, dass d'Krim nach ëmmer anektiert ass an dass, zweetens, déi Sanktiounen komm sinn net eleng wéinst deem Fliger, mä laang virdu. Dir wësst, wéi den Här Putin eng Ried gehalen huet zu Moskau an iwwer Novy Russia geschwat huet. An Dir kënnt lech gutt erënneren, dass do eng grouss Ansgicht war, dass Russland géif dee Schratt maachen, fir eben net nëmme d'Krim, mä vill méi wäit ze goen. An du sinn déi Sanktiounen agefouert ginn. Dat eent huet sech scho berouegt, dat anert ass nach ëmmer e Bestanddeel.

An ech soen dat och, et geet elo net méi duer, fir ze soen: Minsk, Minsk, Minsk! Och d'Ukrain huet hir Obligatiounen, déi se ze erfüllen hat, net erfüllt. Dat ass kloer, och a mengem Kapp. Et kann een net nëmme soen, d'Russe mussen erfüllen. Mä Der wësst, dass grouse Strait ass an der Ukrain tëschent dem President an dem Premierminister, dass een net richtig weess, wéi stabil dat ass.

Dir wësst och, an do sinn ech och net Ärer Meinung, Här Kartheiser, ech mengen, dat ass an der Europäescher Union och esou unerkannt, wann een d'Russen an d'Ukrainer wëllt um Dösch halen, da muss een an engem klengen Format fueren. An dee klengen Format ass eben den Normandie-Format, dat heescht d'Fransousen an déi Däitsch mat der russescher Säit a mat der ukrainescher Säit.

Dann och e Wuert, well dat ëmmer heiandsdo erëm opkënn, och bei lech, Här President, Här Kartheiser, dat sinn déi Produkter, déi aus de besate Gebidder sinn. Ech wëll dat hei eng Kéier kloerstellen.

Groussbritannien ass bestëmmt kee Land, wat antiisraelesch agestallt ass, esou wéi Lëtzebuerg och kee Land ass, wat antiisraelesch agestallt ass. Zënter zwee oder dräi Joer, ech weess et net méi genee, gëtt et dat doten a Groussbritannien. Wann Dir a Groussbritannien an e Supermarché gitt an Dir kauft e Produkt - Wäin zum Beispill -, wou dropsteet, dat wier en israelesch Produkt, mä wat deisäit de Grenze vun '68 produziéiert ginn ass, da steet dat drop. Dann huet de Consommateur d'Recht, dat ze gesinn.

Dat ass dach kee Frevel! Dat ass dach eppes, wat menger Meinung no awer och am Sënn ass vun internationale Recht, dass de Consommateur, deen dat keeft, dat gesäit. A wann et a Groussbritannien geet, da misst et jo awer och an anere Länner vun der Europäescher Union goen. An ech hoffen, dass dat och ka gemaach ginn. Dat ass net antiisraelesch - bestëmmt net! -, mä et ass awer dem Consommateur gewisen, dass et Grenze gëtt vun '68, dass et besate Gebidder gëtt an dass déi Produkter eben aus där Region sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Ausseminister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser, deen ugeschwat war, lech eng Fro stellt respektiv reagiert?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Wann Dir dat frot, Här President.

(**Hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Aah!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Och Merci un den Här Minister, dass e mer op esou eng korrekt Manéier probéiert, op déi Fro ze äntwerten. Mä ech wëll d'Fro nach eng Kéier preziséieren. D'Fro ass net... Ech verstinn de System, an ech weess, dass dat och an anere Länner ass. Mä d'Fro ass: Firwat gëtt et nëmme gemaach an deenen Territoiren, déi ënner israelescher Autoritéit am Abléck okkupéiert sinn?

De Virwurf, dee jo gemaach gëtt vun enger ganzer Rei vu Leit - an och vu mir -, ass jo deen, dass et net verstinn, firwat sech dat nëmme limitéiert op déi israelesch besaten Territoiren an net op anerer (veuillez lire: an net op anerer ausgeweit gëtt). A well dat Ongläichgewiicht existéiert, kennt eben de Verdacht op, dass dat net eng reng statsrechtlech oder völkerrechtlech Approche ass, mä datt domadder och en antisemitische Gedanke kéint verbonne ginn. An et ass, fir deen aus der Welt ze raumen, dass mer elo d'Geleeeënheet hunn, hei oppen driwwer ze schwätzen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, also Dir wësst, dass d'Europäesch Union mat Israel eng ganz spezifesch Partnerschaft huet - ganz spezifesch! -, déi ganz wäit geet, a ville Gebidder: am kulturelle Gebitt, am wirtschaftleche Gebitt. An dat heiten ass d'Reaktioun, déi mer vläicht net mat anere Länner op der Welt hunn, wou och esou Problemer bestinn, mä déi hu mer mat Israel. Ganz kloer!

An duerfir géif ech mengen, mir sollten elo net d'Aus... - wéi seet een dat? -, d'Ausried sichen, fir ze soen: Dat do besteet vläicht net mat iergendenger anerer Region oder engem anere Land op der Welt, dat vill méi wäit ewech ass, och kulturell an ekonomesch gesinn, wéi Israel. Mä et ass hei, wou mer et musse maachen. Ech mengen, et muss een dat maachen; et muss een esou korrekt sinn, fir dat ze maachen.

Dir wësst - ech soen dat nach eng Kéier -, et sinn, mengen ech, 30.000 palästinensesch Salariéen, déi an de besate Gebidder schaffen an déi natierlech och d'Angscht hunn, dass se kéinten hir Aarbechtsplaz verléieren. Mä vun der palästinensescher Säit héiert een awer, dass, wann dat dote gemaach gëtt, dat ee vun de Punkten ass, grad wéi d'Lignes directrices, déi mer duerchgesat hunn, fir dass Bewegung kënnt an d'Verhandlungen.

Sou. E leschte Punkt, Här President, nach zu deene Froen, wat d'Rechtsstaatlechkeet ugeet. Ech mengen, Här President, et gëtt néierens an et ka keng Rechtfertegung derfir ginn, dass et eng Emanzipatioun gëtt an der Europäescher Union nieft den Acquis vun der Europäescher Union, also à côté de la plaque. Et kann dat net ginn!

D'Commission de Venise ass an der polnescher Analys ganz kloer. Déi wäert offiziell zum Virschäi kommen, an dann hoffen ech, dass awer hei an deem Parlament, wann d'Commission de Venise dat feststellt - dat ass jo awer nach eng Autoritéit vum Conseil de l'Europe -, dass een dann awer net ronderëmschwadronéiert a seet: „Déi Länner hunn d'Recht, sech ze emanzipéieren.“ Si däre sech net emanzipéieren géint d'Acquis vun der Europäescher Union.

Fir ofzeschlüssen: den Här Urbany. Also, ech wollt vläicht just, Här President, soe beim Här Urbany: déi 160.000. Ech ginn lech recht; dat ass frustrant, dass eréischt 600 Leit relokaliséiert sinn. Mä fir kënnen ze relokaliséieren, muss de System fonctionnéieren. An de System fonctionnéiert net. Firwat? Well een net weess an Italien, wou déi Leit sinn, déi musse relokaliséiert ginn; well a Griichenland praktesch kee bereit ass ze froen, fir relokaliséiert ze ginn. An dat ass jo elo, dass déi Leit vun Idomeni, dass déi zréckgefuert ginn op d'Festland, op Thessaloniki oder op Athen, dass se do a Struktüre kommen an dass een och dann de Leit kann explizéieren, wat dat ass, an dann och een Accord vun hinne kréien, dass een da fir déi, déi ënnert d'Konvention vun 1951 falen, de System kann un d'Lafe kréien.

Ech soen lech: Fir déi 30 Leit, déi mir aus Griichenland geholl hunn, do hu mer eis dräi Woche praktesch misse vläicht net op d'Stroos stellen, mä praktesch mat allen Instanzen a Griichenland schwätzen, och vun der Kommissioun, fir déi 30 Leit ze fannen. An dat ass de Punkt, mengen ech, firwat mer de Moment net capabel sinn, dat ëmzesetzen.

Ech géif awer mengen, dass d'Relokaliséierung, déi 160.000 Leit, dass een de System net scho



soll condemnéieren. Et kann ee Moment kommen, an ech fannen dat, wat d'Laaschtenopdeeling ugeet, nach ëmmer e gudden System, wou dat heite geet. Dat hânt dovunner of, wéi d'Structures d'accueil a Griichenland age-riicht gi mat der UNHCR zesummen, mat dem OLAI zesummen an eben och mat der Kommissioun zesummen. An duerfir wëll ech dat elo op jidde Fall nach net condemnéieren, dass et net stattfonnt huet.

Ech wëll lech nach ee Wuert soen, well dat mech e wéineg frappéiert huet, wat Der sot vun der Global Coalition. Ech hunn näischt mat der Global Coalition géint den IS ze dinn. Ech soen lech just eent: Wann een - an ech hat déi Chance - zu Erbil war... Erbil läit 40 km nördlech vu Mossul. Mossul ass eng Stad, déi vum IS ageholl ginn ass a wou Honnerte vu Leit entweder ëmbruecht gi sinn oder wou Zéngtausende Leit hu misse flüchten an de Kurdistan. An de Barzani, d'Kurden an der Allianz mat der irakescher Arméi, wat eng schiitesch Arméi ass, do gétt gehofft, dass déi et kënne fäerdegbréngen, fir eng Stad ewéi Mossul erëm zrëckzekeréien, esou wéi Tikrit jo zrëckkomm ass.

Tikrit ass zrëckkomm. Wat ass geschitt? Et sinn europäesch Länner, virun allem Däitschland, déi sech agesat hunn, fir déi Stad erëm ze stabiliséieren, déi erëm bewunnbar ze maachen, fir dass d'Leit erëm an déi Stad kënne zrëckkommen. An esou ass et och mat Mossul.

An duerfir gleeft mer, ech mengen, hei an eiser feutréierter Chamber ass et einfach, fir ze soen, Global Coalition an esou weider, dass een dat nëmmen op déi militäresch Schinn géif setzen. Mä wann Der d'Hoffnung vun deene Leit zu Erbil gesitt, déi zu Zéngtausenden do an Zelter gepercht sinn, déi hir Stad praktesch gesinn am Süden, dass déi awer och hoffen, dass - an do geet et nëmme militäresch, et deet mer leed - déi Stad erëm befreit gétt an dass se erëm kënnen an hir Stad zrëckgoen, dat ass dat, wat ech wollt domadder soen.

An zum Gaddafi: Nach eng Kéier, gleeft mer, mir mussen eis ëmmer erëm zrëckversetzen. De Gaddafi huet e gewëssene Moment seng eege Citoienen als Rate betruucht an en huet mat deene puer Bomber, déi en nach hat, op déi Leit geschoss. An dat huet missen ophéieren! Dat huet missen ophéieren, Här Wagner. An duerfir: Ech sinn net dermat d'accord, wéi dat ausgaangen ass, mä dass do de Gaddafi wierklech dru gehënnert ginn ass, fir seng eege Leit ze bombardéieren, fannen ech nach ëmmer, dass dat déi eenzeg richteg Solutioun war.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dierf ech nach eng Zousazfro stellen? Ech wëll elo net op...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann den Här Minister nach eng Minutt heibleift, selbstverständlech.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll elo net op déi Froen nach eng Kéier agoen: Kurden oder Libyen an esou weider. Mä ech wëll ganz prezis froen: Déi Leit, déi elo a Griichenland festsätzen, falen déi ënnert dee Relokalisatiounsaccord? Oder falen déi eent zu eent ënnert deen Accord mat der Türkei a ginn dohinner zrëckgeschéckt?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Also, Här Urbany, Här President, souwäit ech verstanen hunn - dat gi mer muer vläicht méi am Detail gewuer, well dat ass eng Virlag, déi nach net am Detail beschwat ginn ass -, wier et nëmme fir déi, déi géifen nei komme vun deem Moment un, wou dee System do géif funktionnéieren. Dat ass dat, wat ech verstanen hunn. Ob dat elo...

(Interruption)

Jo, fir déi nei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Ausseminister.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Debatt iwwert d'Aussen- an Europapolitik ukomm. A mir gesinn eis erëm muer de Mëtten um zwou Auer, fir de Rescht vum Ordre du jour ze evakuéieren. Domat wënschen ech lech, dass Der gutt heemkommt.

An d'Sézung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)

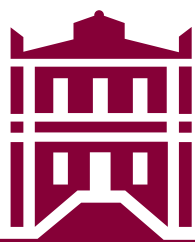
Sommaire des séances publiques n^{os} 20, 21 et 22

20^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 310
Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Marc Spautz	p. 310
Communication	p. 310
6817 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade	p. 310-313
6641 - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal	p. 313-316
6865 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement	p. 316-319
6835 - Projet de loi portant approbation de	
- l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;	
- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;	
- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;	
- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;	
- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;	
- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;	
- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013	p. 319-320
6807 - Projet de loi modifiant	
1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;	
2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 320-322
6824 - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises	p. 322-331
6910 - Projet de loi modifiant:	
- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;	
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;	
- la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;	
- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;	
- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;	
- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État	p. 331

21^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 332
Communications	p. 332
Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de fourniture de contenu numérique (document COM/2015/634) ainsi qu'à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens (document COM/2015/635) - Art. 168 du Règlement de la Chambre	p. 332-333
6955 - Proposition de loi relative à la transsexualité et modifiant le Code civil	
et	
6956 - Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution	p. 333
Ordre du jour	p. 333
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère	p. 333-338
Question élargie n°14 de Mme Cécile Hemmen sur la situation des femmes dans l'espace public	p. 338-339
Question élargie n°11 de M. Léon Gloden sur l'eau gastronomique	p. 339
Ordre du jour (suite)	p. 339
Question élargie n°12 de M. André Bauler sur les infrastructures publiques dans le nord du pays	p. 339-340
Question élargie n°13 de M. Roy Reding sur la réforme du système de mise sous curatelle ou tutelle de majeurs	p. 340-341
22^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 342
Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 342-356



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1773	Marc Spautz	Engagements pris par l'UEL en matière de lutte contre le chômage
1822	Fernand Kartheiser	Aide au développement des communes
1824	Roy Reding	Droit de préemption des communes
1825	Diane Adehm, Gilles Roth	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
1827	Martine Hansen, Gilles Roth	Indexation des bourses d'études
1828	Claudia Dall'Agnol	Répartition des agents de la Police grand-ducale
1829	Nancy Arendt	Sportifs de haut niveau
1830	Lex Delles	Tutorat dans le cadre de l'enseignement secondaire
1831	Cécile Hemmen	Parking de la Coque
1832	Gusty Graas	Ligne ferroviaire entre Rodange et Athus
1833	Laurent Mosar, Gilles Roth	Mission du comité du risque systémique
1834	Serge Wilmes	Conseil national pour étrangers
1835	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme des allocations familiales
1836	Roy Reding	Assistance judiciaire pour fonctionnaires
1837	Cécile Hemmen	Femmes dans le sport
1838	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Plafonds de paiement en liquide
1839	Franz Fayot	Institut d'histoire du temps présent
1840	Diane Adehm, Gilles Roth	Capacité des centres de primo-accueil
1841	Diane Adehm, Gilles Roth	Introduction d'un impôt sur la plus-value
1842	Josée Lorsché	Promotion de véhicules à hydrogène
1843	Diane Adehm, Laurent Mosar	Plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil
1844	Marco Schank	Éventuelle attaque terroriste sur les centrales nucléaires belges
1845	Gilles Roth, Diane Adehm	«Dividend stripping»
1846	Laurent Mosar, Gilles Roth	Éventuelle baisse de l'impôt sur le revenu des collectivités
1847	Cécile Hemmen	Cartes de paiement sans contact

1848	Françoise Hetto-Gaasch	Hébergement de personnes handicapées
1849	Marc Spautz	Suspension d'un médecin-dentiste
1850	Laurent Mosar	Accord des États membres de l'Union européenne avec le Royaume-Uni
1851	Nancy Arendt, Martine Hansen	Sport dans les établissements scolaires
1852	Nancy Arendt	Centres de fitness
1853	Gérard Anzia	Validité des chèques-cadeaux
1854	Josée Lorsché, Henri Kox	Étude sur la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom
1856	Gusty Graas	Publicité de prestataires médicaux
1859	Michel Wolter	Course-poursuite survenue le 24 février 2016
1860	Sylvie Andrich-Duval	Mise en œuvre de la loi du 21 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute
1861	Marco Schank	Création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics
1862	Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval	Problématique des permis de conduire de catégorie C et D
1864	Claude Adam	«Comprehensive Economic and Trade Agreement» (CETA)
1865	Claude Lamberty, Max Hahn	Fourrières dans le sud du pays
1868	André Bauler	Complexe sportif de Diekirch
1869	Gusty Graas, Alexander Krieps	Troubles de l'apprentissage
1870	Marc Spautz	Demandeurs d'asile des pays du Maghreb
1871	Henri Kox	Incident grave à la centrale nucléaire de Fessenheim
1873	Edy Mertens	Fermeture de bureaux postaux
1874	Gilles Roth, Diane Adehm	Fraude sociale et fiscale
1878	Roger Negri	Incident grave à la centrale nucléaire de Fessenheim
1881	Marco Schank	Incident à la centrale nucléaire de Cattenom
1884	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert	Trafic d'armes

Question 1773 (03.02.2016) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les engagements pris par l'UEL en matière de lutte contre le chômage:

L'accord conclu le 14 janvier 2015 entre l'UEL et le Gouvernement fait état d'un renforcement de la collaboration entre les entreprises et l'ADEM pour garantir une action concertée de lutte contre le chômage. Dans ce contexte, les parties se sont fixées pour objectif de parvenir à une réduction substantielle du nombre de demandeurs d'emploi par l'augmentation du nombre total de recrutements par des entreprises via l'ADEM de quelque 5.000 demandeurs d'emploi additionnels sur trois ans, soit en moyenne quelque 1.700 personnes supplémentaires par an.

Hier, le comité national de l'OGB-L a laissé sous-entendre que l'UEL n'aurait pas tenu son engagement en déclarant que les chiffres du chômage montrent que cela ne fonctionne pas.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les entreprises ont embauché au courant de l'année 2015 quelque 1.700 demandeurs d'emploi additionnels portant le nombre total de recru-

tements par les entreprises via l'ADEM à 12.700?

- À défaut, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons l'engagement de l'UEL n'a pas pu être tenu?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin me fournir des informations précises quant aux secteurs et types de contrats (CDD, CDI, intérim, etc.) que les 12.700 demandeurs d'emploi se sont vu proposer par les entreprises?

Réponse (04.04.2016) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, j'ai l'honneur de vous confirmer que, d'après les chiffres de l'ADEM, les entreprises ont embauché au courant de l'année 2015 quelque 1.700 demandeurs d'emploi additionnels portant le nombre total de recrutements à 12.778, ce qui correspond à une augmentation de 16% par rapport à 2014.

En ce qui concerne les secteurs qui ont le plus embauché par le biais de l'ADEM, je vous prie de bien vouloir vous référer au tableau ci-dessous.

L'ADEM ne peut malheureusement pas fournir pour le moment des informations vérifiées quant aux types de contrats proposés aux demandeurs d'emploi. À noter toutefois que les contrats de mission inférieurs à quatre mois (dans le secteur du travail intérimaire) ne sont pas pris en compte puisque les demandeurs d'emploi qui en bénéficient restent inscrits à l'ADEM.

Statistique des 12.778 dossiers de demandeurs d'emploi clôturés en 2015

Ventilation en % du nombre de personnes (matricules)

Avec affiliation au CCSS selon le secteur d'activités

Top 10 par ordre décroissant d'importance

Secteur selon la nomenclature NACE 1 L	%
I. HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	12,2%
N. ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	11,1%
G. COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	9,2%
F. CONSTRUCTION	7,8%
Q. SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	6,3%
M. ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	4,6%
K. ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	4,0%
H. TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	3,7%
O. ADMINISTRATION PUBLIQUE	3,3%
C. INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	3,0%
Total top 10	65,2%
Autres secteurs d'activités	34,8%

Source: CCSS - Calculs ADEM: Service Statistiques et Études - Mars 2016

Question 1822 (17.02.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'aide au développement des communes:

Nieft dem Statsbudget fir Entwécklungshëllef si jo och vill Gemengen an deem Domän aktiv, sief et, datt se selwer als Partner oprieden, oder datt se Associatiounen an ONGen aus der Zivilgesellschaft ënnerstëtzen. Dofir hätt ech dës Froen un den Här Banneminister an un den Här Minister fir Entwécklungshëllef:

1. Wéi eng Gemenge gi wéi vill Sue fir Entwécklungshëllef aus, sief dat an eegener Regie, am Partenariat mat Associatiounen an ONGen, déi sech ëm Entwécklungshëllef këmmen, oder a Form vu Subventiounen un esou Associatiounen an ONGen?

2. Wéi verschaft de Stat sech do en Iwwerbléck a wéi informéieren d'Gemengen de Stat?

3. Wéi eng Länner profitéiere vun deene Suen?

4. Koordinéieren d'Gemengen hir Efforte mam Stat, fir d'Effikasitéit vun där Hëllef ze optiméieren?

5. Am Fall wou et op deem Gebitt keng Koordinatioun géif ginn, sinn d'Ministère der Mee-nung, datt dat eng gutt Situatioun ass oder datt do Remedur ze schafen ass?

6. Wann een d'Hëllef vun de Gemenge bei déi staatlech Dépensen no de Kritère vum DAC nach géif derbärechnen, wéi e Prozentsaz vum BNA géif dann am Total fir déi Lëtzebuurger Entwécklungshëllef erauskommen?

Réponse commune (30.03.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

Op déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser ugeschwate Froen, wat d'Bedeelung vun den Gemengen am Beräich vun der Entwécklungshëllef ugeet, si folgend Äntwerten ze ginn:

Ad 1. Aus de Gemengekonte vum Joer 2014, déi ofgeschloss sinn, geet ervir, dass folgend Gemengen ënnert de Codes fonctionnels 191 „Coopération au développement et aide humanitaire internationale“ an 192 „Aide humanitaire nationale“ des Betrag gebucht hunn:

BECH	1.350,00	LINTGEN	3.000,00
BECKERICH	76.134,17	MERSCH	10.320,00
BERDORF	2.400,00	MERTERT	600,00
BETTEMBOURG	175.500,00	MONDERCANGE	30.000,00
BETTENDORF	1.325,00	NIEDERANVEN	42.138,65
BETZDORF	48.475,58	NOMMERN	910,00
BOEVANGE/ATTERT	4.325,00	PARC HOSINGEN	2.210,00
BOULAIDE	1.200,00	PRÉIZERDAUL	48.953,41
BOUS	450,00	REMICH	9.763,50
CLERVAUX	5.936,50	ROESER	3.756,00
DUDELANGE	25.000,00	ROSPORT	1.400,00
ECHTERNACH	100,00	RUMELANGE	7.500,00
ELL	4.000,00	SAEUL	6.795,00
ERPELDANGE-SUR-SÛRE	6.765,00	SANDWEILER	6.560,00
ESCH-SUR-SÛRE	3.650,00	SANEM	44.230,74
ETTTELBRUCK	28.000,00	SCHIFFLANGE	15.000,00
GARNICH	1.485,00	STEINFORT	2.500,00
GROSBOUS	1.875,00	STEINSEL	25.534,00
KAERJENG	32.600,00	STRASSEN	20.000,00
KAYL	3.000,00	USELDANGE	1.000,00
KEHLEN	3.051,15	VALLÉE DE L'ERNZ	575,00
LAROCLETTE	2.525,00	VIANDEN	900,00
LENNINGEN	50,00	WALDBILLIG	2.750,64
		TOTAL	715.594,34

Ad 2. Gemääss dem ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 kontrolléiert den Innenminister d'Budgete vun de Gemengen, si ginn eventuell redresséiert a vum Innenminister arrétéiert. D'Konte vun de Gemenge gi vum Innenminister vérifiéiert, eventuell redresséiert, an dann definitiv arrétéiert. De Beräich, deen den Deputéierten uschwätzt, fällt net ënnert d'Bestëmmunge vun der sougenannter „tutelle d'approbation“ vum Innenminister, spréich den Artikel 106 vum Gemengegesetz. Des Weidere falen och d'Subventiounen un Associatiounen an ONGen net ënnert den Artikel 106 vum Gemengegesetz.

Ad 3. Aus de Konte vun de Gemenge geet net ervir, wéi eng Länner vun deene Suen profitéieren.

Ad 4. a 5. Et bleibt de Gemengen iwwerlooss, wéi si an dësem Beräich virginn.

Ad 6. Am Fall wou een d'Montant vum Punkt 1) géif mat der deklaréierter Entwécklungshëllef additionéieren, hätt dat keen Effekt op de Prozentsaz vum BNA fir d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef.

De Stat kofinanzéiert Associatiounen, déi en als ONG agréiert huet. Deenen ONGen hir Konte weisen net ëmmer spezifesch d'Donen, déi si vu Gemenge kréien.

Dofir ass et net méiglech, fir d'Kooperationsdirektioun erauszefannen, ob e Subsid vun enger Gemeng an den Deel erfléisst, deen d'ONG bei engem kofinanzéierte Projet als eege Fonge muss bäileeën.

Question 1824 (18.02.2016) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant le **droit de préemption des communes**:

L'article 3 de la loi dite «Pacte logement» prévoit - entre autres - un droit de préemption en faveur des communes pour «les terrains adjacents au périmètre d'agglomération et sis à l'extérieur de celui-ci». Il me revient que certaines communes ont mis en œuvre ce droit pour des terrains qui sont situés partiellement à l'intérieur du périmètre - et d'ailleurs construits - et partiellement en dehors de ce périmètre, mais qui ne portent qu'un seul numéro cadastral.

1. Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur est d'avis que cette attitude a une base légale au vu des termes de l'article 3 tiret 5?

2. Si tel devait être le cas - quod non -, ne faudrait-il pas alors exercer le droit de préemption sur l'intégralité de la parcelle concernée?

Il appartient ainsi au notaire de vérifier si les conditions du droit de préemption légal sont remplies avant qu'il ne mette en mesure le pouvoir préemptant d'exercer son droit.

L'article 3 de la loi précitée exige que deux conditions cumulatives soient remplies pour que le pouvoir préemptant puisse exercer son droit. Ainsi, les terrains visés doivent être adjacents au périmètre, d'une part, et être situés à l'extérieur de celui-ci, d'autre part. Ne sont pas visés les terrains construits. En effet, le Gouvernement a précisé à l'occasion de l'élaboration du projet de la loi dite «Pacte logement» que «les biens soumis au droit de préemption sont exclusivement des terrains, à savoir des immeubles non bâtis (...)».¹

Une fois les conditions réunies, la commune peut informer le notaire de sa décision d'exercer son droit. La commune agit dans le cadre de l'accord convenu entre le propriétaire et l'acheteur alors que l'exercice du droit de préemption, conformément à l'article 10 de la loi précitée, se fait exclusivement aux prix et conditions mentionnés dans le dossier de notification. Ni l'objet, ni le prix conventionnellement définis entre les parties ne peuvent subir de modifications. Dans cette logique il n'existe pas de droit de préemption «partiel» qui porterait sur la partie seulement d'un terrain située à l'extérieur du périmètre alors que l'autre partie se trouverait en zone constructible.

En effet, une telle distinction aurait pour conséquence qu'un nouveau prix de cession du terrain devrait être déterminé, ce qui va à l'encontre du principe que le pouvoir préemptant se substitue simplement à la partie acquéreuse.

En effet, le droit de préemption légal s'analyse traditionnellement comme la faculté conférée par la loi à une personne d'acquérir de préférence à toute autre un bien que son propriétaire se propose de céder, en se portant acquéreur de ce bien dans un délai donné et ce aux prix et conditions de la cession initialement projetée.

Le pouvoir préemptant ne saurait ainsi «renégocier» le prix et les conditions mentionnés dans le dossier de notification.

Question 1825 (18.02.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant l'**avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics**:

Dans un commentaire publié dans l'édition du «Tageblatt» d'aujourd'hui, l'auteur est revenu sur les critiques de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) concernant le manque de respect du Gouvernement vis-à-vis de leurs avis. À plusieurs reprises, l'avis n'aurait été demandé qu'en dernière minute, voire ignoré.

Même si l'article 43bis de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création des chambres professionnelles à base élective qui dispose que l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics doit être demandé pour toutes les lois et tous les arrêtés qui concernent principalement les fonctionnaires et employés publics semble avoir été respecté à la lettre, les agissements du Gouvernement ne sont que très peu compatibles avec l'esprit de la loi.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les critiques de la CHFEP? Quelles ont été les raisons à la base des négligences du Gouvernement dans les cas cités par la CHFEP?

- Comment le Gouvernement entend-il mieux honorer les avis de la CHFEP et des autres chambres professionnelles?

Réponse (07.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Madame et Monsieur les honorables Députés s'interrogent sur l'importance accordée aux avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) dans le cadre des procédures législative et réglementaire, ceci suite aux critiques formulées par le Président de la CHFEP, faisant état d'un manque de respect allégué du Gouvernement vis-à-vis desdits avis.

Le Gouvernement doit réfuter ces critiques, étant donné qu'elles ne reflètent ni son attitude générale, ni ne tiennent compte des efforts entrepris par le Gouvernement pour améliorer la qualité et accélérer le flux des documents dans le cadre des procédures législative et réglementaire, dans le but justement de permettre aux organes intervenant dans ces procédures de disposer d'un maximum de temps utile pour l'accomplissement de leurs tâches respectives.

¹ Doc. parl. n°5696

À l'instar du rôle joué par les autres chambres professionnelles intervenant dans les procédures législative et réglementaire, celui de la CHFEP revêt un caractère précieux dans l'élaboration de la législation nationale. Le Gouvernement souligne que l'expertise que fournit la CHFEP à travers ses avis contribue en effet de manière positive à la qualité du cadre législatif et réglementaire luxembourgeois.

Alors qu'il n'est certes pas aisé de quantifier avec précision l'influence d'un avis sur un texte législatif ou réglementaire donné, force est de constater que les avis des chambres professionnelles apportent des éléments pertinents qui sont pris en considération dans le cadre des travaux préparatoires des projets ou propositions de lois et des projets de règlements grand-ducaux. Les observations contenues dans ces avis peuvent servir à clarifier l'interprétation d'une disposition donnée, voire donner lieu à des amendements gouvernementaux ou parlementaires introduits dans la procédure. Étant donné qu'ils sont publiés, ces avis servent même après l'adoption d'un texte législatif ou réglementaire pour nourrir le débat démocratique autour de la législation en vigueur et à venir.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement réitère l'importance qu'il attache aux avis des chambres professionnelles.

Les honorables Députés ont raison de souligner que le Gouvernement respecte à la lettre l'article 43bis de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création des chambres professionnelles à base élective stipulant que l'avis de la CHFEP doit être demandé «pour toutes les lois et tous les arrêtés qui concernent principalement les fonctionnaires et employés publics». Cela étant, il est évident qu'un délai raisonnable doit être imparti aux organes consultatifs pour formuler utilement leur avis.

Le Gouvernement regrette si cette prémisses n'a pas toujours été respectée dans le passé. Il peut en effet arriver qu'entre l'élaboration du texte d'un projet de loi ou de règlement grand-ducal et son adoption finale, un laps de temps très court soit accordé aux organes consultatifs, ceci pour répondre à une urgence matérielle ou légale (comme par exemple un délai de transposition d'une directive européenne) nécessitant l'entrée en vigueur du texte en question dans les meilleurs délais. En aucun cas, un délai inadéquat n'est dû à la volonté du Gouvernement de court-circuiter la phase consultative des processus législatif ou réglementaire dont les mérites ont été exposés ci-avant.

Conscient de la problématique évoquée et soucieux du respect des procédures en place, le Gouvernement a pris plusieurs mesures tendant à accélérer les flux de documents intervenant dans les procédures législative et réglementaire via une informatisation d'un système ayant reposé largement sur la transmission de documents en papier, ainsi qu'à en améliorer la qualité via une standardisation.

Ainsi, le Gouvernement a réformé le système de transmission de documents entre les institutions et organes intervenant dans les procédures législative et réglementaire en ayant recours, en accord avec les acteurs concernés, de manière croissante à la transmission par voie électronique. Le Service central de législation et le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) sont en outre chargés d'élaborer, ensemble avec les institutions concernées, un système informatique permettant à terme l'informatisation complète de la transmission de documents dans le cadre des procédures législative et réglementaire.

Les gains de temps considérables ainsi générés se répercutent de manière positive sur les délais impartis de part et d'autre aux organes consultatifs intervenant dans les procédures législative et réglementaire.

La standardisation des documents de transmission est un autre moyen pour améliorer les flux de documents et permet de réduire les erreurs de transmission ayant un impact négatif sur la durée des procédures législative et réglementaire. Qui plus est, elle oblige les auteurs des textes en question de se poser dès le départ la question de la saisine des chambres professionnelles. Ainsi, le Gouvernement a introduit via le Service central de législation une application informatique, dénommée «LegiCompil», qui s'avère être un outil de travail précieux s'adressant à tous les agents de l'État intervenant dans les procédures législative et réglementaire. L'application permet de générer des documents de transmission prêts à être signés, à la suite d'une série de questions posées à l'utilisateur en fonction de la démarche qu'il souhaite

réaliser. Dans ce contexte, les utilisateurs sont d'emblée confrontés à la question de la saisine des chambres professionnelles et les documents afférents sont, le cas échéant, automatiquement préparés.

Les départements ministériels ont été informés de la mise en place de l'application «LegiCom-pil» par circulaire du 28 janvier 2016.

Le Gouvernement est confiant que cette mesure contribuera, entre autres, à améliorer à court et moyen terme le déroulement de la saisine des chambres professionnelles dans le cadre des procédures législative et réglementaire.

Le Gouvernement aimerait également rappeler que le fonctionnement de la saisine des chambres professionnelles fait partie intégrante des cours dispensés à l'Institut national d'administration publique (INAP) à l'attention des fonctionnaires-stagiaires et des fonctionnaires bénéficiant d'une formation continue et intervenant dans la procédure législative et réglementaire.

Question 1827 (18.02.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'indexation des bourses d'études**:

Dans le cadre de l'avant-projet de loi portant modification de la loi de juillet 2014 sur les aides financières pour les études supérieures, il a été retenu de soumettre, à compter d'août 2017, les différentes bourses d'études à l'indexation et de les lier ainsi à l'évolution de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Le Gouvernement peut-il étayer les raisons pour lesquelles les différentes bourses d'études sont soumises à l'indexation?

2. Le Gouvernement entend-il soumettre également à l'indexation les prestations familiales, sachant que l'accord signé entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB en novembre 2014 a retenu que «les montants des prestations familiales seront périodiquement adaptés en tenant compte de l'évolution de la valeur relative des prestations familiales en nature et en espèces par rapport à l'évolution du salaire médian»?

Réponse commune (22.03.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Ad 1. En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet de l'indexation des bourses d'études, nous avons l'honneur de vous informer que dans le contexte de l'élaboration du projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, des concertations ont eu lieu avec les associations représentant les étudiants et d'autres acteurs de la société civile. À côté des augmentations substantielles de la bourse sociale et de la bourse de mobilité, il a été retenu d'introduire une indexation des différentes bourses d'études à partir du mois d'août 2017 et de les lier à l'évolution de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires. Une fois le système en place, les montants visés seront adaptés proportionnellement avec effet pour l'année académique qui suivra celle pendant laquelle la cote d'application de l'échelle mobile des salaires aura évolué d'une ou de plusieurs tranches. Le cas échéant, une première adaptation pourrait donc avoir lieu au plus tôt pour l'année académique 2018-2019.

L'ensemble des mesures retenues vise à renforcer les éléments de la sélectivité sociale dans le système des aides financières actuel, à alléger les difficultés éprouvées par les étudiants pour financer leur logement dans les villes universitaires étrangères et à garantir une adaptation régulière des montants des bourses d'études à l'évolution du coût de la vie. L'objectif global des adaptations proposées reflète la volonté du Gouvernement de vouloir promouvoir davantage l'accès à l'enseignement supérieur au Luxembourg et à l'étranger, et ceci pour toutes les personnes éligibles qui souhaitent étudier.

Ad 2. Pour ce qui est du deuxième volet de la question parlementaire des honorables Députés, nous avons l'honneur de vous informer qu'en date du 17 mars 2016 le Gouvernement et les syndicats signataires de l'accord du 28 novembre 2014 ont annoncé le nouveau mécanisme d'adaptation des prestations en nature et en espèces. Le Gouvernement soumettra sous peu un projet de loi afférent à la Chambre des Députés.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en concertation avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a fait analyser et calculer des mécanismes possibles d'adaptation. Ils ont été discutés ensuite au sein d'un groupe technique mis en place par le Comité permanent du travail et de l'emploi composé de représentants des syndicats OGB-L, LCGB et CGFP ainsi que des ministres de la Famille et l'Éducation nationale.

La proposition retenue par ce groupe en date du 1^{er} mars 2016 entend faire examiner tous les deux ans l'évolution du salaire médian par rapport à l'évolution des prestations familiales en espèces et en nature. L'écart se traduit par un pourcentage déterminé calculé sur le montant total des prestations en espèces et en nature. Ce pourcentage sera exprimé en termes monétaires par une enveloppe financière qui peut constituer le montant à investir par le Gouvernement après consultation avec les partenaires sociaux, soit dans l'adaptation de ces prestations, soit en la création d'une ou de plusieurs autres prestations.

Ce mécanisme fera en sorte que dorénavant les investissements du Gouvernement (par exemple dans le domaine de la petite enfance) entreront dans le calcul du mécanisme d'adaptation. De plus, le Gouvernement pourra mieux cibler les investissements en faveur des enfants et de leurs familles, étant donné qu'après consultation des partenaires sociaux, il pourra proposer dans le cadre d'un projet de loi dans quels domaines de la politique familiale et en faveur de quelles catégories d'âge des enfants il entend investir l'enveloppe financière dégagée par le mécanisme d'adaptation. Le coût de l'adaptation sera à charge de l'État, sous réserve de ressources suffisantes pour faire face à la dépense supplémentaire.

Question 1828 (18.02.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **la répartition des agents de la Police grand-ducale**:

Le résumé du rapport final sur l'audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale révèle «un manque d'encadrement des jeunes sur le terrain. Alors que le système de parrainage prévu dans la loi était globalement appliqué auparavant, il semble que cette pratique décline progressivement, faute de temps, de personnel, voire de motivation.»

D'après le même résumé, la répartition entre les officiers de police judiciaire (OPJ) et les agents de police judiciaire (APJ) n'est pas optimale. Tandis que les plus jeunes (APJ) travaillent principalement dans les centres d'intervention, les agents plus expérimentés (OPJ) ont tendance à se retirer dans des régions ou des unités jugées plus calmes. Le résumé en conclut que «(d)ans les zones à forte activité, la proportion d'agents expérimentés est donc insuffisante pour encadrer les plus jeunes. À l'inverse, les unités plus calmes manquent d'agents plus jeunes qui pourraient apporter leur dynamisme.»

L'initiative de Monsieur le Ministre pour recruter davantage de jeunes est certainement indispensable pour garantir un meilleur effectif de policiers sur le terrain. Cependant, il faudra aussi garantir un système d'encadrement des jeunes sur le terrain et une répartition des agents expérimentés équitable afin de pouvoir garantir un tel encadrement.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Quelle est la structure d'âge dans les différents services de la Police grand-ducale et par carrière? Existe-t-il également des statistiques sur la structure d'âge par régions, afin de pouvoir confirmer les résultats de l'audit?

2. Quelles sont les raisons principales pour lesquelles le système de parrainage s'est détérioré?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit des mesures afin de remédier à cette problématique? Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues?

Réponse (24.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Ad 1. La moyenne d'âge dans la Police grand-ducale par carrière est la suivante:

- Dans la carrière du brigadier: 32,7 ans

- Dans la carrière de l'inspecteur: 38,3 ans

- Dans la carrière du cadre supérieur: 41,0 ans

Tout appel de candidature pour un poste vacant implique préalablement une appréciation orientée vers une hiérarchie saine et un bon fonctionnement des unités opérationnelles. La Police grand-ducale veille ainsi, dans la mesure du possible, à une répartition saine entre agents de police judiciaire (APJ) et officiers de police judiciaire (OPJ).

Ad 2. Dans le cadre de leur formation de base à l'École de Police, les volontaires de police suivent des stages pratiques dans les unités de la police. Le règlement grand-ducal modifié du 6 février 2001 fixant les modalités de fonctionnement de l'École de Police prévoit qu'à l'occasion de certains stages effectués dans le cadre de la formation de base dans les unités territoriales, le commandant d'unité ou le chef de service respectif assure le parrainage des candidats. Le parrain accueille, encadre et conseille le candidat lors de son stage à l'unité. Il veille à l'application d'un programme de stage établi par le directeur de l'école. À cet effet, il adjoint au candidat le personnel policier nécessaire pour satisfaire aux critères pratiques du stage.

Après la formation de base, les jeunes policiers sont encadrés dans leur unité d'affectation, en principe par des policiers ayant la qualité d'OPJ, partant des policiers ayant au moins six ans de service et ayant réussi l'examen de promotion.

Ad 3. Les policiers, à l'instar des autres fonctionnaires de l'État, verront leur période de stage allongée d'une année qui sera consacrée à l'initiation pratique sur le terrain. Un patron de stage sera désigné pour chaque volontaire de police. Le groupe de travail «Formation», institué suite à l'audit sur l'organisation et le fonctionnement de la police, a mené des réflexions sur la manière d'organiser au mieux le stage pratique et, en particulier, sur les unités territoriales les mieux outillées pour accueillir des stagiaires ou la valorisation du patron de stage.

Question 1829 (18.02.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant **les sportifs de haut niveau**:

Animés par la passion du sport et ses valeurs et ambassadeurs d'exception, les sportifs représentent avec honneur le Luxembourg dans les compétitions internationales. L'importance des fonctions sociales et éducatives du sport est démontrée: le sport participe directement au renforcement de la cohésion sociale et constitue un puissant facteur d'intégration.

Ces dernières années nos sportifs de haut niveau, représentés dans le monde entier, attirent de plus en plus souvent une attention globale, ce qui permet de mettre notre pays en évidence au niveau mondial.

Partant également du constat que «la quasi-totalité des sportifs de haut niveau et des sportifs professionnels sont mal ou insuffisamment préparés à une intégration sociale réussie à l'expiration de leur carrière sportive [et qu'ils ont participé au rayonnement de la France mais celle-ci ne parvient pas à les préparer correctement à leur reconversion]», le Sénat et l'Assemblée nationale en France ont adopté en novembre dernier une loi qui crée un statut juridique pour les sportifs de haut niveau et professionnels et leur offre ainsi une couverture sociale et une reconversion professionnelle.

Lors de la Présidence européenne luxembourgeoise, la discussion de la «dual career» démontra la grande difficulté de combiner le sport de haut niveau soit avec l'école ou avec la préparation à la vie professionnelle et souligna l'importance de mesures étatiques additionnelles comme la France les a mises en vigueur. Ceci s'avère d'autant plus important pour des sports moins commercialisés, médiatisés et par la suite moins bien rémunérés.

Au Luxembourg la seule option possible pour les sportifs d'un assez haut niveau est l'engagement dans la section des sportifs d'élite de l'Armée luxembourgeoise. Or, deux problèmes se posent: D'un côté les sportifs ne peuvent pas exercer leur sport en question lors de l'instruction de base d'une durée de quatre mois, ce qui constitue une interruption d'entraînement importante. De l'autre côté, les sportifs de haut niveau ne peuvent pas opter pour la section des sportifs d'élite s'ils désirent poursuivre des études supérieures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de suivre l'exemple français en dotant le sportif de haut niveau d'un statut juridique à part entière, en lui offrant une sécurité financière et sociale reconnue?

- Est-il prévu un changement concernant la non-compatibilité entre l'inscription à l'université et l'engagement dans l'armée pour les sportifs concernés?

Réponse (17.03.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Madame la Députée a trait aux sportifs de haut niveau.

Elle fait état du statut juridique instauré récemment en France par la loi du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale.

Tout d'abord je tiens à rappeler qu'au Luxembourg différentes mesures ont déjà été prises depuis des années et sont ancrées dans la loi du 3 août 2015 concernant le sport et plus particulièrement dans son chapitre 5 intitulé: un statut spécial dans l'intérêt de l'élite sportive.

Quant aux questions concrètes posées par Madame la Députée, j'ai demandé à mes services d'analyser ensemble avec les partenaires impliqués la situation des sportifs de haut niveau au Luxembourg non seulement d'un point de vue de la création d'un statut juridique mais également en y englobant la discussion déjà lancée lors de la Présidence luxembourgeoise au sein de l'Union européenne du projet de double carrière. Ainsi un concept global en vue d'aider les sportifs de haut niveau tout au long de leur carrière pourrait être élaboré.

Dans cette optique, il est prématuré de changer à l'heure actuelle un seul aspect du fonctionnement de la section des sportifs d'élite de l'Armée luxembourgeoise.

Question 1830 (18.02.2016) de **M. Lex Delles** (DP) concernant **le tutorat dans le cadre de l'enseignement secondaire**:

Selon d'aucuns, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ne serait plus disposé à prévoir un tutorat dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures prévues par le MENJE afin d'améliorer l'orientation des élèves dans l'enseignement secondaire?

3. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'établissements scolaires disposent à ce jour d'un tutorat?

4. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'établissements scolaires ayant déjà mis en place une démarche d'orientation pour leurs élèves?

Réponse (24.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Chaque élève a droit à un soutien et un suivi encourageant ses progrès, l'aidant à faire des choix pertinents et à s'orienter vers la formation le menant au maximum de chances de réussite. Voilà pourquoi l'encadrement et l'orientation des élèves constituent une des priorités de la politique éducative et seront renforcés dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire.

Une des lignes directrices de la politique éducative prévoit d'accorder aux lycées un espace dans lequel ils peuvent se développer. L'objectif est de permettre la dynamisation des lycées en leur concédant une certaine marge de manœuvre pour instaurer des concepts adaptés aux besoins de leurs élèves. La démarche pour laquelle le ministère a opté, implique en effet la promotion d'une véritable culture de confiance mutuelle, de responsabilisation, de valorisation des efforts effectués et d'accompagnement. Préserver ce qui fonctionne, mais rendre possible toute innovation, toute orientation qu'un lycée veut bien se donner, telle est la démarche que le ministère a décidé d'adopter.

En ce qui concerne plus précisément les moyens mis en œuvre afin d'accompagner et d'orienter les élèves tout au long de leur parcours scolaire, il faut préciser que beaucoup de lycées ont déjà mis en place les structures et concepts pédagogiques dont ils ont besoin

pour encadrer et orienter leur population scolaire. Il leur faut donc un cadre légal souple qui leur permet de continuer sur leur lancée, plutôt qu'une loi qui uniformiserait les concepts, qui enfermerait les lycées dans un carcan législatif rigide et les bloquerait dans leur développement ou, pire, risquerait de le mettre en péril.

La démarche d'orientation est maintenant inscrite au projet de loi ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation (MO) et la cohérence de l'orientation scolaire et professionnelle. Il y est prévu que les lycées se dotent d'une démarche d'orientation correspondant aux critères de qualité décrits dans un cadre de référence élaboré par le Service de coordination de la Maison de l'orientation et par les services de la Maison de l'orientation en concertation avec le SCRIPT et les lycées. Au sein de chaque lycée, le directeur met en place une cellule d'orientation chargée de la coordination de l'orientation dans l'établissement.

Ad 1. Tutorat obligatoire aux lycées

Considérant les réflexions qui précèdent, le ministère a opté pour une approche qui permet aux lycées de se doter d'une démarche d'encadrement et d'orientation dans le cadre de l'élaboration du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS), en prenant en considération les besoins spécifiques de leur propre population scolaire. Le tutorat restera un des outils possibles pour atteindre les objectifs fixés, mais il est loin d'être le seul moyen envisageable d'encadrement et d'orientation. Le tutorat ne sera donc pas obligatoire, mais restera bien une option parmi tant d'autres.

Au régime préparatoire, aux classes d'accueil et à la 9^e pratique de l'EST, le tutorat est prévu dans la grille horaire.

Ad 2. Mesures prévues en matière d'orientation

En 2013 déjà, le Ministère de l'Éducation nationale avait pris l'initiative de valoriser les pratiques des lycées en matière d'orientation et d'aider les lycées à s'organiser pour définir leur propre démarche d'orientation en vue de répondre aux exigences de la future loi.

Une première journée d'échange sur l'orientation scolaire et professionnelle avait été organisée en octobre 2013 pour le régime préparatoire, suivie en mai 2014 d'une journée d'échange nationale pour tous les lycées. En novembre 2014, une troisième journée d'échange a été organisée pour les partenaires de l'éducation non formelle.

S'inspirant des expériences, réflexions et recommandations issues de ces trois échanges, le ministère a lancé, en février 2015, un projet pilote qui consiste à accompagner les lycées intéressés dans l'élaboration de leur démarche d'orientation. Dans le cadre de ce projet, 6 lycées participent à un groupe pilote et 10 autres à un groupe de réflexion. Encadrés par le SCRIPT, et en collaboration avec la Maison de l'orientation, les 6 établissements du groupe pilote (LTECG, LCD, LTB, LTC, LTE, LRSL) élaboreront leur propre démarche d'orientation d'ici la fin de l'année scolaire 2015-2016, puis la mettront en œuvre pendant l'année scolaire 2016-2017. Parallèlement, le groupe de réflexion, sous la coordination du SCRIPT, élaborera le cadre de référence et les critères de qualité pour l'orientation. Ces travaux seront finalisés en début 2017.

En ce qui concerne les mesures prévues afin d'améliorer l'orientation des élèves de l'enseignement secondaire, le projet de loi 6787 portant sur la Maison de l'orientation et la cohérence de l'orientation scolaire et professionnelle, déposé en février 2015, stipule à l'article 9 que les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, y compris les établissements d'enseignement privé sous régime contractuel suivant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, désignés ci-après par «les lycées», proposent un système de prise en charge des élèves au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle.

Chaque lycée doit se doter d'une démarche d'orientation adaptée aux besoins spécifiques de sa population scolaire et visant:

- à informer sur le système scolaire et les voies de formation, y incluses les possibilités d'études supérieures tant au Luxembourg qu'à l'étranger;

- à faire connaître le monde socio-économique, en particulier le marché de l'emploi;

- à développer les compétences permettant de prendre les décisions sur les voies de formation à choisir et d'élaborer un projet d'études personnel.

La démarche doit être conforme à un cadre de référence fixant des standards minima à respecter par lycée au niveau de la démarche d'orientation scolaire et professionnelle.

Ce cadre de référence demande les descriptions suivantes:

- les objectifs à atteindre par l'orientation scolaire et professionnelle;

- les mesures à prendre pour atteindre ces objectifs;

- les services spécialisés ou intervenants externes sollicités pour informer sur le monde socio-économique;

- l'implication des membres de la communauté scolaire dans la démarche d'orientation.

Le cadre de référence pour l'orientation scolaire et professionnelle est élaboré par le Service de coordination de la Maison de l'orientation en collaboration avec les autres services de la MO et le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques et est soumis pour approbation au ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

Le directeur de lycée met en place, au sein de son lycée, une cellule d'orientation qui peut être composée de membres du personnel enseignant, éducatif ou psychosocial. La cellule d'orientation est chargée de la coordination de l'orientation scolaire et professionnelle des élèves dans le lycée en question.

Le directeur désigne parmi les membres de la cellule un correspondant de la MO dont la tâche est de coordonner la cellule d'orientation et d'être la personne de contact pour la MO dans le lycée.

Ad 3. Combien d'établissements scolaires disposent d'un tutorat?

Actuellement, le recours au tutorat varie selon les classes:

- Au régime préparatoire, une leçon hebdomadaire de tutorat est prévue pour toutes les classes. Actuellement, les 189 classes du régime préparatoire dans les dix-neuf lycées techniques ont eu recours au tutorat. S'y ajoutent trois écoles privées avec 21 classes.

- Au cycle inférieur de l'EST, tous les lycées ont une offre de tutorat.

- À la division inférieure de l'ES, la grande majorité des lycées, pas moins de vingt et un d'entre eux, ont une offre qui s'adresse au moins aux élèves de 7^e.

- Pour les cycles moyen ou supérieur, il y a une offre de tutorat ou d'accompagnement dans onze lycées.

En voici quelques exemples parmi tant d'autres:

- des tutorats pour des classes précises (p. ex.: LCE, LTC, LTA);

- un portfolio pour les classes de 10^e (p. ex.: LTECG);

- un mentoring par des partenaires externes (p. ex.: LTC, LRSL, LMRL, LML);

- des projets d'établissements (p. ex.: AL, LL);

- au Lycée Ermesinde, chaque enseignant assume le rôle de tuteur pour plusieurs de ses élèves, les «tutés».

Ad 4. Combien d'établissements disposent d'une démarche d'orientation?

Les six lycées pilotes participant au projet d'élaboration du cadre de référence, coordonné par le SCRIPT (LTECG, LCD, LTB, LTC, LTE, LRSL), disposent d'une démarche d'orientation. Les autres dix lycées, qui font partie du groupe de réflexion, sont en train d'en élaborer une.

En dehors de ces 16 lycées, six autres disposent d'une démarche d'orientation et deux sont en train d'en élaborer une.

En plus, l'Action locale pour jeunes (ALJ) dispose d'une démarche d'orientation et d'accompagnement de la transition, qui est mise en œuvre avec les lycées qui offrent une classe de 9MO, 9PR ou IPDM, ainsi que l'offre du SPOS en matière d'orientation, avec le soutien du CPOS, dans tous les lycées. Ces offres ne sont actuellement pas nécessairement inscrites dans les démarches des lycées.

Question 1831 (19.02.2016) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant le parking de la Coque:

Il devient de plus en plus difficile pour les usagers qui fréquentent le Centre National Sportif et Culturel «d'Coque» au Kirchberg de stationner leur véhicule à proximité par manque de places de parking.

Il y a, d'une part, un parking à ciel ouvert de 196 places devant l'entrée principale (communément appelé Coque 1) qui est de plus en plus occupé par les employés des sociétés avoisinantes. Ceci provoque non seulement beaucoup de désagréments pour le grand public qui veut accéder à la Coque, mais surtout pour

tous les sportifs qui doivent transporter leur matériel.

D'autre part, il y a le parking souterrain Coque 2 qui n'a strictement rien à voir avec la Coque mais qui est géré par une société privée. Les emplacements dans ce parking situés du côté latéral sont principalement loués à long terme par des sociétés riveraines et il arrive de plus en plus souvent que ce parking affiche complet.

Nul besoin de préciser que ce manque de places de stationnement a une répercussion certaine sur la fréquentation de la Coque.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Messieurs les Ministres sont-ils informés de ces difficultés de stationnement au Kirchberg et des répercussions sur la fréquentation du Centre National Sportif et Culturel?

2. Quelles solutions ont été envisagées? Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il serait indiqué de réserver le parking à l'extérieur de la Coque à l'usage exclusif du Centre National Sportif et Culturel? La construction d'un nouveau parking dans le quartier est-elle prévue?

3. De manière générale, existe-t-il un quota de places de stationnement dans les parkings publics qui doivent obligatoirement rester disponibles au public en journée?

Réponse commune (01.04.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

Par sa question parlementaire n°1831 du 19 février 2016, l'honorable Députée Madame Cécile Hemmen demande des renseignements sur la situation de stationnement aux alentours du Centre National Sportif et Culturel dit «Coque».

Les difficultés de stationnement observées par la direction de la Coque ont été portées à la connaissance du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (ci-après le «FUAK») lors d'une entrevue fin 2015. Il a été alors proposé à la Coque de transformer des emplacements de stationnement pour autobus situés dans la partie arrière du parking Coque 1 en emplacements de stationnement pour visiteurs en voiture privée. De même, il est envisageable, le cas échéant, d'attribuer temporairement jusqu'à fin février 2017 quelque 150 places situées derrière la Chambre de Commerce et affectées actuellement à la Cour de justice de l'Union européenne à la Coque.

Parallèlement, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le FUAK ont suggéré à la Coque d'appliquer un système de double tarification aux utilisateurs du parking Coque 1 qui ne fréquentent pas la Coque, système déjà en application depuis un certain temps.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est également d'avis que la mise en service du tram en combinaison avec les parkings de la Place de l'Europe et le nouveau P&R aux abords du rond-point Serra, qui seront mis en service à la fin de l'année prochaine, contribueront sans doute à améliorer la situation de stationnement sur le Kirchberg de façon générale d'autant plus que la Coque sera desservie par un arrêt devant son entrée sur l'avenue Kennedy.

En outre, une nouvelle piste cyclable sera aménagée directement sur ce côté de l'avenue Kennedy.

En ce qui concerne le parking Coque 2, il faut préciser que, malgré sa dénomination pouvant prêter à confusion, ce parking est géré de façon autonome par un concessionnaire privé en dehors de toute emprise de la Coque. Il reste à élucider avec le gestionnaire et le FUAK si, et dans quelles mesures, des disponibilités de stationnement pourraient être proposées à la Coque.

D'une manière générale, au vu de la volonté politique ciblée sur une mobilité durable, tenant à inciter la population à utiliser davantage les transports en commun et à se déplacer de manière «douce», notamment à pied ou à bicyclette, l'on estime actuellement que la construction de nouveaux parkings au Kirchberg ne constitue pas une solution valable, ni d'un point de vue économique, ni d'un point de vue gestion du trafic sur le plateau du Kirchberg, le but majeur étant de réduire le trafic motorisé individuel.

Nonobstant, connaissant les besoins spécifiques de certaines catégories d'usagers de la Coque (p. ex.: plongeurs avec l'équipement nécessaire, mamans & bébés), il importe d'analyser en détail l'implémentation des propositions énoncées ci-avant dans le cadre d'une

concertation étroite entre la Coque, le MDDI, l'Administration des bâtiments publics et le FUAK afin de trouver les solutions appropriées au problème existant.

Question 1832 (19.02.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant la ligne ferroviaire entre Rodange et Athus:

Ces derniers jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho que certains trains circulant entre Rodange et Athus seront supprimés et remplacés par des navettes d'autobus à partir du mercredi prochain, faute d'homologation avec le système ETCS («European Train Control System»).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la suppression de trains circulant entre Rodange et Athus?

- Quand cette situation pourra-t-elle se normaliser?

- Le matériel ferroviaire en utilisation sur le territoire du Grand-Duché devra être conforme au système ETCS avant le 1^{er} janvier 2020. Monsieur le Ministre peut-il assurer que cette adaptation se fera avant la date limite pour tous les trains CFL? Monsieur le Ministre est-il en pourparlers avec son homologue français afin de garantir les services transfrontaliers ferroviaires au-delà de cette date?

Réponse (30.03.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par la question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations concernant la mise en place de navettes de bus entre Rodange et Athus suite à l'équipement des automotrices TER2Nng des CFL avec le système de sécurité ERTMS/ETCS.

Depuis le 17 février 2016, les CFL mettent temporairement en place des bus de substitution entre Rodange et Athus dans le cadre de l'équipement des automotrices du type TER2Nng des CFL avec le système de sécurité ERTMS/ETCS actuellement en cours. Cette modification technique implique une ré-homologation de ces automotrices par l'autorité nationale de sécurité belge (SSICF) afin de pouvoir continuer à circuler sur le réseau ferré belge.

Comme l'équipement de la flotte TER2Nng a entre-temps progressé à un stade où les CFL ne disposent plus d'un nombre suffisant d'automotrices non modifiées de ce type pour assurer toutes les relations sur l'axe Luxembourg - Rodange - Athus, la plupart des trains sont limités en gare de Rodange. Des navettes de bus circulent entre Rodange et Athus. Cette mesure concerne environ 450 clients par jour.

Aux heures de pointe du matin, quatre liaisons sont encore réalisées par train, de même qu'une liaison aux heures de pointe du soir. Ces trains sont composés d'une rame DOSTO (voitures à deux étages, tractées par une locomotive).

En ce qui concerne les démarches de ré-homologation auprès du SSICF, les CFL ont introduit une première demande en date du 9 juillet 2015.

Pour compléter les requis d'homologation, des essais supplémentaires de transition entre le Luxembourg et la Belgique ont été réalisés en décembre 2015 et les rapports y relatifs ont été transmis au SSICF par l'intermédiaire du fournisseur Alstom en date du 25 janvier 2016.

Pour faire avancer le dossier en Belgique, je suis intervenu auprès de Madame Jacqueline Galant, Ministre de la Mobilité chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges.

Tout en se basant sur les derniers renseignements oraux fournis par le SSICF, les CFL estiment la délivrance de l'homologation pour fin avril 2016. Il est évident que la circulation des trains reprendra sur le tronçon de ligne situé entre Rodange et Athus dès réception de l'homologation en question.

Quant à l'équipement de l'intégralité de la flotte des CFL avec le système de sécurité ERTMS/ETCS en ce qui concerne le matériel roulant voyageurs et infrastructure, il convient de préciser que tous les engins des CFL seront équipés par ce système de sécurité au cours de l'année 2017.



Finalement, quant à l'équipement des rames françaises en ETCS, des discussions sont en cours avec les autorités françaises.

Question 1833 (23.02.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant la **mission du comité du risque systémique**:

La loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg définit dans l'article 1 paragraphe (1) la mission du comité du risque systémique. Celle-ci consiste à «coordonner la mise en œuvre, par les autorités représentées au comité, de la politique macroprudentielle dont l'objectif ultime est de contribuer au maintien de la stabilité du système financier luxembourgeois, notamment en renforçant la résilience du système financier et en diminuant l'accumulation des risques systémiques, en assurant ainsi une contribution durable du secteur financier à la croissance économique». Aux fins de l'accomplissement de sa mission, le comité du risque systémique «est habilité à émettre tout avis qu'il estime utile et nécessaire aux fins de réaliser l'objectif de la politique macroprudentielle et les objectifs intermédiaires et, le cas échéant, à rendre ces avis publics» (article 2 point c) de la loi précitée).

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que tous les projets de loi relatifs au secteur financier, dont notamment ceux relatifs aux fonds d'investissement, font partie de la mission et du champ d'application du comité du risque systémique et doivent être soumis à son avis?

Réponse (23.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés soulèvent la question d'une éventuelle intervention du comité du risque systémique dans le processus législatif. À cet égard, ils souhaitent savoir si les projets de loi relatifs au secteur financier, notamment ceux relatifs aux fonds d'investissement, doivent être avisés par le comité, au regard de la loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique, celui-ci est composé de quatre membres effectifs, à savoir le Ministre des Finances, le directeur général de la BCL, le directeur général de la CSSF et le directeur du CAA. L'article 7 de ladite loi fait une énumération limitative des destinataires des avis, alertes et recommandations émises par le comité sur le Gouvernement, la CSSF, le CAA, et la BCL (...) ainsi que tout ou partie du secteur financier (...).

En ce qui concerne l'interaction entre le comité du risque systémique et la Chambre des Députés, l'article 9 de la loi prévoit qu'au cours du premier trimestre de l'année civile, le comité lui communique un rapport sur ses activités de l'année écoulée. Sur demande de la Chambre, il le présente à la commission compétente de la Chambre.

Il découle de l'ensemble de ces dispositions que la loi n'attribue au comité du risque systémique aucun rôle particulier dans le cadre de la procédure législative.

Question 1834 (23.02.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **Conseil national pour étrangers**:

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg prévoit dans son article 17 la création d'un Conseil national pour étrangers.

Ce conseil est selon la même loi «un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration».

L'article 18 de ladite loi stipule que ce conseil «remettra au Gouvernement, qui le rendra public, un rapport annuel sur l'intégration des étrangers au Luxembourg».

L'actuel conseil a été constitué en 2012, mais jusqu'à présent aucun rapport annuel, ni des avis concernant des projets de loi en relation avec l'intégration des étrangers ont été publiés. Il s'avère également que le Conseil national pour étrangers était totalement absent dans le débat autour du référendum de juin 2015 et sur l'accueil des demandeurs de protection internationale.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi aucun rapport annuel et aucun avis, tels que stipulés par la loi, n'ont été présentés par le CNE?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le Conseil national pour étrangers n'est pas opérationnel depuis une année, suite à des dissensions au sein de ses membres?

- Afin de débloquent cette situation d'enlèvement, le Gouvernement pourrait-il envisager l'installation d'un groupe ad hoc, sous la présidence de Madame la Ministre ou du directeur de l'OLAI, ayant comme tâche de proposer une voie d'issue?

- Un tel groupe pourrait-il être composé, sur base paritaire, de membres de l'actuel et des précédents CNE ayant une longue expérience en cet organe, ainsi que de fonctionnaires du Ministère de la Famille et de l'Intégration?

- Un tel groupe pourrait-il avoir pour mission de présenter des propositions de modifications au cadre réglementaire et législatif régissant le futur CNE?

Réponse (11.03.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le Conseil national pour étrangers est un organe consultatif créé par la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. Les modalités de désignation des représentants des étrangers ainsi que la répartition par nationalités sont arrêtées par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011.

L'actuel Conseil national pour étrangers est issu des élections organisées en 2012 et il a été nommé, par arrêté ministériel du 6 septembre 2012, pour une durée de cinq ans.

Le président et le vice-président sont élus à la majorité des membres pour une durée de cinq ans, avec des mandats renouvelables. Ils sont nommés par le ministre ayant en charge l'intégration.

En 2015, l'actuel conseil s'est réuni à quatre reprises en réunion plénière et il y a eu six réunions du bureau.

Le conseil a rendu un avis sur le contrat d'accueil et d'intégration (6 janvier 2015) et un avis sur le projet de loi n°6779 relatif à la protection temporaire (6 mai 2015).

Il est vrai que des problèmes de communication internes au Conseil national pour étrangers et des dissensions empêchent le bon fonctionnement et que, en conséquence, aucun rapport annuel sur l'intégration des étrangers au Luxembourg n'a été publié.

Je déplore cet état de choses, qui prive le Gouvernement des avis nécessaires au développement de sa politique d'intégration des étrangers.

À ma demande, et afin d'essayer de débloquent la situation, le directeur de l'OLAI a rencontré le président et certains membres du bureau; une réunion avec l'ensemble des membres du bureau est prévue à brève échéance. À l'ordre du jour de cette entrevue figureront un échange sur la situation actuelle du CNE et une discussion sur les moyens à mettre en place pour débloquent la situation.

Question 1835 (24.02.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **réforme des allocations familiales**:

Un accord a été trouvé entre les 28 dirigeants européens, vendredi 19 février au soir, sur les demandes de réforme, exigées par le premier ministre britannique pour tenter de maintenir son pays dans l'Union européenne.

L'accord cible entre autres une réforme des allocations familiales. Les États membres se sont mis d'accord d'adapter les allocations familiales versées à des parents résidents pour des enfants vivant dans un autre pays de l'UE. Le montant de ces prestations pourra être «indexé» sur le niveau de vie du pays de l'UE où ces enfants résident.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur cette proposition de réforme des allocations familiales?

Réponse (10.03.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

En réponse à la question des honorables Députés, il y a lieu de préciser que la décision des Chefs d'État ou de Gouvernement, réunis au sein du Conseil européen, concernant un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne agréé lors du Conseil européen des 18 et 19 février 2016, et sous réserve d'une issue positive du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, stipule que la Commission européenne présentera «des propositions visant à modifier comme suit le droit dérivé actuel de l'Union: a) une proposition visant à modifier le règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, afin de donner aux États membres, en ce qui concerne l'exportation des allocations familiales vers un État membre autre que celui où le travailleur réside, la possibilité d'indexer ces prestations sur les conditions qui prévalent dans l'État membre où l'enfant réside».

Il y a lieu de noter que le système proposé restera optionnel pour les États membres et que son éventuelle application au Luxembourg ne concernerait pas les travailleurs frontaliers.

Avant de pouvoir se prononcer par rapport à la question soulevée par les honorables Députés, le Gouvernement attend la proposition de texte afférente de la Commission européenne.

Question 1836 (24.02.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'**assistance judiciaire pour fonctionnaires**:

Am Fall vu Schwéierkriminalitéit mat enger Attack op e Fourgon, deen an dësen Deeg viru Geriicht verhandelt gëtt, kouw eis zu Oueren, datt betraffe Sécherheetskäften, deenen hiert Liewe bei dëser Attack a Gefor war, net, wéi gefrot, vum Lëtzebuerger Stat e rechtliche Bäststand gestallt kruten. An deem Kontext hätt ech e puer Froen un den Här Premierminister an un den Här Minister fir bannescht Sécherheet:

- De Statsbeamtstatut leet am Artikel 32 dem Stat op, de Respekt an d'Verdeedegung vun de legitimen Interête vum Statsbeamten ze iwverhuelen. Gëllt dat net, an esouguer méi, am Fall vun de Sécherheetskäften vu Police, Douane an Arméi, déi fir eise Stat an eis Bierger hiert Liewen op d'Spill setze mussen?

- Gesäit d'Regierung an der Formulierung vum Artikel 32 vum Statut iergende Grond, fir engem Statsbeamten, deen aus berufleche Grënn mat engem Geriicht ze dinn huet, a priori juristesche oder judiziär Hëllef virzeenthalten?

- Wäer net och den Optrëtt als Zeie viru Geriicht oder d'Konstituitions als «partie civile» an deem Sënn ënnerstëtzenswäert, wou d'Aussoe vun engem Fonctionnaire vun de Sécherheetskäften an der Effentlechkeet ëmmer genee analyséiert ginn a wou eng Attack op hien ëmmer och en Ënnergriew vum der staatlecher Autoritéit duerstellt, dat esou streng wéi méiglech sollt bestrooft ginn?

- Wäer et net en Ënnergriew vum der Autoritéit vun eise Sécherheetskäften an en Désaveu vum betraffene Beamten, wann de Versuch, si ze verletzen oder doutzemaachen, viru Geriicht géif verhandelt ginn an de Stat géif refuséieren, si bei der Konstituitions als «partie civile» ze ënnerstëtzen, wéi hire Statut et am Prinzip versprécht?

- Sollt net besonnesch bei Sécherheetskäften dat Recht, sech ze verdeedegen oder Entscheedegung ze verlaangen, esou l'arge wéi méiglech interpretéiert ginn, engersäits duerch d'strikt Respektéiere vun der Onscholdsvermuddung, anerersäits duerch eng méiglechst optimistesche Aschätzung vun de Chancen vum enger juristescher Aktioun a schlisslech, ouni den entstanene Schued scho virun der Verhandlung ënnerzebewäerten?

Réponse commune (24.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

A senger parlamentarescher Fro N°1836 vum 24. Februar 2016 stellt den Här Deputéierte Roy Reding am Kontext vum Iwwerfall op de Siège vun der Firma G4S, deen viru Kuerzem viru Geriicht verhandelt ginn ass, eng Rei Froen.

D'Regierung wëllt an deem Zesummenhang den Artikel 32 Paragraph 4 vum Beamtstatut,

op deem den Deputéierte sech beriff, nach eng Kéier zitieren:

«L'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à tenter contre les auteurs de tels actes. Il en est de même pour les actions qui seraient intentées par des tiers ou par les autorités judiciaires contre le fonctionnaire en raison de sa qualité ou de ses fonctions devant les juridictions de l'ordre judiciaire.»

De Stat kann an deem Kontext de Beamten iwver verschidde Weeër ënnerstëtzen, sief dat um administrativen, juristeschen oder souguer psychologeschen Niveau. D'Zil ass et, dem Beamten déi Ënnerstëtzung ze ginn, déi senger Situatioun entsprécht: d'Iwwerhuele vun den Affekotekäschte kann eng vu méi Méiglechkeete sinn.

Am Kader vum Iwwerfall op d'Firma G4S, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt, haten e puer Beamte vun der Police grand-ducale, déi sech «partie civile» konstituéieren wollten, gefrot, fir dass de Stat hir Affekotekäschten iwverhëlt.

Ofgesi vun engem Beamten, deen liicht Blessuren hat, an deem doduerch zwee Deeg krankgeschriwwen war, ass glécklecherweis kengem Beamten eppes geschitt. De Schued vun deene betraffene Polizisten ass also haaptsächlech moralescher Natur. Fir Schuedenersatz viru Geriicht ze froen, huet de Stat hinnen déi néideg Ënnerstëtzung zougesot.

Dee Beamten, deen sech entscheet huet, op dës Ënnerstëtzung zrëckzegräifen, krut vun de Juristen vum Ministère vum Effentlechen Dëngscht an der Verwaltungsreform eng Berodung bei der Preparatioun vu sengem Dossier. No dëser Berodung huet dee betraffene Polizist senger Kolléegen déi néideg Informatiounen weiderginn, soudass déi op déiselwecht Manéier och Schuedenersatz konnte froen.

Wat een nach kann derbäisoen ass, dass de Stat och Schuedenersatz gefrot huet fir déi Deeg, wou deen ee Polizist krankgemellt war.

Esouwäit den Departement vum Effentlechen Dëngscht an der Verwaltungsreform informéiert ass, ass dës Virgoensweis gutt opgeholl ginn, well déi Concernéiert sech vum Stat, als hire Patron, ënnerstëtzt gefillt hunn.

Question 1837 (24.02.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **femmes dans le sport**:

Dans le cadre d'une étude intitulée «Gesundheit, motorische Leistungsfähigkeit und körperlich-sportliche Aktivität von Kindern und Jugendlichen in Luxemburg», publiée en 2006 par le Ministère de l'Éducation nationale, le Ministère de la Santé et le Département ministériel des Sports, il s'est avéré que tant la condition physique que le niveau de l'activité physique ou encore l'engagement physique (dans le temps de loisir ou dans les clubs de sport) sont significativement moins fréquents et moins intenses chez les jeunes filles comparées aux garçons, notamment dans les voies de formation les plus basses.

Une deuxième étude longitudinale en 2010 a confirmé les tendances constatées en 2006.

Selon les estimations faites en 2010 par l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS, seulement 18,2% des filles adolescentes (11-17 ans) contre 26,6% des garçons du même groupe d'âge pratiquent un niveau d'activité recommandé pour leur âge.

Les résultats du rapport spécial Eurobaromètre 412 «Sport and physical activity» publié en mars 2014 révèlent qu'en général dans l'UE les hommes pratiquent des activités physiques plus que les femmes et que cette disparité est particulièrement accentuée pour le groupe d'âge des 15-24 ans; ainsi, 74% des jeunes hommes pratiquent le sport contre 55% des jeunes femmes seulement.

En outre, les femmes et les jeunes filles restent pénalisées dans tous les domaines du sport: les instances dirigeantes du sport restent dominées par les hommes; les entraîneuses sont souvent moins bien rémunérées que leurs homologues masculins et les filles sont plus souvent victimes de harcèlement sexuel dans le sport que les garçons.

Le considérant V de la résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur la dimension

européenne du sport affirme «que la pratique du sport chez les femmes n'est pas suffisamment valorisée et que les femmes sont sous-représentées au sein des organes de décision des organisations sportives». En conséquence, le Parlement européen:

«- invite les organisations sportives à encourager plus avant la participation des femmes au sport et aux organes de gestion des organisations sportives en garantissant un accès égal aux activités sportives, en particulier pour les filles et les femmes issues de milieux défavorisés, en œuvrant à la promotion de la participation des femmes au sport et en accordant aux sports et aux résultats des femmes une importance et une visibilité égales à ceux des hommes; encourage les États membres à développer des mesures permettant aux athlètes féminines de concilier vie de famille et carrière sportive professionnelle, et à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques gouvernementales en matière de sport; invite la Commission à encourager l'échange d'informations et de bonnes pratiques en ce qui concerne l'égalité des chances pour les femmes comme pour les hommes dans le domaine du sport;

- invite la Commission et les États membres à soutenir les organismes européens pour la promotion et la mise en œuvre des recommandations de la charte européenne des droits des femmes dans le sport;

- demande à la Commission et aux États membres d'intégrer la dimension de l'égalité entre hommes et femmes dans toutes leurs activités liées au sport, en portant une attention particulière à l'accès au sport pour les femmes immigrées et issues de minorités ethniques, à l'accès des femmes aux postes décisionnels dans le sport et à la couverture médiatique des femmes dans le sport, et de garantir que les politiques du sport et les législations sont fondées sur l'égalité des sexes;

- invite la Commission et les États membres à soutenir et à encourager les réalisations de recherches européennes sur la spécificité de l'activité sportive féminine, sur les raisons de l'abandon sportif féminin et sur la persistance des inégalités dans l'accès des femmes à la pratique sportive;

- encourage les femmes à créer des réseaux dans le milieu sportif pour favoriser l'échange de meilleures pratiques et d'informations;

- souligne que l'attitude des parents qui interdisent à des filles immigrées de participer aux activités sportives et à la natation à l'école ne peut être tolérée ni excusée sur la base de motifs culturels ou religieux;

- souligne que de nombreuses filles pratiquent des sports lorsqu'elles sont jeunes mais que beaucoup abandonnent pendant l'adolescence; se réfère dans ce contexte à des recherches démontrant que les filles sont confrontées à des pressions manifestes ou subtiles de la part de leur entourage et de leur famille afin qu'elles se „féminisent“ ou assument des responsabilités qui les empêchent de poursuivre la pratique sportive; encourage les États membres et les instances sportives nationales à élaborer des stratégies pour que les programmes et les entraîneurs aident en particulier les filles manifestant un intérêt pour le sport à affirmer leur identité d'athlète.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Est-ce que le Luxembourg a adhéré à la «Déclaration de Brighton Plus Helsinki 2014 sur les femmes et le sport»? Dans la négative, pour quelle raison?

2. Par quel moyen le Gouvernement entend-il encourager la pratique des disciplines sportives pour toutes et tous en dehors des stéréotypes de genre? Comment compte-t-il répondre aux différents points de la résolution du Parlement européen du 2 février 2012 cités ci-dessus?

3. Est-il par exemple prévu de vérifier la progression de cette participation au sein de chaque club par la tenue de statistiques sexuées, et la description des actions menées?

4. Est-il envisagé de faire respecter la stricte égalité des récompenses remises aux participants des deux sexes lors des compétitions sportives?

5. De quelle manière est-il prévu de faciliter la promotion des femmes dans les postes à responsabilité des clubs et des fédérations, mais aussi dans les fonctions d'entraîneur ou d'arbitre, et d'encourager les jeunes filles à se diriger vers les filières et métiers sportifs?

6. Est-il prévu de veiller à l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans l'accès aux équipements sportifs, en prévoyant l'aménagement spécifique des locaux, en particulier d'espaces sûrs et sécurisés? Est-il aussi prévu de

veiller à la nécessité de fournir des services de garde des enfants pour permettre aux parents et plus particulièrement aux jeunes mères de pratiquer une activité sportive?

Réponse commune (29.03.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

La question de Madame la Députée a trait à la participation de la population féminine dans les activités sportives.

Le Gouvernement entend encourager une répartition équitable des activités et responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie.

Afin d'atteindre cet objectif, tous les départements ministériels ont été invités à proposer des mesures concrètes dans leur champ de compétences respectif pour le Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015-2018. La contribution du Ministère des Sports tourne principalement autour d'une participation accrue des jeunes filles, en comparaison aux garçons, aux activités physiques et sportives.

D'une manière générale, tous les départements ministériels ont été sensibilisés à intégrer la dimension du genre dans l'ensemble de leurs dossiers et activités.

Le Ministère de l'Égalité des chances soutient, sur demande et de manière ponctuelle, des manifestations sportives qui ont pour objet soit de sensibiliser le grand public et les médias aux inégalités continuant à exister dans le domaine des sports, soit de s'adresser de manière prioritaire sinon exclusive au sexe sous-représenté dans le sport en question.

Ad 1. Le Luxembourg en tant qu'État n'a pas adhéré à la Déclaration de Brighton Plus Helsinki 2014 sur les femmes et le sport du fait que cette déclaration vise plutôt les organisations du mouvement sportif.

Ad 2. La résolution du PE de 2012 est un acte non contraignant qui suggère de la part du Parlement européen une volonté d'agir dans un certain domaine mais n'entraîne pas d'obligations juridiques pour les États membres de l'UE. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que dans le domaine du sport, le pouvoir politique ne joue qu'un rôle subsidiaire par rapport au mouvement sportif.

À noter cependant que dans le domaine d'intervention du Ministère des Sports, à savoir l'aide financière accordée au mouvement sportif, aucune discrimination n'est faite selon le sexe.

La promotion du sport féminin au sein d'une discipline sportive est du domaine des fédérations elles-mêmes.

Par ailleurs certaines fédérations ont fait des efforts de promotion de leur sport auprès des jeunes filles: le football féminin p. ex. a connu un essor important les dernières années. Il en est de même pour le basketball. Différentes fédérations ont même mis sur pied des cellules, voire des groupes de travail afin de promouvoir le sport féminin.

Au niveau des fédérations internationales la pratique féminine s'est rapprochée de celle des hommes (introduction du saut à la perche féminin, du 3.000 m Steeple, promotion de la lutte féminine, de la boxe féminine, etc.).

Par ailleurs dans certains sports, la pratique reste quasiment réservée aux femmes (gymnastique rythmique, natation synchronisée...) où il y a un large surplus de pratiquants féminins (gymnastique, patinage artistique, équitation), comme le montre le tableau succinct ci-dessous.

En général, il y a une liberté absolue de choisir un sport et c'est aux fédérations sportives et aux clubs de sport de créer l'offre correspondante.

Fédérations	Licenciés actifs compétiteurs			Licenciés loisirs			Total des licences	Nombre de clubs
	Masc.	Fém.	Total	Masc.	Fém.	Total		
A.L.P.A.P.S.	290	236	526	0	0	0	600	70
Arts martiaux	3.019	1.971	4.990	0	0	0	4.990	77
Athlétisme	1.214	797	2.011	301	107	408	2.618	24
Badminton	593	405	998	67	39	106	1.173	22
Basketball	2.871	1.575	4.446	0	0	0	5.858	32
Cyclisme	445	56	501	1.148	186	1.334	1.835	36
Danse	10	10	20	55	150	205	240	8
Équitation	113	522	635	97	525	622	1.257	13
Escalade	74	46	120	264	261	525	645	7
Escrime	123	63	186	102	40	142	328	5
Football	30.949	2.348	33.297	2.406	620	3.026	39.273	113

Fédérations	Licenciés actifs compétiteurs			Licenciés loisirs			Total des licences	Nombre de clubs
	Masc.	Fém.	Total	Masc.	Fém.	Total		
Gymnastique	674	2.448	3.122	330	2.880	3.210	6.888	43
Handball	1.544	775	2.319	0	0	0	2.891	17
Indiaca	100	100	200	0	0	0	204	7
Lasel	3.915	2.219	6.134			0	6.134	
Marche populaire	0	0	0	1.583	1.798	3.381	3.381	51
Moto-cyclisme	74	1	75	37	2	39	116	12
Natation/sauvetage	454	409	863	501	479	980	2.236	13
Rugby	742	49	791	0	0	0	818	3
Sports de glace	96	136	232	16	40	56	328	6
Squash	194	24	218	51	3	54	280	12
Tennis	3.155	1.454	4.609	6.700	3.550	10.250	15.223	52
Tennis de table	2.758	716	3.474	426	255	681	4.155	87
Triathlon	389	121	510	0	0	0	547	12
Voile	89	23	112	0	0	0	112	3
Volleyball	626	835	1.461	121	70	191	1.871	24

Ad 3. Une telle statistique existe déjà depuis plusieurs années par fédération et est reprise annuellement dans le rapport d'activité du Ministère des Sports.

Le nombre de licences féminines de compétition a augmenté entre 2010 et 2015 pour passer de 16.000 à 20.000 unités selon des chiffres fournis par les fédérations.

Ad 4. Tout en étant conscient que le niveau de récompense dans le sport féminin n'est pas le même que celui existant dans le sport masculin, il n'en reste pas moins que l'État ne peut pas imposer au mouvement sportif un système de récompense. L'État ne peut qu'encourager les fédérations à respecter une stricte égalité dans les récompenses remises aux participants lors des compétitions sportives.

Ad 5. En principe il n'y a pas d'obstacle pour l'accès de femmes à des postes à responsabilité dans des clubs et fédérations, à des fonctions d'entraîneur ou d'arbitre respectivement vers des filières et métiers de sport. Dans les deux dernières promotions qui ont accédé au stage pour professeurs d'éducation physique la quote-part des femmes était de 3/12 respectivement de 3/8. Pour les formations d'entraîneurs auprès de l'ENEPS on relève en moyenne une participation féminine d'une proportion de 1 sur 5. Certains organismes sportifs possèdent des quotas hommes-femmes coercitifs pour la composition de leur conseil d'administration, notamment le COSL.

Ad 6. L'accès aux équipements sportifs est ouvert à chacun et n'est pas limité en raison du sexe. La norme DIN 18032 impose une différenciation par sexe pour l'installation de toilettes dans les équipements sportifs. Le Ministère des Sports va au-delà de cette norme et exige pour les nouvelles installations sportives, pour lesquelles l'État participe au financement par le biais des programmes quinquennaux, des aménagements spécifiques séparés pour hommes et femmes également pour les vestiaires. L'organisation d'un service de garde tel qu'envisagé par Madame la Députée relève en principe de l'initiative communale.

Question 1838 (24.02.2016) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant les plafonds de paiement en liquide:

Selon une étude du Centre Européen de la Consommation sur les limites des montants concernant les paiements en espèces, vingt et un États membres de l'Union européenne connaissent une réglementation nationale limitant

le montant des achats pouvant être réglés en espèces. Ni le Luxembourg, sauf en ce qui concerne la limitation pour blanchiment, ni l'Allemagne ne font partie de ces États. Or, suivant nos informations, la Commission européenne projeterait d'instaurer une limitation du montant concernant le paiement en liquide au niveau de l'Union européenne. Une telle décision pourrait cependant poser des problèmes de conformité constitutionnelle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des négociations ou travaux ont lieu au niveau de l'Union européenne en vue d'une réglementation européenne?

- Dans l'affirmative, sur quels points ces négociations ou travaux portent-ils?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une limitation nationale du montant des achats pouvant être réglés en espèces et par rapport à une réglementation européenne en la matière?

Réponse (09.03.2016) de M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances:

Comme l'indiquent les honorables Députés dans leur question, une bonne partie des États membres de l'Union européenne connaissent une réglementation nationale définissant un plafond pour les paiements en espèces.

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'introduction au niveau de l'Union européenne d'une éventuelle limitation du montant des paiements en espèces a été évoquée. La Commission européenne s'est engagée à y réfléchir.

Le Luxembourg contribuera à la réflexion au niveau européen, étant donné qu'il existe des alternatives fiables aux paiements en espèces, plus sécurisées (car excluant tout risque de vol, de perte ou de destruction des billets de banque) et permettant une meilleure traçabilité en l'occurrence d'une opération illicite.

Question 1839 (25.02.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant l'Institut d'histoire du temps présent:

Les trois partis de la coalition ont inscrit dans leur programme gouvernemental la création d'un Institut d'histoire du temps présent (IHTP) face aux débats et aux questionnements sur l'histoire de notre pays ces dernières années.

L'Université du Luxembourg, chargée de créer à cette fin un centre interdisciplinaire, a publié un appel à candidature pour un directeur de cet institut dont la mission sera, selon le programme gouvernemental, de mener «une recherche scientifique, critique et objective sur notre histoire contemporaine».

L'annonce de l'Université du Luxembourg contient comme formulation explicative qu'il s'agira d'un «interdisciplinary centre of contemporary, European and digital history» et prévoit que le directeur qui sera choisi devra être spécialiste dans deux des trois finalités qui apparaissent dans le titre du centre interdisciplinaire.

- Étant donné que le délai pour les actes de candidature est le 6 mars 2016, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche comment il entend assurer que l'IHTP sera bien ce que le programme gouvernemental prévoit, à savoir un Institut d'histoire contemporaine luxembourgeoise, et que sa finalité sera avant tout celle-là. Comment entend-il assurer que le nouveau directeur recruté après appel international soit compétent et engagé non pas généralement pour l'histoire contemporaine, mais pour celle du Luxembourg?

- À cette question se rattache celle du nombre de postes qui seront disponibles à l'Université du Luxembourg pour l'histoire contemporaine luxembourgeoise. Il était prévu d'intégrer les centres de recherche et de documentation sur la résistance et l'enrôlement de force dans cet IHTP. Qu'en sera-t-il exactement et comment sera-t-il procédé à cet effet?

- Comment l'IHTP sera-t-il constitué matériellement en ce qui concerne son lieu de travail, sa bibliothèque et ses archives pour bien marquer son importance au sein de l'Université, comme cela est le cas pour les deux centres interdisciplinaires existants?

- Par ailleurs, le programme gouvernemental, sans s'opposer à l'excellence internationale, désire que l'Université du Luxembourg accueille aussi des chercheurs et des enseignants résidents, ce qui semble particulièrement important pour un IHTP dont la finalité est la recherche sur l'histoire contemporaine luxembourgeoise. Or, dès à présent, 46,3% des professeurs et assistants professeurs de la Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation sont germanophones. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que toute excellence internationale comporte forcément un équilibre entre les origines culturelles et linguistiques du personnel de recherche et d'enseignement engagé?

Réponse (15.03.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En ce qui concerne la finalité du centre interdisciplinaire «Institut d'histoire du temps présent (IHTP)» à l'Université du Luxembourg, je peux vous assurer que la révision à mi-terme du Contrat d'établissement pour les années 2014 à 2017 prévoit explicitement que «l'Université mettra en place au cours de l'année 2016 son troisième centre interdisciplinaire „Institut d'histoire du temps présent“ (IHTP) avec l'histoire contemporaine du Luxembourg comme domaine thématique prioritaire». Comme le souligne l'honorable Député, le directeur du centre interdisciplinaire IHTP, recruté après appel international, devra être spécialiste dans deux des trois domaines de recherche du centre (histoire contemporaine du Luxembourg, intégration européenne et histoire dite «numérique»). Il ne faut quand même pas omettre de préciser qu'il est aussi clairement formulé dans le profil de recrutement que le futur directeur de l'IHTP devra par ailleurs se familiariser au plus vite avec le troisième domaine de recherche du nouveau centre interdisciplinaire.

Comme l'histoire contemporaine du Luxembourg est considérée comme le domaine thématique prioritaire du nouveau centre interdisciplinaire IHTP, le nombre de postes y relatifs sera conséquent. Le Conseil de Gouvernement, lors de sa réunion du 11 mars 2016, a adopté le Contrat d'établissement modifié de l'Université du Luxembourg pour les années 2014 à 2017 et une présentation des modifications de ce contrat a été faite au sein de la commission parlementaire le 14 mars 2016. Suite à la révision à mi-terme de ce contrat, l'Université du Luxembourg dispose de moyens financiers substantiels pour la mise en place du centre interdisciplinaire IHTP, à savoir de 1,6 million d'euros pour le deuxième semestre 2016 et de 3,8 millions d'euros pour l'année 2017. Ce sont des moyens financiers qui seront utilisés pour la constitution du centre interdisciplinaire IHTP du point de vue des ressources humaines et matérielles. Il est prévu que le centre interdisciplinaire IHTP aura ses locaux au quatrième étage de la Maison des Sciences humaines à Belval et de façon évidente accès à la bibliothèque de l'Université.

Finalement, en ce qui concerne l'engagement des chercheurs, je peux entièrement souscrire à ce qui est prévu dans le programme gouvernemental: «Le recrutement des chercheurs et des enseignants de l'Université doit continuer à tendre vers l'excellence internationale tout en pratiquant une promotion interne conséquente et en accueillant des chercheurs et des enseignants résidents.»

Question 1840 (25.02.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **capacité des centres de primo-accueil**:

Dans l'édition du «Luxemburger Wort» du 12 février 2016, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est cité comme suit: «Pro Standort können 300 Flüchtlinge untergebracht werden. Ursprünglich war vorgesehen, dass im Notfall diese Zahl auf 600 erhöht werden kann, wenn die verfügbaren Kapazitäten ausgelastet sind. In diesem Punkt beschwichtigt Minister Bausch: „Ich werde in der kommenden Ministerratssitzung vorschlagen, dass die Aufnahmekapazität auf 300 Migranten pro Standort begrenzt wird.“»

Lors de sa réunion du 17 février 2016, le Gouvernement en Conseil a décidé de limiter la capacité des centres de primo-accueil (CPA) moyen terme à 300 personnes et de limiter à cinq années la durée de vie de ces structures provisoires d'accueil d'urgence. Toutefois le Gouvernement en Conseil prévoit la possibilité de décider en cas d'urgence d'augmenter la capacité d'accueil d'un CPA moyen terme.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi le Gouvernement en Conseil a-t-il refusé la suggestion de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures?

Réponse (24.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°1840 du 25 février 2016, les honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth souhaitent s'informer sur la limitation de la capacité des centres de primo-accueil (CPA).

Contrairement à la supposition avancée dans la question parlementaire sous rubrique, le Gouvernement en Conseil a accepté la proposition de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Le plafond maximal de personnes admises auxdits centres de primo-accueil est fixé à 300. Néanmoins, le Gouvernement en Conseil peut décider en cas d'urgence absolue d'augmenter temporairement sa capacité d'accueil.

Dans la version initiale des avant-projets de règlements, une augmentation de la capacité jusqu'à 600 personnes était prévue sans l'accord explicite du Gouvernement.

Question 1841 (25.02.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**introduction d'un impôt sur la plus-value**:

Dans le cadre de l'annonce de la création d'une base légale pour l'introduction d'un «Baulandvertrag», Monsieur le Ministre de l'Intérieur a également annoncé l'introduction d'une «Wäertschöpfungssteuer».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il nous confirmer cette information?

- Quelles seraient les modalités d'application de ce nouvel impôt?

Réponse (25.03.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés se réfèrent à une interview donnée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur à RTL en date du 25 février 2016. Il y indique en effet, dans le contexte d'une éventuelle introduction d'un «Baulandvertrag»: «Woubäi ech och wëll soen, dass mer och ganz kloer drun denken, och a Richtung ze goen, fir eng Wäertschöpfungssteuer ze maachen; och dat ass en neit Element an där Diskussioun do. Do muss mer elo emol ofwaarden, wéi déi Diskussioun sech do entwëckelen.»

Comme l'a dit Monsieur le Ministre de l'Intérieur, l'idée est pour l'instant à un stade de réflexion préliminaire. Tant le contexte que les modalités d'un tel impôt doivent être approfondis.

Question 1842 (25.02.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **promotion de véhicules à hydrogène**:

En matière de mobilité, la recherche de solutions énergétiques durables a conduit entre au-

tres à l'utilisation de l'hydrogène en tant que carburant pouvant propulser des véhicules électriques équipés d'une pile à combustible.

La combustion de l'hydrogène par une pile à combustible ne génère que de l'électricité et de l'eau. Les voitures à hydrogène n'émettent donc aucun polluant du fait que leur bilan écologique dépend des rejets générés lors du processus de fabrication de l'hydrogène. Si aujourd'hui la production d'hydrogène se fait encore en majeure partie sur base d'énergies fossiles, sa production à l'aide de sources d'énergies renouvelables est en cours de développement.

Compte tenu des résultats de la recherche, de plus en plus de constructeurs commencent à commercialiser des voitures à l'hydrogène qui profitent d'ailleurs des avantages d'un temps de remplissage très court et d'une autonomie pouvant dépasser les 500 kilomètres.

Afin de promouvoir cette filière et de la rendre compétitive à grande échelle, il faut évidemment constituer un réseau de distribution d'envvergure et réaliser les investissements nécessaires.

Mes questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures dans ce contexte sont les suivantes:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des équipements destinés à promouvoir l'utilisation de l'hydrogène comme carburant alternatif dans le domaine des transports et à quels endroits ces installations sont-elles prévues le cas échéant?

- Quelle est de façon plus générale la stratégie du Gouvernement en matière de promotion de l'hydrogène qui pourrait, à terme, jouer un rôle prépondérant dans le paysage énergétique futur et notamment dans le domaine des transports?

Réponse (18.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La technologie des véhicules utilisant une pile à combustible à hydrogène («fuel cell electric vehicle»; FCEV) est connue depuis un certain temps. Cependant les évolutions durant les dernières années ont fait que de plus en plus de constructeurs d'automobiles prévoient des modèles de série en hydrogène. L'espoir que l'hydrogène sera un des principaux vecteurs de la mobilité du futur est nourri par deux éléments-clés. Premièrement, la production d'hydrogène par électrolyse est non émettrice en CO₂ si elle est alimentée par de l'électricité d'origine renouvelable et deuxièmement, les performances techniques et environnementales des véhicules à hydrogène profitent d'autonomie et d'un temps de remplissage proches de ceux des véhicules à essence ou diesel et des émissions de CO₂ et de polluants nulles en circulation.

Une offre de FCEV commence à émerger en Europe. Or, pour que ces modèles puissent être offerts en vente par les concessionnaires au Luxembourg, une infrastructure de recharge en hydrogène doit préalablement être mise en place. Dans ce contexte, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures soutient le projet «H₂Benelux» qui prévoit l'établissement d'une infrastructure de recharge en hydrogène le long des corridors RTE-T (réseau de transport transeuropéen) en Belgique, au Pays-Bas et au Luxembourg. L'objectif du projet est de construire entre 2017 et 2020 entre 10 et 15 stations de recharge en hydrogène au Benelux. Le projet prévoit momentanément une station au Grand-Duché de Luxembourg.

De façon générale, la stratégie du Gouvernement en matière de promotion de l'hydrogène comprend deux volets. D'une part, la condition primordiale pour tout développement de voitures à hydrogène doit être remplie, à savoir la mise en œuvre à terme d'une station de recharge en hydrogène au Grand-Duché. D'autre part, dans le cadre de la réforme fiscale, des mesures d'incitation pour l'obtention de voitures à hydrogène sont prévues. Ainsi, un abattement fiscal de 5.000 € sera introduit pour les personnes privées. Enfin, une réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de société fera en sorte que les voitures à faibles émissions en CO₂, telles que les FCEV, seront privilégiées.

Question 1843 (25.02.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil**:

En date du 23 octobre 2015, le Gouvernement en Conseil a pris la décision concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec

l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur les territoires des communes de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort. En date du 29 janvier 2016, le Gouvernement en Conseil a pris une telle décision concernant la commune de Marnach.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'il y a eu des réclamations au courant des douze derniers mois contre des plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples informations concernant le nombre de réclamations et leur état actuel?

- En cas de recours contre un plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir une structure d'accueil, Messieurs les Ministres envisagent-ils néanmoins de solliciter parallèlement une autorisation de construire nonobstant l'issue du recours?

Réponse commune (11.04.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des renseignements concernant les plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale.

L'enquête publique, prévue par les dispositions de l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, relative aux projets de plan d'occupation du sol destinés à l'établissement de ces structures d'accueil, a pris fin au cours du mois de février 2016. Tandis que l'enquête publique à Diekirch n'a donné lieu à aucune observation de la part des intéressés, des observations ont été introduites dans le cadre des procédures au sein des autres communes.

Ainsi, lors de sa présentation au Gouvernement des suites à réserver aux observations reçues, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a proposé certaines modifications par rapport à l'avant-projet de plan d'occupation du sol, notamment en ce qui concerne la durée d'existence et la capacité d'accueil des structures d'accueil.

À noter que, lorsqu'un règlement grand-ducal déclarant obligatoire un plan d'occupation du sol entre en vigueur, il est possible de procéder aux démarches utiles afin de mettre en œuvre le projet afférent. Concrètement, l'Administration des bâtiments publics pourra demander les autorisations nécessaires pour réaliser la structure d'accueil (autorisation de construire notamment) en suivant les formalités légales requises.

Si toutefois le règlement grand-ducal faisait l'objet d'un recours en annulation, les parties requérantes pourraient demander un sursis à exécution de l'autorisation prise sur base du plan d'occupation du sol, ce qui aurait pour effet de retarder l'exécution de l'autorisation jusqu'à ce qu'une décision au fond quant au sort à réserver au recours en annulation soit rendue.

Question 1844 (25.02.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'**éventuelle attaque terroriste sur les centrales nucléaires belges**:

Le 11 février 2016 la Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection a eu un nouvel échange de vues portant sur l'actualité des installations nucléaires belges, et plus particulièrement sur l'exploitation des réacteurs de Doel 1 et 2 et de Tihange 1, l'autorisation de redémarrage des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3, le bilan des incidents de l'année 2014 et les inspections croisées entre pays voisins.

La semaine dernière, les médias belges ont rapporté que certaines centrales nucléaires belges auraient été visées par les terroristes des attentats de Paris. En effet, dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 13 novembre, les enquêteurs belges ont découvert une vidéo montrant un haut responsable du secteur nucléaire belge. Entre-temps le Ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, a indiqué qu'il n'y a pas d'indices relatifs à une menace spécifique sur les sites nucléaires belges.



Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement a-t-il été informé lors de la réunion du 11 février 2016 avec les autorités belges sur une éventuelle menace terroriste pesant sur les sites nucléaires belges?

- Dans l'affirmative, quelles ont été ces informations?

- Dans la négative, le Gouvernement insistera-t-il pour avoir des informations à ce sujet?

Réponse commune (14.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La Commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection a été créée avec l'accord du 14 mai 2013 entre le Ministère de l'Intérieur en Belgique et le Ministère de la Santé au Luxembourg, relatif à l'organisation de la coopération bilatérale en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Cet accord prévoit notamment des échanges d'informations sur des questions de la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange. En tant que sûreté nucléaire, on comprend les conditions d'exploitation correctes, la prévention des accidents ou l'atténuation de leurs conséquences, avec pour résultat la protection des travailleurs, du public et de l'environnement contre des risques radiologiques inclus.

La question de l'honorable Député s'adresse à la sûreté nucléaire, à savoir l'ensemble des mesures visant à empêcher et à détecter un vol, un sabotage, un accès non autorisé, ou d'autres actes malveillants mettant en jeu des matières nucléaires ou d'autres matières radioactives ou les installations associées. Contrairement à la sûreté nucléaire, les discussions publiques dans le domaine de la sûreté nucléaire sont clairement plus délicates. Une première protection consiste en effet à assurer la confidentialité des discussions sur les potentiels de menaces portant sur les installations nucléaires et les mesures de protection physique visant à prévenir tout acte malveillant. Il en va de même pour les actions concrètes menées en ce moment.

La conception d'une Commission bilatérale permet essentiellement des échanges dans le respect des exigences de confidentialité. Je peux cependant assurer l'honorable Député que l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN), responsable du contrôle de la sûreté et de la sûreté nucléaire, est assez consciente de la problématique. Depuis quelques années, de nombreuses initiatives ont été lancées, tant au niveau national qu'international, afin de renforcer la sûreté nucléaire. Dans ce contexte, la Belgique a développé, et actualisé au fur et à mesure, sa législation nationale en la matière. En 2011, quatre arrêtés royaux ont été adoptés afin de couvrir l'ensemble des aspects liés à la sûreté nucléaire, à savoir la protection physique des installations nucléaires, la catégorisation et la définition de zones de sûreté au sein des installations nucléaires, les attestations de sûreté pour le secteur nucléaire et la protection des documents nucléaires. L'AFCN veille par ailleurs sur le développement d'une culture de sûreté, réalise les analyses des menaces en étroite collaboration avec les autorités compétentes, applique une approche graduée de la défense en profondeur et contribue à la mise en place des plans d'urgence.

Question 1845 (25.02.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant le «**dividend stripping**»:

Das Bundeskabinett der Bundesrepublik Deutschland hat am 24. Februar 2016 den Gesetzentwurf der Bundesregierung zur Reform der Investmentbesteuerung gebilligt. Damit wird die Besteuerung von Investmentfonds und Anlegern vereinfacht und leichter handhabbar gemacht. Über die Reform der Investmentbesteuerung hinaus enthält der Gesetzentwurf eine Änderung des Einkommensteuergesetzes, mit der Gestaltungen zur Umgehung der Dividendenbesteuerung (sog. Cum-Cum-Geschäfte) verhindert werden. So soll mit der Reform auch der Verschiebung von Aktienpaketen vor und nach Dividendenstichtagen ein Riegel vorgeschoben werden.

Um einen Anspruch auf Erstattung der bereits von der Aktiengesellschaft abgeführten Kapitalertragsteuer auf die Dividende zu bekommen, müssen die Anleger die Papiere künftig 45 Tage vor und nach dem Stichtag im Besitz haben. Diese Beschränkung gilt bei Dividendenerträgen von mehr als 20.000 Euro jährlich.

Die Änderung des Einkommensteuergesetzes zur Verhinderung von Cum-Cum-Geschäften soll bereits ab dem 1. Januar 2016 gelten, um

Gestaltungen schon in der Dividendensaison 2016 zu verhindern.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie beurteilt die luxemburgische Regierung die Praxis der sogenannten Cum-Cum-Geschäfte?

- Ist die Regierung der Ansicht, dass die deutschen Lösungsansätze in einer globalisierten Wirtschafts- und Finanzwelt wirksam sind?

- Bedarf die Regelung der oben genannten Praxis nicht einer Lösung auf europäischer oder internationaler Ebene?

Réponse (25.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

In Bezug auf die erste Frage liegen der luxemburgischen Regierung keine spezifischen Daten über Cum-Cum-Geschäfte vor, sodass eine abschließende Beurteilung dieser Praxis, soweit diese in Luxemburg bestehen sollte, nicht möglich ist.

In Bezug auf die zweite Frage obliegt es der luxemburgischen Regierung nicht, deutsche Gesetze auf deren Wirksamkeit zu beurteilen.

Sollten die genannten Geschäfte eine grenzübergreifende Dimension haben, könnte sich eine europäische oder internationale Regelung, so wie dies in der dritten Frage aufgeworfen wird, gegebenenfalls als sinnvoll erweisen.

Question 1846 (25.02.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant l'éventuelle baisse de l'impôt sur le revenu des collectivités:

Selon les informations relatées par la presse, le Gouvernement envisagerait de réduire le taux affiché de l'impôt sur les sociétés juste au-dessus de 25%. Pour ce faire, l'impôt sur les collectivités pourrait reculer en deux phases, de 21% à 19% la première année, et à 18% la deuxième année. Or, si le taux d'affichage devrait en moyenne passer à quelque 25%, il est évident que le taux de l'impôt commercial communal (ICC) ne peut rester à son niveau actuel, mais devrait également diminuer. En effet, la baisse projetée de l'IRC ne suffit pas à elle seule d'arriver à un taux d'affichage d'environ 25%.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Le Gouvernement envisage-t-il de baisser le taux de l'impôt commercial communal?

- Dans la négative, comment le Gouvernement envisage-t-il d'arriver à un taux d'affichage global de 25% pour l'imposition des sociétés?

- Monsieur le Ministre a-t-il eu des pourparlers avec les communes concernant une baisse éventuelle de l'ICC?

- Une baisse de l'ICC va générer une diminution de recettes pour les communes. Le Gouvernement envisage-t-il de compenser ces moins-values et, le cas échéant, par quels moyens?

Réponse (25.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés se réfèrent à des rumeurs relayées par la presse bien avant la date de la présentation officielle de la réforme fiscale.

Comme annoncé en date du 29 février 2016, le Gouvernement envisage une réduction progressive de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) dans le but de renforcer la compétitivité des entreprises. Pour autant, une baisse du taux de l'impôt commercial communal n'est pas d'actualité.

En vertu de la réforme fiscale projetée, le taux de l'IRC passera d'actuellement 21% à 19% en 2017 et à 18% en 2018. Afin d'encourager les jeunes entreprises innovantes, l'IRC sera baissé dès 2017 à 15% pour les sociétés dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 25.000 EUR.

Partant, le taux agrégé de l'impôt sur les sociétés (IRC, impôt commercial communal et contribution au Fonds pour l'Emploi cumulés) passera de 29,22% (Ville de Luxembourg) à 27,08% en 2017 et à 26,01% en 2018. Pour les entreprises dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 25.000 EUR, il sera de 22,80% à partir de 2017.

Les informations correspondantes ont d'ailleurs été mises à disposition du public, à partir du 29 février 2016, sous le lien suivant:

<http://www.reforme-fiscale.public.lu/fr/links/documents/fir-kompetitiv-entreprisen/steierreform2017-fir-kompetitiv-entreprisen.pdf>

Question 1847 (25.02.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les **cartes de paiement sans contact**:

Par un communiqué du 3 février, largement repris dans la presse luxembourgeoise, il a été annoncé que les banques de la place financière du Luxembourg ont décidé d'émettre des cartes de paiement sans contact équipées de la technologie NFC (near field communication - transmission par ondes courtes) en remplacement des cartes de crédit en circulation arrivées à échéance.

Or, de nombreux experts en sécurité dénoncent le fait que cette technologie de communication se fasse sans aucun protocole de cryptage, de sorte qu'il est possible de récolter des données des cartes bancaires NFC à l'insu de leur propriétaire à l'aide d'un lecteur NFC ou d'une application mobile à une distance pouvant aller jusqu'à 10 cm.

Récemment, on a parlé dans les médias de voleurs à la tire virtuels, soit des criminels munis d'un lecteur de cartes (point de vente mobile) qui captent l'information sur les cartes sans contact en vue de commettre des fraudes ou qui effectuent des encaissements sans contact à l'insu des victimes dans des endroits de forte affluence.

En France, la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) a émis, en juillet 2013, une recommandation aux termes de laquelle les clients des banques doivent être clairement informés de la fonctionnalité sans contact et doivent pouvoir opter pour le refus que leur carte soit munie de la technologie NFC sans contact ou que la puce soit désactivée.

En outre, et afin de réduire les risques d'atteinte à la vie privée, à la demande de la CNIL, le nom du porteur n'est plus lisible par l'intermédiaire de l'interface sans contact d'une carte bancaire, de même qu'il n'est plus possible de lire l'historique des transactions.

Finalement, la CNIL appelait le secteur bancaire à une adaptation constante des mesures de sécurité pour garantir que ces données ne soient pas collectées et réutilisées par des tiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a-t-elle été consultée au sujet de l'introduction de ces nouvelles cartes de paiement au Luxembourg? Dans l'affirmative, a-t-elle émis une délibération fixant le cadre de l'exploitation de ces cartes sans contact?

2. Est-ce que les banques luxembourgeoises sont obligées de rendre leurs clients attentifs à la nouvelle fonctionnalité de ces cartes, ainsi qu'aux moyens de se protéger contre les fraudes, notamment par l'usage d'un étui spécial?

3. Au Luxembourg, les clients peuvent-ils gratuitement opter pour le refus que leur carte soit munie de la technologie NFC sans contact ou que la puce soit désactivée?

4. Quelles sont les données lisibles par l'intermédiaire de l'interface sur les cartes émises au Grand-Duché de Luxembourg? Par quel moyen cette limitation est-elle contrôlée? Dans quelle mesure les banques luxembourgeoises sont-elles obligées à réadapter régulièrement leurs mesures de sécurité?

Réponse (25.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La CNPD relevant de la tutelle du ministre ayant dans ses attributions la protection des données, en l'occurrence le Ministre des Communications et des Médias, le Ministre des Finances n'est pas en mesure de prendre position par rapport à la première question. D'une manière générale, on peut toutefois affirmer que l'introduction de la fonctionnalité sans contact sur les cartes de paiement n'a en principe aucun impact sur le traitement des données personnelles déjà effectué par les banques dans le cadre des cartes de paiement traditionnelles. En effet, dans un souci de protection des données personnelles et de lutte anti-fraude, les banques luxembourgeoises ont opté pour une configuration ne permettant pas la transmission par NFC d'un historique de transactions ou du nom du porteur.

Quant à la deuxième question, les cartes «contactless» sont introduites progressivement sur le marché, lors du renouvellement (pour cause d'expiration) ou du remplacement (pour cause de vol ou de perte) des cartes en circulation. Lors de l'envoi de la nouvelle carte, les banques joignent une fiche d'information standard, qui a été préalablement soumise à la CSSF et à la BCL. L'information des clients s'appuie en outre sur un plan de communication comprenant:

- des FAQ clients disponibles sur le site Internet des banques;

- des FAQ pour les agences et conseillers bancaires pour leur permettre de répondre aux questions des clients;

- divers communiqués et articles de presse.

Le risque de fraude est limité compte tenu des points suivants:

- L'activation de la fonctionnalité NFC (near field communication) ne se fait qu'avec la première transaction online en mode contact avec saisie du PIN sur un TPV (terminal point de vente) ou ATM (guichet automatique). En cas de vol de la carte lors de la phase d'acheminement vers le porteur, un hypothétique voleur ne pourra pas effectuer de transaction «contactless» puisque la fonctionnalité n'a pas encore été activée.

- Lors d'un paiement, la carte ne quitte pas la main du porteur (contrairement au mode contact où l'on confie parfois la carte au commerçant).

- Pour les achats de plus de 25 euros, l'utilisation de la carte en mode «contactless» nécessite la saisie du code PIN de la carte. Sans code PIN, l'utilisation est donc limitée à 25 euros par paiement et dans une limite globale de 100 euros. Lorsque cette limite est atteinte, la transaction suivante doit obligatoirement être réalisée en mode contact et avec saisie du PIN.

- Des contrôles de sécurité supplémentaires sont réalisés aléatoirement (exigence de saisie du PIN pour une transaction au hasard, même si le montant est inférieur à 25 euros).

- En cas de fraude, le porteur de carte est protégé par les mêmes garanties que pour une carte classique.

En ce qui concerne le recours à un étui spécial pour les cartes «contactless», son utilisation impacterait deux points forts du paiement sans contact, à savoir la facilité et la rapidité, alors que l'intérêt d'un tel étui semble limité, notamment pour les raisons suivantes:

- La lecture ou l'interception des données échangées nécessitent que le fraudeur potentiel s'approche de quelques centimètres de la carte, ce qui s'avère difficilement réalisable en pratique.

- Quand bien même la lecture ou l'interception frauduleuse se ferait, les données transmises par NFC ne permettraient pas ipso facto de réaliser une transaction. En effet, au cours d'une transaction, la carte et le terminal effectuent entre eux des vérifications et transmettent un code crypté unique pour chaque transaction. Même si un fraudeur réussissait à accéder à des données au moment de la transaction, il serait incapable d'utiliser le code crypté pour une nouvelle transaction, car ce code unique expire aussitôt. Par ailleurs, le nom du porteur et surtout le cryptogramme de sécurité CVV2 ne sont pas transmis, ce qui empêche la réalisation d'une fraude sur Internet (achat e-commerce).

Toutes les nouvelles cartes Visa et Mastercard sont désormais pourvues de la fonctionnalité «contactless». Si le client souhaite désactiver cette fonctionnalité, il peut en faire la demande à tout moment en contactant son agence bancaire habituelle. La gratuité ou non de cette désactivation est au choix de chaque banque, suivant sa politique de tarification.

Les données lisibles par l'intermédiaire de l'interface sur les cartes émises au Luxembourg se limitent à des informations telles que la langue de préférence du porteur, le numéro de la carte et sa date d'expiration. Des données sensibles telles que le nom du porteur, l'historique des transactions ou le cryptogramme de sécurité CVV2 ne sont pas transmises par NFC en vertu de la solution choisie par les banques luxembourgeoises.

Dans le respect des bonnes pratiques et des exigences générales relatives à la gestion des risques, dont la mise en œuvre est surveillée par la CSSF, les banques luxembourgeoises réadaptent régulièrement leurs mesures de sécurité, y compris les mesures liées au paiement sans contact.

Question 1848 (25.02.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'**hébergement de personnes handicapées**:

Dans une réponse commune à la question parlementaire n°1707 du 18 janvier 2016 (cf.



compte rendu n°7/session ordinaire 2015-2016), Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures font valoir que le nombre de personnes ayant un degré d'incapacité d'au moins 50% est estimé à 53.000 personnes pour l'année 2015. En ce qui concerne les listes d'attente, les Ministres affirment que pour les services d'hébergement, 30% des 427 demandes en attente peuvent être considérées comme urgentes, tandis que pour les services d'activités de jour, 45% des 74 demandes en attente peuvent être considérées comme urgentes.

Au vu de la croissance de la population au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour réduire le temps d'attente au niveau de l'hébergement des personnes concernées?

- Dans la réponse à la question parlementaire, les Ministres précisent que «les structures d'hébergement d'une capacité totale de 273 lits, trois structures de logement semi-autonomes de 38 lits, un service d'activités de jour de 20 places et deux services de formation sont en cours de planification ou de construction». Les Ministres peuvent-ils préciser où exactement ces projets seront construits?

- Les Ministres peuvent-ils nous fournir des précisions sur le calendrier des travaux?

Réponse (21.03.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

En réponse à la question de Madame la Députée, il y a lieu de préciser que, afin de réduire le temps d'attente au niveau de l'hébergement des personnes en situation de handicap, les structures existantes disposent de 45 lits temporaires qui peuvent accueillir des personnes dans des situations d'urgence. Le taux d'occupation moyen annuel de ces lits est de +/- 30%.

Afin d'augmenter la capacité d'accueil, le Gouvernement a établi un programme pluriannuel de constructions de structures nouvelles d'hébergement, d'une capacité totale de 273 lits, et de constructions de structures d'activités de jour et de formation.

Lieu d'implantation	Ouverture prévue
Structures d'hébergement	
Boxhorn	2 ^e trimestre 2016
Mertzig	2 ^e trimestre 2016
Rambrouch	1 ^{er} trimestre 2017
Luxembourg	2 ^e trimestre 2017
Roodt/Syre	2 ^e trimestre 2017
Heisdorf	2 ^e trimestre 2018
Ettelbruck	2 ^e trimestre 2019
Pétange	2 ^e trimestre 2019
Esch/Alzette	2 ^e trimestre 2019
Frisange	2020
Betzdorf	2020
Structures de logement semi-autonomes	
Pétange	2 ^e trimestre 2019
Dudelange	2 ^e trimestre 2019
Structure d'activité de jour	
Mertzig	2 ^e trimestre 2020
Structures de formation	
Limpach	3 ^e trimestre 2016
Dudelange	2020

Question 1849 (25.02.2016) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la suspension d'un médecin-dentiste:

Selon un article dans la presse, un médecin-dentiste français, condamné au civil en France pour avoir fraudé la Sécurité sociale, s'est installé au Luxembourg. Lorsque le Collège médical et le Ministère de la Santé du Luxembourg ont pris connaissance de ce cas, la Ministre aurait pris des mesures et aurait suspendu le dentiste concerné pour une durée de trois mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

- La mesure prise par le Ministère n'a pas d'effet à long terme puisqu'à l'issue de cet arrêt de trois mois, le dentiste concerné pourra reprendre ses activités normalement. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas une telle situation comme intenable sur le plan de l'éthique?

- Les condamnations au civil ou suspensions à l'étranger de médecins, médecins-dentistes ou pharmaciens ne sont pas applicables au Luxembourg. Ainsi un médecin-dentiste français frappé d'une peine de suspension ou d'interdiction d'exercer sa profession par le Conseil de l'Ordre français peut, pendant la durée de sa suspension ou de son interdiction, s'installer au Luxembourg et y exercer ses activités. De même un médecin-dentiste installé au Grand-Duché et suspendu par le Conseil de discipline ou par la/le Ministre de la Santé peut toujours s'installer à l'étranger.

Madame la Ministre est-elle d'avis que des médecins ou médecins-dentistes condamnés au civil ou suspendus par un Conseil de l'Ordre étranger remplissent toujours «les conditions de moralité et d'honorabilité», conditions auxquelles doivent répondre les candidats pour recevoir l'autorisation d'exercer de la part du Ministère de la Santé luxembourgeois?

- La Ministre ne juge-t-elle pas opportun de revoir la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire pour remédier à ces situations décrites ci-dessus?

Réponse (03.03.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Dans la mesure où la question de l'honorable Député concerne une décision administrative individuelle, il m'importe d'insister sur le caractère confidentiel de celle-ci.

Par conséquent, aucune précision quant au cas d'espèce concret décrit par l'honorable Député ne saurait être donnée.

De manière générale, en ce qui concerne la suspension de médecins ou médecins-dentistes au Luxembourg, il y a lieu de signaler que la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire permet, au titre de son article 15, la suspension temporaire, voire le retrait définitif du droit d'exercer d'un médecin ou médecin-dentiste si une des conditions exigées au moment de l'autorisation d'exercer n'est plus remplie.

Ces conditions comprennent, parmi d'autres, l'aptitude physique et psychique du candidat, ainsi que son honorabilité professionnelle.

L'honorabilité professionnelle, respectivement le défaut d'honorabilité professionnelle - motif pouvant justifier le refus de l'autorisation d'exercer, respectivement sa suspension temporaire, voire son retrait définitif - est apprécié, au cas par cas, en fonction des antécédents judiciaires et de la situation professionnelle globale du médecin ou médecin-dentiste.

Dès lors, il n'est pas possible de statuer que d'office un médecin ou médecin-dentiste condamné au civil ou suspendu par un Conseil de l'Ordre étranger ne répond pas temporairement, voire définitivement aux critères d'honorabilité professionnelle requis en vertu de la loi de 1983 précitée.

Fort de ce constat, l'opportunité d'une modification de cette loi sur ce point précis n'est actuellement pas donnée en l'espèce.

Question 1850 (25.02.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'accord des États membres de l'Union européenne avec le Royaume-Uni:

Selon la presse belge d'aujourd'hui, le Président du Conseil européen aurait affirmé devant les eurodéputés que l'accord conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni la semaine dernière ne peut être annulé par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). D'après le Président, l'accord serait conforme aux traités en vigueur, ne remettrait aucunement en question les valeurs fondamentales de l'Union et serait par ailleurs légalement contraignant et irréversible. Or, cette dernière affirmation a entre-temps été contredite par le Ministre de la Justice britannique. En tout état de cause et sachant qu'il ne s'agit en l'occurrence pas d'une modification des traités, la question de la possibilité d'un recours devant la CJUE reste d'actualité.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre partage-t-il la position du Président du Conseil européen?

- Ce sujet a-t-il été abordé et discuté au sein du Conseil européen? Quelle est, le cas échéant, l'opinion des autres membres?

Réponse (02.03.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

En réponse à la question parlementaire, je voudrais renvoyer Monsieur le Député à ma déclaration sur les conclusions du Conseil européen à Bruxelles des 18 et 19 février 2016, faite en séance plénière de la Chambre des Députés en date du 23 février 2016.

Réponse (11.03.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

En réponse aux questions de l'honorable Député, je me réfère à l'avis du jurisconsulte du Conseil européen concernant la forme, la nature juridique, les effets juridiques et la conformité avec les traités de l'UE de la décision des chefs d'État ou de Gouvernement, réunis au sein du Conseil européen, concernant l'arrangement pour le Royaume-Uni dans l'UE (EUCCO 15/16 du 8 février 2016).

Cet avis stipule que la décision dont il est question ici «est un instrument de droit international par lequel les vingt-huit États membres s'accordent sur une interprétation commune de certaines dispositions des traités de l'UE ainsi que sur des principes et des dispositions concernant des mesures prises dans des situations correspondantes. L'adoption d'un tel acte (...) est une prérogative que le droit international, et notamment l'article 31 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, reconnaît aux signataires de traités internationaux.» Toujours selon le jurisconsulte, il s'agit «d'une décision des États membres de l'Union européenne de nature intergouvernementale, et non d'une décision du Conseil européen en tant qu'institution de l'UE (...)». Elle sera «juridiquement contraignante en droit international à l'égard des États membres» une fois qu'elle aura pris effet. Elle «ne modifie pas les traités de l'UE, (...) n'est pas contraire à ceux-ci et respecte l'autonomie institutionnelle des institutions de l'UE (...)».

En tant qu'instrument de nature intergouvernementale, cette décision ne paraît a priori pas susceptible de faire l'objet d'un recours devant la CJUE.

La question de la nature et des implications juridiques de la décision en question a été abordée au sein du Conseil européen sur base des indications fournies par le jurisconsulte lors du Conseil européen.

Je m'abstiendrai de m'exprimer sur l'opinion que pourraient avoir d'autres États membres à ce sujet.

Question 1851 (26.02.2016) de Mmes Nancy Arendt et Martine Hansen (CSV) concernant le sport dans les établissements scolaires:

Dans son document intitulé «Concept intégré pour le sport au Luxembourg», publié en juillet 2014, le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois fait référence à l'Eurobaromètre de 2009, selon lequel 51% de la population pratique régulièrement du sport. Or, seulement 12% arrivent à suivre la recommandation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de pratiquer une activité physique pendant au moins 60 minutes par jour. Au Luxembourg, 20% des enfants sont obèses, chez les adultes, ce chiffre s'élève même à 50%. Le surpoids et l'obésité entraînent de graves conséquences pour la santé comme le diabète, des maladies cardiovasculaires ou des troubles dits musculo-squelettiques. Une situation qui engendre un surcoût pour les services de santé.

Du fait de leur contexte social, les écoles sont des lieux importants pour promouvoir une activité physique favorable à la santé auprès des enfants et des jeunes. Selon le programme gouvernemental, «une activité physique et sportive adaptée, dès le plus jeune âge, depuis les services d'éducation et d'accueil, à travers l'école fondamentale puis l'enseignement secondaire, reste la base vitale et nécessaire pour promouvoir et garantir à tout adolescent une éducation motrice et sportive indispensable pour la vie».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Comment le Gouvernement entend-il promouvoir un changement de mentalité vis-à-vis du sport, notamment chez les enfants et adolescents?

- Comment le Gouvernement entend-il accroître la place du sport à l'école?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'élargir l'offre d'activités physiques dans les programmes scolaires pour répondre aux recommandations de l'OMS?

- Ne faudrait-il pas optimiser la formation initiale et continue du personnel enseignant en charge de l'éducation sportive?

- L'Allemagne et la Suisse ont adopté des lois sur la prévention et la promotion de la santé ayant pour objectif de réduire les maladies physiques et psychiques grâce à des programmes qui mettent en avant la santé et la prévention sur le lieu de travail. Le Gouvernement a-t-il analysé les lois en question?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions tirées?

- Le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple allemand et suisse?

Réponse commune (30.03.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, de M. Romain Schneider, Ministre des Sports, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Depuis le lancement en 2006 de la stratégie nationale «Gesond iessen, méi bewegen» (GIMB), les Ministères de la Santé, des Sports, de l'Éducation nationale et de la Famille se sont engagés en faveur d'une politique commune interministérielle et interdisciplinaire autour de trois axes, à savoir la sensibilisation et l'information, l'alimentation saine et équilibrée ainsi que l'augmentation de l'activité physique de la population, notamment des enfants et des jeunes. Le plan d'action GIMB poursuit le développement d'initiatives aux effets durables, œuvrant d'une manière interministérielle soutenue à l'adoption d'habitudes saines par une politique de sensibilisation et d'information cohérente, le renforcement de collaborations existantes, la création de synergies nouvelles ainsi que la mise en place d'environnements et de circonstances favorables à une alimentation plus équilibrée et l'activité physique régulière.

Sous la coordination du Ministère des Sports, une extension du plan d'action couvrant le volet de l'activité physique a été développée avec de nouveaux partenaires politiques et non gouvernementaux et adoptée par le Gouvernement en Conseil en juin 2011. Parmi les nouvelles initiatives figurent notamment la stimulation et l'éducation motrice des enfants, une amélioration de l'offre sportive locale et nationale ainsi qu'un renforcement de la place du sport à l'école. À l'occasion du 10^e anniversaire du GIMB, le Gouvernement s'engagera en faveur de la continuation de cette approche interministérielle et interdisciplinaire dans une optique de long terme.

À côté du plan GIMB, d'autres actions, comme la «Semaine européenne du sport», le brevet sportif, l'action «Wibbel an Dribbel», se distinguent toutes par la finalité de promouvoir le sport et de parvenir à un changement de mentalité des citoyens et plus particulièrement des jeunes vis-à-vis du sport. Le projet «École en mouvement» («Bewegte Schule») de l'enseignement fondamental offre aux élèves des cycles 1 à 4 une activité motrice supplémentaire de 15 à 20 minutes par jour dans les écoles et dans les structures d'accueil. À la rentrée 2016-2017, quelque 2.500 élèves profiteront quotidiennement d'une activité motrice supplémentaire dans les écoles et dans les structures d'accueil. Le projet «Motorische Basisqualifikation MOBAQ-LUX3» (cycle 3.1) souligne l'importance d'une activité physique régulière et du développement des compétences motrices permettant aux enfants et adolescents l'accès à la culture du mouvement. L'Université du Luxembourg, en collaboration avec des enseignants de l'enseignement fondamental, est en train d'élaborer un concept de développement pour les élèves présentant des déficiences motrices. Il est en outre envisagé de connecter le «Schoulsportdag» au «European School Sport Day» afin de souligner davantage son importance et d'en accroître la visibilité.

Le cadre de référence national pour toutes les structures du domaine de l'éducation non formelle vient d'obtenir une base légale avec le vote de la loi sur l'enfance et la jeunesse. Le cadre de référence se décline en sept champs d'action et décrit les objectifs généraux et les principes pédagogiques fondamentaux que les services d'éducation non formelle doivent mettre en œuvre, notamment le domaine du mouvement, de la conscience corporelle et de la santé.

Lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2015, une des priorités dans le domaine du sport était la motricité des jeunes enfants dès le plus jeune âge.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train de revoir et



d'adapter le plan d'études de l'enseignement fondamental et secondaire en ce qui concerne le cours d'éducation physique et sportive. Après une analyse des programmes au niveau des lycées, la «Deutsche Sporthochschule Köln» fut chargée de réaliser une enquête auprès des professeurs d'éducation physique et sportive des lycées luxembourgeois au sujet de l'acceptation et de la mise en œuvre des programmes introduits en 2009. Le rapport final est attendu pour avril 2017.

La formation initiale en éducation physique au BScE a été élargie significativement depuis la réforme du BScE en 2010, avec en totalité 14 ECTS, soit un total de 364 heures, ce qui correspond à un des niveaux les plus élevés en comparaison avec d'autres formations comparables en Europe. La restructuration du BScE actuellement en cours prévoit une révision des objectifs et du contenu des programmes, afin de réagir d'une façon ciblée aux besoins des futurs enseignants. Le contact intense avec le terrain, donc avec les enseignants en charge des cours d'éducation physique, par le biais de formations continues et de projets en relation avec la promotion de l'activité physique en place (en étroite coopération avec le MENJE), permet aux responsables de l'Université d'identifier les besoins. L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) propose des formations continues (environ 60 formations par année en 2015-16) dans le domaine de l'éducation physique et de la promotion du mouvement. Récemment, une demande accrue de formations continues en relation avec les domaines de la psychomotricité et des écoles en mouvement a pu être notée.

Les initiatives législatives suisse et allemande ont attiré l'attention du Gouvernement luxembourgeois. Si le projet de loi suisse sur la prévention et la promotion a finalement été rejeté en 2013, la stratégie «Santé 2020», adoptée la même année et basée sur divers plans sectoriels et une approche de partenariat, présente des idées intéressantes qui ont depuis nourri les discussions entre les ministres germanophones de la santé au sein du «Gesundheitsquintett» dont le Luxembourg fait partie. La stratégie préventive nationale introduite par la loi allemande (Gesetz zur Stärkung der Gesundheitsförderung und der Prävention) en juin 2015 présente des idées intéressantes auxquelles il est envisageable de revenir dès que cette loi aura fait ses preuves. Au Luxembourg, la promotion de la santé au travail reste à l'heure actuelle limitée à des initiatives privées des entreprises. La mise en place d'un plan national «Santé et Sécurité au Travail», tel que prévu par le programme gouvernemental, aidera à mettre en place des mesures de promotion de la santé en rapport avec le lieu du travail. D'une manière générale, des dispositions législatives à elles seules ne sont susceptibles d'apporter des améliorations significatives qu'à condition d'être accompagnées d'un engagement politique commun ainsi que d'une bonne collaboration avec les acteurs du terrain.

Question 1852 (26.02.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **centres de fitness**:

In den letzten Jahrzehnten sind in Luxemburg unzählige Fitnessstudios eröffnet worden, in denen viele Einwohner sich sportlich betätigen. In Luxemburg gibt es aktuell keine bestimmten Voraussetzungen, was die Fachkompetenz angeht, um ein Fitnessstudio zu eröffnen. Dies birgt das Risiko, dass unerfahrene Geschäftsleute ein Studio betreiben können ohne die notwendige Ausbildung, um ihre Klienten richtig und kompetent beraten zu können. Die Förderung des Sports und der Fitness ist allerdings notwendig, wenn wir unser Gesundheitssystem nicht nachhaltig belasten wollen.

Wissend, dass die Fettleibigkeit bei Erwachsenen in den letzten zwölf Jahren von 16 auf 23% gestiegen ist, wäre es wichtig und richtig, dass diese Unternehmen, die sich um das Wohlbefinden und die sportliche Tätigkeit der Kunden kümmern, reglementiert würden und dass man eine qualitativ hochwertige Betreuung ermöglichen könnte. Der Minister für Sport und soziale Sicherheit hat angekündigt, in diesem Rahmen etwas zu unternehmen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Minister für Sport und soziale Sicherheit sowie an die Gesundheitsministerin stellen:

- Binnen welcher Frist will die Regierung ein Konzept ausarbeiten?
- Was wären die Anforderungen, um ein Studio eröffnen zu können?
- An welche Fachkompetenzen denkt der Minister als Grundvoraussetzung, um eine hoch-

wertige Betreuung der Kunden eines Fitnessstudios zu gewährleisten?

- Gibt es Ausbildungen in Luxemburg, die infrage kämen, um den Anforderungen zu entsprechen, oder wird es eine Ausbildung in diesem Bereich in Zukunft hier im Land geben?

- Wie würden die Übergangsbestimmungen aussehen für die bestehenden Fitnessstudios?

- Will der Minister Fitnesscenter in ein Präventionsprogramm mit einbinden, wenn sie die entsprechenden Kriterien erfüllen?

Réponse commune (29.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Die vorliegende parlamentarische Anfrage der Abgeordneten Nancy Arendt bezieht sich auf die Regelung der Fitnessstudios in Luxemburg und deren Einbindung in ein Präventionsprogramm. Die aufgeworfene Problematik umfasst verschiedene Bereiche:

- das Niederlassungsrecht (droit d'établissement);
- die Berufsregelung (profession réglementée);
- die Anerkennung der Berufsqualifikation (reconnaissance de la qualification professionnelle);
- die Prävention.

Einleitend ist festzuhalten, dass zurzeit die Fitnessstudios noch nicht in bestehende Präventionsprogramme eingebunden sind. Der Beruf des „Sportcoachs“ oder des „health managers“ ist weder geregelt noch unterliegt er einer spezifischen Erlaubnis. Nichtsdestotrotz ist zu unterstreichen, dass das Sport- sowie das Gesundheitsministerium die regelmäßige körperliche Betätigung der Bevölkerung sowohl unterstützen als auch fördern. Die Gesundheitsprävention ist wichtig, um die großen Herausforderungen zu bewältigen, denen unsere Gesellschaft gegenüberstehen, d. h. das Altern der Bevölkerung und die Zunahme der chronischen Krankheiten. In der Tat betrachtet die Weltgesundheitsorganisation, dass der Bewegungsmangel den vierten Todesfaktor weltweit darstellt (6% der Todesfälle), gleich nach Bluthochdruck (13%), Tabakkonsum (9%) und erhöhtem Zuckergehalt im Blut (6%). Weltweit sind 5% der Todesursachen dem Übergewicht und der Fettleibigkeit zuzuschreiben. Es ist bewiesen, dass eine regelmäßige körperliche Aktivität das Risiko von koronaren Herzleiden und Schlaganfällen, Diabetes Typ II, Bluthochdruck, Darmkrebs, Brustkrebs und Depression reduziert.

Zudem ist die körperliche Aktivität ein entscheidender Faktor beim Energieaufwand und ist entsprechend unabdingbar für eine effiziente Energiebilanz und Gewichtskontrolle. In diesem Sinne stellen die Fitnesseinrichtungen ein wichtiges Element bei der Primärprävention dar. Fitnessprogramme, welche in den Fitnesseinrichtungen angeboten werden, tragen dazu bei, den Aspekt der „Primärprävention“ zu entwickeln. Für die Sekundär- sowie Tertiärprävention sollte man jedoch auf professionell ausgebildete zurückgreifen, um somit sicherzustellen, dass die notwendigen Zusatzkompetenzen vorliegen, um die körperliche Aktivität an die verschiedenartigen Pathologien anzupassen, dies um Verletzungen und anderen Risiken vorzubeugen.

Im Rahmen von mehreren Arbeitssitzungen zwischen Vertretern des Wirtschaftsministeriums, des Hochschulministeriums, des Gesundheitsministeriums und des Sportministeriums wurde ersichtlich, dass der Einsatz einer strikten Regelung, um das erstrebenswerte Ziel einer hochwertigen Betreuung in diesem Bereich schnellstmöglich zu erreichen, viele unerwünschte Nebenwirkungen mit sich ziehen würde, insbesondere aufgrund der verbindlichen Anerkennung der Berufsqualifikation (cf. Gesetz vom 19. Juni 2009 betreffend die Umsetzung der Richtlinie 2005/36/UE in nationales Recht und Gesetzentwurf Nr 6893) und der allgemeinen Tendenz auf europäischer Ebene in Richtung einer Nichtregelung der Berufe.

Würde Luxemburg den Zugang zum Beruf des Fitnesstrainers reglementieren wollen, müsste man einem Staatsangehörigen, der aus einem anderen Land der Europäischen Union stammt, in welchem dieser Beruf nicht reglementiert ist, eine Berufsanerkennung ausstellen, insofern diese Person eine Berufserfahrung von zwei Jahren nachweisen kann. (Nach Inkrafttreten des Gesetzentwurfes Nr 6893 wird sich diese Frist nur noch auf ein Jahr belaufen.) Somit wäre lediglich sichergestellt, dass die in Luxemburg ausgebildeten Trainer eine fachliche Kompetenz nachweisen können. Die Problematik insgesamt der vorhandenen Fachkompetenz in den Fitnessstudios bekäme man über diesen Weg jedoch nicht in den Griff.

Auch über das Niederlassungsrecht wird es schwierig, das angestrebte Ziel zu erreichen, da

die Tätigkeit des Fitnesstrainers laut Niederlassungsgesetz vom 2. September 2011 nicht genehmigungspflichtig ist und somit keine Ermächtigung seitens des Wirtschaftsministeriums erforderlich ist. Sollte die Tätigkeit jedoch im Rahmen einer Handelsgesellschaft erfolgen, ist eine Handelsermächtigung gemäß der geltenden Bedingungen zu beantragen.

Die beteiligten Ministerien sind sich dennoch einig, dass ein Handlungsbedarf vorliegt und dass die interministerielle Arbeitsgruppe der Regierung einen Lösungsvorschlag kurzfristig unterbreiten soll, Bezug nehmend auf die oben erwähnte Problematik.

Ein solcher Lösungsvorschlag könnte in einer Art Kompetenzbescheinigung bestehen, ohne jedoch einen reglementierten Beruf zu erschaffen, oder aber in einem Qualitätslabel, welches, unter Vorbehalt verschiedener, noch zu definierenden Qualitätskriterien, an Fitnessstudios und „Personal Trainer“ ausgestellt werden könnte.

Question 1853 (26.02.2016) de **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant la **validité des chèques-cadeaux**:

Suite à ma question orale du 24 février 2016 (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*) concernant la durée de validité des chèques-cadeaux vendus dans les commerces luxembourgeois, Monsieur le Ministre de l'Économie avait indiqué que la législation luxembourgeoise ne réglait pas explicitement la limitation de cette période de validité et que son ministère n'avait jusqu'à présent reçu aucune réclamation, voire plainte à ce sujet.

Or, selon mes informations, l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC), un organe sans but lucratif conventionné par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, qui a pour objectif la protection, la défense, l'information et l'éducation des consommateurs et consommatrices au Luxembourg, reçoit de telles réclamations.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir quelques clarifications supplémentaires au sujet des chèques-cadeaux et des bons d'achat et je me permets donc de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des réclamations présentées à l'ULC par des consommateurs ou consommatrices comme susmentionné?
2. Tenant compte de ces réclamations, Messieurs les Ministres partagent-ils notre avis que la situation législative concernant la limitation de la période de validité des chèques-cadeaux et bons d'achat devrait être clarifiée? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à cet effet?
3. Existe-t-il une jurisprudence à ce sujet?
4. L'usager ou l'usagère d'un chèque-cadeau n'étant généralement pas la personne l'ayant acheté, la législation lui confère-t-elle les mêmes droits pour contester un éventuel problème lié à son chèque?

Réponse commune (16.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Ad 1. L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs n'a pas fait part ni lors de contacts réguliers avec les ministères concernés, ni dans le cadre des travaux du Conseil de la consommation, ni au Groupe de haut niveau «Protection des consommateurs»¹ de réclamations de consommateurs concernant la validité de chèques-cadeaux.

Néanmoins, par acquis de conscience, les collaborateurs du Ministère de l'Économie ont tenté de vérifier auprès de l'ULC si la validité des chèques-cadeaux posait problème auprès de ses ressortissants - quoique sans succès en-dehors le délai extrêmement court imparti pour la préparation de l'heure de questions au Gouvernement du 24 février 2016. C'est pourquoi le Ministre de l'Économie a pris soin de préciser lors de l'heure de questions que son département n'avait pas connaissance de telles réclamations.

Suite aux renseignements pris depuis, l'ULC a confirmé avoir reçu 19 demandes d'information ou réclamations écrites concernant les

chèques-cadeaux en 2015 et huit en 2014, auxquelles il faut encore ajouter des demandes orales non répertoriées.

Ad 2. Dans le cadre d'une relation contractuelle, le consommateur et le professionnel sont libres de déterminer les termes exacts du contrat. Dans le cadre d'un chèque-cadeau, celui-ci doit faire mention de la durée de validité si celle-ci est limitée dans le temps. L'acheteur peut donc en connaissance de cause prendre la décision d'acheter un chèque-cadeau qu'il veut offrir.

Si toutefois l'information sur la durée de validité n'est pas fournie et le chèque-cadeau non repris par le professionnel soit qu'elle n'est pas indiquée de façon claire, un cadre légal existe pour faire cesser cette pratique du fait qu'elle devrait pouvoir être considérée comme pratique commerciale trompeuse.

Le Gouvernement estime que ce cadre légal est suffisant et qu'il n'y a pas lieu de légiférer. L'ULC conseille par ailleurs dans son «Konsument» n°12 de décembre 2015 à ses membres d'être attentifs à la durée de validité du chèque-cadeau et de veiller à l'utiliser endéans le délai mentionné.

Ad 3. Nos services n'ont pas connaissance d'une jurisprudence luxembourgeoise à ce sujet. Or, il existe une jurisprudence en Allemagne qui se base sur le délai de prescription de trois ans sur les bons d'achat. Cependant, en l'absence d'un cadre légal spécifique en la matière au Luxembourg, la situation légale des chèques-cadeaux et bons d'achat n'est pas comparable.

Ad 4. Lorsqu'un consommateur achète un chèque-cadeau auprès d'un professionnel en vue de l'offrir en cadeau à une tierce personne, une créance se crée dans le chef du consommateur envers le professionnel débiteur. Le cadeau fait par le consommateur à une tierce personne est alors considéré comme une cession de créance à un tiers, qui confère au tiers les mêmes droits vis-à-vis du professionnel que ceux dont dispose le consommateur (l'acheteur initial). Une notification ou formalité spécifique n'est pas nécessaire, car le débiteur cédé, donc le professionnel, a accepté implicitement la cession. En vendant le chèque-cadeau destiné à un tiers, il est présumé avoir une connaissance suffisante de la cession. Le bénéficiaire d'un chèque-cadeau a donc bel et bien les mêmes droits que l'acheteur initial pour contester un problème lié au chèque qu'on lui a offert.

Question 1854 (26.02.2016) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant **l'étude sur la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom**:

Ein Gutachten, das von der Fraktion Bündnis 90/Die Grünen im Deutschen Bundestag in Auftrag gegeben wurde, stellt gravierende Sicherheitsmängel im Atomkraftwerk Cattenom fest. Die Untersuchung des Atomsicherheitsexperten Professor Dr. Manfred Mertins ergibt, dass wesentliche Sicherheitssysteme veraltet sind oder im Problemfall ausfallen könnten.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und die Umweltministerin stellen:

1. Ist diese Studie der Regierung bekannt?
2. Wenn ja, wie schätzt die Regierung die Schlussfolgerungen des Gutachtens ein?
3. Welche Schritte wird die Regierung aufgrund dieser Studie unternehmen?

Réponse commune (01.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Die Studie, welche die ehrenwerten Abgeordneten erwähnen, wird derzeit noch geprüft. Auch wenn in der Kürze der Zeit noch keine abschließende Bewertung möglich ist, so kann dennoch darauf hingewiesen werden, dass die Studie auf einige wesentliche Mängel des AKW Cattenom eingeht. Es muss daneben auch auf einige Schwachstellen der Studie hingewiesen werden. Beispielsweise wird dargestellt, dass die Anforderungen in Bezug auf Hochwasser nicht umfassend nachgewiesen sind. Beim Stresstest wurde in der Tat festgehalten, dass bei außergewöhnlichen Regenfällen wichtige Komponenten überflutet werden könnten. Zugrunde gelegt wurden dabei Regenfälle, die zukünftig eventuell aufgrund des Klimawandels eintreten könnten. Als Maßnahme, um solche

¹ Présidé par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et composé de hauts représentants du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Justice, du Ministère de la Santé ainsi que du Département de l'Environnement du MDDI.

Überflutungen zu verhindern, sind 2015 zusätzliche Barrieren errichtet worden. Meine Mitarbeiter konnten sich Anfang des Jahres davon überzeugen, dass diese Arbeiten abgeschlossen sind. Andere Überflutungsszenarien, welche im Bericht angesprochen worden sind, können aufgrund der Lage des Kraftwerks, 22 Höhenmeter über der Mosel, ausgeschlossen werden.

Inwieweit andere Kritikpunkte des Berichts belastbar sind, kann derzeit noch nicht bestätigt werden. Wir haben deshalb die Europäische Kommission um Stellungnahme gebeten und stehen auch im intensiven Austausch mit der zuständigen deutschen Behörde im Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit.

Sollten sich die erhobenen Vorwürfe erhärten, werden wir selbstverständlich und mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln das Beheben der identifizierten Sicherheitslücken einfordern.

Question 1856 (29.02.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **publicité de prestataires médicaux**:

Il ressort d'un article de presse que de plus en plus de prestataires étrangers opérant dans le domaine médical font de la publicité pour leurs services dans les médias luxembourgeois.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'évolution décrite ci-dessus?

- Est-il exact que les autorités luxembourgeoises n'ont pas de moyens légaux afin d'interdire ce type de publicité?

- La question de la publicité de prestataires médicaux a-t-elle été discutée au cours de la récente Présidence luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces discussions?

Réponse commune (22.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Pour les prestataires de services médicaux et de soins, à savoir les médecins, médecins-dentistes, pharmaciens et professionnels de santé, les dispositions déontologiques leur respectives applicables interdisent en principe toute forme de publicité directe.

Ces dispositions s'appliquent, sous peine de sanctions disciplinaires, à tout professionnel légalement établi au Luxembourg.

La déontologie et le pouvoir de discipline relèvent essentiellement de la compétence du Collège médical en ce qui concerne les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens, respectivement du Conseil supérieur de certaines professions de santé en ce qui concerne les professions de santé.

Néanmoins, en raison de la territorialité de ces dispositions déontologiques, elles ne sauraient s'appliquer à des prestataires de services médicaux et paramédicaux établis à l'étranger qui diffusent des messages publicitaires à la radio ou dans les journaux luxembourgeois pour attirer la clientèle du Grand-Duché.

Par conséquent, malgré le fait que le phénomène de la diffusion de publicités relatives à des offres de soins dans les médias luxembourgeois par des prestataires établis à l'étranger ne soit pas nouveau, ni le Collège médical ni le Conseil supérieur de certaines professions de santé ne peuvent tenter une procédure disciplinaire à leur encontre.

À noter pourtant qu'un essor considérable du nombre de ces publicités n'a pas pu être constaté récemment.

La question de la publicité des prestataires médicaux n'a pas fait partie des priorités adressées dans le domaine de la santé pendant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'interdiction de ce genre de publicités dans les médias audiovisuels, il y a lieu de souligner que la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques dispose que la communication commerciale audiovisuelle pour les traitements médicaux qui sont disponibles uniquement sur ordonnance est en principe interdite.

En ce qui concerne la presse écrite, il n'y a pas de dispositions spécifiques stipulant à l'égard de l'éditeur une interdiction de publier de telles publicités.

Question 1859 (29.02.2016) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant la **course-poursuite survenue le 24 février 2016**:

Selon les informations publiées sur «rtl.lu», dans la nuit de mardi à mercredi passé, un automobiliste serait passé outre un contrôle de police et aurait percuté la voiture des agents de police pour s'enfuir ensuite en direction de la France. La police aurait été contrainte d'abandonner les poursuites à la frontière française. L'article 41 de la Convention d'application de l'Accord Schengen stipule dans le paragraphe 1 que «Les agents d'une des Parties Contractantes qui, dans leur pays, suivent une personne prise en flagrant délit de commission d'une des infractions visées au paragraphe 4 ou de participation à l'une desdites infractions, sont autorisés à continuer la poursuite (...)». Cependant, l'infraction mentionnée n'est pas explicitement visée dans le paragraphe 4, puisqu'elle n'a pas entraîné «la mort ou des blessés graves». Cela dit, le paragraphe 10 de l'article précité prévoit, quant à lui, que «Les Parties Contractantes peuvent, sur le plan bilatéral, étendre le champ d'application du paragraphe 1 et adopter des dispositions supplémentaires en exécution du présent article.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Est-ce que les autorités françaises ont été averties respectivement contactées au sujet du cas précité?

2. Dans l'affirmative, comment les autorités françaises ont-elles réagi?

3. Existe-t-il sur le plan bilatéral une extension du champ d'application du paragraphe 1 de l'Accord Schengen, qui aurait pu permettre de poursuivre l'auteur visé par l'infraction en flagrant délit?

4. Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre est-il d'avis que les dispositions relatives à l'Accord Schengen devraient être adaptées afin de pouvoir intervenir de manière plus conséquente et efficace contre ce type d'infraction en cas de flagrant délit?

5. Une personne soupçonnée de commettre ou de planifier des attentats terroristes, peut-elle être poursuivie par les forces de l'ordre au-delà des frontières communautaires?

Réponse (08.04.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Ad 1. et 2. Il n'y avait pas d'utilité d'en avertir les autorités françaises comme la personne a pu être identifiée et elle a été «interpellée» quelques heures après l'incident.

Ad 3. Il n'existe pas sur le plan bilatéral une extension du champ d'application du paragraphe 1^{er} de l'article 41 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

Ad 4. Différentes initiatives, dont une révision du Code Frontières Schengen, sont en cours au niveau de l'Union européenne pour assurer le bon fonctionnement de l'espace Schengen.

Ad 5. L'honorable Député n'est pas sans savoir que, vu sa situation géographique, le Luxembourg n'a pas de frontière terrestre extracommunautaire. Nos forces de l'ordre ne seront donc pas amenées à engager des poursuites au-delà de celles-ci.

Question 1860 (01.03.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **mise en œuvre de la loi du 21 juillet 2015 portant création de la profession de psychologue**:

En janvier 2016, Madame la Ministre avait annoncé à la Chambre des Députés qu'au cours du mois de février une réunion devrait avoir lieu entre les responsables gouvernementaux, le Collège médical et le Conseil scientifique de psychologie afin d'élaborer une procédure d'autorisation pour l'exercice de la profession de psychologue, telle que prévue par la loi du 21 juillet 2015.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- La réunion en question a-t-elle déjà eu lieu?

- Dans la négative, quelles sont les raisons de ce retard dans la mise en œuvre de la loi du 21 juillet 2015?

- Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

• Des critères de reconnaissance pour les diplômes de psychologue, tels qu'envisagés dans les dispositions transitoires, ont-ils été arrêtés? Si oui, s'agit-il de critères objectifs qui seront accessibles en toute transparence, de façon à permettre aux personnes en cause de parfaire leurs éventuelles lacunes de formation? Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que le délai transitoire de trois ans endéans duquel l'autorisation d'exercer va être accordée pourrait poser problème à ces personnes qui, en raison du retard du traitement des demandes d'autorisation, ne pourront clôturer leurs études complémentaires en temps voulu? Qu'est-ce que Madame la Ministre envisage de proposer dans ces cas?

• L'actuel texte de loi n'intègre aucun équivalent horaire pour les 70 crédits ECTS (European Credit Transfer System), par référence au processus de Bologne, qui doit compter le cursus des études de psychologie. Les formations universitaires constituent donc de fait la seule et unique référence et excluent d'office toutes les personnes ayant fait leur formation en dehors de l'université, comme les instituts de formation non universitaires. Ces derniers, selon les directives européennes, ne sont pas autorisés à accréditer des ECTS et ne peuvent donc légalement que certifier les présences en termes d'heures de formation. Est-ce que les formations dispensées par ces instituts non universitaires, issus souvent d'une longue tradition et agréés à l'étranger, seront reconnues? Si oui, sur base de quelle clé d'équivalence? Si non, pour quelles raisons?

Réponse (21.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

En date du 18 février 2016, des représentants du Ministère de la Santé, du Conseil scientifique de psychologie et du Collège médical se sont réunis pour discuter des modalités pratiques pour évacuer le plus efficacement possible les dossiers de demandes d'autorisation d'exercer de psychologues.

En ce qui concerne la détermination de critères en vue de l'examen des prédites demandes, il y a lieu de souligner que tant la loi du 21 juillet 2015 que son règlement grand-ducal d'exécution déterminent les conditions à remplir pour accéder à la profession de psychologue.

Les critères de formation soulevés par l'honorable Députée sont dès lors objectifs et accessibles publiquement en toute transparence, ceci tant pour les dispositions générales fixées à l'article 2 de la loi précitée que pour les dispositions dérogatoires applicables pendant la phase transitoire.

Ainsi, toute personne désirant compléter ses qualifications professionnelles peut déjà le faire aujourd'hui en connaissance de cause.

À noter également que l'expiration du délai transitoire n'est pas une date butoir à partir de laquelle aucune personne ne pourra plus être autorisée à exercer la profession de psychologue.

En effet, à partir de ce moment, seules les dispositions du régime ordinaire d'autorisation trouveront à s'appliquer.

Par rapport au sujet du manque d'équivalent horaire des 70 ECTS pour la formation en psychologie figurant à l'article 4 de cette loi, il y a lieu de souligner que ces dispositions ont trait à ce régime ordinaire.

Dans ce contexte, il s'agit de préciser que la reconnaissance de ces qualifications se fait selon les dispositions de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service.

L'absence d'équivalent n'implique donc aucunement que les titulaires de qualifications professionnelles obtenues auprès d'un établissement de formation non universitaire soient exclus d'office.

En effet, il y a lieu de contrôler si ces qualifications ont été obtenues dans un établissement de formation reconnu par les autorités compétentes de l'État d'obtention et si elles correspondent, quant à leur contenu, aux exigences du profil professionnel du psychologue luxembourgeois.

Concernant l'équivalence de la durée, on peut dire que de manière générale, 1 ECTS correspond à un volume horaire de 25 à 30 heures.

Question 1861 (01.03.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics**:

Pour assurer au mieux la sécurité publique, le Conseil de Gouvernement du 18 septembre 2015 a décidé de recruter au total 346 nouveaux policiers jusqu'en 2018. Afin d'assurer la sécurité dans les transports publics, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures envisage l'introduction d'un corps de police des transports publics qui devrait être entièrement intégré dans la police. Or, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé lors de l'heure de questions du 24 février 2016 de ne pas disposer d'effectifs suffisants pour créer un tel corps.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Parmi ces 346 nouveaux policiers, combien de policiers pourraient être affectés à la police des transports publics?

- Quand cette unité spéciale pourrait-elle être opérationnelle?

Réponse (05.04.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics n'est actuellement pas envisagée pour des raisons amplement développées lors de la séance d'heure de questions au Gouvernement du 24 février 2016.

Question 1862 (01.03.2016) de **Mmes Martine Hansen** et **Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **problématique des permis de conduire de catégorie C et D**:

Les permis de conduire de catégorie C et D pour les transports lourds, les camions ou encore les bus sont renouvelables jusqu'à l'âge de 70 ans pour cinq ans, à partir de l'âge de 70 ans, ils peuvent être prolongés pour trois ans et, après avoir dépassé l'âge de 75 ans, ils ne sont plus délivrés.

Selon nos informations, il y aurait eu des cas individuels dans lesquels les chauffeurs âgés de moins de 70 ans n'auraient pas pu renouveler leur permis de conduire pour une période de cinq ans comme indiqué dans la loi, mais seulement pour une période d'un an.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Ministre est au courant de cette décision prise par rapport aux chauffeurs concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur quelle base légale ces décisions ont-elles été prises?

Réponse (30.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les cas isolés pour lesquels des conducteurs âgés de moins de 70 ans se sont vus délivrer un permis de conduire dans les catégories C et D pour une durée de validité d'un an seulement au lieu de cinq ans comme prévu par le Code de la Route.

En 2015, sur un total de 35.954 demandes de renouvellement (toutes catégories confondues) traitées en 2015, 88 correspondent à des demandes (incluant au moins l'une des catégories C, C1, D, D1, DE, D1E, C1E ou CE) où l'âge du demandeur est inférieur à 70 ans et pour lequel le permis de conduire a été renouvelé pour une durée limitée à un an.

Ces 88 demandes se répartissent à leur tour en deux groupes:

- demandes provenant de personnes âgées de 59 ans (56);

- demandes provenant de personnes âgées de 69 ans (32).

La limitation à un an de validité du permis de conduire, alors même que la personne concernée n'a pas atteint l'âge limité de 70 ans, s'explique par l'application des dispositions de l'article 87 du Code de la Route qui transpose en droit national certaines dispositions de la directive 2006/126/CE.



En effet, d'une part, le paragraphe 3 de l'article 87 stipule que: «Pour obtenir le renouvellement de son permis de conduire, le titulaire doit présenter au ministre ayant les Transports dans ses attributions, avec sa demande, la pièce spécifiée sous 5) de l'alinéa 2 de l'article 78. Toutefois, en vue du renouvellement de son permis de conduire au-delà de l'âge de 60 ans, le titulaire doit présenter en outre, avec sa demande, le certificat médical dont question sous 1) de l'alinéa 2 de l'article 78.»

L'âge de 60 ans constitue donc un premier palier où toutes les personnes doivent, afin de renouveler leur permis de conduire, fournir un premier certificat médical. En conséquence, les personnes âgées de 59 ans, souhaitant renouveler leur permis de conduire, se voient délivrer un permis de conduire valable jusqu'à leur 60^e anniversaire.

D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 87 stipule que: «Les permis de conduire des catégories C, CE, C1, C1E, D, DE, D1 et D1E ont une durée de validité de cinq ans sans dépasser l'âge de 70 ans des titulaires.»

L'âge de 70 ans constitue donc le deuxième palier.

Dès lors, les personnes âgées de 69 ans, souhaitant renouveler leur permis de conduire, se voient délivrer un permis de conduire valable jusqu'à leur 70^e anniversaire.

Néanmoins, dans les deux cas énoncés ci-dessus, il est d'usage, dans un souci de simplification administrative, que le même certificat médical soit réutilisé pour le renouvellement de 60 à 65 ans, respectivement de 70 à 73 ans (sous condition que lors du traitement de la nouvelle demande, ce certificat médical ne soit pas daté de plus d'un an).

Ensuite, en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le ministre en charge des Transports peut notamment restreindre la validité des permis de conduire, si l'intéressé:

- 1) présente des signes manifestes d'alcoolisme ou d'autres intoxications;
- 2) n'offre pas, compte tenu des faits d'incapacité ou de maladresse suffisamment concluants constatés à sa charge, les garanties nécessaires à la sécurité routière;
- 3) est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule;
- 4) souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire;
- 5) refuse d'exécuter la décision du Ministre des Transports l'invitant à produire un certificat médical récent ou à faire inscrire sur le permis de conduire la prolongation ou le renouvellement de la période de stage ou la restriction de son droit de conduire;
- 6) a fait une fausse déclaration ou usé de moyens frauduleux pour obtenir un permis de conduire, son renouvellement ou sa transcription.

Avant de pouvoir prendre une des mesures précitées, les dossiers en question sont au préalable avisés, soit par la Commission spéciale, soit par la Commission médicale des permis de conduire, instituées en vertu de l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Pour ce qui est des dossiers qui ont été avisés par la Commission médicale des permis de conduire en 2015 et traitant les cas sub. 1) et 4), aucun permis de conduire des catégories C et D n'a été limité dans la durée.

En ce qui concerne les dossiers traités par la Commission spéciale des permis de conduire, trois permis de conduire incluant les catégories C et D ont été limités à douze mois en 2015, et ceci pour des raisons visées sub. 3) de l'article précité ci-dessus.

Question 1864 (02.03.2016) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement» (CETA):

Le «Comprehensive Economic and Trade Agreement» (CETA), accord économique bilatéral de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (UE), finalisé en septembre 2014, demeure un accord très sensible. Il est contesté notamment pour son mécanisme de protection des investissements et des entreprises (ISDS) - similaire à celui du traité TTIP en cours de négociation -, mais aussi pour d'autres dispositions, telles que par exemple la coopération réglementaire, qui pourraient limiter ou

décourager complètement le renforcement des normes de protection de l'environnement, de la santé et du consommateur dans les pays concernés.

Or, la Commission européenne et le Canada viennent de publier le texte final de cet accord en précisant qu'il englobe désormais un mécanisme «ISDS» réformé, similaire à celui proposé dans le cadre des négociations TTIP.

Selon le calendrier de travail de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'UE, le CETA serait à l'ordre du jour du Conseil des Affaires étrangères (CAE) du 13 mai 2016 avec l'intitulé suivant: «Council Decision on signature and provisional application of the EU-Canada Comprehensive Economic and Trade Agreement».¹ Le vote au Parlement européen ne semble par contre prévu qu'à l'automne 2016.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le CETA figure à l'ordre du jour de la réunion du CAE du 13 mai 2016?
2. La Commission européenne s'est-elle déjà prononcée sur la question du statut d'accord «mixte» ou «non mixte» du CETA?
3. Quelle est la position du Gouvernement relative à une application provisoire du CETA sans accord préalable des parlements nationaux?
4. Monsieur le Ministre partage-t-il mon avis qu'il s'agit bel et bien d'un «accord mixte» et que le CETA ne peut entrer en vigueur sans un vote favorable des parlements nationaux et donc de la Chambre des Députés?

Réponse (22.03.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Le calendrier de travail provisoire de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'UE, dans un document datant du 15 décembre 2015, avait en effet prévu la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la réunion du Conseil des Affaires étrangères «Commerce» du 13 mai prochain un point relatif à l'accord CETA. Ceci étant, la Malmström européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a récemment confirmé qu'elle entend soumettre cet accord aux États membres en juin 2016, le temps que celui-ci soit traduit dans toutes les langues officielles de l'UE. La Présidence néerlandaise ne prévoit, à ce stade, pas de discussion particulière à cet égard lors de la réunion du CAE «Commerce» de mai.

Ad 2. Non. La Commission européenne ne s'y prononcera probablement qu'à l'occasion de la soumission officielle des textes au Conseil et avant la conclusion et la signature de l'accord.

Ad 3. S'agissant du caractère «mixte» de l'accord CETA (voir infra), il y a lieu de rappeler que tout accord mixte peut être appliqué provisoirement pour ce qui est des domaines de l'accord relevant de la compétence exclusive de l'UE et ceci après le consentement du Parlement européen. Les dispositions de l'accord tombant sous la compétence des États membres n'entreront en vigueur qu'après la ratification de l'accord par les parlements nationaux.

Ad 4. Le Gouvernement soutient sans équivoque le caractère mixte de cet accord. L'entrée en vigueur d'un accord mixte présuppose sa ratification, selon leurs procédures respectives à cet égard, par l'ensemble des parties à l'accord, en l'occurrence le Canada, l'UE et ses États membres.

Question 1865 (02.03.2016) de MM. Claude Lamberty et Max Hahn (DP) concernant les fourrières dans le sud du pays:

L'article 17 du Code de la Route prévoit que «tout véhicule immobilisé par un fonctionnaire de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises doit être mis en fourrière au plus tard dans les 72 heures de son immobilisation». Pour le sud du pays, il semblerait que tant la fourrière judiciaire de Sanem que la fourrière administrative «AGORA» à Esch-sur-Alzette soient temporairement saturées de sorte que des véhicules restent immobilisés sur la voie publique. Les ventes publiques constituent certes un moyen d'évacuation des véhicules, mais ne peuvent à elles seules être l'unique moyen pour libérer des emplacements.

¹ Provisional agendas for Council meetings, during the first semester of 2016 (the Netherlands Presidency), <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15548-2015-INIT/en/pdf>, p. 17.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette situation?
2. Le cas échéant, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il pour y remédier?
3. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'emplacements des différentes fourrières du pays? Quelle a été l'évolution au cours des dix dernières années?
4. Quelle est la durée moyenne avant qu'un véhicule ne soit récupéré par son propriétaire?
5. Le «Masterplan Midfield» s'étendra sur l'emplacement de l'actuelle fourrière locale administrative de Howald. Monsieur le Ministre prévoit-il de délocaliser l'emplacement?

Réponse (08.04.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

Ad 1. et 2. Au début du mois de février 2016, la direction générale de la police a informé son personnel que les fourrières étaient temporairement saturées et émis des consignes sur la manière de procéder pour faire face à cette situation. Les policiers ont été avisés de s'assurer, au moment de requérir un dépanneur, que celui-ci serait en mesure d'entreposer le véhicule dans son établissement.

En vertu de l'article 17, paragraphe 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, il peut être dérogé à l'obligation de mettre en fourrière le véhicule immobilisé au plus tard dans les 72 heures de son immobilisation en cas d'empêchement dû à une circonstance majeure.

Les responsables de la police ne considèrent pas la saturation des fourrières comme constituant un empêchement au regard de l'article 17, paragraphe 2 de la loi précitée de 1955.

Je ne peux dès lors qu'infirmier l'affirmation selon laquelle une saturation des fourrières aurait pour conséquence que les véhicules resteraient immobilisés sur la voie publique au-delà du délai prévu par la loi.

Ad 3. La police peut recourir à trois fourrières administratives situées à Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Colmar-Berg.

Depuis les dix dernières années, les fourrières de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette disposent de 210, respectivement 100 emplacements. Pour la fourrière de Colmar-Berg, les emplacements ont varié au cours de cette période entre neuf et 29 et s'élèvent actuellement à 21.

Ad 4. Les délais varient fortement en fonction de l'infraction en raison de laquelle le véhicule est mis en fourrière.

On peut toutefois retenir une durée moyenne de 52 heures pour les trois fourrières.

Les voitures délaissées restent en dépôt en moyenne 140 jours avant qu'une décision de mise en ferraille ou de mise en vente n'est prise et mise à exécution.

Ad 5. La Police grand-ducale est actuellement en train de mener des réflexions à ce sujet.

Question 1868 (03.03.2016) de M. André Bauler (DP) concernant le complexe sportif de Diekirch:

En 2014, il avait été convenu entre le Gouvernement et la Ville de Diekirch que le complexe sportif (piscine et hall de gymnastique) de Diekirch, sis rue Merten, serait transféré à l'Etat afin d'être transformé et rénové par la suite.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Ce transfert de propriété a-t-il déjà eu lieu?
2. Quelles sont les conditions précises s'appliquant à ce transfert?
3. Quand les travaux d'assainissement et de modernisation pourraient-ils être commencés au plus tard?
4. Un projet de rénovation a-t-il déjà été élaboré? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer le devis estimatif en la matière?
5. Les travaux en question pourraient-ils être finalisés avant l'ouverture officielle des nouveaux bâtiments du Lycée technique Agricole à Gilsdorf?
6. Quels pourraient être les bâtiments et équipements sportifs alternatifs qui, le cas échéant, pourraient être mis à la disposition des lycées et associations de la Ville de Diekirch durant la phase des travaux?

Réponse (24.03.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Ad 1. L'acte de vente, daté du 13 novembre 2015, vient d'être contresigné par Messieurs les Ministres des Finances, de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Développement durable et des Infrastructures.

Ad 2. L'acte précité prévoit qu'une convention réglant les modalités de gestion, de mise à disposition et de financement sera établie.

Ad 3. Avant de pouvoir commencer les travaux d'assainissement et de modernisation, un état des lieux ainsi qu'une étude approfondie de la construction et des possibilités de rénovation s'avèrent nécessaires. À ces fins, différents bureaux d'études et d'experts seront mandatés sous peu.

Ad 4. L'élaboration du projet de rénovation ne pourra débuter qu'après l'analyse détaillée de tous les éléments de construction et des équipements. Le coût estimatif des travaux d'assainissement et de modernisation sera établi lors de la réalisation de l'avant-projet détaillé.

Ad 5. Actuellement, la mise en service du Lycée technique Agricole à Gilsdorf est prévue pour la rentrée 2020. Bien que le chantier de rénovation du complexe de sports se déroule vraisemblablement en 2019 et 2020, et mis à part les besoins relatifs à la piscine, une grande partie des leçons de sports pourra être couverte moyennant les infrastructures de sports propres au Lycée technique Agricole. En effet, une salle de sports, une salle multifonctionnelle et un terrain de sports extérieur seront à disposition.

Ad 6. Le projet du réaménagement et de l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg prévoit la construction d'un nouveau hall des sports à trois unités qui pourrait également servir d'alternative et combler temporairement le manque d'infrastructures sportives à Diekirch durant la rénovation complète du complexe de sports situé rue Merten.

Question 1869 (03.03.2016) de MM. Gusty Graas et Alexander Krieps (DP) concernant les troubles de l'apprentissage:

En date du 30 janvier 2016 a eu lieu le premier Forum international sur les troubles de l'apprentissage au Kirchberg. Parmi ces troubles, l'on retrouve entre autres aussi la dyslexie.

Sachant que le taux d'enfants souffrant d'une dyslexie est plus élevé dans une société multilinguistique, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur le nombre d'enfants au Luxembourg souffrant d'une dyslexie?
- À quel âge ce diagnostic est-il en général établi?
- Il nous revient que nombre de parents se plaignent que la rééducation orthophoniste de leurs enfants ne soit que partiellement ou même non remboursée par la CNS. Les Ministres peuvent-ils nous informer sur les conditions d'un éventuel remboursement de la part de la CNS?
- Les Ministres seraient-ils, le cas échéant, disposés à revoir ces conditions?
- Les Ministres seraient-ils disposés à mettre en place dans le cadre de la médecine scolaire un dépistage neurosensoriel avant la scolarisation des enfants dans l'enseignement fondamental?

Réponse commune (08.04.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

Pour répondre aux questions émises par Messieurs les Députés, il est important de définir la dyslexie de façon différenciée, il s'agit d'un trouble d'origine centrale qui survient lors du développement cérébral de l'enfant et qui empêche le développement des compétences nécessaires à l'encodage et au décodage du langage écrit en l'absence de toute déficience auditive, visuelle ou intellectuelle.

La prévalence de la dyslexie dans une population n'est donc pas influencée par des facteurs externes tels que le multilinguisme. Le fait de devoir intégrer plusieurs langues avec leurs spécificités d'encodage orthographique pro-



pres peut certes augmenter les difficultés des enfants concernés, mais n'est pas à la source d'un trouble spécifique tel que la dyslexie.

Des réunions interministérielles regroupant les Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale et de l'Éducation nationale ont eu lieu en 2015 afin d'organiser le soutien étatique en matière de la dyslexie/dysorthographe. Lors de ces réunions, l'Office national de l'enfance du MENJE a été retenu pour organiser cette prise en charge via son réseau de prestataires, principalement représenté par les orthophonistes. Un protocole de diagnostic différentiel et de prise en charge a été entériné début 2016.

Les Ministères de la Santé et de l'Éducation nationale effectuent déjà des dépistages précoces et des suivis des compétences sensorielles et langagières des enfants. Ces dépistages s'adressent à l'ensemble de la population et leur but est de rendre possible une prise en charge spécifique dans les meilleurs délais. Certains symptômes précoces de la dyslexie tels que les difficultés métaphonologiques, les difficultés d'encodage verbal, les troubles de l'attention visuelle et de la conscience phonémique sont repérés lors de ces dépistages précoces et pourront être suivis. De même, le facteur héréditaire avéré au niveau de la dyslexie est systématiquement investigué.

Il faut néanmoins noter que, même si la présence de certains symptômes précurseurs doit attirer l'attention de l'entourage de l'enfant concerné, ceux-ci ne permettent pas d'établir un diagnostic certain avant l'acquisition de la lecture.

Comme il n'existe toutefois pas d'instance officielle de prise en charge des troubles dyslexiques, un recensement exhaustif des cas avérés de dyslexie n'est pas possible au Luxembourg. Il est estimé que la prévalence de la dyslexie dans la population est de 5%. On peut donc estimer à 4.500 le nombre d'élèves dyslexiques, enseignements fondamental et secondaire confondus.

Le diagnostic d'une dyslexie est généralement établi à l'âge de l'apprentissage de la lecture, vers six, sept ans.

La rééducation des troubles dyslexiques n'est en effet pas prévue dans la nomenclature des orthophonistes auprès de la CNS, étant donné qu'elle fait partie des «troubles spécifiques des acquisitions scolaires». En vertu de l'article 39 de la convention conclue entre la CNS et l'AMMD, «les ordonnances pour les prestations d'orthophonie et de psychomotricité en série sont précédées par une ordonnance médicale prescrivant l'établissement des bilans, examens fonctionnels et d'aptitude préalables prévus par les nomenclatures afférentes». Cet article prévoit également que «les prestations en série sont prescrites sur le vu des bilans, examens préalables et plans de traitement établis le cas échéant par le prestataire et après leur approbation par le médecin traitant dans le délai de quinze jours de leur réception. Les traitements en série consécutifs à une première série sont ordonnés sur le vu d'un bilan intermédiaire.»

Il en résulte que le médecin, avant d'émettre une prescription pour un traitement en série d'orthophonie, doit au moins disposer d'un bilan établi préalablement par un orthophoniste sur base d'une ordonnance médicale.

L'ordonnance pour le traitement prescrit doit ensuite être validée par la CNS qui émet un titre de prise en charge.

Les actes et services des orthophonistes prévus dans la nomenclature afférente sont pris en charge en fonction du type de rééducation prescrit, à raison soit de 80%, soit de 88%.

Question 1870 (04.03.2016) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les demandeurs d'asile des pays du Maghreb:

Laut Bundesministerium des Innern haben die Maghreb-Staaten Marokko, Algerien und Tunesien der Regierung der Bundesrepublik Deutschland ihre Unterstützung bei der Abschiebung ausreisepflichtiger Staatsbürger zugesagt und sich bereit erklärt, in Deutschland abgelehnte Asylbewerber zurückzunehmen.

Bestandteile der Vereinbarungen sind unter anderem:

- Erklärung zum sicheren Herkunftsland;
- Verfahren für eine schnellere Rückführung in das Heimatland;

- Vereinbarung über eine regelmäßige Rückführung;

- Beantwortung der Rückführungsanfragen innerhalb von 45 Tagen;

- bessere Erfassung mit Hilfe einer Identifizierung über Fingerabdrücke und Kooperation beim Abgleich;

- Klärung der Identität der Asylbewerber durch Konsularbeamte direkt in den betreffenden Erstaufnahmeeinrichtungen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für auswärtige und europäische Angelegenheiten sowie für Einwanderung und Asyl stellen:

1. Wie hoch ist derzeit in Luxemburg die Anzahl an Asylbewerbern aus den drei genannten Staaten?
2. Stellt der Minister einen Zuwachs an Asylbewerbern innerhalb der vergangenen zwölf Monate aus den genannten Staaten fest?
3. Kann der Herr Minister ausschließen, dass die tatsächliche Zahl der Zuwanderer aus den drei Staaten größer ist aufgrund der Personen, die im Zuge der Flüchtlingswelle ihre eigenen Pässe weggeworfen und sich als Syrer ausgegeben haben? Falls nicht, wie hoch schätzt der Herr Minister diese Zahl?
4. Bei wie viel Prozent liegt die Anerkennungsquote für Asylbewerber aus den genannten Staaten?
5. Wie viele abgelehnte Asylbewerber aus den drei genannten Staaten befinden sich derzeit noch in Luxemburg?
6. Wie hoch ist die durchschnittliche Aufenthaltsdauer in Luxemburg dieser ausreisepflichtigen Staatsbürger nach Ablehnung ihres Asylanspruchs?
7. Wie verhalten sich die Staaten Marokko, Algerien und Tunesien gegenüber Luxemburg bezüglich der Rückführung abgelehnter Asylbewerber?
8. Wie gedenkt der Herr Minister die bilaterale Zusammenarbeit in Migrations- und Sicherheitsfragen mit den Maghreb-Staaten Marokko, Algerien und Tunesien zu erweitern?

Réponse (05.04.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Ad 1. Im Jahre 2015 kamen 25 Personen aus Algerien, 14 Personen aus Marokko und 18 Personen aus Tunesien als Asylbewerber nach Luxemburg. Somit stellen die Asylbewerber aus diesen drei Ländern 2,33% der Gesamtzahl aller Asylbewerber für das Jahr 2015 dar.

In den ersten zwei Monaten des Jahres 2016 kamen acht Asylbewerber aus Algerien, vier Asylbewerber aus Marokko und auch vier Asylbewerber aus Tunesien; dies entspricht einem Anteil von 4,17% am Total der Asylbewerber während diesen zwei Monaten.

Ad 2. Es ist kein derartiger Zuwachs feststellbar. So war die Zahl der Asylbewerber aus diesen Ländern letztes Jahr sogar rückläufig im Vergleich zu den vorherigen Jahren (57 Asylbewerber in 2015, gegenüber 90 Asylbewerbern im Jahr 2014).

Ad 3. Eine Vortäuschung einer falschen Identität kann grundsätzlich nicht ausgeschlossen werden. Allerdings kann sich laut Informationen der Asylbehörde die große Mehrheit der syrischen Asylbewerber anhand von Identitätsdokumenten ausweisen. Diese Dokumente werden von einer Spezialabteilung der Polizei auf ihre Echtheit geprüft.

Sollten Zweifel über das Herkunftsland des Bewerbers bestehen, muss die Person während der Anhörung in der Asylbehörde geographische und soziokulturelle Fragen über ihr angebliches Herkunftsland beantworten. In den meisten Fällen kann so schon während der Anhörung festgestellt werden, ob die Angaben der Person stimmen. Sollten weiter Zweifel bestehen, wird ein Sprachentest durchgeführt, der von Sprachexperten des Bundesamtes für Migration und Flüchtlinge ausgewertet wird.

Ad 4. Zieht man die Asylanträge der Jahre 2010 bis 2015 in Betracht, so liegt die Anerkennungsquote für Asylbewerber aus den drei genannten Staaten bei 0,41% für den Flüchtlingsstatus und bei 0% für die Anerkennung von subsidiärem Schutz.

Ad 5. Die Zahl der seit 2010 abgelehnten Asylbewerber aus den drei genannten Staaten, die sich laut den der Immigrationsbehörde zur Verfügung stehenden Informationen zurzeit in Luxemburg aufhalten, beläuft sich auf 23 Personen. In den Jahren 2013, 2014 und 2015 wurden insgesamt 18 abgelehnte Asylbewerber in die drei genannten Staaten rückgeführt.

Ad 6. Angaben über die durchschnittliche Aufenthaltsdauer von abgelehnten Asylbewerbern,

die ausreisepflichtig sind, liegen leider nicht vor.

Ad 7. Die Zusammenarbeit mit den tunesischen Behörden ist zufriedenstellend. Mit Marokko ist die Zusammenarbeit verbesserungswürdig. Mit den algerischen Behörden ist die Zusammenarbeit als stark verbesserungswürdig einzustufen.

Ad 8. Das Mandat zur Aushandlung eines Rückübernahmeabkommens mit diesen Staaten liegt bei der Europäischen Kommission. Deshalb plant die Regierung nicht, kurzfristig auf bilateraler Ebene aktiv zu werden.

Question 1871 (07.03.2016) de M. Henri Kox (déli gréng) concernant l'incident grave à la centrale nucléaire de Fessenheim:

Laut Medienberichten sei es am 9. April 2014 im Reaktor 1 des ältesten französischen Atomkraftwerks Fessenheim zu einem gravierenden Atomstörfall gekommen, dessen Ausmaß aber sowohl der Betreiber wie auch die französische Atomaufsicht heruntergespielt hätten. Recherchen des „WDR“ und der „Süddeutschen Zeitung“ hätten ergeben, dass die 2014 von der Betreiberfirma EDF und der Atomaufsicht (ASN) gemeldete Überschwemmung im AKW Fessenheim keineswegs ein harmloses Ereignis gewesen sei, sondern möglicherweise „einer der dramatischsten AKW-Unfälle in Westeuropa“.

Ein spezieller Krisenstab habe damals entschieden, nach Problemen mit der Reaktorsteuerung, anormalen Temperaturen und dem teilweisen Ausfall der Notabschaltung, die chemische Substanz Bor ins Kühlwasser einzuleiten, um die Kettenreaktion zu stoppen. Laut einem zitierten Reaktorexperten habe es in Westeuropa eine solche Situation bislang noch nicht gegeben. Laut der Tageszeitung „Le Monde“ habe die ASN aber in einer ersten Reaktion die deutsche Einschätzung als haltlos zurückgewiesen. Die Aufsichtsbehörde widersprach dem deutschen Experten allerdings nicht komplett, da sie in Bezug auf die sehr außergewöhnliche Bornotbremse lediglich von einer „seltenen aber vorgesehenen Prozedur“ sprach.

Dieser Störfall in einer französischen Atomzentrale muss auch Luxemburg aufhorchen lassen, da er erneut verdeutlicht, wie schnell mit der veralteten Hochrisikotechnologie „Atomkraft“ in jedem Atomkraftwerk - auch in der Nähe Luxemburgs - durch eine Verkettung von mehreren und an sich kleinen Problemen ein katastrophaler Unfall passieren kann.

Solche Vorfälle sorgen auch für einen Vertrauensverlust gegenüber den Atomaufsichtsbehörden, bzw. für Zweifel an deren Unabhängigkeit. Wenn die deutsche Einschätzung des Störfalls korrekt sein sollte, wirft das auch Fragen in Bezug auf die „offiziellen“ Bewertungen des Pannereaktors Cattenom auf, wo die ASN-Kontrollure z. B. bereits mehrmals - in höflichem Ton - die mangelnde Sicherheitskultur anprangerten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und die Umweltministerin stellen:

1. Hat die luxemburgische Regierung Kontakt mit den französischen Behörden aufgenommen, um weitere Details zu diesem Störfall zu erhalten?
2. Ist die Borzugabe wirklich eine außergewöhnliche Notfallmaßnahme bei AKW-Abschaltungen in Europa?
3. Besteht bei solchen Bornotabschaltungen eine europäische oder internationale Meldepflicht? Gibt es dazu europäische oder internationale Statistiken?
4. Müsste Luxemburg, in Zusammenarbeit mit Deutschland, in Zukunft nicht noch stärker auf eine enge Einbindung bei den Kontrollen in Cattenom sowie auf regelmäßige unabhängige Bewertungen des AKW Cattenom drängen?

Réponse commune (01.04.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Die französische Aufsichtsbehörde ASN hat uns auf Nachfrage Unterlagen zu dem Vorfall vom 9. April 2014 in Fessenheim übermittelt. Darunter befindet sich auch der Brief, den die ASN am 24. April an den Betreiber geschickt hat. Es ist dieser Brief, auf den die deutschen Medienberichte sich hauptsächlich beziehen. Der Brief enthält eine Reihe von Aufforderungen an den Betreiber aufgrund einer reaktiven Inspektion vom 10. April. Es geht aus dem Brief hervor, dass es Fehlermeldungen gab, wonach die Steuerstäbe nicht mehr bedienbar gewesen seien. Dadurch war zumindest eine Feinjustierung der Steuerstäbe unmöglich. Daraufhin

wurde die Leistung durch das Einspeisen von Bor abgesenkt. Die Möglichkeit einer automatischen oder manuellen Schnellabschaltung durch komplettes Einfahren der Steuerstäbe war jedoch weiterhin möglich.

Generell dient Bor im Primärkühlkreislauf der Langzeitregelung. Am Anfang eines Zyklus, wenn der Brennstoff neu ist, bedarf es mehr Bor, um die nukleare Reaktion im Gleichgewicht zu halten. Nach und nach wird dann die Borkonzentration gesenkt. Inwieweit Boreinspeisungen für kurzzeitige Regelungen üblich oder unüblich sind, geht nicht aus den Unterlagen hervor. Hierzu gibt es auch keine Statistiken.

Der Vorfall wurde der internationalen Atomaufsichtsbehörde (IAEO) in Wien gemeldet. Solche Meldungen sind freiwillig und dienen vorwiegend einer globalen Analyse sämtlicher weltweit gemeldeter Störfälle, um hieraus Verbesserungsvorschläge in Bezug auf die Sicherheit herzuleiten. Die IAEO ist im Bereich der nuklearen Sicherheit keine supranationale Aufsichtsbehörde und hat somit keine Befugnisse, auf mögliche Versäumnisse in den Mitgliedstaaten einzuwirken.

Abschließend möchten wir unsere vertieften Kontakte der letzten Monate mit der zuständigen deutschen Aufsichtsbehörde im Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit ausdrücklich hervorheben.

Question 1873 (08.03.2016) de M. Edy Mertens (DP) concernant la fermeture de bureaux postaux:

Le 3 décembre 2015, POST Luxembourg a annoncé la fermeture de 35 de ses 97 bureaux de poste. Les bureaux de poste de Troisvierges, Hosingen et Clervaux ne faisaient pas partie des 35 bureaux concernés. Or, entre-temps, il m'a été rapporté que ces trois bureaux devront également être fermés prochainement suite à l'ouverture d'un nouveau bureau de poste dans le cadre de la construction d'un supermarché à Marnach. Il est à noter dans ce contexte que le bureau de poste de Troisvierges, situé à une distance considérable de Marnach (15 km), propose également des services de POST Telecom et n'a ouvert ses portes qu'en 2015.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les bureaux de poste de Troisvierges, Hosingen et Clervaux fermeront leurs portes suite à l'ouverture du nouveau bureau de poste à Marnach?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quand ces fermetures sont prévues?

- Dans l'affirmative, est-ce que des points POST sont prévus pour compenser la fermeture de ces bureaux, notamment dans la commune de Troisvierges?

Réponse (12.04.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Fin 2015, POST Luxembourg a dévoilé sa future stratégie pour son réseau de vente, stratégie qui repose sur quatre piliers dont la création de points de vente intégrés de POST Telecom, POST Courrier et POST Finance.

Dans ce contexte, POST Luxembourg envisage effectivement d'aménager un tel «Espace POST» dans une surface commerciale actuellement en construction à Marnach et qui devrait ouvrir ses portes vers la fin 2017. Cette démarche est parfaitement en ligne avec la nouvelle stratégie de POST Luxembourg qui répond aux demandes exprimées par les clients concernant les points de vente: horaires élargis, accessibilité facile, disponibilité de places de parking, offre d'une vaste gamme de services postaux, de télécommunication et financiers.

Dans le cadre de cette même stratégie, le conseil d'administration de POST Luxembourg avait décidé la fermeture de 35 bureaux de poste peu fréquentés et aux heures d'ouverture réduites. Comme Monsieur le Député l'écrit justement dans sa question, les bureaux de poste de Troisvierges, Hosingen et Clervaux n'en faisaient pas partie. À ce jour, aucune autre décision quant à la future évolution du réseau de vente n'a été prise. En effet, il est prévu que le conseil d'administration de POST Luxembourg effectue régulièrement un bilan du succès de la stratégie avant de prendre de nouvelles décisions en la matière.

De plus, il convient de rappeler que, conformément à la loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux, le réseau des bureaux de poste ne fait plus partie du service universel à prester par POST Luxembourg.

Question 1874 (08.03.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **fraude sociale et fiscale**:

En octobre 2015, le Gouvernement belge a lancé un site Internet dédié à la dénonciation de la fraude sociale. Intitulé «Point de contact pour une concurrence loyale», le site permet aux citoyens, aux entreprises et aux organisations de dénoncer des cas présumés de fraude sociale. Plusieurs faits peuvent être signalés: la concurrence déloyale, le dumping social, les problèmes de rémunération, de durée de travail et de vacances annuelles, le travail au noir ainsi que la cohabitation ou un déménagement non déclaré. Il s'agit en l'occurrence d'une sorte de dénonciation sans passer par la voie traditionnelle de dénonciation par voie judiciaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'initiative belge?

- Le Gouvernement approuve-t-il un tel système de dénonciation?

- Par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il d'intensifier la lutte contre la fraude sociale et fiscale?

Réponse (25.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Gouvernement luxembourgeois de commenter, voire d'approuver, comme le suggèrent les honorables Députés, les dispositifs mis en place par le Gouvernement belge dans la poursuite de ses objectifs.

Comme indiqué lors de la présentation des éléments de la réforme fiscale en date du 29 février 2016, le Luxembourg entend renforcer la lutte contre la fraude notamment au moyen des mesures suivantes:

- introduction de nouvelles amendes administratives et/ou astreintes, voire, selon le cas, majoration de leur montant;

- renforcement des services de révision et du recouvrement forcé de l'Administration des Contributions directes (ACD) et de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED);

- recrutement d'agents supplémentaires au niveau de la police judiciaire;

- extension éventuelle de la coopération entre différentes autorités nationales;

- modernisation du droit pénal fiscal.

Le détail de ces mesures sera présenté progressivement, en fonction de la finalisation des textes correspondants.

Question 1878 (08.03.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'**incident grave à la centrale nucléaire de Fessenheim**:

Selon différents médias, un incident à la centrale nucléaire française de Fessenheim survenu en 2014 aurait été plus grave qu'avoué. Suite à cette information, l'Allemagne a réitéré sa demande que la centrale soit fermée le plus vite possible, puisqu'elle constitue à ses yeux un risque sécuritaire au vu de son ancienneté. Or, les déclarations de différents membres du Gouvernement français quant à la date de fermeture de la centrale de Fessenheim sont contradictoires.

La Ministre-Présidente de Rhénanie-Palatinat a adressé une lettre au Président de la République française en lui demandant de fermer non seulement la centrale de Fessenheim, mais également celle de Cattenom. D'une manière générale, toutes les centrales installées aux frontières et ayant dépassé un certain âge sont de plus en plus contestées, de même que le fait que seul le pays sur le territoire duquel elles se trouvent peut décider leur fermeture. Ainsi, les Verts allemands ont demandé l'organisation d'un «sommet nucléaire» au niveau de l'Union européenne, afin de réévaluer le risque nucléaire en Europe.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Mesdames les Ministres ont-elles l'intention de soutenir la position allemande en rappelant la demande luxembourgeoise d'une fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom suite aux nouvelles informations concernant la centrale de Fessenheim?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à la proposition d'organiser un sommet européen au sujet de la sécurité nucléaire?

Réponse commune (31.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Le Gouvernement luxembourgeois a, à de multiples occasions, fait démonstration de sa position très critique vis-à-vis de l'industrie nucléaire en France. En matière de politique énergétique, la France s'est dotée le 17 août 2015 d'une loi sur la transition énergétique, avec comme objectif la réduction de la part de l'énergie nucléaire de 75% à 50%. Or, un seul site nucléaire est prévu d'être désactivé, celui de Fessenheim, et encore seulement si le nouveau réacteur nucléaire de type EPR (European Pressurized Water Reactor) à Flamanville (Manche) sera mis en service. Or, sans fermetures de centrales, il est difficile de s'imaginer la réduction de la part de l'énergie nucléaire prescrite par la loi.

En matière de sûreté au niveau européen, la directive 2014/87/Euratom du 8 juillet 2014 relative au cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires prescrit des améliorations de la sûreté pour les réacteurs existants. Ainsi, les connaissances et technologies les plus récentes sont à utiliser pour la mise en œuvre en temps voulu de mesures d'améliorations raisonnablement possibles, y compris dans le cadre des examens périodiques de sûreté. L'objectif est de prévenir les accidents et, en cas de survenance d'un accident, d'en atténuer les conséquences et d'éviter des rejets importants hors site.

Le 1^{er} mars 2016, lors d'une audition à la commission du développement durable de l'Assemblée Nationale, le président de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) a déclaré qu'une extension de l'opération des réacteurs au-delà des 40 ans nécessiterait indispensablement d'améliorations significatives de la sûreté. Il citait comme un des exemples le renforcement de la protection des piscines du combustible usé. Les difficultés financières de l'opérateur EDF font cependant douter que l'ASN puisse s'imposer avec de telles revendications, d'autant plus que cette dernière ne dispose actuellement pas de ressources humaines et financières adéquates pour remplir convenablement ses missions futures. Il est à préciser que les investissements annoncés par EDF dans le contexte du «Grand Carénage» servent à la gestion du vieillissement de la centrale et ne contiennent pas encore les éléments nécessaires d'amélioration de sûreté.

Le Premier Ministre vient de s'adresser au Président de la République française pour lui exposer nos craintes en la matière. Si nous exigeons des améliorations significatives avant toute prolongation, notre revendication primaire reste évidemment la fermeture de la centrale de Cattenom. Ensemble avec la Ministre fédérale allemande en charge de la sécurité nucléaire, les Ministres soussignées vont s'adresser également à la Ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

De ce qui est des récents rapports sur Fessenheim, il nous importe de préciser que cette centrale, en raison de sa distance relativement éloignée de notre pays, ne fait pas l'ordre du jour de nos échanges réguliers avec les autorités françaises. Concernant l'incident du 9 avril 2014, il ressort des rapports reçus de l'ASN que la voie A du système de protection du réacteur et l'indicateur visuel de position des grappes de commande n'étaient plus disponibles. Toutefois, la voie B du même système RPR n'avait pas été touchée. L'indicateur de position des grappes de commande n'étant pas disponible, il n'était pas possible de réguler la puissance du réacteur par l'insertion plus ou moins importante des grappes de commande dans le cœur du réacteur. Les agents d'EDF ont donc utilisé l'ajout de bore dans le circuit primaire pour baisser progressivement la puissance. L'arrêt manuel ou automatique du réacteur par l'insertion complète des barres de commande est resté opérationnel à tout moment au cours de l'événement, mais son utilisation n'a pas été nécessaire.

Suite à cet incident, l'ASN a procédé à une inspection réactive le 10 avril 2014. Cet événement a été présenté respectivement aux membres de la commission franco-allemande et franco-suisse. Ces échanges ont permis de répondre aux questions des participants allemands et suisses sur cet événement.

En ce qui concerne la deuxième question posée par l'honorable Député, le Gouvernement se montre ouvert à toute initiative européenne, solidement ancrée, visant la réévaluation et le renforcement des standards de sécurité nucléaire au sein de l'Union européenne.

Question 1881 (09.03.2016) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant l'**incident à la centrale nucléaire de Cattenom**:

Wie der Presse zu entnehmen ist, ereignete sich am 3. März in der Atomzentrale in Cattenom während Wartungsarbeiten eine schwere interne Kommunikationspanne. Laut dem Betreiber EDF habe zu keinem Zeitpunkt eine Gefahr für Mensch und Umwelt bestanden. Die Panne wirft allerdings eine ganze Reihe von Fragen auf, was die Sicherheitskultur und die Kommunikation innerhalb der zuständigen Abteilungen in der Zentrale betrifft.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an die Umweltministerin stellen:

- Verfügten die Ministerinnen über weitere Informationen bezüglich des Vorfalles?

- Wurde die luxemburgische Regierung über den Vorfall in Kenntnis gesetzt? Falls ja, wann und durch wen ist dies erfolgt?

- Aufgrund dessen, dass selbst intern größere Kommunikationsprobleme bestehen, wie will die luxemburgische Regierung sicherstellen, dass die externe Kommunikation, insbesondere mit den angrenzenden Nachbarländern, klappt, um im Falle einer Störung rechtzeitig informiert zu werden?

Réponse commune (01.04.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Am 7. März 2016 hat der Betreiber des Atomkraftwerks Cattenom der französischen Behörde für nukleare Sicherheit (ASN) einen sicherheitsrelevanten Vorfall gemeldet. Dieser hatte sich bereits am 3. März zugetragen.

Durch Arbeiten an der Turbinenregelung, welche bei laufendem Reaktor zulässig sind, wurde ein Teil der Steuerstäbe durch ein Signal automatisch hochgefahren und ein Alarmsignal in der Leitwarte ausgelöst. Die betroffenen Steuerstäbe dienen der Temperaturregelung des Reaktors. Dieses Signal wurde in der Leitwarte bemerkt und es wurde entsprechend den Vorgaben gehandelt. Dabei wurde jedoch übersehen, dass die Steuerstäbe hochgefahren waren und die Vorgehensweise entsprechend angepasst werden musste. Hierdurch entsprachen die Maßnahmen der Leitwarte nicht der korrekten Betriebsanweisung. Die Konformität wurde wiederhergestellt, nachdem die Arbeiten an der Turbine 45 Minuten später abgeschlossen waren.

Es handelte sich hierbei um eine nicht der Situation angepasste Steuerung des Reaktors aufgrund falscher Signalebewertung. Jedoch wäre eine Abschaltung jederzeit problemlos möglich gewesen. Aufgrund der verspäteten Feststellung des Vorfalles wurde dieser in der INES-Skala auf 1 eingestuft.

Bei solchen sicherheitsrelevanten Vorfällen erfolgt der Informationsaustausch im Rahmen der bestehenden bilateralen Vereinbarungen. Im vorliegenden Fall hat der Betreiber die zuständige luxemburgische Stelle am 8. März benachrichtigt. Am 14. März hat die ASN ihre Bewertung des Vorfalles mitgeteilt.

Für den Fall eines schweren Störfalles, bei dem mit radiologischen Konsequenzen zu rechnen ist, wird die luxemburgische Regierung mittels SELCA alarmiert. Dieses System ermöglicht auch den gesicherten Informationsaustausch mit dem Betreiber, der zuständigen Präfektur und der ASN. Das SELCA-System wird monatlich getestet.

Question 1884 (09.03.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Octavie Modert** (CSV) concernant le **trafic d'armes**:

Suite à notre question parlementaire du 5 février 2016 (n°1789) (cf. *compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016*) au sujet du trafic

d'armes au Grand-Duché de Luxembourg, Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et européennes, de la Sécurité intérieure et de la Justice ont fait savoir dans leur réponse conjointe du 7 mars 2016 que les allégations faites dans un reportage diffusé sur une chaîne de télévision au sujet du trafic illicite d'armes passant par le Luxembourg «ne correspondent pas à la réalité des choses» et que «le Gouvernement ne dispose pas d'informations qui pourraient confirmer ces faits».

Dans son édition de ce jour, le «Quotidien» a cependant publié une série d'articles et d'interviews au sujet justement du trafic d'armes mentionné dans le reportage télévisé, évoqué plus haut. Dans ces articles, il est question d'un «[transit d'armes] par le Luxembourg pour alimenter les filières internationales du grand banditisme auprès desquelles se fournissent aussi les terroristes». Une possible relation entre le trafic d'armes au Luxembourg et des attentats terroristes en France ne serait pas totalement écartée d'après certains experts relayés par la presse. «Depuis janvier, au moins deux grosses affaires de trafic d'armes ont eu le Luxembourg pour toile de fond», peut-on encore lire plus loin.

Par ailleurs, dans une interview réalisée avec la journaliste ayant enquêté sur le trafic d'armes de guerre dans le cadre du reportage télévisé, il ressort que le Luxembourg se prêterait plus facilement au trafic d'armes de guerre en raison notamment de sa position géographique et du nombre important de passages des frontières.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Messieurs les Ministres réagissent-ils désormais aux nouveaux propos relayés par la presse de ce jour et qui réaffirment les allégations faites dans le reportage télévisé en ce qui concerne le trafic d'armes de guerre au Luxembourg?

- Considérant les récentes affaires de trafic d'armes survenues au Luxembourg depuis le début de l'année telles que relatées par la presse, le Gouvernement dispose-t-il désormais de plus amples renseignements en réponse à nos questions précédentes?

- Vu ces nouvelles circonstances, Messieurs les Ministres sont-ils toujours d'avis que les moyens mis en œuvre pour la lutte contre le trafic illicite d'armes sont encore adaptés?

Réponse commune (16.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Les articles de presse relatent des faits ayant été communiqués par le parquet de Lille dans le cadre d'une commission rogatoire internationale. Vous n'êtes certainement pas sans savoir que le Gouvernement n'est pas informé des enquêtes judiciaires en cours respectivement de commissions rogatoires internationales, ceci dans le plus strict respect de la séparation des pouvoirs au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, l'Union européenne s'est fait sienne une lutte coordonnée et sévère contre le trafic illicite d'armes. La réforme de la directive relative au contrôle de l'acquisition et à la détention d'armes à feu est actuellement sous négociation au Conseil et au Parlement européens. Cette réforme contribuera à lutter contre le trafic illicite d'armes.

Son objectif est:

- de rendre plus difficile l'acquisition d'armes à feu dans l'Union européenne;

- de déterminer des conditions plus strictes pour l'achat en ligne d'armes à feu, par exemple à travers une vérification de l'identité et des autorisations de l'acheteur;

- de renforcer également la coopération entre les États membres en matière d'échange d'informations, notamment sur le refus d'autorisations de détention d'armes à feu décidés par une autorité nationale.

Les travaux ont débuté sous Présidence luxembourgeoise et la Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union intensifiera les efforts pour faire avancer les négociations en cours et pour présenter des résultats en juin de cette année.